

**UNIVERSITE des SCIENCES SOCIALES
TOULOUSE I**
Centre " Morris JANOWITZ " - Forces Armées et Sécurité

Ecole Doctorale " Droit et Science Politique "

THESE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITE DE TOULOUSE I

Discipline : Science Politique

présentée et soutenue en mars 2000

par

Ramazan IZOL



**L'ARMEE TURQUE, CONSERVATOIRE DE LA TRADITION
KEMALISTE : CONTRIBUTION A L'ETUDE DES
RELATIONS ARMEE-POUVOIR DANS LA TURQUIE
CONTEMPORAINE**

JURY

M. Jean-Pierre MARICHY

Professeur de Science Politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse Directeur de recherche

M. Michel L. MARTIN

Professeur de Science Politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse

M. Jean RIVES

Professeur d'Histoire à l'Université de Toulouse Le Mirail

M. Thomas LINDEMANN

Maître de Conférences de Science Politique à l'Université des Sciences Sociales Toulouse I

TOME II

**DEUXIEME PARTIE : CONTINUE DE LA
TRADITION KEMALISTE DANS L'EVOLUTION
CONTEMPORAINE DES RELATIONS ARMEE-
POUVOIR**

Dans la dernière partie de notre thèse, nous allons nous concentrer sur les faits réels de la vie politique turque tout en essayant de démontrer la place dominante de l'institution militaire dans le processus de prise de décisions et dans la sphère politique globalement. Après avoir déterminé les cadres scientifiques de notre travail dans la partie précédente, nous allons tenter à présent de voir de près l'évolution politique, historique et culturelle du système politique turc pour mettre en évidence le processus de montée en puissance du pouvoir militaire dans la sphère politique. En d'autres termes, depuis le passage au multipartisme survenu en 1946, l'intervention politique des forces armées turques n'a pas été absente et la présence militaire dans le domaine politique a été justifiée au fil des années par les Constitutions, qui ont été toujours transformées par chaque coup d'État selon les exigences militaires. En effet, nous avons assisté à l'institutionnalisation de la présence militaire dans le système politique grâce aux coups d'État, qui définissent donc les cadres constitutionnels de la République turque. Etant donné que l'institution militaire turque a la possibilité constitutionnelle de légitimer sa présence dans le domaine politique, il ne lui reste qu'à se baser sur une raison politique fiable et forte afin d'intervenir dans le processus de prise de décisions et de justifier sa position stratégique dans la sphère politique.

Tout au long de cette partie événementielle, nous allons nous interroger sur les relations Armée-Partis politiques, sur la mise en scène de trois coups d'État militaires, sur la phase préparatoire de chaque coup d'État et sur l'institutionnalisation de la présence militaire dans le système politique. A la suite de chaque intervention militaire au sein de la vie politique, nous avons effectivement vu apparaître une nouvelle Constitution qui fut modifiée radicalement. Ceci dit, l'appareil militaire fut davantage renforcé et bien placé dans le système politique suite à sa chaque intervention. Nous allons nous interroger également sur les moyens utilisés par l'institution militaire et sur ses efforts politiques destinés à créer une base de légitimité à sa position importante dans la sphère politique.

En dernier lieu, nous allons tâcher de mettre l'accent sur les attitudes politiques des partis à l'égard de l'intervention militaire et de l'usurpation du pouvoir politique, et de mesurer l'habileté politique de ces partis face à un danger important destiné à leurs propres marges de manœuvre. Autrement dit, la prise de position des principaux partis politiques à l'égard de chaque coup d'État militaire et la fiabilité du système politique civil face à un danger présent seront dans une large mesure examinées tout en insistant évidemment sur chaque cas différent.

Et enfin, nous essaierons de mettre en évidence l'orientation du contrôle militaire pour le maintien des principes kémalistes. En d'autres termes, la préoccupation majeure de

l'armée turque est déterminée par rapport à la protection de certains principes kémalistes : le contrôle de la question kurde et le contrôle de la restauration d'un pouvoir religieux. Le problème de l'établissement de l'intégrité nationale et celui de l'indivisibilité territoriale et la protection du principe kémaliste du laïcisme, seront les raisons incontournables de l'intervention politique des forces armées depuis la création de la République kémaliste jusqu'à nos jours.

Institut kurde de Paris

CHAPITRE 1 LES INTERVENTIONS MILITAIRES ET L'ÉVOLUTION DES RELATIONS ARMÉE-POUVOIR

Il est possible d'examiner en deux étapes la vie politique de la République de la Turquie. La première étape se déroule notamment sous la domination absolue du parti unique (le PRP) depuis le début des années vingt jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Et la seconde partie de la vie politique turque est essentiellement marquée par le passage au multipartisme en 1946 et par le renversement du pouvoir du parti unique sous la direction du Parti Démocrate en 1950. L'apparition du PD au sein de la vie politique turque a été en effet le résultat d'un "groupe d'élite alternatif" composé de nouvelle classe bourgeoise émergente³⁸⁵.

En face de l'armée, il y a eu deux grandes familles politiques, depuis la Deuxième Guerre Mondiale, qui ont symbolisé la transformation socio-politique de la Turquie contemporaine : le Parti Républicain du Peuple et le Parti Démocrate (1946-1960). Au fil du temps, il est apparu dans la scène politique turque de nombreux autres partis qui n'étaient que des émanations de deux grandes familles politiques. Par ailleurs, les autres formations sont restées secondaires, surtout jusqu'à 1961, la date où l'ouverture politique vers le pluralisme est devenue réelle, aussi bien sur le plan électoral que par rapport à leur relation avec l'armée.

³⁸⁵ Lucille W. Pevsner, "Turkey's Political Crisis : Background, Perspectives, Prospects", Washington, D.C. : Praeger Publishers, 1984, p.26.

Il convient quand même de mettre l'accent sur le terme du pluralisme utilisé souvent comme caractéristique de la vie politique turque après le passage au multipartisme en 1946. Il est pourtant vrai qu'on n'a jamais pu assister en Turquie à une vie politique pluraliste au sens propre du terme d'après sa définition dans la littérature classique de science politique. De ce point de vue, il est assez discutable de prétendre que le Parti Démocrate restant sans interruption au pouvoir entre 1950 et 1960 et son successeur le Parti de la Justice arrivé pour la première fois au pouvoir en 1965 après l'intervention militaire du 27 mai 1960 et resté à plusieurs reprises au pouvoir jusqu'à 1980, ont d'une manière générale une vocation démocratique absolue et sont véritablement des partis de droites libérales.

De même, il est aussi difficile de trouver de grandes différences fondamentales entre le PRP le parti unique jusqu'à 1950 et le PRP le parti de l'opposition durant dix ans jusqu'à l'intervention militaire de 1960 ou bien le PRP des années soixante. Malgré, d'une part, le processus de recherche d'une nouvelle identité accélérée par l'arrivée de Ecevit en 1972 à la tête du parti comme nouveau chef à la place de leader incontournable, M. İnönü; et d'autre part, le rapprochement considérable du PRP avec le peuple suite au changement surprise de son leader, le PRP n'a jamais été véritablement un parti social-démocrate³⁸⁶.

Les partis radicaux se trouvant de droite et de gauche de l'éventail des partis centraux à l'exception de deux grandes tendances principales politiques (PRP et PD, PJ, Parti de la Mère patrie etc.) n'ont pas suivi effectivement une évolution politique saine dans le système politique faute d'une liberté d'expression et de présentation due à la Constitution et aux lois en vigueur. De ce fait, ils se sont avant tout préoccupés à s'efforcer d'établir leurs légitimités dans le système avant même de faire librement la politique.

L'armée en tant que force politique extraordinaire prend sa place privilégiée dans le système avec son intervention dans la sphère politique en 1960 et cherche toujours à préserver les lieux stratégiques du régime politique (la présidence de la République comme c'était le cas lors des élections présidentielles des 1961, 1966, 1973, 1980) sous son contrôle tout en étant directement et sans hésitation impliquée dans le domaine politique en dehors de sa fonction de la défense nationale. De ce fait, l'une des caractéristiques fondamentales de la vie politique turque après le passage au multipartisme est considérablement marquée par les interventions militaires dans la sphère politique.

D'une manière générale, le premier niveau de conjonction à traiter est celui des formations politiques et de l'armée. Au fil du temps, avec le vide laissé par l'armée, ce sont les partis politiques qui semblent s'installer d'une façon irréversible dans la vie

³⁸⁶ Cf. Idris Kucukomer, "Cuntaciliktan Sivil Toplum", Baglam Yayincilik, Istanbul, 1994, p.28.

politique. Le tournant de l'évolution qui est observable serait sans doute, celui d'une société longtemps militarisée à une société politisée par les partis politiques. Cette société de partis politiques semble survivre et se renforcer à travers les interventions militaires. A chaque occasion des interventions militaires, la mise au banc des accusés des formations politiques en Turquie en tant que bouc émissaire incontournable va nous préoccuper tout au long de notre recherche dans le souci de trouver une réponse convenable à cette question cruciale. Par ailleurs, la nécessité de l'existence des partis politiques pour une vie démocratique a dû jouer un rôle important pour la réhabilitation et la réintégration de ceux-ci dans la sphère politique à la fin de chaque coup d'État militaire.

Compte tenu de l'importance des interventions des forces armées dans la vie politique turque, il nous est apparu assez logique de nous pencher en détail sur chaque coup d'État militaire et aussi sur l'évolution d'attitudes militaires à l'égard des partis politiques et enfin sur les comportements des partis politiques vis-à-vis de l'armée turque.

Sans procéder à un exposé exhaustif, nous allons donc mettre l'accent sur certaines attitudes et certains réflexes établis entre les grands partis politiques et les forces armées. La vie politique pluraliste turque est relativement marquée par les ruptures systématiques imposées par l'intervention militaire. L'armée prend une importance primordiale dans la sphère politique et s'impose d'une manière ouverte comme une force politique tout en bouleversant les normes démocratiques. De ce fait, notre préoccupation majeure serait de définir clairement le processus d'institutionnalisation de la présence militaire dans le système politique en nous référant à l'évolution politique, culturelle et sociale survenue dans la vie politique turque depuis la création de la République.

SECTION 1) L'ARMEE ET LES PARTIS POLITIQUES AU COURS DE LA PERIODE DU PLURALISME LIMITE 1951- 1960

Dans cette section, nous allons tenter de mettre en clair les relations existantes entre l'armée et les deux principaux partis politiques (le PRP et le PD). Quelle était la position de l'armée vis-à-vis de ces partis politiques ? Ces deux partis possédaient-ils une large

autonomie dans leurs actions politiques ? Jusqu'à quel point l'armée était-elle sous contrôle du pouvoir civil ? Il est possible de multiplier les questions dans l'analyse des relations civilo-militaires durant cette période précise. En un mot, nous essaierons de déterminer les rapports de force entre l'institution militaire et ces deux partis politiques dans le souci de bien comprendre la situation politique de la période concernée et de bien saisir les véritables raisons de l'intervention militaire de 1960. Notre premier but sera de mettre à la lumière des éventuelles relations politiques mutuelle entre l'armée et les deux principaux partis politiques.

§1) Les relations entre l'Armée le Parti Démocrate (le PD)

L'arrivée du PD au pouvoir a été souvent considérée comme la mise à l'écart de l'armée de la scène politique. Le début des années cinquante a été effectivement marqué par le succès incontestable du nouveau gouvernement dans le domaine économique. L'ouverture de l'économie aux initiatives privées et le programme économique envisageant en priorité le redressement du domaine de l'agriculture qui était relativement pauvre, ont été notamment une réussite considérable pour ce nouveau gouvernement, puisqu'une forte augmentation des conditions de vie du peuple a été en effet constatée. D'une manière précise, la popularité du PD auprès du peuple a été soutenue par l'amélioration générale de l'économie et aussi par l'augmentation de la prospérité dans le pays. De plus, la confiance générale parmi les masses à l'égard du système de multipartisme a été ainsi établie. Cela ne veut pas dire que le PD parvienne à instaurer complètement un consensus général au sein de toutes les couches sociales au sujet de ses politiques socio-économiques. Il y avait toujours au sein de la société des défenseurs qui privilégiaient davantage l'intervention de l'État dans l'économie et qui considéraient la politique adoptée par le PD comme la dévalorisation d'un des principes fondamentaux kémalistes. On n'hésite pas à critiquer sévèrement le PD à propos de l'ampleur des concessions faites aux conservateurs islamistes dans le domaine de la laïcité. Cependant, on peut dire que ces critiques n'ont jamais été soutenues suffisamment par le peuple jusqu'à la fin des années cinquante.

A) LA PERSPECTIVE ECONOMIQUE DU PD

A ce stade, il convient de préciser davantage l'idéologie économique du PD³⁸⁷. Au début des années cinquante, le PD concentre ses efforts tant sur le plan idéologique que pratique. La préoccupation essentielle des masses étant l'amélioration de leurs conditions de vie, dans le discours idéologique du PD, l'accent est plutôt mis sur le progrès, le développement économique, l'enrichissement individuel et national. Cette idéologie économique fonctionne pour obtenir l'adhésion complète des masses au système capitaliste dans lequel s'est engagée la Turquie brutalement, depuis l'arrivée au pouvoir du PD comme représentant de la nouvelle bourgeoisie turque naissante. Dans ce contexte, l'idéologie religieuse intervient peut-être pour faciliter la réceptivité à l'idéologie économique. C'est ainsi que l'on peut raisonner les concessions faites aux masses qui sont en majorité conservateurs islamistes.

Bénéficiant de la haine ressentie par les masses à l'égard du PRP, le PD arrive au pouvoir comme un raz-de-marée populaire. Il est évident que son succès a été essentiellement acquis grâce à son programme, à ses promesses, à son opposition aux méthodes bureaucratiques et à l'image populaire et libérale dont il a réussi à se doter par rapport à l'image autoritaire et patriarcale du PRP.

A partir du moment où l'indicateur économique du PD commence à se retourner contre sa faveur vers la fin des années cinquante, l'opposition devient de plus en plus forte dans la vie politique turque. Plus le taux d'inflation et le déficit de l'équilibre des paiements se dégradent vers le milieu des années cinquante, plus la croissance économique est en baisse. La réaction du nouveau gouvernement à cette situation de crise et au mécontentement économique a été très violente : l'aggravation de pression contre les réactions intellectuelles, l'interdiction de toute sorte de critique à l'égard du gouvernement, l'intolérance vis-à-vis de l'opposition etc.³⁸⁸ De ce fait, on peut même parler de non-respect ou bien d'incompatibilité avec les principes de base sur lesquels le PD s'était notamment appuyé lorsqu'il se trouvait dans le banc de l'opposition.

Si nous essayons de résumer la situation socio-politique du pays vers la fin des années cinquante, nous nous rendons compte que la crise économique croît avec une ampleur considérable³⁸⁹. Les résultats escomptés par le développement du secteur privé sont loin d'être atteints. Le capital accumulé dans le secteur agricole et les crédits

³⁸⁷ Les politiques économiques du PD, Cf. Dwight J. Simpson, "Development as a Process : The Menderes Phase in Turkey", in *Middle East Journal*, Vol. 19, 1965, pp.141-152.

³⁸⁸ Pour une analyse approfondie sur les politiques antidémocratiques de pouvoir du PD entre 1950-1960, Cf. George S. Harris, "The Causes of the 1960 Revolution in Turkey", in *Middle East Journal*, Vol. 24, No. 1, automne 1970.

³⁸⁹ Au sujet des évolutions économiques progressives lors de la période démocrate, Cf. William Hale, "The Political and Economical Development of Modern Turkey", Croom Helm, Londres, 1981, p.5.

extérieurs sont investis seulement pour le commerce et pour des spéculations, surtout immobilières. Le processus d'industrialisation restant très faible, le taux de chômage augmente très vite dans des grandes villes. L'inflation prend des dimensions inquiétantes et à la suite de cette mauvaise gestion (et de l'accumulation des dettes extérieures), les Etats-Unis commencent à fermer le robinet du crédit. En 1958, la dévaluation de plus de 300 % du livre turc par rapport au dollar, se répercute sur une forte augmentation du coût de la vie qui entraîne un mécontentement sans précédent parmi les couches sociales possédant des revenus fixes (entre autre les officiers militaires) et renforce ainsi considérablement le poids de l'opposition.

A la suite des élections de 1954 se déroulant dans le calme et sans fraude, le PD a malgré tout augmenté le nombre de ses sièges à l'Assemblée nationale. Cependant, les élections de 1957 nous ont témoigné le recul net de la popularité du PD parmi les électeurs, car les partis d'opposition ont cette fois-ci enregistré une progression non négligeable dans l'Assemblée nationale. C'est à partir de 1954 que le PD avait commencé à prendre des mesures sévères contre le principal parti d'opposition : le PRP. Le Ministre des finances a décidé de mettre la main sur tous les biens du PRP, sauf sur tout ce qui est considéré nécessaire pour le fonctionnement des activités minimales. *Ulus*, l'organe officiel de l'émission du PRP, a été provisoirement suspendu. La nouvelle loi adoptée en 1955 concernant la régularisation de domaine de la presse donnait beaucoup de pouvoir au gouvernement, à tel point que la presse d'opposition dépossédée quasiment des possibilités de critique, se trouvait entièrement sous contrôle du gouvernement.

Selon les difficultés socio-politiques rencontrées durant le pouvoir du PD, il est possible à première vue de prétendre que la raison principale de coup d'État militaire du 27 mai 1960 avancée par les militaires eux-mêmes provient du mauvais fonctionnement de la vie parlementaire. Face à l'absence de ce genre de crise au sein de la vie politique turque, il ne serait peut-être pas possible pour les militaires d'argumenter la nécessité de leur intervention politique et de pouvoir assurer l'appui indispensable du Haut Commandement de l'Armée qui se trouvait à ce moment là en accord étroit avec le pouvoir démocrate. En effet, le coup d'État de 1960 a été effectué par les sous-officiers sans avoir respecté la hiérarchie militaire. Pour pouvoir bien expliquer les relations entre l'Armée le PD et l'activisme de ces sous-officiers à l'égard du PD, il nous faut effectivement déterminer la position politique de l'Armée et son évolution dans le système politique au cours des années cinquante.

B) LA TENTATIVE DEMOCRATE DE REFORMER L'ARMEE

En règle générale, la participation de la Turquie à l'Alliance Atlantique en 1952 ne devait pas engendrer la politisation des forces armées turques, car l'intégration de celle-ci dans l'OTAN a été expliquée par le fait que l'instauration du pluralisme et d'un système politique concurrentiel dans le pays soit préalablement assurée. Selon l'un des principes fondamentaux de ce système politique, la supériorité absolue du pouvoir civil démocratique à l'égard des forces armées dans le domaine politique fut obligatoirement établie pour que le système politique soit logiquement démocratique. Mais, les choses ne se sont pas toujours déroulé comme prévues. Cependant, il nous faut aussi préciser les effets indirects de l'intégration de la Turquie dans l'OTAN comme étant un élément accélérateur dans la radicalisation politique des officiers turcs.

Il n'y avait pratiquement pas de grandes différences au niveau de l'équipement et de l'organisation entre l'Armée de 1920 et celle de 1949. Malgré la dotation de certains appareils militaires lors de la Deuxième Guerre mondiale, l'Armée turque était toujours équipée avec des armes de la Première Guerre mondiale. Elle était aussi organisée par rapport à l'ancien système militaire. En un mot, les conditions de vie des militaires étaient relativement faibles³⁹⁰. L'absence des initiatives rénovatrices et modernes au sein de l'institution militaire turque des années cinquante provient en quelque sorte du fait de l'occupation du poste de chef d'État-major par Fevzi Cakmak durant de très longues années. Les principes de la promotion dans l'institution militaire turque ont été presque toujours arrangés par rapport au phénomène de l'ancienneté, non pas par rapport à l'habileté. Ce qui fait que la Haute hiérarchie de l'Armée turque était saturée par les officiers de haut grade qui n'étaient pas informés par les nouveautés de l'art militaire.

C'est à cause de cette infériorité de l'Armée turque due au manque d'équipement, et à sa mauvaise organisation que les Etats-Unis ont décidé d'envoyer des nouveaux équipements militaires (chars, canons, transporteurs, avions de combat etc.) afin que la Turquie puisse accomplir correctement ses responsabilités déterminées par l'OTAN. Le but étant d'être acceptée par les pays occidentaux la Turquie a dû envoyer une troupe de 4000 soldats à la Guerre de Corée en 1950³⁹¹. Malgré la réussite de son armée en Corée, la situation générale de l'appareil militaire n'était pas vraiment parfaite.

De ce fait, il est indispensable de moderniser rapidement l'institution militaire turque. Après avoir été acceptée dans l'Alliance Atlantique, la Turquie a été vite poussée par les responsables américains à réformer son système éducatif militaire en comme modèle le système américain. C'est à partir de là qu'on a pu constater l'ouverture de nouvelles

³⁹⁰ Dundar Seyhan, "Golgedeki Adam", Hur Dagitim, Istanbul, 1966, p.10.

³⁹¹ Feroz Ahmad et Bedia T. Ahmad, "Turkiye'de Cok Partili Politikanin Aciklamali Kronolojisi 1945-1971", Bilgi Yayinevi, Ankara, 1976, p.73.

écoles techniques qui ont permis de rattraper le grand retard technique dans le domaine militaire. On commence aussi à envoyer des officiers à l'étranger pour leurs études ; dans le but de mettre en place le nouveau principe de valorisation des officiers par rapport au niveau d'études et de l'habileté personnelle et non pas par rapport au principe de l'ancienneté. On a aussi créé un nouveau secteur de personnel attaché au chef d'État-major. En un mot, on a totalement réorganisé la structure militaire et modernisé matériellement l'armée en suivant le modèle américain grâce aux aides américaines.

Par ailleurs, la nécessité de la réalisation des réformes radicales dans l'institution militaire était presque imminente. La Turquie en tant que membre de l'OTAN en 1952 se trouvait en quelque sorte obligée de réorganiser ou bien rendre son système d'appareil militaire moderne sous la pression des commandants de l'OTAN. La distinction de la responsabilité entre le Ministère de la Défense nationale et le chef d'État-major n'était pas bien marquée. L'État-major avait réussi à constituer sa supériorité sur le Ministère de la Défense nationale en raison du charisme de Fevzi Cakmak, le chef d'État-major, qui a effectivement occupé ce poste pendant très longtemps. Cette supériorité de l'appareil militaire est ainsi devenue une tradition même après le départ de son chef. C'est ainsi que l'on a commencé à parler de fameux projets de réforme de l'institution militaire proposé par Seyfi Kurtbek, ancien militaire et nouveau Ministre de la Défense nationale du PD qui voulait en un mot renforcer le pouvoir civil par rapport à l'armée en mettant la deuxième sous contrôle du premier conformément aux nécessités d'un Etat moderne démocratique.

En dernier lieu, il serait aussi assez intéressant d'examiner la politisation des jeunes officiers turcs suite à l'établissement de contact régulier avec le système militaire et les officiers d'un autre pays occidental dans le cadre d'échange réciproque de savoir-faire entre les membres des pays de l'OTAN. Depuis la Première Guerre mondiale, les jeunes officiers turcs trouvaient l'occasion d'établir une relation régulière avec leurs homologues des armées occidentales. Les commandants étrangers occidentaux à la différence des commandants turcs qui ont été effectivement formés par une forte tradition de l'autorité hiérarchique type prussien, avaient notamment permis aux jeunes officiers turcs de grade moyen d'utiliser plus souvent leurs propres initiatives personnelles face à un problème quelconque lors des rencontres organisées dans le cadre de l'OTAN. De plus, ces jeunes officiers avaient également l'occasion de faire la comparaison entre leurs salaires, leurs conditions de vie et ceux des armées occidentales. Chaque officier turc faisait obligatoirement son service, au début de sa carrière, dans la partie la plus pauvre du pays et il était donc extrêmement bien informé de sous-développement de son pays et de la pauvreté du peuple. A tel point qu'il se trouvait désespéré du sort du pays et de mode de vie archaïque du peuple, et ne croyait plus à la résolution des problèmes du pays par le

libéralisme politique³⁹². Ces mêmes officiers ont ainsi commencé à s'attarder sur un choix plus radical et plus autoritaire.

Il serait maintenant intéressant de nous pencher de près sur les politiques du PD exercées dans la réorganisation de l'institution militaire turque et dans sa mise en application. Les réformes effectuées dans la structure militaire n'étaient pas vraiment suffisantes pour les officiers de grade moyen et bas. Ils étaient pour l'accélération de nettoyage d'anciens généraux qui étaient extrêmement attachés aux anciennes méthodes militaires et qui faisaient un obstacle aux jeunes officiers dans leurs promotions. Lors du pouvoir démocrate, après avoir désigné comme le Ministre de la Défense nationale en 1952 Seyfi Kurtbek a effectivement préparé un rapport détaillé concernant la réorganisation des cadres supérieurs de l'Armée turque. Au départ, la proposition d'un large programme des réformes préparé par Kurtbek un an après son arrivée à la tête du Ministre de la Défense nationale, a effectivement suscité un avis favorable auprès du Président de la République (Celal Bayar) et du Premier ministre (Adnan Menderes). Par la suite, on a commencé à entendre les rumeurs se propager concernant ce fameux rapport selon lesquelles Kurtbek avait l'intention de prendre tout le pouvoir politique sous son contrôle par l'intermédiaire du Ministère de la Défense nationale en écartant d'abord tous les généraux de l'Armée et en y constituant son propre groupuscule³⁹³. Il est peut-être aussi possible que Menderes n'ait pas voulu attirer les réactions des généraux sur lui-même et éviter son affaiblissement au sein du système politique. Il est vrai que le Premier ministre se trouvait notamment sous la pression bureaucratique et militaire, depuis que son gouvernement était au pouvoir. Quelles que soient les raisons, comme il était prévu, Kurtbek a été en quelque sorte obligé de démissionner de son poste en 1953 en abandonnant définitivement son projet de réforme. La réforme de Kurtbek visait, selon Ahmad, à instaurer la supériorité absolue du pouvoir civile sur l'institution militaire en plaçant définitivement celle-ci sous contrôle du Ministère de la Défense nationale³⁹⁴.

Dans cette affaire délicate, les dirigeants démocrates s'intéressaient plutôt à établir la fidélité des généraux suprêmes en leurs faveurs qu'à la réalisation des réformes indispensables pour l'intérêt de l'armée. Ils étaient même prêts à renoncer tout de suite à ces réformes et à sacrifier également leur ministre pour pouvoir garantir la fidélité des militaires et établir ainsi une sorte de coopération avec l'armée. C'est ainsi que Menderes a pu calmer les généraux qui étaient extrêmement soucieux de voir apparaître une telle réforme radicale qui portait beaucoup de risque pour leurs carrières professionnelles.

³⁹² Talat Aydemir, "Talat Aydemir'in Hatiralari", May Yayinlari, Istanbul, 1968, p.22-24.

³⁹³ Feroz Ahmad, "Modern Turkiye'nin Olusumu", Sarmal Yayinevi, Istanbul, 1995, p.176.

³⁹⁴ Feroz Ahmad, "Demokrasi Surecinde Turkiye : 1945-1980", traduit par Ahmet Fethi, Istanbul, Hil yayinlari, 1994.

Néanmoins, ceci présentait en même temps la fin d'une belle occasion qui pourrait aboutir à l'instauration d'un contrôle solide du pouvoir civil sur l'institution militaire. A partir de cette date où les ministres de la défense nationale n'ont plus jamais pu établir un moindre contrôle sur l'institution militaire, puisque leurs autorités ont été vraiment égratignées après l'échec du projet de Kurtbek³⁹⁵.

C) LE PROCESSUS D'ELIMINATION DES PARTISANS D'INÖNÜ DANS L'APPAREIL MILITAIRE

A ce stade de la recherche, il convient de répondre à un certain nombre de question. Pourquoi l'Armée turque étant sous contrôle absolu du pouvoir civil durant la période du parti unique, estime-t-elle soudainement nécessaire d'intervenir dans le domaine politique en 1960 ? Autrement dit, pourquoi celle-ci devient-elle plus politisée et plus sensible à l'encontre des évolutions politiques après que le PD sera au pouvoir ? Dans la recherche d'une réponse à ces questions, il faudrait peut-être plus se pencher sur les attitudes militaires vis-à-vis des partis d'opposition. Il faut aussi examiner le niveau de tolérance de l'armée à l'égard d'un parti d'opposition.

Après avoir obtenu une victoire électorale incontestable, le PD s'engage rapidement à liquider le 6 juin 1950 le groupuscule d'Inönü dans l'armée pour pouvoir écarter le danger militaire et pour se sentir en sécurité vis-à-vis du PRP qui était en quelque sorte le parti fondateur de la république et le parti d'Atatürk³⁹⁶. La liquidation effectuée parmi les généraux de haut grade considérés comme les proches du PRP (pro-PRP) a été très mal perçue par ce dernier. Les dirigeants démocrates avaient absolument persuadé que tant que Inönü reste à la tête du parti d'opposition, il ne serait pas possible d'instaurer la confiance au sein de l'armée à l'égard de leur parti et qu'il faudrait toujours être attentif dans leurs relations avec celle-ci. Comme on peut le constater, dès leur arrivée au pouvoir, les dirigeants du PD ont essayé de calmer le jeu en commençant par constituer un groupuscule en leur faveur dans l'institution militaire et dans l'administration pour garantir leur survie politique malgré l'ancienneté du parti d'opposition dans le jeu politique.

Dans cette situation, il n'est pas inutile de voir d'une autre manière la position de l'armée à l'égard de ce nouveau parti politique. Même si les auteurs sont assez partagés sur ce point délicat, il convient quand même de donner l'autre version des choses.

³⁹⁵ M. Ali Birand, Can Dundar et Bulent Capli, "Demirkirat : Bir Demokrasinin Dogusu", Milliyet Yayinlari, Istanbul, 1991, p.114-116.

³⁹⁶ Hikmet Ozdemir, "Ordunun Olagandisi Rolu", Iz Yayincilik, Istanbul, 1994, p.143-144.

D'après certains, le Parti Démocrate n'était pas tout à fait privé de l'appui de l'armée. Suite aux événements qui se déroulèrent lors des élections législatives de 1946 la confiance des jeunes officiers avaient été altérée dans le Parti unique. Ceux-ci ne croyaient plus que les prochaines élections se passeraient régulièrement et correctement. Selon le même point de vue, les partisans d'une éventuelle intervention militaire, ont même cherché à trouver un général de haut grade pour que celui-ci prenne la tête de ce mouvement contestataire. La réponse du Général Fahri Belen aux jeunes radicaux est à ce moment là négative. Il leur demandait de patienter, si jamais les mêmes falsifications et les pressions se répétaient encore dans le déroulement de prochaines élections, l'idée de l'intervention deviendrait légitime et nécessaire³⁹⁷. Après cet entretien, pourtant prometteur, les jeunes officiers n'ont pas hésité à donner leur garantie aux dirigeants du PD. Deux des chefs de ces officiers ont par la suite quitté l'armée pour rejoindre les rangs du parti d'opposition : le PD qui n'était pas encore arrivé au pouvoir³⁹⁸. Cela veut dire que le PD n'était pas totalement dépourvu du soutien de l'armée.

Il convient de démontrer aussi l'importance de la place de l'institution militaire dans le système politique tout en nous interrogeant sur les pratiques dans l'histoire politique du pays. Du début de la République jusqu'au passage au multipartisme, le chef d'État-major participait aux activités politiques du Conseil des Ministres durant 27 ans en tant que représentant légal de l'appareil militaire au sein du système politique³⁹⁹. En 1938, après la mort de Kemal Atatürk l'armée utilise encore son influence pour soutenir indirectement İnönü, dans la course pour la Présidence de la République. Et lorsque celui-ci subit un échec indéniable aux élections législatives du 14 mai 1950, certains généraux suprêmes lui ont proposé, selon les rumeurs, de rester au pouvoir avec l'appui de l'armée. Comme on aurait l'occasion de le voir plus loin, cette proposition sera refusée⁴⁰⁰. D'une manière générale, il est possible de dire que la victoire du PD a été en quelque sorte celle des civils contre les ex-militaires. De ce fait, cet événement a ainsi marqué la fin d'une ère commencée déjà il y a longtemps. Sur ce point, il convient de souligner que la dégradation des relations entre le PD et l'armée prenait son origine du fait que l'appareil militaire turc était extrêmement soucieux de perdre son autonomie à l'égard du pouvoir politique civil à cause de la modification du statut de l'État-major dans le système politique. En effet, le

³⁹⁷ Abdi İpekci et Omer Sami Cosar, " İhtilalin İcyuzu ", Uygun Yayinevi, Istanbul, 1966, p.20.

³⁹⁸ Ibid., p.22.

³⁹⁹ " Le rôle extra-militaire de l'Armée dans le Tiers Monde ", ouvrage collectif, P.U.F., Paris, 1966, p.225.

⁴⁰⁰ Nazif Akcali, " La liberté d'association et les partis politiques en Turquie (du début à nos jours) ", thèse, Grenoble 1961, p.156.

gouvernement démocrate avait réussi à instaurer son pouvoir sur l'armée par l'intermédiaire du ministre de la défense nationale⁴⁰¹.

Il est tout à fait normal que le gouvernement de Menderes ait vite effectué une purification dans le Commandement suprême de l'armée en éliminant respectivement le chef d'État-major, les Commandants des Forces armées et les généraux suprêmes qui sont considérés infidèles à l'encontre de nouveau gouvernement⁴⁰². Devant la forte personnalité d'Inönü dans l'armée et dans d'autres institutions politiques, il est naturel que le chef du nouveau gouvernement ne se sente pas en sécurité. Tant que le chef d'État-major, Nazif Gurman, un copain proche d'Inönü à l'école militaire, reste à la tête de l'armée, Menderes se sentirait toujours menacé. De ce fait, le changement radical réalisé à la tête du Commandement suprême de l'armée était nécessaire et légitime. De plus, on n'a pas hésité à faire la même chose dans l'administration civile : remplacer les bureaucrates républicains par les militants démocrates.

Les Démocrates avaient réussi à écarter un premier danger effectif qui pouvait provenir du Commandement suprême de l'armée. Cependant, leurs inquiétudes n'ont pas cessé de persister à l'encontre de l'armée et aussi bien à l'encontre d'autres institutions de l'appareil d'État. Le malaise politique provoqué par l'armée était naturellement encore plus préoccupant pour le PD, puisque celle-ci était étroitement attachée à son ancien chef (Ismet Inönü) et à son parti politique. La seule solution préalable pour la résolution de ce problème se trouvait en effet dans la restructuration et la transformation de l'appareil militaire conformément à la vie politique démocratique.

Il nous paraît aussi important de voir le facteur d'Inönü dans l'analyse des relations entre l'armée et le PD. C'est effectivement à cause de la peur du PD face à la forte personnalité d'Inönü qu'un dialogue durable entre le PD et le PRP n'a pas peut-être été réalisable. La phobie d'Inönü a été basée sur le fait que l'ancien leader de l'armée et le personnage clé de la république⁴⁰³ : Inönü n'avait en aucun cas accepté le PD comme le parti du pouvoir et qu'il attendait la première occasion pour mettre fin à ce parti. Les Démocrates se sentaient véritablement en danger, tant qu'il était activement présent dans la vie politique⁴⁰⁴. La véritable raison de l'absence de confiance démocrate provient du fait

⁴⁰¹ Bahri Savci, " Türkiye'de Devlet Hayatında Askeri Mahiyetin ve Tesirin Seyrine Bir Bakis ", in A.U. SBF Dergisi, Cilt. XVI, No.3, Sevinc Matbaasi, Ankara, 1961, p.42-43.

⁴⁰² Cem Eroglu, " Cok Partili Duzenin Kurulusu : 1945-1971 ", in Irvin Cemil Schick et Ertugrul Ahmet Tonak (dir.), " Gecis Surecinde Turkiye ", Bilim Dizisi, Belge Yayinlari, Istanbul, 1990, p.120.

⁴⁰³ Cf. Ali Fuat Basgil, " 27 Mayıs Ihtilali ve Sebepleri ", Celtut Matbaasi, Istanbul, 1966, p.155-156.

⁴⁰⁴ Sur l'inquiétude des Démocrates à l'égard de l'armée, Cf. Fahri Belen, " Ordu ve Politika ", Bakis Matbaasi, Istanbul, 1971, p.34.

que malgré la possession du pouvoir politique suite aux élections victorieuses de 1950, l'incertitude et l'échec du PD au sujet de l'instauration absolue de son pouvoir sur l'État (particulièrement sur la bureaucratie centrale et locale), sur l'armée, sur les universités, sur la justice, voire sur la presse entraînait une sorte d'instabilité politique. De ce fait, les Démocrates n'arrêtaient pas de répéter qu'ils étaient largement appuyés sur la "volonté nationale" afin de constituer une base solide qui n'était pas inutile dans leurs actions politiques. Autrement dit, compte tenu de l'attachement de toutes les institutions politiques y compris l'armée au PRP et à son leader, il n'était pas étonnant que les Démocrates s'efforcent de créer une base populaire solide sous le nom de la "volonté nationale" pour faire face aux attaques de parti d'opposition : le PRP.

D) LES VÉRITABLES RAISONS DE LA DÉGRADATION DES RELATIONS

ARMÉE-PD

Il serait assez difficile de comprendre l'inquiétude démocrate vis-à-vis du parti d'opposition, si l'on prend en compte la majorité écrasante obtenue à la suite de chaque élection par le PD au cours de ses dix ans de pouvoir. Le PRP n'a jamais réussi à détourner la situation politique en sa faveur dans le pays lors de ces dix ans de pouvoir démocrate (1950, 1954 et 1957). Dans ces trois Assemblées nationales, le PD a obtenu respectivement 408, 503 et 424 sièges quant au PRP en tant que principal parti d'opposition, il possédait à son tour 69, 31 et 178 sièges. De quoi avaient donc peur les Démocrates ?

Bien que les deux principaux partis politiques partagent sur le plan général les mêmes perspectives socio-politiques, il devait y avoir des divergences entre les deux partis au sujet de la détermination de la vitesse et de la nature des méthodes à appliquer pour la transformation du pays. Il est normal que le PRP en tant que défenseur des intérêts des groupes militaro-bureaucratiques dans le système politique, soit pour une transformation plus modérée et raisonnable et qu'il soit aussi sensible à la détérioration des statuts de ces groupes vis-à-vis de nouveaux groupes bourgeois émergents dans la société. Autrement dit, le PRP voulait davantage protéger les privilèges des bureaucrates civilo-militaires face à la montée d'une nouvelle classe sociale : la bourgeoisie turque. Quant aux Démocrates, la transformation économique de la société constituait leurs préoccupations essentielles et prioritaires tout en étant basés sur la "volonté nationale". De ce point de vue, le PRP est considéré comme un parti élitiste appuyé davantage sur les soutiens des intellectuels

kémalistes et le PD à son tour est présenté comme un parti populiste basé en grande majorité sur le peuple. Selon Kucukomer, le PD devrait absolument arriver au pouvoir afin que la nouvelle classe bourgeoise puisse convenablement se développer dans le système politique. sous l'influence des conditions intérieures et extérieures favorables, le PD a bien su user la contradiction historique non-négligeable existant entre la bureaucratie militaro-civile et le peuple tout en effaçant politiquement le PRP lors des élections législatives plurielles⁴⁰⁵.

D'une manière générale, le PD essaie de contrecarrer l'influence du PRP dans le système politique en écartant totalement le groupuscule d'Inönü dans l'armée et en y créant le sien. La tentative démocrate d'établir son contrôle définitif sur l'armée provoque l'indignation du PRP, puisque celui-ci est en train de perdre sa supériorité effective dans le système politique. Il est tout à fait clair que le recul considérable de l'influence militaire dans le système politique est significatif. Si nous nous attardons un instant sur les proportions de répartition des députés dans les Assemblées nationales de 1950, 1954 et 1957 par rapport aux diverses professions, nous constatons clairement le recul important des députés à l'origine militaire. La forte présentation des militaires dans l'Assemblée nationale jusqu'en 1950 et le recul significatif de groupe militaire à partir du début de cette date précise peuvent nous éclairer en quelque sorte au sujet de la politique menée par le PD à l'égard de l'armée. De plus, les onze ministres de la défense nationale étaient tous à l'origine militaire lors de la période du pouvoir du PRP, la situation se renverse complètement lors de la période du pouvoir démocrate : parmi les mêmes six ministres, cinq sont donc d'origine civile. D'ailleurs, Frey n'hésite pas à considérer les militaires comme principaux perdants de la période démocrate⁴⁰⁶.

Cependant, le PD portait l'inquiétude d'empêcher une initiative de résistance provenant des militaires contre son pouvoir politique dès son arrivée au pouvoir tout en prenant une conduite mesurée et très équilibrée à l'égard de l'armée. Les Démocrates ont entre-temps essayé d'inspirer de la confiance à l'armée (de gagner la confiance de l'armée) en intégrant les militaires retraités en leurs cadres politiques. On peut donner comme exemple les militaires connus qui faisaient partie des cadres administrateurs du PD : A. F. Cebesoy, Fahri Belen, Seyfi Kurtbek, Tahsin Yazici, Tekin Ariburun. C'est effectivement grâce à la présence de ces militaires (Seyfi Kurtbek et Fahri Belen) dans le

⁴⁰⁵ Idris Kucukomer, " Batilasma : Duzenin Yabancilasmasi ", Baglam Yayincilik, Istanbul, 1994, p.106.

⁴⁰⁶ Frederick W., Frey, "The Turkish Political Elite ", MIT Press, Cambridge, 1965, p. 210.

cabinet que le PD a notamment assuré le dialogue avec l'armée jusqu'à ce qu'ils soient écartés du gouvernement⁴⁰⁷.

Les mécontentements des forces armées vis-à-vis du nouveau gouvernement n'ont en effet pu acquérir un sens politique que par l'intermédiaire de luttes politiques entre les partis. Il est normal que l'institution militaire soit influencée par les discordances politiques existant entre les hommes politiques de différents partis politiques et qu'elle transmette ses difficultés aux partis d'opposition afin d'être résolues. De ce fait, il y a une forte corrélation indirecte entre l'inquiétude au sein de l'armée et les activités politiques du PRP menées contre le PD.

Toutes les raisons qu'on vient de citer, ont dû influencer les forces armées dans leur intervention dans le domaine politique et provoquer la divergence entre l'armée et le pouvoir politique. Mais la détermination de l'armée dans le domaine politique et la dégradation des relations civilo-militaires ne peuvent pas uniquement être expliquées par celles-ci.

C'est la raison pour laquelle, il convient d'aller chercher dans d'autres raisonnements les causes fondamentales de l'intervention militaire dans le domaine politique. D'une manière générale, Ozbudun défend en la matière l'idée essentielle selon laquelle la dégradation et le blocage des relations armée-pouvoir politique pendant la période du PD ne peut s'expliquer que par la politique économique démocrate⁴⁰⁸. Le phénomène de la détermination de l'armée dans la vie politique ne provient, selon d'autres auteurs, que du fait que l'armée tente en effet d'instaurer définitivement son autonomie vis-à-vis du pouvoir politique. S'il s'agit surtout d'un pouvoir politique autre que celui du PRP considéré comme le fondateur de la nouvelle République kémaliste, l'intervention militaire se justifie encore plus facilement. C'est effectivement lors de la période démocrate que les forces militaires se sentent davantage contrôlées directement par un pouvoir politique civil et dépourvues de leurs influences politiques. Comme on l'a déjà indiqué, le pouvoir politique démocrate avait en quelque sorte établi son contrôle solide sur l'institution militaire par l'intermédiaire du ministère de la défense nationale. Malgré les petites concessions économiques accordées à l'institution militaire par le PD, la recherche de l'instauration de l'autonomie à l'égard du pouvoir politique mis en place par les militaires eux-mêmes, n'a pas pu être empêchée. De ce fait, l'idée d'écarter le PD du pouvoir politique peut être expliquée par la volonté militaire de marquer définitivement leur

⁴⁰⁷ George Harris, "The Role of the Military in Turkish Politics", in *The Middle East Journal*, tome XIX, No. 2 (Spring 1965), p.169.

⁴⁰⁸ Ergun Ozbudun, "The Role of The Military in Recent Turkish Politics", *International Affairs Center for Harvard University Press*, 1966, p.21.

influence dans la sphère politique. Quant à Saylan, la dévalorisation du statut social des militaires au sein de la société constitue l'une des raisons fondamentales de la dégradation des relations civilo-militaires⁴⁰⁹.

Si nous essayons de résumer les raisons de l'intervention militaire dans la sphère politique, il est possible de dire que la baisse du niveau de vie militaire, la dévalorisation du statut social des militaires et la suppression de l'autonomie militaire à l'égard du pouvoir politique civil sont toutes présentées comme les véritables causes de la dégradation des relations civilo-militaires. Néanmoins, toutes ces raisons ne sont pas tout à fait suffisantes pour une explication complète du problème. La dégradation des conditions de vie militaire existait donc bien avant le pouvoir démocrate. Les dix ans du pouvoir du PD ne suffisent pas vraiment d'expliquer la dévalorisation du statut social militaire. Selon Harris, les deux partis politiques (le PRP et le PD) ont même essayé d'améliorer les conditions de vie des militaires à partir de 1957. De plus, le PD avait présenté en la matière un projet de loi à l'Assemblée nationale le début du mois de mai 1960⁴¹⁰. Le processus d'établissement du contrôle absolu du pouvoir politique sur l'institution militaire n'avait pas commencé lors du pouvoir démocrate. De ce fait, il faut peut-être voir autrement l'évolution des choses. Toutes ces raisons ont sûrement joué un rôle secondaire ou bien un rôle déclencheur dans la réalisation de l'intervention militaire dans le domaine politique. Mais, la vraie cause de la dégradation des relations Armée-PD ne dépend pas seulement de la politique elle-même du PD menée contre l'armée. Autrement dit, il serait sans doute utile de s'intéresser à tout le système politique et à ses institutions politiques dans l'analyse des relations civilo-militaires.

D'une manière générale, la politique du PD menée à l'égard de l'institution militaire est dans son ensemble cohérente. La subordination inconditionnelle des forces armées au pouvoir civil constitue le principe fondamental du système démocratique. Autrement dit, l'absence de cette condition indispensable dans un système politique est considérée comme un handicap. De ce point de vue, la politique du PD concernant le domaine militaire est stratégiquement saine et tactiquement erronée.

Si nous nous exprimons plus clairement, il est juste de dire que le pouvoir démocrate est tout à fait civil, mais pas démocratique. En se basant sur plusieurs exemples, nous pouvons facilement nous rendre compte des politiques antidémocratiques du PD tout au long de son pouvoir. La possession d'une mentalité civile ne veut pas dire qu'on soit forcément démocrate. Le fait d'être démocrate est l'une des dérivés principaux de l'État de

⁴⁰⁹ Gencay Saylan, "Ordu ve Siyaset", Kanun-u Esasi'nin 100. Yili Armagani, Ankara, 1978, p. 405.

⁴¹⁰ George Harris, "The Causes of the 1960 Revolution in Turkey", in *The Middle East Journal*, Vol. XXIV, Spring 1970, p.450.

civilité. Autrement dit, on peut très bien être civil, mais pas démocrate. Le pouvoir exécutif est notamment doté de plein pouvoir et de responsabilités dans le processus de mise en place de son programme. Dans plusieurs cas précis, le PD en tant que premier mouvement populaire dans la vie politique a été sévèrement critiqué par plusieurs, y compris par ses propres partisans en raison d'être basé uniquement sur le peuple et de ne pas chercher d'autres appuis solides⁴¹¹. Le PD n'a toutefois usé que ses pouvoirs tout en négligeant totalement ses responsabilités lorsqu'il était au pouvoir. La négligence de ses responsabilités ne se limitait pas uniquement de sa conduite politique avec l'armée, mais aussi avec le parti d'opposition, la presse, les universitaires, etc. A tel point que le PD se trouve contrarié dans ses idées politiques, les dirigeants démocrates avaient oublié leurs promesses et leurs critiques lorsqu'ils constituaient le parti d'opposition. A titre d'exemple, le respect et l'endurance à l'égard du parti d'opposition étaient sans cesse revendiqués par les Démocrates quand ils se trouvaient dans les rangs du parti d'opposition. Cependant, une fois qu'ils prennent le pouvoir, ce sont cette fois-ci eux qui commencent à devenir intolérants vis-à-vis de toute sorte de critique tout en négligeant leurs responsabilités démocratiques.

Même si la conduite antidémocratique du PD en tant qu'une cause principale a dû jouer un rôle important dans l'intervention militaire dans la vie politique, il serait quand même erroné de n'analyser que de cette perspective la dégradation des relations entre l'armée et le PD. Car, les comportements antidémocratiques étaient aussi dominants dans d'autres institutions politiques : le PRP n'avait pas l'habitude de réagir comme un parti d'opposition, la presse ne s'était pas assez dotée d'une professionnalisation indispensable dans son comportement etc. De plus, on a toujours oublié de faire la différence entre les comportements erronés du pouvoir démocrate et les lacunes de la Constitution de 1924 avant de commencer à critiquer la situation politique de l'époque. Autrement dit, le PD a été toujours critiqué à cause de ses comportements antidémocratiques sans qu'on mette en cause les lacunes de la Constitution de 1924⁴¹².

Si on s'interroge maintenant sur l'évolution du processus de l'intervention militaire de 1960, on va clairement constater que les militaires ne s'occupaient pas seulement de l'instauration de la démocratie dans le pays. Autrement dit, la seule préoccupation militaire dans la réalisation de leur intervention ne se composait pas uniquement de souci des comportements intolérants et antidémocratiques du PD au sujet de bon déroulement de système politique. De ce fait, les raisons suivantes - l'orientation antidémocratique et

⁴¹¹ Samet Agaoglu, "Demokrat Parti'nin Dogus ve Yukselis Sebepleri : Bir Soru", Baha Matbaasi, Istanbul, 1972, p.229.

⁴¹² Mumtaz Soysal, "Dinamik Anayasa Anlayisi : Anayasa Diyalektigi Uzerine Bir Deneme", Sevinc Matbaasi, Ankara, 1969, p.10.

anti-laïque du PD dans ses comportements politiques et sa politique économique - utilisées par les militaires comme argument justificatif pour leur intervention dans la vie politique, ne sont pas tout à fait convaincantes. A ce stade, il convient de faire allusion à la situation politique actuelle du pays. Lorsque l'on essaie de demander plus de liberté et de démocratie pour un certain groupe politique dans un système politique, on ne se gêne pas en contrepartie de demander la restriction pour un autre groupe politique opposant. Si l'on s'exprime plus clairement, le PRP de la période du PD n'hésite pas à revendiquer plus de liberté pour le groupe des bureaucrates civilo-militaires considéré proche de son parti tout en critiquant toutefois sévèrement à son tour le PD d'accorder plus de liberté aux groupes islamiques. En un mot, une sorte de contradiction apparente existe dans les comportements politiques de certains partis, lorsqu'il s'agit de leur intérêt politique partisan.

§2) Les relations entre l'Armée et le PRP

L'histoire du PRP est l'axe de l'histoire politique de la Turquie républicaine. La vie politique turque a été notamment formée au tour de cet axe. Le PRP a effectivement occupé une place importante dans la structure et la gestion du pays tout en étant au pouvoir ou à l'opposition en tant que l'un des foyers déterminants dans la sphère politique. Il est le plus ancien parti politique de la période républicaine. L'apparition, la formation et les principes du PRP sont en grande partie liés à l'histoire politique et à la guerre de libération nationale turque.

En pensant que la présidence de la République était incompatible avec celle d'un parti politique, Kemal Atatürk transmit à İnönü, son bras droit, la direction du PRP, le 19 novembre 1923. Celui-ci garda son poste d'une manière permanente, jusqu'en 1946 comme "Président inamovible", et après 1946 en tant que candidat unique du congrès du parti.

Le PRP n'a pas facilement pu effacer les traces de la période du parti unique dans laquelle son président, İnönü, avait été élu éternellement en tant que "chef national". Le Parti étant étroitement symbolisé par son chef éternel, était unifié directement avec l'État. Dans ces conditions politiques, il est normal que le chef éternel du PRP posséda beaucoup de pouvoir dans l'appareil de l'État⁴¹³.

⁴¹³ Pour une analyse complète sur la période du "Chef éternel", Cf. Cemil Kocak, "Turkiye'de Milli Sef Donemi 1938-1945", Yurt Yayinlari, Ankara, 1986.

D'une manière globale, il est aisé de dire que İnönü avait joué un grand rôle pendant plus d'un demi-siècle dans le destin de la Turquie, d'abord en tant que militaire, ensuite en tant qu'homme d'État.

Pendant la guerre d'indépendance, bien qu'il y ait plusieurs généraux, c'est le colonel İnönü qui était à la tête de l'armée en tant que chef d'État-major. C'est encore lui qui a présidé la délégation turque à la table de conférence de Lausanne et qui a signé ce Traité de Paix au nom du Gouvernement turc en juillet 1923.

A l'exception des petits intervalles, il a toujours demeuré le collaborateur intime de Kemal Atatürk en tant que Premier ministre. Après la mort du " Fondateur de la Turquie républicaine ", il devait lui succéder de 1938 à 1950, comme Président de la République. A ce stade, il convient de nous poser les questions suivantes : qui est donc cet étrange personnage qui sait garder une place de premier plan depuis autant d'années ? Quel rôle a-t-il joué dans la vie politique turque ? Quelle était sa position vis-à-vis de l'armée turque ?

A) L'INFLUENCE D'İNÖNÜ

Si l'on essaie de résumer en quelque mot l'apparition de la République turque, il est possible de préciser que le déploiement incantatoire de la constitution, du parlement, du parti et des élections ne saurait cacher le fait essentiel que la République a été établie par un soldat de métier à la tête d'une armée victorieuse qui parvient à se maintenir continuellement au pouvoir par un mélange d'autorité personnelle et de puissance militaire⁴¹⁴. C'est la raison pour laquelle qu'İnönü a été l'un des personnages principaux de la République qui a pu garder une forte influence sur l'armée et sur la bureaucratie étatique.

Il nous paraît utile de regrouper la prise de position du PRP vis-à-vis de l'armée lors de l'intervention militaire du 27 mai 1920 turque en trois étapes : avant l'intervention, pendant l'intervention et le facteur d'İnönü.

Comme nous avons eu l'occasion d'analyser un peu les causes de coup d'État militaire du 27 mai 1960 dans le premier titre de ce chapitre, le PRP avait suivi une politique assez rigide et agressive vis-à-vis des lois antidémocratiques et de la mise en application de certaines restrictions politiques adoptées par le PD vers la fin des années soixante. Lors de la discussion d'un projet de loi à l'Assemblée nationale, İnönü avait

⁴¹⁴ Dankward A. Rustow, " The Army and the Fouding of the Turkish Republic ", in World Politics, XI (1959), pp. 545-546.

présenté ses idées en la matière non seulement en tant que chef de principal parti d'opposition, mais aussi en privilégiant son ancienne identité militaire : " ... Si l'on ne respecte pas les droits de l'homme, on restreint les droits du citoyen et on établit un régime de pression, les interventions se réaliseront tout de suite.... Si vous continuez dans cette direction, même moi, je ne pourrais pas vous sauver... Lorsque les circonstances sont réunies, la Révolution devient un droit légitime des nations ”⁴¹⁵.

A partir du moment où les règles démocratiques ne sont plus respectées par le Parti au pouvoir, le PD, et où le Parti d'opposition, le PRP, commence à menacer clairement et à provoquer l'armée turque de cette manière, l'on peut notamment parler de la faillite du système parlementaire. Si le système politique ne fonctionne plus d'après les règles précises définies par lui-même, si le jeu politique ne se déroule pas selon les règles démocratiques, il est normal que le processus démocratique soit interrompu par une intervention militaire. Nous n'essayons en aucun cas de justifier l'intervention militaire dans le domaine politique, tout ce que nous voulons démontrer c'est l'insuffisance des institutions démocratiques dans la résolution des problèmes socio-politiques.

Pour pouvoir démontrer la gravité de la situation politique et la provocation directe de l'armée turque par certains comportements politiques dans la Turquie des années cinquante, il convient de citer les paroles propres d'un militaire, qui va par la suite jouer un rôle de premier degré dans l'intervention militaire du 12 mars 1970 et qui est colonel lors de l'intervention militaire du 27 mai 1960, Batur : " ... Ces paroles employées (il s'agit de fameuse déclaration d'Inönü dans l'Assemblée nationale lors d'un débat sur un projet de loi) par Inönü étant extrêmement connu en tant qu'homme de l'État pour l'ordre établi, pouvaient être aussi bien considérées comme un avertissement qu'un appel à une intervention. Bien que les journaux publiant ces propos d'Inönü aient été saisis, les mains invisibles entre Ankara et Eskisehir (où il se trouvait à ce moment là en tant que colonel d'aviation) ont fait parvenir, comment on ne le sait pas, ces journaux saisis et les décisions non déclarées de l'Assemblée nationale aux officiers et nous les lisions. Nous avons tous commencé à sentir la lourdeur de pression sur nous-mêmes ”⁴¹⁶.

Si ces propos ne sont pas tout à fait pris en considération et médités par les leaders démocrates, ils ont dû constituer par contre une source d'inspiration et d'encouragement pour les réalisateurs de l'intervention du 27 mai 1960⁴¹⁷. Il était tout à fait clair que le leader historique de la Turquie républicaine faisait un appel à l'armée turque.

⁴¹⁵ Sevket Sureyya Aydemir, " Menderes'in Drami ", Remzi Kitapevi, Ankara, 1976, pp.413.

⁴¹⁶ Muhsin Batur, " Anilar ve Gorusler : Uc Donemin Perde Arkasi ", Milliyet Yayinlari, Istanbul, 1985, p.73.

⁴¹⁷ Nazli Ilicak, " 27 Mayıs Yargilaniyor ", Kervan Yayinlari, Istanbul, 1975, p.7 et 12.

Selon Kocas, après que le PD sera considérablement affaibli suite aux élections législatives de 1957, les mécontentements militaires commencent à s'organiser sérieusement⁴¹⁸. Dans cette circonstance que le PD devient de plus en plus inquiet de cet affaiblissement et d'autres difficultés d'ordre politique. C'est à partir de là que le violent affrontement entre l'opposition et le PD prend une allure inquiétante. On n'hésite pas à mettre en place une politique assez rigide vis-à-vis du parti d'opposition : la mise en application d'une série de mesures autoritaires contre l'opposition républicaine, la presse et l'Université. On va jusqu'à l'étouffement inconditionnel de toutes critiques antigouvernementales. Le manque de tolérance et le non-respect à la démocratie deviennent ainsi une pratique courante lors de la fin du pouvoir démocrate. C'est ainsi que quantité d'intellectuels, journalistes et politiciens se sont trouvés emprisonnés.

D'une manière globale, si l'on essaie de définir la vie politique et sociale du pays sous le gouvernement de Menderes, il est possible de dire que l'impasse créée par l'intransigeance et l'aveuglement de Adnan Menderes, la dégradation de la situation économique, l'utilisation des sentiments religieux par les Démocrates, l'insertion de l'armée turque dans le bloc occidental, le recul relatif de son statut au sein du système politique national, les émeutes xénophobes de 1955 contre les ressortissants grecs et ses biens à Istanbul ont joué un rôle déterminant au dire de la plupart des auteurs, dans la préparation et le déclenchement du coup d'État militaire du 27 mai.

La mise en application de la politique gouvernementale démocrate de nature répressive s'effectuait logiquement par la participation de l'armée. Comme l'on a déjà évoqué, l'insuffisance du pouvoir démocrate dans l'établissement de son contrôle sur l'appareil étatique (bureaucratie étatique, armée, intellectuels civilo-militaires) constituait son défi principal. De ce fait, l'armée a pu agir dans l'exécution d'une politique répressive suivant l'appréciation qu'elle aurait de la situation. Elle obéira si elle se sent en accord avec le gouvernement en place, désobéira si elle juge cette politique incompatible avec son idéologie et avec ses intérêts.

A titre d'exemple, les mesures répressives du pouvoir démocrate prises vis-à-vis du parti d'opposition républicain dans le but d'étouffer toute sorte de critique antigouvernementale, ont été sans doute mises en évidence par l'événement important de départ d'Inönü à Kayseri pour participer à une réunion de son parti le 2 avril 1960. Le gouverneur de Kayseri a dû arrêter le train d'Inönü aux frontières de la ville en vertu de directive de Menderes. Au bout de trois heures de discussion entre le gouverneur et le "deuxième personnage" historique de la Turquie, le premier a dû laisser le deuxième qui avait insisté sur le droit de libre circulation. Le lendemain, Inönü a été une deuxième

⁴¹⁸ Sadi Kocas, " Atatürk'ten 12 Mart'a " (Anılar), Tomurcuk Matbaasi, Istanbul, 1977, p.347.

fois arrêté à Kayseri provenant de *Yesilhisar* pour rentrer à Ankara. Il est d'une manière décisive descendu de sa voiture pour s'orienter vers la barricade et pour saluer les militaires. Bien que Menderes ait ordonné à l'armée d'empêcher le chef du parti d'opposition, İnönü, de se rendre dans cette ville de province, Kayseri, mais les officiers qui auraient dû exécuter cet ordre désobéissent et démissionnent.

L'événement de Kayseri nous avait éclairé de deux points de vue ; non seulement cela nous prouve jusqu'à quel point Menderes était capable d'aller très loin dans l'étouffement et la mise à l'écart de l'opposition de la scène politique, mais aussi il ne pouvait pas toujours compter sur l'armée quand il a besoin d'elle. Par ailleurs, İnönü ne restait pas tout à fait réticent dans l'initiation de comportement de l'armée vers cette direction. Par exemple, le journal du PRP, *Ulus*, transmettait ainsi les propos adressés par İnönü au Commandant de la gendarmerie : " L'ordre que vous avez reçu est illégal. Un autre ordre avait été donné à *Usak* pour m'éliminer. Mais les administrateurs supérieurs et les officiers n'ont pas appliqué cet ordre parce qu'ils étaient des hommes dignes de considération et honnêtes "419.

A la suite de l'événement tragique de Kayseri, İnönü a fait une réunion chez lui avec les généraux et amiraux retraités le 17 avril 1960. A l'occasion de cette réunion, il les a conseillés de continuer toujours à défendre avec beaucoup de détermination les idéaux progressistes de la République kémaliste. Il précisait également que l'on comptait vivement sur eux. Cette rencontre a engendré beaucoup d'indignation violente dans les rangs des démocrates. Ils l'ont considérée comme un acte politique inadmissible qui encourage l'implication de l'institution militaire dans la sphère politique et aussi comme une tentative de la provocation de l'armée contre le pouvoir politique démocrate.

Le pire s'est produit enfin le 18 avril 1960. Le PD avait décidé de constituer une commission d'enquête parlementaire destinée à surveiller toutes les sortes d'activités politiques, parlementaires ou extraparlimentaires qui sont considérées nuisibles pour son gouvernement. Cela nous démontrait clairement le caractère antidémocratique de la mesure prise par le gouvernement démocrate. Cette commission était également dotée du pouvoir judiciaire qui lui permettait de juger à la fois les députés et les dissidents ordinaires. Il est clair que l'on abusait de la Constitution turque de 1924 qui accordait beaucoup de pouvoir à l'exécutif. C'est effectivement le principe de la " volonté nationale " avait été largement privilégié dans cette Constitution. Mais, il convient de préciser que Menderes avait fait un recul important deux jours avant le coup d'État militaire du 27 mai à Eskisehir en déclarant la fin des fonctions de cette Commission d'Enquête⁴²⁰ et aussi en divulguant à Istanbul et

⁴¹⁹ Metin Toker, " Ismet Pasa'yla 10 Yil ", Akis Yayinlari, Ankara, 1966, cilt 2, pp. 167-168.

⁴²⁰ Feroz Ahmad, " The Turkish Experiment in Democracy : 1950-1975 ", Londres, Billing and Sons Limited, 1977, p.66.

à Izmir lors des meetings politiques la forte probabilité de la réalisation des élections législatives dans l'avenir prochain⁴²¹.

Par ailleurs, il serait aussi utile de mettre en évidence les relations entre İnönü et l'armée et son rôle dans la réalisation et dans l'organisation du coup d'État militaire du 27 mai 1960. De ce fait, il faut naturellement savoir certains petits détails concernant l'attitude d'İnönü : était-il au courant ou non de la probabilité d'une intervention militaire dans le domaine politique ? Ou bien avait-il joué ou non un rôle d'initiateur dans la mise en marche de cette intervention politique des forces armées ?

Il existe d'une manière générale deux différentes versions en la matière : celle des défenseurs du PD pour qui le PRP avait clairement utilisé l'armée pour éliminer le mouvement démocrate et pour faire face à la montée interminable d'une action politique. Autrement dit, cela n'était tout simplement qu'une tentative de l'effacement d'un mouvement populaire par la force. En fait, Süleyman Demirel qui deviendrait par la suite le Premier ministre à la tête du Parti de la Justice (PJ) s'exprime ainsi en la matière : " Le 27 mai était le nom du mouvement de l'écrasement du PD par son rival principal, le PRP, par le biais de l'armée. Cela n'était pas plus que ceci "⁴²². L'interprétation des défenseurs du Parti Démocrate était que l'organisation et l'application de cette intervention militaire ne servaient qu'aux intérêts politiques directs du PRP et que celui-ci était le principal responsable de l'action politique antidémocratique de l'appareil militaire en l'encourageant tout à fait clairement dans cette direction. Quant à la version des partisans républicains, ils insistent sur le fait que İnönü n'était pas du tout au courant de l'existence même d'un coup d'État militaire et qu'il n'avait donc en aucun cas poussé l'armée à agir de cette façon. Il est possible que les paroles d'İnönü adressées au Commandant de la gendarmerie lors de la barricade de Kayseri aient dû d'une certaine manière encourager les officiers mécontents du pouvoir politique démocrate. Nous pouvons avancer les mêmes propos au sujet de la réunion organisée par İnönü avec les officiers retraités de haut grade. Selon le journaliste Metin Toker, İnönü avait un inquiet majeur à propos des officiers de bas grade qui pouvaient à tout le moment intervenir par leurs propres décisions dans la vie politique. Toker parle aussi d'un coup de téléphone destiné à İnönü le 27 mai 1960 (le lendemain de l'intervention militaire) de la part de Gürsel (le futur Président de la République et le leader de l'intervention militaire du 27 mai 1960) pour présenter ses excuses en raison de ne pas le tenir au courant avant le coup d'État militaire. Selon Gürsel, l'avertissement d'İnönü à propos de l'existence d'une éventuelle décision avant l'intervention militaire

⁴²¹ Walter F. Weiker, " The Turkish Revolution, 1960-1961, Aspects of Military Politics", Washington D. C., 1963, p.19.

⁴²² A. Haluk Ulman et Frank Tachau, " Turkish Politics, the Attempt to Reconcile Rapid Modernization with Democracy ", in Middle East Journal, vol. 19, 1965.

pouvait risquer la réussite de sa réalisation car İnönü pouvait peut-être l'empêcher⁴²³. Si nous faisons une interprétation selon ces propos présentés, non seulement İnönü n'était pas au courant de cet acte militaire, mais aussi il aurait dû l'empêcher sans doute, s'il le savait en avance.

B) LE PARTI DE L'ÉTAT (PRP) : PRINCIPAL REPRESENTANT DE LA DOCTRINE OFFICIELLE

Pour pouvoir complètement déterminer la position et le comportement du PRP vis-à-vis de l'armée dans la réalisation de son intervention dans la vie politique, il nous faut aussi nous interroger sur l'attitude de celui-ci après l'arrivée des militaires au pouvoir. C'est effectivement à l'occasion du coup d'État militaire du 27 mai 1960, İnönü en tant que Président du PRP envoie des circulaires aux organisations de son parti en disant ainsi : " La glorieuse Armée turque a mis fin au régime anticonstitutionnel et dictatorial... Le Comité d'Union Nationale (CUN), composé d'un corps de militaires en tant qu'un premier organisme central à partir du 27 mai, est une sorte de garant de la République qui va instaurer la sécurité et la tranquillité au pays "⁴²⁴. Il ne va pas attarder de féliciter Gürsel, le leader du putsch, à l'occasion de sa participation à l'intervention militaire.

Sur le plan général, il n'est pas aussi important de savoir si İnönü était impliqué ou non dans l'intervention militaire du 27 mai. Puisqu'il y avait une circonstance politique extrêmement fragile et une instabilité chronique dans le pays vers la fin des années cinquante. Ce qui est plus primordial dans l'analyse de la position du PRP à l'égard de coup d'État militaire c'est qu'il faut savoir la limite de l'esprit démocratique du PRP ou plutôt d'İnönü, puisqu'il avait une influence considérable sur le PRP à cette période là en tant que " chef national ". A partir du moment où İnönü s'exprime en faveur d'une intervention militaire en félicitant vivement son leader, il nous faut en effet nous interroger sur la conception d'İnönü concernant la démocratie. S'il était vraiment contre le régime militaire et pour le régime démocratique, pourquoi n'avait-il pas pris une position ferme et critique vis-à-vis du régime militaire ?

Comme étant une version assez défendue dans la littérature politique turque selon laquelle Atatürk et İnönü ont toujours voulu séparer le domaine politique du domaine militaire et instaurer la supériorité civile sur l'institution militaire. Si cette version était

⁴²³ Metin Toker, " İsmet Paşa'yla 10 Yıl ", op. cit. p.170 et Yılmaz Oztuna et Ayvaz Gokdemir, " Türkiye'de Askeri Darbeler ", Tercuman Yayinlari, Istanbul, 1987, p.42.

⁴²⁴ Nursen Mazici, " Türkiye'de Askeri Darbeler ve Sivil Rejime Etkileri ", Gur Yayinlari, Istanbul, 1989, 93.

correcte, que s'est-il passé si le deuxième personnage de la Turquie républicaine, İnönü, ne s'est-il pas dressé contre le renversement du régime démocratique parlementaire c'est-à-dire contre l'intervention militaire ? Dans la recherche d'une réponse à ces questions, il ne serait pas donc inutile de voir les limites de la définition de la démocratie dans le régime politique kémaliste. D'une manière très simple, İnönü était pour le régime démocratique, à condition que celui-ci ne remette en aucun cas la légitimité de l'idéologie kémaliste en cause. Si le régime politique commence à dépasser les limites de la démocratie préétablies déjà par l'idéologie kémaliste, l'intervention militaire deviendrait une obligation, puisque l'armée était désignée dès le début de la création de la Turquie républicaine comme gardienne incontournable de la République kémaliste. Sans rentrer trop en détail, il n'est pas inutile de citer la position de l'armée turque dans la société politique. L'armée turque, riche d'un passé glorieux et de traditions militaires spécifiques, sur lesquelles se sont surajoutées et ont été sublimées les règles de l'éthique militaire occidentale, est dotée d'une homogénéité interne et d'une autonomie par rapport à la société civile absolument considérable.

De ce point de vue, si nous retournons encore sur la prise de position du PRP à l'égard du 27 mai, non seulement le PRP n'avait pas condamné l'usurpation du pouvoir politique démocratique, mais il l'a considérée légitime et nécessaire. De plus, le PRP n'hésitait pas à tirer profit de la situation politique. Comme on l'a déjà cité, l'armée turque, pour une grande partie, étant très fortement endoctrinée par l'idéologie kémaliste, continuera longtemps à avoir de la sympathie à l'égard d'İnönü et en faveur de son parti. L'existence d'intérêts communs entre l'armée turque et le PRP faisait qu'un rapprochement mutuel se met rapidement en place. C'est grâce à la fois à l'influence indiscutable du deuxième personnage fort de la Turquie, İnönü, et aussi à ce lien historique, le PRP était très bien placé dans la vie politique turque suite à l'intervention militaire du 27 mai. D'ailleurs, selon Heper et Tachau, l'armée était plus proche du PRP que du PD grâce au personnage de son leader politique qui avait une forte influence politique sur elle⁴²⁵. Quant à Yalman, il considère aussi que les officiers de haut grade ont été entre les années 1960-1965 à côté du PRP tout en agissant toujours en faveur de ce parti⁴²⁶.

La victoire électorale du PD en 1954 et l'intégration de plusieurs généraux dans ce parti ne signifiaient pas que celui-ci avait réussi à dégager définitivement le danger de

⁴²⁵ Frank Tachau et Metin Heper, "The State Politics and the Military in Turkey", in *World Politics*, Vol.16, No.1, 1983, p.22.

⁴²⁶ Nur Yalman, "Intervention and Extrication : The Officer Corps in the Turkish Crisis", in Henry Bienen (dir.), "The Military Intervenes : Case Studies in Political Development", N. Y. : Russell Sage Foundation, 1968., p.126.

l'intervention militaire contre lui. Autrement dit, ce qui a été gagné à court terme était voué à être perdu plus tard puisque, nous l'avons déjà précisé, les concessions accordées aux généraux ont contribué à aliéner les officiers les plus jeunes et modernistes et à accélérer leur prise de conscience interventionniste. En dehors même de ces cercles dissidents, aux effectifs très restreints, un nombre croissant d'officiers, à partir de 1957, ont manifesté leur désenchantement en adhérant au Parti républicain du peuple après leur retraite. La sympathie dont celui-ci jouissait toujours au sein de l'armée ou le renouveau de cette popularité, sont devenus évidents dans les dernières semaines du gouvernement Menderes quand plusieurs officiers ont affiché leur répugnance à obéir aux ordres dirigés contre les étudiants contestataires et contre İnönü.

Si nous essayons de déterminer les repères communs entre le PRP, le parti fondateur de la République kémaliste, et l'armée turque, le premier acteur principal dans la création de cette République en tant qu'institution bien structurée et bien organisée au sein du pays, il nous faut sans doute nous pencher sur l'histoire politique turque. L'instauration du multipartisme ne pouvait rester sans échos au sein de l'armée. Les généraux en exercice et le haut-commandement de l'armée continuaient, dans leur majorité, de soutenir le Parti républicain du peuple et, à plusieurs reprises, avant et après les élections de 1950, ont proposé en vain à İnönü d'intervenir pour sauvegarder son pouvoir⁴²⁷. Il convient quand même de préciser que le PD avait pu susciter quelque sympathie auprès de certains jeunes officiers au début de son apparition sur la scène politique. La réussite incontestable de l'armée turque prouvée par la réalisation de la Guerre de la libération et l'appropriation de l'idéologie nationaliste turque par celle-ci comme base idéologique, ont effectivement permis à l'institution militaire turque d'occuper une place considérable dans le système politique turc. Il est aussi vrai que celle-ci avait été partiellement retirée de la scène politique active jusqu'à la date du passage au multipartisme en faveur du PRP et de la bureaucratie civilo-militaire. Certes, malgré le retrait partiel de l'armée turque du domaine politique après la Guerre de la libération, celle-ci parvenait toujours à faire passer sa politique en vie grâce à la forte présence militaire de haut-commandement dans le pouvoir politique turc et également dans la bureaucratie.

C'est à partir de la décision du passage au multipartisme en 1946 que les choses commencent à se bouleverser au sujet de l'équilibre socio-politique existant dans le pays. La fin du parti unique avec ses politiques étatistes et l'apparition d'un ordre pluriel dans la vie politique turque signifiait le début d'un tournant politique. A cette occasion, on a pu voir apparaître en position de force certaines nouvelles classes sociales sur la scène politique qui étaient plus ou moins absentes jusqu'à cette date précise. De ce fait, l'armée

⁴²⁷ Feroz Ahmad, " The Turkish experiment in democracy : 1950-1975 ", C. Hurst, Londres, 1977, p.149-150.

commence aussi à son tour à retrouver sa nouvelle identité dans le système politique comme le reste de la société. L'armée avait en quelque sorte perdu la possibilité d'être représentée indirectement dans la nouvelle constitution du pouvoir politique contrairement à ce qui était le cas lors du pouvoir politique du parti unique. Comme on l'a déjà cité, la présence des militaires dans la composition des députés et de l'administration publique a été considérablement reculée avec l'arrivée du nouveau pouvoir politique, le PD, sur la scène politique turque. Les représentants ex-militaires dans l'Assemblée nationale ont été effectivement remplacés par les représentants de nouvelles classes sociales. De plus, bien que les onze Ministres de la défense nationale jusqu'à l'arrivée du PD au pouvoir aient été sans exception à l'origine des militaires, les cinq ministres de la défense nationale parmi les six ont été contrairement des civils tout au long du pouvoir démocrate de 1950 jusqu'à l'intervention militaire du 27 mai 1960.

L'apparition de la nouvelle composition de l'élite dirigeante turque comme un reflet de la différenciation importante survenu dans la structure politique, engendrée par la transformation radicale du système socio-politique turc, a été perçue par l'armée turque comme une menace à son prestige organisationnel et à sa position avantageuse dans la société. Ce sentiment du recul ou bien de la perte des avantages tant sur le plan organisationnel que sur le plan politique en faveur de nouvelles classes sociales émergentes, a été davantage ressenti après les élections législatives de 1954. L'instauration du contrôle constitutionnel du pouvoir civil démocrate sur la bureaucratie militaire a été ainsi encore une fois confirmée par les élections de 1954 et approuvée également par le peuple. C'est ainsi que celle-ci se trouvait pour la première fois sous contrôle de la bureaucratie civile. De ce point de vue, l'intervention politique du 27 mai de l'armée turque a été en fait estimée comme une sorte de revanche militaire destinée à rétablir sa supériorité sociale et politique au sein de la scène politique et comme des retrouvailles de son identité organisationnelle dans le système politique⁴²⁸. Dans l'analyse de trois coups d'État militaires réalisés respectivement en 1960, en 1971 et en 1980 par l'armée dans la vie politique turque, même si certaines politiques générales sont naturellement changées en fonction de différent niveau des transformations sociales et des équilibres socio-politiques existantes dans le système politique, il est possible de constater globalement que l'objectif essentiel était toujours identique : l'instauration d'un ordre politique qui prend d'une manière prioritaire en considération la place privilégiée de l'armée dans le système politique et l'importance de ses valeurs principales et qui n'abuse jamais de la liberté accordée par l'idéologie kémaliste et qui respecte également sans exception les règles de jeu politique préétablies par les principes kémalistes.

⁴²⁸ Kurtulus Kayali, " Ordu ve Siyaset : 27 Mayıs-12 Mart ", İletisim Yayinlari, Istanbul, 1994, p.204-205.

D'abord, l'existence du régime autoritaire jusqu'en 1946 en Turquie et puis, la prise de décision du passage au multipartisme à partir de cette date et la tolérance partielle de l'idéologie officielle vis-à-vis de certaines libertés politiques pouvaient être expliquées par le fait que les dirigeants kémalistes étaient effectivement assurés par une garantie solide de l'armée turque, qui serait à tout le moment prête à restreindre les libertés politiques selon les propres interprétations de ces mêmes dirigeants.

Si nous revenons notamment sur notre préoccupation essentielle c'est-à-dire sur les relations Armée-PRP, il est normal que le PRP d'Inönü soit un parti préférable et convenable pour les militaires par rapport au PD, puisque l'armée turque et le PRP qui avaient partagé les mêmes idées principales et les mêmes perspectives politiques dès la création du nouvel Etat républicain. Comme on vient de le souligner, il existe effectivement une sorte de convergence entre les intérêts militaires et les intérêts républicains.

SECTION 2) L'INTERVENTION MILITAIRE DU 27 MAI 1960 ET SES CONSEQUENCES SUR LES RELATIONS ARMEE- PARTIS POLITIQUES

Dans cette section, nous allons tenter de mettre l'accent sur l'intervention militaire elle-même et sur ses conséquences déterminantes dans la vie politique turque. Nous nous interrogerons aussi sur les répercussions de ce coup d'Etat militaire afin de pouvoir souligner l'éventualité de rétablissement de nouvelles relations entre l'armée et les principaux partis politiques. Ceci dit, la prise de décision de l'intervention militaire, la mise en marche de cette décision et les conséquences de cette intervention sur les relations Armée-Partis politiques seront notre principale préoccupation à mettre en évidence. Nous essayerons aussi d'analyser la nouvelle composition des rapports de force dans la vie politique turque suite au coup d'Etat militaire de 1960. En gros, nous allons insister sur la situation politique du pays avant, lors et après l'intervention militaire dans le but de ne pas

manquer les nouveaux rapports de force établis entre les partis politiques et l'armée turque.

§1) L'intervention militaire

A partir du 27 mai, un corps de militaires s'installe au pouvoir pour une durée de dix huit mois. Un premier organisme central formé sous le nom de Comité d'Union Nationale (CUN), sorte de Conseil de la Révolution.

Après avoir réalisé l'usurpation du pouvoir politique, les militaires ont essayé de se présenter en fait comme un corps uni, solide et fort face à tout genre de pressions des contradictions de tous ordres. Mais, les choses ne se déroulent pas comme espérées : les divergences concernant les solutions et les méthodes à suivre commencent à faire peser lourdement sur la détermination d'une politique cohérente et durable au sein de l'institution militaire.

Il nous a paru assez intéressant de prendre en considération la déclaration des officiers putschistes du 27 mai à la radio en vue de déterminer leur sens et leurs objectifs d'action dans la vie politique : " le sauvetage des partis politiques qui se trouvaient tous dans l'impasse politique, l'instauration d'une administration qui serait indépendante de toute sorte d'influence de tous les partis politiques, l'organisation rapide des élections libres et la remise inconditionnelle du pouvoir politique au parti gagnant "⁴²⁹.

On parlait même de la persistance d'une incertitude politique concernant le ressort de cette action militaire, parce que les officiers participants à cette opération militaire ne constituaient effectivement pas un corps solide et cohérent pour la suite de l'intervention militaire. De même, l'un des membres principaux de ce coup d'État militaire parlait, le lendemain de l'intervention, de l'incertitude totale de la suite de leur action : " Nous avons parfaitement intervenu dans la vie politique le 27 mai 1960, mais personne ne savait ce que nous ferions le 28 mai 1960 "⁴³⁰. La division paraissait donc inévitable parmi les officiers putschistes. Les discussions sur la conduite politique de l'action militaire ont été volontairement laissées dans l'obscurité pendant la période de la préparation de l'intervention militaire afin de ne pas risquer la réussite de celle-ci. Il existait deux différents clivages au sein de l'institution militaire turque qui a réalisé le coup

⁴²⁹ Turan Gunes, " Araba Devrilmeden Once ", Kaynak Yayinlari, Istanbul, 1983, p.117-118 et Nursen Mazici, " Turkiye'de Askeri Darbeler ve Sivil Rejime Etkileri ", op. cit., p.92.

⁴³⁰ Metin Toker, " Ismet Pasa'yla 10 yil ", op. cit., vol.3, p.17.

d'État militaire du 27 mai : celui des " modérés " et celui des " radicaux ", ces derniers étant également qualifiés de " néo-kémalistes " ou encore de " nassériens ". Il est communément admis que le débat, ayant été éclaté dans la préparation même du coup d'État du 27 mai, portait essentiellement sur l'ampleur et la durée de cette intervention de l'armée - les " modérés " étant partisans d'un retour aussi rapide que possible à la démocratie parlementaire, les " radicaux " étant soucieux de promouvoir un certain nombre de réformes de structures avant le recours aux urnes, au prix d'une prolongation du régime militaire⁴³¹.

A) *L'ORIENTATION GENERALE DU REGIME MILITAIRE*

La première préoccupation essentielle des militaires putschistes était de déterminer rapidement le statut officiel du régime et de choisir en prioritaire la personne qui va diriger le pays. L'objectif principal des commandants de haut grade qui faisaient partie du Conseil de Révolution, comme Gürsel, était de rendre plutôt possible le pouvoir politique au gouvernement civil élu par les élections. Cependant, la plupart des officiers de grade inférieur avaient l'intention de mettre en place les réformes les plus radicales dans les domaines économiques, politiques et sociaux pour accélérer le processus de modernisation déjà entamé par le régime politique kémaliste. Cela nécessitait effectivement de rester plus longtemps au pouvoir et de supprimer pendant un certain temps l'usage des moyens démocratiques : les élections libres. De ce fait, les divergences concernant les solutions à mettre en place et les méthodes à utiliser existaient au sein du corps de militaires dès le début de la prise du pouvoir politique.

Le général Cemal Gürsel, qui avait accordé son aide en quelque sorte indispensable aux officiers putschistes subalternes pour la réalisation du coup d'État du 27 mai grâce à laquelle les postes clefs de commandement à Ankara ont pu être confiés à ceux-ci, a dû démissionner de ses fonctions au début du moins de mai 1960 pour avoir pris position contre les politiques gouvernementales du PD. Lorsque les putschistes ont décidé de passer à l'action, ils ont dû arrêter le chef d'État-major, le général Rustu Erdelhun, le commandant de la loi martiale de la province et plusieurs autres officiers de haut-rang tout en restant pourtant en contact avec certains généraux complices et aussi tout en étant fondés sur le soutien indispensable de supérieurs hiérarchiques. C'est ainsi que l'on a fait venir précipitamment d'Izmir le général Gürsel pour que l'intervention militaire trouve sa légitimité au sein de l'institution militaire⁴³². En définitive, les 38 membres du CUN se

⁴³¹ Feroz Ahmad, " Demokrasi Surecinde Turkiye : 1945-1980 ", Hil Yayin, Istanbul, 1994, p.198.

⁴³² George S. Harris, " The role of military in Turkish politics ", Middle East Journal, XIX, printemps 1965, p.173 et 175.

composent de cinq généraux, quinze colonels et lieutenants-colonels, douze commandants et six capitaines⁴³³. Il faut aussi préciser que plusieurs autres putschistes de premier plan, qui ne figuraient pas dans le Comité faute d'être en Turquie au moment de sa constitution, étaient eux aussi des commandants (Kocas, Aydemir, Mentés, Seyhan notamment).

Si nous nous interrogeons très brièvement sur les caractéristiques des membres du Comité d'Union Nationale, nous pourrions effectivement constater qu'ils sont plus ou moins représentatifs de l'armée turque dans son ensemble. Quelques renseignements nécessaires sur le CUN pour la détermination du caractère politique de l'intervention militaire du 27 mai sont suivants : à l'exception de deux généraux, tous sont de la génération républicaine et ont été formés dans les écoles militaires de 1926 à 1950. Quant à la répartition géographique de leur lieu de naissance, tous sont originaires de la province sauf onze d'entre eux qui sont nés dans les trois grandes villes. Et finalement, la précision de leur origine socioprofessionnelle de leurs parents, les 27 d'entre eux dont on connaît la situation se répartissent comme suit : 12 fils d'officiers, 4 fils de bureaucrates, 4 fils d'hommes d'affaires, 7 divers⁴³⁴.

Dans les premiers cinq mois qui suivent la création du CUN, une série de problèmes compliqués attendaient d'être rapidement résolus par les nouveaux détenteurs du pouvoir politique. Il faudrait tout d'abord préciser la nature exacte des relations que le CUN allait entretenir avec le reste de l'institution militaire et avec le cabinet gouvernemental. La prise de décision immédiate sur le sort du gouvernement démocrate et de ses leaders constituait un autre grand problème à résoudre. La nature d'une nouvelle constitution promise par les putschistes dès leur première déclaration officielle au lendemain du 27 mai et la détermination de la date précise de la transmission du pouvoir politique à une Assemblée nationale élue par le suffrage universel, constituaient les principales préoccupations du régime militaire. Enfin, la mise en place des réformes économiques était une nécessité absolue pour le régime militaire, puisque l'économie du pays a été véritablement négligée par les démocrates vers la fin de leur mandat.

La dégradation des relations entre le CUN et le reste de l'institution militaire turque commence à se faire de plus en plus sentir fortement à partir du moment où la décision de la mise à la retraite forcée de 35.000 officiers dont 235 généraux a été prise par le CUN le 3-4 juillet 1960. Il s'agissait de la réforme du rajeunissement de l'institution militaire turque qui a toujours été un des problèmes prioritaires des militaires. Le système pyramidal avait été renversé par l'encombrement des officiers supérieurs et moyens, qui

⁴³³ W.F. Weiker, op. cit., p.119.

⁴³⁴ Ergun Ozbudun, " The Rôle of the Military in the Recent Turkish Politics ", Harvard University, Center for International Affairs, 1966, p.29 et W.F. Weiker, op. cit., p.118.

étaient près de 10.000 contre 5.000 officiers subalternes⁴³⁵. L'épuration du système pyramidal a été sans doute nécessaire du point de vue de la fonctionnalité de l'institution militaire turque, puisque ceci mettait un terme au déséquilibre énorme des officiers supérieurs et moyens qui perturbaient le bon déroulement de l'organisation de la promotion équitable. La domination des généraux supérieurs et moyens dans l'appareil militaire était un handicap profond, parce que la plupart d'entre eux ignoraient totalement les nouvelles techniques modernes de la guerre. Comme on a déjà eu l'occasion de le préciser, le projet de loi du Ministre démocrate de la défense nationale, Kurtbek, avait été vivement rejeté par le gouvernement de Menderes qui se trouvait devant une forte pression des commandants supérieurs de l'époque. Ce changement visait à rétablir de nouveau le système pyramidal normal⁴³⁶.

Il était inévitable que la préparation des listes de la mise à la retraite forcée des officiers supérieurs ait provoqué des mécontentements au sein de l'institution militaire turque. On se doutait notamment de l'utilisation des préjugés politiques ou bien de jalousies personnelles dans la phase de la constitution de cette liste. Même si l'on avait pu sur le plan général conserver d'une certaine impartialité dans la composition de cette liste, il était aussi évident qu'on essaie de placer certains généraux supérieurs à des postes clefs (notamment le cas de Cemal Madanoglu et Osman Koksal) afin de ne pas risquer la réussite du coup d'État du 27 mai. On n'a pas non plus hésité à accorder aux anciens révolutionnaires, qui étaient directement impliqués dans la phase de préparation de l'intervention militaire du 27 mai et qui ne faisaient pas partie du Comité d'Union Nationale pour des raisons diverses, certains postes stratégiques dans l'institution militaire. C'est ainsi que le colonel Talat Aydemir est devenu le Commandant de l'Ecole de Guerre, puisqu'il se trouvait en Corée du Sud lors du déclenchement du coup d'État du 27 mai.

C'est à partir de cette initiative politique que les officiers mis à la retraite forcée se sont réunis dans une association qui s'appellerait donc l'EMINSU (Initiales des Officiers Retraités de la Révolution) sous une forme de groupe de pression assez puissant qui avait le but d'assurer la réintégration de ses membres dans l'armée. Cependant, leur influence n'a pas été longtemps importante sur la politique du CUN, car, au fil du temps, ils ont été progressivement absorbés par l'économie et la bureaucratie civile dans lesquelles ils ont pu trouver des postes importants. L'EMINSU en tant que groupe de pression n'avait pas vraiment un soutien populaire étendu⁴³⁷. Leurs sympathies politiques allaient plutôt aux

⁴³⁵ A. Ipeckci et O. S. Cosar, op. cit., p.333.

⁴³⁶ Hikmet Ozdemir, " Turkiye Cumhuriyeti ", Iz Yayincilik, Istanbul, 1995, p.256-257.

⁴³⁷ Orhan Erkanli, " Anilar... Sorular... Sorumlular ", Baha Matbaasi, Istanbul, 1973, p.40-43.

partis conservateurs et aux putschistes tardifs. A titre d'exemple, un des leurs, le général Gumuspala, ancien commandant de la III^{ème} Armée, allait présider quelque temps le Parti de la Justice⁴³⁸.

B) L'ECLATEMENT DU CUN ET SES CONSEQUENCES SUR LE REGIME

PARLEMENTAIRE

A ce stade, il convient de tirer au clair la position et l'influence des radicaux et des modérés dans le nouveau gouvernement et dans l'institution militaire. Comme on l'a déjà souligné, l'existence de différents groupes au sein même du Comité de l'Union Nationale commence en fait à poser des problèmes préoccupants. La dégradation des relations entre les radicaux et les modérés dans le CUN a continué de s'aggraver au fil du temps. C'était une question de temps qui pourrait définir en dernière étape le combat entre les différents clivages : l'un qui s'efforçait de démilitariser le plutôt possible la vie politique, l'autre essayait de contrecarrer cette initiative de démocratisation. A cause de l'existence des divergences au sujet d'une solution et des méthodes à mettre en œuvre le CUN se trouvait totalement paralysé. Les 14 radicaux des membres du CUN avaient d'ores et déjà décidé de s'organiser séparément à l'intérieur même de celui-ci. Leur objectif principal était de garder le pouvoir politique plus longtemps possible sous leur contrôle afin d'orienter la Révolution dans une perspective strictement militaire. Selon les Radicaux, la réussite de la mise en place du système démocratique dans un pays comme la Turquie ne pourrait être assurée que par l'instauration durable du pouvoir militaire, et non pas par l'utilisation des moyens démocratiques⁴³⁹. De ce fait, l'état existant de l'incertitude politique risquait de créer beaucoup de problèmes graves pour la suite de la Révolution. Une solution rapide à ce problème a été ainsi nécessaire pour l'instauration du calme au sein du CUN. Les rumeurs éventuelles d'une intervention militaire des radicaux ont suffi de faire réagir rapidement les généraux modérés contre ces derniers. Ils ont rapidement décidé d'éliminer les radicaux sans risquer trop, tant qu'ils avaient encore suffisamment de temps⁴⁴⁰.

De ce fait, la prise de décision de la création de l'Assemblée constituante formait le premier signe concret du pouvoir militaire dans la direction de la transmission du pouvoir politique aux civils. Cependant, le Général Gürsel et les autres généraux modérés devaient avant tout surmonter un grave problème de l'opposition des radicaux qui étaient

⁴³⁸ Hikmet Ozdemir, "Siyasal Tarih 1960-1980", in Sina Aksin (dir.), "Turkiye Tarihi 4 : Cagdas Turkiye 1908-1980", Cem Yayinevi, Istanbul, 1990, p.199-200.

⁴³⁹ Orhan Erkanli, "Anilar...Sorular...Sormulular", op.cit., p.141.

⁴⁴⁰ Orhan Erkanli, op. cit., p.153-157 et A. Ipekci et O. S. Cosar, op. cit., 490-502.

pour la prolongation de la durée du pouvoir militaire afin de pouvoir effectuer dans un très court délai ce passage du pouvoir politique aux civils. L'éclatement du Comité était donc presque inévitable, puisqu'il y avait au sein du CUN deux grandes tendances complètement opposées du point de vue de leurs méthodes et de leurs visions politiques. Cela constituait la première crise importante apparue au sein du CUN et indirectement dans l'armée. C'est ainsi que le limogeage des 14 radicaux a été effectivement considéré comme une victoire indiscutable des modérés qui étaient pour la transmission du pouvoir politique aux civils⁴⁴¹.

Gürsel a finalement déclaré le 13 novembre 1960 que le CUN a été dissolu et qu'un nouveau Comité de l'Union Nationale composé de 23 membres a été mis en place. Les fameux 14 ont été ainsi internés et envoyés en exil dans des postes diplomatiques éloignés⁴⁴². La réussite des modérés dans l'exclusion des 14 radicaux du CUN a été effectivement assurée par l'appui des Forces Armées et par leur détermination décisive sous la direction du Général Madanoglu.

Après avoir écarté le danger perpétuel causé par les radicaux, l'établissement du consensus durable au sein du CUN a été possible. Il convient tout de même de préciser que les modérés sous la présidence de Gürsel n'ont pas tout à fait pu exclure tous les risques d'éventuelles divergences. Il ne s'agissait qu'ici en quelque sorte de l'écartement des éléments les plus radicaux du CUN. Leur principale préoccupation consistait en fait à instaurer en priorité leur autorité absolue sur le CUN et à prendre le plus vite possible des mesures nécessaires pour l'accélération du processus de démocratisation de la vie politique. De ce fait, la composition de l'Assemblée constituante a été effectivement mise en marche le 7 décembre 1960 par le CUN. Lors de la première réunion de cette Assemblée déroulée le 6 janvier 1961, celle-ci a pu, pour la première fois, partager avec le CUN ses fonctions législatives. Le premier pas vers l'établissement du pouvoir civil a été ainsi mis en application. Le pouvoir militaire s'était ainsi engagé résolument dans la voie de la démocratisation.

Si nous nous interrogeons maintenant sur le problème du jugement de procès des démocrates, nous nous rendons effectivement compte de l'existence d'une forte division au sein du CUN concernant le sort des détenus démocrates. La résurgence du problème de la division au sujet du sort des Démocrates avait provoqué de grandes discussions dans la vie politique turque. La légitimité du coup d'État du 27 mai était effectivement fondée

⁴⁴¹ Cf. Umit Ozdag, "Menderes Doneminde Ordu-Siyaset Iliskileri ve 27 Mayıs Ihtilali", (Yayınlanmamış docentlik takdim tezi).

⁴⁴² Cem Eroglu, "Cok Partili Duzenin Kurulusu : 1945-1971", in I. C. Schick et E. A. Tonak, "Gecis Surecinde Turkiye", Bilim Dizisi, Belge Yayinlari, Istanbul, 1990, p.136.

sur l'idée que l'ancien gouvernement démocrate avait farouchement violé les règles démocratiques définies par la Constitution de 1924. En outre, l'accusation et le jugement des Démocrates deviennent indispensables et nécessaires pour l'instauration de légitimité des putschistes. De plus, sous la pression des dénonciations populaires, l'avis des professeurs de droit et le zèle des jeunes officiers, le nombre d'arrestations s'accroît.

Les procès se sont déroulés à Yassiada, une île fortifiée en mer de Marmara. La Haute Cour de Justice, composée d'une trentaine de juges choisis par la Junte pour leur expérience, leur compétence, etc...⁴⁴³, a rendu son verdict le 15 septembre 1961. Selon les données principales de la Haute Cour de Justice, les peines sont les suivantes : peines capitales requises : 228, peines capitales prononcées : 15, peines capitales exécutées : 3, commutations⁴⁴⁴ :12, prison à vie : 31, divers (2 à 20) :402 et acquittements :133. Les exécutions concernent 1) A. Menderes, Premier ministre, 2) F.R. Zorlu, ministre des affaires étrangères, 3) H. Polatkan, ministre des finances⁴⁴⁵.

Il nous préoccupe toujours de trouver une réponse à la décision de l'approbation de la peine de mort de Menderes, Zorlu et Polatkan. C'est effectivement le 15 septembre que le CUN en a ratifié la décision de la Haute Cour de Justice. L'exécution de Zorlu et Polatkan a eu lieu le 16 septembre et celle de Menderes un jour plus tard. Le gouvernement militaire se trouvait en fait sous la forte pression exercée par l'opposition à l'intérieur du pays et aussi par les pays étrangers afin que celui-ci atténue les peines des Démocrates prononcées par la Haute Cour de Justice et qu'il établisse ainsi les circonstances du consensus durable dans le pays. Cependant, il existait aussi un fort clivage dans l'institution militaire turque à cause de la prise de décision du CUN concernant l'organisation des élections législatives.

⁴⁴³ Selon le Président de la Cour, S. Basol, le Tribunal n'était pas révolutionnaire, ni exceptionnel, car il fonctionnait selon la loi de procédure des tribunaux ordinaires.

⁴⁴⁴ Elles comprennent M.C. Bayar, l'ancien président de la République et le Général Erdelhun, chef d'État-major de l'époque.

⁴⁴⁵ Mevlut, Bozdemir, " Le rôle politique de l'armée en Turquie ", Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, SRT Grenoble, 1976, p.211.

C) *L'ETABLISSEMENT DE L'ORDRE HIERARCHIQUE DANS L'INSTITUTION
MILITAIRE*

Il n'était pas tout à fait tard pour ceux qui étaient dès le début de l'intervention contre la politique de démilitarisation rapide de la vie politique turque de détourner à l'envers la situation politique qui était déjà penchée vers la démocratisation par l'exclusion des " 14 radicaux ". Les doutes de l'armée concernant la démilitarisation du domaine politique et de la vie politique concurrentielle se développaient parallèlement à la montée considérable des forces néo-démocrates et peut-être contre cette montée même. Certains clivages radicaux au sein de l'armée turque se préparaient encore d'intervenir dans la vie politique vers le mois de septembre 1961 pour pouvoir contrecarrer le développement de ces forces politiques pro-démocrates. C'est en fait dans cette circonstance politique relativement turbulente que les décisions de Yassıada ont été prises afin de satisfaire les éléments extrémistes de l'institution militaire turque. L'approbation des décisions juridiques de Yassıada (exécution de trois démocrates) par les généraux modérés a été effectivement considérée comme une concession faite aux tendances radicales pour les satisfaire d'abord et pour pouvoir ainsi mettre en place le programme de la démocratisation. Sur ce point, certains considèrent que l'Union des Forces Armées a exercé une forte pression sur le CUN pour que l'exécution de trois démocrates soit absolument réalisée⁴⁴⁶.

D'autres raisons diverses ont dû jouer sans doute un rôle important dans la prise de décision de l'exécution de trois démocrates. L'une des raisons principales de cette décision provenait des suggestions faites par les professeurs. Il était presque indispensable de prendre une décision en faveur de l'exécution pour prouver en quelque sorte l'obligation et la légitimité de cette intervention militaire. Autrement dit, la décision de l'exécution de Menderes prise par les militaires était obligatoire et nécessaire pour la légitimation de leur régime politique. Les résultats des élections législatives de 1961 ont également influencé l'évolution de la vie politique turque et la prise de décision de l'exécution. En un mot, l'élimination physique de Menderes et de deux de ses ministres n'était qu'un moyen utilisé pour calmer les éléments radicaux dans l'armée turque.

En dernier lieu, il nous paraît important de voir brièvement l'apparition de l'Union des Forces Armées dans la vie politique turque. Après avoir épuré les éléments radicaux dans le CUM, on a toujours cru que la transmission du pouvoir politique aux civils aurait été assez facile. Pourtant, cela n'était pas tout à fait vrai, puisque l'Union des Forces Armées

⁴⁴⁶ M. Ali Birand, Can Dundar et Bulent Capli, " Demirkirat : Bir Demokrasinin Dogusu ", op. cit., p.257 et Metin Toker, " Ismet Pasa'yla 10 Yil ", op. cit., vol. 3, p.201.

(UFA) a été justement créée à cette période-là. L'Union des Forces Armées comprend malgré tout des éléments et des courants divers, depuis des partisans d'une Démocratie surveillée, jusqu'à ceux qui ont prononcé pour la réalisation d'une deuxième intervention pure et simple. Par ailleurs, la création de l'UFA au sein de l'armée a été considérée comme une sorte de rétablissement du système hiérarchique⁴⁴⁷. De plus, les officiers voulaient aussi limiter l'intervention du CUN dans les affaires militaires. Autrement dit, il existait chez les officiers supérieurs une sorte de volonté de rétablir le système hiérarchique bouleversé complètement par l'intervention militaire du 27 mai et de constituer une autonomie durable à l'égard du CUN qui était effectivement composé de plusieurs officiers subalternes, moyens et supérieurs. A ce moment-là, la plupart des généraux supérieurs y compris le Général Cevdet Sunay, le chef d'État-major, estimaient juste avoir les responsabilités vis-à-vis de Gürsel en tant que Président de la République, mais non pas vis-à-vis du CUN. Ils étaient aussi préoccupés par le fait que Madanoğlu et Koksâl faisaient partie du CUN tout en préservant en même temps leurs fonctions actives dans l'armée en tant que commandants. Finalement, ils voulaient à tout prix éviter toutes les mauvaises surprises de bouleversement du système hiérarchique qui s'étaient produites lors de l'intervention militaire du 27 mai. C'est ainsi qu'ils pouvaient instaurer le respect et la fidélité des officiers subalternes et moyens à l'ordre hiérarchique⁴⁴⁸.

L'éclatement des problèmes entre l'armée, représentée par l'UFA et le CUN commence petit à petit à se faire sentir sur la vie politique turque. La reconnaissance de la force de l'UFA en tant que représentant unique et légitime de l'armée a été confirmée par la réussite de l'empêchement de limogeage du Commandant des Forces Aériennes, le Général Tansel. Il semble que la recherche d'une plus large assise du CUN au sein de l'armée ait provoqué une sorte de rejet de l'autorité du Comité. Par un premier ultimatum, le 6 juin 1961, accompagné par le bourdonnement des avions militaires, la deuxième junte obtient gain de cause, affaiblissant ainsi à son profit l'influence du pouvoir militaire sur l'armée⁴⁴⁹. L'UFA avait marqué un point contre le CUN en lui imposant son ultimatum de six articles présenté au chef d'État-major. L'UFA voulait grosso modo assurer l'autonomie de l'institution militaire turque contre la junte militaire et constituer l'indépendance des forces armées contre le CUN dans les affaires purement administratives militaires : la promotion, la désignation etc. D'une manière globale, le but ultime de l'UFA était d'instaurer l'ordre hiérarchique militaire dans l'armée pour éviter à tout prix toute sorte de risque du renversement de la hiérarchie militaire tout en contrôlant

⁴⁴⁷ Talât Aydemir, "Talât Aydemir'in Hatıraları", May Matbaası, İstanbul, 1968, p.90.

⁴⁴⁸ Hikmet Özdemir, "Türkiye Cumhuriyeti", op. cit., p.268.

⁴⁴⁹ Muhsin Batur, "Anılar ve Görüşler", Milliyet Yayınları, İstanbul, 1985, p.94-96.

directement le CUN⁴⁵⁰. En d'autres termes, l'UFA parvenait à écarter complètement l'influence importante du CUN sur l'appareil militaire.

Grâce à cette démonstration de force, l'UFA avait ainsi gagné une victoire sur la junte. Le retour du Général Tansel qui était limogé par le CUN du Commandant des Forces Aériennes, à son poste le 9 juin 1961 et l'acceptation des limogeages d'autres militaires imposés par l'UFA dans leur ultimatum nous confirmaient effectivement leur réussite définitive sur le Comité putschiste. Après avoir été limogé les Commandants Koksals et Madanoğlu, ils ont aussi dû démissionner de leurs postes du CUN. L'instauration de l'indépendance des commandants vis-à-vis du CUN dans les affaires administratives de la désignation et de la promotion dans l'armée a été sans doute confirmée par ce recul de la junte devant l'ultimatum des premiers. Mais, suite à ces événements politiques, il faut aussi mettre l'accent sur le renforcement de la position des faucons, les défenseurs d'une Révolution par le haut, dans l'armée et dans l'Union des Forces Armées. Autrement dit, la victoire des commandants sur le CUN, était devenue en quelque sorte un échec total pour les mêmes commandants supérieurs en tant que défenseurs de l'établissement de l'ordre hiérarchique dans l'institution militaire turque. Ces commandants se sont vus considérablement affaiblis face aux jeunes officiers subalternes et moyens (Aydemir et ses amis) qui allaient deux fois consécutives tenter d'intervenir dans la vie politique turque pour renverser le pouvoir civil. Ces derniers ont été finalement exécutés par l'armée turque elle-même.

§2) La prise de position du PRP

Il nous reste maintenant à mettre l'accent sur la position du PRP vis-à-vis du coup d'État militaire du 27 mai ainsi que sur son rôle politique dans l'instauration du pouvoir civil. Il nous paraît aussi très important de définir l'évolution de la nature des relations qu'entretenaient le PRP et l'armée turque lors du coup d'État du 27 mai. A plusieurs points de vue, l'existence des liaisons historiques étroites entre le PRP et l'armée turque nous préoccupe naturellement de près dans le souci de déterminer la position exacte de ce parti à l'égard de l'intervention militaire du 27 mai. Autrement dit, il nous faut analyser les

⁴⁵⁰ Sitki Ulay, "27 Mayıs 1960, Harbiye Silah Basına", Husnutabiat Matbaası, İstanbul, 1968, p.208-210.

circonstances socio-politiques de cette période tout en essayant de clarifier l'origine même de ces relations.

Comme on l'a déjà souligné plus haut, la bonne tenue de relations étroites entre le PRP et l'armée turque aussi bien avant qu'après le coup d'État militaire du 27 mai avait commencé à se dégrader. Le PRP ne voulait pas prendre entièrement la responsabilité des activités politiques du CUN. Le PRP en ayant l'objectif de reconquérir naturellement le pouvoir politique avec la réorganisation immédiate des élections législatives, il a dû faire face à la pression de certains membres du CUN qui voulaient garder aussi longtemps que possible le contrôle du pouvoir politique. Autrement dit, une confrontation entre les radicaux du CUN et le PRP était inévitable compte tenu des conflits d'intérêts et d'objectifs. La liquidation des radicaux du CUN a dû clarifier cette contradiction évidente au sein de la vie politique turque. Sur le plan général, la préoccupation première des "modérés" était de garantir l'unité de l'institution et d'empêcher les officiers supérieurs ou subalternes "radicaux" de prendre le pouvoir tout en préservant le contact avec la "base" et en tenant compte de sa sensibilité politique. En second lieu, le CUN veut également se concilier avec l'élite parlementaire tout en souhaitant lui rendre le pouvoir, à condition qu'elle l'exerce dans un sens compatible avec la susceptibilité des "radicaux" et ne défasse pas ce que l'armée avait fait à grand peine⁴⁵¹.

Sur le plan subjectif, les points de vue politiques de tous les membres du CUN (y compris les 14 radicaux), du PRP et des élites civiles étaient en quelque sorte identiques. Autrement dit, il y avait une ressemblance évidente entre leurs combats de pouvoir politique et leurs idées politiques. Après avoir exclu le groupe radical du CUN, le reste des membres de celui-ci commence sur le plan concret à penser exactement comme le PRP et les élites civiles. L'idée principale du PRP concernant la reconquête du pouvoir dans l'immédiat a été déterminante dans le rapprochement de celui-ci avec ce nouveau Comité d'Union Nationale.

L'intervention militaire du 27 mai a causé des transformations profondes dans la tradition politique de la Turquie moderne, et le principe de la supériorité de pouvoir politique civil dans le système démocratique a été ainsi profondément endommagé. A partir de ce jour-là, l'intervention militaire dans la sphère politique est devenue une phase incontournable à l'occasion de chaque crise socio-politique en Turquie. A tel point que l'apparition d'un problème grave dans l'administration du pays constitue la cause principale de l'intervention de l'armée dans le domaine politique, car celle-ci est considérée habituellement comme la seule institution capable de surmonter les problèmes.

⁴⁵¹ Jean François Bayart et Semih Vaner, "L'armée turque et le théâtre d'ombre kémaliste (1960-1973)", in Alain Rouquié (dir.), "La Politique de Mars", Le Sycomore, Paris, 1981, p.58.

Cependant, les forces armées ont réussi à maîtriser finalement lors des périodes normales les tentatives de contrôle du pouvoir politique provoquées par certains éléments radicaux dans leur institution. Quant aux périodes extraordinaires, celles-ci ne s'abstenaient jamais de se mêler des affaires politiques civiles comme les gardiennes incontestables du régime politique en place, si les choses étaient jugées délicates et menaçantes pour le régime politique d'après leurs propres opinions. De plus, le "facteur de l'armée" devient même une donnée incontournable de la vie politique turque pendant la période ordinaire.

L'existence de deux clivages différents au sein de l'armée après le coup d'État militaire du 27 mai a été déterminante pour la prise de position du PRP. Le PRP en étant sous contrôle d'Inönü s'est exprimé en faveur de premier groupe du CUN qui était plus modéré et pour la transmission de pouvoir politique dans un très court délai au pouvoir civil. Néanmoins, en dépit de l'expulsion des 14 radicaux du CUN, les défenseurs de la transmission du pouvoir politique aux civils n'ont pas tout à fait réussi à instaurer leur pouvoir absolu dans l'armée. Etant conscient de cette réalité, le nouveau CUN s'efforce d'accélérer le processus de transmission de pouvoir politique aux civils tout en essayant de reconstituer son contrôle sur l'armée. C'est ainsi que la décision de la création d'une Assemblée Constituante a été rapidement mise en place. Afin de bien déterminer la position du PRP vis-à-vis de l'armée turque, il nous paraît important de voir la composition de cette Assemblée : 200 membres du PRP sur 265 ont été sélectionnés, tous les personnages importants du PRP en faisaient partie⁴⁵².

Quant aux généraux du Comité d'Union Nationale dont l'adhésion au mouvement était plus récente, ils ont voulu rétablir sans retard la vie parlementaire. Même parmi les jeunes membres du Comité, certains partageaient cet avis en prétendant que seul Ismet Inönü et son parti pourraient résoudre les innombrables problèmes économiques et sociaux du pays.

Dans ces circonstances, la Turquie est rentrée dans la période de l'Assemblée Constituante. Le partage du pouvoir politique entre les interventionnistes (forces armées) et les approuvateurs (forces civiles) après le coup d'État militaire du 27 mai a effectivement rendu les deuxièmes aussi responsables que les premiers de leurs actes antidémocratiques. C'est à partir de cette date que l'on a vraiment commencé à parler de l'identification de PRP au Coup d'État du 27 mai. L'événement le plus important au début de cette période a été en fait marqué par l'exclusion des 14 radicaux de la scène politique ce qui a permis d'homogénéiser ce Comité.

⁴⁵² W.F. Weiker, op. cit., p.88.

La fonction principale de l'Assemblée Constituante était de préparer une nouvelle Constitution et la loi électorale un an plus tard, elle a commencé à travailler le 6 janvier 1961. L'attitude politique du CUN à l'égard de l'institution militaire turque avait provoqué des mécontentements importants et causé l'apparition des mouvements oppositionnels au sein même de celle-ci. C'est ainsi que l'on voit apparaître l'UFA en mars 1961 dans l'armée turque comme réaction contestataire contre le CUN. Cette prise de position de l'institution militaire turque vis-à-vis du CUN et du PRP pouvait être expliquée par l'exclusion des 14 radicaux. Mais, il convient de préciser que le comportement politique de l'armée représentée par l'UFA vis-à-vis du PRP n'était pas tout à fait cohérent et crédible à long terme, puisque les généraux supérieurs n'avaient pas l'intention de laisser les officiers subalternes bouleverser encore une fois l'ordre de la hiérarchie traditionnelle⁴⁵³. De ce fait, l'échec de deux tentatives des coups d'État militaires doit être d'une certaine manière expliquée par rapport à la nature de la structure non-homogène de l'UFA⁴⁵⁴.

Dans ces conditions, l'instauration d'une vie politique démocratique a été concrétisée le 12 juin 1961 avec l'autorisation d'existence des partis politiques. En dépit de fortes réactions des défenseurs du PD contre le régime militaire intermédiaire, les dirigeants militaires ont quand même permis aux nouveaux partis politiques considérés comme successeurs du PD de mettre en place leurs actions politiques. Le régime militaire n'hésitait pas à avertir à maintes reprises ces nouveaux partis qui le critiquaient sévèrement. L'Assemblée Constituante a adopté à l'occasion de premier anniversaire de l'intervention militaire la nouvelle Constitution et la loi électorale ; le 9 juillet 1961 a été également défini comme la date du référendum pour cette nouvelle Constitution.

§3) Le retour à la vie démocratique : élections de 1961

Nous tâcherons ici de démontrer l'importance de la décision de l'organisation des élections législatives de 1961 et de la nouvelle composition du Parlement suite aux élections de 1961. L'armée avait-elle obtenu ce qu'elle cherchait suite à ces élections ? La forte progression du nouveau parti politique, le PJ, au détriment du PRP, n'était-elle pas la confirmation de l'échec du PRP ? De ce fait, nous essaierons d'analyser l'évolution de la vie politique turque en prenant en compte les résultats des élections législatives de 1961, considérées comme la fin du pouvoir militaire.

⁴⁵³ Feroz Ahmad, "Demokrasi Surecinde Turkiye (1945-1980)", op. cit., p.202-203.

A) L'ECHEC DU PRP ET DE L'ARMEE

Après la détermination de la date des élections législatives, les partis successeurs du PD, plus particulièrement le Parti de la Justice (PJ), commencent tout de suite à critiquer la nouvelle Constitution en faisant de la propagande contre le régime militaire. C'est à ce moment-là que le Général Cemal Tural a communiqué une annonce selon laquelle certains membres du CUN voulaient interdire le PJ dans l'objectif de faire pression sur ce nouveau parti politique. Dans cette circonstance, le référendum a été fait pour la nouvelle Constitution, le résultat était assez décevant pour le régime militaire : 40% de votes contre la Constitution, 60% de votes pour la Constitution. Comme on peut le constater ; en dépit de la pression militaire sur les électeurs et sur les partisans démocrates et de la présence militaire au sein de la scène politique, l'approbation de cette nouvelle Constitution reste assez faible⁴⁵⁵.

L'atmosphère politique du pays était assez tendue. Les audiences des Démocrates continuaient à se dérouler depuis le 15 octobre 1960 à Yassiada qui se trouve dans la mer de Marmara et à provoquer également une inquiétude grandissante dans la vie politique. La décision de la Cour était attendue avec beaucoup de souci, la tension politique était donc toujours élevée⁴⁵⁶.

Le 13 novembre 1960, 14 officiers du Comité d'Union Nationale (sur 38) ont été exilés par le groupe du Général Gürsel, chef du Comité. L'armée restait fidèle à sa parole et préparait les élections libres en vue de remettre en marche le système politique démocratique. Mais les résultats des élections législatives du 2 septembre 1961 ont été plutôt décevants pour les putschistes : le nombre des députés et des sénateurs sympathisants du Parti Démocrate était supérieur au nombre de ceux qui étaient favorables au mouvement du 27 mai⁴⁵⁷.

Les provocations contre le régime militaire ne cessent de croître tout au long des campagnes électorales. L'armée a sans doute tout essayé pour favoriser le PRP en vue d'affaiblir le PJ tout au long des élections législatives de 1961. De ce fait, ce n'était pas un

⁴⁵⁴ Pour une analyse complète sur les deux tentatives putschistes ratées, Cf. Walter F. Weiker, "The Aydemir Case and Turkey's Political Dilemma", in *Middle Eastern Affairs*, Vol. XIX, No.9, février 1963, pp.258-271.

⁴⁵⁵ Hikmet Ozdemir, "Turkiye Cumhuriyeti", op. cit., p.263.

⁴⁵⁶ W. F. Weiker, "The Turkish Revolution, 1960-1961, Aspects of Military Politics", op. cit., p.35-47.

⁴⁵⁷ Au sujet des résultats des élections législatives de 1961, Cf. Sirin Tekeli, "Cumhuriyet Doneminde Secimler", in *Cumhuiyet Donemi Turkiye Ansiklopedisi, Iletisim Yayinlari*, Istanbul, Vol. 7, p.1813-1814.

hasard si les partisans des nouveaux partis politiques pro-démocrates avaient été effrayés et poursuivis par les agents du régime militaire. L'armée avait décidé d'être pour la victoire du PRP aux élections législatives qui pourrait assurer l'avenir de la démocratie turque. Selon Toker, le chef du PRP, M. İnönü, espérait remporter tout seul les élections législatives de 1961 et devenir par la suite le Président de la République⁴⁵⁸.

En outre, les campagnes électorales menées par les partis pro-démocrates suite au référendum au détriment du régime militaire commençaient à provoquer de vraies inquiétudes au sein du CUN et d'UFA. Les trois partis politiques considérés clairement comme successeurs du PD, et plus particulièrement le PJ, n'ont pas vraiment craint d'exprimer leurs sympathies envers Menderes et son parti politique. Ils ont agi également de façon à ce que s'ils reviennent au pouvoir après les élections de 1961 qu'ils demandent des comptes au CUN concernant ses actions politiques mises en place avant et après le 27 mai. De ce fait, le CUN a dû appeler tous les leaders des partis politiques afin de leur imposer certaines directives militaires dans l'objectif de les tenir sous son contrôle absolu. C'est ainsi que l'on a pu concrétiser cette volonté militaire de préserver le contrôle politique du pays pour un certain temps avec la Déclaration Nationale qui a été approuvée le 3 septembre par tous les partis politiques sauf le Parti Républicain Paysan de la Nation (PRPN). Selon cette Déclaration, les hommes politiques de tous les partis ont accepté de ne pas faire ressusciter la " mentalité du Parti Démocrate ", de protéger dans leur totalité les principes kémalistes et de ne jamais faire des déclarations sur le déroulement de la procédure devant Cour de justice de Yassıada qui puissent influencer effectivement la décision finale de celle-ci. En dépit de toutes les initiatives militaires, cette Déclaration n'est restée qu'un faux espoir pour le CUN, car cela n'a pas vraiment pu influencer les comportements politiques des partis lors des campagnes électorales dans la scène politique. Néanmoins, cela nous donnait quand même le premier signe de l'inquiétude de l'armée vis-à-vis de ce qui pourrait arriver après les élections législatives.

1) La réaction immédiate des Faucons face aux résultats électoraux

Les résultats des élections législatives du 15 octobre 1961 ont été donc considérés comme une remise en question de la légitimité de la position du CUN dans la vie politique. Le PRP n'a pas pu obtenir une majorité absolue dans l'Assemblée nationale en dépit de la pression exercée sur les dirigeants des nouveaux partis politiques et sur le peuple par le régime militaire en faveur du PRP. Le parti du deuxième chef de la

⁴⁵⁸ Metin Toker, " İnönü'nun Son Basbakanlığı, 1961-1965 ", Bilgi Yayınları, Ankara, 1992, p.25.

République turque, İnönü, n'a obtenu que 173 députés sur 450 et 36 sénateurs sur 150. Par ailleurs, le parti de Gumuspala, le PJ, a été le deuxième parti dans l'Assemblée nationale avec 158 députés et le premier parti au Sénat avec 70 sénateurs. Le reste a été partagé entre deux partis politiques : le Parti Républicain Paysan de la Nation et le Parti de la Nouvelle Turquie⁴⁵⁹. C'est ainsi que la probabilité de la création d'une coalition avec la participation obligatoire du PJ qui s'était clairement montré pro-démocrate, est devenue une réalité suite aux élections du 15 octobre 1961.

Cette situation politique a été suffisante pour pousser les faucons de l'UFA à agir tout de suite contre la nouvelle composition de l'Assemblée nationale. Talat Aydemir et ses amis ont décidé d'intervenir rapidement dans la vie politique sous prétexte que les résultats des élections du 15 octobre ne reflètent pas tout à fait la "volonté nationale". Les interventionnistes étaient apparemment divisés en deux groupes : le premier était pour une intervention immédiate dans le domaine politique et le deuxième préférait notamment attendre un moment jusqu'à ce que le nouveau gouvernement soit inapte dans la résolution des problèmes. C'est le premier groupe qui a réussi à imposer son idée d'intervention immédiate dans la vie politique. En outre, les 7 généraux, 4 amiraux et 27 colonels sont réunis le 21 octobre 1961 à Istanbul pour signer le document dit "le Protocole du 21 octobre". Parmi les signataires de ce protocole, il se trouvait des personnages importants qui allaient jouer un rôle déterminant sur la scène politique turque dans les années à venir : Cemal Tural, Refik Tulga, Celal Eyicioğlu, Faruk Gurler et Faruk Guventurk⁴⁶⁰.

Le Protocole du 21 octobre était une sorte de manifestation de coup d'État militaire. Les propos suivants sont défendus dans ce Protocole : les Forces Armées avaient l'intention d'intervenir de facto dans le domaine politique avant la première réunion de la Nouvelle Assemblée nationale, le pouvoir politique serait donc rendu aux représentants crédibles et véritables de la Nation, tous les partis politiques seraient interdits de toute sorte d'activités politiques et les résultats électoraux seraient annulés et le CUN serait aussi dissout. Cette décision serait mise en application au plus tard le 25 octobre 1961⁴⁶¹. Cependant, les signataires de ce protocole au sujet de la nature du régime politique n'étaient pas d'une manière générale clairs et avaient des idées indéterminées en la matière.

⁴⁵⁹ Cem Eroglu, "Cok Partili Duzenin Kurulusu 1945-1971", in I. C. Schick et E. A. Tonak, "Gecis Surecinde Turkiye", op. cit., p.139.

⁴⁶⁰ Ahmet Emin Yalman, "Gorduklerim ve Gecirdiklerim IV (1945-1971)", Sevinc Matbaasi, Ankara, 1971, p.385-386.

⁴⁶¹ Nazli Ilicak, op. cit., p.64.

La faiblesse du Protocole du 21 octobre ne provenait pas uniquement de cet état de choses. La mise en application de ce protocole nécessitait l'accord définitif des commandants supérieurs d'Ankara, puisque ces derniers n'avaient pas tout à fait approuvé ce protocole. Les commandants supérieurs de l'armée comme le Comité d'Union Nationale se trouvaient donc dans une situation d'impasse : d'un côté, ils voulaient notamment empêcher les pro-démocrates, le PJ, de prendre le pouvoir politique et de l'autre côté, l'annulation arbitraire des résultats des élections du 15 octobre 1961 comme prévue dans le protocole du 21 octobre, pourrait effectivement les laisser dans une situation difficile et insoutenable vis-à-vis de l'opinion internationale et nationale sur le plan général. Dans l'objectif de trouver une solution plus convenable et plus intelligente à cette situation d'impasse, le chef d'État-major, Cevdet Sunay, a convoqué le 23 octobre 1961 les quatre Commandants des Forces Armées et les autres Commandants supérieurs pour une réunion extraordinaire. Cette réunion a permis de prendre une série des mesures de compromis qui prévoyaient le 24 octobre une deuxième réunion secrète entre les leaders de tous les partis politiques au Palais de Cankaya. Suite aux débats serrés et un peu forcés, on a finalement réussi à boucler cette fois-ci le " Protocole de Cankaya " ⁴⁶².

Dans ces conditions précises, l'armée n'avait pas l'intention de se retirer facilement des affaires politiques sans pour autant assurer son avenir. De ce fait, dans la nuit du 23 au 24 octobre, les conditions suivantes ont été imposées aux partis politiques : le gouvernement sera d'union nationale, il n'y aura pas d'amnistie politique, les lois élaborées par le Comité d'Union Nationale ne seront pas sujettes à révision et les officiers mis à la retraite en août 1960 ne seront pas réintégrés. L'approbation de ce Protocole a été sans doute assurée sous la crainte de la mise en application du Protocole du 21 octobre ⁴⁶³. Autrement dit, les leaders de tous les partis se trouvaient en quelque sorte obligés d'approuver ces directives militaires sous la pression du Protocole du 21 octobre qui prévoyait clairement l'intervention militaire et l'interdiction de tous les partis politiques si jamais on ne le respecte pas. Tout s'est passé conformément à ces prescriptions, y compris la nomination d'Ismet İnönü à la présidence du Conseil des Ministres et l'élection de Cemal Gürsel, le chef du CUN, le 27 octobre 1961 comme Président de la République. Deux jours plus tard, le gouvernement de la coalition de deux partis opposés s'est fait jour. Le Comité d'Union Nationale s'est finalement dissolu le 29 octobre 1961. C'est ainsi que la transmission du pouvoir politique aux civils a été enfin effectuée à la suite de beaucoup de turbulences politiques.

⁴⁶² Nursen Mazici, " Türkiye'de Askeri Darbeler ve Sivil Rejime Etkileri ", op. cit., p.100-101.

⁴⁶³ Bedii Faik, " İhtilalciler Arasında Bir Gazeteci ", Dünya Yayınları, İstanbul, 1967, p.161, et Cihat Baban, " Politika Galerisi ", İstanbul, 1970, p.257.

En dépit de l'écartement de la probabilité d'une autre intervention militaire dans la sphère politique avec la contre-attaque des commandants supérieurs face aux jeunes officiers subalternes le 23 octobre 1961, deux tendances ont toujours continué à se heurter au sein de l'institution militaire : celle des partisans d'Ismet İnönü qui pensaient qu'avec leur soutien, le dernier pourrait réaliser les réformes indispensables ; et celle des partisans d'une intervention directe⁴⁶⁴. Ces derniers ne croyaient plus à la possibilité de réaliser des réformes radicales avec un régime démocratique.

Les élections législatives du 15 octobre 1961 n'ont pas permis à deux principaux partis politiques, le PRP et le PJ, d'obtenir tout seul la majorité absolue dans l'Assemblée nationale, les deux ont à peu près reçu le même nombre des députés. La nécessité de l'intervention militaire dans la vie politique avait ainsi commencé à s'imposer chez les militaires comme une obligation de protéger les principes du 27 mai. De ce fait, les militaires ont réussi à s'entendre sur la décision commune dite le "protocole du 21 octobre". Comme on l'a déjà souligné, cette décision prévoyait la dissolution de l'Assemblée nationale, l'interdiction des activités politiques de tous les partis et l'annulation des résultats des élections de 1961. Avant que l'Assemblée nationale fasse sa première réunion, la situation politique devrait être prise en main par une intervention militaire dans la sphère politique avant le 25 octobre, le cas échéant. Avec ce protocole, l'armée avait sans doute espéré pousser le CUN, le PRP, le PJ et tous les partis politiques de trouver une solution rapide à cette situation d'impasse.

2) La montée en puissance progressive de l'appareil militaire face au pouvoir civil

Si nous essayons de comparer les élections de 1957 avec celles de 1961, il nous faut notamment mettre l'accent sur la mise en place des changements effectués par le régime militaire dans la nouvelle Constitution de 1961, suggérés avant le coup d'État du 27 mai et publié sous le nom de la "Déclaration des Objectifs Initiaux" par le PRP. Celui-ci a participé aux élections législatives de 1961 sous un climat politique assez favorable à ses objectifs. Autrement dit, le PRP se trouvait en deux différentes situations politiques opposées en très peu de temps : D'une part, le PRP qui était dans l'opposition sur la scène politique turque avant le coup d'État de 1960 et qui se battait pour l'instauration d'une nouvelle base juridique et d'un nouveau système politique dans le pays. D'autre part, le PRP qui a cette fois-ci participé aux élections de 1961 dans un nouveau cadre juridique mis en place par la Constitution de 1961 conformément à ses exigences après

⁴⁶⁴ Dündar Seyhan, "Golgedeki Adam", Hur Dagitim, Istanbul, 1966, p.114.

l'intervention militaire du 27 mai. Un autre point initial en la matière c'est qu'il n'a pas eu lieu des restrictions quelconques pour le PRP dans ses campagnes électorales contrairement à ce qui était le cas de ses adversaires politiques. De plus, depuis la création de la République turque, les militaires avaient pour la première fois voté lors des élections de 1961 l'interdiction stricte de l'utilisation des propos religieux pour des fins politiques. En dépit de toutes ces conditions favorables au profit du PRP, celui-ci a incontestablement reculé par rapport aux élections de 1957. La proportion des votes du PRP a effectivement reculé de 40,82% à 36,7% et le nombre des votes a aussi diminué de 3.762.836 jusqu'à 3.724.752⁴⁶⁵. Comme l'on peut constater selon les données électorales, il y a eu une forte augmentation de participation aux élections de 1961 par rapport à celles de 1957.

Il reste à savoir que le PRP aurait pu renverser le gouvernement démocrate par la voie des élections si ce coup de force n'avait pas eu lieu. Il est impossible de répondre correctement à cette question, même s'il est certain que le PD reculait régulièrement face au PRP jusqu'aux dernières élections législatives. De ce fait, il convient de nous poser la question suivante : pourquoi le PRP n'a-t-il pas remporté la victoire aux élections de 1961, pourtant il avait progressé régulièrement jusqu'aux dernières élections ? La réponse à cette question a été expliquée par Kislali : " D'abord, le système électoral proportionnel causa la division des voix jadis rassemblées sur le CHP (le PRP) à cause du scrutin majoritaire à un seul tour. Et puis, le mécontentement du peuple provoqué par le régime militaire se reportait sur le PRP, car le public le voyait derrière le coup de force, et le tenait pour responsable. La colère envers les dirigeants renversés et punis était passée, faisant place à un sentiment de pitié "⁴⁶⁶.

Une autre particularité des élections de 1961 par rapport à celles de 1957 provenait du fait que tous les partis à l'exception du PRP ont consacré leurs propagandes à la critique du CUN, c'est-à-dire du régime militaire, et du PRP qui était considéré par le peuple comme le parti préféré de l'armée, pour acquérir les voix démocrates. Autrement dit, la situation politique du pays était complètement inversée par rapport aux élections de 1957 : les partis d'opposition s'étaient cette fois-ci retournés contre le régime militaire et contre son parti politique, le PRP, dans l'objectif d'obtenir les voix démocrates à l'absence du PD.

D'une manière générale, les élections de 1961 se sont passées dans une situation politique difficile et défavorable pour le peuple qui était dépourvu de ses libertés

⁴⁶⁵ Suna Kili, " 1960-1975 Doneminde Cumhuriyet Halk Partisinde Gelismeler : Siyaset Bilimi Acisindan Bir Inceleme ", Bogazici Universitesi Yayinlari, Istanbul, 1976, p.167.

⁴⁶⁶ Ahmet T. Kislali, " Forces Politiques Dans la Turquie Moderne ", Publication de la Faculté des Sciences Politiques de l'Université d'Ankara, No 261, Sevinc Matbaasi, Ankara, 1967, p.81.

politiques, mais la situation a été exactement contraire pour les groupes politiques et intellectuels exerçant d'une manière dominante leurs combats en Turquie. Autrement dit, l'élargissement de liberté politique et l'instauration d'un nouveau cadre juridique en leurs faveurs pour ceux qui étaient déterminants et actifs dans la réalisation de coup d'État du 27 mai et l'interdiction et les restrictions des libertés politiques pour ceux qui mettaient en cause la légitimité de l'idéologie kémaliste et du régime militaire. La mise en place de la démocratie kémaliste, limitée et escomptée par l'armée, était en fait assurée par les élections de 1961. C'est ainsi que l'armée s'est désignée automatiquement la gardienne incontournable de ce régime politique créé par elle-même. Ceci étant dit, l'armée turque avait ainsi préparé la base de légitimité à ses interventions dans les années à venir. En raison de la réussite considérable des partis politiques, opposés directement à l'armée à cause de l'imposition des limitations de liberté politique à leurs égards lors des élections de 1961, l'armée a dû prendre certaines mesures urgentes pour pouvoir faire face à cette montée considérable de l'opposition. De ce fait, l'on a pu assister à un rapprochement inévitable entre l'armée et le PJ dans les années à venir. C'est à partir de là que l'armée a peu à peu commencé à réviser sa conduite politique traditionnelle selon ses propres intérêts et selon la circonstance politique⁴⁶⁷.

A la suite des élections de 1961, les événements politiques se sont rapidement développés par rapport à l'orientation politique stricte déterminée par l'armée : Gürsel élu comme président de la République, İnönü pris la tête du gouvernement de coalition. Ceci étant dit, la détermination et l'importance de l'armée dans les affaires politiques avaient été ainsi confirmées en Turquie et approuvées également par tous les groupes politiques. La privation de l'Assemblée nationale de ses droits légitimes d'élire librement le président de la République lors de l'élection de Gürsel en 1961 nous démontre clairement la conception contradictoire des militaires concernant la démocratie. En fait, l'apparition de la nouvelle Constitution démocratique et moderne dans la vie politique turque à la suite de coup d'État militaire du 27 mai ne signifiait pas forcément que les défenseurs de celle-ci n'avaient fait que leurs combats politiques pour l'instauration d'un système démocratique. D'une part, on essaie de faire apparaître une Constitution démocratique et moderne qui garantie tous les droits sociaux et politiques, d'autre part, l'on n'hésite pas à priver l'Assemblée nationale d'élire librement le président de la République. L'armée devenait ainsi pour la première fois l'acteur principal dans la vie politique turque en désignant directement le

⁴⁶⁷ Semih Vaner, "Ordu", in I. C. Schick et E. A. Tonak, "Gecis Surecinde Turkiye", op. cit., p.276.

gouvernement de coalition entre PRP-PJ et en faisant élire son candidat, le Général Gürsel, comme président de la République⁴⁶⁸.

B) LES ANNEES DE LA COALITION SOUS LA PRESIDENCE D'INÖNÜ

Le gouvernement de la coalition réuni sous la présidence d'Inönü en novembre 1961 était préoccupé, dès son apparition, par plusieurs problèmes majeurs. Depuis la création de la République turque, l'on assistait pour la première fois à une situation politique identique : la nécessité de la mise en place d'une coalition pour l'établissement d'un gouvernement. L'idée de coalition était complètement étrangère en Turquie. Les dirigeants républicains étaient presque sûrs d'eux de remporter avec une majorité absolue les élections de 1961. De plus, ils avaient, en aucun cas, imaginé de faire une coalition avec un parti comme PJ qui a été dès le début désigné comme principal adversaire. De son côté, le PJ était largement préoccupé par les divisions internes. Dans l'espoir de pouvoir garder les éléments extrémistes du parti sous son contrôle strict, Ragip Gumuspala, l'ancien général, avait été exprès désigné comme président du PJ par le régime militaire. Cependant, les divergences politiques au sein du PJ au sujet de la résolution du problème de l'amnistie revendiqué par certains députés pour les anciens démocrates condamnés, ont toujours continué à exister grâce à la détermination de beaucoup de députés du PJ malgré Gumuspala qui, quant à lui, était prêt à faire fonctionner cette coalition pour les intérêts précieux du pays. Le contrôle définitif du groupuscule pro-démocrate dans le PJ était presque impossible. De ce fait, il a préféré rester personnellement à l'extérieur du gouvernement d'Inönü dans l'objectif de se doter d'une large autonomie au sein de son parti vis-à-vis des groupuscules pro-démocrates⁴⁶⁹.

1) Une démocratie surveillée et contrôlée

Quant aux Forces Armées turques, elles avaient adopté un comportement politique contradictoire : la protection incontestable de la légitimité du coup d'État du 27 mai et la promesse de la mise en place de la vie parlementaire. Il existait deux différentes tendances au sein de l'institution militaire turque : celle qui défendait de céder le pouvoir politique aux civils selon les résultats des élections de 1961 et celle qui ne voulait pas du tout tolérer les critiques adressées au régime militaire et qui était pour une autre intervention afin

⁴⁶⁸ Pour une analyse approfondie sur les modalités des élections présidentielles de 1961 et sur l'intervention directe de l'armée dans l'Assemblée nationale en faveur de son candidat, Cf. Hikmet Ozdemir, "Ordu'nun Olagandisi Rolü", op. cit., p.166-182.

⁴⁶⁹ C.H. Dodd, "Politics and Government in Turkey", Manchester University Press, Manchester, 1969, p. 146.

d'effectuer certaines réformes radicales par le haut. On se trouvait donc dans une situation contradictoire : ce n'était que le début de la militarisation du système politique turc. Les militaires étaient intervenus le 27 mai 1960 dans la vie politique pour sauver la démocratie turque, mais les mêmes militaires ont d'une manière ironique commencé à nuire eux-mêmes à la démocratie en restant toujours présents sur la scène politique.

L'armée a été toujours sensible vis-à-vis des critiques destinées à déstabiliser son régime politique et de l'utilisation de cet événement comme moyen politique. Comme on l'a déjà souligné, les commandants supérieurs avaient obligé les leaders de tous les partis politiques de faire une déclaration commune dans laquelle ils promettaient de ne jamais critiquer le coup d'État militaire du 27 mai et de ne pas mettre en cause sa légitimité et ses pratiques politiques. Néanmoins, les partis néo-démocrates allaient par la suite réagir autrement. Le succès des propagandes politiques auprès du peuple faites à l'occasion des élections de 1961 encourageait de plus en plus ces partis de continuer à défendre l'amnistie générale pour tous les démocrates tout au long de la période de la coalition.

L'utilisation systématique du problème de l'amnistie générale pour des fins politiques a en fait provoqué beaucoup d'instabilité au sein du gouvernement de coalition. De plus, cette situation de crise avait été rapidement jugée comme simple provocation par le groupuscule interventionniste de l'armée. On avait déjà recommencé à parler de la probabilité d'une autre intervention militaire, si la situation politique allait se dégrader davantage sous pression de la demande d'adoption d'une loi concernant l'amnistie générale en faveur des démocrates⁴⁷⁰.

Dans cette circonstance, la vie politique turque était directement menacée par les militaires interventionnistes en raison de leur pression intensive sur le pouvoir civil. Le gouvernement d'Inönü devait systématiquement abaisser la tension politique existante entre le PJ et l'armée. Sous l'agitation du problème de l'amnistie générale demandée sans cesse par les néo-démocrates du PJ, la situation politique devenait de plus en plus insoutenable et incontrôlable. Et finalement, la tentative d'un autre coup d'État militaire a éclaté le 22 février 1962 sous la présidence du Commandant de l'École Militaire d'Ankara, Talat Aydemir, et échoué en créant naturellement un grand choc dans la vie politique turque⁴⁷¹. Il faisait partie du Comité des putschistes dans les années cinquante ; mais, il n'a pas pu assister directement à l'intervention militaire du 27 mai et jouer un rôle important dans le régime militaire, puisqu'il se trouvait en Corée du Sud le 27 mai 1960. Il était dès le début à la tête du groupe des radicaux dans l'armée qui estimait absolument

⁴⁷⁰ Feroz Ahmad et Bedia Turgay Ahmad, *op. cit.*, p.240.

⁴⁷¹ Pour une analyse complète sur les principales causes socio-politiques de deux tentatives de coup d'État ratées, Cf. Hikmet Ozdemir, " *Türkiye Cumhuriyeti* ", *op. cit.*, p.278-286.

nécessaire de garder le pouvoir politique aussi longtemps que possible pour mettre complètement en œuvre les réformes radicales dans le pays. De ce fait, il n'a jamais apprécié les résultats des élections de 1961 et il continuait de défendre l'idée de l'intervention militaire dans le domaine politique. Il était vite devenu un membre important de l'UFA d'Ankara pendant la période du CUN. Le désamorçage de la tentative de coup d'État militaire a été rapidement réussi sans effusion du sang et sans beaucoup de résistance importante et Aydemir est allé lui-même au Quartier général de l'État-major pour se rendre aux autorités militaires⁴⁷².

La tentative de l'intervention militaire échouée a sans doute renforcé la position d'Inönü face au PJ et aux partis d'opposition. Cependant, c'est le Haut Commandement qui sortait en réalité comme véritable vainqueur de cette crise politique. L'article 111 de la nouvelle Constitution de 1961 avait prévu la création d'un Conseil national de sécurité (CNS) composé du président de la République, du Premier ministre, des ministres désignés par la loi, du chef d'État-major et des Commandants des Forces Armées. Le CNS se réunit sous la présidence du président de la République, sinon, sous la présidence du Premier ministre en cas de l'absence du premier. La fonction du CNS ne consistait qu'à aider le Conseil des Ministres dans la prise de décisions liées strictement à la sécurité nationale et à la coordination. Ce genre de fonctionnement du CNS lui avait sans doute rendu assez influent et puissant dans la vie politique turque.

Inönü était en fait conscient de la situation politique du pays et savait qu'il ne pourrait jamais prendre une décision politique sans l'appui direct du Haut Commandement. Le PJ ne voulait en aucun cas adopter la loi d'amnistie pour les putschistes du 22 février, tant que celle-ci n'était pas applicable pour les démocrates. En outre, le sort de la coalition entre le PRP et le PJ se trouvait véritablement menacé. Les extrémistes du PJ demandaient non seulement l'arrêt immédiat du partenariat avec le gouvernement d'Inönü, mais aussi de se retirer totalement de l'Assemblée nationale.

C'est encore une fois grâce à la déclaration du chef d'État-major, Cevdet Sunay, qu'on a pu assurer la continuité du gouvernement de coalition PRP-PJ. L'avertissement de Sunay a été suffisant afin de faire passer la loi d'amnistie pour les putschistes du 22 février à l'Assemblée nationale tout en écartant provisoirement la crise politique. C'est ainsi que le lendemain de cet avertissement, le PJ et le Parti de la Nouvelle Turquie (PNT) ont dû s'incliner devant la menace de l'armée en approuvant obligatoirement cette loi d'amnistie en faveur des putschistes du 22 février. En contrepartie, la seule concession qu'ils ont eue était la grâce accordée aux malades parmi les démocrates détenus.

⁴⁷² Kemal Karpat, "The Military and Politics in Turkey, 1960-1964 : A Socio-Cultural Analyses of a Revolution", *American Historical Review*, LXXV/6, 1970, p.1654-1683.

2) Les efforts de consolidation du pouvoir civil

Dans ces contextes politiques de crise, İnönü a décidé de démissionner du gouvernement le 30 mai 1962 sous la garantie du soutien indispensable du Haut Commandement en sa faveur afin de trouver une issue immédiate au problème du blocage systématique des activités gouvernementales causé par les extrémistes du PJ. Le gouvernement se trouvait dans l'impossibilité de s'occuper des problèmes économiques qui pesaient lourdement sur le pays à cause d'autres problèmes proprement politiques. Il était presque impossible de constituer une autre coalition sans pression directe de l'armée. Après avoir effectué le 19 juin 1962 des rencontres d'abord avec le Président de la République, Gürsel, puis avec le Chef d'État-major, Sunay, İnönü a annoncé le jour suivant la constitution d'une nouvelle coalition de trois partis : PRP-PNT-PRPN⁴⁷³. Les leaders de trois partis politiques et Necmi Oktem au nom des députés indépendants ont signé le protocole de la coalition le 24 juin 1962 et İnönü a officiellement annoncé le 25 juin 1962 sa deuxième coalition.

Le fait que l'armée soit clairement présente dans la vie politique avec ses interventions directes dans les affaires politiques, il était difficile d'établir la stabilité politique et d'améliorer les conditions économiques et politiques dans le pays. En présence d'une tension inévitable entre les hommes politiques, ils étaient pleinement préoccupés par la question de la séparation de deux domaines. La réponse d'İnönü à cette question était la suivante : la constitution du bon fonctionnement du gouvernement selon l'ordre constitutionnel, le rétablissement du prestige et de la supériorité de l'Assemblée nationale et l'arrêt immédiat des activités politiques militaires étaient toujours susceptibles de provoquer l'armée de rompre encore une fois la vie politique démocratique. Mais, la question ne semblait pas en réalité facile à résoudre. Les propos défendus par İnönü concernant la question de séparation de deux domaines ne reflétaient pas tout à fait la réalité. Le problème ne résultait pas uniquement du mauvais fonctionnement du système politique, mais aussi, de la contradiction principale de l'armée turque concernant son retrait total de la vie politique. Comme on l'a déjà souligné, celle-ci était extrêmement divisée au sujet de l'instauration immédiate d'une démocratie en Turquie.

La stabilité politique n'était pas tout à fait assurée en dépit de la pression perpétuelle de l'appareil militaire sur le pouvoir civil. Le PJ continuait toujours de traiter le sujet de l'amnistie générale en engendrant des manifestations violentes à l'occasion du premier anniversaire de l'exécution de Menderes le 17 septembre 1962. Ce genre d'événements

⁴⁷³ Pour avoir une idée concernant la période des coalitions sous la présidence de M. İnönü, Cf. Metin Toker, " İsmet Paşa'yla 10 Yıl ", op. cit., Vol.4.

donnait une bonne occasion aux radicaux de l'armée de peser de plus en plus ouvertement sur la vie parlementaire. Les groupes radicaux se présentant eux-mêmes comme " l'armée de la révolution nationale " ont rapidement répondu en distribuant des tracts à Istanbul et Ankara dans lesquels ils menaçaient d'une manière directe les auteurs de ces manifestations considérées comme anti-révolutionnaires⁴⁷⁴.

Depuis la décision du passage à la vie démocratique parlementaire après l'intervention du 27 mai, les partis politiques ne parvenaient toujours pas à fonctionner librement et à accomplir pleinement les activités politiques. La prise en considération des problèmes importants se reportait systématiquement dans l'Assemblée nationale à cause de la question délicate de l'amnistie générale. Ce problème était à chaque occasion ajourné sous pression militaire sans être complètement résolu par le gouvernement relativement faible et instable. Néanmoins, on continuait de faire de petits gestes symboliques en faveur des néo-démocrates afin d'abaisser la tension au sein du gouvernement et d'assurer la stabilité politique. Parmi ces gestes, la mise en liberté conditionnelle de Bayar, l'ex-Président de la République, le 23 mars 1963, avait causé de graves problèmes en faisant déclencher de violents affrontements entre les manifestants démocrates et les jeunes étudiants révolutionnaires. Le retour de Bayar du lieu de la détention, *Kayseri*, jusqu'à Ankara avait notamment engendré des manifestations inquiétantes et impressionnantes au détriment de coup d'État militaire du 27 mai. En contrepartie, les jeunes furieux se présentant comme gardiens de la Turquie kémaliste ont exprimé leurs indignations en s'attaquant directement aux journaux pro-démocrates et au quartier général du PJ. Dans ces circonstances de crise, Bayar a été remis en garde à vue et le CNS a rapidement pris la décision de le séjourner provisoirement dans un endroit déterminé par le gouvernement et de prendre rapidement des mesures urgentes pour l'instauration immédiate de l'ordre public⁴⁷⁵.

C'est effectivement à l'occasion de l'anniversaire des premières manifestations estudiantines considérées toujours comme principal déclencheur de l'intervention du 27 mai, le 28 avril 1963, le sénateur permanent, Mucip Atakli, a fait sa proposition de la " révolution juridique " en éliminant toutes différentes mentalités hormis les idées kémalistes. Autrement dit, cette révolution devrait être mise en place par le biais de l'utilisation des moyens juridiques : faire les modifications nécessaires dans la Constitution de 1961 et dans la loi électorale de façon à ce qu'on interdise pendant une durée suffisante les activités politiques de tous les partis et qu'on écarte toutes les conceptions politiques anti-kémalistes dans la scène politique afin de pouvoir réaliser

⁴⁷⁴ William Hale, " Türkiye'de Ordu ve Siyaset : 1789'dan Günümüze ", Hil Yayin, Istanbul, 1996, p.144-145.

⁴⁷⁵ C.H. Dodd, " Politics and Government in Turkey ", op. cit., p.78.

rapidement les réformes nécessaires⁴⁷⁶. Comme on peut le constater clairement dans ces propos, l'intolérance militaire vis-à-vis de la vie parlementaire et la défiance de l'armée à la vie démocratique continuaient à perturber le bon déroulement du système politique. L'instabilité politique était en quelque sorte provoquée systématiquement par les putschistes grâce à la possession de certains moyens politiques et de force.

Cette proposition consistait à exprimer clairement le mécontentement militaire vis-à-vis de la démocratie parlementaire et la volonté générale de l'institution militaire d'éliminer farouchement les partis politiques estimés comme obstacle majeur devant les réformes économiques, sociales et politiques. C'est à ce moment-là qu'Inönü a donné le premier signe d'inquiétudes angoissantes le 14 mai 1963 lors d'une déclaration devant le groupe de son parti à l'Assemblée nationale : " La situation politique est assez inquiétante. Tout peut se passer. Soyez vigilants. Gardez votre calme... Dans ces circonstances, j'essaie de faire mon maximum "⁴⁷⁷.

3) Vers l'instauration de la stabilité politique : l'échec définitif des radicaux

Deuxième tentative de l'intervention militaire de Aydemir déclenchée la nuit du 20 mai 1963 a été aussi un échec total : 61 officiers en exercice, 34 officiers de réserve et 1459 des 2000 cadets ont été traduits devant le Tribunal militaire. Condamnés à mort, l'ex-Colonel Aydemir et l'ex-Lieutenant Colonel Gurcan ont été l'un et l'autre pendus⁴⁷⁸.

La tentative de l'intervention militaire du Colonel Aydemir dans la vie politique était dès le début condamnée à un échec inévitable, puisque cette révolte ne s'appuyait pas vraiment sur les Forces Armées. Dépourvue du soutien indispensable des Forces Armées, cette tentative du coup d'État militaire a été vite réprimée par l'armée elle-même. Le gouvernement a immédiatement proclamé la loi martiale pour une durée d'un mois à Ankara, à Istanbul et à Izmir. En dépit de la proclamation de la loi martiale pour un mois, la levée de l'État de siège a été en fait prolongée jusqu'au 21 juillet 1964 en permettant ainsi au Haut Commandement de se procurer ainsi un droit légitime de l'intervention directe et ouverte dans le domaine politique.

⁴⁷⁶ *ibid.*, p.79 ; et Walter F. Weiker, " The Aydemir Case and Turkey's Political Dilemma ", *op. cit.*, p.268.

⁴⁷⁷ Feroz Ahmad, " Demokrasi Surecinde Turkiye (1945-1980) ", *op. cit.*, p.219-220.

⁴⁷⁸ Hikmet Ozdemir, " Siyasi Tarih 1960-1980 ", in Sina Aksin (dir.), " Cagdas Turkiye ", *op. cit.*, p.214.

On a toujours voulu démontrer que les deux révoltes militaires d'Aydemir ont été réalisées contre les comportements inconciliables des extrémistes du PJ qui insistaient sur l'amnistie générale et sur d'autres sujets. Pourtant, cela ne reflétait pas tout à fait la réalité. D'une manière générale, ces deux tentatives des coups d'État militaires ont été en réalité faites à la fois contre le CUN, contre l'UFA, contre le PJ et contre le PRP⁴⁷⁹. En bref, c'est un simple coup d'essai de la recomposition des rapports de force dans la structure militaire qui se trouvait énormément morcelée entre deux différentes tendances : les modérés composés des commandants supérieurs étant pour la protection de l'ordre hiérarchique et les radicaux composés au contraire des officiers subalternes et moyens défendant inlassablement la mise en place des réformes radicales par le haut. Il faut aussi en dernier lieu insister sur le fait que faute d'une véritable opposition dans le système politique face au régime militaire, ce sont aussi les éléments radicaux de l'armée qui remplacent ce vide politique créé par la structure politique de la société civile.

En outre, la deuxième tentative d'intervention du Colonel Aydemir a été effectivement la fin des activités politiques des officiers subalternes et moyens dans la vie politique. Le Haut Commandement avait finalement réussi à établir son contrôle absolu sur l'institution militaire. La position de celui-ci dans la structure politique n'était pas tout à fait définie. Les Forces Armées continuaient pourtant d'être un élément d'équilibre et de stabilité dans le système politique et de jouer, de ce fait, un rôle primordial dans l'évolution de la vie politique turque⁴⁸⁰.

L'un des éléments de la déstabilisation des coalitions réunies sous la présidence d'Inönü provenait du fait que le PPR fut toujours tenu responsable de coup d'État militaire du 27 mai. La Constitution de 1961 était considérée par les partis néo-démocrates comme un simple document symbolisé par la concrétisation des idées républicaines et la mise en place par la compromission établie entre les républicains et les militaires. Le PRP était aussi considéré le principal défenseur de la notion de l'économie planifiée. De ce fait, les partis politiques faisant partie de la coalition d'Inönü étaient chaque fois confrontés à des problèmes importants.

A la suite des résultats des élections municipales en novembre 1963, la deuxième coalition s'est effondrée rapidement. Le PNT et le PRPN avaient obtenu des mauvais résultats à cause de leurs collaborations avec le PRP, alors que le PJ avait davantage amélioré son résultat. Ces deux partis ont immédiatement décidé de quitter la coalition lorsque le Premier ministre, Inönü, se trouvait à Washington pour la cérémonie funèbre

⁴⁷⁹ Talât Aydemir, " Talât Aydemir'in Hatıraları ", op. cit., p.90-91, 102 et 174.

⁴⁸⁰ Hikmet Ozdemir, " Turkiye Cumhuriyeti ", op. cit., p.286.

de Kennedy. Il n'a pas tardé de démissionner⁴⁸¹. C'est la première fois qu'on allait demander au PJ de former un nouveau gouvernement. Cela signifiait beaucoup de choses : le PJ n'était plus considéré comme parti anti-révolutionnaire et celui-ci ne présentait pas un danger pour le régime militaire et pour le Haut Commandement⁴⁸². Selon Toker, le Président du PJ, M. Demirel élu à la place de M. Gumuspala, avait conscience de l'importance de chute du gouvernement d'Inönü, parce qu'il avait réussi, de cette manière, à franchir la première étape dans la conquête du pouvoir politique tout en devenant l'homme connu, qui parvient habilement à renverser le pouvoir d'Inönü⁴⁸³.

Malgré tout, le président du PJ, Gumuspala, n'a pas réussi à former une coalition, et la fonction de la constitution d'un gouvernement a été ainsi rendue encore une fois à Inönü. Les petits partis n'ont pas accepté de faire partie de la coalition d'Inönü ; il a cette fois-ci mis en place une coalition grâce à l'appui des indépendants⁴⁸⁴. La continuité de cette coalition a été finalement assurée par la crise de Chypre qui avait créé de forte tension entre la Grèce et la Turquie.

La crise de Chypre avait obligé tous les partis politiques de faire une " union nationale " face à un grave problème extérieur et de soutenir sans exception la coalition en place tout au long de l'année de 1964. Inönü avait ainsi réussi à faire passer sans grande difficulté le budget et les décisions économiques de son gouvernement en menaçant ouvertement de démissionner si jamais les partis politiques ne le soutenaient pas. Personne n'espérait voir une crise gouvernementale dans ces conditions politiques de crise⁴⁸⁵.

Le conflit de Chypre a sans doute aidé à ajourner provisoirement les problèmes politiques internes et la crise socio-économique de plus en plus inquiétante du pays. Le danger de la guerre et la proclamation de l'État de siège poussaient lourdement le pays dans une situation d'instabilité en se faisant sentir fortement dans le domaine économique. Les élections sénatoriales du 7 juin 1964 ont été une fois de plus la confirmation du mécontentement populaire vis-à-vis du PRP et vis-à-vis du régime militaire. Le PJ avait

⁴⁸¹ Feroz Ahmad et Bedia Turgay Ahmad, *op. cit.*, p.267.

⁴⁸² *ibid.*, p.288.

⁴⁸³ Metin Toker, " Inönü'nun Son Basbakanligi, 1961-1965 ", *op. cit.*, p.239.

⁴⁸⁴ " Hukmetler ve Programlari II ", TBMM Yayinlari, Ankara, 1988, p.51.

⁴⁸⁵ Metin Toker, " Ismet Pasa'yla 10 Yil ", *op. cit.*, p.135-140.

davantage renforcé sa position au Sénat avec sa victoire électorale le 7 juin 1964⁴⁸⁶. On arrive peu à peu vers la fin de la troisième coalition d'Inönü.

Dans cette situation politique d'instabilité, le Haut Commandement est resté assez vigilant tout en laissant une certaine liberté d'action aux partis politiques, à condition que ils soient assez respectueux à l'égard de l'intervention militaire du 27 mai et de son régime militaire. Malgré le ressentiment constant négatif de l'armée vis-à-vis des partisans du Parti Démocrate, manifesté à chaque occasion, les partis héritiers de celui-ci n'ont pas caché leur hostilité envers le mouvement du 27 mai. Après la mort de Gumuspala, le chef du PJ, les groupuscules n'ont pas hésité à faire des concessions en faveur des extrémistes dans le parti afin de favoriser leurs candidats dans les combats politiques menés pour la présidence du parti. De ce fait, le Chef d'État-major, Sunay, n'a pas tardé à avertir les politiciens de certains partis politiques, particulièrement le PJ, en raison de leurs critiques sévères adressées au coup d'État militaire du 27 mai, à l'armée et à certains commandants des Forces Armées⁴⁸⁷.

Le 12 novembre 1964, le Chef de l'État-major, le Général Sunay, a effectivement adressé une lettre d'avertissement au Président de la République, aux Présidents des deux Chambres, au Premier ministre et aux leaders des partis. Dans sa lettre il se plaignait surtout de la campagne menée par certaine presse et par certains hommes politiques contre l'armée, et demandait que l'on prenne des mesures nécessaires afin de caler le jeu⁴⁸⁸. Si l'on insistait toujours à utiliser ce genre des provocations visant directement l'armée, le risque d'une autre intervention militaire deviendrait inévitable.

Les leaders de tous les partis politiques ont fait une déclaration commune en confirmant leurs attachements inconditionnels aux valeurs du 27 mai et à ses institutions et en promettant également d'éviter toute sorte de provocation éventuelle envers l'armée⁴⁸⁹. L'une des conséquences principales de la lettre de Sunay sur la vie politique a été l'élection surprise d'un modéré, Süleyman Demirel, à la tête du PJ le 29 novembre 1964⁴⁹⁰. Le nouveau leader du PJ, S. Demirel, était justement connu par son comportement pacifique à l'égard de l'armée et de ses commandants. La réalisation immédiate d'une réunion entre le nouveau leader du PJ et les sénateurs permanents du

⁴⁸⁶ F. Ahmad et B. T. Ahmad, op. cit., p.277.

⁴⁸⁷ Aydemir Balkan, " La Turquie à la croisée des chemins ", in Orient, Vol. 9, 1965.

⁴⁸⁸ F. Husrev Tokin, " Turk Tarihinde Siyasi Partiler ve Siyasi Dusuncenin Gelismesi ", Elif Yayinlari, Istanbul, 1965, p. 123-124.

⁴⁸⁹ Sadi Kocas, " Atatürk'ten 12 Mart'a ", Vol.3, Tomurcuk Matbaasi, Istanbul, 1977, p.1386.

⁴⁹⁰ C.H. Dodd, " Politics and Government in Turkey ", op. cit., p.148.

Sénat connus sous le nom de Groupe d'Union Nationale, nous démontrait effectivement le premier signe de la conciliation entre ces deux camps. Autrement dit, Demirel s'apprêtait à mener une politique de la conciliation envers la révolution du 27 mai et ses gardiens militaires. On a même fait allusion au fait que les commandants des forces armées ont clairement soutenu la candidature de M. Demirel dans sa lutte de la conquête de la tête du parti contre M. Bilgic⁴⁹¹.

Etant sûr de la tolérance de l'armée à son pouvoir et du soutien populaire, Demirel n'a pas tardé à afficher sa volonté de mettre un terme à la coalition d'Inönü, dès qu'il rassemble nécessairement la majorité absolue au sein de l'Assemblée nationale. L'avenir de la troisième coalition d'Inönü se trouvait de plus en plus menacée par cette volonté affichée. L'armée ne faisait plus obstacle à ce genre des tentatives politiques qui pourraient peut-être entraîner le pays dans une situation d'instabilité. L'on pouvait effectivement constater la concrétisation du rapprochement politique entre l'armée et le PJ qui allait donc vers une conciliation dans le domaine politique. La participation de nouveau leader politique du PJ à la réunion de tous les partis politiques en vue d'afficher leur attachement aux valeurs du 27 mai, avait effectivement soulagé l'appareil militaire tout en créant une sorte de confiance auprès des éléments militaires⁴⁹². M. Demirel a commencé à faire ouvertement des plans destinés à faire tomber le gouvernement de la coalition. C'est finalement lors du vote de budget de la troisième coalition que le gouvernement n'a pas obtenu la majorité nécessaire dans l'Assemblée nationale et Inönü a dû ainsi démissionner.

§4) Le rapprochement progressif du PJ avec l'armée

Vers la fin des années soixante, nous constatons une sorte de rapprochement progressif entre le PJ et l'armée. Depuis la création de la République kémaliste, l'armée s'était toujours identifiée avec le parti de Kemal, le PRP, en ayant une vision assez positive à son égard. Mais, que s'est-il passé maintenant que l'armée s'approchait progressivement du PJ ? Comment se fait-il qu'un parti politique, successeur principal du PD, puisse avoir une bonne relation avec l'armée, qui avait elle-même effectué une intervention militaire contre le PD ? Ce sont ces questions que nous essaierons de répondre dans les paragraphes suivants.

⁴⁹¹ Cf. Roger Paul Nye, " The Military in Turkish Politics, 1960-1973 ", (Thèse soutenue), Washington University, 1974.

⁴⁹² Sadi Kocas, " Atatürk'ten 12 Mart'a ", op. cit., p.1391-1395.

La détermination de la position de tous les partis politiques à l'exception du PRP dans le processus du passage à la vie démocratique après le coup d'État militaire du 27 mai a été complètement définie par les putschistes. Quels que soient les partis politiques, il était interdit de faire la propagande contre le mouvement du 27 mai et de sortir en dehors de la philosophie du 27 mai. Autrement dit, l'intolérance totale des militaires était dominante dans la vie politique turque vis-à-vis des partis politiques qui remettaient en cause la légitimité de l'intervention du 27 mai.

Tout au long de la période du processus de passage à la démocratie de 1961 à 1965 en Turquie, le seul parti politique, le PJ, qui s'est toujours trouvé confronté à chaque occasion aux dirigeants militaires soit dans le gouvernement des coalitions, soit dans les rangs de l'opposition. Car, les militaires, étant soucieux dès l'origine de ce parti considéré comme le principal héritier du PD, ont effectivement réagi pour but de contrecarrer la progression inquiétante du PJ dans la vie politique qui devenait de plus en plus menaçante et de le contrôler facilement. De ce fait, l'on a notamment voulu intégrer le PJ dans la vie politique turque tout en mettant un militaire à la tête de celui-ci, le Général Gumuspala. En dépit de pression systématique exercée sur le PJ et de menace ouverte destinée contre celui-ci, il a réussi à grandir de façon progressive dans la vie politique turque en très peu de temps en se déclarant comme principal successeur du PD. Cette progression du PJ a finalement abouti à une victoire incontestable lors des élections de 1965 : celui-ci conquiert enfin le pouvoir politique tout seul⁴⁹³.

La dissolution du PD avait laissé une véritable lacune dans la vie politique. Au moins 40% des électeurs étaient dépourvus de leur parti. Plusieurs nouveaux partis ont fait leur apparition au sein de la vie politique pour remplacer la place du PD. Mais parmi eux, seul le PJ peut prétendre être l'héritier du Parti dissout. La structure et l'organisation de ce nouveau parti ont dû sans doute jouer un rôle primordial dans sa victoire incontestable à très peu de temps, mais il convient aussi de préciser que la campagne courageuse menée par le PJ contre le référendum de 1961 lui a été également favorable. Quant à la légitimité du PD aux yeux des masses, le PD avait préservé sa popularité au sein du peuple malgré tout.

A) L'ARMÉE ET LE PJ

Le PJ a été créé neuf mois après le coup d'État militaire du 27 mai comme principal héritier du PD. De ce fait, il est le résultat direct de l'intervention militaire. Les Forces Armées ont été sans doute le facteur dominant et déterminant dans la mise en forme de

⁴⁹³ F. Ahmad et B. T. Ahmad, op. cit., p.298-299.

l'idéologie générale et des politiques du PJ. Il est indiscutable qu'à la suite de chaque coup d'État militaire ce sont les militaires qui déterminent le sort de tous les partis politiques et de la vie politique. De ce fait, la base sociale, les principes et les comportements politiques, les perspectives démocratiques, juridiques et les divisions internes du PJ ont été tout formés sous l'influence dominante des évolutions politiques liées directement à l'armée et à ses composantes.

La période de 1960-1965 peut effectivement être considérée comme une période de pouvoir militaire malgré l'existence de quatre coalitions en apparence civile du 20 novembre 1961 à 1965 où le PJ arrive au pouvoir avec une majorité absolue. Le contrôle incontestable de l'appareil militaire dans la sphère politique jusqu'à 1965 était certain et direct malgré l'approbation d'une nouvelle Constitution le 9 juillet 1961 par le vote populaire quelque que soit la circonstance politique⁴⁹⁴.

La dégradation des relations entre l'armée et le PJ provenait du fait que le deuxième avait tout de suite affiché sa volonté d'être le successeur du PD qui était le principal ennemi des militaires et la cause principale de l'intervention militaire du 27 mai. De plus, le PJ s'est présenté deux fois avec succès contre le bloc du pouvoir politique, la grande alliance PRP-Armée, comme principale opposition : la première fois celui-ci obtient 33,4% de non lors du référendum de 1961 pour la nouvelle Constitution et la deuxième fois, celui-ci obtient 34,7% de vote lors des élections législatives du 15 octobre 1961 contre le PRP étant le favori des militaires, ne reçoit que 2 % de plus de vote⁴⁹⁵.

A partir de la création du PJ le 11 février 1961, il a été toujours surveillé avec beaucoup de méfiance et beaucoup d'inquiétudes, d'abord par le CUN qui essayait notamment de préserver le contrôle du pouvoir politique, et par l'UFA ensuite composée de tous les importants commandants de l'institution militaire qui commençait à établir sa supériorité sur le CUN dès le début des années soixante dans la vie politique et finalement par le PRP qui espérait obtenir une majorité absolue dans l'Assemblée nationale. Le PJ a pu deux fois répondre avec le succès par l'intermédiaire de vote populaire au bloc du pouvoir politique constitué par les militaires et le PRP. A la suite des élections législatives de 1961, la réaction du régime militaire était assez violente contre le PJ. La réussite du PJ aux élections s'ensuit le fameux protocole du 21 octobre 1961 publiée par l'UFA demandant l'annulation des élections et préconisant fortement une autre intervention militaire. Cette réaction violente et active de l'élément militaire a été assez déterminante sur les comportements politiques du PJ. En dépit de l'existence de la difficulté et de la

⁴⁹⁴ Feroz Ahmad, "Demokrasi Surecinde Turkiye (1945-1980)", op. cit., p.214-215.

⁴⁹⁵ Ibid., p.206.

pression militaire sur son organisation depuis son apparition au sein du système politique, le PJ avait compris à la suite de première réaction violente militaire au soutien populaire exprimé en sa faveur lors des élections de 1961 qu'il ne pourrait jamais mener une politique radicale et revendicative face à l'armée et son coup d'État du 27 mai. Les relations entre PJ-Armée se sont développées tout au long des années soixante par rapport à deux différentes phases : la première englobe la période du Général Gumuspala dès la création du PJ jusqu'à la mort de celui-ci dans laquelle le Parti menait une politique de subordination face à l'appareil militaire. Pour la définition de cette période (1960-1964), M. Arcayurek utilise le mot "*l'opposition mesurée et retissant (uysal)*"⁴⁹⁶. La deuxième phase est symbolisée par l'élection surprise de Demirel comme le président du Parti le 29 novembre 1964 et marquée par la mise en place d'une nouvelle politique de conciliation à l'égard de l'armée⁴⁹⁷.

Comme on l'a déjà souligné, le rôle du Chef d'État-major, Sunay, a été sans doute déterminant dans le processus de démocratisation de la vie parlementaire, puisqu'il avait pu empêcher l'annulation des élections de 1961 et écarter provisoirement la probabilité d'un autre coup d'État militaire dans la vie politique préconisé fortement par les radicaux de l'UFA en imposant aux leaders de tous les partis politiques de signer le "protocole de Cankaya" dans lequel ils promettaient de respecter la révolution du 27 mai et ses valeurs. Grâce au rôle positif du Chef d'État-major, Sunay, joué aussi bien dans l'événement ci-dessus que dans la répression de deux tentatives de coups d'État militaires du Colonel Aydemir, le PJ n'a pas hésité à élire Cevdet Sunay comme Président de la République en 1966 avec l'appui nécessaire du PRP. Le PJ a toujours voulu assurer sa position dans le système politique et l'avenir du régime politique en soutenant sans hésitation la candidature de Sunay pour la présidence de la République. Autrement dit, la présence d'une personne crédible et modérée comme Sunay à la tête du pays pouvait aisément établir la légitimité du PJ dans le système politique et garantir son avenir face aux attaques militaires⁴⁹⁸.

Le lendemain de la déclaration des résultats des élections de 1961, deux graves problèmes préoccupaient le pays : les élections présidentielles et la constitution d'un gouvernement qui apparaissaient assez difficiles à réaliser, car aucun parti n'avait obtenu une majorité absolue dans l'Assemblée nationale. De plus, une sorte de combat politique

⁴⁹⁶ Cuneyt Arcayurek, "Cuneyt rcayurek Acukliyor : 4, Yeni Demokrasi Yeni Arayislar (1960-1965)", Bilgi Yayınevi, Ankara, 1985, p.103.

⁴⁹⁷ Cf. Tevfik Cavdar, "Adalet Partisi", in Türkiye Donemi Cumhuriyet Ansiklopedisi, İletisim Yayınları, İstanbul, Vol.8, op. cit.

⁴⁹⁸ Pour avoir une connaissance complète sur les élections présidentielles du Général Sunay, Cf. Hikmet Ozdemir, "Ordu'nun Olagandisi Rolu", op. cit.

de plus en plus fort existait parmi les militaires pour le partage du pouvoir politique. Dans ces conditions politiques, la subordination du PJ au régime militaire était inévitable et obligatoire malgré l'existence d'une certaine division au sein de ce même parti concernant la méthode des combats politiques à utiliser face à l'appareil militaire. D'une manière générale, le PJ se trouvant sous la présidence de Gumuspala avait effectivement adopté plus ou moins une politique de subordination inconditionnelle face à l'armée et au coup d'État militaire du 27 mai, même si certains extrémistes de ce Parti avaient de temps à autre osé critiquer et provoquer les putschistes.

Dans le souci de trouver une réponse concrète au comportement négatif de l'armée à l'égard du PJ, il est possible de dire que le dernier a été notamment perçu comme un danger important et un obstacle majeur face à la légitimation de mouvement du 27 mai et/ou de nouveau régime militaire à partir du début des années soixante. De ce fait, le PJ a été plusieurs fois obligé de répéter son attachement au régime militaire, à ses valeurs et à l'idéologie kémaliste, de confirmer et défendre la légitimité du coup d'État militaire du 27 mai. D'ailleurs, le "protocole de Cankaya" était ainsi destiné à instaurer la reconnaissance de légitimité du mouvement du 27 mai en imposant le général Gürsel, le chef du mouvement du 27 mai, à la tête du pays et le gouvernement d'Inönü.

La première phase de la période du PJ sous la présidence de Gumuspala a été en fait marquée par le problème de l'amnistie générale pour les Démocrates qui se trouvaient en prison. Ce phénomène délicat avait effectivement créé beaucoup de problèmes lors de la mise en place du système parlementaire au début de l'intervention militaire du 27 mai. Au début de son mandat, l'ex-Général Gumuspala en tant que Président du PJ est resté très prudent dans ses relations politiques avec le régime militaire. Il n'a même pas hésité à dire qu'il était toujours contre la mise en place d'une politique violente à l'égard de la révolution du 27 mai dans le PJ⁴⁹⁹. En fin de compte, c'est le régime militaire qui était sorti comme principal gagnant de l'existence de tension au sein de la vie politique provoquée par le problème de l'amnistie générale. La tension créée au sein du système politique donnait à chaque fois l'occasion au régime militaire de s'imposer face aux partis politiques et de les obliger de prendre certaines mesures dirigistes en sa faveur.

B) LA LIGNE DE DEMIREL : LE RAPPROCHEMENT AVEC L'ARMÉE

La mort du Président du Parti, le Général Ragip Gumuspala, juste avant les élections partielles sénatoriales fait ressortir un combat politique au sein du PJ pour conquérir la présidence du parti. En vertu de l'article 37 du statut du PJ, c'est Saadettin Bilgic, docteur

⁴⁹⁹ Sitki Ulay, " 27 Mayıs 1960, Harbiye Silah Basına ", op. cit., p.193.

en médecine, frère d'un ancien député démocrate, qui préside le Parti jusqu'au 28 novembre 1964, date à laquelle le deuxième congrès général se réunit et élit Süleyman Demirel, jeune ingénieur, comme Président Général, par 1072 voix contre 552 comme Président temporaire⁵⁰⁰.

Dès son arrivée à la tête du Parti, Demirel, a pris l'initiative et fait un effort en vue de réunir tous les partis d'opposition contre le troisième gouvernement de coalition d'Inönü, " afin de démontrer au peuple que le pays est gouvernable aussi sans Inönü ". Cet objectif n'est pas très difficile à atteindre car le Gouvernement ne s'appuyait que sur une minorité, le PRP et les Indépendants. L'Assemblée nationale a finalement rejeté le 13 février 1965 le projet de loi budgétaire, par 225 voix contre 197.

Le Président de la République, le Général Gürsel, qui avait parfaitement conscience des sentiments de l'armée, a désigné cette fois un indépendant, Suat Hayri Urguplu, ancien Président du Sénat, pour former le nouveau Gouvernement. Quant à Demirel, qui n'était pas encore parlementaire, il est vite devenu vice-président du Conseil.

Le 17 mai 1965, le quatrième gouvernement de coalition a obtenu la confiance de l'Assemblée nationale par 231 voix contre 200. La nouvelle coalition était formée par quatre partis politiques : le Parti de la Justice, le Parti de la Nouvelle Turquie, le Parti de la Nation et le Parti Républicain paysan de la Nation. Le PJ se servait alors de la coalition comme paravent. Il participe parfois à l'exercice du pouvoir, mais le plus souvent, il critique la coalition et le Gouvernement comme s'il n'en faisait pas partie⁵⁰¹.

1) L'apparition d'une nouvelle ligne politique au sein du PJ

Après avoir fait un petit survol historique sur le quatrième gouvernement de coalition, on revient maintenant sur la nouvelle politique du PJ à partir de son nouveau Président général, M. Demirel. Avec son nouveau leader, la stratégie du Parti de la Justice a été changée au fil du temps. Jusqu'à cette période-là, on n'avait pas voulu prendre la responsabilité de former ou de participer à une coalition tout en menant ses propres politiques dans le but de retrouver tout seul la majorité absolue au sein de l'Assemblée nationale dès les prochaines élections législatives.

⁵⁰⁰ Feroz Ahmad, " Demokrasi Surecinde Turkiye ", op. cit., p.276.

⁵⁰¹ Pour une analyse détaillée sur le programme gouvernemental de quatrième coalition, Cf. Kazim Ozturk, " Turkiye Cumhuriyeti Hukmetleri ve Programlari ", Istanbul, 1968, p.583-605.

Dans ces circonstances politiques, les élections législatives de 1965 ont eu lieu. Le PJ avait en fait réussi à obtenir une majorité écrasante au sein de l'Assemblée nationale : avec 52,9% des suffrages exprimés et 240 de sièges sur 450 en bouleversant toutes les estimations (pronostics) sur les résultats électoraux. L'adoption du système proportionnel à un tour pour les élections législatives le 25 mai 1961 n'a pas pu ainsi empêcher l'arrivée d'un seul parti au pouvoir⁵⁰². Quant au PRP, les résultats obtenus étaient catastrophiques : avec 28,7% des suffrages exprimés en sa faveur, 134 de sièges sur 450. Le Parti avait pour la première fois atteint son plus bas niveau depuis le passage au multipartisme en Turquie. Les trois partis prétendant être les successeurs du PD n'ont obtenu tout ensemble que 61 sièges sur 450 avec 12,2% des suffrages. Cela signifiait qu'ils avaient d'ores et déjà perdu le combat politique contre le PJ au sujet du partage des votes démocrates. Quant à la nouveauté dans la vie politique, le Parti Ouvrier de Turquie (POT)⁵⁰³, qui a obtenu 15 sièges sur 450 à l'Assemblée nationale avec 3% des suffrages. En dépit du bas niveau de nombre de ses députés à l'Assemblée nationale, le POT a joué un rôle important dans la vie politique turque en tant que Parti d'opposition tout en transformant radicalement le caractère des discours politiques. Autrement dit, la dimension idéologique commençait pour la première fois à prendre une place importante dans les discours politiques à l'Assemblée nationale.

Il est tout à fait normal que la conduite politique mise en place et entretenue par Demirel à l'égard de l'armée soit influencée par les expériences de la période de Gumuspa, par la perspective politique de l'aile modérée du Parti dont Demirel fait partie, par l'évolution politique de la vie politique et enfin par les caractéristiques traditionnelles statiques de la société politique turque.

Dans l'analyse des relations entre PJ-Armée à partir de nouveau leader politique, il convient d'indiquer deux principales notions successives concernant la période de 1964-1971 : le graphique montant de la réussite du PJ dans les élections et l'influence et la pression de l'appareil militaire sur le domaine politique continuaient à exister, malgré tout, à l'arrière plan. On a aussi vu apparaître les nouvelles évolutions importantes au sein de la vie politique. La renaissance de la pensée socialiste après le coup de force du 27 mai dans le domaine politique turque constituait le début d'un mouvement politique qui allait vite engendrer de nouvelles revendications populaires au sein de la société. L'apparition de la pensée socialiste dans l'ordre politique et social après le mouvement militaire du 27 mai en Turquie créant effectivement un environnement politique plus tolérant au dynamisme et à

⁵⁰² Ali Gevgilili, " Yukselis ve Dusus ", Altin Kitaplar Yayinevi, Istanbul, 1981, p.291.

⁵⁰³ Pour une vision complète sur le Parti Ouvrier de Turquie, Cf. Mehmet Ali Aybar, " TIP Tarihi I ", BDS Yayinlari, Istanbul, 1988.

l'organisation socialiste, devait être en fait liée à plusieurs facteurs socio-politiques. Quels que soient les facteurs, à la suite de la création du POT en 1961 et l'obtention de 15 sièges à l'Assemblée nationale en 1965, le PRP a dû s'organiser autour de nouvelles idées politiques en adoptant une nouvelle stratégie politique appelée "centre gauche" afin de pouvoir se redonner un nouvel élan politique et de bénéficier de la naissance de la nouvelle énergie de gauche en Turquie⁵⁰⁴.

Compte tenu de l'absence d'une véritable menace importante provenant de la gauche socialiste contre le régime politique jusqu'en 1969, une sorte de continuité régnait au sein de la vie politique turque dans la détermination des sujets de la plainte formulée par l'appareil militaire contre le PJ. Autrement dit, l'existence d'une opposition de gauche socialiste au sein du système politique ne posait pas encore de véritables problèmes au régime politique. De ce fait, il suffirait de prendre en compte la plainte déposée en mars 1966 par le Groupe d'Union Nationale dans le Sénat contre le gouvernement de Demirel : l'opposition au mouvement du 27 mai, l'utilisation de la religion pour des fins politiques, la mise en place des politiques anti-révolutionnaires, le problème de l'amnistie politique etc.

La question essentielle était de savoir si le PJ et ses dirigeants avaient réussi à surmonter le complexe de PD et les probabilités du danger perpétuel de l'intervention militaire dans la vie politique. Autrement dit, la probabilité de l'intervention militaire dans la sphère politique a continuellement influencé le PJ, ses dirigeants et même ses électeurs, à tel point qu'ils se sentaient coincés dans leurs comportements politiques par la phobie d'une éventuelle intervention militaire.

2) Vers l'établissement d'une réconciliation durable entre l'armée et le PJ

A la suite des élections législatives de 1965, l'arrivée du PJ au pouvoir ne présentait pas vraiment un danger pour le régime militaire et pour ses valeurs. La victoire de la ligne modérée sur celle des extrémistes dans le PJ concrétisée par la réussite de Demirel élu comme Président général du Parti a été prise par l'appareil militaire comme un grand soulagement. L'occupation du pouvoir politique par un parti moderne justifié par la victoire de la ligne modérée ne posait plus de problème pour l'armée. D'ailleurs, l'existence des garanties constitutionnelles dans le système politique a été l'un des éléments cruciaux de soulagement militaire contre toute sorte d'éventuels dangers.

⁵⁰⁴ Abdi İpekçi, "Liderler Diyor ki", Ant Yayınları, İstanbul, 1969, p.70.

Autrement dit, le mouvement militaire du 27 mai et ses valeurs étaient dans tous les cas protégés par plusieurs mesures constitutionnelles. A partir de là, deux différentes tendances apparaissent au sein de l'institution militaire : le groupe des interventionnistes et le groupe des modérés qui ont préféré agir convenablement contre le PJ. D'une manière globale, il est possible de dire que l'appareil militaire était plutôt préoccupé par la stabilité politique et par la survie du régime politique. La différence entre les partis politiques n'avait plus d'importance, ce qui comptait plus c'était la stabilité politique et le bon fonctionnement du régime politique. De ce fait, le PJ de M. Demirel était bien placé dans la vie politique dans les années soixante pour devenir la préférence militaire⁵⁰⁵.

La Turquie entamait une nouvelle ère de liberté à partir des années 1965, depuis la création de la République en 1923 sous le gouvernement de Demirel. Dans ces conditions, tous les mouvements politiques turcs se trouvaient forcés de réviser leurs conduites et positions politiques. De ce fait, pour le PRP le glissement vers la droite s'est arrêté après 1960. Durant les deux premières coalitions, les dirigeants du parti se sont aperçus qu'une politique timide et tolérante sur les réformes ne leur ferait rien à gagner. L'apparition d'un parti de gauche lui enlevait les voix de gauche. Le PRP devait choisir : soit lutter contre le POT pour conserver les voix du centre gauche, soit contre les autres partis politiques pour les voix du centre droite. La seconde voix était plus difficile et lui promettait beaucoup moins de succès. Peu avant les élections législatives de 1965, le Président général du parti avait solennellement annoncé que son parti se plaçait au centre gauche, ce qui n'allait pas du tout plaire à une partie non négligeable des sympathisants du PRP⁵⁰⁶. Le grand public était allergique au mot de "gauche". Après tant d'années d'interdiction des idées "gauchistes" et de propagande intensive contre elles, le public était naturellement choqué par cette expression.

Cette évolution politique survenue au sein de l'aile gauche ne se limitait pas uniquement par le PRP. L'apparition de division dans le PJ n'a pas vraiment tardé. Après avoir marginalisé l'opposition religieuse dans le PJ lors du congrès du 27 novembre 1966, les modérés sont plus ou moins parvenus à prendre le contrôle du parti en main⁵⁰⁷. En outre, le PJ est devenu beaucoup plus homogène que le PRP en se transformant en un parti de confiance pour le régime politique. A tel point que ce parti était intégré dans le système politique et qu'il ne présentait plus un danger pour le régime militaire. L'adoption de la loi de l'amnistie pour les détenus de *Yassıada* par le gouvernement de Demirel

⁵⁰⁵ Feroz Ahmad, "Demokrasi Surecinde Turkiye", op. cit., p.232.

⁵⁰⁶ Cf. Hikmet Bila, "Sosyal Surec Icinde CHP ve Sonrasi", Milliyet Yayinlari, Istanbul, 1987.

⁵⁰⁷ Pour une interprétation générale sur le PJ, Cf. Avner Levi, "The Justice Party, 1961-1980", in Metin Heper et Jacob M. Landau (dir.), "Political Parties and Democracy in Turkey", I.B. Tauris, London and New York, 1991, pp.134-151.

n'avait pas vraiment créé des réactions importantes dans la vie politique, à l'exception du Groupe d'Union Nationale qui n'était plus influent dans l'institution militaire. L'absence de grandes réactions militaires face à une telle politique du PJ pouvait être expliquée par le fait que les valeurs du mouvement du 27 mai se trouvaient sous la garantie absolue des mesures constitutionnelles. En un mot, l'appropriation de l'arrivée du PJ à la tête du pays n'a été possible que par la transformation positive survenue au sein du PJ (victoire de l'aile modérée) et par l'existence des institutions constitutionnelles dans le système politique permettant notamment d'exclure toute sorte de tentative d'instauration de la " dictature majoritaire ". De plus, la possibilité de la protection des valeurs du 27 mai par d'autres moyens (armée, d'autres institutions), à part des éléments cités ci-dessus, constituait un autre point fort du régime militaire.

L'impossibilité de l'apparition d'une alliance parfaite entre le PJ et l'armée ne provenait pas uniquement du complexe du PD. Un autre élément essentiel avait aussi joué un rôle déterminant dans ce fait : le conflit entre la gauche et la droite n'ayant pas encore pris une dimension assez inquiétante pour le régime politique. D'ailleurs, le PJ avait déjà commencé à parler du renforcement de l'autorité de l'État pour but de préserver davantage le fondement du régime politique, avant que l'intervention militaire soit nécessaire pour la sauvegarde de celui-ci. De ce fait, il n'a pas tardé de proposer des changements constitutionnels permettant de restreindre certaines libertés individuelles afin d'assurer la stabilité politique et de contrôler les conflits sociaux dans la vie politique sans l'intervention militaire. C'est ainsi que le PJ aurait pu espérer prouver sa maturité politique et établir également la légitimité de son pouvoir aux yeux des militaires en neutralisant les rumeurs de l'éventualité des coups d'État. Les mauvais souvenirs de deux tentatives de l'intervention militaire et ses effets négatifs et restrictifs sur les comportements politiques du PJ étaient encore présents dans les mémoires. De cette manière, le PJ essayait tout simplement de rendre l'appareil militaire neutre et impartial à l'égard de tous les mouvements politiques. Autrement dit, il faisait appel à l'armée d'être impartial envers tous les mouvements politiques. De plus, le PJ était sans doute obligé d'éveiller la confiance chez les militaires qui lui avaient historiquement toujours porté un regard méfiant⁵⁰⁸.

La tentation de l'établissement des relations conciliantes, prudentes et sensibles entretenues par le PJ avec l'armée étant impliquée jusqu'au bout dans la vie politique constituait la principale préoccupation des dirigeants du PJ à effacer.

⁵⁰⁸ Pour avoir une idée générale sur le nouveau rôle politique de l'appareil militaire dans le système politique, Cf. Feroz Ahmad, " Demokrasi Surecinde Turkiye ", op. cit., p.231-239.

3) Le compromis retrouvé sur la base de l'anticommunisme

Nous allons essayer de déterminer maintenant le rôle important des conflits entre les ailes droite et gauche de la vie politique turque dans la recomposition des nouvelles relations entre PJ-Armée. Autrement dit, après avoir été le nouveau phénomène dans la vie politique turque vers la fin des années soixante, la séparation concrète entre les idées politiques de droite et de gauche commençait à se former peu à peu tout en perturbant en fait les rapports de force dans le système politique. De ce fait, il n'est donc pas inutile de voir de nouveau la nature de nouvelles relations entretenues entre PJ-Armée à la suite de l'apparition de ce nouveau phénomène.

Lorsque le Parti Ouvrier de Turquie a été fondé par quelques dirigeants syndicalistes, le 13 février 1961, on est resté indifférent face à cette nouvelle évolution dans la vie politique⁵⁰⁹. Mais, au fur et à mesure que les dirigeants du POT s'exprimaient librement sur certains sujets tabous et que le Parti réussissait à attirer l'attention de grand public, les choses commençait à changer. Les milieux conservateurs sont perplexes. "L'association pour lutter contre le communisme" a eu une vive réaction en faisant rapidement appel à la justice. Les élections de 1963, durant lesquelles le POT n'a pu participer que dans neuf départements sur soixante-cinq, ont déjà été un pas en avant dans son évolution ou à plus proprement parler, dans son développement.

Au fur et à mesure que les élections législatives de 1965 approchaient, les attaques adressées au Parti sont devenues plus violentes. Les forces réactionnaires ont prétendu qu'il s'agissait là d'un parti non pas socialiste, mais purement et simplement communiste, et qu'en vertu de la loi, il doit être dissout. Beaucoup d'incidents se sont produits au fil du temps contre le POT. Les membres de ce parti ont dû subir des attaques violentes des milieux conservateurs et réactionnaires.

Les efforts déployés en vue de discréditer le Parti Ouvrier de Turquie ne se sont pas arrêtés là. Le PJ a saisi deux fois le Conseil supérieur des élections, afin d'empêcher le POT de participer aux élections législatives du 10 octobre 1965. Il prétendait que le POT n'aurait pas pu établir d'organisation locale dans quinze départements, comme cela était

⁵⁰⁹ Pour une analyse approfondie sur les mouvements ouvriers socialistes lors de cette période, Cf. Kemal H. Karpat, "Socialism and the Labour Party of Turkey", in Middle East Journal, Vol.21, 1967 ; et George S. Harris, "The Left in Turkey", in Problems of Communism, Vol.29, 1980.

exigé par l'article 10 de la loi électorale 306. Les deux appels formulés par le PJ devaient être rejetés.

De ce fait, le Haut Commandement était sans doute préoccupé par la polarisation idéologique de l'environnement politique. A la suite de la radicalisation des ouvriers vers la fin des années soixante, la Confédération des Syndicats Ouvriers réformistes, a été ainsi créée à Ankara, s'opposant en effet à la Confédération Générale des Syndicats Ouvriers de Turquie. Les Universités étaient extrêmement politisées au sujet d'une Turquie étant totalement indépendante de l'OTAN et des Etats-Unis. On parlait même de l'existence de deux comités militaires qui étaient aussi sensibilisés et politisés au sujet de mêmes problèmes. D'après les tracts distribués d'abord par le " Comité des Officiers Libres " en janvier 1966 et par le " Comité de la Libération Nationale " en mars 1966, faisaient ainsi appel : " à la mobilisation et à l'unification nationales contre la politique gouvernementale antinationale et contre les Etats-Unis qui veulent se servir de Turquie comme un simple satellite " ⁵¹⁰.

Dans cette atmosphère politique tendue et fragile, un ordre général de Cemal Tural, Chef d'État-major, n'a pas tardé à faire grand bruit dans l'armée aussi bien que dans les milieux politiques en avertissant sévèrement les éventuels opposants du régime politique : " l'utilisation de nom de l'armée pour ce genre d'activités illégales destinées essentiellement à troubler l'ordre public et à détériorer la solidarité, l'unification nationale et le consensus populaire existant entre les citoyens turcs est aussi grave qu'un délit de la trahison à la patrie " ⁵¹¹. Comme on peut le constater, le Haut Commandement acceptait que le combat politique à mener contre les opposants du régime politique n'était qu'idéologique. En outre, le Chef d'État-major, Tural, a publié pour les Forces Armées la fameuse ordonnance dans laquelle il suggérait de combattre tous ensemble contre le danger du communisme ⁵¹². Le PJ avait pleinement défendu les propos du chef d'État-major en ce qui concerne le danger du communisme.

Quelques jours après la publication de ces phrases dans la presse, cette attitude politique du chef d'État-major a été vivement jugée inaccessible et antidémocratique par le Parti Ouvrier de Turquie et les membres du Groupe d'Union Nationale (les sénateurs à vie). Ils faisaient également allusion à l'utilisation d'un langage commun entre le pouvoir politique et le chef d'État-major au sujet du communisme tout en restant extrêmement

⁵¹⁰ F. Ahmad et B. T. Ahmad, op. cit., p.308.

⁵¹¹ Roger Paul Nye, " The Military in Turkish Politics, 1960-1973 ", op. cit., p.139.

⁵¹² Feroz Ahmad, " Demokrasi Surecinde Turkiye ", op. cit., p.233.

prudents face à cette évolution politique inhabituelle⁵¹³. Il y avait également un groupe des députés au sein même du PJ profondément soucieux de l'évolution politique sur ce rapprochement et sur cette solidarité entre PJ-Tural qui l'ont jugé antidémocratique et dangereux pour la supériorité parlementaire et pour la démocratie elle-même.

De plus, les réunions du Conseil des Ministres devenaient rares contrairement à celles du Conseil national de sécurité qui se faisaient fréquemment. La presse ne cachait pas son inquiétude devant le danger que présentait l'évolution politique du pays où le Conseil national de sécurité était en train de remplacer le Conseil des Ministres. La volonté du PJ au sujet du rapprochement avec l'armée à la base de l'anticommunisme n'a pas été vraiment un succès, puisque l'implication directe du chef d'État-major dans les affaires politiques n'arrangeait pas tout à fait les tâches politiques des dirigeants du PJ. Le chef d'État-major encouragé par le gouvernement, continuait de s'occuper davantage des affaires politiques en dépassant ses propres fonctions militaires. C'est ainsi que le leader du PJ se trouvait en quelque sorte obligé de faire remplacer le Chef d'État-major, Tural, avec l'approbation du Président de la République, Sunay, par le Général Memduh Tagmac le 11 mars 1969.

4) Les élections présidentielles de 1966 et le PJ

L'ancien Chef d'État-major, le Général Sunay, avait relativement joué un rôle important dans la protection de la supériorité du pouvoir civil sur le pouvoir militaire en prenant nettement position contre les deux tentatives du coup d'État militaire et contre le "protocole de Cankaya". Il avait toujours voulu préserver le pouvoir politique civil contre toute sorte d'attaque militaire et éliminer les dangers militaires sur la vie politique turque. En raison de la maladie du Président de la République, Gürsel, le Chef d'État-major, Cevdet Sunay, a été élu comme Président de la République par l'approbation de tous les partis politiques, y compris par l'aile conservatrice-nationaliste du PJ qui était regroupée autour de Bilgic⁵¹⁴. Le statut de Sunay ne lui permettait pas constitutionnellement de devenir le Président de la République car en vertu de la Constitution de 1961, toutes les personnes qui se présentent aux élections présidentielles devaient obligatoirement être le membre d'une de deux Chambres (l'Assemblée nationale

⁵¹³ *ibid.*, p.235.

⁵¹⁴ William Hale, "Turkiye'de Ordu ve Siyaset : 1789'dan Gunumuze", *op. cit.*, p.152.

et le Sénat). La candidature du chef d'État-major pour la présidence de la République n'était en aucun cas possible sur le plan constitutionnel. De ce fait, l'on n'a pas hésité à utiliser plusieurs moyens tout en restant dans les normes de légitimité pour surmonter cet obstacle constitutionnel. D'après la même Constitution, le président de la République était doté de pouvoir nécessaire permettant de désigner un certain nombre de sénateur appelé " les sénateurs de contingent ". Une fois que la majorité de trois quarts (3/4) des députés assurée dans l'Assemblée nationale en faveur d'un personnage politique, la suite paraissait assez facile à réaliser. Ragip Uner, le sénateur du " Groupe de Contingent " a démissionné exprès du Sénat pour permettre au Chef d'État-major, Sunay, d'être désigné comme sénateur⁵¹⁵. C'est ainsi que l'obstacle constitutionnel a pu être surmonté par une autre ouverture constitutionnelle grâce à la démissionne de Ragip Uner.

La conduite politique de Sunay vis-à-vis de la vie parlementaire et sa prise de position contre le PJ lors de la période de sa présidence d'État-major ont dû jouer un rôle déterminant dans son élection à la tête du pays. Il avait effectivement repoussé à deux reprises l'éventuel danger de la prise du pouvoir politique par les militaires radicaux. Mais, il serait sans doute erroné de dire que Sunay n'a été élu que grâce à sa conduite favorable à la démocratie parlementaire. Dans ces conditions politiques, l'assurance de la continuité de la vie parlementaire dépendait fortement de l'arrivée d'un militaire modéré à la tête du pays qui pourrait sans doute contrecarrer les mouvements radicaux dans l'appareil militaire. Autrement dit, l'élection d'un civil comme président de la République nous semblait, dans les circonstances ci-dessus, irréalisable. Même si le pays était gouverné par le pouvoir civil sur le plan constitutionnel, l'armée avait toujours gardé son influence importante dans le système politique. La pression militaire se faisait continuellement sentir lourdement sur le gouvernement civil.

D'une manière générale, la mise en place d'une politique de la réconciliation avec l'institution militaire par le PJ a été en fait destinée à assurer la survie de la vie parlementaire et à se donner certaines libertés politiques dans ses activités gouvernementales. Car le processus de démocratisation de la vie politique et la mise en place de la supériorité des institutions politiques civiles sur le régime militaire n'étaient pas encore intégralement aboutis. Autrement dit, étant donnée que le pouvoir civil n'avait toujours pas tout à fait réussi à marquer sa supériorité sur l'appareil militaire ou bien à écarter complètement le danger d'une autre intervention militaire dans la sphère politique, ce premier voulait effectivement se légitimer dans le système politique tout en faisant la paix avec l'élément militaire.

⁵¹⁵ Cf. Milliyet et Hurriyet, le 16 février 1966.

En votant intégralement pour la candidature d'un militaire, le PJ essayait de rétablir sa confiance auprès de l'armée tout en effaçant la phobie de l'intervention militaire qui pesait lourdement sur sa conduite politique et sur ses activités gouvernementales. C'est ainsi que les dirigeants du PJ espéraient mettre plus efficacement en œuvre sa politique dans le système sans aucune contrainte. De plus, après avoir été élu comme Président de la République par tous les partis politiques, particulièrement par le PJ, Sunay allait naturellement établir de bonnes relations avec le pouvoir civil (le PJ) tout en neutralisant la probabilité des coups d'État militaires dans la vie politique. A ce stade, le PJ a su établir l'impartialité de l'appareil militaire vis-à-vis des partis politiques tout en mettant beaucoup d'officiers retraités sur sa liste électorale et tout en se déclarant également favorable à l'élection d'un militaire pour la présidence de la République⁵¹⁶. D'une manière générale, on a voulu en effet utiliser la personnalité de Sunay pour stopper l'élément militaire dans sa conduite excessive à l'égard du pouvoir civil dans la vie politique. Le facteur de Sunay a notamment permis au pouvoir civil de s'imposer dans le cas échéant contre l'élément militaire et de pouvoir se doter de certaine liberté politique dans ses activités gouvernementales. On a voulu créer un personnage clef à l'identité de Sunay qui jouerait un rôle d'équilibre et de compromis entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire dans la résolution des conflits du pouvoir politique. Sunay n'avait pas tout de suite démissionné de son poste, avant que son prédécesseur soit déterminé par rapport à son choix. Après avoir assuré la place de Cemal Tural à la tête de l'armée, Sunay a ainsi accepté de démissionner de l'État-major. A partir de là qu'une sorte d'alliance triple a été établie entre Demirel, Sunay et Tural.

En somme, deux choses ont été en effet mises en place dans la vie politique turque : la première c'est que le principal atout de l'aile radicale de l'appareil militaire étant traditionnellement contre le PD et le PJ, est devenu inefficace et la position de Demirel, le représentant de l'aile modérée, dans le PJ a été considérablement renforcée par l'élection d'un militaire à la tête du pays grâce à une majorité et à une mobilisation importantes du PJ dans l'Assemblée nationale en sa faveur ; la deuxième c'est qu'à la suite de l'instauration d'une coopération étroite et d'une alliance poussée entre Demirel-Sunay, l'écartement de Tural, le Chef d'État-major, de la scène politique n'a pas vraiment été difficile en mars 1969, parce que Tural n'arrêtait pas de poser de graves problèmes au pouvoir du PJ en se mêlant souvent dans les affaires politiques. Les relations harmonieuses ont été entretenues entre le Président de la République, Sunay et le Premier ministre, Demirel au sujet de l'établissement de la reconnaissance du pouvoir politique du

⁵¹⁶ Cem Eroglu, "Cok Partili Duzenin Kurulusu : 1945-1971", in I. C. Schick et E. A. Tonak (dir.), "Gecis Surecinde Turkiye", op. cit., p.150.

PJ auprès de l'appareil militaire jusqu'au début des années soixante-dix où les tendances interventionnistes commençaient peu à peu à apparaître dans la vie politique.

La tentative du PJ de reconstituer une garantie solide contre toute sorte d'intervention militaire dans la vie politique et dans ses activités gouvernementales en soutenant activement la candidature d'un militaire à la présidence de la République, avait échoué. Puisque le deuxième coup d'État militaire du 12 mars 1970 n'a pas tardé à faire son apparition dans la vie politique. Cette tentative d'alliance n'avait donc pas atteint son but.

SECTION 3) L'INTERVENTION MILITAIRE DU 12 MARS

1971

Dans cette section, nous essaierons de voir en détail les causes de l'intervention militaire de 1971, le processus de réalisation de cette intervention et l'établissement des nouvelles relations entre l'armée et les principaux partis politiques. Dans une large mesure, nous allons insister sur la situation socio-politique de cette période afin de bien déterminer l'origine même du problème de l'intervention militaire systématique. Nous allons également nous interroger sur les comportements politiques des partis vis-à-vis de la décision du coup d'État militaire de 1971 et sur les évolutions politiques survenues dans les partis politiques, plus particulièrement dans le PRP. Nous tâcherons en effet de mettre l'accent sur les conséquences déstabilisantes de cette intervention militaire dans la vie politique turque tout en suivant de près les nouvelles tendances politiques émergentes dans la vie politique. Nous allons enfin souligner largement la nouvelle idéologie du PRP et sa prise de position contre l'intervention militaire de 1971 sous la présidence de M. Ecevit.

§1) Les causes de l'intervention

Vers la fin des années soixante-dix, l'atmosphère politique était assez polarisée et tendue en Turquie. Dans ces circonstances politiques, Demirel, le chef du gouvernement, commentait la situation politique dans le pays de la manière suivante : " La polarisation idéologique est une réalité politique dans tous les pays du monde. Certains mouvements idéologiques se sont rapidement développés comme une mode à suivre dans la plupart des pays du monde. Cette polarisation politique a atteint un niveau inquiétant et important pour le régime politique dans notre pays ". Cette situation politique de chaos a été principalement soutenue, d'après toujours lui, par les libertés étendues existantes dans le

système politique turc. Il faisait alors allusion à la gravité de la situation politique : “ une idéologie ne devrait jamais accorder tant de libertés d’expression, de critique et d’individu au peuple qui allaient enfin menacer l’origine même de l’idéologie ”. De ce fait, la solution convenable à la question de la polarisation de la vie politique turque se trouvait dans la modification immédiate de la Constitution de 1961 qui était jugé trop libérale et très avancée par rapport au niveau économique, social et culturel de la société politique⁵¹⁷. Selon Ozdemir, le pouvoir exécutif commence à critiquer clairement la Constitution de 1961 vers la fin des années soixante-dix , comme quoi celle-ci constituait beaucoup d’obstacle pour le bon fonctionnement de l’appareil exécutif⁵¹⁸.

A) *LES ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1969 : VERS LA FRAGILISATION DU POUVOIR CIVIL*

A la suite des élections législatives de 1969⁵¹⁹, la Turquie a été gouvernée par un pouvoir civil assez fragile, divisé et faible. Ces élections n’ont rien changé dans la vie politique. Aucun parti politique n’a pu être encore une fois alternatif au PJ de Demirel par rapport aux résultats obtenus. Le PRP était toujours en train de reconstituer sa nouvelle identité politique qui n’avait toujours pas trouvé suffisamment d’échos au sein des électeurs lors de ces élections législatives . D’un côté, il n’avait pas encore réussi à convaincre les nouveaux électeurs avec son nouveau slogan de “ centre gauche ”, et d’un autre côté, il se trouvait complètement abandonné par ces électeurs traditionnels à cause de la nouvelle conduite politique⁵²⁰. Quant au POT, il était aussi confronté aux conflits internes et au risque de la division interne. Le parti était devenu assez conformiste et il ne répondait pas au désir de sa base sociale. A cause du changement du système électoral, le POT n’avait obtenu que deux sièges à l’Assemblée nationale. Il convient de préciser que le changement du système électoral a dû jouer tout de même un rôle important dans le recul considérable des résultats électoraux obtenus par le POT⁵²¹. Le PJ était le grand vainqueur de ces élections, même si ses résultats obtenus ont dû reculer de 6,4 % avec 46,5 % par rapport aux élections précédentes.

⁵¹⁷ Feroz Ahmad, “ Demokrasi Surecinde Turkiye ”, op. cit., p.237.

⁵¹⁸ Hikmet Ozdemir, “ Turkiye Cumhuriyeti ”, op. cit., p.266.

⁵¹⁹ Pour une analyse scientifique de ces élections législatives, Cf. Michael Hyland, “ Crisis at the Polls : Turkey’s 1969 Election ”, in Middle East Journal, Vol. XXIV, No.1, 1970, pp.1-16.

⁵²⁰ Hikmet Ozdemir, “ Turkiye Cumhuriyeti ”, op. cit., p.292.

⁵²¹ Murat Guvenir, “ Secim Sistemleri ve Ulkemizde Uygulama ”, in A.U. SBF Dergisi, Vol.23, No.1-2, p.226 et 243-244.

En somme, les élections de 1969 ont permis au parti centriste-conservateur, au PJ, de renforcer sa position dans la sphère politique et dans l'Assemblée nationale au détriment des petits partis politiques. L'une des répercussions importantes de ces élections sur la vie politique a été notamment l'exclusion des radicaux de gauche du système politique légal à cause de mauvaise performance du PRP et du POT. Autrement dit, ils avaient perdu tous leurs espoirs concernant la mise en place immédiate des réformes radicales préconisées dans la Constitution de 1961 à la suite des résultats obtenus par le POT et le PRP. En un mot, dans cette situation politique délicate, la lutte armée s'est vue favorisée au détriment d'une solution pacifique parlementaire⁵²². Demirel n'avait même pas suffisamment de pouvoir dans son parti afin d'entamer ce genre des réformes, puisqu'il se trouvait effectivement confronté au problème de la division interne au sein du PJ. Il serait donc aberrant et irréaliste d'espérer une politique réformatrice de la part du PJ dans ces conditions politiques. En dépit de la victoire électorale du PJ, Demirel aurait dû être confronté, dans les jours à venir, aux graves problèmes socio-politiques dans le pays en raison de la fragilité de l'équilibre politique et de la division interne dans son parti.

A la suite de la nouvelle composition de l'Assemblée nationale selon les résultats des élections de 1969, la Turquie serait dirigée par un gouvernement fragile encerclé par tous les côtés. Le leader du parti gagnant, Demirel, avait perdu beaucoup de sa crédibilité dans le système politique à cause de graves divergences politiques et de la division interne dans le PJ. Les grands perdants des élections de 1969, les partis d'opposition énormément fragilisés, n'avaient pas non plus l'intention d'adopter une politique de la réconciliation avec le gouvernement au prix de la dégradation de la situation politique dans le pays. La situation économique continuait toujours à se dégrader de plus en plus, à tel point qu'elle avait déjà commencé à peser lourdement sur la vie des masses. Les enseignements dans les universités ont été complètement paralysés par les agitations politiques et par les actes des violences. La mobilisation ouvrière et les grèves étaient en train de se développer rapidement dans le pays en créant beaucoup de tension politique. Au bout de quatre mois d'agitations depuis la victoire électorale, le gouvernement de Demirel a dû démissionner le 11 février 1970 à la suite de vote défavorable des opposants internes dans le PJ contre le projet de loi du budget gouvernemental⁵²³. Mais, le Président de la République, Sunay, a de nouveau renommé Demirel pour former le gouvernement. Mais, Demirel était fragilisé au sein même de son parti depuis le 11 février 1970, que cela déclencha le début de sa chute politique.

⁵²² Pour une analyse plus complexe sur les mouvements estudiantins de l'époque, Cf. Murat Belge, "1968 Genclik Hareketleri", in Cumhuriyet Donemi Turkiye Ansiklopedisi, Iletisim Yayinlari, Istanbul, Vol.3.

⁵²³ William Hale, "Turkiye'de Ordu ve Siyaset : 1789'dan Gunumuze", op. cit., p.158-159.

L'instabilité politique avait provoqué chez les militaires une forte inquiétude à l'égard du pouvoir civil et la déclaration du CNS sous une forme de l'avertissement politique, le 27 mars 1970, qui menaçait directement les Universités de prendre des mesures concrètes contre le chaos et le conflit estudiantin tout en ignorant leurs autonomies constitutionnelles. Il était clair que le CNS avait dépassé la limite de ses fonctions relatives à la sécurité nationale et à la coordination définies strictement par la Constitution de 1961 en faisant cette déclaration. Mais lorsqu'il s'agit de la survie du régime politique, la conformité à la Constitution ne devrait pas constituer un obstacle pour les membres du CNS. La présence militaire est tellement forte sur le processus de prise de décision et sur les pratiques gouvernementales, le chef d'État-major de l'époque, le Général Tagmac, n'hésite pas à dire lors de la même réunion que l'appareil militaire est la seule force qui pourrait sauver le pays⁵²⁴.

Devant la dégradation de la situation sociale et politique, une série de démarches est perceptible en janvier 1970 au sein du corps d'officiers pour une solution de rechange. De ce fait, il n'était pas étonnant d'assister à une forte présence de l'appareil militaire dans la vie politique, puisqu'une organisation civile faible et une culture politique insuffisante étaient réelle. Ceci dit, l'armée en tant qu'institution plus forte et plus organisée dans le système politique, commençait à faire pression sur le pouvoir civil afin d'imposer ses politiques dans la sphère politique. Comme nous allons le constater plus loin, l'appareil militaire allait devenir la principale force dans le domaine politique en dépit de la présence d'un pouvoir civil majoritaire dans l'Assemblée nationale, le PJ. Sans rentrer en détail au sujet de la faiblesse du pouvoir politique vis-à-vis de l'appareil militaire, nous allons essayer de faire un petit survol historique concernant l'évolution politique de la fin des années soixante-dix.

La montée considérable du mécontentement au sein de l'appareil militaire a été notamment justifiée par la divulgation de l'arrestation de deux colonels accusés d'encourager les Forces Armées d'intervenir dans la vie politique. Les mesures préventives immédiates du Haut Commandement contre une éventuelle intervention militaire ont été très bien accueillies par le pouvoir civil. Cela a été en effet un signe de l'attachement du Haut Commandement au pouvoir politique du PJ. Par ailleurs, étant complètement sûr des soutiens des généraux supérieurs, Demirel n'hésitait pas systématiquement à démentir des rumeurs déstabilisants au sujet de l'éventualité d'une intervention militaire contre le pouvoir du PJ. Cependant, la proclamation de l'État de siège dans toutes les grandes villes à la suite de grandes manifestations des ouvriers ayant

⁵²⁴ Cunevt Arcayurek, " Cunevt Arcayurek Acikliyor : 5, Demirel Donemi 12 Mart Darbesi : 1965-1971 ", Bilgi Yayinevi, Ankara, 1985, p.289.

eu lieu à Istanbul et à *Kocaeli* le 15/16 juin 1970⁵²⁵ considérées comme une pré-tentative de coup d'État militaire par le gouvernement, constituait le premier signe essentiel du début d'un régime militaire.

B) LA REACTION MENAÇANTE DES MILITAIRES FACE A L'INSTABILITE POLITIQUE

Il était aussi difficile de maintenir un consensus étendu parmi les commandants supérieurs qui étaient en fait contrariés face à l'échec net des hommes politiques au sujet de l'instauration de l'ordre public dans le pays et de la mise en œuvre des réformes importantes. Certains parmi eux ne pouvaient plus patienter concernant l'application immédiate de ces réformes, et désiraient imposer par la force une solution. Le premier signe de ce genre de solution n'a pas tardé à se faire jour : le mémorandum de Batur présenté au Haut Commandement. Le membre du CNS et le Commandant de l'Armée de l'air, le Général Muhsin Batur, reconnu notamment dans l'armée par ses caractères réformistes et modernisateurs, défendait effectivement dans son mémorandum la mise en place immédiate d'un programme des réformes radicales soutenu globalement par l'appareil militaire qui pourrait être la seule issue de la création d'un régime parlementaire sain⁵²⁶.

Néanmoins, aucune réforme n'avait été mise en œuvre pendant ce temps-là. Dans cette circonstance, Batur a cette fois-ci présenté son deuxième mémorandum au Président de la République, Sunay, dans lequel il préconisait vivement l'élargissement de la capacité du CNS composé de tous les officiers subalternes, moyens et supérieurs et la création d'une Assemblée Constituante en vue d'analyser objectivement les problèmes du pays. Le mémorandum de Batur précisait tout simplement le niveau inquiétant de la montée spectaculaire des mécontentements militaires en raison d'une éventuelle crise socio-économique et politique et préconisait donc de prendre des mesures urgentes. Le Président de la République a tout de suite tenu au courant le Premier ministre, Demirel, de la gravité de la situation politique⁵²⁷.

D'autres commandants supérieurs ont préféré rester quelques temps à l'écart de la vie politique tout en étant à la recherche d'une solution pacifique à la crise politique et socio-économique. De ce fait, le Président de la République, Sunay, a déjà commencé à négocier avec les leaders des partis d'opposition dans l'objectif de conclure une

⁵²⁵ Pour une connaissance complète sur les mouvements ouvriers de l'époque, Cf. Nail Gureli, "10. Yilinda 1 Mayıs Katliami", Gur Yayinlari, Istanbul, 1987.

⁵²⁶ O. Metin Ozturk, "Ordu ve Politika", Gundogan Yayinlari, Ankara, 1993, p.79.

⁵²⁷ Muhsin Batur, "Anilar ve Gorusler", Milliyet Yayinlari, Istanbul, 1985, p.188-200 et 268-272.

coopération étroite entre le gouvernement et eux. Les leaders d'opposition n'ont pas voulu sauver le gouvernement de Demirel en faisant une coopération étroite afin de pouvoir mettre immédiatement en place les mesures urgentes. Demirel a répété encore une fois à la presse turque à la suite de son rencontre effectuée avec Sunay le 8 janvier 1971 que le régime politique ne se trouvait pas sous l'éventuel danger d'une intervention militaire⁵²⁸. Le CSN s'est réuni le 22 janvier 1971 en ratifiant encore une fois son soutien au gouvernement.

D'une manière générale, les premiers mois de l'année 1971 nous ont offert l'image d'une "démocratie militaire" en quelque sorte : réunions, conseils, consultations, délibérations, etc., sont devenues des activités quotidiennes quasi-publiques, des officiers. En dépit de la présence d'un pouvoir civil sur la scène politique et l'aboutissement d'un processus de démocratisation à partir du coup d'État militaire du 27 mai, l'intervention directe des militaires dans la vie politique était pratiquement devenue normale vers la fin des années soixante-dix.

Le Général Tagmac, le Chef d'État-major, avait décidé de faire une réunion avec les 300 officiers le 3 mars 1971 en leur conseillant de ne jamais se mêler dans les affaires politiques, de rester tous unis et en leur ordonnant également d'être assez vigilants face aux événements estudiantins, à l'enlèvement des ambassades américaines et au hold-up des banques. Il n'a pas oublié de rajouter que dans le cas échéant l'appareil militaire prendrait ses responsabilités historiques de protéger le régime politique contre toute sorte de danger.

Il convient néanmoins d'indiquer que nous avons vu apparaître à la veille du 12 mars 1971 deux principales tendances contradictoires sinon hostiles, mais qui se durcissaient réciproquement du sommet à la base. La première se formait autour du Général Batur avec des contacts civils : des intellectuels de gauche. Ils défendaient notamment un programme plus réformiste et une liste du Gouvernement plus "révolutionnaire" qui pourraient donc mettre en place les réformes urgentes et nécessaires. Ce groupe radical semblait bien implanté au début. Quant à la deuxième tendance, elle constituait comme une réaction contre la première regroupée autour du Chef d'État-major M. Tagmac, un soldat conservateur, bénéficiant de ce fait des avantages de la hiérarchie. En somme, les deux courants se reconnaissent donc au cours des réunions générales, plus particulièrement celle du "Conseil de Commandement Elargi".

⁵²⁸ Cf. Cumhuriyet, le 9 janvier 1971.

Dans ces conditions politiques tendues, Tagmac a appelé le 10 mars 1971 le Haut Conseil du Commandement à une réunion extraordinaire pour discuter le sort du pays⁵²⁹. C'est lors de cette réunion que la décision du limogeage du gouvernement de Demirel a été en fait prise. Et enfin, le Président de la République, le Président de l'Assemblée nationale et le Président du Sénat ont tous reçu le 12 mars 1971 un mémorandum signé par le Chef d'État-major et les Commandants des Forces Armées dans lequel l'on demandait la constitution immédiate d'un nouveau gouvernement fort et crédible qui pourrait rapidement mettre en place les réformes urgentes prévues dans la Constitution de 1961. L'armée était prête à intervenir directement dans la vie politique, si ses exigences n'allaient pas rapidement être mises en œuvre. Demirel n'avait pas suffisamment de force de faire face à la menace militaire, il a dû tout de suite démissionner. Comme on l'a déjà souligné, Demirel se trouvait tellement coincé déjà aussi bien face à son propre parti à cause des divergences politiques que face aux événements terroristes et aux mouvements ouvriers et estudiantins, il ne pourrait presque rien faire dans la vie politique turque sans l'appui indispensable de Haut Commandement.

Dans la recherche d'une réponse à l'intervention de 1970, il est important de préciser qu'il y avait une autre éventualité du coup d'État militaire programmé par les officiers des Forces armées sans le préavis du Haut Commandement. Autrement dit, l'existence d'un danger destiné au pouvoir politique et organisé par les militaires à l'exception de la plupart des membres du Haut Commandement avait obligé les généraux supérieurs d'anticiper cette probabilité de l'intervention militaire en réagissant rapidement avant ce mouvement radical afin de le neutraliser⁵³⁰. Depuis la création de l'Union des Forces Armées (UFA) dans l'institution militaire turque, le Haut Commandement a su effectivement surmonter l'éventualité d'un danger militaire destiné à renverser le pouvoir politique en bouleversant la hiérarchie militaire. C'est ce qui s'était passé le 12 mars 1970, lorsque le Haut Commandement a été notamment averti par certains généraux sur la probabilité d'une intervention militaire réformatrice et radicale qui était en train de prendre existence. La prise en main immédiate de l'initiative politique par le Haut Commandement le 12 mars 1970 a été en fait une réponse ferme et rigide à toute sorte de tentative de coup d'État militaire sans son accord et son préavis indispensable⁵³¹.

⁵²⁹ Muhsin Batur, op. cit., p.282-294 ; Sadi Kocas, " 12 Mart Anilari ", May Yayinevi, Istanbul, 1978.

⁵³⁰ Pour avoir une générale sur la division interne dans l'institution militaire turque à la veille du 12 Mars 1971, Cf. Celil Gurkan, " 12 Mart'a Bes Kala ", Tekin Yayinevi, Istanbul, 1986, p.91, 201, 216-218 et 230-249.

⁵³¹ William Hale, " Turkiye'de Ordu ve Siyaset : 1789'dan Gunumuze ", op. cit., p.167.

*C) LE PHENOMENE DU MORCELLEMENT DES PARTIS POLITIQUES EN TANT QUE
HADICAP POLITIQUE*

Si nous revenons encore sur les causes de l'intervention militaire du 12 mars 1970, il ne serait pas inutile de nous attarder sur la division interne du PJ⁵³². Il était vrai que Demirel avait commencé à avoir de graves problèmes avec ses propres électeurs vers la fin des années soixante-dix. La mise en application du nouveau système électoral proportionnel au début des années soixante avait relativement facilité l'apparition des plusieurs partis constitués par les petits groupes dans la vie politique turque. De ce fait, la grande coalition de toutes les forces politiques de centre-droite réalisée premièrement sous la présidence de Menderes commençait à s'éclater peu à peu vers les années soixante-dix en créant une tension importante dans la vie politique. Les petits partis politiques de droite - le Parti d'action nationale (PAN), le Parti de la Nation, le Parti de la nouvelle Turquie - faisaient inévitablement reculer les résultats électoraux du PJ. C'était la première fois depuis la création de la nouvelle République turque que le mouvement fondamentaliste-religieux apparaissait aussi comme une force importante et indépendante dans la sphère politique turque. Necmettin Erbakan élu en tant que député en 1969 à Konya, était le principal leader de ce nouveau mouvement politique religieux. Après les élections de 1969, Erbakan et les deux députés indépendants ont fondé le Parti de l'ordre national qui se présentait clairement en tant que parti islamiste⁵³³.

Entre-temps, Demirel se trouvait toujours confronté au défi de l'aile du PD dans son parti depuis qu'il avait réussi à avancer d'une manière considérable dans la vie politique turque. Après avoir renforcé sa place dans le PJ à la suite des élections de 1969, Demirel n'a pas hésité à tenter d'éliminer définitivement les éléments opposant à sa propre personnalité dans le PJ en les excluant du Cabinet ministériel en 1969. Les cinq opposants (y compris Sadettin Bilgic et le fils de Menderes, Yuksel Menderes) ont démissionné du Conseil Général de l'Exécution du PJ comme signe de protestation le 4 février 1970. Comme on l'a déjà souligné, les opposants dans le PJ ont voté contre le projet de la loi du budget de leur propre parti présenté par le nouveau Cabinet des Ministres en provoquant la chute du nouveau gouvernement de Demirel. Même si le nouveau gouvernement a pu se constituer par la suite sous la présidence de Demirel en dépit de l'opposition interne du PJ, l'exclusion des vingt sept députés opposant contre la présidence de Demirel n'a pas

⁵³² Sur la division interne dans le PJ ; Cf. Arsev Bektas, " Demokratiklesme Surecinde Liderler Oligarsisi, CHP ve AP : 1961-1980 ", Baglam Yayinlari, Istanbul, 1993.

⁵³³ Cf. Ali Yasar Saribay, " Turkiye'de Modernlesme Din ve Parti Politikasi : MSP Ornek Olayi ", Alan Yayinlari, Istanbul, 1985.

vraiment tardé : le 18 janvier 1970. A leur tour, les vingt sept députés exclus du PJ ont décidé de créer le Parti Démocratique sous la présidence de l'ancien Président de l'Assemblée nationale, Ferruh Bozbeyli⁵³⁴. C'est la raison pour laquelle, l'inquiétude grandissante de l'appareil militaire concernant l'inaptitude de Demirel à établir son contrôle sur les éléments extrêmes de la vie politique, et plus particulièrement sur l'éventuel danger de l'aile extrême-droite au sein de la sphère politique, devenait de plus en plus une réalité incontournable. Autrement dit, l'armée était davantage préoccupée par l'effritement du centre-droite turc et par la perte du contrôle du PJ sur les éléments extrêmes.

La deuxième tentative de la mise en place du système démocratique n'a malheureusement pas pu survivre plus que dix ans. Il doit y avoir plusieurs raisons dans l'explication de l'échec de la deuxième tentative de démocratisation du système turc. L'une des principales raisons provenait du fait que le pays avait subi une forte transformation socio-économique lors de cette période assez mouvementée. Les années soixante ont été effectivement marquées par une forte progression d'urbanisation, d'exode rural, d'industrialisation et de commercialisation de l'économie turque. La transformation radicale survenue dans la société et la vitesse de la mobilité sociale ont dû sûrement influencer la place des partis et leurs rôles dans l'échiquier politique. De ce fait, le système électoral de cette période et les influences réciproques existantes entre les leaders de chaque parti ont été sans doute déterminants dans l'apparition des problèmes et aussi dans l'aggravation de la situation politique. Au début des années soixante, le PJ était largement soutenu par les milieux d'affaires, par le secteur agricole, par les paysans et par les groupes urbains marginaux. Il suivait exactement le chemin du PD en représentant les intérêts de plusieurs groupes différents, en défendant soigneusement le libéralisme dans l'économie et en adoptant une politique plus modérée envers la religion et les sentiments religieux. Mais, à l'exception de son prédécesseur, il a voulu absolument établir les bonnes relations avec les intellectuels militaro-bureaucratiques en neutralisant l'armée turque. En bref, le PJ a voulu garantir sa réussite électorale en suivant strictement le PD et se légitimer également à l'égard de l'appareil militaire en le neutralisant. D'une manière générale, il est possible de dire que celui-ci a partiellement réussi à séparer le PRP de l'armée turque et à instaurer sa légitimité dans le système politique.

Quant au PRP, il a dû modifier sa politique principale devant ses échecs successifs de lors des élections législatives de 1965 et de 1969. La transformation de la société turque s'est concrétisée essentiellement par la différenciation fonctionnelle des classes sociales et aussi par l'apparition réelle de l'éventail droite-gauche dans la sphère politique. Il était

⁵³⁴ Feroz Ahmad, "Demokrasi Surecinde Turkiye (1945-1980)", op. cit., p.289-290.

nécessaire que le PRP retrouve sa place dans cette nouvelle composition de l'éventail politique en se transformant radicalement. Du moment où le PRP s'est déclaré être dans le "centre gauche" en 1965, la distinction politique existant entre le groupe traditionnel et le groupe bureaucratique dans la vie politique turque depuis la création de la République de la Turquie a été ainsi remplacée par le nouveau phénomène politique de "droite-gauche". L'adoption d'une conduite politique pragmatique par le PRP en se présentant comme un Parti social-démocrate avait effectivement créé beaucoup de problèmes et de conflits au sein du Parti entre les nouveaux républicains radicaux et les anciennes bureaucraties politiciennes⁵³⁵. Néanmoins, l'éclatement du parti n'a pas tardé : les défenseurs d'un PRP plus centriste et plus kémaliste ont quitté le PRP en 1967 afin de fonder un nouveau parti politique qui resterait plus fidèle aux principes kémalistes et ses acquis. Ce nouveau parti appelé "le Parti de Confiance" s'est organisé au tour de Turhan Feyzioglu⁵³⁶. Comme on l'a déjà cité plus haut, le même genre d'évolution politique s'était produit dans le PJ. Ceci étant dit, l'effritement des partis centristes nous donnait le premier signe du blocage du système politique turc.

La transformation de deux grands partis (PJ et PRP) en plusieurs petits partis politiques vers la fin des années soixante-dix avait permis à deux nouveaux partis radicaux de l'aile droite de s'implanter rapidement et de devenir les éléments clés de la vie politique turque. Parmi les deux, l'un était le parti d'extrême-droite nationaliste⁵³⁷ : le Parti Républicain Paysan de la Nation devenu par la suite le Parti d'action nationaliste dirigé sous la présidence du Colonel Alparslan Turkes qui était le principal personnage de l'intervention militaire du 27 mai 1960 et défenseur d'une révolution par le haut et d'un régime militaire durable. Il était l'un des onze officiers exclus du Comité de l'Union Nationale à cause de leurs attitudes politiques dirigistes. L'autre était le parti islamiste : apparu d'abord sous le nom de Parti de l'ordre national sous la présidence de Erbakan, devenu le Parti de Salut National après son interdiction au début des années soixante-dix. Au début de leur apparition dans la scène politique, ces petits partis n'avaient pas vraiment joué un rôle important dans la vie politique. Cependant, cela constituait effectivement le premier signe de l'effritement des partis centristes. Le PJ et le PRP ont notamment gardé leurs importances dans la vie politique jusqu'aux élections législatives de 1973 où les petits partis commençaient à devenir les clés de la vie politique turque.

⁵³⁵ Pour une analyse approfondie sur les évolutions survenues dans le PRP, Cf. Frank Tachau, "The Republican People's Party, 1945-1980", in Metin Heper et Jacob M. Landau (dir.), "Political Parties and Democracy in Turkey", op. cit., pp.99-118.

⁵³⁶ Feroz Ahmad, "Demokrasi Surecinde Turkiye (1945-1980)", op. cit., p.302.

⁵³⁷ Sur la naissance et l'évolution des mouvements extrême-nationalistes dans la Turquie contemporaine, Cf. Mehmet Ali Agaogullari, "Milliyetçi Hareket Partisi", in Cumuriyet Donemi Turkiye Ansiklopedisi, İletisim Yayinlari, Istanbul, Vol.8, p.2111-2119.

La polarisation des partis politiques en Turquie n'était pas un nouveau phénomène dans le système politique turc, alors que la division du système de parti commençait à apparaître premièrement vers le début des années soixante-dix⁵³⁸. Cela devenait ainsi le caractère principal du système de parti en Turquie dans les années à venir. La transformation radicale de la société politique turque a dû notamment influencer les comportements politiques des électeurs : les électeurs avaient commencé à changer fréquemment leur parti politique. Ce nouveau comportement politique des électeurs a effectivement obligé les partis de se pencher plus particulièrement sur leurs propres problèmes internes afin de maintenir leur unité. Le fait que les leaders de chaque parti politique soient tellement préoccupés par le maintien de leurs unités organisationnelles et par les problèmes internes de leur parti, la négligence et l'indifférence politiques des cadres supérieurs de chaque parti vis-à-vis des problèmes politiques importants du pays et de l'entretien de bonnes relations avec les autres partis deviennent très fréquentes et très pratiquées dans la vie politique turque. Dans le souci de ne pas perdre leurs propres électeurs, les principaux partis centristes n'ont pas hésité à glisser dans l'éventail des idéologies politiques du centre vers l'extrémité en attisant la polarisation des partis et des électeurs.

D) L'ABSENCE D'UN COMPROMIS MINIMUM ENTRE LA DROITE ET LA GAUCHE

L'alourdissement systématique de la polarisation des partis a été sans doute la principale raison du blocage du système politique lors de la première moitié des années soixante (plusieurs tentatives de formation des gouvernements de coalition). Aucun parti politique n'avait l'intention de faire une alliance avec un autre afin de trouver une solution durable à des problèmes importants du pays afin de garantir son existence politique. Autrement dit, la principale préoccupation des partis n'était que de préserver leurs suffrages et leurs électeurs, non pas de chercher à trouver un compromis durable aux graves problèmes du pays. L'absence d'un dialogue politique minimum et le manque d'un moindre compromis sur aucun sujet politique entre les partis constituaient effectivement l'une des raisons essentielles de la violence politique et des actions terroristes de cette période dans le pays. Il convient aussi de préciser que ces motifs ci-dessus ont été utilisés par les militaires lors du coup d'État militaire du 12 mars 1970 en tant que principaux moyens de la légitimation de leur action dans le domaine politique. Les relations politiques entre les membres des partis se trouvant dans le même champ politique et parfois, constituant ensemble le gouvernement de coalition n'étaient pas toujours non plus

⁵³⁸ Ustun Erguder et Richard I. Hofferbert, "Restoration of Democracy in Turkey : Political Reforms and the Elections of 1983", in L. Layen (dir.), "Elections in the Middle East : Implications of Recent Trends", Westview Press, 1987, p. 28.

cohérentes et stables. L'une des raisons principales de cette contradiction politique se trouvait, selon Turan, dans le fait que les petits partis politiques d'un gouvernement de coalition avaient notamment du mal à démontrer à leurs électeurs la différence de leur identité politique par rapport aux autres membres de gouvernement de coalition. De ce fait, ils insistaient sans cesse sur leurs différences politiques par rapport aux autres partenaires du gouvernement de coalition afin de pouvoir exister aussi longtemps que possible sur la scène politique⁵³⁹. Néanmoins, le fait d'être au pouvoir étant notamment porteur de gros avantages politiques, tous les partis politiques faisant partie du gouvernement de coalition ont l'intérêt de faire durer le plus longtemps possible le délai de la coalition.

En réalité, la plupart des conditions politiques étaient remplies au début des années soixante pour que la réussite de la mise en place du processus de démocratisation soit parfaite en Turquie. Les libertés et droits individuels ont été véritablement élargis avec la Constitution de 1961. Plusieurs associations sont apparues dans la vie politique turque en tant que représentantes de divers intérêts politiques des groupes sociaux en permettant notamment aux classes sociales d'exister pour la première fois d'une manière fonctionnelle dans le système politique. L'apparition des institutions politiques et sociales au sein de la sphère politique étant destinées à assurer les relations politiques nécessaires entre les individus et l'État et à rassembler plusieurs différents intérêts socio-politiques, a créé un environnement convenable pour l'instauration d'une vie politique concurrentielle et plurielle. De plus, compte tenu de la création de plusieurs nouveaux partis en tant que représentants de différents intérêts politiques au sein de la vie politique turque comme étant le reflet réel de la différenciation de la société politique, les anciens principaux partis centristes ont été effectivement obligés d'adopter les nouvelles idéologies politiques et de remettre notamment en cause leurs conduites politiques habituelles⁵⁴⁰. De ce fait, l'influence politique de la bureaucratie turque a relativement reculé par rapport à la période précédente et les intellectuels de la période du parti unique ont plus ou moins perdu de leurs importances et leurs positions centrales dans le système politique. Par ailleurs, la polarisation idéologique des partis et des électeurs effectifs et leur morcellement exagéré ont réellement rendu impossible et irréalisable la création d'un processus démocratique fondé sur le compromis et sa mise en application durable⁵⁴¹. En cela, le comportement politique irréconciliable de deux grands partis, le PJ et le PRP, dans la résolution de

⁵³⁹ Ilter Turan, "Stages of Political Development in the Turkish Republic", Paper presented at the Third International Congress on the Economic and Social History of Turkey, Princeton University, Août 24-26, 1983, p.37.

⁵⁴⁰ Comme un exemple, il est possible de dire que le PRP a dû remettre en cause sa politique traditionnelle afin de pouvoir exister contre le POT et de devenir un véritable parti social-démocrate.

⁵⁴¹ Ilkay Sunar et Sabri Sayari, "Democracy in Turkey: Problems and Prospects", in Guillermo O'Donnell (dir.), "Transitions from Authoritarian Ruffles: Southern Europe", Vol.1, John Hopkins University Press, 1986, p.177.

graves problèmes, a sûrement joué un rôle déterminant et important sous prétexte de ne pas perdre les soutiens de leurs propres électeurs. Ceci étant dit, la réussite électorale comptait plus que les intérêts nationaux et la stabilité politique pour les partis. De ce fait, les gouvernements de coalition de la première partie des années soixante ont été effectivement considérés comme des gouvernements de courte durée et inefficaces dans l'établissement de la supériorité civile sur l'appareil militaire et dans la résolution de graves problèmes à cause des comportements politiques irréconciliables des membres des gouvernements de coalition. Quant au gouvernement du PJ arrivé au pouvoir en 1965, il n'a pas réussi à trouver véritablement une solution durable aux problèmes de la violence politique et des actions terroristes dans le pays vers la fin des années soixante-dix.

*E) LA MARGINALISATION DES FORCES POLITIQUES DE GAUCHE SOUS LA
DIRECTION DU POT*

Les difficultés de l'apprentissage démocratique ne vont pas tarder à resurgir vers la fin des années soixante. Le système du pluripartisme turc commençait à devenir incontrôlable en 1968. Ce processus de dégradation de la vie démocratique s'est développé sur trois principaux axes. La première dégradation de la vie démocratique turque est apparue dans l'axe de l'aile gauche où le processus de division interne et d'éloignement du système politique légal s'est produit rapidement comme un réel fait politique. Celle du deuxième s'est formée dans l'aile droite où le processus de regroupement de celle-ci sur elle-même et de la prise de position de contre-attaque s'est vu rapidement apparaître dans la vie politique. Et enfin, la dernière était directement causée par de comportements antidémocratiques des dirigeants politiques vis-à-vis de l'opposition de l'extrême-gauche⁵⁴². L'attitude politique agressive du gouvernement à l'égard de l'aile gauche en vue de la réprimer a été effectivement la fin de la nouvelle vie démocratique qui devrait naturellement être basée sur le principe du respect inconditionnel de l'État à l'égard de la société politique civile.

La création du Parti Ouvrier de Turquie puis son entrée au parlement avec une quinzaine de députés constituait à elle seule un événement de portée considérable. Le POT jouerait le rôle de pôle du mouvement revendicatif et provoquerait une prise de conscience de l'opinion publique, jouissant du même coup d'un impact bien plus grand que sa présence numérique.

⁵⁴² Lucille W. Pevsner, " Turkey's Political Crisis : Background, Perspectives, Prospects ", op. cit., p.5.

Dans ce climat politique favorable à l'émancipation des mouvements ouvriers, la montée considérable de la classe ouvrière et de la paysannerie dans la scène politique a été inévitable. A la suite de l'apparition des courants socialistes représentés par le POT, la classe ouvrière a pu prendre désormais sa place dans la société politique. Et enfin, l'explosion en chaîne des mécontentements et des aspirations sur la place publique devenait de plus en plus inévitable et fréquente dans la vie politique, depuis que le POT était apparu sur la scène politique. Pendant une décennie, la Turquie a été un véritable laboratoire des mouvements sociaux. Cela avait déjà commencé à créer un certain nombre de tension au sein de la vie politique.

Si l'on essaie de résumer rapidement la situation politique de l'époque du point de vue de la nouvelle gauche turque, l'on se rend compte que l'environnement social était différent désormais en Turquie par rapport à la période précédente. L'accroissement vertigineux de la population et son rajeunissement, l'exode rural, l'urbanisation sauvage et l'industrialisation très rapide ont créé une situation nouvelle : l'idéologie marxiste prohibée sévèrement jusqu'alors a trouvé un terrain favorable pour s'épanouir. Un Parti ouvrier est créé en obtenant 15 sièges au Parlement lors des élections de 1965.

Alors que de puissants syndicats se forment et se radicalisent, les forces politiques traditionnelles réagissaient très mal au développement des formations extrémistes : les réunions du POT sont attaquées par les militants du PJ, les députés ouvriers sont battus au Parlement. Grâce à la modification de la loi électorale, la représentation du POT est enfin passé de quinze à deux au Parlement lors des élections législatives de 1969. Désormais, la gauche a décidé d'agir dans la rue. L'insuccès parlementaire du POT a abouti à la multiplication des fractions et des scissions dans la gauche turque. Par la suite des émeutes ouvrières de juin 1970 à Istanbul, le gouvernement a décrété l'État de siège⁵⁴³.

D'une manière générale, trois tendances principales ont caractérisé la gauche turque à partir de cette date : celle du Parti ouvrier de plus en plus délaissé par la jeunesse militante, le Parti a préconisé la voie parlementaire. La seconde tendance très radicale préconisait la lutte armée, sous forme de guérilla rurale et urbaine. La troisième enfin, projetait un coup d'État militaire de gauche. A partir de 1970, l'agitation a donc pris les proportions de plus en plus importantes : l'occupation des bâtiments universitaires, des usines, des terres ; des hold-ups ; l'enlèvement et l'assassinat des personnalités turques et étrangères se généralisaient. En bref, la Turquie était de plus en plus entraînée vers un état de guerre civile de nature cette fois-ci idéologique.

⁵⁴³ Murat Belge, " Sol ", in I. C. Schick et E. A. Tonak, " Gecis Surecinde Turkiye ", op. cit., pp.159-188.

Face au développement considérable de l'aile de l'extrême-gauche en Turquie, l'idée de réorganisation et de repositionnement de l'aile droite turque s'est rapidement fait jour. Les autorités ont ainsi toléré, voire protégé, le développement des petits groupes d'extrême-droite armés. On leur a permis de s'entraîner dans des camps paramilitaires et ensuite utilisés pour stopper le mouvement revendicatif de jeunesse de gauche, ou le contrebalancer. Tout cela était destiné à déstabiliser les événements estudiantins et les mouvements sociaux en les démontrant comme des actes destructeurs, impopulaires et contradictoires. Par cette politique, au lieu d'assurer la sécurité de tous, les gouvernements de l'époque ont placé les hommes de gauche, en particulier les jeunes, seuls devant les agressions de plus en plus meurtrières de petits groupes d'extrême-droite armés. La méthode employée par le gouvernement de Demirel n'était reposée que sur l'encouragement de l'opposition illégale de l'extrême-droite contre la gauche révolutionnaire. L'un des raisons principales de la décomposition et l'éclatement systématique de l'ordre politique démocratique pluraliste trouvait effectivement son origine dans le comportement politique du gouvernement de Demirel qui tolérait volontairement l'illégalité de l'extrême-droite afin de contrebalancer la montée des mouvements gauchistes. La permission de l'illégalité pour certains groupes politiques accordée par le gouvernement lui-même serait globalement par la suite l'origine fondamentale de dysfonctionnement du système politique⁵⁴⁴.

Dans cette circonstance politique, le dysfonctionnement du système politique démocratique débuté à partir de 1968, a continué à se dégrader de plus en plus dans les années à venir. Les élections législatives de 1969 n'ont pas assuré non plus la stabilité dans la vie politique. L'anarchie sanglante des années soixante-dix s'est poursuivie d'une manière inquiétante et avec une grande dimension au sein de la société⁵⁴⁵. Aucune amélioration n'a pas été constatée dans le système politique en vue de l'instauration de la stabilité politique à suite des élections de 1969. Le fondement même de l'État était endommagé gravement par les actes terroristes, puisque l'ordre public et la sécurité individuelle ne se trouvaient plus sous la garantie des agents de sécurité de l'État. Autrement dit, l'État n'était plus capable d'assurer ses fonctions élémentaires : le droit de vivre, l'ordre public, l'assurance de bien-être des citoyens etc.

En somme, il est possible de dire que le gouvernement civil n'a pas pu contrôler la situation politique selon les règles démocratiques. L'unique chance de la mise en

⁵⁴⁴ Mehmet Ali Agaogullari, "Asiri Milliyetci Sag", in I. C. Schick et E. A. Tonak, "Gecis Surecinde Turkiye", op. cit., p.227-228.

⁵⁴⁵ Pour une analyse détaillée sur les causes de l'instabilité socioculturelle et sur l'origine de violence et de terreur dans la vie politique pendant la période concernée, Cf. Dogu Ergil, "Turkiye'de Teror ve Siddet: Yapisal ve Kulturel Kaynaklari", Turhan Kitabevi, Ankara, 1980.

application du processus de démocratisation du système politique turc n'a pas été utilisée convenablement par le pouvoir civil. Depuis la première intervention militaire du 27 mai, le régime militaire a ainsi réapparu en 12 mars 1970 dans la vie politique turque comme le principal sauveur du régime politique faute de l'inaptitude du pouvoir politique civil. Au lieu de rétablir la supériorité civile sur l'appareil militaire dans le système politique, le pouvoir civil s'est mis désormais dans une situation d'impasse en agissant maladroitement dans le domaine politique. Il faut aussi prendre en considération la conjoncture politique mondiale de cette période avant d'analyser la situation politique du pays. La montée considérable des mouvements étudiants dans le monde vers la fin des années soixante-dix a sûrement influencé la jeunesse turque dans leurs actions politiques de gauche.

§2) L'intervention militaire

Dans ces circonstances politiques où l'instabilité chronique et le dysfonctionnement du système politique démocratique deviennent une réalité, les "révolutionnaires de tous bords" kémalistes, nationalistes, démocrates populaires, prolétariens, en partant d'analyses divergentes, se sont retrouvés pour faire appel à l'Armée⁵⁴⁶. A la fin de la décennie 1961-1971, les gouvernements de M. Demirel et ses militants d'une part, et les gauchistes, de l'autre, ont créé mutuellement le début d'une guerre civile artificielle, et par-là, le prétexte d'un régime autoritaire à venir.

En somme, devant la dégradation de la situation sociale et politique, le 12 mars 1971, les militaires ont décidé de rompre une deuxième fois la vie politique parlementaire en envoyant une note de trois articles signée par le Chef d'État-major et les trois commandants des armées au Président de la République et aux Présidents deux Chambres. Le contenu de ce texte lu à la radio est le suivant⁵⁴⁷ :

- 1- " Le Parlement et le Gouvernement par leurs points de vue et leurs actions, ont placé le pays dans l'anarchie, la guerre civile et dans un chaos social et économique. ils ont fait perdre à l'opinion publique tout espoir de pouvoir atteindre un jour le niveau de civilisation qu'Atatürk Kemal avait pris comme objectif ; ils ont mis l'avenir de la République de Turquie dans un grand danger et ne purent réaliser les réformes prévues dans la Constitution.

⁵⁴⁶ Murat Belge, " Sol ", in I. C. Schick et E. A. Tonak, " Gecis Surecinde Turkiye ", op. cit., p.173-174.

⁵⁴⁷ Mevlut Bozdemir, " Le Rôle Politique de l'Armée en Turquie ", Thèse pour le Doctorat d'État en Science Politique, Université de Paris I, 1978, Service de Reproduction des Thèses de l'Université des Sciences Sociales de Grenoble, p.239.

- 2- Devant cette situation grave, les Forces Armées de la nation turque vont essayer de trouver des solutions qui leur feront oublier leur tristesse et leur désespoir dans une compréhension au-dessus des partis ; ces solutions seront réalisées par nos assemblées qui feront disparaître cette situation anarchique et qui prendront en main, dans l'optique d'Atatürk, les réformes prévues dans la Constitution. Nous considérons aussi comme indispensable un gouvernement fort et fiable, formé dans des conditions démocratiques.
- 3- Si ces conditions ne sont pas rapidement réalisées, les Forces Armées turques, par le devoir qui lui confère la loi de sauvegarder la République de Turquie, se verront obligées de prendre directement en main le pouvoir... ”

A 17 heures, le Premier ministre, M. Demirel, a donné sa démission en dénonçant “ l'incompatibilité du mémorandum avec la Constitution et l'esprit d'État de droit ”. Si nous essayons de voir le mémorandum du 12 mars 1971 du point de vue militaire, nous nous rendons en fait de compte de l'existence de trois éléments unifiés au sein de l'appareil militaire à propos de l'idée d'une intervention dans le domaine politique. Le premier élément était notamment basé sur le fait que le gouvernement de M. Demirel était considéré par les hauts commandants de l'appareil militaire comme inefficace et impuissant devant la grandeur des problèmes de l'établissement de l'ordre public et de l'arrêt immédiat de terrorisme politique. De ce fait, le principe essentiel du mémorandum du 12 mars 1971 était vivement destiné à l'instauration immédiate de l'ordre et de la sécurité publics et également à la remise en marche de l'ordre juridique. Le deuxième élément selon lequel la plupart des officiers étaient assez réticents au sujet du partage de la responsabilité avec le gouvernement de M. Demirel qui était seul désormais jugé responsable de dysfonctionnement de l'État. Les officiers ayant des idées radicales ont estimé qu'on ne pourrait jamais mettre fin aux mouvements sociaux révolutionnaires marxistes et à l'inquiétude sociale de plus en plus grandissante avec la force et la pression. Toujours selon eux, la mise en application réelle des réformes économiques et sociales inspirées de l'intervention militaire du 27 mai pourrait être la seule issue saine de dysfonctionnement de l'État et de la fin de l'inquiétude sociale et politique. Quant au troisième élément, il existait effectivement au sein de l'appareil militaire un groupe d'officiers qui ne croyaient pas du tout à l'efficacité et l'utilité de système politique libéral et démocratique pour la mise en place des réformes progressistes et révolutionnaires. Ils défendaient en effet l'établissement d'un régime militaire autoritaire comme les radicaux de 1960-1961 afin d'accélérer le processus de démocratisation et de modernisation en Turquie. La plupart de hauts commandants de l'institution militaire ne partageaient pas cette idée de rester longtemps au pouvoir pour réaliser les réformes radicales et révolutionnaires. De ce fait, il se sentaient en fait obligés de prendre des mesures efficaces

en vue d'établir l'ordre public et d'assurer la sécurité publique afin de contrecarrer l'éventualité d'une intervention militaire du caractère révolutionnaire et radical⁵⁴⁸.

A) L'EXISTENCE DE DIVERGENCES AU SEIN DE L'APPAREIL MILITAIRE AU SUJET DE L'ORIENTATION DU REGIME POLITIQUE

Il convient aussi de citer brièvement les divergences au sein de l'armée juste avant même le mémorandum du 12 mars 1971. Après avoir envoyé leur mémorandum à des hauts responsables de l'État, les hauts commandants ont essayé de se donner en quelque sorte la légitimité, plus précisément à leur action qui n'était destinée que d'écarter les éléments radicaux de l'armée et d'empêcher une autre intervention plus radicale. Il était évident qu'il y avait des mouvements radicaux dans l'appareil militaire justifiés par plusieurs preuves. A peine trois jours plus tard de l'intervention du 12 mars, trois généraux et huit colonels ont été renvoyés de l'armée en raison de leurs actes non-conformes au mécanisme de hiérarchie militaire en violant la loi martiale et aussi en raison de leurs implications directes dans les activités politiques qui étaient strictement interdites en vertu des règlements disciplinaires de l'armée. Selon certaines estimations non-justifiées par les déclarations officielles, les onze officiers avaient planifié une intervention militaire dans la nuit de 9-10 mars, mais ils ont été convaincus par le Chef d'État-major, Memduh Tagmac, et les Commandants des Forces Armées de reporter leur action pour plus tard⁵⁴⁹. Le nettoyage des radicaux dans l'appareil militaire a continué après le mémorandum du 12 mars. Les leaders du 27 mai, l'ancien Général Cemal Madanoglu et l'ancien Colonel Osman Koksal, douze officiers et dix-sept civils (écrivains, avocats, professeurs, fonctionnaires) ont été arrêtés le 7 juillet 1971 lors de l'État de siège d'Istanbul. Ils ont été accusés en janvier 1973 par la cour martiale d'Istanbul de former un complot contre l'autorité de l'État et de semer le désordre dans les forces armées⁵⁵⁰.

Après avoir donné sa démission en dénonçant l'incompatibilité du mémorandum avec la Constitution et l'esprit d'État de droit, M. Demirel a fait savoir qu'il avait hésité un moment de réunir l'Assemblée nationale pour demander sa confiance. Selon lui, le fait de résister contre la pression militaire pouvait provoquer la fermeture définitive de l'Assemblée nationale. C'est la raison pour laquelle il a préféré se retirer du gouvernement afin d'éviter la véritable catastrophe politique. La décision de M. Demirel a été en fait accueillie favorablement par l'appareil militaire, puisque celui-ci, d'après M. Batur,

⁵⁴⁸ Semih Vaner, "Ordu", in I. C. Schick et E. A. Tonak, "Gecis Surecinde Turkiye", op. cit., p.259-260.

⁵⁴⁹ Feroz Ahmad, "Demokrasi.Surecinde Turkiye (1945-1980)", op. cit., p.340.

⁵⁵⁰ William Hale, "Turkiye'de Ordu ve Siyaset : 1789'dan Gunumuze", op. cit., p.162.

n'avait pas vraiment prévu la résistance du pouvoir civil et donc l'application du troisième article. De plus, les hauts commandants se trouvaient notamment divisés devant une telle situation au sujet de la prise directe de pouvoir politique⁵⁵¹.

S'il y a eu quelques hésitations quant à la réorganisation des institutions, comme la dissolution ou la mise à l'écart des Assemblées, les militaires se contentaient finalement du minimum pour mettre en place d'un nouveau gouvernement. De ce fait, le Président de la République, M. Sunay, devait rapidement se charger de trouver une personnalité politique pour la formation d'un nouveau gouvernement qui serait capable de mettre en place les objectifs peu clairs de hauts commandants. Finalement, il trouva M. Nihat Erim, la personnalité du compromis, selon sa propre définition, il venait de démissionner de son parti, le PRP, dans lequel il avait servi plus de trente ans, pour former un gouvernement réformiste, au-dessus de tous les partis. Il avait fait partie deux fois du Cabinet de M. İnönü entre les années de 1948-1950. Il essaya de poursuivre une conduite politique de non-partisan tout au long de son mandat politique. De ce fait, la possibilité de désignation des ministres hors Assemblée nationale lui a permis de constituer un Cabinet ministériel composé de personnalités non-politiques (universitaires, fonctionnaires, hommes de professions libérales) et des personnalités politiques de PJ et PRP. Ce Cabinet d'Erim⁵⁵² comptait deux grands personnages politiques, vice-Premiers Ministres : Sadi Kocas et Attila Karaosmanogulu. Le premier avait activement participé à la préparation de l'intervention militaire du 27 mai, mais il n'avait pu jouer un rôle dans le régime militaire en raison de son absence lors de la prise de pouvoir politique. De ce fait, M. Kocas tenu le rôle essentiel de médiateur entre le gouvernement et l'armée. Le deuxième était un grand technocrate qui avait travaillé à la Banque Mondiale en assumant des fonctions de plus haut niveau⁵⁵³. Au fil du temps, les principaux représentants de l'aile libérale-réformiste du Cabinet ministériel avec M. Kocas se sont efforcés avec une forte détermination de mettre le plus tôt possible en place les mesures économiques égalitaires (la réforme agraire, le nouveau système d'impôt plus égalitaire) dans la vie politique et aussi de résister vivement aux tentatives d'utiliser le mémorandum du 12 mars comme un moyen de former un Etat de police en Turquie.

Le gouvernement de M. Erim a ainsi obtenu le 7 avril 1971 avec une grande majorité le vote de confiance à l'Assemblée nationale grâce au soutien de deux grands partis politiques (le PJ et le PRP). Néanmoins, ce vote de confiance approuvé par les deux grands partis ne reflétait pas tout à fait la véritable tendance politique de l'Assemblée

⁵⁵¹ Muhsin Batur, "Anilar ve Gorusler", Istanbul, Milliyet Yayinlari, 1985, p.301.

⁵⁵² Muzaffer Gokman, "50 Yilin Tutanagi : 1923-1973", Hurriyet Yayinlari, Istanbul, 1973, p.198-199.

⁵⁵³ Feroz Ahmad, "Demokrasi Surecinde Turkiye (1945-1980)", op. cit., p.338.

nationale. Selon Turan, la mise en œuvre des politiques défendues et imposées par l'appareil militaire sous le gouvernement de M. Erim n'a été approuvée par l'Assemblée nationale (le pouvoir politique civil) que sous la pression et l'inquiétude d'une éventuelle intervention militaire directe dans la sphère politique⁵⁵⁴. Il serait irréaliste que M. Demirel aille soutenir avec une grande approbation un gouvernement qui avait été imposé illégalement par la force et par la pression militaire. Cependant, il a laissé libre les membres de son parti de rentrer dans le Cabinet de M. Erim et aussi de soutenir le gouvernement au sein de l'Assemblée nationale dans le but de préserver son influence et son pouvoir politiques dans le nouvel ordre politique. Quant au PRP, il comptait deux tendances différentes au sein du Parti. Les défenseurs de la première tendance avaient un regard positif à l'égard du mémorandum du 12 mars puisque la mise à jour de leur programme ne pourrait devenir possible que grâce au bon usage de celui-ci en leur faveur. Autrement dit, ils estimaient le mémorandum du 12 mars comme une belle occasion à saisir afin de mettre en place leur programme politique. La plupart des républicains faisaient partie de la deuxième tendance selon laquelle le rapprochement direct avec le régime militaire allait remettre le PRP dans une position assez difficile vis-à-vis de l'opinion publique. Comme on peut le constater dans l'histoire politique turque après chaque intervention militaire, l'opinion publique a toujours été favorable à ceux qui avaient réussi à rester en dehors du régime militaire. Au début, le chef du PRP, M. İnönü, a vivement défendu les idées de la deuxième tendance le 13 mars 1971 lors de la réunion de son groupe parlementaire. Mais, il s'est laissé convaincre par la suite en apportant son soutien en faveur du gouvernement de M. Erim. Cependant, le Secrétaire Général du Parti, M. Ecevit, avait donné sa démission le 12 mars 1971 en critiquant vivement le régime militaire du 12 mars. Ceci étant dit, le PRP était effectivement divisé en deux : d'un côté les défenseurs des idées de M. Ecevit et de l'autre côté ceux de M. İnönü⁵⁵⁵. Un changement radical de point de vue quant à la conduite de la politique générale et une transformation totale des cadres supérieurs au sein du PRP ne devraient pas tarder à se produire.

Le régime militaire du 12 mars était essentiellement fondé sur l'équilibre fragile et indéfini de rapports de force entre les hommes politiques et les militaires. Même si M. Erim était un homme politique civil ayant des propos démocratiques, son gouvernement était complètement appuyé sur un compromis dysfonctionnel et forcé. Celui-ci n'était ni un gouvernement élu et démocratique, ni un gouvernement dictatorial militaire étant capable de négliger intégralement l'opposition parlementaire. D'un côté, l'aile

⁵⁵⁴ İter Turan, " Silahli Kuvvetler, Koalisyonlar ve Bakanların Özellikleri ", in Ersin Kalaycıoğlu et A. Yasar Sarıbay (dir.), " Türk Siyasal Hayatının Gelişimi ", İstanbul, 1986, p.274.

⁵⁵⁵ Ayşe Güneş Ayata, " CHP : Örgüt ve İdeoloji ", Gundogan Yayınları, Ankara, 1992, p.84-85.

conservatrice de l'appareil militaire et de la vie politique turque a inlassablement défendu l'idée de la restriction brutale et immédiate des droits individuels accordés par la Constitution de 1961 afin de pouvoir établir l'ordre public et juridique dans le pays. Et de l'autre côté, les membres radicaux du Cabinet de M. Erim ont, au contraire, insisté sur le fait de mettre en œuvre les réformes radicales préconisées dans la Constitution de 1961 sans avoir ni le soutien de la majorité parlementaire, ni l'appui indispensable de l'appareil militaire. Autrement dit, l'on s'est retrouvé dans une situation politique contradictoire : d'une part, un gouvernement plus ou moins déterminé à réaliser des réformes radicales socio-économiques conformément à la Constitution de 1961 dans le pays et d'autre part, une armée complètement divisée au sujet de l'orientation et de la conduite politique du gouvernement (le premier groupe défendait la restriction des droits individuels et le deuxième soutenait les propos radicaux) et une Assemblée en majorité conservatrice. Ceci étant dit, une sorte d'impasse politique commençait petit à petit à s'installer dans la vie politique turque.

Dans cette circonstance politique, le Cabinet ministériel a présenté le 5 avril à l'Assemblée nationale son programme gouvernemental contenant des mesures concrètes destinées à instaurer rapidement l'ordre public et la stabilité politique et à mettre le plus vite possible à jour les réformes socio-économiques dans le pays. Dans la pratique, la priorité gouvernementale a été obligatoirement la prise des mesures urgentes en vue d'empêcher immédiatement les incidents terroristes, puisque la préparation des réformes économiques et sociales nécessitait plus de temps. Au début, le gouvernement de M. Erim a été contre l'idée de la proclamation de l'État de siège et le programme gouvernemental n'avait pas donc prévu une telle mesure. Mais, à la suite de forte pression des commandants des forces armées, l'État de siège a été proclamé le 17 avril 1971 dans 11 villes avec une grande majorité parlementaire. D'ailleurs, la continuation des événements terroristes fragilisait énormément le gouvernement et mettait en situation difficile M. Erim à l'égard du Haut Commandement⁵⁵⁶.

B) L'IMPOSITION D'UN GOUVERNEMENT DE TECHNOCRATES

Le gouvernement de M. Erim a dû supprimer beaucoup de libertés individuelles et constitutionnelles accordées par la Constitution de 1961 sous la pression intense de l'appareil militaire et des partis politiques conservateurs ayant largement une majorité

⁵⁵⁶ Feroz Ahmad, "Modern Turkiye'nin Olusumu", Sarmal Yayinevi, Istanbul, 1994, p.214 et 216.

parlementaire. Avant que le gouvernement de M. Demirel soit renversé par le mémorandum du 12 mars, il avait sans cesse défendu ces changements constitutionnels, considérés par celui-ci comme étant à l'origine de tous les malheurs du pays. Autrement dit, même si le gouvernement de M. Demirel avait été sur le plan général exposé directement à un coup d'État militaire, les répercussions des résultats politiques du mémorandum du 12 mars dans la vie politique turque ont été sur le plan pratique bénéfiques pour l'objectif du PJ et sa conduite politique. Selon Ozdemir, la réussite incontestable du leader du PJ, M. Demirel, provenait du fait que celui-ci a effectivement su renverser complètement la situation politique en sa faveur tout en parvenant à amener l'armée dans son camp politique⁵⁵⁷. Au début, le Cabinet ministériel de M. Erim a essayé de résister aux pressions de l'armée et des partis politiques conservateurs dont le PJ, en refusant systématiquement les changements constitutionnels restrictifs. Par la suite, il fut obligé de les adopter intégralement. Dès le début de l'apparition de Constitution de 1961, les partis conservateurs s'y sont tout de suite opposés en considérant celle-ci comme "une constitution de luxe pour la Turquie". D'une manière générale, on peut ainsi citer les principaux amendements adoptés par le gouvernement de M. Erim : "les modifications essentielles ont eu lieu dans les articles constitutionnels suivants ; article 30 : Habeas Corpus (de 24 Heures, passe à 7 puis 15 jours), article 32 : Principe du juge ordinaire (supprimé), article 119 : Suppressions des droits syndicaux des fonctionnaires, article 120 : Instauration du contrôle gouvernemental des Universités, article 121 : Suppression de l'autonomie de la Radio-TV, articles 114-140 : Affaiblissement du contrôle de l'exécutif par le Conseil d'État, article 124 : Renforcement des pouvoirs des Etats de Siège"⁵⁵⁸.

C) LA MISE EN ŒUVRE DES IDEES POLITIQUES DEFENDUES PAR LE PJ

D'une manière générale, la période du régime politique du 12 mars commençait le 12 mars 1971 par la réalisation du mémorandum sous la présidence du Haut Commandement et terminait en effet en avril 1973 par la mise à l'écart des révolutionnaires lors des élections présidentielles de 1973. En analysant d'une manière simplifiée la période du régime militaire, on peut dire que le régime militaire avait écarté le gouvernement de M. Demirel du pouvoir politique en imposant au Parlement un nouveau gouvernement des technocrates en vue de mettre en place des réformes radicales. Néanmoins, les choses ne se passent pas en réalité de la façon espérée.

⁵⁵⁷ Hikmet Ozdemir, "Siyasal Tarih : 1960-1980", in Sina Aksin, "Turkiye Tarihi 4 Cagdas Turkiye 1908-1980", op. cit., p.231.

⁵⁵⁸ Ergun Ozbudun, "Turk Anayasa Hukuku", Yetkin Yayinlari, Ankara, 1989, p.27.

Les résultats de la suspension de la vie politique démocratique, plurielle tout au long de deux ans avec le mémorandum du 12 mars selon les principes de la hiérarchie militaire, ont été sans doute moins nuisibles pour le PJ et son leader. D'un côté, M. Demirel et son parti ont eu l'occasion de modifier, comme ils espéraient depuis des années, certains articles des droits individuels et institutionnels de la Constitution de 1961 qui étaient considérés comme trop libéraux et très luxueux pour la société politique turque. Sur ce point, Soysal s'exprime ainsi : " la mise en place des modifications constitutionnelles imposées par la force militaire n'était destinée qu'à supprimer l'ordre constitutionnel des libertés et à préserver de cette façon le statu quo sous prétexte de renforcer le pouvoir exécutif dans le système politique " ⁵⁵⁹. D'un autre côté, ils ont réussi à se débarrasser par l'intermédiaire des forces coercitives étatiques de l'opposition dynamique socialiste composée des intellectuels, d'étudiants, d'ouvriers et de certains officiers violemment opposée à leurs idées politiques et économiques et organisés volontairement en dehors du PRP. Ceci étant dit, le PJ était sorti comme principal gagnant de la mise en place du régime militaire dans la vie politique : sa politique économique et sociale défendue et appliquée par le gouvernement des technocrates selon les directives militaires.

Comme il a déjà été évoqué plus haut, il y aurait eu une autre tentative de l'intervention militaire sous contrôle des officiers révolutionnaires au sein de la vie politique destinée à instaurer un modèle appelé la " stratégie de développement révolutionnaire et national " employé en Egypte, si le Haut Commandement n'avait pas intervenu le 12 mars 1971. La tentative de coup d'État du 9 mars visait effectivement à mettre rapidement à jour un programme fondamental et révolutionnaire en écartant complètement le PJ du pouvoir. Il était tout à fait prévisible de dire que la mise en application de ce modèle par un régime militaire ayant un penchant radical aurait dû agir autrement que le Haut Commandement du 12 mars face à une majorité parlementaire conservatrice.

De ce point de vue, le coup d'État militaire du 12 mars pourrait être jugé comme tentative de renforcement du régime politique dans les domaines économique, social et politique conformément à la ligne générale conservatrice du Parlement en place lors du 12 mars 1971. D'ailleurs, la première action des commandants putschistes a été effectivement l'élimination immédiate des officiers révolutionnaires dans l'armée. C'est ainsi que les six généraux bien placés dans l'appareil militaire et trente-cinq colonels ont été vite expulsés de l'armée et une intervention militaire de nature révolutionnaire et gauchiste a été au

⁵⁵⁹ Mumtaz Soysal, " Anayasenin Anlami ", Gercek Yayinlari, Istanbul, 1986, p.123.

dernier moment évitée. Il convient quand même de préciser que la nature politique de cette tentative de coup d'État militaire du 9 mars et ses engagements restent toujours à discuter.

Les vrais perdants du mémorandum du 12 mars ne sont pas ceux qui ont dû quitter le gouvernement et celui qui a dû donner sa démission (Premier ministre M. Demirel), mais plutôt ceux qui étaient dès le début contre le programme de développement capitaliste du gouvernement de M. Demirel et ceux qui défendaient également une autre voie de développement (le développement étatique) en privilégiant inlassablement la lutte politique en dehors du Parlement afin d'accélérer la mise en place des réformes nécessaires. En un mot, les opposants du régime politique sont écartés de la scène politique, les mouvements sociaux ont été radicalement supprimés et les intellectuels socialistes ont été arrêtés et torturés, le groupe de militaire révolutionnaire a été neutralisé et finalement les libertés individuelles et institutionnelles garanties par la Constitution de 1961 ont été modifiées⁵⁶⁰.

Si nous essayons d'analyser le contenu de texte du mémorandum lu à la radio le 12 mars, nous pouvons facilement constater une contradiction profonde dans les propos défendus par le Haut Commandement. Le Parlement et le gouvernement de M. Demirel ont été ensemble tenus responsables de l'anarchie, des inquiétudes sociales et économiques et de l'instabilité politique du pays d'une part, le même Parlement a été également désigné comme l'unique solution à tous ces problèmes, d'autre part. Selon la formule magique, le gouvernement des technocrates constitué sous la présidence d'un Premier ministre impartial et soutenu par les deux grands partis (PJ et PRP) devrait miraculeusement trouver des solutions efficaces aux problèmes du pays. Le premier gouvernement de coalition de M. Erim n'a pu rester au pouvoir que huit mois : du 26 mars 1971 jusqu'au 3 janvier 1971. Tout au long de cette période, l'on a pu espérer voir la mise en œuvre d'une série de réformes socio-économiques soutenue particulièrement par les ministres technocrates du Cabinet dans la vie politique. Mais en réalité, le Parlement a vivement rejeté les propositions de plusieurs réformes du gouvernement de coalition (il s'agissait notamment ici des réformes dans les domaines économique, éducatif, politique, social et administratif).

§3) Les relations entre les partis politiques et l'armée

⁵⁶⁰ Teoman Ergul, "Sosyaldemokrasi'de Ayrisma Yillari : Sosyaldemokratların On Yili", Gundogan Yayinlari, Ankara, 1995, p.15.

A la suite des influences intérieures et extérieures sur le régime militaire du 12 mars, les principaux défenseurs civils et militaires de ce régime se sont clairement exprimés qu'ils étaient complètement contre les mouvements sociaux revendicatifs des étudiants, ouvriers et paysans apparus avant le coup d'État militaire du 12 mars et qu'ils avaient l'objectif de les réprimer afin d'établir la stabilité politique. Les mesures importantes prises par le régime militaire en vue d'instaurer la stabilité politique et sociale dans le pays étaient assez intéressantes : l'interdiction de certains partis politiques (le Parti Ouvrier de Turquie (POT) et le Parti de l'ordre national (PON) : le parti islamiste) et également l'interdiction des associations estudiantines, des syndicats ouvriers et des chambres de professions. De plus, la suspension du droit de grève a privé un certain moment les ouvriers de leurs droits élémentaires. D'une manière générale, il est possible de prétendre que la bourgeoisie commerçante industrielle turque, les grands propriétaires terriens, le Haut Commandement de l'appareil militaire et la majorité parlementaire (le PJ, le PRP et certains petits partis politiques) étaient parvenus à conclure un accord ou à établir un consensus provisoire sur une telle formule citée plus haut.

Cependant, il n'était pas tout à fait facile de maintenir plus longtemps ce consensus fragile qui se trouvait complètement sous contrôle militaire et qui était défini en détail selon les perspectives politiques militaires. Les milieux politiques en Turquie avaient l'habitude d'approuver plus ou moins les mécanismes de contrôle militaire sur le domaine politique défini notamment par la Constitution de 1961, mais à condition que ce genre de contrôle soit appliqué conformément au système parlementaire. L'instauration d'un contrôle militaire flagrant sur le régime politique peut effectivement provoquer certaines réactions parlementaires et même les divisions dans certaines institutions politiques. A titre exemple, la réaction contestataire du Secrétaire Général du PRP, M. Ecevit, au mémorandum du 12 mars a été immédiate en considérant l'intervention de Haut Commandement dans la vie politique comme identique à celle de la Grèce (l'intervention des colonels)⁵⁶¹. M. Ecevit a ainsi démissionné de sa fonction de secrétaire général du PRP en critiquant vivement la participation des membres de son parti au gouvernement de M. Erim.

Quant au PJ et à son leader, M. Demirel, la réussite de celui-ci provenait du fait qu'il était vite parvenu à constituer un compromis sur plusieurs domaines avec les militaires qui avaient directement écarté le gouvernement de M. Demirel du pouvoir. Au fil du temps, on a même pu assister à l'approbation des comportements des généraux putschistes du 12 mars par le PJ. On peut donc parler d'une sorte de rapprochement progressif entre le PJ et l'armée au sujet de certains comportements politiques communs.

⁵⁶¹ Ismail Cem, " Tarih Açısından 12 Mart ", Cem Yayınevi, İstanbul, 1993, p.79.

Il convient aussi de dire un mot sur la montée impressionnante de M. Demirel, il est actuellement Président de la République, dans la scène politique turque en dépit de deux coups d'État militaires lorsque son gouvernement était au pouvoir (le mémorandum du 12 mars 1971 et l'intervention militaire du 12 septembre 1980).

A) LA RUPTURE DES RELATIONS ENTRE L'ARMEE ET LE PRP

Les élections de 1969 ont été un vrai désastre pour le PRP du point de vue des résultats obtenus. Même si le nombre des députés du PRP a augmenté de 134 jusqu'à 143 lors des élections de 1969 par rapport à celles de 1965 grâce au changement du système électoral qui pénalisait énormément les petits partis politiques, celui-ci n'avait en contrepartie obtenu que 27,4% de suffrage universel. A la suite des élections de 1969, on a pu voir apparaître une nouvelle opposition conservatrice dans le Parti lui-même. Ces nouveaux conservateurs du PRP avançaient l'idée selon laquelle les nouveaux slogans radicaux employés par M. Ecevit lors des élections législatives de 1969 et la mise en place du mouvement de "centre gauche" ont été essentiellement les vraies causes de la défaite électorale. Cette nouvelle aile conservatrice du PRP interprétait complètement différent le programme du parti. Elle demandait la préservation totale des principes kémalistes en respectant mot à mot l'origine même de ceux-ci et voulait également bien s'attacher à la structure élitiste du Parti. Enfin, les défenseurs de l'aile conservatrice ont été encore une fois largement battus par l'aile libérale du parti lors du Congrès de 1970 du PRP. Le président du parti, M. İnönü, avait apporté son soutien en faveur de M. Ecevit contre les conservateurs. M. Ecevit a clairement défendu la mise en place d'une politique de "centre gauche" tout en étant fidèle au principe de la social-démocratie⁵⁶². Il a continué à privilégier une politique plus radicale et plus réformatrice pour le PRP en soutenant donc les réformes radicales préconisées par la Constitution de 1961.

1) L'intervention militaire de 1971 et la victoire de l'aile social-démocrate au sein du PRP

L'origine exacte du conflit, entre M. İnönü, le président du PRP et M. Ecevit, le secrétaire général du parti à partir du début des années soixante-dix, n'était pas vraiment une querelle interne du parti, mais plutôt un problème lié directement au mémorandum du 12 mars 1971. Comme on l'a déjà évoqué, le Premier ministre, M. Demirel, avait dû immédiatement démissionner de son poste à la suite de l'intervention militaire en 1971 et

⁵⁶² Cf. Bulent Ecevit, "Ortanin Solu", Kim Yayini, Istanbul, 1966.

qu'un nouveau gouvernement des technocrates a été formé selon la directive du Haut Commandement de l'appareil militaire sous la présidence de M. Erim qui était effectivement député du PRP. Après la déclaration de soutien de M. İnönü en faveur du gouvernement de M. Erim, M. Ecevit a pris position contre le comportement politique de M. İnönü et contre le soutien d'un gouvernement antidémocratique appuyé complètement par l'armée, traitant cette attitude politique irresponsable et ignoble. Il voulait à tout prix éviter le risque que le nom de son parti soit cité avec l'armée soit à côté de l'armée. Autrement dit, il voulait rester assez vigilant dans son comportement politique vis-à-vis de l'appareil militaire. Le soutien au gouvernement de M. Erim pouvait donc susciter de mauvais souvenirs de première intervention militaire auprès du peuple à l'égard du PRP. De ce fait, le groupe d'Ecevit n'ont pas participé au vote de confiance du gouvernement de M. Erim tout en protestant la décision de son leader, M. İnönü : " il se peut que ceux qui voient leur existence politique dans la continuité du régime militaire puissent créer un danger majeur pour le système démocratique ". Même si le PJ était le principal concurrent du PRP, il ne fallait en aucun cas se prononcer favorablement au sujet de l'intervention militaire du 12 mars et soutenir donc un nouveau gouvernement complètement dépendant de la force militaire. Cette prise de position courageuse de M. Ecevit contre la clef de voûte du PRP, M. İnönü, a été en fait jugée comme le premier signe important en direction de la création de la nouvelle idéologie de la social-démocratie dans le parti⁵⁶³. Même si M. İnönü avait à plusieurs reprises soutenu M. Ecevit contre l'aile conservatrice du PRP jusqu'au début des années soixante-dix, il a sans doute été l'un des premiers personnages clé du PRP qui représentait évidemment le statu quo et constituait naturellement le principal obstacle contre toute sorte de changement doctrinal dans le PRP. En un mot, il était tout simplement contre la mise en place des grands changements radicaux dans le pays aussi bien que dans son parti. Cependant, il n'était pas facile d'écarter ce vieux personnage politique de la scène politique. La fidélité à la République de Turquie et la Guerre de Libération ont été effectivement très longtemps symbolisées par l'identité même de M. İnönü.

La naissance d'un nouveau leader politique

Ecevit a démissionné de sa fonction de secrétaire général du PRP tout en sachant que la majorité du groupe parlementaire républicain se trouvait en fait sous contrôle des partisans de M. İnönü dans le parti. En vue de se munir des soutiens électoraux dans le PRP, il n'a pas hésité à aller jusqu'à la base même des organisations locales du parti et il était effectivement parvenu à s'y doter largement. Les politiques de l'unification de M. Ecevit avec la base du parti avaient vite commencé à faire peur aux députés républicains

⁵⁶³ Feroz Ahmad, " Demokrasi Surecinde Turkiye (1945-1980) ", op. cit., p.363-364.

du groupe conservateur dans l'Assemblée nationale. Dans l'objectif de déstabiliser la position de M. Ecevit dans le PRP tout en utilisant l'ancienne rhétorique, les partisans conservateurs républicains n'ont pas hésité à accuser le jeune leader d'avoir l'intention de faire du PRP un parti communiste.

En dépit des efforts de M. İnönü destinés essentiellement à faire reculer la montée spectaculaire de M. Ecevit au sein du PRP, celui-ci continuait à avancer davantage dans les grandes villes (Istanbul, Ankara, Izmir, Adana) et à assurer donc son succès contre le vieux personnage clé de la République. Etant conscient de la position de plus en plus avantageuse de M. Ecevit dans les congrès de grandes villes du PRP, M. İnönü a donc d'une manière arbitraire demandé la réunion extraordinaire de l'Assemblée générale du Parti sans attendre la fin des congrès locaux du parti dans le pays. Il n'a invité à la réunion extraordinaire de l'Assemblée Générale du Parti que les anciens membres. Cela a logiquement suscité beaucoup de protestations et d'indignations contre cette décision arbitraire dans les camps des partisans de M. Ecevit. Un jour avant cette réunion extraordinaire, les présidents de 43 départements du PRP , les 8 représentants des départements du PRP, les 55 représentants de branche de la jeunesse et les 7 présidents de branche de la jeunesse du PRP ont ensemble signé une déclaration dans laquelle ils protestaient vivement contre les méthodes arbitraires et illégales utilisées lors de la prise de décision de la réunion extraordinaire et affichaient clairement leur soutien en faveur de M. Ecevit.

La démission du " chef éternel " du PRP

Dans cette circonstance ambiguë, l'Assemblée générale s'est réunie le 5 mai 1972 avec la seule participation des anciens délégués du PRP. M. İnönü a dû user toutes les issues possibles dues à sa personnalité historique afin de pouvoir assurer sa victoire sur M. Ecevit. Il n'a pas hésité à rappeler donc son rôle primordial joué dans la création de la République de Turquie et dans la sauvegarde du pays. Il a traité M. Ecevit et ses partisans socialistes d'irresponsables qui voulaient entraîner le pays et le parti dans une impasse dangereuse. Et finalement, il a ouvertement averti tous les délégués qu'il démissionnerait de son poste de présidence du PRP si l'on accordait le vote de confiance en faveur de la liste de M. Ecevit destinée à acquérir la majorité dans le Conseil Général de l'Exécutif du PRP⁵⁶⁴.

A ce sujet, les prétentions des conservateurs républicains concernant M. Ecevit et ses partisans étaient essentiellement fondées sur les accusations d'être anti-kémaliste et communiste. En contrepartie, M. Ecevit s'est tardé plus particulièrement sur l'absence de

⁵⁶⁴ William Hale, " Turkiye'de Odu ve Siayset : 1789'dan Gunumuze ", op. cit., p.177.

démocratie dans le PRP et sur le rôle important que devrait jouer des organisations du parti dans la prise de décision. Autrement dit, il a effectivement voulu démontrer la domination indiscutable du président du parti, M. İnönü, sur les organisations locales et aussi l'absence de démocratie interne lors de la prise de décision. Les derniers propos défendus par M. Ecevit lors de cette réunion extraordinaire sont les suivants : “ serons-nous ou bien les membres libres et respectueux aux lois d'un parti démocratique ou bien serviteurs ? La décision appartient à vous ”⁵⁶⁵. Les thèmes utilisés par tous les partisans de M. Ecevit lors de la présentation de leurs discours politiques étaient en fait basés sur le fait que les organisations locales du parti devaient donc avoir plus de pouvoir et de liberté de parole vis-à-vis du président et du Comité Central du PRP dans la prise de décision et la gestion du parti. Et finalement, M. Ecevit et ses partisans ont remporté la victoire sur le leader historique du parti qui a donc dû donner sa démission le lendemain. La nouvelle Assemblée générale du PRP a élu le 14 mai 1972 M. Ecevit comme nouveau Président. En réalité, les délégués avaient voté pour eux-mêmes en élisant M. Ecevit comme Président du parti, puisque les partisans du renforcement des organisations locales dans la prise de décision et la gestion du parti avaient donc remporté⁵⁶⁶.

Le PRP avait été effectivement dirigé par un leader fort et indépendant depuis sa création avec une forme d'organisation extrêmement centraliste. Tout au long de 27 ans, il avait été toujours un “ parti d'État ” et donc, sa structure organisationnelle avait été naturellement influencée par ce phénomène. Le PRP avait été en même temps un “ parti de cadre et d'élite ” sans prendre en compte les désirs et la volonté des masses. Malgré son nom, le Parti Républicain du Peuple n'avait jamais été “ du peuple ”. De plus, le PRP s'appuyait à la base sur des intellectuels-fonctionnaires et des notables locaux qui dédaignaient les masses populaires. Bien qu'il soit Président, son leader historique, M. İnönü, était toujours resté au-dessus du PRP, même sous le régime du multipartisme. De ce fait, l'apparition de la nouvelle politique du parti avec le mouvement de “ centre gauche ” a été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme par le peuple qui allait le récompenser largement en votant en faveur du PRP lors des élections législatives de 1973.

Si nous revenons maintenant sur la position du PRP à l'égard du mémorandum du 12 mars, il est nécessaire de préciser qu'il y avait une sorte de cohérence dans le comportement de M. İnönü à l'égard de l'intervention militaire du 27 mai et celle du 12 mars. Selon le Président du PRP, M. İnönü, “ les militaires ne rentreront dans leur

⁵⁶⁵ Suna Kili, “ 1960-1975 Doneminde Cumhuriyet Halk Partisinde Gelişmeler : Siyaset Bilimi Açısından Bir İnceleme ”, Bogazici Üniversitesi Yayınları, İstanbul, 1976, p. 325.

⁵⁶⁶ İsmail Cem, “ Siyaset Yazıları : 1975-1980 Türkiye'si ”, Cem Yayınevi, İstanbul, 1980.

caserne que s'ils réussissent leur tentative d'intervention. De ce fait, il faut y faire beaucoup attention pour qu'ils puissent atteindre leur objectif et se sentir satisfaits dans leur coup d'intervention"⁵⁶⁷. Même s'il y avait une sorte de cohérence dans les comportements de M. İnönü vis-à-vis de deux coups d'État militaires, sa tactique politique usée lors de l'intervention militaire du 27 mai s'est différenciée effectivement de celui qui était utilisée lors du mémorandum du 12 mars. D'une manière générale, il est possible de dire que M. İnönü n'était plus aussi influent sur l'armée et dans la vie politique que lors du premier coup d'État militaire.

Lorsqu'on a décidé de former un gouvernement sous la présidence de M. Erim et qu'on a demandé aux trois députés républicains de faire partie de ce Cabinet ministériel, la réponse de M. İnönü en tant que Président du PRP a été la suivante "prenez qui vous voulez"⁵⁶⁸. Le groupe des partisans de M. Ecevit n'a donc pas participé au vote de confiance de ce gouvernement comme signe de protestation contre le comportement pro-militaire de M. İnönü. M. Ecevit a vite critiqué cette attitude politique dangereuse : "ceux qui voient leur unique avenir dans la continuité d'un gouvernement semi-militaire, sont susceptibles de créer le grave danger"⁵⁶⁹.

Le PRP n'a pas vraiment pu jouer un rôle important dans la vie politique turque pendant la période du 12 mars par rapport à la période du 27 mai, puisque le Parti n'avait pas adopté une politique crédible et durable vis-à-vis du régime militaire. Tantôt M. İnönü avait violemment réagi contre les putschistes du 12 mars, tantôt il avait approuvé les désirs militaires afin de pouvoir accélérer le processus de retour des militaires à leur caserne et également il s'est retrouvé coincé devant l'opposition interne du PRP qui défendait sans cesse des changements profonds, radicaux à propos de la nouvelle approche républicaine envers le peuple et envers le régime militaire. De plus, le PRP n'était plus uniquement identifié avec son leader historique, M. İnönü, mais plutôt avec un parti voulant devenir un vrai parti du peuple en s'opposant courageusement au régime militaire et aux putschistes sous la présidence de son futur leader, M. Ecevit. C'est ainsi que la nouvelle politique de "centre gauche" du PRP commençait à donner ses fruits lors des élections législatives de 1973. En contrepartie, l'armée a dû aussi réviser son regard positif envers le PRP, elle devenait plus soucieuse et plus réticente à l'égard de celui-ci.

⁵⁶⁷ Yalcin Dogan, "Dar Sokakta Siyaset (1980-1983)", Tekin Yayinlari 2. Basim, Istanbul, 1985, p. 68.

⁵⁶⁸ Altug Kurtul, "12 Mart ve Nihat Erim Olayi", Ajans Turk Mat., Ankara, 1973, p.25.

⁵⁶⁹ Ergin Erogul, "Siniflar Acisindan 12 Mart : 12 Mart Devam Ediyor mu ?", Guryay Mat., Istanbul, 1974, p.22.



2) La nouvelle idéologie du PRP : le centre gauche, gauche démocratique, social-démocratie

Après avoir été à la tête du PRP, M. Ecevit a préféré remplacer le fameux terme de “centre gauche” avec celui de “gauche démocratique”. Mais, les deux termes ont été brièvement définis comme “social-démocratie”. Le PRP est par la suite devenu membre de “l’International Socialiste”. Les mots les plus employés dans l’idéologie du parti étaient le “populisme” et la “démocratie”.

Le sens du populisme dans l’idéologie du parti a été en fait modifié de plusieurs reprises à partir de 1972. Ce changement de définition du populisme a été profond et fondamental dans le PRP, à tel point que la nouvelle approche populiste est rapidement devenue une réaction radicale contre le populisme des années trente. De ce fait, on a eu besoin de modifier fondamentalement la principale approche du kémalisme concernant la “société politique turque sans classe sociale” lors de l’Assemblée générale de 1972. La nouvelle approche populiste du PRP avait petit à petit commencé à approuver l’existence des classes sociales dans la société et présentait également les inégalités des classes sociales comme l’origine même de l’injustice sociale dans le pays, alors que l’ancien mouvement populiste ne se fixait comme objectif que la création d’une société sans classe. Cette nouvelle formulation idéologique au sein du PRP depuis le début des années soixante-dix a été interprétée par plusieurs auteurs comme une forte réaction aux comportements rigides, élitistes du PRP de la période du parti unique.

Les débats ont été nombreux et importants à l’intérieur du parti mais aussi à l’extérieur concernant le caractère politique du système du parti unique et ses effets dans l’évolution du PRP. Le régime tyrannique des années trente et quarante, les réformes radicales et fondamentales faites en direction de laïcisation de la vie politique et sociale et la structure élitiste du PRP ont été jugées comme les principales raisons des défaites électorales du parti⁵⁷⁰. Le PRP avait en fait pris l’habitude de rester très longtemps au pouvoir grâce au système du parti unique tout en ignorant complètement la volonté et les désirs du peuple. L’objectif principal de cette nouvelle approche idéologique du parti était naturellement destiné à rétablir le contact entre le parti et le peuple et à descendre spécialement au niveau du peuple.

⁵⁷⁰ Gunes Taner, “CHP Halktan Nasil Uzaklasti ?”, in Yon Dergisi, No. 7, 1961.

Le développement du nouveau courant social-démocrate au sein du parti avait aussi assuré la démocratisation de l'organisation du parti. M. Ecevit avait ainsi défini le terme de social-démocratie comme un processus de démocratisation qui permettrait à tous quelles que soient leurs classes sociales d'origine de participer davantage à certains niveaux de la vie politique. Dans le souci d'instaurer une démocratie saine et parfaite, il préconisait d'élargir davantage les droits sociaux, politiques et économiques des individus, de les répandre à tous les niveaux de la société politique et finalement de faire bouger le peuple afin qu'il utilise au maximum ses droits individuels. En dernier lieu, il suggérait d'augmenter le nombre des associations dans lesquelles tous les intérêts de toutes les classes sociales pourront librement être représentés⁵⁷¹.

Après avoir analysé brièvement la nouvelle formation idéologique du PRP, il convient maintenant de revenir une fois encore sur les relations armée-PRP pendant et après le mémorandum du 12 mars. Comme il a été déjà évoqué à plusieurs reprises, le PRP était divisé en deux camps distincts lors de la période militaire des années soixante-dix. D'un côté, les partisans de M. İnönü, le successeur indiscutable de M. Kemal Atatürk, l'homme d'État le plus fort, le principal a joué un rôle primordial dans le passage du multipartisme. Et d'un autre côté, les partisans de M. Ecevit, un jeune politicien, secrétaire général du PRP, principal défenseur d'une nouvelle approche au sein du PRP et qui s'est opposé courageusement au régime militaire en donnant tout de suite sa démission, lorsque le premier a décidé individuellement de soutenir le gouvernement militaire de M. Erim, le gouvernement militaire. Lors de la prise de position politique à l'égard de l'intervention militaire du 12 mars, la direction du PRP s'est retrouvée dans une situation d'éclatement. Malgré le soutien complet du président du parti, M. İnönü, en faveur du gouvernement militaire, M. Ecevit a effectivement pris position fermement et d'une manière assez contestataire contre les gouvernements du régime militaire du 12 mars. Il voulait notamment renouveler radicalement la base traditionnelle du PRP en essayant d'orienter les nouveaux mouvements ouvriers en voie de développement et de devenir donc le principal représentant de nouvelles classes défavorisées. En l'absence du Parti Ouvrier de Turquie depuis les élections de 1969 sur la scène politique, le PRP voulait ainsi remplacer ce vide politique en adoptant les politiques plus radicales et osées dans les domaines économiques et sociaux sous la présidence de M. Ecevit. Pour devenir le " parti du peuple ", il fallait devenir la voix du peuple. Le grand moment de la rupture entre le PRP et l'armée avait sonné. Le mémorandum du 12 en donna la meilleure occasion aux républicains en créant une crise politique dans le pays et renverser le leader historique intouchable. Ils pouvaient également redéfinir une nouvelle politique plus

⁵⁷¹ Pour avoir plus de détail en la matière, Cf. Suna Kili, " 1960-1975 Doneminde Cumhuriyet Halk Partisinde Gelişmeler : Siyaset Bilimi Açısından Bir İnceleme ", Bogazici Universitesi Yayinlari, Istanbul, 1976.

adaptée aux besoins socio-politiques et convenant davantage à la réalité politique du pays. Autrement dit, pour le PRP, il était grand temps de se restructurer pour le PRP en adéquation avec la nouvelle formation socio-politique du pays. En fait, depuis l'apparition de la Constitution de 1961 au sein de la vie politique, la montée des mouvements sociaux, la résurgence de la gauche socialiste, la différenciation socioculturelle, la prolifération des associations démocratiques civiles ont forcément influencé la recomposition de la vie politique⁵⁷².

Le coup d'État militaire du 12 mars a été donc considéré par M. Ecevit non pas comme coup contre le gouvernement de M. Demirel, mais plutôt comme un coup contre le PRP qui façonnait une nouvelle approche politique appelée "centre gauche" afin d'arriver au pouvoir par les moyens démocratiques. Le soutien complet accordé par le PRP au gouvernement militaire risquait d'enterrer le capital de confiance auprès du peuple. Par ailleurs, il existait aussi au sein du PRP des partisans qui espéraient notamment voir apparaître une collaboration étroite et forte entre le PRP et l'armée afin d'accéder au pouvoir politique : PRP + Armée = Pouvoir. Néanmoins, cette équation magique a été vite jugée comme un désastre électoral par les partisans de M. Ecevit. Le but essentiel des partisans de cette nouvelle composition consistait à établir le contact minimum entre le peuple et le PRP en effaçant l'image élitiste de ce dernier. Les partisans de M. Ecevit avaient réussi à tirer des bonnes leçons des mauvaises expériences de PD et PJ.

En dernier lieu, il convient de citer le comportement populiste de M. Ecevit à propos des changements constitutionnels. Il s'y est immédiatement opposé sous prétexte que la Constitution de 1961 a été approuvée par le référendum. Si l'on voulait modifier certains articles de la Constitution de 1961, il suffirait de faire un autre référendum afin de bien mesurer la volonté populaire et de la respecter.

B) LES CONSEQUENCES DE CETTE RUPTURE ET LA REMONTEE SPECTATUCLAIRE DU PRP SUR LA SCENE POLITIQUE

Après avoir entamé un processus de rupture des relations Armée-PRP, le dernier a réussi à regagner la confiance du peuple en réalisant de bons scores lors des élections législatives de 1973 et de 1977. Cette rupture historique des relations entre le PRP et l'armée a été confirmée par la prise de position de M. Ecevit contre la candidature d'un officier de haut grade pour la présidence de la République. Ceci dit, le PRP avait décidé

⁵⁷² Ahmet N. Yucekok, "Siyaset Sosyolojisi Acisindan Turkiye'de Parlamento'nun Evrimi", A.U. SBF Yayinlari, Ankara, 1983, p.143.

de réviser ses relations avec l'armée et de remettre définitivement en cause le fait d'être le parti d'État afin de conquérir à nouveau la confiance des masses.

1) L'opposition de M. Ecevit à la candidature d'un militaire aux élections présidentielles de 1973

Tous les anciens problèmes persistaient sans être vraiment résolus et ce même au début de l'année 73. L'État de siège était toujours en vigueur depuis le début du mémorandum du 12 mars 1971 et il semblait se prolonger encore longtemps. On n'était parvenu qu'à imposer certains changements constitutionnels aux divers gouvernements jusque-là. Mais, d'autres réformes nécessitaient toujours à être rapidement mises en place, comme cela était prévu dans le mémorandum du 12 mars. Finalement, à côté de ces problèmes socio-politiques, il y en avait un qui semblait être très difficile à résoudre : les élections présidentielles de 1973. Il est vrai que le mandat du Président de la République, M. Sunay, devait se terminer en mars 1973 et qu'il restait donc à savoir si celui-ci garde encore un moment son mandat jusqu'à ce que l'on puisse trouver un nouveau, ou bien si le Chef d'État-major, le Général Faruk Gurler, le remplace dans l'immédiat comme la tradition politique l'imposait. De plus, les élections législatives devaient également avoir lieu en 1973. Tous les partis politiques étaient évidemment conscients de l'importance de ces élections législatives, puisque l'avenir de la démocratie turque était en quelque sorte dépendante du bon déroulement et des résultats de celles-ci. De ce fait, tous les groupes politiques se trouvaient naturellement sous la pression électorale. Enfin de compte, les deux principaux partis politiques (le PRP et le PJ) se sont mis d'accord sur la candidature d'une autre personne que celle de l'armée tout en écartant la pression militaire. Cette situation a été considérée comme une phase importante dans le processus de démocratisation du système politique turc⁵⁷³.

L'importance considérable de la présidence de la République dans le système

Le problème des élections présidentielles avaient logiquement une grande importance sur la scène politique du point de vue des relations entre les hommes politiques et les Forcées Armées et il suscitait notamment de grandes spéculations dans la presse et dans les milieux politiques. Le Président de la République était élu en vertu de la Constitution de 1961 par les deux Chambres représentatives lors d'une séance commune. Cependant, depuis le premier coup d'État militaire du 27 mai 1960 dans la vie politique jusqu'aux élections présidentielles de 1973, il eut lieu deux élections présidentielles en Turquie et

⁵⁷³ Kurtulus Kayali, "Ordu ve Siyaset 27 Mayıs-12 Mart", op. cit., p.187.

l'Assemblée nationale avait malheureusement cédé deux fois à la pression et à la volonté des militaires en élisant sans exception les candidats militaires à la présidence de la République. A ce stade, il est aussi important de préciser la volonté de M. Ecevit d'établir la supériorité civile sur l'appareil militaire. Il était même probable que les leaders de deux grands partis étaient d'accords et déterminés, au moins cette fois-ci, d'instaurer la supériorité politique civile sur l'armée dans le domaine politique et de la rendre donc subordonnée à l'égard du pouvoir civil.

Lors des élections présidentielles de 1973, un gouvernement de coalition était effectivement au pouvoir sous la présidence de M. Melen. A cette période, il y avait beaucoup de spéculations quant à l'éventualité de l'intervention militaire dans la vie politique en cas de rejet intentionnel du candidat de l'appareil militaire par le pouvoir civil. Cependant, la probabilité qu'un tel acte se réalise est vite apparue assez faible au fil des jours. A partir de ce moment-là où l'instabilité politique avait atteint son niveau le plus élevé en Turquie et où les gouvernements militaires de coalition ne pouvaient pas également surmonter les difficultés politiques et sociales en dépit de l'intervention militaire en 1971, il paraissait assez improbable de voir l'armée turque encore impliquée pleinement dans le domaine politique une deuxième fois en très peu de temps. Malgré une forte présence militaire dans la vie politique turque en 1973, la détermination civile contre la pression militaire, dans l'imposition d'un candidat militaire pour la présidence de la République, a été d'une manière inattendue forte et marquante.

Le haut commandement avait logiquement appuyé fort la candidature du Chef d'État-major pour la présidence de la République. En vertu de la Constitution de 1961, le président de la République devrait être élu parmi les membres des deux Chambres par ces derniers avec une grande majorité parlementaire (3/4 de l'ensemble des deux Chambres) lors des deux premiers tours et par une majorité absolue à partir du troisième tours. Si nous prenons en compte le nombre des députés républicains (115) dans les deux Chambres, il était impossible d'ignorer l'opposition du PRP sous la présidence de M. Ecevit au régime militaire et à son candidat⁵⁷⁴. Comme nous l'avons déjà expliqué en détail dans la procédure à suivre pour un candidat militaire pour devenir président de la République, le Chef d'État-major, le Général Gurler, a démissionné de son poste pour pouvoir être d'abord désigné comme sénateur du contingent de la présidence de la République et d'être ensuite élu comme président de la République sous la pression militaire. En dépit d'une forte pression militaire exercée sur le pouvoir civil, les partis politiques ont d'une manière inhabituelle résisté à élire le candidat militaire, même s'ils étaient divisés entre eux sur des grandes questions générales. Les leaders de deux grands

⁵⁷⁴ Roger P. Nye, "Civil-Military Confrontation in Turkey: The 1973 Presidential Election", in *International Journal of Middle East Studies*, Vol.8, 1977, p.214.

partis (M. Demirel et M. Ecevit) sont finalement arrivés à conclure un accord de résistance au sujet de l'imposition d'un candidat militaire à la tête du pays. Certes, la recherche d'un candidat commun civil n'a été ni facile ni possible. Quant au haut commandement, indigné face à la détermination civile, il proposait une autre alternative qui était de prolonger la durée de mandat de M. Sunay, Président en exercice, en modifiant l'article concerné de la Constitution de 1961. Mais, cette proposition a été aussi rejetée par les deux principaux partis politiques en agissant avec beaucoup de courage et de détermination. A ce stade, les militaires se sont effectivement retrouvés coincés et limités dans leurs actions. Il fallait soit intervenir dans le domaine politique en prenant beaucoup de risque, soit se retirer de la vie politique en laissant la place au pouvoir civil. C'est ainsi que l'entente inattendue des deux partis politiques au sujet de l'écartement de candidat militaire de la présidence de la République a eu lieu pour la première fois dans la vie politique turque. Enfin, le haut commandement a été obligé de retirer la candidature de l'ex-Chef de l'État-major, M. Gurler, pour la présidence, à condition que l'alternative civile soit acceptable par les Forces Armées.

Ce conflit entre l'appareil militaire et le pouvoir civil a duré du 13 mars 1973 au 6 avril 1973 jusqu'à ce que le Général retraité Koruturk soit élu comme Président de la République suite à l'accord des deux grands partis politiques. M. Koruturk était effectivement connu comme un personnage assez modéré et cohérent dans ses attitudes politiques. Du point de vue de l'armée turque, le choix civil était acceptable et convenable aux intérêts militaires, puisque M. Koruturk était issu de l'institution militaire et qu'il pourrait rester neutre et indépendant face aux hommes politiques⁵⁷⁵.

Lorsque M. Melen, le Chef du gouvernement de coalition, a donné sa démission le 7 avril 1973 à la suite des élections présidentielles, le nouveau Président de la République, M. Koruturk, a nommé en utilisant ses droits constitutionnels son Premier ministre, Naim Talu, principal représentant des milieux d'affaires, ancien chef de la Banque Centrale turque et ministre des finances. Le gouvernement de M. Talu était effectivement une coalition des deux partis politiques : le PJ et le Parti Républicain de la Confiance (PRC)⁵⁷⁶.

L'originalité des élections présidentielles de 1973

Il convient maintenant de faire une analyse plus ou moins complète sur les conditions de l'élection surprise de M. Koruturk comme Président de la République et sur l'écartement inattendu du candidat militaire, le Général Gurler. Dans la littérature

⁵⁷⁵ William Hale, " Turkiye'de Ordu ve Siyaset : 1789'dan Gunumuze ", op. cit., p.181.

⁵⁷⁶ Feroz Ahmad, " Modern Turkiye'nin Olusumu ", Sarmal Yayinevi, Istanbul, 1994, p.219.

politique turque, les élections présidentielles de 1973 ont été considérées par plusieurs auteurs comme une réussite incontestable du pouvoir civil contre le haut commandement de l'appareil militaire. Il est vrai que le combat politique entre les principales forces politiques pour l'obtention de la présidence a été effectivement assez rude et mouvementé en 1973. Certes, les leaders des deux grands partis politiques se sont déclarés ensemble comme principaux vainqueurs à la suite des élections présidentielles de 1973 en raison de leurs déterminations décisives face à la pression militaire. A vrai dire, le principal vainqueur de cet événement politique délicat était le Général retraité Fahri Koruturk. D'une manière générale, on a toujours eu l'intention de présenter les élections présidentielles de 1973 comme une réussite totale du pouvoir civil contre le régime militaire étant plus ou moins en place depuis le mémorandum du 12 mars 1971. Mais, en réalité, les règles parlementaires ne sont pas tout à fait appliquées et les mécanismes parlementaires organisant les relations ordinaires et équitables entre le pouvoir civil et l'institution militaire n'ont pas intégralement fonctionné lors des élections présidentielles de 1973. En outre, le terme de réussite, utilisé par le pouvoir politique ne reflétait pas tout à fait la réalité politique de l'époque. De plus, l'utilisation des élections présidentielles de 1966 comme un moyen de légitimation politique dans la vie politique turque par le PJ n'a été qu'en réalité le début d'une grave faute politique. Comme il a été déjà évoqué en détail les élections présidentielles de 1966, le Général Sunay avait été élu par les deux principaux partis politiques suivant la même procédure illégale et antidémocratique des élections présidentielles de 1973⁵⁷⁷. Autrement dit, les mêmes partis politiques ont agité en très peu de temps d'une manière contradictoire en élisant d'abord M. Sunay comme Président et en repoussant par la suite le candidat militaire de la présidence. En bref, si le pouvoir civil avait pu dès le début mettre en place une politique plus cohérente et crédible en s'entendant sur un candidat civil commun et en faisant face à la pression militaire lors des élections présidentielles de 1966, on n'aurait peut-être pas assisté à l'imposition systématique antidémocratique du candidat militaire à la tête de l'État et aussi à la légitimation de l'attribution perpétuelle d'un militaire à la tête du pays dans la sphère politique.

Comment peut-on expliquer dès lors la résistance civile envers le pouvoir militaire lors des élections présidentielles de 1973 ? Peut-on parler d'une victoire civile réelle ? Dans le souci de trouver une réponse complète à ces questions, il ne serait pas inutile d'analyser cette situation politique dans une autre perspective. A ce stade, il convient donc de nous interroger sur le phénomène de la division au sein de l'appareil militaire. Les partis politiques auraient-ils pu prendre une pareille attitude politique si l'armée turque était totalement unie dans sa structure organisationnelle ? Autrement dit, si tous les généraux

⁵⁷⁷ Hikmet Ozdemir, " Turkiye Cumhuriyeti ", op. cit., p.351.

de l'institution militaire avaient d'une façon décisive agit et appuyé la candidature du Général Gurler, les deux grands partis politiques auraient-ils pu réellement l'écarter de la scène politique en comptant uniquement sur les forces politiques civiles ? Les réponses à ces questions n'ont pas tardé. Quelques années plus tard, la même armée avait réussi à paralyser complètement la vie politique démocratique turque en intervenant directement dans le domaine politique en 1980. Selon certains auteurs, cette évolution politique inhabituelle produite la première fois lors des élections présidentielles de 1973 ne peut être expliquée que par le phénomène de la division interne de l'appareil militaire qui n'avait en fait commencé à devenir réellement un acteur principal dans la vie politique turque en contradiction avec la Constitution et des règles parlementaires qu'à partir de l'intervention militaire du 27 mai 1960. Il était inévitable qu'il se produise une sorte de division interne et assez conséquente sur certains sujets politiques parmi les généraux ou bien parmi tous les officiers pleinement impliqués dans les affaires politiques. Le risque de l'éclatement de la hiérarchie était grand au sein de l'institution militaire qui avait créé la division interne militaire quelques jours avant le mémorandum du 12 mars 1971. Sur ce point, Hale ne partage pas les idées de plusieurs auteurs en la matière. Selon lui, l'armée était largement divisée au sujet des élections présidentielles. Le fait d'analyser les élections présidentielles comme une grande victoire du pouvoir civil sur l'appareil militaire reste assez simpliste et peu réel⁵⁷⁸.

Par ailleurs, il ne faut pas non plus négliger l'importante influence militaire dans la vie politique à partir du mémorandum du 12 mars, puisque la période qui succède à cette date a été sans doute militaire sous l'apparence de gouvernements de coalition civile. De ce fait, il était normal que l'institution militaire soit assez influente et déterminante dans les élections présidentielles de 1973. D'ailleurs, comme nous avons déjà tenté précédemment de mettre en perspective l'influence incontournable des militaires dans le domaine politique tout au long des années soixante, les exemples concrets qui nous démontrent une forte présence de l'institution militaire avec tous ces composantes dans la vie politique turque. Les multiples participations militaires à plusieurs niveaux différents dans le domaine politique tout au long des années soixante avaient effectivement créé beaucoup problèmes graves, d'embrouillements importants et de troubles organisationnels au sein même de l'institution militaire turque. Mais, il a fallu attendre le mémorandum du 12 mars 1971 et l'intervention militaire du 12 septembre 1980 afin que l'ordre hiérarchique militaire s'installe dans l'armée turque en faveur du Haut Commandement et que les participations militaires dans la vie politique soient faites sous l'orientation directe des commandements des Forces Armées. A ce stade, il nous paraît important d'ouvrir une petite parenthèse pour dire que les seules raisons de l'intervention militaire dans le

⁵⁷⁸ William Hale, " Türkiye'de Ordu ve Siyaset : 1789'dan Gunumuze ", op. cit., p.183.

domaine politique ne pouvaient uniquement être expliquées par le phénomène de la politisation de l'institution militaire. Il faut se référer également aux facteurs sociétaux pour bien expliquer ce phénomène militaire.

Depuis le début des années soixante, l'établissement de l'ordre hiérarchique militaire dans l'armée turque a été parfois jugé d'une manière abusive comme une réussite du pouvoir civil à l'égard des forces militaires. Mais, ce n'était en réalité que l'instauration de l'ordre hiérarchique et la détermination continuelle de l'appareil militaire dans le domaine politique sous contrôle cette fois-ci du Haut Commandement. Autrement dit, la prise en main du contrôle de l'armée par le Haut Commandement a été d'une façon erronée présentée comme un élément de stabilité. De ce point de vue, le mémorandum du 12 mars a été donc la preuve de la prise en main de contrôle du domaine politique par le Haut Commandement.

Après avoir fait une petite analyse de la situation politique de l'époque, il serait temps de revenir sur les élections présidentielles de 1973 et sur les comportements politiques des leaders de grands partis face à l'imposition d'un candidat militaire pour la présidence de la République. Les comportements des forces politiques turques dans la résolution de crise politique importante engendrée par les élections présidentielles de 1973 ont sans doute constitué un champ de recherche assez important pour l'analyse de relations Armée-Partis politiques. Autrement dit, les combats politiques entre les trois principales forces politiques en Turquie lors des élections présidentielles de 1973: le PJ, le PRP et l'armée d'un côté; leurs stratégies et leurs tactiques développées et mises en place réciproquement entre eux d'autre part, nous ont offert un autre champ de recherche important dans l'analyse des relations entre le pouvoir civil et l'armée. Lorsque nous nous référons à l'équilibre des rapports de forces dans la vie politique turque à l'époque où les élections présidentielles ont eu lieu, nous nous rendons compte donc de ceci: l'appareil militaire jouait un rôle primordial dans le processus de prise de décisions en possédant réellement le pouvoir politique sous son contrôle. En dépit de sa majorité parlementaire, le PJ avec d'autres partis politiques (le PRP et le PRC) n'étaient qu'en apparence les éléments clés du système parlementaire. Tous les partis politiques avaient en fait cédé à la pression militaire en acceptant de jouer le rôle pré-défini et attribué par l'appareil militaire.

La première grande épreuve de M. Ecevit devant un problème délicat

Le nouveau leader du PRP, M. Ecevit, après respectivement Kemal Atatürk et Ismet İnönü, a dû passer par sa première grande épreuve lors des élections présidentielles de 1973. Le jeune leader a dû premièrement être confronté à des circonstances difficiles de la période extraordinaire créée par le régime militaire et deuxièmement à l'opposition interne des groupes intellectuels et bureaucrates à cause de l'héritage historique et idéologique du

parti. De ce fait, il était fort probable d'assister à une confrontation violente entre les militaires et les hommes politiques vers la fin du mandat de M. Sunay qui était le Président de la République⁵⁷⁹.

D'une manière globale, la stratégie poursuivie par M. Ecevit et son parti lors de récurrence de la crise politique de 1973 dans la vie politique turque peut être présentée brièvement ainsi : l'objectif principal de M. Ecevit et son proche entourage politique était en fait de faire fonctionner complètement la démocratie avec toutes ses composantes et donc de retourner les militaires à leurs casernes sans s'attarder trop sur tel ou tel personnage. A première vue, même si le PRP est plus ou moins apparu dans une position d'alliance étroite avec le PJ contre M. Gurler, il a pu établir depuis le début de la crise de 1973 des relations équitables et soignées avec tous les niveaux de l'appareil militaire en s'efforçant également de maintenir le dialogue nécessaire avec le PJ. Contrairement à ce qui a été toujours dit, le PRP n'a jamais vraiment constitué une alliance avec le PJ contre l'armée turque. De ce fait, M. Ecevit s'est présenté de temps à autre dans un rôle de médiateur entre l'appareil militaire et le PJ⁵⁸⁰.

M. Ecevit devait aussi faire face à l'opposition interne de son parti d'après laquelle la mise en place immédiate des réformes radicales dans le pays ne pourrait être réalisée que par l'intervention militaire et donc par la désignation de grands personnages militaires à des hautes fonctions de l'État, par exemple la présidence de la République. De ce fait, le soutien de la candidature de M. Gurler était une nécessité absolue pour la poursuite de l'accélération des réformes radicales. Il semblerait que ce groupe d'opposition interne ayant une approche "bonapartiste" pose beaucoup de problèmes à ce nouveau jeune leader du parti. Quant à M. Ecevit, le processus de démocratisation du système politique turc ne pourrait être mis en place que par l'écartement immédiat de l'institution militaire de la vie politique. Les réformes réalisées par le pouvoir militaire ne pouvaient pas être définitives, tant qu'elles restent complètement fondées sur la force et la détermination populaires en se référant notamment à de mauvaises expériences vécues sous le régime militaire du 12 mars. Autrement dit, l'objectif principal de ce jeune leader était donc de renforcer davantage le peuple dans le domaine politique et de bâtir ainsi fortement le fondement du système politique parlementaire. C'est la raison pour laquelle l'écartement de candidat militaire du domaine politique pouvait peut-être signifier le premier pas vers la démocratisation du système politique turc et aussi la fin du régime militaire.

⁵⁷⁹ Ali Riza Akbiyikoglu, "Demokrasi ve Ismet Pasa", Filiz Matbaasi, Ankara, 1986, p.226-228.

⁵⁸⁰ Sur les demandes de négociation de leader du PRP, M. Ecevit et la réponse de M. Demirel, Cf. Cuneyt Arcayurek, "Cankaya'ya Giden Yol 1971-1973", Bilgi Yayinlari, Ankara, 1985, p.410-411.

En fait, le groupe d'opposition interne dans le PRP partageant l'idée du soutien inconditionnel de la candidature de M. Gurler pour la présidence de la République avaient déjà commencé comme prévu, à créer de graves problèmes dans le parti et à l'extérieur du parti. L'événement de M. Gurler a été notamment considéré comme une belle occasion d'abord pour le PRP, étant en train de se transformer fondamentalement et aussi pour les jeunes cadres républicains s'efforçant d'être davantage plus influents et efficaces. La candidature d'un militaire (M. Gurler) serait soit refusée sans exception par les nouveaux cadres politiques républicains, prouvant ainsi que le parti était déjà rentré dans une nouvelle ère démocratique, civile et populaire, soit soutenue désormais par le PRP en insistant encore une fois sur ses capacités militaro-bureaucratiques et intellectuelle et aussi en signant lui-même la fin de sa restructuration idéologique⁵⁸¹.

La défaite définitive de l'aile dirigiste-interventionniste au sein du PRP

A ce stade, il convient de faire un bref aperçu à propos des critiques adressées au PRP par les intellectuels de gauche à cause de ses attitudes politiques à l'égard des élections présidentielles. Dans la recherche d'une solution durable à la crise des élections présidentielles en Turquie, l'origine de leurs critiques était basée sur la négligence de l'équilibre interne du Parlement et ainsi de l'équilibre fragile Armée-Parlement. D'après eux, cette négligence impardonnable de l'équilibre sensible et fragile aurait pu coûter très cher au PRP et au régime politique dans les années à venir si cet équilibre était perturbé en faveur du PJ. Autrement dit, la perturbation de l'équilibre politique fragile en faveur du PJ au nom du parlementarisme et de la démilitarisation du régime politique ne pourrait pas seulement assurer l'objectif visé, mais au contraire elle causerait de graves problèmes pour la survie du régime politique. Dans les mêmes ordres d'idées, l'écartement de M. Gürsel de la présidence de la République a été donc considéré comme une manœuvre politique du PJ et comme une tentative de la fragilisation du PRP à l'encontre du PJ.

En prenant une position décisive contre la candidature de M. Gurler, le jeune leader du PRP, M. Ecevit, n'a pas hésité à estimer la dénonciation du premier comme un fait politique primordial permettant au Parlement et à l'armée d'établir davantage leurs crédibilités dans le système politique. Afin de pouvoir apaiser la tension politique dans le pays, il avait proposé comme une solution démocratique, légitime et efficace de reporter les élections présidentielles en prolongeant la durée du mandat du Président de la République, M. Sunay. Mais, cette proposition n'a pas pu finalement être retenue par le Parlement malgré l'accord des deux grands partis politiques (le PJ et le PRP) sur la modification de l'article constitutionnel concerné en raison de fortes oppositions internes

⁵⁸¹ Tanju Cilizoglu, " Kirik Politika ", Gunes Yayinlari, Istanbul, 1987, p. 259.

au sein des deux partis politiques⁵⁸². Par ailleurs, il est fort possible que le nouveau leader du PRP veuille en même temps résoudre le problème de division interne de son parti en usant ces élections présidentielles comme moyen légitime. Autrement dit, il a peut-être voulu se débarrasser de l'opposition interne de son parti en aggravant cette crise politique délicate pour pouvoir marquer la différence idéologique de son parti par rapport à la période précédente. Lorsque le moment critique des élections présidentielles arriva à l'ordre de jour le 13 mars 1973, la confrontation évidente des deux ailes d'opposition au sein du PRP s'est faite effectivement à grand jour : la décision de non-participation du groupe parlementaire républicain aux élections présidentielles de 1973 n'a été prise avec uniquement une très petite différence du nombre des voix ; 46 voix négatives contre 48 voix positives. C'est ainsi que les partisans de M. Ecevit remportaient finalement contre les partisans du Secrétaire général du PRP, Kâmil Kirikoglu. Ce dernier défendait donc une sorte de révolution par le haut (révolution bureaucratique) tout en désapprouvant de se baser directement sur la force populaire. Le groupe d'opposition interne du PRP cherchait notamment à retrouver la solution magique en la personnalité de M. Gurler en appuyant donc sa candidature. Il était peut-être aussi possible que celui-ci espère en fait fragiliser la position du leader du PJ, M. Demirel, sur la scène politique turque en comptant sur l'aide du futur Président de la République, M. Gurler.

En somme, l'événement de M. Gurler a ainsi permis au nouveau leader du PRP de renforcer sa position politique dans le parti et de se débarrasser du souci de l'opposition interne, regroupé autour du Secrétaire Général du PRP, M. Kirikoglu, qui allait donner sa démission un peu plus tard. En dépit de la grave division interne au niveau de la direction du PRP, le jeune leader, M. Ecevit, a pu finalement poursuivre une stratégie politique souple et intelligente lors de cette crise politique de 1973 tout en s'adaptant bien à l'évolution politique du pays⁵⁸³.

2) La victoire du PRP aux élections législatives de 1973 et 1977

Si nous essayons d'analyser brièvement les gouvernements du régime militaire depuis le 12 mars 1971, le régime politique étant pratiquement sous contrôle direct de l'appareil militaire. Il avait plus ou moins réussi à accomplir, vers l'été de 1973, ses fonctions politiques exigées par le régime militaire. La Constitution de 1961 avait été modifiée de façon à ce qu'on puisse arbitrairement supprimer certaines libertés de la société civile en faveur de l'État. Les nouveaux tribunaux sont rapidement apparus dans la vie politique

⁵⁸² Hikmet Ozdemir, "Ordu'nun Olagandisi Rolu", op. cit., p.257-258.

⁵⁸³ Ibid., p.287.

turque destinés à opprimer impitoyablement toute sorte d'opposition politique considérée dangereuse pour le régime politique en place. Les lois universitaires ont été, de façon brutale, changées afin de pouvoir contrôler le radicalisme des étudiants et des facultés. Les syndicats ont été totalement dépolitisés et pacifiés et le Parti Ouvrier de Turquie a été interdit le 20 juillet 1971 par la décision politique du gouvernement en créant effectivement un vide idéologique dans la vie politique turque. Sur ce point, Simpson défend fortement l'idée selon laquelle tout en écrasant complètement toute sorte d'idées politiques diverses autre que la doctrine officielle, l'appareil militaire a été sans doute la principale cause de la résurgence des éléments radicaux dans la vie politique turc. D'après lui toujours, cette absence du pluralisme politique serait par la suite fatale pour la vie politique turque⁵⁸⁴.

Cependant, en dépit de ces modifications brutales dans la vie politique turque faites par plusieurs gouvernements sous contrôle direct et strict du Haut Commandement de l'appareil militaire, les anciennes forces politiques de gauche ont été regroupées d'une manière réactionnaire autour du nouveau leader politique du PRP, M. Ecevit, qui était le principal partisan de la rénovation idéologique de son parti devenu par la suite social-démocrate. A partir des élections législatives de 1973, ces mêmes forces politiques sont d'une manière inattendue devenues dominantes et présentes sur la scène politique turque. En fait, cette montée troublante et rapide des forces politiques de gauche dans la vie politique a sans doute impressionné le Haut Commandement de l'institution militaire qui ne l'avait pas tout à fait prévue. C'est la raison pour laquelle une autre intervention militaire dans le domaine politique ne devait pas tarder dans les années à venir. L'intervention militaire le 12 septembre 1980 eut lieu 7 ans plus tard dans la vie politique turque.

Selon diverses estimations sur les élections législatives de 1973, le PRP devait rencontrer beaucoup de difficultés à remporter ces élections législatives, puisque le leader historique et charismatique du PRP, M. İnönü, avait déjà donné sa démission le 5 novembre 1973 en désapprouvant clairement l'administration du PRP réunie sous la présidence de M. Ecevit. Ceci étant dit, le Parti devrait logiquement subir gravement cet acte de la désapprobation de M. İnönü lors des élections de 1973. De ce fait, la chance de la victoire électorale de M. Ecevit aurait été largement minimisée.

Les élections législatives de 1973

Certes, les résultats de ces élections ont créé une grande surprise dans le pays. La réussite inattendue du PRP d'une part, et la gravité des divisions profondes au sein des

⁵⁸⁴ Dwight J. Simpson, " Turkey, a Time of Troubles ", in Current History, Vol.65, 1972, p.40.

partis politiques de droite d'autre part, ont été donc les principales raisons de la grande surprise. Les voix du PJ ont considérablement reculé de 46,5% à 29,8% par rapport aux élections législatives de 1969. Le Parti Démocratique, fondé par l'opposition interne du PJ dressée désormais contre le leader politique du Parti, M. Demirel et le Parti du Salut National (PSN), le parti islamiste et le successeur du Parti de l'ordre national interdit par le régime militaire, ont reçu respectivement lors de leurs premières participations électorales de 11,9% et 11,8% de voix en profitant évidemment du recul radical du PJ. Quant au Parti de Mouvement nationaliste (PMN), le parti d'extrême-droite de M. Turkes, il est parvenu à augmenter modérément ses voix de 3% à 3,4% en 1973 par rapport aux élections législatives de 1969. Et finalement, les voix du Parti Républicain de Confiance (PRC), fondé avant les élections législatives de 1969 par les opposants internes du PRP contre la nouvelle politique du PRP appelée " centre gauche ", ont en fait reculé de 6,6% à 5,3% lors des élections de 1973 par rapport à celles de 1969⁵⁸⁵.

La plus grande surprise de ces élections a été sans doute la réussite inattendue du PRP de M. Ecevit devenu le premier parti du pays du point des voix et de députés élus. Il a effectivement obtenu 33,3% de voix et gagné 185 députés à l'Assemblée nationale. Ces résultats électoraux assurés ont été donc les meilleurs du PRP depuis les élections législatives de 1961. En dépit des circonstances politiques favorables à son égard, le PRP n'avait obtenu que 36,7% de voix lors des élections législatives de 1961. Les résultats électoraux législatifs obtenus par le PRP après les élections de 1961 réalisées sous le choc et la pression du coup d'État militaire du 27 mai 1960, sont respectivement les suivants : 28,7% de voix en 1965 et 27,4% de voix lors des élections de 1969 symbolisées par l'incertitude idéologique du parti causée par la nouvelle politique du " centre gauche " et également par les fautes tactiques commises à l'occasion de la mise en place de cette nouvelle formation idéologique⁵⁸⁶.

L'obtention de 33,3% des voix était, à vrai dire, un très grand succès pour un parti politique ayant dramatiquement subi une grande modification idéologique et politique. Une autre particularité de ces élections législatives provenait du fait que, pour la première fois, le PRP avait obtenu un succès électoral considérable dans les régions relativement industrialisées et développées contrairement aux élections précédentes durant lesquelles ce dernier très bien représenté dans les régions sous-développées et rurales de la Turquie⁵⁸⁷. Ce nouveau phénomène pourrait être expliqué par le fait que les émigrés de grandes villes

⁵⁸⁵ Hikmet Ozdemir, " Türkiye Cumhuriyeti ", op. cit., p.358-359.

⁵⁸⁶ Cf. Omer Laciner, " 1973-1975 Donemi ve 12 Ekim Secimleri ", in Birikim, No.9, novembre 1975.

⁵⁸⁷ Sirin Tekeli et Gokceli, " 1973 ve 1975 Secimleri, Secim Coğrafyası Uzerine Bir Deneme ", Milliyet Yayınları, İstanbul, 1977, p.42.

vivant généralement dans les bidonvilles, ne comptaient plus sur le PJ, mais au contraire, sur le PRR qui avait ainsi réussi à se présenter comme le principal défenseur de leurs intérêts avec son nouveau slogan “ centre gauche ”. Cela signifiait donc que la mise en place de la nouvelle identité politique du PRP (social-démocratie, gauche démocratique, centre gauche) avait atteint son objectif en séduisant effectivement davantage les gens des grandes villes relativement défavorisés et frappés par la pauvreté et les problèmes sociaux. Ces nouveaux électeurs avaient donc commencé à estimer de plus en plus favorablement le choix de la social-démocratie défendue largement par le PRP de M. Ecevit, pour l’avenir de la Turquie.

D’une manière générale, les élections de 1973 ont été considérées comme une victoire personnelle de M. Ecevit et son nouveau parti. La réussite de celui-ci provenait du fait qu’il avait pu éliminer la base conservatrice de son parti tout en défendant clairement un rapprochement immédiat avec le peuple. Ceci étant dit, le PRP entrait ainsi dans une ère nouvelle tout en remettant en cause ses relations politiques étroites établies dans une forme d’alliance avec la bureaucratie militaro-civile et les gros propriétaires terriens d’une part, et tout en formant une nouvelle alliance avec les défenseurs d’un régime politique social-démocrate. D’autre part, après avoir pris une position ferme contre le mémorandum du 12 mars, M. Ecevit avait aussi résisté à la pression du régime militaire et de l’aile conservatrice de son parti. La réussite de celui-ci contre le leader historique du PRP, M. İnönü, a été effectivement accueillie aussi avec beaucoup d’enthousiasmes auprès du peuple.

La formation d’un gouvernement de coalition entre le parti islamiste et le PRP

Les négociations entre les partis politiques entamées depuis trois mois en vue de constituer un gouvernement de coalition ont été finalement abouties à un succès le 25 janvier 1974 : le PRP de M. Ecevit et le PSN de M. Erbakan sont enfin parvenus à former un gouvernement de coalition au bout d’une longue durée des négociations. Dans la vie politique turque, c’était la première fois qu’un parti islamiste avait notamment réussi à faire partie d’un gouvernement de la République kémaliste. Cela a été effectivement un événement assez significatif depuis la création de la République de Turquie. D’une part, le parti fondateur de la nouvelle Turquie, le PRP, le parti de Kemal et d’autre part, le parti islamiste, le principal représentant des idées islamistes, opprimé très longtemps et transformé radicalement sous l’idéologie kémaliste⁵⁸⁸. La plupart des tentatives de la création d’un parti islamiste en Turquie ont été impitoyablement interdites et réprimées par l’idéologie officielle de la République kémaliste.

Ce qui était sûr dans cette nouvelle évolution politique en Turquie c'est qu'il y avait indéniablement de grandes différences idéologiques et philosophiques entre deux partis politiques. Le PRP était le parti le plus sensible envers les acquis kémalistes et l'idéologie kémaliste et défendait évidemment le modernisme et l'occidentalisation dans les domaines politiques, sociaux et économiques. Mais, le PSN était farouchement opposé à ces idées politiques considérées comme occidentales et défendait par contre la protection des valeurs traditionnelles et de la culture politique traditionnelle (culture islamique) dans la vie socio-politique. Ce même parti voyait donc le progrès et l'avenir du pays dans la protection ferme des valeurs traditionnelles islamiques⁵⁸⁹.

A ce stade, il convient quand même de préciser qu'en dépit de l'existence des différences idéologiques importantes entre deux formations politiques, on assistait effectivement à une transformation idéologique au sein du PRP vis-à-vis de la société politique et de diverses idées politiques, particulièrement islamique, classées auparavant dangereuses. On peut même parler d'une sorte de révision totale des idées politiques républicaines envers le parti islamiste et la religion, considérée auparavant par un laïcisme radical, un signe de l'ignorance et de l'arriération sociale. D'une manière générale, M. Ecevit soutenait l'idée d'un laïcisme plus tolérant à l'égard du peuple croyant sans remettre en aucun cas en cause le principe kémaliste du laïcisme. En effet, il s'agissait ici d'une nouvelle politique républicaine qui voulait regagner le peuple en les intégrant davantage dans le domaine politique et également en les faisant participer à la vie politique.

Mais, les évolutions politiques ultérieures allaient nous prouver que cette politique de l'idéologie officielle allait complètement échouer dans les années à venir. L'occasion de la reconquête du peuple serait donc ratée. La durée de survie de ce gouvernement de coalition serait très courte à cause et ce pour plusieurs raisons⁵⁹⁰.

Après la démission du gouvernement de coalition de Ecevit-Erbakan, la Turquie a dû entrer dans une crise politique de longue durée. Tout au long de 4 mois et demi en Turquie, les leaders politiques de tous les partis ont fait des manœuvres politiques afin de former un gouvernement de coalition. C'est à partir de là qu'on a vu apparaître des gouvernements de coalition de Front nationaliste dans la vie politique turque. Le premier gouvernement de Front nationaliste a été donc constitué sous la présidence de M. Demirel

⁵⁸⁸ Hikmet Ozdemir, " Turkiye Cumhuriyeti ", op. cit., p.363.

⁵⁸⁹ Cf. Metin Heper, " Recent Instability in Turkish Politics : End of a Monocentrist Policy ", in *International Journal of Turkish Studies*, No.1, 1979, p.104.

⁵⁹⁰ Pour une analyse complète de la coalition de PRP et PSN, Cf. Feroz Ahmad, " Demokrasi Surecinde Turkiye ", op. cit., p.389-399.

avec la participation des partis du centre droite : le PSN, le PMN, le PRC et les députés indépendants sortants du Parti Démocratique. Ce premier gouvernement n'a pu rester que 27 mois au pouvoir au point de retarder les élections législatives anticipées qui pouvaient être effectivement la fin de plusieurs petits partis politiques de ce gouvernement de coalition⁵⁹¹.

Les élections législatives de 1977 sous la dégradation progressive de la situation politique

L'instabilité politique et l'augmentation des incidents terroristes ont été les principales préoccupations de la Turquie tout au long de ces années des gouvernements de coalition dans la vie politique. La montée des actes terroristes dans le pays sous le gouvernement de Front nationaliste provoquait chez les Républicains une forte inquiétude au sujet de la probabilité d'une intervention militaire dans la vie politique. En un mot, cette période a été fortement marquée par l'instabilité politique, le dysfonctionnement de l'État, la montée considérable des incidents terroristes, l'inaptitude des agents de sécurité au sujet de l'instauration de l'ordre public etc... Au niveau de la recherche des solutions politiques à ces graves problèmes, les membres du gouvernement de coalition étaient aussi divisés entre eux. Le leader du PJ, M. Demirel, proposait donc d'établir l'État de siège dans le pays afin de trouver une solution durable à ces problèmes. En contre partie, le PSN, le parti islamiste, n'approuvait en aucun cas l'instauration d'un régime militaire dans le pays qui aurait effectivement pu menacer son existence politique même. D'une manière générale, il est possible de dire que le compromis retrouvé entre les partis de l'aile droite était notamment basé sur la volonté de freiner la montée en puissance du PRP dans la vie politique. En d'autres termes, le souci principal de tous partis du Front nationaliste était tout simplement de contrecarrer le PRP dans sa progression inattendu au sein de la vie politique⁵⁹².

Dans cette circonstance politique, la décision politique d'élections législatives anticipées de 1977 a donc été prise par le PJ et le PRP quatre mois avant la date réglementée. Il n'est pas tout à fait possible de mesurer l'influence des incidents terroristes sur les résultats des élections de 1977. La participation à ces élections a été plus forte par rapport aux précédentes : 72,4% contre 66,8%. Le PRP a obtenu 41,4% de voix en améliorant davantage son score électoral contre le PJ qui a reçu 36,9% de voix. A l'exception du PMN, le parti extrême-droite, tous les partis du centre droit ont subi une

⁵⁹¹ Pour une connaissance complète sur les gouvernements de coalition de "Front nationaliste", Cf. Feroz Ahmad, "Demokrasi Surecinde Turkiye", op. cit., p.400-408.

⁵⁹² Lucille W. Pevsner, "turkey's Political Crisis : Background, Perspectives, Prospects", op. cit., p.66.

forte baisse de voix lors des élections législatives de 1977⁵⁹³. Le Parti Démocratique et le Parti Républicain de Confiance ont été complètement effacés de la scène politique turque suite à ces élections législatives anticipées. Le Parti islamiste a pratiquement perdu la moitié de ses sièges dans la nouvelle Assemblée nationale en 1977 à cause de sa participation dans le gouvernement de coalition de M. Ecevit et dans le gouvernement du Front nationaliste dans lequel il a été obligé de suivre plus ou moins une politique déterminée par le PJ et son leader. Le parti d'extrême-droite, le PMN, est le seul à avoir réussi à doubler en effet son résultat électoral par rapport aux élections de 1973. Les voix obtenues a augmenté de 3,4% à 6,4% et le nombre de ses sièges acquis dans l'Assemblée nationale est passé de 3 à 13⁵⁹⁴.

Dans le souci de mettre en place une analyse complète à partir des résultats obtenus lors de ces élections législatives, il est possible de dire que la stabilité politique, l'établissement de l'ordre public et l'arrêt immédiat des événements terroristes et déstabilisateurs, qui sont imputés aux milieux d'affaires, le peuple et l'armée, n'ont pas été résolus dans ces élections. Autrement dit, l'instauration d'un gouvernement fort et stable n'a toujours pas été possible à la suite de ces élections. En dépit de forte augmentation de voix en faveur du PRP, celui-ci n'était pas parvenu à acquérir la majorité absolue dans l'Assemblée nationale avec les 213 sièges obtenus contre les 226 sièges nécessaires pour la formation d'un gouvernement. La Turquie a donc failli posséder dans une extrême justesse une majorité absolue dans l'Assemblée nationale qui pouvait être le commencement de la stabilité politique dans le pays. Nous reviendrons plus loin sur les mêmes problèmes, mais nous pensons pour l'instant à dire en la matière que le pays n'avait toujours pas retrouvé le calme et la stabilité politique malgré l'apparition de plusieurs gouvernements sur la scène politique turque jusqu'à ce que le régime militaire du 12 septembre 1980 arrive au pouvoir en écartant encore le pouvoir civil légitime, par la force.

Dans ces circonstances, les milieux d'affaires insistaient continuellement sur la formation d'un gouvernement de coalition avec la participation de deux grands partis politiques (le PJ et le PRP) afin de pouvoir trouver une issue durable à de graves problèmes qui pesaient lourdement sur l'économie du pays⁵⁹⁵. Comme cela a été toujours l'origine de l'instabilité politique en Turquie, les partis politiques turcs ont en fait réagi

⁵⁹³ Pour une analyse complète sur les élections législatives de 1977, sur l'aggravation de la situation économique et politique et sur le déchaînement de la violence politique ; Cf. Paul Dumont, "Le Premier Mai en Turquie", in Jacques Thobie et Sungur Kançal, "Industrialisation, Communication et rapports sociaux en Turquie et en Méditerranée orientale", L'Harmattan, Paris, 1994, p.251-252.

⁵⁹⁴ Pour tous les résultats électoraux obtenus par chaque parti politique depuis 1950 jusqu'à 1979, Cf. Ayse Gunes Ayata, "CHP : Orgut ve Ideoloji", op. cit., p.92.

⁵⁹⁵ Feroz Ahmad, "Demokrasi Surecinde Turkiye", op. cit., p.411.

non pas par rapport aux intérêts nationaux qui nécessitaient inconditionnellement l'instauration immédiate d'un consensus national, mais plutôt par rapport aux intérêts de leurs leaders et aux comptes personnels de ceux-ci. De ce fait, l'apparition du deuxième gouvernement de Front nationaliste a été rapide sous la présidence de M. Demirel qui avait ignoré toute sorte de suggestion de l'Association des Hommes d'affaires et des Industriels de Turquie (TUSIAD). La polarisation de la vie politique turque était devenue intenable : la violence politique, les mouvements terroristes, la confrontation violente entre les partisans d'extrême-droite et d'extrême-gauche, l'augmentation de nombre des assassinats politiques etc.

D'une façon globale, il n'est pas faux de dire que le PRP sous la présidence de M. Ecevit a pu effectivement devenir plus populaire et plus performant dans la scène politique turque avec l'élimination du chef historique du parti, M. İnönü au début des années soixante-dix. A partir des élections présidentielles de 1973, le PRP a, petit à petit, pris ses distances avec le régime militaire tout en voulant devenir un parti politique populaire. Le refus direct de M. Ecevit au sujet de soutien du régime militaire et ses gouvernements technocrates a été effectivement le début de rupture de l'alliance entre le PRP et l'appareil militaire dans la vie politique turque. Tout en adoptant une politique populaire et social-démocrate sous la présidence de nouveau leader du PRP, celui-ci a plus ou moins réussi à se doter de la confiance populaire et à devenir donc le premier parti politique sur la scène turque de 1973 jusqu'à 1977. Mais, il convient de préciser que la seule raison de réussite du PRP dans la vie politique turque tout au long des années soixante-dix, ne dépendait pas uniquement de sa nouvelle politique social-démocrate ou bien de sa nouvelle perspective politique. Il faudrait peut-être aussi s'interroger sur la conjoncture politique de l'époque et sur les comportements politiques erronés des partis du centre droit et de l'extrême-droite.

C) LES RELATIONS POLITIQUES ENTRE PJ-ARMÉE LORS DE LA PÉRIODE DU 12 MARS 1971 ET DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 1973

A la suite du coup d'État militaire du 12 mars 1971, les pratiques politiques adoptées par le régime militaire démontraient notamment une grande similitude avec les propositions défendues par le PJ tout au long de la deuxième moitié des années soixante. Dans les jours qui suivent le mémorandum du 12 mars, la mise en place immédiate des modifications constitutionnelles défendues par le PJ nous prouve en quelque sorte les premiers signes de rapprochements entre l'appareil militaire et celui-ci. Sur ce point, le leader du PJ avoue lui-même qu'il avait fait préparer une ébauche de la Constitution et que la grande partie de cette ébauche (80%) a été effectivement réalisée par le régime

militaire⁵⁹⁶. Autrement dit, une grande similitude entre les politiques défendues par le PJ et les pratiques politiques mises en place par l'armée afin de trouver une solution rapide aux problèmes du pays nous fait en effet dire que le PJ et l'armée adoptaient plus ou moins la même ligne d'orientation politique suite au mémorandum du 12 mars. C'est à partir de là qu'on assiste à la rupture graduelle du soutien électoral du peuple en faveur du PJ en raison de son rapprochement apparent avec l'appareil militaire qui défendait l'occidentalisation et le modernisme dans les domaines politiques, économiques et sociaux négligeant ainsi les désirs populaires. Malgré tout, l'image antimilitariste du PJ marquée tout au long de l'histoire politique turque dans la mémoire du peuple a été effectivement la principale raison de la limitation importante de cette rupture. D'une manière générale, il est utile de préciser que la mise en place des nouveaux gouvernements dans la scène politique à la place de celui de M. Demirel n'a pas vraiment révolutionné la vie politique turque. Mais, la seule différence entre ces gouvernements militaires par rapport à celui de M. Demirel, c'était qu'ils ont pu effectivement imposer sous la pression et la menace militaires les modifications constitutionnelles défendues par l'armée.

1) La prise de position du PJ à l'égard du mémorandum de 1971

De ce fait, le mémorandum du 12 mars 1971 a eu de grande importance et influence non pas seulement sur le PJ, mais aussi sur l'histoire politique turque du point de vue de la suppression massive des libertés individuelles et des droits sociaux assurés par la Constitution de 1961. Cela a été effectivement le début du processus de suppression des libertés politiques, sociales et individuelles par l'intermédiaire des régimes militaires. Tout au long du processus d'adoption des modifications constitutionnelles imposée par la force et la menace militaires, le PRP, le PJ et le Parti Démocratique ont soutenu le régime militaire en votant en faveur de ces changements. Comme on l'a déjà évoqué, il y avait eu une grande division interne au sein du PRP au sujet de soutien des gouvernements militaires et qu'il y avait eu naturellement une grande discussion sur l'approbation de ces modifications radicales et antidémocratiques. Quant au PJ, il a été incontestablement, le principal appui civil du régime militaire intermédiaire du 12 mars destiné essentiellement à renforcer davantage l'autorité de l'État à l'égard et au détriment des libertés et droits individuels et organisationnels⁵⁹⁷.

⁵⁹⁶ Cuneyt Arcayurek, " 12 Eylule Dogru Kosar Adim, Kasim 1979-Nisan 1980 ", Bilgi Yayinlari, Ankara, 1986, p.459.

⁵⁹⁷ Hikmet Ozdemir, " Turkiye Cumhuriyeti ", op. cit., p.345.

Ce changement d'attitude politique du PJ vis-à-vis de l'appareil militaire a été effectivement le premier signe de la perte de son côté populaire et libéral. D'une manière radicale, le parti de l'État, le PRP, s'est enfin retrouvé à côté du peuple avec son nouveau slogan politique "centre gauche". Et, le parti des masses, le PJ successeurs du PD, s'est mis d'accord sur plusieurs sujets socio-politiques avec l'appareil militaire au détriment des libertés et droits individuels et organisationnels. A ce stade, il convient en fait de nous poser certaines questions importantes en la matière afin de bien comprendre cette intéressante évolution politique dans la vie politique turque. Comment se fait-il que les cadres politiques d'un parti politique, victimes d'un acte antidémocratique (l'écartement d'une formation politique du pouvoir politique par le coup d'État militaire) puissent défendre les politiques des putschistes sur plusieurs sujets cruciaux et faire alliance avec ceux-ci ? Est-ce que le PJ ou bien l'appareil militaire a-t-il été utilisé l'un contre l'autre ? Autrement dit, est-ce que les militaires qui ont profité du pouvoir civil plus particulièrement par l'intermédiaire du PJ afin de s'implanter sans risque dans la vie politique ou bien les dirigeants du PJ ont tenté de faire appliquer certains changements dans la vie politique turque en s'appuyant essentiellement sur la force militaire ? En poussant encore plus loin et en généralisant davantage, il est possible de poser cette question délicate : est-ce que les interventions militaires et les régimes politiques intermédiaires ont vraiment été une dérive inattendue dans la démocratie turque ou bien au contraire, des moyens sûrs utilisés farouchement par certaines idées politiques afin de mettre en œuvre les mesures économiques et sociales anti-populaires, étant extrêmement susceptibles de provoquer la perte importante de voix auprès des électeurs ?

Dans le souci de trouver une réponse complète à ces questions, il est normal d'avancer ainsi plusieurs hypothèses différentes. D'abord, le PJ a sûrement voulu surmonter les grandes difficultés socio-politiques du pays (le danger du communisme, le problème du laïcisme, la question délicate kurde, la radicalisation des mouvements sociaux devenant de plus en plus menaçants pour la classe bourgeoise et pour le régime politique etc...) en s'appuyant sur les forces militaires. Mais, la question reste toujours posée à savoir : est-ce que l'armée turque ne se sentait-elle pas obligée de réagir contre toute sorte d'attaques considérées dangereuses pour la survie du régime politique kémaliste ? Ou bien s'agissait-il ici d'une sorte d'entente réciproque entre les objectifs Armée-PJ sur plusieurs points communs ? En suite, le PJ sous la présidence de son leader pragmatique, M. Demirel, a voulu peut-être prendre l'appareil militaire sous son contrôle tout en essayant de devenir le parti de l'État en vue de le neutraliser dans le système politique. En présence de la Constitution de 1961 jugée extrêmement libérale et progressiste par rapport au niveau socioculturel de la société politique turque par le PJ et d'autres partis du centre droit, la stabilité politique et l'ordre public ne pouvaient être établis que par le renforcement de l'autorité de l'État et naturellement par la suppression massive des droits

et libertés individuels et organisationnels⁵⁹⁸. Autrement dit, le pouvoir politique du PJ a voulu indirectement instaurer la supériorité civile sur le pouvoir militaire tout en renforçant l'autorité de l'État en vue d'établir la stabilité politique et l'ordre public dans le pays et de ne plus avoir ainsi besoin de l'appareil militaire.

Mais, les choses ne se sont pas déroulées en réalité de la manière espérée : les forces militaires étant une fois présentes dans le système politique, ne se fixent pas les limites dans leurs actions politiques. Comme nous allons l'examiner en détail plus loin, la détermination de l'armée turque sur la vie politique et globalement sur le système politique va se perpétuer systématiquement jusqu'à nos jours. L'inaptitude et l'insuffisance des pouvoirs civils face aux graves problèmes et la montée inévitable du pouvoir militaire dans le domaine politique apparaîtront comme une réalité politique incontournable dans le pays. En un mot, le PJ a tenté de constituer, à long terme, son autonomie sur la scène politique tout en préférant, à court terme, faire alliance avec l'armée.

D'une manière générale, il est possible de dire que l'appareil militaire turc s'est retrouvé en quelque sorte obligé de défendre le régime politique et sa survie à la place du PJ extrêmement fragilisé face aux mouvements sociaux organisés autour de la gauche radicale, qui menaçaient effectivement de transformer les rapports de forces en faveur des classes moyennes et inférieures dans une période où la société politique turque était en train de subir une forte transformation sociale, économique et politique sous la pression du processus du capitalisme⁵⁹⁹. De ce fait, celui-ci n'a pas hésité à renforcer à tout prix le régime politique kémaliste en vue d'assurer la continuité des principes kémalistes dans le pays. Toutes les interventions militaires sont dans tous les cas obligées de bâtir fortement les bases des nouveaux régimes civils, successeurs des régimes militaires, dans l'objectif d'assurer directement et sûrement leurs réussites, leur fonctionnalité et leurs légitimations dans le système politique. Autrement dit, à l'issue des interventions militaires, les successeurs civils des régimes militaires sont dotés de plein de pouvoir autoritaire et de moyens politiques.

D'une autre façon, il est aussi normal de voir se former une alliance entre l'armée et le PJ sur certains sujets cruciaux (le communisme, le problème kurde, le laïcisme etc...) en écartant toute sorte de coups raffinés l'un contre l'autre. En d'autres termes, c'était peut-être une simple coïncidence ou bien le croisement d'intérêts réciproques qu'on a vu apparaître un rapprochement systématique entre l'appareil militaire et le PJ. Quelles que

⁵⁹⁸ Pour une connaissance détaillée sur les suppressions des droits individuels et institutionnels effectuées par le régime militaire du 12 Mars, Cf. C. H. Dodd, "Democracy and Development in Turkey", Eothen Press, Walkington, 1976, p.101-104.

⁵⁹⁹ Pour une analyse approfondie sur l'évolution économique et sociale en Turquie, Cf. Caglar Keyder, "Turkiye Demokrasininin Ekonomi Politigi", in I.C. Schick et E.A. Tonak, "Gecis Surecinde Turkiye", op. cit., p.38-75.

soient les raisons, il est tout à fait possible de dire que l'armée turque est au fil du temps devenue la seule force politique capable de s'imposer d'une manière ou d'une autre dans le système politique turc selon ses vocations idéologiques et organisationnelles sans aucune opposition de forces politiques civiles.

D'après l'idée des mouvements politiques de gauche radicale kémaliste, les déformations économiques et sociales du système politique turc et l'inapplication des droits et libertés socio-politiques accordés par la Constitution de 1961 constituaient ensemble l'origine principale de la crise du régime politique. Leurs préoccupations générales étaient de voir apparaître immédiatement dans la vie politique grâce à l'intervention militaire la mise en place de réformes radicales préconisées par la Constitution de 1961. Les cadres politiques du PJ s'y opposaient vigoureusement en les considérant comme inadmissibles et trompeuses.

2) Le renforcement de l'autorité de l'État au détriment des libertés individuelles

Quant à l'approche des partis politiques du centre droit, particulièrement du PJ, le renforcement de l'autorité de l'État et de l'organisation de l'État pourrait être la principale solution au problème de crise du système politique turc. Autrement dit, l'État en tant qu'organisation politique démocratique doit se doter davantage de multiples nouvelles fonctions afin de pouvoir rapidement faire face aux attaques politiques destinées directement à son existence politique. Ceci étant dit, les réformes politiques préconisées par le PJ ne devraient pas être effectuées dans les domaines sociaux contrairement à la gauche radicale, mais plutôt dans l'organisation même de l'État en lui accordant beaucoup de nouvelles fonctions.

D'une manière générale, le fait d'être partisan fanatique des idées de l'élargissement de l'autorité étatique au détriment même des libertés et droits individuels et organisationnels, le PJ a dû sûrement envisager une solution saine et durable à la crise politique turque enflammée à chaque fois par le danger du communisme et le problème kurde, sans compter intégralement sur la présence des forces militaires dans les années à venir. Autrement dit, les hauts dirigeants du PJ ont voulu effectivement surmonter les problèmes du communisme et des kurdes tout en se basant sur ses propres pouvoirs politiques sans avoir besoin de recourir à chaque fois à la force militaire.

A ce stade, il convient d'avancer brièvement certaines idées générales sur les résultats de cette politique du PJ⁶⁰⁰. Celui-ci, en adoptant une telle politique, s'est retrouvé totalement en contradiction avec ses propres principes de base. En vue d'éviter au pays un éventuel danger communiste et ethnique, considéré comme à l'origine même de l'anarchie et de la violence politiques dans le pays, les hauts dirigeants du PJ ont incontestablement commis une grave erreur en faisant alliance avec le régime militaire. Autrement dit, ceux-ci ont ainsi contribué sans peut-être le vouloir, à la légitimation des régimes militaires dans le système politique. Mais, il nous faut souligner encore une fois que cela n'a sans doute pas été la seule source de légitimation militaire dans le système militaire. C'est-à-dire, elle ne constituait qu'une face de la réalité politique de l'époque. Il restait toujours donc une deuxième face à être éclairée de la réalité. Est-ce que le PJ était le seul responsable des interventions militaires ? Ou bien, les militaires avaient-ils suivi cette politique, parce que le PJ la défendait ? Est-il vrai que les cadres politiques du PJ ont voulu utiliser la carte militaire contre le danger du communisme et le problème kurde ? Ou bien, ont-ils été obligés d'adopter une telle politique afin de satisfaire l'armée turque ?

Par ailleurs, il ne serait pas inutile d'analyser les comportements politiques du PJ vis-à-vis d'un candidat militaire, le Général Gurler, pour la présidence de la république en 1973. D'une manière générale, et compte tenu de la présence arithmétique des partis politiques dans l'Assemblée nationale avant les élections présidentielles de 1973, le soutien du PJ était évidemment nécessaire et obligatoire pour un candidat quelconque à la présidence de la république, parce que celui-ci possédait une bonne partie de députés dans cette Assemblée nationale. Comme on l'a déjà précisé, que le candidat du Haut Commandement n'a pas été élu comme président de la République en raison de l'opposition des deux grands partis politiques, le PRP et le PJ. A ce stade, il convient de poser les questions suivantes : pourquoi le PJ n'a pas donné son feu vert à la candidature de l'ex-Chef d'État-major, M. Gurler ? Quels sont les facteurs essentiels du rejet systématique de la candidature de M. Gurler, Chef d'État-major retraité, alors que le même parti politique (PJ) avait auparavant amené lui-même un autre chef d'État-major à la tête du pays lors des élections précédentes ? Est-ce que le refus d'un candidat militaire a-t-il été vraiment destiné à instaurer la supériorité civile sur les forces militaires ou bien n'a-t-il été qu'une simple manœuvre politique destinée à marquer certains petits points symboliques dans la vie politique ?

Il y a sûrement eu plusieurs raisons différentes dans l'élimination de M. Gurler. D'abord, lorsque celui-ci se trouvait à la tête des Forces terrestres à la veille du mémorandum du 12 mars, il a été en contact avec les putschistes du 9 mars qui s'étaient

⁶⁰⁰ Cf. Umit Cizre-Sakallioglu, " AP-Ordu Iliskileri ", Iletisim Yayinlari, Istanbul, 1993.

effectivement fixés comme objectif de faire plutôt une intervention militaire kémaliste et progressiste afin de réaliser les réformes radicales dans les domaines économiques, sociaux et politiques. Même si le Général Gurler n'a pas approuvé en dernière minute, pour telle ou telle raison, une semblable intervention militaire en jouant par la suite un rôle important dans la réalisation du mémorandum du 12 mars, il avait quand même laissé une mauvaise impression sur le PJ. Autrement dit, il a toujours été considéré comme un commandant putschiste, interventionniste et progressiste par le PJ. De ce fait, l'arrivée d'un militaire anti-PJ pouvait poser beaucoup de problèmes au Parti de la Justice. En un mot, le fait qu'il ait eu des tendances interventionnistes, sa présence à la tête de l'État était redoutée.

Ensuite, il faut aussi prendre en considération le fait que l'appareil militaire n'ait pas tout à fait solidaire et unifié sur la candidature de M. Gurler. Il existait effectivement certains différents groupuscules au sein de l'armée turque. Autrement dit, le fait d'être activement présente dans la vie politique depuis le mémorandum du 12 mars, l'armée se trouvait en fait divisée et extrêmement politisée⁶⁰¹. De plus, l'intervention militaire du 12 mars n'avait pas pu tout à fait réaliser ce qu'elle avait promis : l'instauration de l'ordre public, l'assurance du droit de vie des citoyens, la mise en place immédiate des réformes importantes, l'amélioration de vie économique etc. En dernier lieu, l'image de l'institution militaire turque a donc été profondément détériorée suite aux événements politiques passés. De ce fait, le leader pragmatique du PJ, M. Demirel, a voulu profiter de cette circonstance favorable en écartant effectivement avec beaucoup de manœuvres et tactiques politiques la candidature de M. Gurler pour la présidence de la République.

D'une manière générale, il est possible de dire que le PJ n'était pas contre la candidature d'un militaire, mais il était plutôt contre la candidature de M. Gurler qui était considéré comme dangereux et menaçant pour son pouvoir politique. En effet, un autre Général, M. Koruturk, sera élu président de la République avec l'approbation de deux grands partis politiques. Ceci étant dit, le pouvoir civil n'était toujours pas capable de résister à la pression et à la menace militaires dans ses actions politiques. En un mot, comme certains le disent, l'écartement de M. Gurler de la présidence de la République n'était pas vraiment une victoire des civils sur les militaires, mais plutôt une sorte de règlement de compte entre les différents groupuscules militaires. Il n'est pas faux de dire que le pouvoir civil a quand même su pour une fois profiter de la faiblesse et la division militaires.

⁶⁰¹ Hikmet Ozdemir, "Ordu'nun Olagandisi Rolu", op. cit., p.274.

SECTION 4) L'INTERVENTION MILITAIRE DU 12 SEPTEMBRE 1980

Dans cette section, nous allons tenter de mettre en clair la mise au point de l'intervention militaire de 1980, les causes de ce coup d'État militaire et les répercussions de celui-ci sur les relations entre l'armée et les partis politiques. Notre principale préoccupation consiste à déterminer l'importance primordiale de l'armée dans le processus de prise de décision et à clarifier la position militaire dans la sphère politique. Suite à l'intervention militaire de 1980, quel a été le sort des partis politiques ? Comment l'armée turque est-elle devenue une force importante dans la sphère politique ? Qu'a-t-on prévu comme suite dans la vie politique turque, lorsqu'on a décidé de céder le pouvoir politique aux forces démocratiques ? Et enfin, comment, l'armée turque est-elle parvenue à légitimer sa présence dans la sphère politique et à devenir ainsi la principale force politique dans le processus de prise de décision ?

§1) Les causes de l'intervention

Vers la fin des années quatre-vingt le régime civil en Turquie se trouvait dans une impasse pour cause de crise politique. Les événements terroristes et l'anarchie politique ne cessaient de croître depuis le début des années soixante-quinze dans le pays. Le chaos politique constant dans le Parlement, causé tout simplement par des conflits personnels des leaders politiques, reflétait en quelque sorte le chaos des rues. Les hauts dirigeants de tous les partis politiques se trouvaient constamment opposés l'un contre l'autre sans avoir aucun souci de l'évolution politique catastrophique du pays. Une sorte de guerre civile était en train de se développer dans le pays créant une inquiétude énorme parmi les masses qui commençaient déjà à perdre peu à peu l'espoir quant à leur avenir. Selon M. Aksin, la responsabilité du pouvoir politique en place lors de chaque intervention militaire n'est pas négligeable, même si une sorte de collaboration existe entre plusieurs secteurs de l'appareil étatique dans le but d'amener le pays à une situation politique catastrophique⁶⁰².

Dans l'analyse des causes de l'intervention militaire du 12 septembre, il nous appartient de nous interroger sur certaines questions cruciales. Comment se fait-il que les

⁶⁰² Sina Aksin, " Onsoz ", in Sina Aksin ; Bulent Tanor et Korkut Boratav (dir.), " Turkiye Tarihi 5 : Bugunku Turkiye 1980-1995 ", Cem Yayınevi, Istanbul, 1995, p.10.

dirigeants politiques civils ne pouvaient pas prévoir une intervention militaire dans la vie politique compte tenu du blocage du régime politique, de l'inquiétude grandissante des militaires au sujet de l'avenir de l'idéologie kémaliste et le désespoir du peuple à l'égard du régime politique civil ? Pourquoi les partis politiques ne parviennent-ils pas à s'unir rapidement afin d'assurer l'ordre public et la sécurité intérieure et à surmonter les difficultés économiques, sociales et politiques ? Sur quoi reposaient réellement les mésententes entre les partis politiques ?

En se penchant un instant sur le passé, le plus important dans la suspension de la vie démocratique au début des années quatre-vingt, n'était pas l'intervention militaire du 12 septembre 1980 elle-même, mais plutôt le retard et la négligence des hommes politiques civils contre l'alourdissement des incidents terroristes, l'aggravation des conditions économiques et l'agrandissement des conflits sociaux. Par ailleurs, les dirigeants politiques civils s'étaient dotés de fonction privilégiée de désigner le chef d'État-major et les commandants des Forces Armées. Autrement dit, les hommes politiques avaient l'avantage de garder l'armée sous leurs contrôles par l'intermédiaire de moyen de la désignation des grandes instances militaires fidèles à leurs administrations. Mais en réalité, au fil du temps, les militaires avaient su établir leur indépendance institutionnelle dans le système politique vis-à-vis du pouvoir civil.

D'une manière générale, il est possible de dire que l'intervention militaire du 12 septembre 1980 a été soigneusement préparée de façon à ce qu'on ne puisse pas mettre en cause sa légitimité et son caractère obligatoire. Autrement dit, les militaires ont beaucoup patienté avant de passer à l'acte afin d'éviter de se retrouver en contradictions avec les motifs de l'intervention avancés lors de coup d'État militaire du 12 septembre. Ils ont même dû retarder à plusieurs reprises leur intervention dans la vie politique. D'une façon globale, ils ne comptaient plus sur le pouvoir civil dans la résolution des problèmes graves bien avant même, l'intervention militaire du 12 septembre. Ils préféraient néanmoins attendre que le temps soit propice pour leur usurpation du pouvoir politique⁶⁰³. De plus, ils étaient assez expérimentés grâce aux interventions précédentes effectuées dans vie politique par leurs anciens collègues. De ce fait, l'organisation et la préparation de celle-ci a pris du temps au péril d'une effusion du sang et de l'inquiétude grandissante des masses. Selon les données présentes, contrairement aux interventions militaires de 1960 et 1971, il n'y a pas eu avant le coup d'État militaire du 12 septembre, de complot et de tentative de prise de pouvoir organisés par les officiers de grandes intermédiaires et les sous-officiers en renversant l'ordre hiérarchique dans l'armée. Cela prouve qu'on était parfaitement parvenu à instaurer solidement l'ordre hiérarchique dans

⁶⁰³ Cetin Yetkin, " Türkiye'de Askeri Darbeler ve Amerika : 27 Mayıs, 12 Mart ve 12 Eylül'de Amerika'nin Yeri ", Umit Yayincilik, Ankara, 1995, p.168-186.

l'institution militaire turque⁶⁰⁴. De ce fait, on n'a guère assisté au nettoyage de grande ampleur parmi les cadres et les officiers comme ce qui avait toujours été le cas lors des précédents coups d'État militaires.

La particularité de la fin des années soixante-dix provenait du fait qu'il n'y avait plus d'ordre et de présence de l'État dans le pays. Les deux dernières années de la décennie soixante-dix, ont été vraiment marquées par l'écroulement du régime politique en place : l'État ne pouvait même plus assurer sa fonction essentielle, le droit de vivre des citoyens et l'effusion du sang était devenu une partie intégrante de la vie quotidienne, la crise économique pesait lourdement sur la vie des masses, le pays n'était pas correctement et complètement administré pendant huit mois en raison de l'inaptitude des partis politiques et du blocage total du système politique. D'une manière générale, l'État se trouvait dans l'impossibilité totale de faire face à la montée incessante de l'anarchie socio-politique dans le pays, bien qu'on ait su l'origine même de l'instabilité politique et sociale⁶⁰⁵.

Lorsque nous arrivons en 1978, l'inquiétude militaire avait déjà commencé à se faire entendre dans la vie politique. Le Haut Commandement de l'armée était largement embêté par le pouvoir politique à qui il avait continuellement demandé par l'intermédiaire du Conseil National de Sécurité (CNS) de prendre des mesures concrètes destinées à assurer d'abord la dépolitisation des cadres de la police nationale et à permettre ensuite, aux agents de sécurité de bien mener leur lutte anti-terroriste⁶⁰⁶. Suite aux événements tragiques de Kahramanmaras lors desquels une confrontation sanglante et violente s'est produite entre les habitants sunnites, soutenus directement par les partisans actifs de l'extrême-droite, et les habitants alevines de cette ville, le Premier ministre de l'époque, M. Ecevit, a finalement dû accepter l'idée de la proclamation de l'État de siège dans les grandes villes dans l'espoir de faire face à la poussée inquiétante des actes terroristes⁶⁰⁷. Néanmoins, les militaires n'étaient pas satisfaits de cette décision de la proclamation de l'État de siège dans le pays, puisque le leader du PRP, le Premier ministre Bulent Ecevit, avait plus ou moins privé les commandants de l'État de siège d'agir librement sans être dépendant du pouvoir civil. C'est-à-dire, celui-ci, ayant tiré la leçon des expériences des 1971-1973, avait cette fois-ci constitué une "direction de coordination" (*Esgudum Idaresi*) qui permettrait au pouvoir civil de contrôler les commandants de l'État de siège.

⁶⁰⁴ Pour une analyse plus complète sur les similitudes et les différences entre les trois coup d'État militaires en Turquie, Cf. William Hale, "Transition to Civilian Governments in Turkey : the Military Perspective", in Metin Heper et Ahmet Evin (dir.), "Democracy and the Military : Turkey in the 1980s", Walter de Gruyter, Berlin and New York, 1988.

⁶⁰⁵ Cuneyt Arcayurek, "Demokrasinin Sonbahari 1977-1978", Bilgi Yayinlari,, Ankara, 1985, p.431.

⁶⁰⁶ Kenan Evren, "Kenan Evren'in Anilari", Milliyet Yayinlari, Istanbul, 1990, Vol.1, p.197-198 et 230-234.

⁶⁰⁷ Zafer Uskul, "Siyaset ve Asker : Cumhuriyet Doneminde Sikiyonetim Uygulamalari", AFA Yayinlari, Istanbul, 1989, p.191.

Avant de prendre une décision quelconque, les commandants de l'État de siège doivent demander l'accord du pouvoir civil. De ce fait, la proclamation de l'État de siège dans le pays n'avait pas tout à fait satisfait le Haut Commandement qui considérait ceci comme une grave erreur contrariant directement leur lutte anti-terroriste et comme un élément déstabilisateur destiné à fragiliser leur efficacité dans l'établissement de l'ordre public et la sécurité intérieure. Autrement dit, l'intervention du pouvoir civil dans la prise de décision de l'État de siège par l'administration militaire a été jugée comme principal élément de l'inefficacité dans la lutte anti-terroriste⁶⁰⁸. De plus, en raison de la peur de perte des voix, les partis politiques ne voulaient pas fragiliser leur position dominante dans certaine région du pays. Ceci était effectivement le cas du PRP qui était assez sensible à la proclamation de l'État de siège dans les villes de l'Est, puisqu'il ne voulait pas se retrouver dans une situation difficile contre ses électeurs fidèles de cette région dans laquelle il était très bien placé. Ce parti avait beaucoup de députés de cette région qui s'opposaient fortement à l'idée de la proclamation de l'État de siège. De ce fait, M. Ecevit devait obligatoirement préserver l'équilibre fragile dans son groupe parlementaire. Par ailleurs, l'institution militaire turque n'appréciait pas du tout la tolérance du Premier ministre affichée envers les mouvements kurdes, qui menaçaient directement le régime politique⁶⁰⁹.

*A) L'AVEU D'IRRESPONSABILITE DE L'ARMEE DANS LE DOMAINE DE LA
SECURITE INTERIEURE*

Comme l'on a pu examiner plus haut, l'échec partiel du mémorandum du 12 mars 1971 avait assez fragilisé l'institution militaire turque. La formation de gouvernement de coalition avec la participation des technocrates n'avait pas tout à fait donné ces fruits dans la vie politique : l'établissement de l'ordre public et la sécurité intérieure dans le pays constituait toujours la priorité des attentes du peuple et la réalisation des réformes radicales promises par le mémorandum du 12 mars. Ceci étant dit, l'armée était assez réticente et hésitante à l'idée d'une autre intervention militaire dans la vie politique. Il ne fallait plus fragiliser la position dominante de l'armée dans le système politique tout en commettant d'autres erreurs graves. De plus, la mise à l'écart de l'ex-chef d'État-major, le Général Gurler, de la présidence de la république par l'alliance de deux grands partis politiques avait été aussi considérée comme un échec militaire et une victoire du pouvoir civil. Finalement, la désignation du chef d'État-major et des commandants des Forces Armées

⁶⁰⁸ Il était assez étonnant de voir aussi le PJ dans une position politique de critiquer la décision de la constitution de la "Direction de Coordination", Cf. Zafer Uskul, "Siyaset ve Asker", op. cit., p.201-202.

⁶⁰⁹ Kenan Evren, "Zorlu Yillarim 1", Milliyet Yayinlari, Istanbul, 1994, p.44 et 46-48.

par le pouvoir civil a été donc estimée comme un avantage important des civils. Tous ces éléments ont sûrement dû jouer un rôle important dans la volonté militaire de rester quelque temps à l'écart du pouvoir politique jusqu'à ce que le bon moment d'intervenir dans la vie politique en vue de contrôler totalement la situation politique, se dessine clairement.

Au début, l'armée a préféré se maintenir un peu à l'écart de tous les problèmes du pays à cause des expériences embarrassantes des années 1971-1973. La situation politique n'était pas tout à fait apparue aux yeux des militaires comme totalement inquiétante et dangereuse pour le régime politique et son idéologie officielle jusqu'en 1979. A partir de l'intervention militaire turque à Chypre, l'armée a atteint le niveau le plus élevé de son prestige dans la société. Elle avait donc trouvé encore une fois une place importante dans le système politique grâce à cette intervention. En dernier lieu, elle était beaucoup gênée par la présence d'un militaire à la tête du pays, M. Koruturk, puisqu'elle ne voulait pas se trouver contrariée avec celui-ci qui s'était dès le début exprimé contre toute sorte d'intervention militaire dans la vie politique tout en restant ferme face aux tentatives putschistes des militaires. Autrement dit, l'armée avait été directement contrecarrée par l'opposition du Président de la République en cas d'intervention militaire. Comme souligné précédemment, la volonté militaire de se présenter toujours comme unique solution à tous les problèmes politiques dans le pays faisait que l'institution militaire soit intégralement conforme aux exigences du Président de la République. De ce fait, il serait sans doute préférable d'attendre la fin de mandat du Président en 1980, avant d'intervenir dans la vie politique sans se retrouver en porte à faux avec le chef de l'État.

La mise en marche du processus de l'intervention militaire n'a été déclenchée qu'à partir du début des années quatre-vingt suite à la lettre d'avertissement donnée en janvier 1980⁶¹⁰. A ce stade, l'inaptitude et l'inefficacité du pouvoir civil face aux problèmes accablants du pays ont été effectivement justifiées par l'aggravation de la situation politique catastrophique. Les conditions économiques devenaient de jour en jour intenable et insupportables à cause de l'absence de moindre signe positif dans le domaine économique malgré les mesures importantes prises par le gouvernement de M. Demirel le 24 janvier 1980. Avant tout, le peuple était pratiquement étouffé par le fait d'entendre systématiquement et tous les jours les nouvelles d'assassinats de plusieurs personnes dans le pays et effrayé par les actes terroristes. Dans ces circonstances inquiétantes, les leaders de tous les partis politiques ne s'occupaient que d'affaires moindres et

⁶¹⁰ Pour une analyse complète sur le contenu de la fameuse lettre adressée d'abord au Président de la République le 27 décembre 1979 par l'appareil militaire et transmise par la suite le 2 janvier 1980 aux deux leaders de deux principaux partis politiques (M. Demirel, le chef du PJ et le Premier ministre et M. Ecevit, le chef du PRP et de l'opposition) par le Président de la République, M. Koruturk, Cf. Cuneyt Arcayurek, " 12 Eylul'e Dogru Kosar Adim, Kasim 1979-Nisan 1980 ", Bilgi Yayinlari, Ankara, 1988, p.291-294.

personnelles en s'accusant réciproquement, au lieu de se pencher en priorité sur les problèmes essentiels. C'est ainsi qu'une sorte d'érosion du prestige et de la confiance du pouvoir civil commençait à perdre d'une manière inquiétante le terrain auprès du peuple⁶¹¹.

Il convient quand même de préciser que certains politiciens ne tarderont pas à se défendre en avançant l'idée que les militaires étaient également aussi responsables qu'eux de la situation de chaos dans le pays, puisqu'ils avaient directement participé à l'instauration de l'ordre public et à la sécurité intérieure dans le pays pendant 21 mois sous l'administration de l'État de siège. L'un des défenseurs de ces propos, M. Demirel, n'hésitait pas à condamner le pouvoir militaire d'aggraver volontairement la situation politique afin de pouvoir justifier leurs actes putschistes auprès du peuple⁶¹². Plus l'effusion de sang se produit dans le pays, mieux c'est pour les putschistes qui auront effectivement l'occasion de justifier leurs actes antidémocratiques. Une autre accusation adressée à l'armée provenait du fait que le service secret turc n'avait pas du tout averti le pouvoir civil de l'existence d'un coup d'État militaire en voie de préparation. Autrement dit, ce service spécial était officiellement attaché au Premier ministre, mais se trouvait en réalité sous contrôle direct de l'armée⁶¹³. De ce fait, celui-ci a été évidemment accusé d'être complice prioritaire avec l'institution militaire de l'étape de la préparation jusqu'au passage à l'action du coup d'État militaire du 12 septembre. En un mot, selon toujours certains politiciens, ce service spécial a été directement utilisé par l'appareil militaire dans la provocation de plusieurs actes terroristes en vue de donner une vaste justification à son intervention militaire dans le domaine politique⁶¹⁴. Mais, il est impossible de vérifier l'exactitude de ces accusations selon les données politiques scientifiques assez restreintes en raison de l'originalité du sujet. Il ne serait pas de ce fait inutile de citer ici les propos défendus par les militaires selon lesquels la création de la "direction de coordination" pour la gestion d'État de siège leur avait fortement empêché de travailler plus efficacement dans l'établissement de l'ordre public et la sécurité intérieure. Selon les mêmes estimations, les militaires ont été donc contrariés dans la mise en œuvre des mesures préventives en raison de leur dépendance du pouvoir politique civil⁶¹⁵.

⁶¹¹ Hikmet Ozdemir, " Türkiye Cumhuriyeti ", op. cit., p.407-408.

⁶¹² Süleyman Demirel, " Demirel'den Evren'in Anilarina Yanit ", in Milliyet, 23 et 18 novembre 1990 et Süleyman Demirel, " Kanlar Evren'i Cankaya'ya Tasimak Icin Akiyordu ", in Nokta, 18 novembre 1990.

⁶¹³ Pour une connaissance historique et juridique sur le Service secret turc, Cf. Hikmet Ozdemir, " Rejim ve Asker ", op. cit., p.176-192.

⁶¹⁴ Cf. Cetin Yetkin, " Türkiye'de Askeri Darbeler ve Amerika ", op. cit., p.175-186.

⁶¹⁵ Kenan Evren, " Kenan Evren'in Anilari ", Vol.1, op. cit., p.235.

Il est aussi possible de préciser que si les partis politiques avaient réussi à faire une alliance politique entre eux pour la résolution de graves problèmes, les militaires n'auraient sans doute pas eu l'occasion de se procurer autant de justificatifs auprès du peuple pour leurs actions antidémocratiques. Autrement dit, avant de commencer à critiquer l'armée pour ses actes et son complot organisé contre le régime civil, il serait préférable de nous interroger plutôt sur l'échec indiscutable des partis politiques et sur leurs incapacités à bien gérer la situation politique catastrophique de l'époque. Est-ce que c'est possible de se blanchir en accusant seulement des autres sans faire vraiment l'autocritique ? Sur ce point, M. Ozdemir est persuadé que les parlementaires de l'époque étaient sans doute responsables de l'instabilité politique et sociale⁶¹⁶.

B) LA DIFFERENCE ENTRE LA SOLUTION PROPOSEE PAR L'ARMEE ET PAR LES CIVILS

Qui était responsable de l'instabilité politique et de l'anarchie totale dans le pays ? Pourquoi le pouvoir civil ne parvient-il pas à assurer l'ordre public et la sécurité intérieure dans le pays, alors qu'il est constitutionnellement le maître de tous les pouvoirs étatiques ? Est-ce que l'armée est chargée d'assurer la sécurité intérieure et de protéger aussi le pays contre les attaques extérieures sous contrôle du pouvoir civil ?

Dans le souci de déterminer le niveau de responsabilité du pouvoir civil et du pouvoir militaire dans le système politique selon la Constitution de 1961, il conviendrait donc de nous interroger sur les pratiques civiles et militaires de l'époque. D'une manière générale, il est possible de dire que les militaires ne comptaient traditionnellement pas sur les civils au sujet de l'instauration du calme dans le pays à cause de leurs préjugés développés envers eux. Comme l'on a pu expliquer largement dans la partie précédente, les moyens du contrôle permanent de l'armée sur le pouvoir civil, plus particulièrement le Conseil national de sécurité (CNS), les militaires ont toujours eu l'occasion de s'exprimer sur des problèmes politiques et même de s'opposer aux choix civils dans la résolution de certaines questions importantes. De ce fait, on a toujours vu apparaître dans la vie politique turque une sorte de confrontation de préférence des choix entre le pouvoir civil et pouvoir militaire. En vertu de l'article constitutionnel concernant le CNS et sa composition organisationnelle, les militaires étaient largement représentés au sommet de l'État afin de négocier certains sujets cruciaux et préoccupants et de prendre aussi des décisions importantes à caractère consultatif. En outre, l'institution militaire s'était dotée d'une sorte de pouvoir politique dans le système politique en pouvant s'imposer légalement dans la

⁶¹⁶ Hikmet Ozdemir, " *Turkiye Cumhuriyeti* ", op. cit., p.408.

vie politique. Sur ce point, M. Duran s'exprime clairement : " l'appareil militaire devient d'une manière dangereuse une entité politique constitutionnelle dans le système politique turc par l'intermédiaire du CNS tout en demeurant complètement indépendant de pouvoir exécutif "617.

Vers la fin des années soixante-dix, compte tenu de la situation politique catastrophique, le CSN s'est souvent réuni afin de trouver des solutions aux problèmes cruciaux du moment. A ce stade, malgré l'existence des moyens constitutionnels attribués aux militaires leur permettant de s'exprimer, l'armée n'en était toujours pas satisfaite. Autrement dit, les décisions du CSN à caractère consultatif n'étaient pas tout à fait suffisantes pour les militaires, puisqu'ils se plaignaient toujours du pouvoir civil qui ne prenait pas en considération les mesures consultatives proposées par le CNS en raison de l'opportunisme des partis politiques. Selon l'armée, les civils n'étaient pas tout à fait libres dans leurs actions politiques, puisqu'ils sont obligés d'agir par rapport aux exigences électorales, mais non pas par rapport aux intérêts nationaux. En dernier lieu, même si l'on réussit difficilement à faire passer les mesures préconisées par le CSN, la mise en place de ces décisions politiques était difficilement réalisable toujours selon l'armée à cause de l'absence d'une bureaucratie impartiale et efficace dans le pays. D'une façon globale, on se rend effectivement compte de grande défiance de l'institution militaire contre le pouvoir politique civil et contre les politiques considérées malsaines⁶¹⁸. De ce fait, elle revendiquait plus de pouvoir politique et de chance de s'exprimer dans la vie politique de façon à ce qu'elle puisse directement contrôler la situation politique. Elle revendiquait même de transformer le caractère consultatif des mesures du CSN en caractère obligatoire afin d'assurer leur efficacité.

Dans cette circonstance politique, l'armée demandait sans cesse au pouvoir politique civil encore plus de mesures concrètes de sécurité et l'élargissement des fonctions des commandants de l'État de siège lors des réunions du CSN en vue d'exterminer l'anarchie et le chaos politiques dans le pays⁶¹⁹. De cette manière, on revient encore en la matière sur le même raisonnement du début des années soixante-dix : la solution durable à la crise politique et à l'anarchie sociale ne passait que par le renforcement de l'autorité étatique⁶²⁰. Autrement dit, la résolution des problèmes importants ne pouvait être réalisable que par la

⁶¹⁷ Lufu Duran, " Türkiye Yonetiminde Karmasa ", Imge Yayınevi, Ankara, 1993, p.23.

⁶¹⁸ Cf. O. Metin Ozturk, " Ordu ve Politika ", Gundogan Yayinlari, Ankara, 1993, p.103-106.

⁶¹⁹ Bulent Tanor, " Siyasal Tarih (1980-1995) ", in Sina Aksin ; Bulent Tanor et Korkut Boratav (dir.), " Türkiye Tarihi 5 : Bugunku Türkiye 1980-1995 ", op. cit., p.33.

⁶²⁰ Au sujet des mesures restrictives urgentes à prendre, proposées par le chef d'État-major juste avant l'intervention militaire du 12 septembre 1980, Cf. Cuneyt Arcayurek, " 12 Eylul'e Dogru Kosar Adim ", op. cit., p.315-316.

restriction des libertés individuelles et constitutionnelles. Selon l'institution militaire, la crise sociale et politique n'a été engendrée que par les dangers du communisme, de l'intégrisme islamiste et du problème kurde qui étaient destinés à déstabiliser le régime politique en place et à anéantir directement l'État. De ce fait, le problème n'était que politique. Les mêmes remèdes ont été donc proposés encore une fois afin de surmonter ces problèmes importants qui menaçaient l'origine même de l'État et du régime politique.

Quant aux partis politiques, au sujet des méthodes à user pour la résolution des problèmes vitaux, ils étaient logiquement divisés en fonction de leurs propres idéologies politiques. La position politique du PJ n'était pas loin de celle des militaires. Le renforcement de l'autorité étatique et la restriction des libertés individuelles et constitutionnelles constituaient sa principale vision politique en la matière. Sans nous attarder trop sur le rapprochement des idées politiques entre le PJ et l'armée, puisque nous comptons revenir sur ce sujet plus loin, nous nous contenterons maintenant d'exposer brièvement les traits généraux. D'une façon assez simpliste, le PJ a souhaité politiser davantage l'armée par l'intermédiaire du CSN au détriment du PRP. Autrement dit, il voulait tout simplement culpabiliser le PRP en raison de ses engagements politiques non conformes aux exigences militaires. Dans le but de mettre le PRP dans une situation difficile vis-à-vis de l'institution militaire, le PJ n'hésitait pas à employer au prix de la politisation de l'armée, les moyens assez dangereux et délicats⁶²¹.

Le PRP sous la présidence de M. Ecevit, a effectivement voulu marquer sa différence par rapport aux autres partis politiques au sujet de la lutte contre l'anarchie et contre l'instabilité politique. Comme on l'a déjà souligné maintes fois, la structure du PRP avait subi une grande transformation au début des années soixante-dix avec l'élimination de son chef historique, M. İnönü. En outre, le nouveau leader politique du PRP, M. Ecevit, a essayé de mettre définitivement fin à l'alliance Armée-PRP en prenant tout de suite une position contre le mémorandum du 12 mars 1971. Depuis cette date-là, la base traditionnelle des électeurs du PRP a dû effectivement subir une transformation radicale (l'augmentation considérable de voix dans les grandes villes en faveur du PRP, la réussite importante de l'établissement de confiance entre le peuple et le PRP). En outre, le principe d'être populaire a été en fait l'un des objectifs principaux du Parti. L'opposition du PRP à ce genre des mesures antidémocratiques et anti-populaires suggérées constamment par l'institution militaire et le PJ constituait donc la garantie essentielle des droits individuels et constitutionnels. Le PRP s'est toujours déclaré opposer contre des mesures antidémocratiques et mécaniques qui mettent en cause, en effet, l'image positive de l'État. Mais, au fil du temps, l'aggravation des situations

⁶²¹ Cf. Umit Cizre-Sakallioğlu, " AP-Ordu İlişkileri ", op. cit., p.133.

politiques et sociales a en quelque sorte obligé le PRP à prendre des mesures sévères et anti-populaires vers la fin des années soixante-dix, lorsqu'il se trouvait au pouvoir.

Avant de terminer ce paragraphe, il convient quand même de répondre à la question suivante qui peut nous éclairer sur plusieurs points importants. Pourquoi les militaires ont-ils fait tomber le PJ du pouvoir, alors qu'il défendait la même démarche dans la résolution des problèmes graves ? A première vue, cette constatation nous paraît logique et correcte. Mais, si nous nous penchons de près sur le problème, nous constatons que l'intervention militaire du 12 septembre dans la vie politique n'était pas spécialement dirigée contre le PJ, même s'il se trouvait au pouvoir lors de ce coup d'État militaire. Autrement dit, l'objectif premier visé par l'intervention militaire du 12 septembre n'était pas de priver spécialement le PJ du pouvoir politique et de contredire son programme gouvernemental, mais bien au contraire, il s'agissait de sauvegarder le pays de l'anarchie et de l'insécurité perpétuelle tout en tenant tous les partis politiques responsables⁶²². Autrement dit, les militaires n'avaient pas cette fois-ci fait l'intervention dans le domaine politique à cause de l'établissement d'un régime autoritaire ou bien antidémocratique dans le pays et de la non-conformité des pratiques politiques du pouvoir civil en place à la Constitution, comme cela avait été le cas le 27 mai 1960 sous le pouvoir du PD. En un mot, à partir du 12 septembre 1980, l'institution militaire a décidé donc de se placer au-dessus de tout sans faire la moindre alliance avec un parti politique contrairement aux coups d'État militaires précédents. D'une manière générale, l'intervention militaire du 12 septembre avait même à long terme soutenu le PJ en l'écartant du pouvoir politique, puisque celui-ci était complètement inefficace et insuffisant dans l'instauration de la stabilité sociale et politique dans le pays. Les grandes idées principales du PJ ont été par la suite mises en œuvre sous le pouvoir du régime militaire. Il est vrai que le PJ était à court terme perdant, mais, il était à long terme tout à fait gagnant sur le plan général.

C) LES DIFFICULTES ECONOMIQUES ET LA SOLUTION : LES DECISIONS DU 24 JANVIER 1980

Comme on a eu l'occasion de le voir plus largement dans la première partie, selon certains auteurs, on peut effectivement arriver à un résultat politique à partir de corrélations militaro-civiles pour des raisons économiques. On a essayé de formuler ainsi la corrélation entre la conséquence économique et le résultat politique : " On a effectivement voulu restructurer l'économie du pays avec la prise de décisions économiques du 24 janvier 1980. Etant donné que cette nouvelle restructuration

⁶²² Orhan Erkanli, " Askeri Demokrasi ", Gunes Yayinlari, Istanbul, 1987, p.237.

économique devrait peser lourdement sur les classes moyennes et inférieures en raison de la sévérité et la fermeté de ces mesures, sa mise en application parfaite ne pourrait être réalisée que par un régime militaire qui n'a aucun souci à se faire au sujet des engagements politiques ou des promesses partisans⁶²³. De ce fait, l'intervention militaire apparaissait comme une obligation ou bien une nécessité pour la mise en place d'une nouvelle restructuration économique. C'est à partir de cette date-là qu'on a vraiment pris des décisions rigides et sévères aussi bien dans le domaine économique que politique grâce au coup d'État militaire du 12 septembre : l'interdiction de droits de grèves, l'emprisonnement massif des intellectuels et politiciens, l'étouffement rapide des mouvements sociaux, l'interdiction de tous les partis politiques et les syndicats, l'arrestation des hommes politiques et les hauts responsables des syndicats, etc.⁶²⁴ Ceci a sans doute permis aux grands entrepreneurs de s'enrichir davantage sans être contrariés à aucun moment par aucun mouvement social. En un mot, cette nouvelle restructuration économique avait également poussé le régime militaire à prendre aussi des mesures politiques antidémocratiques dans la vie politique afin de pouvoir bien assurer le bon déroulement de cette nouvelle restructuration.

Sur le plan général, il serait peut-être possible d'avancer justement l'idée globale selon laquelle l'intervention militaire dans le domaine politique n'est qu'une sorte d'autodéfense de l'institution militaire qui ne s'efforce que de préserver ses privilèges économiques et politiques dans le système politique. Autrement dit, tant qu'elle considère la situation politique comme menaçante et dangereuse pour la survie du régime politique et de l'État, elle s'engage sans aucune hésitation dans la sphère civile afin de protéger le régime politique et d'assurer donc, la continuité de l'État. Ceci étant dit, l'intervention militaire dans la vie politique est orientée et définie selon le degré de menace dirigée contre ses propres intérêts économiques et politiques et la gravité du danger social et politique destinés à déstabiliser la vie économique et politique⁶²⁵.

De ce point de vue, est-il possible de défendre l'idée d'après laquelle la forte présence de l'armée turque dans le domaine économique a été sans doute déterminante dans son intervention dans la vie politique le 12 septembre 1980 ? Est-ce la seule raison déterminante ou non ? Sinon, qu'est-ce qui avait joué un rôle primordial dans la prise de décision de l'intervention militaire du 12 septembre ? Il ne serait peut-être jamais possible de répondre intégralement et justement aux questions présentes, mais, il n'est peut-être

⁶²³ Suat Parlar, " Silahlı Bürokrasinin Ekonomi Politigi ", Bibliotek Yayinlari, Istanbul, 1997, p.119-120.

⁶²⁴ Korkut Boratav, " İktisat Tarihi (1981-1994) ", in Sina Aksin ; Bulent Tanor et Korkut Boratav (dir.), " Turkiye Tarihi 5 : Bugunku Turkiye 1980-1995 ", op. cit., p.162-163.

⁶²⁵ Cf. Serdar Sen, " Cumhuriyet Kulturunun Olusum Surecinde Bir Ideolojik Aygit Olarak : Silahlı Kuvvetler ve Modernizm ", Sarmal Yayınevi, Istanbul, 1996, p.202-205.

pas impossible de mettre en clair certains points cruciaux de cette intervention. D'abord, l'investissement considérable de l'armée turque dans le domaine économique est un fait prouvé dans la vie politique depuis le début des années soixante-dix. De ce fait, l'inquiétude de celle-ci vis-à-vis de l'anarchie politique, de l'insécurité intérieure, de l'instabilité chronique politique et des mouvements sociaux déstabilisateurs pourrait être partiellement expliquée par ses intérêts économiques⁶²⁶. Ensuite, comme on l'a déjà maintes fois répétées, le rôle principal de l'armée était en priorité de protéger le régime politique, l'idéologie kémaliste et ses acquis. De ce fait, l'existence du danger important et menaçant destiné à anéantir l'origine même de l'État pourrait être une des autres raisons de l'intervention militaire dans le domaine politique. Par ailleurs, il est sûr que tous ces éléments ont dû jouer un rôle différent et important dans la réalisation de ce coup d'État militaire. Mais, il n'est pas possible de définir parfaitement l'importance exacte de chaque élément sur la décision militaire de l'intervention.

Depuis la création de la nouvelle République, l'idéologie officielle du pays a sans doute eu pour but de mettre en priorité en place le modèle occidental. Mais, au fil du temps, l'objectif d'adopter le modèle occidental a été radicalement transformé. Dans le système politique turc, il existait deux grandes forces politiques au début des années quatre-vingt : l'armée et la bourgeoisie. D'une manière générale, depuis le XVIII^{ème} siècle, l'État avait systématiquement transféré la plupart de ses investissements importants à la modernisation et à la restructuration de l'armée qui allait effectivement jouer un rôle primordial dans la sauvegarde et la protection de l'État. Lors de la période de la nouvelle République turque, la grande partie de l'investissement et du capital étrangers ont été continuellement débloquée en vue de moderniser la structure militaire⁶²⁷ et de bien adapter le système militaire aux normes de l'OTAN, puisque la Turquie en faisait partie depuis 1951. L'un des objectifs essentiels de l'idéologie kémaliste était en fait de créer une classe bourgeoise turque selon le modèle occidental. De ce fait, depuis l'apparition de la nouvelle République, on a toujours essayé de contribuer davantage à la création d'une classe capitaliste en y transférant les richesses intérieures et les aides économiques extérieures. En outre, on a vu apparaître deux grandes classes fortes dans la société au début des années quatre-vingt.

L'institution militaire turque et le secteur capitaliste sont rapidement devenus la clef de voûte du système politique soit par l'intermédiaire de l'État, soit par ses propres moyens. L'armée en tant qu'organe étatique et le secteur capitaliste en tant que structure sociale ont

⁶²⁶ Cf. Mehmet Altan, "Darbelerin Ekonomisi", AFA Yayinlari, Istanbul, 1990.

⁶²⁷ Au sujet du processus de modernisation de l'appareil militaire turc à partir des années cinquante, Cf. M. Ali Birand, "Emret Komutanim", op. cit., p.368-393.

des points communs, aucun des deux n'a subi de rupture forcée dans leur organisation et leur développement. Autrement dit, depuis la création du nouvel Etat républicain, l'armée et le secteur capitaliste n'ont cessé de se développer et de devenir les véritables forces dominantes dans le système politique.

De ce fait, en raison de ces conséquences structurelles, l'armée avait fait son choix en faveur du secteur capitaliste au début des années quatre-vingt en ignorant complètement l'autre face de la réalité politique. Autrement dit, au prix de la suppression de certaines libertés individuelles et organisationnelles, l'armée avait fait son intervention dans le domaine politique afin d'assurer la continuité du développement économique. De ce point de vue, dans le but de parfaire l'accomplissement de sa mission historique, l'appareil militaire turc n'a pas hésité à intervenir dans la sphère civile politique.

Pour pouvoir parvenir à une analyse complète, il suffirait de voir les pratiques politiques militaires après le coup d'État du 12 septembre. En effet, dès que les militaires prennent le pouvoir, ils ont commencé par interdire les activités syndicales et les grèves en ordonnant rapidement aux ouvriers en grève de reprendre immédiatement le travail. Ils ont fait beaucoup de promesses de transformer totalement tous les domaines sauf deux : les relations internationales et les mesures économiques du 24 janvier mises en place par le gouvernement de M. Demirel. C'est effectivement lors de sa conférence de presse du 16 septembre, que le Général Evren avait déjà donné deux indications claires sur ce que sera la politique économique des nouvelles autorités. Il a d'abord déclaré que " le programme de stabilisation en vigueur sera appliqué ". Ce programme, lancé le 24 janvier dernier par le Premier ministre conservateur, M. Demirel, visait, par-delà des mesures de redressement circonstanciées nécessaires, à lancer la Turquie sur les rails de l'économie de marché. La paralysie quasi totale de tous les rouages du pays l'avait, seule, empêché de mener à bien cette tâche. De ce fait, reste facilement à prévoir cette question cruciale : à qui allait davantage profiter, sur les plans économique et social, le nouveau régime militaire ?

De ce point de vue, d'autres questions s'enchaînaient ainsi : est-il possible d'appliquer brutalement des schémas libéraux aussi rigoureux dans un pays où le secteur public et privé connaissent une telle imbrication ; où l'armée elle-même est indirectement partie prenante dans le développement industriel ; où la possibilité d'une compétition de type libéral est opérée par la protection du marché national et, plus encore, par la situation oligopolistique dans la plupart des branches où, seules, deux ou trois entreprises sont théoriquement en concurrence ; où la bureaucratie d'État est une institution sur laquelle a reposé la République turque depuis sa fondation ?

Les militaires putschistes n'ont pas tardé à contacter l'homme clé des mesures économiques du 24 janvier, Turgut Özal, qui avait des relations étroites avec le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale. Le futur Premier ministre et le futur Président de la République, M. Özal, a essayé d'expliquer l'importance de l'application immédiate de son programme économique entamé déjà avant le coup d'État militaire du 12 septembre sous le gouvernement de M. Demirel. Les militaires ont vite reçu le message de cet homme politique qui était fortement soutenu par Washington, le FMI et la BM. De ce fait, il a été ainsi désigné le seul responsable des affaires économiques tout au long de la période du régime militaire⁶²⁸. En un mot, le programme économique du gouvernement civil de M. Demirel a été intégralement mis en œuvre comme mesure économique miracle par le régime militaire d'une part, ce même gouvernement a été aussi écarté avec la force du pouvoir politique sous prétexte de ses politiques inefficaces et inaptes d'autre part.

§2) L'intervention militaire ou le rappel de la mission de l'armée kémaliste et l'interdiction des partis politiques

Pour la troisième fois depuis 1960, le haut commandement de l'armée turque est intervenu à l'aube du 12 septembre 1980 pour assumer les responsabilités du pouvoir en invoquant sa mission de "maintenir et sauvegarder la République". Comme expliqué plus haut sur certaines causes de cette intervention militaire dans le domaine politique, il va de soi que la dégradation du climat politique turc ces dernières années a créé une situation suffisamment grave pour pousser l'État-major militaire à intervenir. Le fonctionnement de la vie démocratique et du système légal, respecté, a abouti en effet au blocage absolu en raison de l'incapacité des dirigeants à s'entendre sur les moindres sujets politiques. L'alternance au pouvoir de M. Demirel et Ecevit n'a eu d'autre résultat, au fil des années, que de démontrer l'impuissance de l'un comme de l'autre à maîtriser la crise économique et l'élargissement des événements terroristes. La seule solution résidait dans leur alliance, que réclamaient les milieux d'affaires et les chefs militaires. Ils s'y sont refusés, avec une légale obstination⁶²⁹.

⁶²⁸ Feroz Ahmad, "Modern Türkiye'nin Olusumu", op. cit., p.249 et 258.

⁶²⁹ M. Ali Birand, "12 Eylül, Saat : 04.00", Karacan Yayinlari, Istanbul, 1984, p.150-160. (Le même ouvrage a été traduit en anglais sous le nom de "The Generals' Coup in Turkey : An Inside Story of 12 September 1980", Brassey's Defence Publishers, London, 1987).

A) LES CAUSES DE L'INRERVENTION MILITAIRE

D'une manière globale, le terrorisme, qui accroissait chaque jour, le nombre de ses victimes dans tous les camps, résultait certes de l'urbanisation accélérée, du chômage et du désespoir des minorités ethniques ou religieuses opprimées par la poigne de fer du nationalisme turc aussi bien que par la pauvreté. Enfin, le réveil de l'islam dans les pays voisins faisait sentir ses effets dans l'Est du pays.

Par ailleurs, la dégradation de la situation politique, économique et sociale que connaissait la Turquie depuis plusieurs années, et la récente multiplication des avertissements de l'État-major au pouvoir civil, laissaient envisager une telle éventualité. Le Général Evren, président du Conseil national de sécurité, a justifié l'intervention de l'armée par le danger mortel que courrait le pays du fait des divisions et de la paralysie du gouvernement, du Parlement et des partis politiques. Les uns et les autres ont été dissout. Le Premier ministre, M. Demirel, et le chef de l'opposition, M. Ecevit, ont été placés " sous la protection de l'armée ". Plusieurs autres dirigeants politiques ont été interpellés, dont M. Erbakan, président du Parti du salut national (islamique)⁶³⁰.

C'est par un message du Général Kenan Evren, président du Conseil national de sécurité, que l'annonce du coup d'État a été officialisée. " Les forces armées ont pris le contrôle du pays pour sauvegarder son intégrité territoriale et son unité nationale. L'armée a été obligée de faire face au danger mortel que courrait le pays ", a-t-il affirmé. " Nous avons réussi à prendre le contrôle complet du pays ". " Si l'armée n'avait pas pris cette décision historique avec une détermination consciencieuse et par amour pour le pays, la Turquie aurait couru à la catastrophe, et les idéaux du kémalisme n'auraient pu être préservés ". Enfin, dans ce communiqué, il demande aux soldats turcs de respecter la hiérarchie militaire et de se comporter en patriotes disciplinés et de lutter activement contre l'anarchie, les menées séparatistes, la terreur, mais aussi contre les idéaux communistes, ceux du fascisme et du fanatisme et pour le kémalisme.

Selon toujours les militaires putschistes : " L'armée turque avait pris le pouvoir ce matin à 5 heures, en application de la loi sur le fonctionnement de l'armée qui lui donne la mission de sauvegarder et maintenir la République turque, en respectant le principe de la hiérarchie militaire (...), et pour préserver l'unité et l'intégrité du pays, empêcher la menace d'une guerre civile fratricide, restaurer l'autorité de l'État et vaincre tous les

⁶³⁰ Kenan Evren, " Zorlu Yillarim I ", op. cit., p.222.

obstacles qui empêchent le bon fonctionnement de la démocratie. Elle demande au pays d'avoir confiance dans son armée, sortie de son sein ”⁶³¹.

Après avoir intervenu dans la vie politique, le régime militaire, par l'intermédiaire de son chef, le Général Evren, s'est justifié grosso modo, par les arguments suivants : La séparation des pouvoirs inscrite dans la Constitution s'est révélée dans la pratique une lutte des pouvoirs, au grand dam du pays. Après avoir mise en cause indirectement aussi bien les organes de la justice que les universités retranchées derrière les slogans de l'État de droit et de l'autonomie, les partis politiques ont œuvré continuellement pour accroître la tension intérieure du pays et en somme, d'avoir encouragé les menées séparatistes et subversives. Il a déploré l'affaiblissement de l'autorité de l'État du fait que chaque parti s'efforçait de placer ses hommes dans l'administration. Selon toujours lui, depuis huit mois, rien n'a été fait, et le Parlement se trouve paralysé depuis le 22 mars 1980. De petits calculs politiques ont mené dans l'impasse les élections présidentielles. Il continuait donc de condamner les agissements de ceux qui, par calcul électoral, sèment la discorde entre les membres des sectes religieuses qui, jusqu'alors, vivaient tranquillement, alors que les organes constitutionnels ne sont pas conscients des dangers que courrait l'État et n'avaient pas vu la dynamite placée dans les fondements mêmes de l'État par ses adversaires. C'est pour ces raisons, dit le Général Evren, que les forces armées ont pris le pouvoir d'abord pour sauvegarder l'unité nationale, pour préserver les droits et libertés, la vie, les biens et la sécurité des citoyens, ensuite pour restaurer l'autorité de l'État. Et finalement, termine-t-il ainsi : “ nous étions obligés de la faire. La Turquie devra entrer dans une période de développement économique accéléré, et l'armée turque se fonde uniquement sur les idées kémalistes ”⁶³².

Dans l'analyse de cette intervention militaire, il ne serait pas inconcevable de la tenir pour l'élément authentique d'un plus ample calcul, où entrent des données stratégiques, idéologiques et sociologiques. Comme on l'a déjà maintes fois précisées, le sentiment d'une légitimité ancrée dans l'histoire avait sans doute joué un rôle primordial dans les actions des militaires. C'est par Kemal Atatürk que le corps militaire a fondé la Turquie moderne, unifiée, centralisée, laïque, et les principes du kémalisme sont invoqués comme des absolus, jamais contestés. Après Kemal, le haut commandement a délégué ses responsabilités à la présidence de la République, et il s'est toujours, en fonction de ces traditions, jugé mandataire de la préservation des structures de la nation. D'où son

⁶³¹ Bulent Tanor, “ Siyasal Tarih (1980-1995) ”, in Sina Aksin ; Bulent Tanor et Korkut Boratav (dir.), “ Turkiye Tarihi 5 : Bugunku Turkiye 1980-1995 ”, op. cit., p.27.

⁶³² Le Monde, Dimanche 14 - Lundi 15 septembre, 1980, p. 2.

hostilité foncière aux mouvements ethniques qui débouchent sur le séparatisme, aux renaissances religieuses qui rongent la laïcité.

L'importance de l'intervention militaire du 12 septembre 1980 dans la vie politique était en effet énorme et marquante. Les années qui suivirent ce coup d'État militaire ont été effectivement le début d'une nouvelle ère mouvementée au sein de l'histoire de la Turquie dans les domaines politiques, économiques et sociaux. La raison principale de ces effets marquants et primordiaux, provenait du fait que le régime militaire du 12 septembre avait pris des décisions importantes et effectué de nouvelles actions politiques qui allaient par la suite profondément marquer la vie politique du pays. De ce fait, la Turquie vit sur les effets de cette intervention militaire dans la vie politique jusqu'à nos jours et il semblerait selon les observateurs et spécialistes, que le pays va les assumer encore longtemps⁶³³.

En outre, la transition à la vie démocratique a été assez douloureuse suite à l'intervention militaire du 12 septembre, puisque les problèmes affrontés ne résultaient pas seulement de la structure du régime militaire. Comme c'est le cas dans tous les coups d'État, les militaires essayaient de se procurer davantage de moyens constitutionnels afin de garantir leur avenir lors de la transition d'un régime militaire à un régime démocratique civil. De plus, la recherche d'un nouveau modèle économique en Turquie et le bouleversement radical de la géographie politique mondiale au début des années quatre-vingt-dix avec l'éclatement du mur de Berlin ont dû rendre sans doute le processus de cette période transitoire plus douloureux et difficile.

Cette intervention militaire avait été en fait réalisée dans le respect de la hiérarchie militaire. Cela a été sans doute un grand soulagement pour les hommes politiques qui craignaient notamment d'un coup d'État militaire des cadets à caractère plus radical et révolutionnaire. Ce sont particulièrement deux leaders politiques qui étaient, en quelque sorte, soulagés, lorsqu'ils ont appris que l'intervention du 12 septembre était réalisée par les officiers de haut grade en respectant la hiérarchie : M. Ecevit ayant peur d'un coup d'État militaire de l'extrême-droite et M. Turkes ayant de son côté peur de celui de gauche révolutionnaire⁶³⁴.

Comme on a pu exposer plus haut les principales raisons de cette intervention, les militaires se plaignaient énormément du manque de fonctions nécessaires des commandants de l'État de siège pour lutter efficacement contre l'anarchie et le danger séparatiste et religieux avant leur coup d'État militaire. De ce fait, les membres militaires

⁶³³ Henri J. Barkey, " Why Military Regimes Fail : The Perils of Transition ", in *Armed Forces and Society* ", Vol.16, No.2, winter 1990, pp.169-192.

⁶³⁴ Cuneyt Arcayurek, " Cuneyt Arcayurek Acikliyor 10 ", *Bilgi Yayinevi*, 1986, pp.382-383.

du CSN se sont à chaque reprise opposés lors des réunions de ce Conseil civilo-militaire, au régime politique civil de ne pas faire des modifications nécessaires dans la loi d'État de siège, de ne pas entamer notamment la création des cours de sûreté de l'État dans le but d'accélérer le processus de prise de décisions juridiques et de ne pas adopter finalement la fameuse loi qui permettrait de proclamer pour une longue durée dans certaines régions du pays l'État de l'exception (*Olaganustu Hal*). Néanmoins, le système politique démocratique ne pouvait pas complètement supporter ces mesures draconiennes demandées sans cesse par l'armée. Les gouvernements civils ont effectivement essayé de s'y opposer avec leurs moyens possibles. Le Premier ministre de l'époque, M. Demirel, considéré par exemple certaines de ces demandes militaires comme incompatibles et inconcevables avec un régime démocratique de droit⁶³⁵. En outre, grâce à l'intervention militaire du 12 septembre 1980, les militaires se sont finalement vus doter de tous les pouvoirs politiques nécessaires pour prendre directement eux-mêmes des mesures draconiennes revendiquées sans avoir donc besoin du pouvoir civil. C'est à partir de là que la suspension de la Constitution de 1961, la dissolution du Parlement, l'interdiction de tous les partis politiques, l'arrestation des leaders politiques de tous les partis et la prise de décision de l'interdiction presque totale de toutes confédérations syndicales et de toutes associations démocratiques de masse ont été rapidement mises en place grâce aux décrets militaires. En un mot, le Conseil national de sécurité s'est muni des fonctions législatives extraordinaires dans des conditions exceptionnelles de l'époque.

B) LE FONCTIONNEMENT DU RÉGIME MILITAIRE APRES LE COUP D'ÉTAT

Le processus de prise de décision se faisait donc sous le régime militaire par l'intermédiaire du Conseil national de sécurité qui était tout simplement nettoyé de tous ses membres civils et équipé de fonctions politiques extraordinaires. Ce fameux Conseil était en effet composé de cinq généraux, auteurs actifs de coup d'État militaire du 12 septembre : le président de Conseil et le Chef d'État-major, le Général Kenan Evren, le Commandant des forces armées, le Général Nurettin Ersin, le Commandant des forces aériennes, le Général Tahsin Sahinkaya, le Commandant de la marine, le Général Nejat Tumer et le Commandant de la gendarmerie nationale, le Général Sedat Celasun. Et finalement, le Commandant de l'armée de l'Égée, le Général Haydar Saltik, ayant joué un rôle important dans la préparation de l'intervention, a été donc nommé secrétaire général du Conseil. En effet, le Conseil national de sécurité s'est déclaré comme unique pouvoir

⁶³⁵ Ibid., p. 10-16.

politique en place capable de faire les décrets en vertu de la mise en application de la loi du 27 octobre pour remplacer provisoirement la Constitution de 1961⁶³⁶.

Dans le souci de s'équiper d'une apparence parlementaire et de trouver une autorité compétente exécutive, le Conseil national de sécurité a donc décidé de nommer le 18 septembre 1980 l'ancien Commandant de la marine, le Général Bulent Ulusu, à la tête du Cabinet civil. M. Ulusu a pu constituer le 21 septembre son Cabinet qui était composé de vingt sept technocrates. On comptait cinq militaires retraités avec le Premier ministre, M. Ulusu, dans ce Cabinet. Le principal acteur politique du programme économique du précédent gouvernement de M. Demirel, Turgut Özal, a été effectivement désigné comme vice-Premier ministre et principal responsable des affaires économiques grâce à ses bonnes relations avec le FMI et la Banque Mondiale et à son haut prestige international⁶³⁷. De ce fait, les partisans du PRP ont immédiatement critiqué le nouveau gouvernement d'avoir " le même programme de M. Demirel mais sans lui " ⁶³⁸. Compte tenu de la période militaire extraordinaire, le nouveau gouvernement a pu prendre des mesures draconiennes grâce au seul appui du Conseil national de sécurité sans aucune opposition du Parlement et de la presse écrite et visuelle.

Si nous essayons de faire une petite comparaison entre l'intervention militaire du 27 mai 1960 et celle du 12 septembre 1980, nous nous distinguons trois grandes différences. Premièrement, on n'a pas assisté à un nettoyage total dans l'institution militaire suite à l'intervention du 12 septembre. On a effectivement respecté l'ordre hiérarchique dans l'armée sans perturber l'équilibre des forces le 12 septembre 1980. De ce fait, le régime militaire du 12 septembre représentait la volonté collective du haut commandement contrairement à l'intervention militaire du 27 mai 1960 suite à laquelle certains petits groupes au sein de l'armée ont fortement été présents dans le régime militaire. Deuxièmement, le pouvoir politique a été davantage centralisé contrairement au 27 mai. Il n'y avait aucun groupe radical fort au sein de l'institution militaire étant capable de se dresser contre l'autorité centrale du haut commandement. Autrement dit, en dépit de l'existence inévitable de différence d'opinions au sein de l'institution militaire au sujet de la nature du régime militaire, ces groupes n'étaient pas assez forts pour faire face aux conduites politiques du haut commandement. Et enfin, troisièmement, il n'y avait presque aucune division entre les hauts dirigeants militaires et les commandants des armées. Autrement dit, tous les commandants des forces armées ont gardé leurs titres militaires

⁶³⁶ Hikmet Ozdemir, " Turkiye Cumhuriyeti ", op. cit., p.438-439.

⁶³⁷ Pour une compréhension générale sur la désignation de M. Özal à la tête de l'économie du pays par le régime militaire, Cf. Cetin Yetkin, " Turkiye'de Askeri Darbeler ve Amerika ", op. cit., p.188-189.

⁶³⁸ Hasan Cemal, " Tank Sesleriyle Uyanmak ", Bilgi Yayinevi, Ankara, 1986, p. 533-554.

jusqu'en juin 1983 sans être confronté à aucune opposition majeure dans l'armée. Le plus faible conflit s'est produit entre les hauts dirigeants militaires ayant gardé leurs postes au sein de l'institution militaire et les autres commandants des armées. Tous ces éléments ont évidemment renforcé la solidité et la stabilité du régime militaire.

Afin de bien analyser l'intervention militaire du 12 septembre, il convient donc de nous interroger un peu sur l'attitude des milieux extérieurs envers cette intervention militaire. D'une manière générale, il est exact de dire que le régime militaire s'est plus ou moins limité dans ses actions politiques antidémocratiques par rapport aux exigences des pays occidentaux. Ce n'était pas un hasard qu'à la veille de coup d'État militaire du 12 septembre un haut responsable militaire se trouvait aux États-Unis⁶³⁹. Il était normal que le régime militaire soit tellement préoccupé par les réactions occidentales, particulièrement américaines. En effet, l'administration américaine soulignait à chaque reprise l'importance stratégique de la Turquie dans le Moyen-Orient du point de vue de l'OTAN. Les États-Unis se sont exprimés par l'intermédiaire de Carter, préoccupé par la rupture de la vie démocratique en Turquie et assez attentif au processus rapide de la transition à la démocratie. Néanmoins, les américains ont évité de critiquer directement le régime militaire en place. D'une manière globale, ils étaient contents et préoccupés par ce dernier. Quant aux européens, ils étaient assez soucieux et préoccupés par l'évolution politique antidémocratique en Turquie. Le Conseil Européen, le Parlement Européen et Amnistie Internationale étaient tellement vigilants et inquiets de la violation des droits de l'homme et des pratiques de la torture en Turquie. De ce fait, les pays européens étaient déterminés à faire pression sur le régime militaire en vue d'accélérer le processus de démocratisation de la vie politique. Au lendemain de l'intervention militaire, la Turquie a été exclue du Conseil Européen jusqu'à ce que le régime militaire décide de céder le pouvoir politique aux représentants civils. De la même manière, on a immédiatement suspendu l'aide économique européenne prévue en faveur de la Turquie avant le coup d'État militaire du 12 septembre.

Même si le régime militaire a catégoriquement nié devant l'opinion publique turque avoir été influencé par les réactions occidentales dans leurs actions politiques, celui-ci a en réalité été assez attentif et favorable au rétablissement rapide des relations normales avec les pays occidentaux. Il n'a pas non plus arrêté de refuser systématiquement les violations des droits de l'homme dans le pays. C'est justement grâce à ces réactions que le régime militaire a été obligé de rendre le pouvoir aux civils dans un délai de trois ans⁶⁴⁰.

⁶³⁹ Cetin Yetkin, "Turkiye'de Askeri Darbeler ve Amerika", op. cit., p.133-136.

⁶⁴⁰ Hasan Cemal, "Tank Sesiyle Uyanmak", Bilgi Yayinevi, Ankara, 1992, p.216, 226, 279 ; David Barchard, "Turkey and the West", Routledge and Kegan Paul, Londres, 1985, p. 58-60.

Il est également important de voir le sort des partis politiques suite au coup d'État militaire du 12 septembre. Lors de l'intervention de l'armée, les leaders politiques des partis avaient été immédiatement placés sous surveillance militaire. Dans un premier temps, d'après certaines déclarations publiques du régime militaire, celui-ci n'avait pas prévu d'abord l'interdiction de tous les partis politiques et ensuite d'exclure leurs leaders et leurs membres de la vie politique. Cependant, tous les partis politiques ont été interdits le 16 octobre 1981 plus ou moins un an après le coup d'État militaire⁶⁴¹. Selon l'évolution politique de l'époque, ils ont donc décidé au fil du temps de les éliminer de la vie politiques. Par la suite, en vertu de l'article provisoire 4 de la nouvelle Constitution de 1982, on a voulu cette fois-ci écarter carrément tous les leaders, secrétaires et dirigeants de tous les partis politiques actifs avant le coup d'État militaire de la scène politique. Durant dix ans, ces hommes politiques faisant partie de cette catégorie, ne pourraient ni se présenter aux prochaines élections, ni adhérer à aucun nouveau parti politique et ni établir le moindre contact politique avec les nouveaux partis⁶⁴². D'une manière générale, les dirigeants militaires ont en fait espéré éliminer définitivement les anciens leaders de la vie politique et libérer la place à de nouveaux hommes. Tout au long du régime militaire, le Général Evren, Président de la République, n'a pas arrêté de critiquer les anciens leaders en les tenant responsables de tous les problèmes politiques et sociaux.

§3) La position de deux grands partis politiques à l'égard du régime militaire du 12 septembre

Nous tâcherons de souligner l'importance des relations entre l'armée et les deux grands partis politiques afin de pouvoir déterminer les responsabilités politiques de ces deux partis dans la réalisation de l'intervention militaire de 1980. Quels comportements politiques, ces deux partis, ont-ils entretenus avec le régime militaire après le coup d'État militaire ? Comment ont-ils réagi à l'égard du régime politique et de ses pratiques ? Est-ce qu'ils ont été déterminés ou décidés face au régime militaire, ou bien passifs et indéterminés ?

⁶⁴¹ Yalcin Dogan, " Dar Sokakta Siyaset ", Tekin Yayinlari, Istanbul, 1986, p.42-44.

⁶⁴² Bulent Tanor, " Siyasal Tarih (1980-1995) ", in Sina Aksin ; Bulent Tanor et Korkut Boratav (dir.), " Turkiye Tarihi 5 : Bugunku Turkiye 1980-1995 ", op. cit., p.34-35.

A) LA RELATION DU PRP AVEC LE RÉGIME MILITAIRE DU 12 SEPTEMBRE

Comme on a pu l'évoquer plus haut, le premier grand examen de M. Ecevit à la tête du PRP a été sans doute les élections présidentielles de 1973. La prise de position ferme de celui-ci contre le régime militaire du 12 mars a été effectivement l'un des facteurs principaux dans la constitution de son charisme dans la vie politique turque. Dans sa continuité, les élections présidentielles de 1973 se sont donc avérées déterminantes et importantes pour la mise en place de cette politique révolutionnaire pour un parti de l'État. Depuis 1971, le PRP a pu naturellement réaliser de bons scores électoraux grâce à la prise de position de M. Ecevit contre le régime militaire du 12 mars. C'est également à partir de cette date que le PRP a multiplié ses efforts politiques pour devenir le parti du peuple en renonçant d'être le parti de l'État.

Après avoir fait un petit rappel, il convient de nous interroger maintenant sur l'attitude du PRP à l'égard du régime militaire du 12 septembre. Suite à l'intervention militaire dans la vie politique, les leaders des partis ont été placés en garde à vue à *Hamzakoy*. M. Ecevit étant sous contrôle militaire, estimait globalement le coup d'État militaire ainsi : " A partir de 1979, un jeu politique était en train de s'organiser contre la démocratie, contre le PRP. On voulait à tout prix suspendre la démocratie afin de mettre en place le modèle économique en question. Il était clair que cela été directement visé ". Dans la continuité de son raisonnement, ajoute-t-il ainsi : " En dépit de mes propositions permanentes en vue de former un gouvernement de coalition à une base étendue, la solution démocratique a été systématiquement rejetée. Autrement dit, j'ai toujours essayé de surmonter la crise politique avec les mécanismes de la démocratie afin d'éviter à tout prix une intervention militaire dans la vie politique. Néanmoins, tous les mécanismes démocratiques ont été paralysés. Le terrorisme a été systématiquement provoqué et une intervention militaire a été donc présentée comme unique solution "⁶⁴³.

Comme on peut le constater, M. Ecevit parlait d'un complot organisé contre le régime démocratique malgré ses efforts politiques. La mise en place d'un régime militaire dans la scène politique a été donc encouragée par certaines forces politiques. Selon toujours lui, la mise en application du programme économique du gouvernement de M. Demirel nécessitait de la suppression totale des droits sociaux et de la suspension de la vie démocratique. D'où le régime militaire est apparu comme unique remède. En dépit de

⁶⁴³ Yalcin Dogan, " Dar Sokakta Siayset ", op. cit., p.48.

l'écartement du pouvoir civil de l'époque, son programme économique a été intégralement adopté par le régime militaire comme modèle économique à appliquer⁶⁴⁴.

On doit maintenant constituer un régime politique idéal qui pourrait mettre en œuvre dans son intégralité le programme économique du gouvernement de M. Demirel. Autrement dit, le modèle économique préparé par le PJ et qui n'a pas pu être réalisé par celui-ci pour des raisons diverses, aura ainsi l'occasion de se faire jour plus efficacement sous le régime militaire. De plus, les modifications constitutionnelles revendiquées depuis des années par le PJ se verront donc réalisées sous la force du régime militaire⁶⁴⁵. En un mot, le leader républicain essayait, de ce fait, de mettre à la lumière les ressemblances étroites entre le PJ et l'armée au niveau de leurs idéologies politiques et conduite politique et économique. D'une manière générale, la terreur avait atteint son but final : les événements déstabilisateurs et les actes de violence se sont arrêtés d'une façon étrange en un seul jour. Cela nous prouve clairement que les actes terroristes ont été utilisés comme moyen justificatif par le régime militaire. D'après M. Ecevit, la fonction escomptée du terrorisme s'est vue parfaitement réaliser. L'objectif final de cette intervention militaire était d'assurer le bon fonctionnement de la mise en œuvre des décisions économiques du 24 janvier. Il n'était pas illogique que le régime politique en question soit restructuré par rapport au modèle économique du gouvernement de M. Demirel⁶⁴⁶.

Si nous revenons maintenant sur la réaction du PRP contre l'intervention militaire du 12 septembre, nous pouvons nous rendre compte de la division importante entre les dirigeants politiques du parti. Lorsque le leader du parti se trouvait en garde à vue à *Hamzakoy*, les hauts dirigeants du parti avaient décidé de mettre en place une politique conciliante envers le régime militaire sans créer aucune tension dans le pays. Leurs propos politiques étaient, en effet, basés sur la stratégie suivante : le recours des politiques du chef historique, M. İnönü, d'employés envers le régime militaire après chaque coup d'État militaire. Les militaires ne rentreront dans leur caserne que s'ils réussissent leur action politique. De ce fait, il faut faire très attention au fait qu'ils se sentent gagnants. Il ne faut pas faire opposition aux politiques militaires afin de ne pas les contrarier. Par rapport à ces réalités politiques, ces hauts dirigeants républicains proposaient donc une stratégie à trois niveaux : premièrement, l'intervention militaire du 12 septembre était indispensable et inévitable ; deuxièmement, l'armée turque n'était pas une armée de

⁶⁴⁴ Pour une analyse approfondie sur les décisions du 24 janvier 1980 et sur l'approbation de ces décisions par les hommes d'affaires, Cf. Zikri M. Sonmez, "Turkiye Ekonomisinde Bunalm : II, 1980 Sonbaharından 1982'ye", Belge Yayınları, İstanbul, 1982, p.90-91.

⁶⁴⁵ Teoman Ergul, "Sosyaldemokraside Ayrisma Yillari", op. cit., p.13.

⁶⁴⁶ Au sujet des mesures économiques prises par les divers gouvernements tout au long des années soixante-dix, Cf. Irvin Cemil Schick et Ertugrul Ahmet Tonak, "Uluslararası Boyut : Ticaret, Yardım ve Borçlanma", in I. C. Schick et E. A. Tonak (dir.), "Gecis Surecinde Türkiye", op. cit., p.354-385.

l'Amérique Latine, elle avait une tradition de démocratie. Vu ses interventions précédentes dans la vie politique, elle a toujours tenu sa promesse de laisser le pouvoir politique aux civils après un court délai. Troisièmement, en partant de ces réalités politiques, chaque parti politique était plus conciliant et compréhensible à l'égard du régime militaire. En dernier lieu, les dirigeants essayaient d'avertir leur leader dans ses comportements politiques vis-à-vis du régime militaire en faisant effectivement allusion aux réactions politiques de M. Ecevit contre le mémorandum du 12 mars 1971⁶⁴⁷.

D'une manière globale, la politique proposée par les hauts responsables du PRP à l'égard du régime politique du 12 septembre constituait essentiellement la critique de la prise de position de M. Ecevit contre le mémorandum du 12 mars. Il ne fallait donc pas aggraver la situation politique par une conduite politique opposée contre le régime militaire. La politique la plus intelligente était justement d'approuver intégralement l'intervention militaire et ses exigences sans s'y opposer en vue d'accélérer le processus de démocratisation de la vie politique. Si cela était nécessaire, on devait même les aider pour qu'ils réussissent. La réaction de M. Ecevit était assez nette : il ne faut pas se tromper de principes politiques à défendre dans la formation d'une démocratie saine et durable. Sous le prétexte de se doter des avantages médiocres et provisoires dans un système démocratique, il ne faut pas renoncer aux principes fondamentaux de la démocratie. Tout le monde doit être responsable de ses principes de base. C'est ainsi que la division entre les hauts dirigeants du PRP et leur leader se dégradait de plus en plus sur les grands principes fondamentaux à tenir contre le régime militaire.

En réalité, on a voulu remettre en question la politique équitable de M. Ecevit constituée soigneusement à l'égard de l'appareil militaire depuis à peu près dix ans. Les hauts dirigeants politiques du PRP ont effectivement suggéré de soutenir le régime militaire ou bien d'être en harmonie avec celui-ci tout en étant complètement en contradiction avec la politique de M. Ecevit, en voie de développement depuis 1971. En effet, certains dirigeants politiques du parti se trouvaient en contact direct avec les militaires avant même l'intervention militaire du 12 septembre⁶⁴⁸. Le secrétaire général du PRP, Orhan Eyuboglu, avait en fait accepté de s'engager activement dans le gouvernement militaire sans demander au préalable l'avis du président de son parti. De ce fait, une division interne au sein du PRP avait donc son origine bien avant l'intervention militaire du 12 septembre. Dans ses récits écrits, M. Evren parlait effectivement de

⁶⁴⁷ Yalcin Dogan, " Dar Sokakta Siyaset ", op. cit., p. 68-69.

⁶⁴⁸ Hasan Cemal, " Tank Sesiyle Uyanmak ", op. cit., p.139.

l'arrivée de certains hommes politiques à l'État-major avant le coup d'État militaire du 12 septembre pour se plaindre de la politique de leurs leaders⁶⁴⁹.

Le dernier gouvernement de M. Ecevit de 1979, avant le coup d'État militaire du 12 septembre, connaissait les rumeurs d'une intervention militaire dans la vie politique et se multipliait davantage. Dans la presse écrite et visuelle, on ne se gênait pas de discuter facilement d'une éventuelle intervention militaire⁶⁵⁰. En outre, le pouvoir républicain se trouvait effectivement dans une situation assez difficile. Le dernier gouvernement de M. Ecevit n'était pas, non seulement à la hauteur de déterminer les conditions et le climat politiques, mais en plus, celui-ci était fortement bouleversé par la division interne et aussi par la forte présence des idées politiques incohérentes et confuses dans le parti. L'une des raisons principales de l'aggravation de la division interne et de la confrontation des idées confuses au sein du PRP provenait du fait que le gouvernement ne pouvait plus maîtriser la situation politique. Quant au haut commandement, il était aussi assez inquiet de l'anarchie, des mouvements kurdes et de la montée considérable des forces religieuses dans le système politique. Il était également indigné de l'inefficacité et de l'impuissance du pouvoir civil républicain vis-à-vis de graves problèmes considérés comme vitaux pour la survie de la république. On accusait même le PRP de ne pas agir efficacement contre le danger du séparatisme kurde et des mouvements religieux pour des raisons politiques. Dans un entretien fait le 6 septembre 1979 avec le Commandant de la marine, le Général Ulusu, le journaliste Cuneyt Arcayurek présentait très clairement l'inquiétude au sujet de l'anarchie, des mouvements sociaux, des relations des députés républicains avec les associations et de la montée du danger communiste et kurde. Par la suite, il ne cachait pas la probabilité d'une intervention militaire dans la vie politique si les deux grands partis (PJ et PRP) ne s'unissaient pas rapidement pour sortir le pays de la situation politique précaire et dangereuse⁶⁵¹. Au sujet de l'existence du "danger communiste et kurde" dans la région de l'Est et du Sud-est du pays, certains membres du gouvernement, particulièrement le vice-Premier ministre, M. Eyuboglu, s'exprimaient d'une manière ironique, préoccupés et en contradiction avec le haut commandement⁶⁵².

En dernier lieu, il convient de citer les propos défendus par M. Ecevit au sujet du refus systématique de M. Demirel de faire une alliance sur une base élargie avec son parti afin de surmonter les graves problèmes socio-politiques. Suite à la réception d'une lettre d'avertissement envoyée le 27 janvier 1979 par le Chef d'État-major à tous les partis

⁶⁴⁹ Kenan Evren, " Kenan Evren'in Anilari ", op. cit., p. 356.

⁶⁵⁰ Mehmet Ali Birand, " 12 Eylul Saat : 04.00 ", op. cit., p.69.

⁶⁵¹ Cuneyt Arcayurek, " Cuneyt Arcayurek Acikliyori : 8 ", p.270-272.

⁶⁵² Ibid., p. 117.

politiques, M. Ecevit critiquait ouvertement le leader du PJ de pousser le pays vers un régime militaire intermédiaire sous son gouvernement. De plus, toujours d'après M. Ecevit, en dépit de l'éventualité proche d'une intervention militaire dans le domaine politique confirmée clairement par l'avertissement du Chef d'État-major, M. Demirel refusait sans cesse d'entamer le moindre dialogue politique avec le PRP en provoquant volontairement, disait-on, une intervention militaire⁶⁵³.

B) LA RELATION DU PJ AVEC LE REGIME MILITAIRE DU 12 SEPTEMBRE

D'une manière générale, il est possible de dire que tous les partis politiques de la période de 1973-1980 se sont battus au nom de leurs propres intérêts, et non pas au nom de l'intérêt général du pays. Dans cette perspective, leur principal objectif était de rester le plus longtemps possible au pouvoir tout en reléguant en deuxième rang les problèmes vitaux du pays de leurs préoccupations prioritaires. Il avait eu lieu effectivement un morcellement considérable dans la droite turque sous la grande influence de la transformation perturbatrice de la société politique. De ce phénomène avait donc résulté l'affaiblissement important du PJ qui était un parti du centre droit rassembleur dans la vie politique turque. Autrement dit, la multiplication grandissante de diverses idées politiques dans le système grâce à la création d'un environnement politique favorable au développement de la démocratie turque avec la Constitution de 1961 avait, en effet, permis aux masses populaires de se retrouver librement dans les camps politiques qu'elles souhaitaient. A tel point que le PJ ne croyait presque plus à sa réussite électorale jusqu'aux élections législatives intermédiaires de 1979 au cours desquelles il a obtenu un très bon résultat. Autrement dit, tout au long des années soixante-dix, le PJ se trouvait en fait sous la menace importante de petits partis politiques de droite. De la même manière, le PRP était aussi menacé par les petits partis politiques de l'extrême-gauche. Celui-ci se trouvait donc sur un équilibre politique assez fragile dans la composition de toutes forces politiques de gauche. Il était ouvert à peu près à toutes les idées de gauche, et confronté donc à un grand risque de l'éclatement interne. Ce qui était paradoxale c'est que ces deux grands partis politiques ne voulaient pas faire à tout prix une coalition gouvernementale d'une part, et ils étaient par conséquent prêts à faire une coalition avec les petits partis politiques de l'extrême d'autre part.

⁶⁵³ Mehmet Ali Birand, op. cit., p. 155-156.

La tentative de l'utilisation du communisme et du problème kurde en tant que moyen de légitimation à l'égard de l'appareil militaire

Dans cette circonstance socio-politique, si nous revenons sur la position du PJ vis-à-vis de l'armée à la veille et pendant l'intervention militaire du 12 septembre, nous nous rendons compte de la politique opportuniste de ce parti en la matière. Il était toujours inquiet du danger de communisme et d'une éventuelle intervention des forces militaires pro-communistes. De ce fait, il était normal que la base des relations Armée-PJ soit déterminée par le sujet habituel d'anticommunisme. En présence du danger important du communisme et du séparatisme kurde, le PJ a donc essayé de jouer la carte de l'armée au prix de la politiser davantage dans le système politique. D'une manière générale, l'appareil militaire a été politisé par deux moyens soutenus inlassablement par le PJ : la provocation systématique de l'armée contre le PRP et les efforts politiques consacrés encore par le PJ en vue de rendre des institutions constitutionnelles de sécurité (le CNS, les Cours de Sûreté de l'État, la proclamation de l'État de siège etc) plus efficaces et actives dans la vie politique. En outre, le PJ a donc joué un rôle déterminant dans la politisation de l'appareil militaire au sein du système politique turc. Mais, cette politique n'était pas à l'origine destinée à favoriser l'armée dans le système politique, mis plutôt à se rendre plus déterminant et dominant dans la scène politique face aux graves problèmes du pays. Sur ce point, Nursen Mazici considère plutôt la politique du PJ à l'égard du régime militaire cohérente et étudiée. M. Demirel avait réussi de son côté à constituer une stratégie d'équilibre comme M. İnönü, à l'égard du régime militaire tout en restant modéré et conciliant avec les militaires lors de la période transitoire afin que ces derniers rentrent le plutôt possible dans leur caserne⁶⁵⁴.

Dans cette perspective, le PJ a toujours voulu défavoriser le PRP en dénonçant ses actions politiques vis-à-vis de l'appareil militaire dans le but de se proposer comme seul choix crédible. Les défauts et les faiblesses politiques du PRP déterminés par rapport aux normes classiques des principes kémalistes ont été donc usés par le PJ en vue de le mettre dans une situation politique difficile et intenable envers l'armée qui se présente comme unique force légale de l'idéologie kémaliste. L'objectif profond était justement de perturber et fragiliser l'équilibre des relations Armée-PRP en mettant le PRP dans une situation difficile.

A ce stade, il convient de nous poser la question suivante : pourquoi était-il si important du point de vue du PJ de décrédibiliser à tout prix le PRP aux yeux des militaires ? On pourrait ici parler de la montée considérable du PRP à partir des élections législatives de 1973 dans la vie politique suite au mauvais fonctionnement des

⁶⁵⁴ Nursen Mazici, " Türkiye'de Askeri Darbeler ve Sivil Rejime Etkileri ", op. cit., p.145.

gouvernements du front nationaliste. Autrement dit, le succès électoral du PRP sous la présidence de nouveau leader politique, M. Ecevit, s'enchaînait progressivement tout en faisant peur au PJ. La popularité de M. Ecevit parmi les masses populaires se renforçait davantage vers la fin des années quatre-vingt grâce à l'intervention militaire à Chypre sous le gouvernement de coalition de PRP-PSN. Faute d'une majorité absolue dans l'Assemblée nationale, le PRP ne pouvait à chaque reprise rester longtemps au pouvoir. De ce fait, la formation des gouvernements de coalition de front nationaliste sous la présidence de M. Demirel rassemblant tous les petits partis de la droite (islamique et extrême-droite) s'est enchaînée au fil du temps tout en aggravant la tension politique. Plus, les gouvernements de coalition de front nationaliste provoquaient le conflit droite-gauche, plus la popularité de M. Ecevit augmentait logiquement auprès du peuple. D'où l'inquiétude des hauts dirigeants du PJ de défavoriser le PRP aux yeux de l'appareil militaire en vue de freiner sa montée importante dans la scène politique qui se multipliait radicalement, tout en rendant le PJ agressif et impitoyable envers le PRP⁶⁵⁵.

Au départ, les critiques du PJ à propos du PRP ont notamment été fondées sur la non-conformité des pratiques politiques du PRP avec les principes kémalistes qui font directement partie des programmes du parti. On a donc remis en question le nationalisme du PRP tout en l'accusant d'être avant tout communiste et de ne pas être assez ferme et vigilant vis-à-vis du problème kurde. On était aussi gêné du fait que celui-ci utilisait la réussite des forces armées turques à Chypre comme son propre œuvre afin d'en tirer des profits politiques.

“ Unité militaire spéciale ” (Özel Harp Dairesi)

Comme exemple parlant, on va essayer d'analyser les discussions politiques et la prise de position de tous les partis face à la révélation de l'existence d'une “ unité militaire spéciale ” (UMS) (*Ozel Harp Dairesi*) dans le pays. Cet événement s'est déroulé lors du gouvernement de M. Ecevit entre les mois de janvier et février 1978. Dans cette circonstance politique, la prétention du PRP était basée sur le fait qu'il existait une “ force militaire spéciale ” dans le pays non-attachée au pouvoir civil et ni directement au pouvoir militaire qui était à l'origine des mouvements de contre-guérillas⁶⁵⁶. Autrement dit, cette force militaire spéciale était à l'origine même des mouvements terroristes qui aidaient les militants de l'extrême-droite afin de contrecarrer les mouvements sociaux et gauchistes. Selon les dirigeants du PRP, l'État-major n'avait pas totalement le contrôle de

⁶⁵⁵ Feroz Ahmad, “ Demokrasi Surecinde Turkiye ”, op. cit., p.415-416.

⁶⁵⁶ Pour une connaissance plus complète sur la force militaire spéciale et contre-guérilla et sur les réactions des leaders des partis politiques, Cf. Cetin Yetkin, “ Turkiye'de Askeri Darbeler ve Amerika ”, op. cit., p.175-186.

cette unité militaire spéciale. De ce fait, on a voulu mettre au clair le caractère exact de cette force militaire dans le système politique.

Au lieu de soutenir avec beaucoup de courage ces propos révélés par le PRP, les partis politiques d'opposition, plus particulièrement le PJ, ont essayé de décrédibiliser encore le PRP aux yeux des militaires en déniaient complètement l'existence d'une telle force et d'accuser le PRP de se mêler des affaires militaires. Le leader du PJ, M. Demirel, n'hésite pas à contredire M. Ecevit à propos de l'existence d'une telle force militaire⁶⁵⁷. Il était quand même assez intéressant de voir un parti politique, comme le PJ, qui a beaucoup souffert du régime militaire, agir de cette manière au détriment des efforts républicains qui essaient peut-être de remettre en cause le principe de la supériorité du pouvoir civil sur les forces militaires et d'assurer la dépendance de l'appareil militaire de l'ordre parlementaire.

Dans une conjoncture politique assez défavorable à l'établissement de la supériorité civile sur le pouvoir militaire, en raison de développement considérable des événements terroristes, de l'anarchie dans le pays et de la grave crise politique, économique et sociale, il n'était pas tout à fait logique de voir le PJ provoquer sans cesse l'armée contre le PRP au prix de la politiser davantage. D'une manière générale, il est possible d'avancer l'idée, à propos du PJ, selon laquelle il n'y avait pas, à vrai dire, de cohérence solide entre l'idéologie politique du PJ et ses pratiques politiques. Il avait dû être confronté plusieurs fois au problème de l'intervention militaire dans l'histoire politique turque. Il était donc concerné directement par ce problème et par sa résolution totale.

En fin de compte, face aux critiques intenable des partis d'opposition, le gouvernement de M. Ecevit a été obligé de faire un demi-tour au sujet du démantèlement d'une force militaire spéciale accusée d'aggraver exprès la crise politique et sociale. C'est ainsi qu'on s'est privé encore une fois d'une belle occasion de mettre à la lumière la réalité politique du pays en raison des objectifs partisans des partis politiques de droite. Une fois de plus, le pouvoir politique civil n'a évidemment pas su gérer la situation politique en sa faveur en étant uni et cohérent pour l'imposition de la supériorité politique civile contre les forces militaires. Par ailleurs, une réaction grandissante se mettait en marche contre le PRP chez les militaires, plus particulièrement dans le haut commandement. Le Commandant des forces armées de l'époque, le Général Evren, futur Président de la République suite à l'intervention militaire du 12 septembre, était effectivement indigné de l'accusation du PRP en la considérant comme incorrect et sans fondement⁶⁵⁸. De plus,

⁶⁵⁷ Cunevt Arcayurek, "Cunevt Arcayurek Acikliyor : 7, Demokrasinin Sonbahari : 1977-1978", Bilgi Yayınevi, Ankara, 1985, p.339.

⁶⁵⁸ Kenan Evren, "Kenan Evren'in Anıları", op. cit., p.186.

parmi certains officiers de haut grade, on commençait même à accuser M. Ecevit d'être un traître⁶⁵⁹.

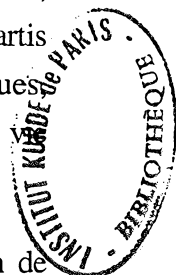
A ce stade, il n'est pas inutile de nous poser la question suivante : quel profit politique et moral le PJ a retiré de la politisation de l'appareil militaire au détriment du PRP contre qui le haut commandement commençait petit à petit à être méfiant et indigné ? Le PJ tout en voulant se présenter comme un parti politique pro-étatique et pro-militaire, avait en effet entraîné la politisation intégrale de l'institution militaire devant tous les partis politiques, y compris lui-même. Autrement dit, au nom de certaines petites fins politiques, le PJ avait donc favorisé la politisation de l'appareil militaire au détriment de la démocratie et parlementaire.

Un autre moyen usé par le PJ pour la dénonciation du PRP était la proclamation de l'État de siège et l'élargissement des pouvoirs des commandants de l'État de siège. Lors du gouvernement de M. Ecevit, les partis de la droite n'ont pas hésité à critiquer sans cesse le pouvoir républicain de ne pas proclamer l'État de siège et de ne pas également élargir les pouvoirs des commandants de l'État de siège. De plus, la proclamation indispensable de l'État de siège suite aux événements tragiques de *Kahramanmars* par le gouvernement de M. Ecevit sous la condition d'attacher directement les commandants de l'État de siège au pouvoir gouvernemental, a été également jugée comme une tentative de neutralisation du pouvoir militaire par le PJ. Ceci étant dit, la volonté républicaine d'attacher les forces militaires (les commandants de l'État de siège) au pouvoir gouvernemental grâce à la création de la "direction de la coordination" a été effectivement manipulée par les partis d'opposition pour des petits calculs politiques.

En dernier lieu, il convient de préciser encore une fois brièvement l'importance considérable des lieux institutionnels de l'influence militaire dans la vie politique. C'est le Conseil National de Sécurité dans lequel la réaction militaire se fait facilement entendre, puisque les militaires y sont fortement présents. Par ailleurs, la création des cours de sûreté de l'État a toujours été à l'ordre du jour dans lesquelles un juge militaire est toujours présent.

D'une manière globale, il est possible de présenter la position du PJ vis-à-vis de l'armée comme étant favorable à sa politisation et tout en étant par conséquent incohérente avec ces pratiques politiques. Autrement dit, même s'il a joué un rôle important dans la politisation de celle-ci pour ses fins politiques, en fin de compte il a été d'une manière contradictoire victime de ce phénomène sur le plan politique. Les responsables de l'intervention militaire du 12 septembre n'ont pas fait la différence entre les partis

⁶⁵⁹ M. Ali Birand, " 12 Eylül Saat : 04.00 ", op. cit., p.50 et 86.



politiques, même si certains parmi eux ont toujours essayé de se présenter comme fidèles aux exigences militaires. Sur le plan général, il est aussi possible de dire que les idées politiques défendues par le PJ sont devenues par la suite les principales orientations politiques du régime militaire. Cela veut dire que même si le PJ a en effet été écarté du pouvoir politique par l'intervention militaire sur le plan pratique, ses idées politiques et ses exigences ont finalement retrouvé de meilleures places sur le plan théorique dans le régime militaire qui lui a succédé.

§4) La réapparition des partis sur la scène politique et la confirmation du rôle de l'armée comme seul garant de la tradition kémaliste

Selon M. Evren, le chef du coup d'État militaire du 12 septembre, la décision de l'interdiction de tous les partis politiques n'a été prise qu'à partir de la réunion du Haut Conseil militaire déroulée le 13 octobre 1981. L'une des raisons principales de cette prise de décision était causée du fait que l'Assemblée Constituante devrait bientôt se réunir et que la rupture politique avec le passé a été considérée comme nécessaire et indispensable pour le bon déroulement du processus de démocratisation⁶⁶⁰.

Lors du régime militaire, les anciens leaders politiques se trouvaient sous le strict contrôle militaire. Ils s'étaient tout privés de faire la moindre déclaration politique et d'encourager leurs partisans politiques. Parmi ces leaders, seul M. Ecevit a décidé de démissionner de son poste de président du PRP afin de retourner à son ancien métier de journaliste, dans le but de se défendre face au régime militaire auprès de l'opinion publique. A partir du mois de décembre 1980, il a commencé à publier un hebdomadaire politique, " *Arayis* " dans lequel il critiquait sans cesse le régime militaire⁶⁶¹. De ce fait, le Conseil national de sécurité a immédiatement publié en contrepartie le 2 juin 1981 un décret selon lequel les déclarations politiques de tous anciens hommes politiques au sujet du futur et ancien système politique et juridique de la Turquie ont été strictement interdites. Peu après, M. Ecevit a été vite enlevé du poste de l'éditorial de l'hebdomadaire et condamné ainsi au mois de novembre 1981 à quatre mois de prison ferme⁶⁶².

A) *VERS LE PROCESSUS DE PASSAGE A LA VIE PARLEMENTAIRE*

⁶⁶⁰ Kenan Evren, " Kenan Evren'in Anilari ", op. cit., p.411-416.

⁶⁶¹ Teoman Ergul, " Sosyaldemokraside Ayrisma Yillari ", op. cit., p.83.

⁶⁶² *ibid.*, p.117.

Après la mise en application de la nouvelle Constitution de 1982 acceptée par un référendum au mois de novembre 1982, il restait maintenant au régime militaire de laisser apparaître les nouveaux partis politiques dans la vie politique. C'est ainsi que le processus de démocratisation pouvait être complet. En outre, ce processus a été donc mis en marche par l'entrée en vigueur de la nouvelle loi électorale le 24 avril 1983 d'après laquelle la création de nouveaux partis politiques serait soumise à certaines conditions bureaucratiques, strictes et restrictives. Pour que ceux-ci prennent une existence légale juridique par rapport aux exigences du régime militaire, les fondateurs de chaque parti doivent précisément indiquer l'adresse, le nom et le programme de leurs partis et leurs propres adresses, passés et nom au ministre de l'intérieur. De plus, chaque parti devait avoir au minimum quarante fondateurs. Et en dernier lieu, les membres fondateurs du Conseil national de sécurité se sont dotés de fonctions exceptionnelles qui leur permettaient de refuser sans aucun préavis les fondateurs de nouveaux partis grâce au droit de veto accordé par un article provisoire de la loi électorale. C'est ainsi que le régime militaire du 12 septembre a voulu garder sous son contrôle l'initiative politique d'exclure ou pas un nouveau parti de la scène politique⁶⁶³.

Avant l'entrée en vigueur de la loi électorale, on avait déjà fait beaucoup de spéculations à propos du régime militaire notamment s'il avait l'intention de créer son propre parti politique, ce qu'on appellerait le "parti de l'État", sous la présidence de M. Ulusu, le Premier ministre de l'époque. Mais, M. Ulusu n'a pas voulu se lancer dans la politique sous la tutelle militaire, parce qu'il savait que le peuple préférerait soutenir un parti civil qu'un parti militaire. De ce fait, le Parti de la Démocratie nationaliste créé par le Général retraité, Turgut Sunalp, est vite devenu le parti préféré du régime militaire. Celui-ci a été effectivement soutenu jusque dernier moment par le chef du régime militaire, M. Evren.

Quant aux anciens leaders politiques, ils étaient juridiquement exclus de la vie politique pour dix ans. Mais, M. Demirel a quand même préféré, au départ, créer un nouveau parti politique par l'intermédiaire d'un de ses fidèles. Mais, à chaque reprise, ses tentatives de création d'un nouveau parti avaient été échoué à cause du veto du régime militaire. Premièrement, le Grand Parti de la Turquie a été créé par un ancien général, Ali Fethi Esener, et envahi ensuite par les anciens politiciens du PJ. La décision du régime militaire de mettre son veto n'a pas tardé, le parti a été interdit par un décret gouvernemental. Deuxièmement, une autre tentative de création d'un autre parti politique pro-PJ était mise en marche par Ahmet Nusret Tuna sous le nom de le "Parti de la juste voie" (PJV). Néanmoins, celui-ci ne pouvait pas non plus participer aux premières

⁶⁶³ Bulent Tanor, "Siyasal Tarih (1980-1995)", in Sina Aksin ; Bulent Tanor et Korkut Boratav (dir.), "Turkiye Tarihi 5 : Bugunku Turkiye 1980-1995", op. cit., p.51-52.

élections législatives de 1983 organisées sous contrôle strict du régime militaire. Quant à M. Ecevit, il préférait à ce moment-là rester à l'écart de la vie politique sous la pression du régime militaire. La réapparition de celui-ci sur la scène politique ne serait qu'à partir de 1985 où il décidait de fonder un nouveau parti politique appelé " le Parti de la Gauche démocratique " (PGD) sous la présidence de sa femme, Mme Rahsan Ecevit. Par ailleurs, il y a eu une tentative de création d'un parti gauchiste suivant la ligne politique du PRP pour les élections législatives de 1983. Celui-ci, appelé " le Parti de Social-Démocratie " (PSD) a été donc créé le 6 juin 1983 par le fils du chef historique du PRP, Erdal İnönü, afin de remplacer le PRP. Le régime militaire a, encore une fois, su écarter ce nouveau parti des élections législatives de 1983 en utilisant en effet son droit de veto⁶⁶⁴.

Entre temps, le chef principal de l'économie du gouvernement militaire, M. Özal, a déclaré sa volonté de créer lui aussi un nouveau parti politique. Avant de se lancer activement dans cette direction, il est allé d'abord voir le Chef de l'État, M. Evren, afin de lui demander sa permission. A priori, celui-ci était d'accord sur le principe, à condition que M. Özal soit très attentif à la sélection de ses cadres. Puisqu'il s'était une fois présenté comme candidat dans la liste du Parti islamique (le PSN) lors des élections législatives de 1977 à Izmir. De plus, son frère, Korkut Özal, était arrivé dans l'administration du PSN jusqu'au poste de vice-président. Il a enfin décidé de fonder le Parti de la mère patrie (PMP) tout en étant assez vigilant dans la sélection des quarante membres fondateurs et dans la composition de ses cadres dirigeants. Il avait essayé de rassembler toutes les idées politiques dans son parti en se considérant ouvert à tout le monde⁶⁶⁵. Au fil des années on se rendait compte qu'il avait effectivement réussi à rassembler toutes les idées politiques dans son toit politique.

Dans cette circonstance, le régime militaire était encore confronté au morcellement des partis politiques dans le système politique. Depuis le début de l'intervention militaire, le chef militaire du 12 septembre n'arrêtait pas de critiquer le nombre élevé des partis dans la vie politique turque. De ce fait, il fallait à tout prix éviter l'inflation des partis pour ne pas tomber dans la même impasse politique. En se basant sur l'article provisoire 4 de la loi électorale, le Conseil national de sécurité a refusé à chaque reprise la composition des membres fondateurs du PSD et du PJV jusqu'à ce que ceux-ci ne puissent pas se présenter aux élections législatives de 1983. Le principe était simple. Il fallait toujours trouver des gens à exclure dans la liste des quarante membres fondateurs de deux partis

⁶⁶⁴ Pour une analyse approfondie sur les nouveaux partis politiques apparus dans la vie politique sous contrôle du régime militaire du 12 septembre, Cf. Hulusi Turgut, " 12 Eylül Partileri ", ABC Ajansi, Istanbul, 1986 ; Yalcin Dogan, " Dar Sokakta Siyaset, 1980-1983 ", op. cit.

⁶⁶⁵ Ustun Erguder, " The Motherland Party, 1983-1989 ", in Metin Heper et Jacob M. Landau (dir.), " Political Parties and Democracy in Turkey ", I.B. Tauris, London, 1991, p.155.

jusqu'à la fin du délai légal pour se présenter aux élections législatives de 1983 en vue d'éliminer certains partis. Et finalement, uniquement trois nouveaux partis ont eu le feu vert du régime militaire pour participer aux élections de 1983 : le PMP de M. Özal, le PDN de M. Sunalp et le Parti populaire (PP) de M. Calp qui était destiné à séduire les voix de gauche et qui avait réussi à s'affranchir du veto militaire grâce à son leader M. Calp, le Général retraité⁶⁶⁶.

B) LES ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1983 SOUS LA PRESSION DU REGIME MILITAIRE

Compte tenu des mesures restrictives mises en place avant et pendant les élections législatives de 1983 par le régime militaire, il était sans doute vrai que les électeurs étaient privés de libre choix d'élire leurs candidats préférés. Certains partis politiques ne pouvaient en effet pas se présenter aux élections de 1983, c'est parce que le régime militaire les considérait comme indésirable et dangereux. Après avoir écarté certains partis des élections de 1983, il était ainsi plus facile de contrôler le reste. Dans cette circonstance, les campagnes électorales ont commencé avec peu d'enthousiasme en raison des mesures militaires strictes. Deux jours avant les élections législatives de 1983, le Chef de l'État s'est prononcé en faveur du PDN de M. Sunalp dans une déclaration télévisée⁶⁶⁷. De ce fait, il a essayé de favoriser son parti préféré sans prendre en compte son statut d'impartialité en tant que président de la République. Comme on peut facilement le constater, non seulement le régime militaire avait tout fait pour écarter certains partis des élections de 1983, mais aussi, il voulait manipuler le libre choix des électeurs en privilégiant le PDN. Sur ce point, la réaction du leader du PMP, a été assez indifférente à ce geste politique antidémocratique : " le peuple va convenablement répondre à cet appel le 6 novembre "⁶⁶⁸.

Après le dépouillement des votes, on a appris que le Parti de la mère patrie avait remporté les élections de 1983 avec une grande différence en obtenant 45,2% des voix et 212 de siège dans l'Assemblée nationale grâce à l'avantage du système électoral qui favorisait énormément le premier parti. Tout en basculant les estimations électorales, le PP de M. Calp a donc obtenu 30,5% des voix et 117 de siège en arrivant en deuxième place. Et finalement, le parti préféré du régime militaire n'a obtenu que 23,3% des voix et 71 de

⁶⁶⁶ Feroz Ahmad, " Modern Turkiye'nin Olusumu ", op. cit., p.265.

⁶⁶⁷ Kenan Evren, " Kenan Evren'in Anilari ", op. cit., Vol.4, p.393-399.

⁶⁶⁸ Hulusi Turgut, " 12 Eylul Partileri ", op. cit., p.165.

siège en créant une grande surprise et déception chez les militaires⁶⁶⁹. On pouvait estimer ces résultats assez encourageants et surprenants, puisque le peuple avait fait son choix contre le parti du régime militaire malgré la forte pression morale du Chef de l'État. Depuis longtemps c'était la première fois que le pays était parvenu à posséder un gouvernement civil ayant une majorité confortable dans le Parlement. Cela pouvait sans doute être considéré comme un avantage important et un atout formidable pour l'avenir du pays. En outre, l'origine de plusieurs problèmes politiques de la période précédente, c'est-à-dire la nécessité de trouver un partenaire crédible afin de former un gouvernement de coalition durable dans la vie politique, n'était donc plus valide selon ces nouveaux résultats électoraux.

Encore une fois, le régime militaire a dû laisser officiellement le 6 novembre 1983 le pouvoir politique aux dirigeants civils élus. M. Özal a été ainsi chargé de nommer son Cabinet ministériel et le 13 décembre 1983 il devenait le Premier ministre avec 21 membres dans Cabinet. C'est ainsi que le régime militaire touchait à sa fin, même si le chef militaire de l'intervention du 12 septembre reste le Président de la République jusqu'en 1989.

Il était vrai que le régime militaire était justement confronté à de grandes difficultés au sujet de la reconstitution du système des partis et de l'élimination des anciens leaders politiques. Au départ, semble-t-il, les militaires n'avaient pas l'intention d'interdire tous les partis politiques. Mais, au fur et à mesure que les leaders politiques, particulièrement M. Ecevit, commençaient à critiquer ouvertement le régime militaire et à mettre en cause sa légitimité, la décision de l'interdiction est donc devenue indispensable pour le régime militaire. Contrairement au régime militaire du 27 mai, on a cette fois-ci préféré interdire tous les partis politiques en les jugeant tous comme responsables de la crise politique et sociale du pays avant le coup d'État. Mais, il restait encore à résoudre un problème important, c'était de remplir convenablement le vide politique. Ceci n'était pas une tâche facile à accomplir dans un pays comme la Turquie où l'importance des leaders politiques est énorme et considérable sur le peuple et où la culture politique n'est pas tout à fait développée. Le chef militaire pouvait en fait créer son propre parti politique afin de compléter ce vide. Mais, au départ il n'a pas osé et par la suite c'était trop tard, puisqu'il était devenu président de la République avec le référendum de 1980 - il a exprimé son regret ne pas avoir fait ceci dans ses mémoires -⁶⁷⁰. D'une manière générale, il est possible de dire que le régime militaire a sans doute continué d'exercer son influence sur

⁶⁶⁹ Bulent Tanor, "Siyasal Tarih (1980-1995)", in Sina Aksin ; Bulent Tanor et Korkut Boratav (dir.), "Turkiye Tarihi 5 : Bugunku Turkiye 1980-1995", op. cit., p.57.

⁶⁷⁰ Kenan Evren, "Kenan Evren'in Anilari", Vol.4, p.137.

la vie politique et sur le pouvoir civil après même les élections législatives de 1983. Il avait déjà tout prévu et préparé l'avenir de la vie politique selon ses exigences et ses besoins tout en utilisant son pouvoir politique lors de la période militaire transitoire.

*C) L'INSTITUTIONNALISATION DE LA PRESENCE MILITAIRE DANS LE SYSTEME
POLITIQUE*

Après avoir fait un petit survol historique à propos du processus de démocratisation suite à l'intervention militaire du 12 septembre, il convient maintenant de nous interroger sur la montée considérable de l'autonomie militaire dans le système politique et sur le processus de séparation radicale entre l'appareil militaire, les partis politiques et les autres forces. Comme on l'a déjà souligné à plusieurs reprises, les militaires étaient très inquiets par la situation politique du pays. De plus, ils se considéraient donc comme seule force efficace pour remplacer le vide dramatique du pouvoir qui a été maladroitement créé par le pouvoir civil vers la fin des années quatre-vingt. Autrement dit, le haut commandement se présentait effectivement comme la seule force alternative étant capable de transformer radicalement le système politique turc et de restructurer le système électoral afin d'éviter le morcellement des partis politiques. En un mot, ils voulaient reconstituer de haut en bas le système politique en faisant des réformes dans les domaines économiques, politiques et militaires selon leurs exigences politiques au prix de suspendre la vie démocratique quelque temps.

Vers la fin des années quatre-vingt, les militaires avaient effectivement réussi à s'imposer lourdement dans la vie politiques au détriment des forces politiques civiles en raison de l'existence d'un environnement politique en leur faveur. Beaucoup de diverses raisons avaient joué un rôle important dans l'apparition de cette situation politique incompatible avec la vie démocratique. Tout d'abord, il faut mettre l'accent sur les acquis obtenus lors de l'intervention militaire du 27 mai en faveur de l'institution militaire : l'établissement de la tradition de l'attachement militaire au poste de la présidence de la république, la création du CNS, l'amélioration des conditions de vie des militaires, l'emplacement des cadres militaires dans les endroits stratégiques de l'État etc⁶⁷¹. Ensuite, l'inaptitude des forces politiques civiles face aux problèmes vitaux du pays, rendait l'armée seule force unie et organisée dans le système politique étant capable de surmonter les crises politique et sociale. Autrement dit, l'enchaînement systématique de la violence et de l'anarchie dans le pays et l'impuissance des forces politiques civiles face à ces problèmes politique, social et économique faisaient tout ensemble que l'appareil militaire

⁶⁷¹ Cf. Hikmet Ozdemir, "Rejim ve Asker", op. cit.

devient la seule force crédible et organisée auprès du peuple. Et en dernier, il n'est pas faux de dire que l'instauration de l'ordre hiérarchique dans l'armée favorisait sans doute l'autonomie de celle-ci dans le système politique. En bref, la faiblesse des forces politiques civiles face à la crise politique et sociale, la division interne des partis politiques et les conflits incontrôlables entre ces derniers, les avantages constitutionnels militaires acquis lors de l'intervention du 27 mai et l'établissement de l'ordre hiérarchique au sein de l'armée faisaient que l'appareil militaire soit naturellement favorisé dans le système politique par rapport aux autres forces civiles.

Par ailleurs, il est important de rappeler que le terme de l'autonomie de l'armée dans le système politique utilisé dans le contexte ci-dessus ne signifie évidemment pas l'indépendance institutionnelle de l'appareil militaire vis-à-vis du pouvoir politique civil. Mais au contraire cela signifie la supériorité militaire sur le pouvoir politique et la redéfinition de l'idéologie kémaliste à un caractère assez élevé du libéralisme. De ce fait, le nouveau contenu du rôle militaire dans le système politique avait donc placé l'armée dans une position assez stratégique et confortable dans la vie politique.

Si nous revenons encore sur les conditions favorables du renforcement de l'autonomie militaire dans la vie politique, nous pouvons donc parler de moments difficiles de la période des crises politique et sociale, des faibles pouvoirs politiques (à cause du morcellement des partis politiques et la faiblesse de la culture politique des leaders) et de la paralysie indiscutable de la notion de l'État (l'incapacité de l'État d'assurer ses prérogatives dans la société). De ce fait, l'absence des conditions politiques nécessaires et des bases socioculturelles pour l'instauration de la supériorité du civil sur les forces militaires, était en fait une réalité flagrante de l'époque. L'assurance de l'établissement de l'ordre économique et social en tant qu'une des fonctions vitales de l'État et des conditions minimales de vie des citoyens a été négligée totalement et détériorée largement. Les gouvernements civils se trouvaient totalement dans une impasse et dans une impossibilité. En un mot, les moyens de production des solutions politiques et sociales dans le système politique ont été donc inexistantes.

Devant tous ces points négatifs conjoncturels et socioculturels, le sentiment de méfiance de l'appareil militaire vis-à-vis des politiciens et des partis politiques s'est en effet aggravé au fil du temps. Les cadres militaires comportent traditionnellement une vision assez négative à l'égard des partis et les cadres politiques, puisqu'ils ont toujours eu l'intention de privilégier leurs propres intérêts politiques et individuels en remettant même en question l'avenir de l'État et les intérêts nationaux et qu'ils sont également capables de paralyser le Parlement et le système démocratique au prix de petits calculs politiques et individuels. A l'origine de tous ces problèmes, il se trouvait une seule

raison ; c'était d'acquiescer à tout prix le pouvoir politique. D'une manière générale, les partis politiques étaient tous responsables de la situation politique difficile. De ce fait, il ne fallait pas privilégier un parti politique contre un autre, comme cela a été le cas lors de l'intervention militaire du 27 mai, puisque tous ont joué un rôle important dans l'apparition de crise politique et sociale et ont eu une responsabilité réciproque. Le mieux était, toujours selon les militaires, de punir tous les partis politiques sans faire aucune différence entre eux⁶⁷².

D'ailleurs, les dimensions de la gravité de la situation politique et la paralysie totale des institutions étatiques avaient privilégié la place stratégique de l'institution militaire envers le pouvoir civil dans le système politique et joué sans doute un rôle important dans la prise de décision de l'intervention militaire. Le pire c'est que toutes ces raisons provocatrices ont été également renforcées par plusieurs faits politiques importants. En général, le processus de blocage du système politique en raison de l'impossibilité de trouver un accord minimum entre le PJ et le PRP en vue de former une coalition sur une base élargie et aussi d'élire aussi un président de la République a sûrement aggravé la situation et profité à l'élargissement de l'autonomie militaire vis-à-vis du pouvoir civil. Il est aussi possible de rajouter dans toutes ces raisons, la faiblesse des hommes politiques à l'égard de l'armée. Plusieurs d'entre eux sont allés voir les militaires pour espionner leurs leaders politiques au lieu de chercher la solution nécessaire⁶⁷³.

Si nous nous interrogeons en détail sur le phénomène de la faiblesse considérable des cadres civils, nous constatons clairement que le niveau de développement de la culture politique est assez bas en Turquie. D'après plusieurs exemples concrets vécus avant et pendant de l'intervention militaire du 12 septembre, certains responsables de haut rang du gouvernement n'ont pas hésité à aller voir le chef d'État-major afin de critiquer leur leader et leur politique. Dans un système démocratique, ce n'est pas le chef d'État-major qui peut résoudre au problème de mauvais fonctionnement de l'État et qui est directement concerné par le dysfonctionnement de l'État. A ce stade, il convient de nous poser certaines questions importantes dans le but de déterminer l'origine des relations Armée-Pouvoir politique. Est-ce que le régime civil se sent-il à la hauteur d'affronter les graves problèmes ? Pourquoi les forces politiques ne s'arrangent-elles pas entre elles au lieu d'aller demander l'aide militaire afin de trouver la solution nécessaire à des problèmes ? Est-il vrai que le pouvoir politique s'est doté de la confiance suffisante pour combattre contre les problèmes sociaux et politiques ? Comment se fait-il que certains hauts responsables de gouvernement peuvent aller voir le chef d'État-major dans l'espoir de

⁶⁷² Nursen Mazici, " Türkiye'de Askeri Darbeler ve Sivil Rejime Etkileri ", op. cit., p.261.

⁶⁷³ Umit Cizre-Sakallioglu, " AP-Ordu Iliskileri ", op. cit., p.234-235.

trouver une solution efficace à des crises politique et sociale sans être gênés vis-à-vis de ces électeurs ?

En mettant en cause le niveau de développement de la culture politique de la société pour expliquer le coup d'État militaire, nous ne voulons absolument pas nous focaliser sur ce point précis. En ce qui nous concerne ici, nous essayons de montrer seulement l'importance de ce facteur socioculturel. Bien évidemment cela n'est pas la seule raison. Il faudrait aussi s'attarder sur les données conjoncturelles de l'époque, sur la structure institutionnelle de l'armée, sur les données historiques du pays et sur le niveau de développement économique du pays.

Malgré tout, ce qui était sûr c'était que l'appareil militaire était en quelque sorte parvenu à établir son autonomie institutionnelle vis-à-vis du pouvoir civil et plus particulièrement vis-à-vis des partis politiques. Suite à chaque coup d'État militaire dans la vie politique, ce qui était tout à fait vrai était que l'institution militaire sortait toujours gagnante et bénéficiaire au détriment du système politique démocratique. Du coup d'État militaire du 27 mai de 1960 au coup d'État militaire du 12 septembre de 1980, l'armée a toujours su tirer profit de la situation politique, même si le caractère politique de chaque coup d'État militaire n'était pas identique. L'institutionnalisation de la présence militaire dans le système politique avait effectivement commencé à se justifier par la Constitution de 1961 qui était imposée par l'intervention militaire du 27 mai et à être renforcée par les interventions suivantes. En un mot, le processus progressif du renforcement de l'autonomie militaire à l'égard du pouvoir politique avait en effet atteint son niveau le plus élevé lors du dernier coup d'État militaire du 12 septembre⁶⁷⁴.

§5) L'évolution politique des relations Armée-Pouvoir après la période transitoire du régime militaire du 12 septembre

Après avoir rendu le pouvoir politique au gouvernement civil, le régime militaire a naturellement continué à préserver son influence sur la vie politique grâce aux dispositions constitutionnelles. Il était normal que le processus de démocratisation de la vie politique prenne du temps, puisque le régime militaire avait tout fait afin de ne pas laisser se présenter certains partis politiques lors des élections législatives de 1983.

Mais, la volonté militaire de reconstituer à nouveau la vie politique turque de haut en bas n'avait pas tout à fait atteint son objectif. En dépit d'imposer à quelques 723 anciens

⁶⁷⁴ William Hale, " *Türkiye'de Ordu ve Siyaset* ", op. cit., p.220.

hommes politiques de ne pas pouvoir se présenter aux élections pour un délai de 10 ans, les deux nouveaux partis (le PSD et le PJV) exclus des élections législatives de 1983, ont tout de même eu la possibilité d'être présents lors des élections municipales de 1984. C'est grâce à cette occasion qu'on pouvait ainsi confirmer la légitimité du pouvoir civil du PMP. Selon les résultats obtenus, le PMP a effectivement pu confirmer sa victoire électorale de 1983 grâce à l'obtention de 41% des voix lors des élections municipales de 1984. Quant aux nouveaux partis, le PSD a été placé en deuxième rang avec 23,4% des voix avant le PJV qui n'avait obtenu que 13,5% des voix. Les deux partis politiques d'opposition dans l'Assemblée nationale, le PP et le PDN, ont été définitivement écartés de la vie politique en obtenant respectivement des résultats catastrophiques : 8,8% des voix et 5% de voix⁶⁷⁵.

En 1987, on s'est rendu compte que l'article provisoire 4 de la Constitution de 1982, selon lequel les anciens leaders politiques ne pouvaient ni former un parti politique, ni participer aux activités politiques dans une formation politique, ni se présenter aux élections durant 10 ans (jusqu'à l'an 1992), était vraiment devenu inefficace puisqu'il n'était plus possible d'interdire aux leaders politiques de former leurs partis par l'intermédiaire de quelqu'un étant fidèle à leurs principes politiques. De ce fait, au fil du temps, on n'a pas exclu de relever ce défi politique antidémocratique. Le parti au pouvoir, le PMP de M. Özal, a définitivement voulu se libérer de cette responsabilité politique lourde des années quatre-vingt en transformant ce défi en un avantage politique. Le principe était assez simple : la levée de cette interdiction antidémocratique ne devait se faire que par un simple référendum. Le peuple devait donc se prononcer sur l'avenir des anciens hommes politiques. Le PMP avait décidé de faire une campagne électorale contre la levée de l'interdiction politique en critiquant vivement la période des anciens leaders politiques et en remettant en question leur responsabilité politique et leur inaptitude personnelle dans le mauvais fonctionnement du pays avant le coup d'État militaire du 12 septembre⁶⁷⁶. Le résultat du référendum de 1987 a été avec très peu d'écart en faveur de la levée de ce fameux article provisoire de la Constitution de 1982 : 50,2% des voix pour la levée de l'interdiction contre 49,8% des voix.

Dans cette circonstance politique favorable, le PMP de M. Özal a tout de suite décidé de faire le 29 novembre 1987 les élections législatives anticipées afin de profiter des effets positifs du résultat du référendum. Le PMP avait effectivement obtenu un très bon résultat lors du référendum. Il s'était libéré de l'accusation d'être le prolongement du régime

⁶⁷⁵ Bulent Tanor, "Siyasal Tarih (1980-1995)", in Sina Aksin ; Bulent Tanor et Korkut Boratav (dir.), "Turkiye Tarihi 5 : Bugunku Turkiye 1980-1995", op. cit., p.66.

⁶⁷⁶ Nursen Mazici, "Turkiye'de Askeri Darbeler ve Sivil Rejime Etkileri", op. cit., p.266.

militaire qui avait effectivement exclu certains hommes politiques de la concurrence électorale par l'interdiction antidémocratique. Le gouvernement de M. Özal a aussi modifié le système électoral en sa faveur en privilégiant davantage le premier parti politique dans le classement en détenant plus de sièges dans l'Assemblée nationale. Une autre nouveauté de ces élections législatives anticipées provenait du fait que les anciens leaders ont enfin eu la possibilité de mener les campagnes électorales à la tête de leurs partis en profitant de la levée de l'interdiction politique avec le référendum de 1987⁶⁷⁷.

Depuis l'intervention militaire du 12 septembre de 1980, c'est la première fois que les partis politiques se trouvaient juridiquement sur les mêmes pieds d'égalité. Au moins, on n'était pas cette fois-ci confronté au problème de la sélection arbitraire des partis politiques par le régime militaire. Tout le monde pouvait se présenter aux élections législatives de 1987 comme candidat sans aucune interdiction. Dans cette atmosphère politique, le PMP avait basé ses argumentations politiques sur l'utilisation en sa faveur de mauvaises expériences de la période précédente (avant le coup d'État militaire du 12 septembre). On essayait donc de rappeler sans cesse la période de l'anarchie et de l'instabilité politique en faisant allusion aux gouvernements des anciens leaders politiques. On voulait également mettre en valeur les politiques économiques du gouvernement de M. Özal en comparant ses résultats économiques avec ceux d'anciens gouvernements militaires de la fin des années quatre-vingt. Dans le dernier lieu, on a effectivement essayé de démontrer que chaque voix donnée en faveur du PMP signifiait donc la préférence à la stabilité politique et économique. Le message du PMP a été effectivement bien reçu par le peuple : malgré le recul de 9% des voix par rapport aux élections précédentes, le PMP a néanmoins pu conserver sa majorité parlementaire grâce à la modification du système électoral à la dernière minute et aussi grâce au phénomène du morcellement des voix entre les partis d'opposition, en obtenant ainsi 36,3% des voix et 292 sièges sur 450 dans le Parlement. Le PSD s'est placé en deuxième rang avec 24,8% des voix et 99 sièges. Quant au PJV, il n'a gagné que de 59 sièges avec 19,1% des voix. Les autres partis politiques n'ont pas pu dépasser la barre nationale de 10% des voix pour être représentés à l'Assemblée nationale⁶⁷⁸.

Même si le gouvernement de M. Özal avait toujours su profiter pleinement des avantages politiques de sa présence au pouvoir pendant 8 ans, il se trouvait quand même coincé vers la fin des années quatre-vingt face à l'aggravation des problèmes

⁶⁷⁷ Pour avoir une connaissance complète sur les élections législatives de 1987, Cf. Andrew Finkel et William Hale, "Politics and Procedure in the 1987 Turkish General Election", in Andrew Finkel et Nuket Sirman (dir.), "Turkish State, Turkish Society", Routledge, London, 1990.

⁶⁷⁸ Bulent Tanor, "Siyasal Tarih (1980-1995)", in Sina Aksin ; Bulent Tanor et Korkut Boratav (dir.), "Turkiye Tarihi 5 : Bugunku Turkiye 1980-1995", op. cit., p.73.

économiques, à l'intensification du problème kurde et à la montée considérable des mouvements islamiques. Dans le but de conserver à tout prix sa base électorale traditionaliste, le PMP commençait à faire beaucoup de concessions en faveur des idées islamiques au sein du parti au prix de provoquer certains mécontentements parmi l'aile libérale et laïque. De plus, l'inaptitude du gouvernement de M. Özal face à l'intensification du mouvement kurde du PKK (le Parti des Travailleurs du Kurdistan) se faisait sentir de plus en plus lourdement dans la vie quotidienne de tout le monde. Même si l'on avait proclamé un état extraordinaire dans les régions du Sud-Est et de l'Est du pays afin de permettre aux militaires de mener leur combat violant contre le PKK sans être vraiment contrarié par le pouvoir civil, le gouvernement de M. Özal ne parvenait donc pas à contrôler la situation, à rétablir l'ordre public et à assurer la sécurité du peuple dans cette région en dépit de ses promesses électorales. Et enfin, les conditions économiques du pays se sont vues de plus en plus aggravées tout en mettant le gouvernement dans une situation difficile. La promesse électorale du PMP de baisser immédiatement le taux d'inflation n'avait pas été tenue tout au long de ses années au pouvoir. Les partis d'opposition avaient commencé à intensifier leur pression politique sur le gouvernement de M. Özal vers la fin des années quatre-vingt-dix en profitant de leur impopularité importante dans le pays. Cela a été effectivement confirmé par les élections municipales de 1989 lors desquelles l'échec du PMP était fatal : celui-ci était classé en troisième place avec 22% des voix ; derrière les deux partis d'opposition : le PJV avec 25% des voix étant en deuxième place et le PSD étant le grand vainqueur de ces élections avec 28% des voix⁶⁷⁹. Selon les estimations électorales, la répétition des mêmes résultats par le PMP lors de prochaines élections législatives devrait environ lui rapporter 100 sièges dans l'Assemblée nationale. Ceci étant dit, la légitimité du gouvernement de M. Özal dans le Parlement se voit en effet être mise en cause.

Dans cette circonstance politique, le mandat du Président de la République, M. Evren, devrait également terminer en 1989. Depuis la fondation de la nouvelle République turque, la présidence du pays a été toujours occupée par les militaires de haut grade à l'exception de M. Bayar. De ce fait, les élections présidentielles de 1989 portaient une grande importance pour la démocratie turque. C'est à l'Assemblée nationale d'élire le chef de l'État selon la Constitution de 1982. A la différence de celle de 1961, la Constitution de 1982 avait effectivement réglé le problème des élections présidentielles en accordant au Parlement le pouvoir nécessaire d'élire le chef de l'État avec la majorité absolue au troisième tour électoral. Autrement dit, le Parlement était doté de plein pouvoir d'élire le chef de l'État avec une simple majorité parlementaire à partir de troisième tour au lieu de la majorité 2/3 exigée par la Constitution de 1961. Cela veut dire que le PMP avait la

⁶⁷⁹ *ibid.*, p.77.

majorité nécessaire dans le Parlement afin de pouvoir élire son candidat comme Président de la République. C'est effectivement M. Özal qui s'est présenté le 31 octobre 1989 comme candidat à la présidence de la république en démissionnant obligatoirement de la tête de son parti en vertu de la Constitution de 1982. La direction du PMP et du gouvernement a été en fait reprise par le candidat de M. Özal, par Yildirim Akbulut. D'une part, M. Özal est devenu Président de la République avec le soutien de son parti lors du troisième tour des élections présidentielles et d'autre part, il a pu assurer son départ dans le PMP en s'appuyant sur la candidature de son favori, Yildirim Akbulut.

Avec l'arrivée de M. Özal à la tête du pays, la Turquie devait être un an plus tard confrontée à un grave problème : la guerre du Golf. Après avoir bien assuré son influence indirecte dans le PMP et dans le gouvernement par l'intermédiaire de M. Akbulut, le Chef de l'État était très bien placé pour contrôler la position de la Turquie dans la guerre du Golf par rapport à ses exigences politiques⁶⁸⁰. En raison du renforcement énorme du pouvoir du Chef de l'État dans le système politique en vertu de la Constitution de 1982, le Président de la République a pu en fait mettre en place une politique assez radicale lors de la guerre du Golf tout en renversant le principe général des politiques traditionnelles dans le domaine des affaires étrangères du pays. Parce qu'il était d'une part doté des pleins pouvoirs politiques grâce à la Constitution du régime militaire du 12 septembre et qu'il avait d'autre part, un gouvernement pratiquement sous son contrôle définitif en raison de l'absence de charisme de M. Akbulut dans le PMP⁶⁸¹.

A) LA GUERRE DU GOLF ET LES POLITIQUES MISES EN PLACE PAR M. ÖZAL

Après avoir fait un petit survol historique à propos de l'évolution de la vie politique à partir de la période transitoire du régime militaire, il convient maintenant de voir le rôle de la Turquie dans la Guerre du Golf à travers les politiques individuelles de M. Özal en tant que Président de la République. Pour mieux comprendre les circonstances dans lesquelles se déroulait la guerre du Golf, il nous appartient à traiter les deux différentes approches à travers les deux partis politiques principaux. En Turquie, la lutte électorale se fait essentiellement à cette époque entre deux grands partis : le Parti Populaire Social-Démocrate (le PPSD) (il est apparu dans la vie politique après la fusion de deux partis politiques : le PSD de M. İnönü et le PP de M. Calp) et le Parti de la Mère Patrie (le PMP).

⁶⁸⁰ Feroz Ahmad, "Modern Türkiye'nin Oluşumu", op. cit., p.280-281.

⁶⁸¹ Bulent Tanor, "Siyasal Tarih (1980-1995)", in Sina Aksin ; Bulent Tanor et Korkut Boratav (dir.), "Türkiye Tarihi 5 : Bugünkü Türkiye 1980-1995", op. cit., p. 80-81.

Comme on l'a déjà indiqué plus haut, ces deux principales formations se rattachent aux deux courants de pensée traditionnelle qui, depuis la fin du siècle dernier, voire le début du XVIII^e siècle, dominent la vie politique turque. La première tendance, autoritaire, modernisatrice, laïciste et étatiste (aux sens politiques et économique du terme), s'est incarnée successivement dans l'aile dure des Jeunes Turcs, les unionistes, le kémalisme et le Parti républicain du peuple de M. İnönü. Aujourd'hui, ce courant d'idées se retrouve dans le PPSD et dans le PDG de Ecevit. Quant à la seconde tendance, elle est conservatrice, hostile à un Etat tout-puissant, davantage attachée au rôle de l'individu dans la société, prête à faire certaines concessions. Celle-ci avait donné naissance à l'aile modérée des Jeunes Turcs, à divers mouvements voués à une existence provisoire pendant la période kémaliste, au Parti Démocrate (le PD) (sorti victorieux des élections de 1950, avant d'être renversé par l'armée en 1960) et, plus récemment, au Parti de la Justice de M. Demirel et au PMP de M. Özal. Le pays est gouverné depuis près de huit ans par le PMP. A cet égard, on peut parler d'une certaine stabilité politique - surtout si l'on se rapporte à la période 1973-1980 -. Mais, derrière l'apparente stabilité, se profile un malaise évident. M. Özal, ancien homme d'affaire, deuxième président civil après M. Bayar, entend régner sans partage, en reléguant au second plan le Parlement (par lequel il a été désigné) et le gouvernement⁶⁸². C'est dans ces circonstances politiques que la Turquie doit faire face à la guerre du Golf.

Il est vrai que la fin de la guerre froide, symbolisée par la chute du mur de Berlin en novembre 1989, signifiait la fin des avantages que la Turquie avait pu jusqu'alors obtenir grâce à sa position stratégique. Cet événement est suivi un mois plus tard, le 18 décembre 1989, par un refus poli mais ferme de la CEE devenue à présent UE (Union européenne) d'admettre la Turquie en son sein. Ces deux faits cumulés étaient suffisants pour remettre en question tous les efforts déployés par ce pays depuis 1945 pour s'intégrer à la communauté occidentale. Les vieilles expériences montraient que la position turque n'était assurée qu'en cas de conflit entre la Russie et les puissances occidentales.

M. Özal, étant conscient de ce *real-politik*, avait réalisé que le moment du changement était venu avec la guerre du Golf. Son pragmatisme l'a poussé à abandonner l'héritage kémaliste, ne reconnaissant que les Etats comme acteurs légitimes. Il a aussi levé l'hypothèque de la sacralité des frontières puisqu'il a explicitement envisagé leur possible remise en cause. Sa stratégie visait à utiliser la carte américaine afin de faire de la Turquie la superpuissance régionale. D'où la volonté farouche du Président de la République turque de faire tout ce qu'il faut pour être parmi les vainqueurs. A ceux qui objectent avec raison que la Turquie a eu tout à gagner du maintien du statu quo depuis soixante-cinq ans

⁶⁸² Semih Vaner, "Turquie : les Dividendes de la Loyauté", in *Politique Internationale*, No.52, été 1991, pp.205-215.

et qu'elle a donc tout intérêt à ne rien faire qui puisse le modifier, M. Özal répond, non moins avec raison, que le maintien du statu quo ne dépend plus de la Turquie, que celui-ci est de toute façon en train de se modifier et qu'il faut que la Turquie se trouve du bon côté pour gagner le plus ou perdre le moins possible. D'où un alignement de la Turquie sur la position américaine qui atteint celui des années cinquante⁶⁸³.

En un mot, jusqu'à la guerre du Golf, la Turquie menait une politique extérieure neutre dans le Moyen-Orient. Pierre Lalouche, chercheur français, avait convenu que les Américains voulaient " se servir de la Turquie comme d'un tremplin d'intervention au Moyen-Orient et dans le Golf " ⁶⁸⁴. Ankara était heureux de jouer ce rôle de médiateur et conciliateur. Mais de l'autre côté, la Turquie menait une politique non interventionniste et d'amitié neutre, de non-ingérence dans les affaires internes des pays voisins et qui ne laisse pas apparaître la Turquie comme le commissaire d'autrui. De ce fait, la remise en question de la neutralité de la Turquie dans la région avait naturellement suscité beaucoup de mécontentements et de critiques dans la classe politique aussi bien que dans l'institution militaire. L'appareil militaire turc est extrêmement sensible face à ce sujet épineux et délicat. De ce fait, il n'a pas hésité une seconde à exprimer sa fidélité au cadre territorial hérité de l'époque kémaliste, et sa sensibilité à toute aventure en dehors des frontières⁶⁸⁵. Sur ce point, H. Gerger va encore plus loin tout en indiquant que la remise en cause de la politique extérieure traditionnelle turque lors de la guerre du Golfe n'était que le début de bouleversement du système politique turc. La remise en cause de légitimité de la doctrine officielle ne devait donc pas tarder de se faire jour dans les années à venir⁶⁸⁶.

B) LA DEMISSION DU CHEF D'ÉTAT-MAJOR, LE GENERAL TORUMTAY, ET LES RELATIONS ENTRE LE POUVOIR CIVIL ET L'ARMÉE PENDANT CETTE PÉRIODE

Avant de commencer à traiter de la crise politique importante créée par la démission du Chef d'État-major, le Général Torumtay, lors de la guerre du Golf, il ne serait pas inutile de revenir un peu en arrière afin de voir la désignation problématique de M. Torumtay

⁶⁸³ Pour une étude plus complète sur les nouvelles données géostratégiques de la Turquie après le chut du mur de Berlin, Cf. Oral Sander, " Degisen Dunya Dengelerinde Turkiye ", in " Yeni Dunya Duzeni ve Turkiye " (ouvrage collectif), Baglam Yayinlari, Istanbul, 1994, p.23-30.

⁶⁸⁴ Le Monde, 14-15 octobre 1990.

⁶⁸⁵ Nazly Mo'Awad Ahmad, " La Seconde Crise du Golfe et les Relations Turco-arabes ", in Michel Camau, Ali Eddine Hilal Dessouki et Jean-Claude Vatin (dir.), " Crise du Golfe et Ordre Politique au Moyen-Orient ", CNRS Editions, Paris, 1993, p.77.

⁶⁸⁶ Haluk Gerger, " Yeni Dunya Duzeni, Turkiye ve Sosyalizm ", Belge Yayinlari, Istanbul, 1994, p.87.

comme chef d'État-major à la place du Général Necdet Oztorun. Il est vrai qu'il commençait à y avoir une atmosphère politique défavorable à la présence militaire dans la vie politique vers la fin des années quatre-vingt-dix dans la société politique turque. On peut même parler de l'affaiblissement de l'image militaire dans la société vers la fin des années quatre-vingt-dix due peut-être au fait d'être resté très longtemps au pouvoir par l'intermédiaire du CNS et du Conseil consultatif de la présidence de la république. On avait déjà commencé à critiquer petit à petit les politiques du régime militaire avec la libéralisation progressive de la vie politique dans le pays. L'intelligentsia kémaliste n'hésitait pas à remettre en question les politiques du régime militaire du 12 septembre jugées trop encourageantes et tolérantes envers les mouvements islamiques en vue de contrebalancer le danger de la gauche communiste et trop protectionnistes en faveur de l'économie du marché libre tout en négligeant le principe kémaliste de l'Étatisme.

Par ailleurs, au fil du temps, le pays devenait politiquement de plus en plus mûr tout en adoptant naturellement un autre comportement politique envers l'armée. On pouvait même parler de l'érosion du prestige de l'armée dans la société à cause de sa présence réelle à longue durée dans la vie politique. De plus, l'impuissance des forces armées dans les régions de l'Est et du Sud-est face à l'insurrection kurde étant sous contrôle du PKK, constituait une autre principale raison de la perte du prestige militaire dans le système politique en dépit de la possession de toute sorte de pouvoir nécessaire accordée par le gouvernement civil aux militaires dans leur lutte contre le PKK.

Sans pour autant exagérer ce phénomène de la perte momentanée du prestige de l'armée et du système militaire, il convient de revenir sur la politique de M. Özal envers l'institution militaire. Dans cette atmosphère politique momentanément défavorable au militarisme, le Président de la République, M. Özal, a donc voulu se débarrasser d'un groupuscule militaire assez important dans l'armée. Selon certaines estimations, le chef d'État-major, le Général Urug, avait l'intention de préserver encore quelques années son influence sur l'institution militaire tout en voulant céder sa place de chef d'État-major à un des ses proches, le Général Oztorun. De ce fait, il a effectivement décidé de démissionner de son poste au cours du mois de juillet 1987, un mois avant la fin de son mandat pour pouvoir éviter la mise à la retraite de son proche, le Commandant des forces armées, le Général Oztorun et assurer ainsi sa place à la tête de l'armée. On parlait même d'un coup monté contre le pouvoir civil par M. Urug destiné à mettre la pression sur celui-ci afin d'assurer le remplacement du président de la République qui devait avoir lieu en 1989. Tout cela reste encore à prouver, puisque aucune preuve solide existe pour le moment. Après avoir garanti l'accord indispensable du Président de la République, le chef du coup d'État militaire du 12 septembre 1980, M. Özal, le chef du Cabinet ministériel, a donc pu

invalider le plan du M. Urug en désignant le Commandant de l'armée d'Istanbul, le Général Torumtay, comme nouveau chef d'État-major.

Cet événement a été largement estimé comme une victoire indiscutable du pouvoir civil sur les forces militaires. On avait réservé beaucoup de place à cette évolution politique dans tous les journaux tout en la considérant comme une " intervention civile ". D'une manière générale, le gouvernement a été largement soutenu par la presse écrite et les intellectuels civils. Les partis d'opposition ayant souvent un aspect négatif à l'encontre des politiques gouvernementales, ont également affiché leurs soutiens importants en faveur du gouvernement en la matière. Les sociaux-démocrates turcs ont largement insisté lors du Congrès général sur l'établissement immédiat du principe de la supériorité du pouvoir politique sur l'institution militaire et ont aussi soutenu la prise de position de M. Özal envers l'armée tout en la considérant comme le premier pas nécessaire et non-négligeable entamé vers la démilitarisation de la vie politique et vers l'instauration d'une société civile⁶⁸⁷.

En réalité, le Général Urug, avait une place assez importante dans l'institution militaire lors du coup d'État militaire du 12 septembre, puisqu'il était le commandant de l'armée d'Istanbul et un des membres plus influents de l'intervention militaire du 12 septembre. Il représentait principalement l'aile des faucons dans le régime militaire du 12 septembre. De ce fait, lorsqu'on l'a désigné comme Secrétaire général du Conseil national de sécurité à la place du Général Haydar Saltik, considéré comme le principal représentant de l'aile pacifique du régime militaire, il l'avait, en effet, placé au cœur du pouvoir militaire. Ce changement inattendu a été même jugé comme la victoire incontournable des défenseurs de l'aile des faucons dans le régime militaire. Une fois que la décision du passage à la vie démocratique a été effectivement prise par le régime militaire en 1983, les membres permanents du Conseil national de sécurité sont devenus directement les membres du Conseil consultatif de la présidence de la république jusqu'en 1989 où le Président de la République, M. Evren, a été remplacé par un civil président, M. Özal en laissant leurs places aux autres militaires de haut grade. C'est à partir de-là que le Secrétaire Général du Conseil national de sécurité, le Général Urug, a pris la tête de l'armée et qu'il a ainsi pu installer ses hommes proches, au sens idéologique du terme, dans les places stratégiques au sein de l'institution militaire turque. Necdet Oztorun était l'un de ces hommes préférés du Général Urug. Il avait généralement une vision assez négative et méprisante à l'égard des pouvoirs civils.

Par ailleurs, le Général Torumtay était tellement connu avant tout en tant qu'un officier professionnel, non pas politique. Il parle parfaitement anglais et a une perspective

⁶⁸⁷ William Hale, " Türkiye'de Ordu ve Siyaset ", op. cit., p.248.

moderniste et ouverte. Il était assez apprécié aux yeux des dirigeants politiques américains, puisqu'il avait eu l'occasion de rester un moment aux Etats-Unis à Washington. En un mot, il pouvait en effet être très utile dans l'établissement de bonnes relations avec les occidentaux. Il était très bien informé dans les domaines de stratégie militaire. Quant à M. Özal, il voulait avoir un chef d'État-major moderne et ouvert qui pourrait parfaitement suivre ses politiques assez libéralistes afin de ne pas être contrarié par l'appareil militaire.

Il vaut mieux revenir maintenant sur l'éclatement de la crise politique entre le Président de la République (étant d'une manière illégale à la tête du gouvernement) et le Chef d'État-major dans le système politique turc lors de la guerre du Golf. L'apparition du conflit entre le pouvoir politique et l'appareil militaire a été cette fois-ci éclaté à cause des transformations radicales de politique extérieure de la Turquie et non pas en raison des conflits politiques internes. L'origine du problème se trouvait dans le comportement politique indépendant du Président de la République à l'égard de la guerre du Golf qui ne prenait pas en considération la position du gouvernement et de l'armée. Autrement dit, les exigences de l'institution militaire ont été effectivement négligées par le pouvoir civil au sujet de la détermination stratégique d'une nouvelle politique à l'égard de la guerre du Golf. Comme on a essayé de le démontrer plus haut l'importance considérable de cette guerre sur la re-formulation des politiques extérieures de la Turquie au Moyen-Orient en prenant essentiellement en considération les nouvelles données stratégiques mondiales. Autrement dit, la remise en question des politiques traditionnelles stratégiques de la Turquie dans le Moyen-Orient a forcément dû inquiéter profondément l'armée : le principal acteur politique de la République kémaliste. Celle-ci a toujours été la principale force protectrice des idées kémalistes et ses acquis politiques. L'action politique de M. Özal dans la guerre du Golf n'était pas négligeable, puisqu'il osait pour la première fois remettre en cause le principe kémaliste de non-ingérence dans les relations politiques avec les pays voisins. Grâce à cette avancée politique de M. Özal dans le domaine des relations internationales, que la Turquie a pu aujourd'hui établir une alliance militaire avec les israéliens et américains dans le Moyen-Orient tout en basculant l'équilibre régional en sa faveur.

La mise à l'écart momentané de l'armée turque dans la détermination des politiques extérieures pendant la guerre du Golf avait donc provoqué un conflit important entre le Président de la République et le Chef d'État-major. Dans le feu d'action, l'opposition, à quelques exceptions près, et l'opinion publique s'étaient, il est vrai, rangées derrière la décision gouvernementale. Les choses ont commencé à se dégrader lorsque M. Özal a sérieusement envisagé d'envoyer dans le Golf des troupes chargées de faire respecter l'embargo et, le cas échéant, de participer à une éventuelles offensive. C'est au cours de

ces semaines décisives, au moment où il s'est agi de faire appel à la protection de l'OTAN, qu'Ali Bozer, ministre des Affaires étrangères, Safa Giray, ministre de la Défense nationale et Necip Torumtay, chef d'État-major, ont tous les trois présenté leur démission⁶⁸⁸. Contrastant avec la confusion et les imprécisions du Premier ministre, Yildirim Akbulut, l'assurance affichée par M. Özal a déchaîné les foudres de l'opposition, irrité une partie de la population et, ce qui est exceptionnel dans de telles circonstances, de l'armée elle-même. Comme on peut le constater, l'armée s'est montrée très réticente à une intervention militaire turque dans le conflit du Golf.

D'une manière globale, la guerre du Golf a eu un profond impact sur la Turquie. Située sur la ligne de front pendant le conflit, celle-ci a choisi une position très ferme aux côtés de la coalition militaire conduite par les États-Unis. Parmi les mesures importantes prises, signalons : l'adoption des sanctions de l'ONU en fermant le pipe-line irakien de la Méditerranée ; la permission donnée aux États-Unis d'utiliser certaines bases aériennes (*Incirlik* en particulier) pour y mettre en place des bombardiers et des avions de surveillance ; la demande au Conseil de l'OTAN d'envoyer sur place une " force mobile alliée " pour bien marquer la solidarité des membres de l'Organisation.

L'engagement inconditionnel de la Turquie auprès de la coalition anti-irakienne est intervenu dans un contexte de personnalisation du pouvoir, et en dépit de fortes réticences exprimées aussi bien par certains corps constitués d'État que par l'opinion publique. De ce point de vue, la crise du Golf a été révélatrice de la politique interne de la Turquie puisqu'on a vu resurgir les vieux antagonismes entre deux visions, d'une part, l'école kémaliste qui défend la thèse de la non-ingérence et, d'autre part, la " politique active " de Turgut Özal qui était surtout soucieux d'affirmer la présence de la Turquie dans les règlements, surtout au cas où la carte de la région en arriverait à être redessinée. En dernier lieu, en conséquence directe de cette crise turco-irakienne, la Turquie qui avait pendant longtemps refusé de jouer la carte kurde au Moyen-Orient s'engage, au grand dam des militaires et des idéologues kémalistes, dans la diplomatie parallèle durant la guerre du Golf⁶⁸⁹. La politique qui a été menée par la Turquie, marquait une certaine volonté d'imposer la Turquie comme la superpuissance régionale.

Avant de fermer ce paragraphe, il convient quand même de préciser que l'établissement de la supériorité civile sur l'appareil militaire n'a pas toujours été facile à réaliser vers l'an 1992 en Turquie malgré la mise en place de certaines politiques courageuses, révélatrices par M. Özal tout en s'opposant aux exigences militaires. Le chef

⁶⁸⁸ Jean-Marie Demaldent, " Rumeli et Anadolu Hisar ", in *Confluences et Méditerranée* ", No 2, Hiver 1992.

⁶⁸⁹ Cf. Stéphane Yerásimos, " Turquie : les choix difficiles ", in *Hérodote*, No.58-59, 3^e trimestre 1990, p.121-124.

d'État-major était toujours attaché au Premier ministre, non pas au ministre de la défense comme c'est le cas dans tous les pays démocratiques. De ce fait, les événements politiques révélateurs cités plus haut (la démission du chef d'État-major et la désignation du chef d'État-major par le pouvoir civil) n'ont pas été tellement marquants et déterminants dans l'instauration de la supériorité civile sur les forces armées au sein de la vie politique turque⁶⁹⁰. Puisque l'appareil militaire est à l'heure actuelle plus avancé que le pouvoir civil dans la vie politique au sujet de l'orientation politique et idéologique du pays.

Institut kurde de Paris

⁶⁹⁰ Pour une analyse complète sur l'événement survenu lors de la désignation de Necip Totumtay comme chef d'État-major, Cf. Metin Heper et Aylın Gıney, "The Military and Democracy in the Third Turkish Republic", in *Armed Forces and Society*, Vol.22, No.4, summer 1996, pp.619-642.

CHAPITRE 2 LE MAINTIEN DES PRINCIPES KEMALISTES, L'ORIENTATION DU CONTROLE MILITAIRE

L'intervention perpétuelle de l'armée dans la sphère politique a été toujours justifiée par plusieurs faits. De ce fait, avant de décider d'intervenir dans la vie politique, le principal souci de l'armée turque était de fortifier son acte antidémocratique en se basant sur des raisons solides. Depuis la création de la République turque, les principes kémalistes ont été la raison d'être de la présence militaire dans la sphère politique. L'intégrité nationale et l'indivisibilité territoriale et le principe de la laïcité constituent toujours la première préoccupation de l'institution militaire turque. En aucun cas, on ne fait de moindre concession dans certains domaines précis et définis. Ceci étant dit, le maintien des principes kémalistes et la protection de l'idéologie kémaliste seront toujours les premières exigences de l'armée turque.

En outre, dans ce chapitre, nous nous interrogeons sur la nature de la doctrine officielle de l'État dont l'armée turque se représente comme principale gardienne. Quelle était la prise de position de l'armée à l'égard de la question kurde et du problème de l'intégrisme religieux ? Quelles sont les solutions que l'armée propose afin de résoudre ces deux graves problèmes ? Pourquoi les intégristes religieux ont-ils réussi à devenir l'une des principales forces politiques en Turquie, alors que l'armée est totalement opposée à la remise en question de principe du laïcisme ? Pourquoi ne parvient-on pas à résoudre le problème kurde depuis très longtemps, alors que l'armée est la principale force déterminante du système politique turc depuis la création de la République kémaliste et qu'elle domine sur la scène politique imposant sans aucune difficulté au pouvoir civil ses propres méthodes ?

Il convient de souligner que l'importance considérable de l'armée turque dans le système politique ne suffit toujours pas à contrecarrer l'aggravation de certains problèmes sensibles et de les résoudre intégralement. De ce fait, notre préoccupation serait de mettre à la lumière la réalité des choses tout en nous interrogeant de près sur les deux gros problèmes, qui pourront nous éclairer sur plusieurs points importants et délicats. Il est aussi important de voir les efforts militaires destinés effectivement à établir le contrôle politique sur le pouvoir religieux et sur la question kurde. En d'autres termes, les tentatives militaires d'imposer leurs méthodes précises comme l'unique solution dans la résolution de graves problèmes constitueront les principales armes de l'institution militaire turque afin de légitimer sa présence dans la sphère politique. Nous essayons en effet de mettre l'accent sur l'origine de ces problèmes afin de pouvoir bien déterminer les raisonnements militaires selon lesquels l'armée parvient à se tenir même pendant les périodes civiles dans la sphère politique tout en utilisant les moyens politiques légitimes.

SECTION 1) LE CONTROLE DE LA RESTAURATION D'UN POUVOIR RELIGIEUX

Tout au long de cette section présentée, nous nous concentrons sur l'évolution des idées religieuses dans la Turquie kémaliste et sur la politisation de l'islam dans le système politique turc. Depuis la création de la République turque, le problème de l'intégrisme religieux a sans cesse préoccupé le système politique turc, qui a été constitué par rapport au système démocratique occidental par les dirigeants politiques kémalistes. Ceci dit, la mise en place de ce nouveau système politique a naturellement créé beaucoup de problèmes auprès du peuple et beaucoup d'incompatibilités politiques de point de vue de la réalité socioculturelle et historique du pays. La nouvelle République turque avait évidemment hérité beaucoup de caractéristiques socioculturelles et socio-politiques du système ottoman. Le fait de dénier intégralement l'ancien système politique ottoman constituait l'origine du problème religieux d'aujourd'hui en Turquie. Le système politique occidental a été totalement imposé par la force d'en haut sans prendre toutefois en considération l'exigence politique et sociale des masses populaires. D'où la résurgence systématique du problème de l'intégrisme religieux reste toujours présente et actuelle. Dans cette circonstance, les militaires ayant la vocation de protéger les principes kémalistes et les acquis de l'idéologie kémaliste, n'ont pas hésité à effacer et à négliger les revendications politiques et sociales d'une grande partie de la population sous prétexte de rester fidèle à la doctrine kémaliste. En outre, la question que nous nous posons, est de

savoir : qu'est-ce que cherchent vraiment les militaires et pourquoi n'y parviennent-ils pas d'une manière définitive en dépit de la possession de moyens importants ?

§1) Evolution des idées religieuses dans la Turquie kémaliste

La crise du système culturel qui était déjà entamée par l'occidentalisation de l'Empire ottoman, devient plus vite une réalité politique à la suite de la politique menée par les dirigeants kémalistes. L'ordre social fondé sur les principes religieux est toujours estimé par les intellectuels bureaucratiko-militaires kémalistes comme un danger vital et important pour l'avenir de la nouvelle République turque. L'une des préoccupations principales de ceux-ci a effectivement été depuis la création de la République kémaliste la montée en puissance de la religion dans le régime politique. Les nouvelles générations de la période kémaliste inculquées fortement par le principe de la laïcité, ont toujours considéré l'islam comme un obstacle majeur et dangereux devant la volonté de l'occidentalisation de la Turquie et aussi comme une menace considérable déstabilisante sur l'autorité politique centrale. Le principe de la laïcité parmi tous les principes kémalistes a toujours eu une importance considérable dans le système politique turque au niveau de l'idéologie officielle de l'État du point de vue de la mise en place d'une série des mesures destinées à instaurer directement la souveraineté de l'État sur les mouvements, organisations et partis politiques religieux. En d'autres termes, l'un des principes essentiels de l'idéologie kémaliste, le laïcisme, a en effet permis à l'État de se procurer de beaucoup de pouvoirs vis-à-vis de la société politique sous prétexte d'établir une certaine souveraineté étatique. Selon M. Mardin, Atatürk a même voulu remplacer la religion par la " science " qui deviendrait ainsi " religion civile " dans la société politique. Ceci dit, Atatürk considérait la religion comme une notion sociétale tout en voulant la remplacer par la " science " qui assurerait ainsi les fonctions sociales de religion dans le système politique⁶⁹¹.

A) LA CONCEPTION GENERALE DES KEMALISTES CONCERNANT LA PLACE DE LA RELIGION DANS LE SYSTEME POLITIQUE

La religion était plus ou moins identique purement à l'intégrisme fondamentaliste pour les intellectuels militaro-bureaucratiques, qui défendaient le laïcisme comme une politique de l'État. Ceux-ci, chargés de préserver avec beaucoup de détermination les fondements laïcs de la République kémaliste, ont toujours déterminé leur position dans le système

⁶⁹¹ Serif Mardin, " Türkiye'de Toplum ve Siyaset ", İletişim Yayınları, İstanbul, 1994, p.232.

politique en tant que progressistes et modernisateurs. A tel point que le terme du laïcisme a été souvent utilisé comme moyen important en vue de marquer effectivement la différence entre les catégories sociales : le libéralisme et le conservatisme, le moderne et le conservateur, le révolutionnaire et le traditionaliste etc.

Selon les intellectuels kémalistes, l'importation et l'adoption de la culture occidentale ont été donc désignées comme un objectif à atteindre tout en ignorant la structure du système social afin de hisser la Turquie au niveau du développement des pays occidentaux⁶⁹². Néanmoins, ils ne se rendent pas compte que la culture politique occidentale, dont le principe de la laïcité fait partie, qu'ils veulent imposer au peuple comme un choix politique incontournable, est à l'origine le fruit d'un système social complètement différent de celui de la Turquie. En d'autres termes, la bonne intention des intellectuels kémalistes de vouloir se doter des privilèges socioculturels du système politique occidental afin de pouvoir rattraper le retard considérable de la Turquie par rapport aux pays occidentaux, n'était pas bien fondée sur la réalité socioculturelle du pays. L'incompatibilité du système politique occidental avec les rapports sociaux de production de la Turquie n'était que le début de la crise socio-politique et économique que la nouvelle République devrait y faire face dans les années à venir. L'organisation sociale du pays continuait naturellement à reposer sur le principe de la solidarité communautaire des musulmans malgré les forts efforts politiques kémalistes destinés à transformer complètement la société politique turque. Il était tout à fait normal que, sans un changement structurel du système social, le peuple soit tellement contrarié face à l'adoption d'un tel système politique comme le sien et qu'il réagisse mal tout en s'y opposant dans ses limites possibles. Autrement dit, la communauté traditionnelle n'abandonne pas facilement sa culture politique en faveur d'une autre n'ayant aucune assise réelle et ne répondant à aucune réalité sociale.

En réalité, les milieux laïcs en Turquie n'étaient pas tout à fait de gauche. Mais, ils remplissaient provisoirement les fonctions de gauche turque dans une société où l'existence des classes sociales a été volontairement ignorée. L'un des principes kémalistes, le populisme, était essentiellement destiné à expliquer théoriquement l'inexistence des classes sociales en Turquie⁶⁹³. Les conflits et les privilèges sociaux basés sur l'existence de différentes classes sociales ne représentaient donc pas un danger pour la République turque d'après les kémalistes, puisque tout le monde était égal sans

⁶⁹² Cf. Levent Koker, "Modernleşme, Kemalizm ve Demokrasi", İletişim Yayınları, İstanbul, 1995, p.221 ; Serif Mardin, "Atatürk ve Pozitif Düşünce : Atatürk ve Cumhuriyet Dönemi Türkiye'si", Türkiye Ticaret Odaları, Sanayi Odaları ve Ticaret Borsaları Birliği Yayınları, İstanbul, 1981.

⁶⁹³ Cf. Sirin Tekeli et Gencay Saylan, "Türkiye'de Halkçılık İdeolojisinin Evrimi", in Toplum ve Bilim, No.5-6, Eté-Automne 1978, pp.44-110.

lacune différence sociale. Conformément à cette conception de la société sans classe, la confrontation politique entre les idées laïques et religieuses serait remplacée dans la vie politique par la confrontation entre les idées de gauche et de droite lors de la période du parti unique et par la suite. Jusqu'à ce que la Constitution de 1961 apparaisse dans la vie politique du pays en tant que libératrice, les forces politiques turques se sont classées donc plutôt par rapport à leurs comportements politiques au sujet de la laïcité que par rapport à leurs positions idéologiques. De ce fait, la laïcité a largement servi aux kémalistes d'attarder les problèmes liés aux conflits des classes tout en détournant complètement l'attention politique.

Il est sans doute vrai que la culture politique turque était fortement imprégnée par l'islam et ses valeurs tout au long de la période ottomane⁶⁹⁴. Dans cette circonstance, lorsqu'on décidait de créer un pays laïc et républicain, on n'hésitait pas du tout à s'attaquer directement aux valeurs, aux coutumes, aux traditions etc., en vue de libérer le peuple de l'influence de la religion au prix de la déculturation de la société. Le risque était énorme : au nom de la laïcisation, l'avenir de la culture populaire a été donc remis en question par l'idéologie kémaliste. La sensibilisation des kémalistes au sujet de renforcement du principe de la laïcité n'était pas en effet sans fondement. D'une part, le système politique du pays était intégralement structuré depuis l'Empire ottoman selon les principes religieux et donc islamiques. L'influence de l'islam était effectivement considérable sur la vie politique et sociale du pays. L'intelligentsia islamiste avait une grande importance dans le système politique ottoman tout en s'opposant toujours aux tentatives de l'occidentalisation. De ce fait, une sorte de division interne apparaît dans la société ottomane entre les défenseurs de progressisme et ses opposants, jusqu'à ce que le mouvement de " Jeunes Turcs " fasse son apparition dans le pays⁶⁹⁵. D'autre part, la réalisation de l'objectif kémaliste ne pourrait être réelle que lorsqu'on pourrait écarter complètement cette forte opposition des milieux religieux. En outre, les kémalistes ont considéré que le peuple était inculte et devrait être soumis à un processus d'acculturation. Malgré leur " populisme " affiché, ce sont les kémalistes qui ont instauré des barrières insurmontables entre eux-mêmes et le peuple. La liquidation de la monarchie et du califat produit un traumatisme important dans la société fortement islamisée, mais le véritable coup sera porté par les réformes kémalistes : changement de l'alphabet, fermeture des couvents et des confréries, loi sur l'unité de l'enseignement, etc⁶⁹⁶.

⁶⁹⁴ Serif Mardin, " Turkiye'de Toplum ve Siyaset ", op. cit., p.210.

⁶⁹⁵ M. Sukru Hanioglu, " Osmanli Ittihat ve Terakki Cemiyeti ve Jon Turkluk (1889-1902)", Vol.1, Iletisim Yayinlari, Istanbul, 1986, p.17.

⁶⁹⁶ Cf. O. Cengiz Aktar, " L'occidentalisation de la Turquie : Essai Critique ", Harmattan, Paris, 1986, p.95-108.

Le principal objectif des dirigeants kémalistes était donc de créer un nouvel Etat-nation tout en s'orientant vers le nationalisme comme ciment idéologique du nouveau régime turc⁶⁹⁷. D'une manière globale, les grands axes du kémalisme se sont limités au fil du temps de la réalisation incontournable de cet objectif pour lequel on n'a pas hésité à établir inlassablement une politique de répression à l'encontre des contestations "séparatistes" (nationalisme kurde) et des idéologies "universalistes" (islamisme ou communisme). De ce fait, le problème actuel de la Turquie n'est pas indépendant de ce fait historique.

L'intelligentsia militaro-bureaucratique kémaliste était vite devenue très sensible et vigilante au sujet de l'islam et ses institutions tout en s'efforçant de mettre en place une vision assez ferme de la laïcité. Les réformes kémalistes étaient donc destinées à reconstituer un nouveau régime politique basé sur les principes occidentaux dans le pays. De ce fait, les réformes laïques de la nouvelle République se sont donc intensifiées dans le domaine de la laïcisation de l'État et de la vie sociale tout en ignorant paradoxalement la réalité socioculturelle du pays. La suppression du sultanat et la proclamation de la République constituaient donc des pas décisifs pour la séparation de l'État et de la religion. La Constitution de 1924 remplaçait la souveraineté divine de l'Empire ottoman par la souveraineté nationale exercée par la grande Assemblée nationale au nom du peuple. Le pouvoir politique se trouvait doté d'une légitimation laïque. En réalité, les dirigeants politiques ont développé une conception de la laïcité dans laquelle l'État exerçait un contrôle très étroit sur la religion. Les institutions religieuses et ses représentants ont été rapidement attachés à la bureaucratie de l'État. On a voulu minimiser immédiatement l'influence de l'islam sur les institutions éducatives et juridiques avec les réformes kémalistes.

C'est ainsi que la laïcisation à la turque a été créée selon les besoins du système politique turc. L'État n'était pas tout à fait séparé de la religion conformément au principe de la laïcité. Devant l'impossibilité de la séparation définitivement entre l'État et la religion selon les principes islamiques, les dirigeants kémalistes ont en effet voulu contrôler le domaine religieux par les mesures de l'attachement de la religion à la bureaucratie étatique⁶⁹⁸. Malgré la reconstitution du système politique turc selon le modèle occidental et ses institutions politiques, on ne s'est pas du tout efforcé de créer une structure forte et autonome que l'église chrétienne qui avait ce privilège dans le système politique des pays occidentaux.

⁶⁹⁷ Levent Koker, "Modernlesme, Kemalizm ve Demokrasi", op. cit., 150-153.

⁶⁹⁸ Niyazi Berkes, "Laikligin Tarihsel Kaynaklari", in Teokrasi ve Laiklik, Adam Yayinlari, Istanbul, 1984, pp.24-44.

L'importation du modèle occidental par l'idéologie kémaliste a peut-être pu atteindre son objectif dans la transformation radicale du système politique. Mais, ceci n'implique pas que les classes populaires perdent complètement l'usage de la culture populaire islamique ; celle-ci continue à subsister grâce à sa capacité de résistance. Une telle transformation culturelle et politique par le processus d'acculturation demandait évidemment un travail de longue haleine. C'est d'ailleurs à cause de cette réalité que le régime politique kémaliste se trouve aujourd'hui menacé et coincé face à une progression incontournable des mouvements religieux et nationalistes kurdes. De plus, la société urbaine, malgré son évolution socio-économique, est loin de représenter des caractéristiques relevant du type de la société industrielle. Avec cette persistance de la culture populaire " islamisée " la religion musulmane continue naturellement à exercer son influence sociale auprès des masses populaires. L'imposition d'une culture occidentale au peuple, qui est complètement étrangère et inaccessible pour lui, provoque naturellement des indignations chez lui tout en le poussant à s'attacher à des valeurs-refuges⁶⁹⁹.

*B) L'INCOMPATIBILITE DU MODELE OCCIDENTAL AVEC L'ANCIEN SYSTEME
POLITIQUE ET L'UTILISATION DES VALEURS NATIONALES*

Sur ce point, il convient de nous attarder un peu dans l'objectif de rechercher d'explications complètes destinées à mettre en place la crise politique et sociale du pays depuis plusieurs années. Autrement dit, l'incompatibilité du modèle occidental avec le système islamique a été donc un fait réel en Turquie depuis longtemps malgré l'exercice de forte pression militaire sur le peuple. En s'accrochant aux valeurs traditionnelles qui comportent une signification religieuse, même si elles ne sont pas d'origine islamique, les classes populaires cherchent à affirmer leur identité sociale. Compte tenu de la rigidité des réformes kémalistes avec lesquelles on avait visé à reconstituer une nouvelle société sans prendre en considération la structure socioculturelle du pays, face à une crise politique, les valeurs populaires deviennent logiquement les symboles de reconnaissance de soi-même. L'identification avec ces valeurs est d'autant plus importante pour les masses s'il s'agit d'un bouleversement social dans lequel le seul refuge important est de se retourner en soi-même. En un mot, la culture populaire résiste aussi facilement aux changements institutionnels apportés sans assise structurelle.

Il est tout à fait normal que les masses dépourvues de son origine sociale et culturelle s'éloignent de plus en plus du régime kémaliste qui, comme on l'a déjà souligné plus

⁶⁹⁹ Levent Koker, " Modernlesme, Kemalizm ve Demokrasi ", op. cit., p.168-169.

haut, adopte la culture bourgeoise occidentale. Chaque mesure de laïcisation prise par le pouvoir kémaliste a été directement jugée par le peuple comme une perte grave de l'identité culturelle. Ceci étant dit, les masses commencent petit à petit à s'éloigner des intellectuels militaro-bureaucratiques qui sont donc tenus responsables des mesures radicales destinées à briser leur culture⁷⁰⁰.

Après avoir brièvement esquissé l'origine même du problème affronté depuis plusieurs années en Turquie, il ne serait pas inutile de s'interroger un peu sur les moyens utilisés par le régime politique en vue de renforcer le fondement du régime politique en minimisant l'éventuel danger provenant des mouvements religieux. Sur ce point, le nationalisme, par lequel les dirigeants kémalistes espéraient détruire l'idéologie religieuse, n'a pas tout à fait atteint l'objectif visé. La volonté des dirigeants kémalistes de faire de l'idéologie nationaliste l'idéologie dominante du pays et du même coup de minimiser l'influence de la religion dans la société, se trouve naturellement confrontée à des difficultés importantes à surmonter⁷⁰¹. Dans le but d'affranchir le plus vite possible ces obstacles importants, les dirigeants kémalistes n'ont pas hésité à employer des méthodes sévères et organisées. Ils se sont donc retrouvés obligés d'entretenir une longue campagne d'inculcation idéologique. On a donc voulu remettre en valeur les attitudes, les jugements, l'histoire turcs en détournant même les réalités socioculturelles du pays dans le but de reconstituer la société par rapport au modèle occidental. On parlait aussi de la supériorité des Turcs dans le monde tout en les plaçant au centre du débat et en défendant des propos racistes afin de pouvoir redonner la confiance au peuple⁷⁰². A force de glorifier la race turque par tous les moyens en vue de pouvoir créer une nation complètement inexistante jusqu'à la fin de l'Empire ottoman et d'inculquer plus rapidement aux masses l'idéologie nationaliste, on s'est vite retrouvé dans une situation délicate où le racisme s'est vu privilégié et soutenu par le régime politique tout en créant d'autre grave problème : la question kurde. Par ailleurs, la situation est aussi complexe car les élites civilo-militaires perçoivent le nationalisme, et ce bien avant le démembrement de l'Empire ottoman, comme seul élément de cohésion imaginable, même s'il est impossible d'assurer l'adhésion librement consentie de populations ethniquement et confessionnellement hétérogènes.

En dernier lieu, l'absence de libertés politiques et la nature autoritaire de l'État ont fortement paralysé la circulation d'autres idéologies. Dans cette circonstance, l'idéologie

⁷⁰⁰ Sur ce concept de "civilisation" et plus généralement sur les problèmes de modernisation et d'occidentalisation en Turquie, Cf. Nilufer Gole, "La revendication démocratique de l'Islam", in *Autrement*, No.76, septembre 1994.

⁷⁰¹ Cf. Binnaz Sayari, "Turkiye'de Dinin Denetim Islevi", in *A.U. SBF Dergisi*, Vol.23, No.1-2, mars-juin 1978, p.176.

⁷⁰² Serif Mardin, "Turkiye'de Toplum ve Siyaset", op. cit., p.238.

religieuse ayant une forte influence dans le système politique pour des raisons déjà citées, a été souvent utilisée par presque tous les mouvements qui allaient se dresser contre le pouvoir central en place. De même, le sentiment religieux du peuple et son attachement aux valeurs et aux traditions religieuses se trouvent facilement exploités à des fins politiques par les adversaires du régime politique⁷⁰³.

Il convient aussi de préciser qu'à certains moments dans l'histoire politique turque, le régime politique en place n'a pas hésité non plus à exploiter l'idéologie religieuse pour ses fins politiques. C'est effectivement après la Deuxième Guerre mondiale où la polarisation du monde en deux axes politiques se concrétise rapidement par la guerre froide, le processus de réconciliation de l'État et de la religion est vite devenue une réalité au sein de la vie politique turque. Devant la menace communiste intérieure et extérieure, l'État commence à vouloir manipuler les couches croyantes de la population. Voyant désormais le danger d'athéisme provenir non plus de l'État mais du communisme, les militants religieux s'organisent quant à eux autour des "Associations de lutte anticommunisme". Comme on peut le constater, le régime politique en place ne se gêne pas de soutenir en l'occurrence les mouvements religieux considérés à l'origine assez dangereux pour le régime kémaliste en vue de contrecarrer un autre danger vital pour la survie du régime : le communisme et la question kurde.

Il était inévitable d'être impopulaires pour les dirigeants kémalistes, puisqu'ils avaient entretenu la tâche de "modernisation radicale" de la Turquie tout en ignorant la volonté populaire. De ce fait, le soulèvement du peuple contre le régime kémaliste a été assez fréquent et violent au début de la création de la nouvelle République. La réussite d'une telle tâche impliquait nécessairement l'installation d'un régime autoritaire dans lequel le peuple n'a aucun droit de donner son avis. Tout en négligeant les désirs populaires, on se lançait dans une aventure assez risquée du point de vue des réactions populaires. Mais, le régime kémaliste avait déjà décidé de mettre en évidence le système politique occidental au détriment de la culture populaire, puisque les dirigeants kémalistes avaient complètement persuadé que le peuple n'était qu'une masse ignorante et qu'il devrait rapidement être éduqué et civilisé par tous les moyens possibles. Comme on l'a déjà souligné en détail un peu plus haut, le slogan officiel "malgré le peuple, pour le peuple", témoignait cette conception élitiste et il sert à justifier cette attitude à l'égard des masses.

⁷⁰³ Binnaz Sayari, "Turkiye'de Dinin Denetim Islevi", op. cit.

C) L'UTILISATION DES MOYENS COERCITIFS PAR LE BIAIS DE L'APPAREIL

MILITAIRE

En l'absence d'un consensus sur leur politique d'occidentalisation et de laïcisation, le régime politique kémaliste devrait inévitablement se baser sur une force autre que celle du peuple. De ce fait, il n'était pas étonnant d'assister exclusivement à l'utilisation des moyens coercitifs de l'appareil de l'État en vue de protéger les réformes radicales contre les soulèvements et les réactions populaires. D'une manière générale, les dirigeants kémalistes ont voulu compenser leur faiblesse dans le champ idéologique et dans la société civile par la domination qu'ils pouvaient exercer dans la société politique grâce aux moyens coercitifs. En outre, le modèle occidental a été donc désigné comme objectif principal par le régime kémaliste sans prendre en considération les aspirations populaires et a été également imposé d'en haut par le recours constant à la coercition et à la répression⁷⁰⁴.

D'une manière globale, l'armée turque a été l'une des principaux garants de l'idéologie kémaliste en tant qu'appareil coercitif de l'État en présence de l'impopularité des réformes radicales kémalistes. Dans l'histoire politique turque, l'armée, en raison de son rôle dans la construction de l'État et d'une situation quasi-permanente " d'État de siège " a toujours constitué l'ultime garant de la survie du pays et fait l'objet d'un large consensus parmi les dirigeants kémalistes. Elle a aussi la possibilité de peser fortement sur le fonctionnement de la société et de ses institutions civiles. Le rôle historique de l'armée dans le système politique provient fondamentalement de la nature des réformes kémalistes. Compte tenu du besoin de s'appuyer obligatoirement sur une force coercitive afin de faire vivre les réformes transformatrices, le régime kémaliste a dû indirectement tolérer depuis longtemps la montée en puissance de l'armée dans le système politique. En d'autres termes, même si cette force organisée a dû rester en deuxième position dans le système politique durant toute la période de Kemal Atatürk sous son contrôle, il n'était pas tout à fait étonnant de voir apparaître par la suite l'institution militaire turque comme une force déterminante et grandissante dans le système politique grâce à ses fonctions extraordinaires attribuées par le régime kémaliste lui-même afin de garantir la survie de ses acquis politiques.

Le caractère autoritaire du régime kémaliste tient une part de responsabilité dans l'utilisation de l'islam en tant que moyen d'expression populaire. Devant l'absence de libertés politiques qui empêche la circulation et la diffusion de différentes idées politiques (autre que celles du kémalisme), le peuple recourt nécessairement pendant longtemps à l'idéologie religieuse qui est la seule à lui être familière et accessible. Autrement dit,

⁷⁰⁴ Levent Koker, " Modernlesme, Kemalizm ve Demokrasi ", op. cit., p.227-229.

l'imposition des réformes kémalistes " malgré la volonté du peuple pour son intérêt " avait inévitablement créé un vide pouvoir dans le système politique en faveur de l'idéologie religieuse auprès du peuple, puisqu'il ne considérait pas comme siennes les réformes kémalistes. Toutes les revendications socio-politiques du peuple ne pouvaient être exprimées qu'au cour d'une bonne partie d'histoire politique turque sur le terrain religieux et par un langage religieux.

Il n'était pas imprévisible que la vie politique et culturelle allait donc être marquée, durant une longue période, par l'influence et la détermination des islamistes. A l'heure actuelle, par l'ampleur de l'enracinement des forces islamiques dans la société turque et par son évolution latente vers l'instauration d'un Etat islamique, la Turquie se présente comme une source d'instabilité majeure des plus profondes. En l'absence des forces démocratiques laïques, marginalisées par la répression et le système politique autoritaire, il n'y a pas une moindre force démocratique dans le pays afin de contrecarrer actuellement la montée en puissance des mouvements islamiques dans le système politique. De ce fait, l'armée, dite pilier central des principes kémalistes, se trouve ainsi au centre du pouvoir en tant qu'acteur à part entière de la vie politique turque.

*D) VERS L'UTILISATION DIRECTE DE LA RELIGION DANS LA VIE POLITIQUE EN
TANT QUE MOYEN POLITIQUE LEGITIME*

Il nous reste quand même à mettre à la lumière certains aspects de la laïcisation du système politique turc. D'une manière générale, il est possible de qualifier les réformes kémalistes de laïcisation comme un succès partiel tout en s'interrogeant sur l'État actuel de chose en Turquie. Bien que ces réformes soient imposées en générale par la force, et malgré l'opposition souvent passive du peuple, la plupart de ces réformes ont été adoptées mal gré bon gré par le peuple. Celui-ci s'est retrouvé obligé de s'accommoder aux nouvelles institutions sans pouvoir s'y opposer vraiment. Mais, comme on l'a déjà souligné, l'appropriation d'un nouveau système politique ne peut être possible que si cela se fasse convenablement par l'intermédiaire du peuple et de sa propre volonté. Autrement dit, la transformation du système des valeurs ne peut être réalisable, lorsque le peuple est vraiment capable de mettre en œuvre une révolution par ses propres moyens afin d'instaurer un nouvel ordre politique et social. De ce point de vue, l'objectif final des réformes kémalistes qui était de réduire l'islam au niveau d'une simple affaire personnelle, n'a jamais complètement pu être atteint. Au lieu d'assurer la séparation intégrale entre le domaine religieux et la sphère politique, le régime politique kémaliste a plutôt essayé de

contrôler le domaine religieux par des moyens coercitifs⁷⁰⁵. En d'autres termes, la Turquie devient ainsi le premier, et pour longtemps le seul, Etat laïc en terre musulman. Toutefois, la laïcisation de l'État ne débouche pas sur une séparation totale entre la religion et l'État. Les dirigeants turcs développent une conception de la laïcité dans laquelle au contraire l'État exerce un contrôle très étroit sur la religion, en attribuant notamment à la Présidence des Affaires religieuses un rôle central au sein des institutions étatiques. Dans son ensemble, le peuple est resté profondément attaché à la religion comme un élément inhérent à son identité, à sa culture. Quel que soit la bonne intention des dirigeants kémalistes d'instaurer un régime politique moderne et occidental en vue d'entamer rapidement le processus d'occidentalisation du pays, l'influence de système des valeurs sociales et morales de l'islam sur les masses n'a jamais pu être intégralement effacée ou bien marginalisée. Bien que le recours constant à la répression ait été assez fréquent durant la période de Kemal pour préserver les réformes radicales faites dans le système politique, le peuple continuait à se référer au système des valeurs islamiques dans le but d'affirmer son identité, sa spécificité à l'égard du système occidental et de protéger également les éléments de base de son système socioculturel.

A ce stade, l'utilisation de la religion dans le champ politique concurrentiel par les hommes politiques devient donc inévitable, puisque les masses étaient toujours restées attachées aux valeurs religieuses et à la culture islamique, et le peuple ne pouvait retrouver un refuge que dans les propos religieux pour pouvoir s'exprimer. Etant complètement conscient de cette réalité socioculturelle, les instances politiques ont toujours voulu d'en profiter au maximum pour élargir leur audience en s'adressant directement aux sentiments religieux populaires. Il a fallu patienter jusqu'à ce que le pluralisme politique soit installé en Turquie afin de voir apparaître directement l'usage des éléments religieux par la classe politique pour ses fins politiques. Ce qui a ainsi fait ressortir le référent religieux comme enjeu central de la compétition électorale pour tous les partis politiques. D'une manière générale, il est possible de dire que les mécontentements populaires commençaient petit à petit à se faire entendre dans la vie politique turque grâce justement à l'utilisation de la religion par le pouvoir politique pour les fins politiques sous une forme des concessions faites dans le domaine religieux⁷⁰⁶. En d'autres termes, l'autorisation du passage au multipartisme en 1946, même s'il était restreint, avait permis à l'État de canaliser les réactions politiques et sociales du peuple entre les mains du Parti démocrate, en créant une opposition contrôlée et intégrée de toutes pièces dans le jeu démocratique. Le régime

⁷⁰⁵ Mete Tuncay, "Turkiye Cumhuriyeti'nde Tek-Parti Yonetiminin Kurulmasi (1923-1931)", Yurt Yayinlari, Ankara, 1981, p.218.

⁷⁰⁶ Cf. Robert Anciaux, "Religion et politique dans la Turquie Contemporaine (1945-1971)", in Correspondance d'Orient Etudes, No.17-18, 1970.

kémaliste avait justement visé à prendre les mécontentements sociaux sous son contrôle dans le but de renforcer le fondement de la République laïque turque.

§2) Politisation de l'islam dans le système politique

Si nous nous interrogeons maintenant sur les rapports entre l'islam et le régime politique, nous nous rendons compte d'une amélioration politique considérable en faveur des idées islamiques dans la vie politique suite au passage au multipartisme en Turquie en 1946. Tout d'abord, les mouvements religieux se voient vite dotés d'une importance politique favorable à leur développement dans les cadres légaux. La mise en place du système pluraliste a donc modifié les données socio-politiques de la Turquie en créant effectivement un large champ de manœuvre politique et un champ politique à caractère concurrentiel en faveur des éléments religieux. Ceux derniers ont indéniablement profité de l'instauration de certaines libertés fondamentales dans le système politique qui devraient permettre aux instances politiques de l'opposition de s'exprimer librement sans être contrariées par le régime politique kémaliste. Ceci étant dit, la politique kémaliste de l'exercice de la répression constante sur les mouvements religieux a été partiellement suspendu sous la pression de la conjoncture mondiale étant fortement favorable à la libéralisation de la vie politique vers la fin de la Deuxième Guerre mondiale. En un mot, l'ouverture de la vie politique turque vers la libéralisation a effectivement permis à la religion de se libérer de la position dans laquelle l'avait enfermée le pouvoir kémaliste en la soumettant à une pression permanente par les moyens de la force.

A) L'EMANCIPATION DES IDEES RELIGIEUSES DANS LE SYSTEME POLITIQUE

C'est à partir de-là que nous commençons à voir apparaître dans la vie politique turque l'exploitation de plus en plus directe des aspirations religieuses pour des fins politiques. Du moment où l'on acceptait à tolérer les différentes idées politiques bien sûr dans des limites précises, il était normal que l'élément islamique devienne vite au sein de la vie politique un facteur déterminant pour les différents partis dans leur lutte du pouvoir politique. Mais, il nous appartient à souligner l'idée principale selon laquelle le régime kémaliste ne peut tolérer certaines libertés politiques dans le domaine religieux ou autre tant que celles-ci ne menacent en aucun cas la survie de la nouvelle République basée sur les principes kémalistes et ne risquent pas de remettre en cause le fondement de la Turquie moderne. Autrement dit, le passage au multipartisme a été d'abord assuré par la création d'un parti d'opposition, le PD, issu d'une scission du PRP, Parti unique, et toléré ensuite

sous certaines conditions particulières citées déjà plus haut. Les dirigeants du PD avaient défendu les idées kémalistes tout en ayant longtemps travaillé dans le Parti unique.

Comme on l'a déjà largement souligné plus haut, à la fin des années cinquante, l'encadrement des réactions populaires échappe aux deux partis, le PD et le PRP, et le système politique se révèle incapable de mettre en œuvre une autre alternative face au débordement social et politique. Sans rentrer trop en détail concernant cette période où on allait assister au premier coup d'État militaire dans la vie politique le 27 mai 1960, il convient tout de même de préciser que la remise en question des principes kémalistes par le pouvoir démocrate a été sans doute l'un des principales raisons de cette intervention militaire. Dans le but d'obtenir plus de soutien électoral, les dirigeants démocrates n'ont pas hésité à modifier certaines réformes kémalistes et à les critiquer même en ignorant peut-être l'éventuelle réaction violente de garant des réformes et acquis kémalistes ; l'armée turque. Les militaires ont donc intervenu avec l'appui du PRP et de M. İnönü dans la vie politique en renversant le pouvoir de M. Menderes et en imposant une nouvelle constitution dans les traditions jacobines.

C'est ainsi que nous assistons complètement à la politisation de l'islam dans la vie politique turque. De nouveau, comme à l'époque du kémalisme, l'islam se trouve dressé contre le pouvoir. Avec la libéralisation de la vie politique turque grâce à la Constitution de 1961, l'idéologie religieuse élargit son domaine d'opposition contrairement à l'époque du parti unique en remettant cette fois-ci en cause la structure socio-économique du pays. On commence à utiliser un discours politique islamique tourné vers l'avenir, vers un nouvel ordre socio-économique islamique qui a été défini selon les exigences de l'époque. La politisation de l'islam dans le système politique commence, pour la première fois, à se faire jour avec la création d'un nouveau parti politique, le Parti de l'ordre national (PON), grâce auquel l'idéologie religieuse se trouve dotée d'un cadre institutionnel dans le système politique afin de pouvoir défendre légalement ses intérêts politiques. Depuis la création de la République turque en 1923, c'est la première fois qu'une formation politique se présente ouvertement comme défenseur principal des intérêts religieux tout en s'engageant directement dans le champ de lutte du pouvoir en faveur des éléments religieux⁷⁰⁷. Il est normal que l'idéologie religieuse ait été manipulée par cette nouvelle formation politique constitutionnelle en fonction des problèmes et des situations de l'époque en restant logiquement dans les limites prédéfinis dans ses critiques du régime politique. Il convient pourtant de préciser que la représentation directe de l'idéologie religieuse par une formation politique légale n'empêche pas les autres partis politiques d'exploiter les éléments religieux à leurs fins politiques dans le but d'atteindre leurs

⁷⁰⁷ Cf. Tarik Zafer Tunaya, " İslamcılık Akimi ", Simavi Yayinalari, Istanbul, 1991.

propres objectifs tout en donnant notamment à l'islam leur propre interprétation. Ce qui fait que l'élément religieux devient vite un lieu de concurrence entre les différentes formations politiques en leur permettant de se procurer beaucoup de symboliques religieuses dans leur lutte du pouvoir. Devant la réalité politique apparente de la société turque, il est presque impossible de ne pas recourir à l'islam dans la lutte du pouvoir et de ne pas non plus l'utiliser à des fins politiques afin de pouvoir influencer la société politique.

B) L'APPARITION DU PON EN TANT QUE PARTI ISLAMISTE

La création du Parti de l'ordre national (PON) par Necmettin Erbakan procure une certaine légitimité à l'utilisation de la religion dans le champ politique. Le PON se présente aux électeurs comme principal défenseur des idées religieuses à la différence d'autres partis politiques pour lesquels l'islam n'est qu'un simple moyen d'exploitation des sentiments religieux en vue d'obtenir plus de voix aux élections. Mais, la légitimation de la place de l'islam dans la sphère politique reste tout de même précaire. Comme on a pu voir un peu plus haut l'évolution du coup d'État militaire du 12 mars 1971, le PON a été interdit par le régime militaire suite à l'arrêt de la Cour Constitutionnelle en raison du danger islamiste qui pesait lourdement sur le fondement de la République turque. La réapparition d'un autre parti politique, le Parti du salut national (PSN) sous la direction des fondateurs du parti dissout ci-dessus, n'a pas vraiment tardé avec le retour à la normalisation. Celui-ci devient vite l'un des piliers principaux de la vie politique suite aux élections législatives de 1973 en renforçant bien sa position politique dans le système politique. L'intégration complète de celui-ci dans la vie politique se fait petit à petit grâce à sa participation aux divers gouvernements de coalition en le mettant jusqu'à l'intervention militaire du 12 septembre à l'abri de la dissolution et en légitimant la place délicate de l'islam dans la sphère politique⁷⁰⁸.

A ce stade, il est intéressant de voir maintenant l'évolution de l'idéologie religieuse dans le cadre du PSN. D'où venait en très peu de temps la montée en puissance de l'idéologie religieuse sous la direction d'une formation politique, le PSN, dans la vie politique turque ? Avec la libéralisation de la vie politique due directement à l'apparition de la Constitution de 1961 suite au coup d'État militaire du 27 mai 1960, on assiste en effet au développement considérable du capitalisme au sein du système politique. De ce fait, les rapports de force entre le bloc au pouvoir se voient basculer en faveur de la bourgeoisie industrielle et financière concentrée dans de grandes villes à l'Ouest de la

⁷⁰⁸ Feroz Ahmad, "Demokrasi Surecinde Turkiye", op. cit., p.462.

Turquie. Le développement rapide de la bourgeoisie turque se concrétise complètement avec l'arrivée en tête du PJ au sein de la vie politique. Celle-ci réussit à prendre dans une large mesure en main le contrôle du PJ en s'efforçant d'instaurer son hégémonie. En outre, la bourgeoisie industrielle et financière devient ainsi hégémonique dans le parti politique au pouvoir, le PJ, dans la deuxième moitié des années soixante tout en privilégiant logiquement ses intérêts précieux au détriment des autres composantes du bloc au pouvoir. Grâce à sa position centrale dans le parti au pouvoir, celle-ci s'est vue dotée de pouvoirs politiques nécessaires afin de pouvoir transformer ses intérêts économiques en intérêts politiques dans le système politique en risquant de provoquer l'éclatement du bloc au pouvoir. En ce sens, le PJ constitue le facteur d'unité politique du bloc au pouvoir. De ce fait, une crise importante au sein du bloc du pouvoir n'a pas tardé à faire son apparition dans la vie politique turque en mettant essentiellement en cause l'équilibre des rapports de force. Autrement dit, il a été indispensable l'éclatement du bloc du pouvoir au sein du PJ vu la rivalité des intérêts contradictoires entre les différentes classes et fractions dominantes et l'inégalité des rapports de force dans le bloc du pouvoir⁷⁰⁹.

Dans cette circonstance, la bourgeoisie de province se trouve en quelque sorte obligée de rapporter son soutien politique à un autre parti que celui de M. Demirel dans le but de freiner la montée en puissance de la bourgeoisie industrielle et financière. En fait, celle de première trouve son porte-parole en la personne de M. Erbakan, puis le Parti de l'ordre national. Le développement rapide du capitalisme aggrave de plus en plus l'inégalité économique et sociale dans le pays en constituant un danger important pour l'avenir de la République turque. L'idéologie religieuse réorganisée sous la présidence du PSN de M. Erbakan serait rapidement un refuge pour la bourgeoisie de province. Certaines petites couches bourgeoises (petits commerçants, petits fabricants, boutiques, artisans etc.) et la bourgeoisie de province se trouvent vraiment dans la difficulté économique face à la concurrence déloyale des monopoles et de grandes entreprises favorisées fortement par le fonctionnement du pouvoir du PJ à leur profit⁷¹⁰. Revendiquant une part équitable de " gâteau " du développement capitaliste, la bourgeoisie de province s'engage rapidement dans une lutte de partage du pouvoir contre la bourgeoisie industrielle et financière des grandes villes dans le but de préserver ses intérêts économiques et politiques contre-offensive de pouvoir politique en place. La contradiction de leurs intérêts débouche à partir de 1968 sur une lutte ouverte et brise encore une fois l'unité politique du bloc au pouvoir. A partir de cette date-là, le conflit au sein des classes bourgeoises reflète clairement la contradiction interne de la bourgeoisie qui prend des dimensions

⁷⁰⁹ Umit Cizre-Sakallioğlu, " AP-Ordu İlliskileri ", op. cit., p.92.

⁷¹⁰ Sur les bases socio-économiques de ce parti religieux, Cf. Ahmet Yuçekok, " Türkiye'de Orgütlenmiş Dinî Sosyo-Ekonomik Tabanı : 1946-1968 ", Sevinc Matbaası, Ankara, 1971.

importantes. L'éclatement entre celles-ci ne devrait pas trop tarder sur le plan politique. Autrement dit, la rivalité existante entre les intérêts socio-économiques contradictoires de la grande bourgeoisie et celle de province ne devrait pas tarder à se transformer en politique⁷¹¹.

*C) LE PARTI ISLAMISTE : PRINCIPAL DEFENSEUR DES INTERETS DE LA PETITE
BOURGEOISIE PROVINCIALE (LOCALE)*

C'est dans cette circonstance, le 26 janvier 1970, M. Erbakan et ses amis déclarent officiellement à la presse la création du Parti de l'ordre national. Parmi les fondateurs de cette nouvelle formation politique, il se trouvait les anciens députés sortants du PJ. Celle-ci créée à l'origine pour défendre les intérêts économiques et politiques de la bourgeoisie de province, n'hésite pas à devenir le principal représentant d'autres classes sociales moyennes et inférieures qui se sont trouvées négligées et reculées dans le classement de classes sociales en faveur des intérêts de la grande bourgeoisie des villes développées. En d'autres termes, elle s'ouvre à toutes les classes moyennes en perte de leurs prestiges sociaux. Le développement inégal de la grande bourgeoisie sous l'impulsion du pouvoir politique se trouvant aussi sous contrôle de celle-ci, a logiquement fait peur aux classes moyennes qui risquaient de subir une forte dégradation de leur situation économique dans les années à venir. Sur ce point de départ que le Parti de l'ordre national constitue ses politiques dans les rangs d'opposition afin de contrebalancer la montée perturbant de la grande bourgeoisie dans la vie politique et économique sous la direction du PJ.

Cependant, l'évolution de cette nouvelle formation politique dans la vie politique turque n'était pas seulement et purement liée aux inquiétudes et aux exigences des classes moyennes face à la restructuration du système économique en faveur de la grande bourgeoisie et à la gestion inéquitable du domaine économique par le gouvernement de M. Demirel. Mais aussi, le parti islamique défend les sentiments des couches sociales qui ne parviennent pas à s'adapter aux nouvelles structures sociales tout en rejetant le système social considéré intégralement comme une simple copie des systèmes occidentaux.

De ce fait, la clarification de l'aile politique de droite turque débouche en effet sur le morcellement du PJ qui était sensé rassembler toutes les fractions politiques de droite au sein de la vie politique turque. Autrement dit, sous l'impulsion de la libéralisation de la vie politique turque à partir des années soixante, les mouvements religieux profitent en fait de la situation politique favorable afin de pouvoir satisfaire librement les exigences des

⁷¹¹ Hikmet Ozdemir, "Turkiye Cumhuriyeti", op. cit., p.309.

masses en remettant en cause la validité des réformes kémalistes et le système politique emprunté de l'Occident. La représentation partielle des idées religieuses dans certaine formation politique (le PD et PJ) étant plus ou moins sous contrôle du régime kémaliste touche ainsi sa fin avec l'apparition d'un parti politique islamique. A ce stade, il convient justement de préciser que l'un des principaux défis du multipartisme turc, le morcellement des formations politiques, fait sa grande apparition dans la vie politique turque à partir de cette date-là où l'aile droite de la vie politique turque aussi bien que l'aile gauche se trouvent forcément confrontées à la clarification de leurs lignes politiques exactes⁷¹². D'une part, l'extrême-droite et la droite islamique turques parviennent à prouver leurs différences politiques du centre droit turc représenté par le PJ en obtenant effectivement de bons résultats électoraux suite aux élections législatives de 1973, et d'autre part l'extrême-gauche turque réussit à faire des échos parmi les classes moyennes et inférieures en obtenant à son tour de vingtaine de sièges au Parlement.

D) L'UTILISATION DES ELEMENTS RELIGIEUX CONTRE LA RADICALISATION DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Sous l'impulsion de la Constitution de 1961 qui avait effectivement permis un développement, sans précédent dans l'histoire politique de la Turquie, des formations politiques (partis, syndicats) et des associations, cette nouvelle évolution politique avait forcément favorisé d'autres thèmes de compétition électorale et politique que celui de la religion. Nous parlons en effet de l'apparition de l'extrême-gauche au sein de la vie politique qui allait à son côté remettre en cause la légitimité du régime kémaliste afin de favoriser la place des classes sociales moyennes et inférieures dans le système politique⁷¹³. De ce fait, le régime politique kémaliste n'était pas uniquement critiqué pour des raisons diverses et opposées par l'extrémité de l'aile droite, mais aussi par celle de l'aile gauche.

Durant la deuxième moitié des années soixante, on commence à sentir les effets perturbant de la radicalisation des mouvements sociaux, des formations de l'extrême-gauche dans la vie politique tout en dépassant largement le cadre du système politique mis

⁷¹² Birsen Ors, "Turkiye'de Askeri Mudahaleler", op. cit., p.161.

⁷¹³ Cem Erogul, "Cok Partili Duzenin Kurulusu : 1945-1971", in I. C. Schick et E. A. Tonak, "Gecis Surecinde Turkiye", op. cit., p.156-157.

en place par la Constitution de 1961. La structure socioculturelle de la Turquie ne permet pas de supporter et de répondre intégralement à la libéralisation à grand pas de la vie politique et les mouvements radicaux échappent logiquement de nouveau au contrôle de deux grands partis traditionnels, le PJ et PRP. Dans cette circonstance, il se pose naturellement la question suivante : comment pourrait-on contrôler la radicalisation des mouvements de l'extrême-gauche qui commence à menacer sérieusement le régime politique tout en remettant en cause la composition des rapports de force dans le système politique ? Le parti gouvernemental de M. Demirel (le PJ) tente de contrecarrer la montée en puissance des mouvements sociaux sous la direction de la gauche socialiste et de minimiser également l'influence grandissante de la gauche sur les mêmes mouvements en favorisant en contrepartie le développement des mouvements religieux. A la différence des années cinquante où le référent religieux était un élément de compétition électorale, on veut maintenant employer l'élément religieux comme un moyen de contrebalancer les mouvements sociaux en encadrant directement les mouvements religieux et nationalistes par l'aide des cadres gouvernementaux.

La politique gouvernementale de M. Demirel a ainsi l'objectif de contrôler dans une large mesure le réveil social, politique et culturel tout en favorisant les mouvements religieux et nationalistes contre les organisations, manifestations ou réunions de nouveaux acteurs sociaux. Contre le danger numéro un de la République turque, le communisme, le parti gouvernemental, le PJ, n'hésite donc pas à apporter son soutien déterminant aux associations de lutte anticommuniste dans le but de freiner la radicalisation des mouvements sociaux organisés sous la direction de la gauche socialiste. Entre-temps, on assiste aussi à la création d'une unité spéciale sous contrôle de l'État-major des armées destinée à préserver le statu quo intérieur et extérieur en Turquie contre le danger communiste dans le cadre de la stratégie américaine. Le leader de principal parti d'opposition, le PRP, M. İnönü, affiche ses grandes inquiétudes en 1966 lors d'un discours à l'Assemblée nationale devant la poussée considérable des mouvements religieux et nationalistes sous l'encouragement du gouvernement de M. Demirel et devant aussi l'utilisation de l'élément religieux comme un instrument de combat politique.

Du point de vue du PJ, l'importance de l'utilisation de la religion comme un élément essentiel dans la lutte politique provient en effet du fait que le seul moyen de pouvoir rassembler toutes les différences fractions de l'aile droite (la fraction religieuse, la fraction extrême-droite et la fraction libérale) en son sein nécessitait inévitablement d'être plus radicale et de défendre les idées extrémistes. En d'autres termes, le PJ avait l'objectif de rassembler tous les mouvements de droite dans son organisation tout en s'éloignant du centre vers l'extrême dans l'échiquier politique. De ce fait, on assiste, à la fin des années soixante, à la constitution de deux formations politiques nationaliste et islamiste, qui vont

donc pousser le PJ d'adopter un discours religieux très radical. A partir de-là, on peut facilement constater la radicalisation progressive des discours politiques du PJ dans la vie politique en faveur de l'élément religieux et nationaliste⁷¹⁴.

En outre, la montée en puissance de deuxième principal concurrent du Parti de la justice, le Parti républicain national des paysans (PRNP), n'a pas tardé à faire son apparition dans la scène politique vers la fin des années soixante tout en regroupant les cadres des associations de lutte anticommuniste au tour de son sein. C'est ainsi que celui-ci devient vite le principal concurrent redoutable du PJ dans certaines régions de la Turquie en tenant un discours complètement nationaliste et religieux. Il va changer son nom (le Parti d'action nationaliste) en 1969 tout en restant sur la même voie politique et en préservant les mêmes cadres politiques. A l'heure actuelle, c'est le deuxième parti politique du pays, le Parti d'action nationaliste (le PAN) avait déjà commencé à exister fortement en tant que parti d'extrême-droite dans la vie politique turque à partir de 1969 en obtenant 3,3% des suffrages aux élections législatives de 1969. Au fil du temps, celui-ci devrait continuer à progresser petit à petit dans l'échiquier politique tout en profitant de sa position avantageuse sur la scène politique. Le morcellement des partis politiques à partir des années soixante-dix avait en effet permis à ce petit parti de faire, plusieurs fois, partie des gouvernements de coalition malgré son nombre restreint de sièges dans l'Assemblée nationale et d'installer ainsi ses sympathisants et partisans dans la bureaucratie de l'État. En dernier lieu, il parvient à constituer une forte implantation électorale dans les milieux ruraux et auprès de la jeunesse déracinée par l'exode rurale en employant essentiellement un langage politique religieux et nationaliste⁷¹⁵.

E) LE DEBUT DE PROCESSUS D'INSTALLATION DES IDEES POLITIQUES EXTREMISTES DANS LE SYSTEME POLITIQUE

Il convient de préciser que l'entrée du parti islamiste et du parti d'extrême-droite dans la vie politique turque en tant qu'acteur puissant va modifier le jeu politique. Autrement dit, les idées politiques extrémistes seront utilisées par les partis politiques de droite comme un moyen de compétition électorale tout en permettant à la religion de se doter d'une légitimation de fait. Au fur et à mesure que l'élément religieux prend une autre dimension politique dans la scène politique, la montée en puissance de la religion dans le système politique turc au détriment des acquis kémalistes demeure inévitable tout en

⁷¹⁴ Sur les gouvernements de Front nationaliste formés sous la présidence du PJ et sur sa stratégie politique, Cf. Hikmet Ozdemir, " *Turkiye Cumhuriyeti* ", op. cit., p.369-377.

⁷¹⁵ Sur le parti extrême-droite et son évolution politique dans l'histoire politique turque, Cf. Mehmet Ali Agaogullari, " *Asiri Milliyetci Sag* ", in I. C. Schick et E. A. Tonak, " *Gecis Surecinde Turkiye* ", op. cit., p.189-236.

constituant le centre des discours politiques de tous les partis politiques de droite. De ce fait, la réussite électorale d'un parti de droite dans la vie politique nécessite donc de faire preuve d'une identité religieuse et de participer aussi à la montée de l'élément religieux en tant que force politique. D'une manière générale, il est presque devenu indispensable pour les partis du centre d'employer un langage politique à double face afin de pouvoir avancer sur la scène politique. Avec le " langage politique à double face ", on veut en fait illustrer des discours politiques contradictoires des partis politiques du centre : à la fois ils sont les principaux défenseurs des idées laïques et les principes kémalistes dans le souci de ne pas perdre le soutien du centre libéral, démocratique et de ne pas contrarier les forces militaires ; et à la fois ils sont les principaux défenseurs des idées religieuses dans le souci de préserver le soutien indispensable des masses populaires traditionnelles et de minimiser la montée en puissance des petits partis extrémistes.

En faisant à plusieurs reprises partie des gouvernements de coalition vers le début des années soixante-dix, les partis politiques extrêmes, le parti islamiste et le parti d'extrême-droite, ont eu l'occasion de profiter de l'avantage du pouvoir politique en installant leurs bases électorales dans les postes clés de la bureaucratie de l'État et de renforcer dans une large mesure leur position politique dans la vie politique. De ce fait, beaucoup de gens de couches moyennes ont pu assurer leur ascension politique et sociale grâce à l'appartenance aux mouvements religieux et nationalistes. Ils devenaient logiquement des militants efficaces et motivés des partis islamiste et nationaliste, aussi bien par la force de leur conviction que par les avantages matériels. C'est ainsi que le parti islamiste a pu assurer sa réussite électorale en 1973 dans la vie politique tout en créant des puissants réseaux et en constituant une solide base électorale et militante.

Dans cette circonstance assez défavorable pour les réformes et acquis kémalistes, c'est la principale force du système politique turc, l'armée, qui va immédiatement s'engager de contrecarrer le 12 mars 1970 le réveil social et la montée en puissance des mouvements religieux sous un régime militaire " exceptionnel " dans lequel un gouvernement civil ou militaire, dit " au-dessus des partis politiques " et libre du souci électoral, peut prendre des mesures les plus impopulaires, sans tenir compte de l'opinion publique. L'arrivée au pouvoir des militaires avec le coup d'État militaire du 12 mars a été au départ défendue par la nécessité de la réalisation immédiate des réformes radicales dans le système politique afin de pouvoir en fait sauver le fondement du régime kémaliste. Mais, peu après l'intervention militaire dans la vie politique, le but ultime des forces armées s'est rapidement avéré qu'on avait en réalité visé à renforcer l'hégémonie de la grande bourgeoisie industrielle et financière étant confrontée à de grandes difficultés socio-économiques et politiques, et à protéger également le fondement du régime politique contre le danger communiste et islamiste. De nombreuses organisations et groupuscules

de gauche révolutionnaire ont au départ cru que cette intervention militaire avait été réalisée par l'aile révolutionnaire de l'armée pour imposer les réformes radicales avec la force et orienter ainsi le pays vers une démocratie autoritaire. Lorsque celle-ci a tout de suite commencé à exercer une pression réelle sur toutes les forces révolutionnaires de l'extrême-gauche, on s'est vite rendu compte de la nature de cette intervention militaire.

*F) L'ATTITUDE DU REGIME MILITAIRE DU 12 MARS A L'EGARD DES
MOUVEMENTS RELIGIEUX*

A ce stade, il convient quand même de souligner qu'à la veille du coup d'État militaire de 1971, les dirigeants militaires étant convaincus par le projet américain de la " ceinture verte ", ont aussi essayé d'utiliser la religion contre le danger du communisme comme une force politique d'équilibre dans le système politique tout en restant bien sûr dans les limites des principes kémalistes. Autrement dit, ils avaient l'intention de tenir les mouvements religieux sous leur contrôle strict sans encourir le risque de mettre en cause le principe fondamental du kémalisme : la laïcité. De plus, ils n'étaient pas vraiment inquiets à cette époque de l'évolution de l'idéologie religieuse, puisque le danger du communisme était sans doute classé en première place dans leurs préoccupations fondamentales. De ce fait, on a même parlé d'encouragement du leader du parti islamiste, M. Erbakan, par les militaires putschistes afin qu'il rentre en Turquie pour réorganiser les mouvements religieux sous sa présidence⁷¹⁶. En d'autres termes, le régime militaire a donc joué un rôle intermédiaire dans la création du Parti du salut national (le PSN) étant le successeur du PON, dans le but de freiner l'essor du communisme dans le pays. C'est pour cette raison que, dès l'amorce du retour à la normalisation, ils fondent le 12 octobre 1972 le Parti du salut national tout en restant cependant assez prudents afin de ne pas mettre le régime militaire en difficulté vis-à-vis de l'opinion publique et de l'aile radicale de l'institution militaire.

Grâce à la procuration d'un puissant réseau et d'une solide base électorale et militante, le nouveau parti politique islamiste sort des élections législatives de 1973 comme un parti renforcé considérablement et légitimé de nouveau en obtenant une grande victoire, bien que les militaires putschistes ne soient pas encore complètement retirés de la scène politique ; l'État de siège continuait toujours. Suite à ces élections que M. Erbakan et les deux autres députés du PON ont pu adhérer au nouveau parti politique islamiste, le PSN, malgré la loi électorale en vigueur selon laquelle les personnes qui ont causé l'interdiction

⁷¹⁶ Rusen Cakir, " La ville, piège ou tremplin pour les islamistes turcs ? ", in " Turquie : la nouvelle donne ", Problèmes politiques et sociaux, La Documentation française, No.757, 10 novembre 1995, p.22 ; Hikmet Ozdemir, " Turkiye Cumhuriyeti ", op. cit., p.362.

d'un parti politique ne peuvent, ni fonder un autre parti, ni être membres d'un parti politique pendant une durée de cinq ans. Il obtient en fait 11,8% des suffrages et 48 sièges au Parlement suite aux élections législatives d'octobre 1973⁷¹⁷. Compte tenu du morcellement du suffrage universel entre plusieurs partis politiques à partir des années soixante-dix, l'absence d'une majorité absolue au Parlement favorisait indéniablement la position de nouveau parti islamiste, le PSN, en lui attribuant un rôle clé dans la formation des différentes coalitions gouvernementales. C'est grâce à ces avantages politiques occasionnels que le parti islamiste de M. Erbakan fait sa progression et son intégration dans la scène politique. Du fait que le grand parti du centre, le PJ, serait condamné à faire une alliance politique avec les partis politiques extrémistes pour pouvoir former un gouvernement de coalition, il était tout à fait normal d'assister à la polarisation de la vie politique et à l'accroissement de l'instabilité politique⁷¹⁸ qui seront par la suite les principaux motifs de l'intervention militaire dans le domaine politique en Turquie.

Au départ, l'apparition du PSN comme successeur du PON au début des années soixante-dix n'a pas vraiment fait beaucoup d'échos dans la vie politique. Les intellectuels continuaient toujours à considérer celui-ci comme un simple parti islamiste qui n'avait l'objectif de revenir qu'aux principes islamistes dépassés et archaïques. Dès son apparition sur la scène politique, ce parti islamique ne cache pas sa détermination politique de combattre contre la déculturation de la société et contre l'écroulement de morale sociale tout en défendant une restructuration de système des valeurs selon la réalité islamique⁷¹⁹. A cette période, peu de gens ont pu véritablement concevoir l'élément religieux comme un moyen incontournable dans le combat de la domination économique au sein de système politique. M. Erbakan, le leader du parti islamiste, était l'un des rares personnes qui a pu bien analyser la structure socioculturelle et économique du pays tout en observant clairement la détérioration de la base socio-économique de la société traditionnelle turque due effectivement au développement inégal du capitalisme au détriment des classes moyennes et inférieures à partir des années soixante-dix. Il a pu, en très peu de temps, mobiliser les masses en faveur de son parti en utilisant naturellement les symboles traditionnels islamistes. Il est quand même resté assez vigilant au sujet de la religion dans ses discours politiques par rapport au précédent parti islamiste, le PON. Il a enfin voulu redonner à son parti une nouvelle image politique selon laquelle le PSN s'est plus ou moins retrouvé en position de défense de "socialisme islamique", au lieu de n'être qu'un parti islamiste fondamentaliste. Lorsque celui-ci est parvenu à se placer en

⁷¹⁷ Feroz Ahmad, "Demokrasi Surecinde Turkiye", op. cit., p.370.

⁷¹⁸ Umit Cizre-Sakallioglu, "AP-Ordu Iliskileri", op. cit., p.203.

⁷¹⁹ Serif Mardin, "Turkiye'de Din ve Siyaset", Iletisim Yayinlari, Istanbul, 1991, p.105.

troisième position suite aux élections législatives de 1973, il s'est avéré que la nouvelle politique du parti avait été assez efficace et marquante sur le peuple.

*G) LA REACTUALISATION DES PERSPECTIVES DU REGIME POLITIQUE
CONCERNANT LES ELEMENTS RELIGIEUX SELON LE NOUVEAU BESOIN DE LA
CONJOCTURE POLITIQUE*

L'une des réalités politiques marquantes de ces élections était sans doute le morcellement considérable de la droite turque qui devrait longtemps demeurer la principale cause de l'instabilité politique et le blocage du système politique en Turquie. Dans cette circonstance, les résultats électoraux ne permettaient pas en effet un seul parti de former un gouvernement avec la majorité absolue. Après une longue période de crise gouvernementale en Turquie, le PSN accepte enfin de faire partie le 26 janvier 1977 du gouvernement de coalition de M. Ecevit. La formation de cette coalition gouvernementale avec la participation de deux partis politiques, le parti islamiste et le parti fondateur de la République, opposés idéologiquement, revêt effectivement une signification particulière. Tout d'abord, le Parti du salut national obtient plusieurs postes clés ministériels : un poste de vice-Premier ministre attribué au leader du parti, M. Erbakan, les ministres de la Justice, du Commerce, de l'Agriculture, de l'Industrie et de la Technologie et celui des Affaires religieuses. Tout cela signifie bien sûr un changement fondamental dans le système politique turc, puisqu'un parti islamiste peut, pour la première fois, donc gouverner le pays tout en restant évidemment dans les normes du régime politique laïc prédéfinies par l'idéologie kémaliste. Avec son institutionnalisation dans le cadre du Parti du salut national, l'élément religieux contestataire acquiert en outre une autre dimension et une forme plus codifiée. A partir du début des années soixante-dix, le nouveau parti islamiste commence effectivement à se situer dans le domaine politique sur un axe allant d'un intégrisme intégral, c'est-à-dire d'un retour pur et simple à l'islam traditionnel, à un modèle dit du "socialisme islamique". D'une manière globale, ce parti islamiste réussit à employer l'élément religieux dans son discours politique comme un instrument politique permettant à des couches sociales défavorisées d'exprimer leur mécontentement, leur refus de l'ordre établi⁷²⁰.

⁷²⁰ Binnaz Toprak, "Dinci Sag", in I. C. Schick et E. A. Tonak, "Gecis Surecinde Turkiye", op. cit., p.249-253.

Il convient ici de souligner cette nouvelle donnée politique d'après laquelle le parti islamiste, le PSN, donne à l'élément religieux une certaine souplesse, dans le sens où celui-ci se procure d'une dynamique importante pouvant répondre à de nouvelles questions, et intégrer les idées nouvelles dans son propre discours. Il est tout à fait normal que le parti islamiste puisse réorganiser l'idéologie religieuse contestataire d'après ses propres visées politiques en tant qu'une formation politique ayant ses intérêts organisationnels et préoccupations spécifiques. Dans cette circonstance, le PSN s'efforce en fait de restructurer les données et les valeurs traditionnelles islamistes du pays selon les nouveaux besoins et les exigences de la société. En gros, celui-ci parvient finalement à intégrer les réactions populaires contestataires et revendicatives dans le système politique par rapport bien sûr à ses propres visées politiques. Il existe tout de même un obstacle majeur à surmonter pour le parti islamiste avant d'entamer à réactualiser et réactiver les principes fondamentaux de l'islam dans le but de les adapter aux structures de la société actuelle, c'est de légitimer son existence politique et d'être reconnu comme légal dans son combat politique du pouvoir. De ce fait, la reconnaissance de la légitimité de l'élément religieux par le régime politique en place constitue la principale préoccupation du PSN. Les dirigeants du PSN se trouvent donc dans l'obligation de conformer le discours idéologique du parti au principe de la laïcité de l'État. Autrement dit, la conquête du pouvoir doit strictement se faire selon les règles de jeu du régime politique. Tant que le fondement du régime kémaliste n'est pas visé et qu'on ne tente pas de mettre en cause la légitimité du système politique, on ne risque presque rien.

De ce fait, la formation d'une coalition gouvernementale avec un parti islamiste est une grande nouveauté politique en Turquie du point de vue de l'intégration de l'élément religieux dans le système politique turc étant essentiellement fondé sur les principes occidentaux. Pour la première fois, on peut même parler de la légitimation du PSN en tant qu'un parti politique islamiste dans la vie politique turque. Sur ce point, le PSN a été désigné comme langage politique de l'islam en Turquie⁷²¹. De plus, cette intégration du PSN est d'autant plus importante, lorsqu'il s'agit d'un partenariat avec une formation politique assez exceptionnelle, le PRP, qui est l'origine même de principe de la laïcité et porteur d'un passé fortement lié à la fondation de la République⁷²².

La durée de cette coalition gouvernementale n'allait pas être longue, puisque le PRP et son leader, M. Ecevit, veut profiter de son prestige et de sa popularité due au débarquement à Chypre en mettant fin à cette coalition dans le but de pouvoir obliger les autres partis politiques de décider l'organisation des élections législatives anticipées et

⁷²¹ Cf. Bernard Lewis, "Islam'in Siyasal Dili", Rey Yayinlari, Kayseri, 1992.

⁷²² Hikmet Ozdemir, "Turkiye Cumhuriyeti", op. cit., p.363.

d'obtenir ainsi tout seul une majorité absolue dans le Parlement. En fait, le leader du PRP devient vraiment un héros national grâce à sa décision de l'intervention à Chypre. Mais, les choses ne se déroulent pas comme prévues ; tous les partis politiques de l'aile droite se réunissent pour former une coalition gouvernementale malgré l'existence d'une concurrence grandissante entre eux en vue de contrecarrer en réalité la victoire très probable du PRP lors d'éventuelles élections anticipées. C'est ainsi qu'on assiste, pour la première fois à la formation d'une coalition gouvernementale le 25 mars 1975 entre tous les partis de droite, dit " Front nationaliste " avec la réunification des PJ, PSN et PAN sous la présidence de M. Demirel.

Comme on l'a déjà cité plus haut, l'utilisation des éléments religieux comme un moyen de lutte contre la montée en puissance des mouvements sociaux touche à son maximum lors de ces gouvernements de coalition de " Front nationaliste ". La situation politique devient vite incontrôlable au fil du temps où la radicalisation de la violence politique exercée par les partis de droite au pouvoir gouvernemental dans le but de contrecarrer les mouvements sociaux allait être la principale raison de l'instabilité politique dans le pays. Les mouvements de gauche ne vont pas tarder d'utiliser les mêmes méthodes de violence pour lutter contre les attaques provocatrices et cibles organisées par les commandos spéciaux de l'extrême-droite. Dès lors, une sorte de polarisation radicale s'opère vite dans la société tout en menaçant gravement l'unité sociale et en provoquant de susciter une guerre civile entre les laïcs et démocrates, les socialistes et l'extrême-gauche d'une part, et les islamistes et l'extrême-droite d'autre part. Devant le danger du communisme, les islamistes ne font que renforcer leur position dans le système politique grâce à leur présence dans la coalition gouvernementale et grâce à leur importance incontournable dans la lutte anticommuniste.

Accablé complètement de la violence chronique et de l'instabilité politique sous le gouvernement de coalition de Front nationaliste, le peuple fait massivement son choix politique en faveur du PRP de M. Ecevit comme unique issu lors des élections législatives de 1977. La coalition gouvernementale de Front nationaliste est effectivement fragilisée par la violence politique et par les rivalités internes. Il n'est pas étonnant que les résultats soient largement en faveur de M. Ecevit qui devance davantage ses concurrents politiques par rapport aux élections précédentes sans avoir tout de même obtenu la majorité absolue dans le Parlement. En fait, malgré l'obtention de bon résultat électoral de la part du PRP, les élections de 1977 reproduisent la même configuration politique : le PSN obtient 8% des voix, subissant un recul de 3% par rapport à 1973, en faveur de l'extrême-droite nationaliste qui, quant à lui, double son score et obtient 6% en utilisant pourtant les mêmes thèmes. Le pays est ainsi condamné à subir encore la violence politique et l'anarchie jusqu'à l'intervention de 1980 en l'absence de la majorité absolue d'un parti au

Parlement. Le leader du PJ, M. Demirel continue toujours de faire une coalition gouvernementale avec l'autre parti du centre, au lieu du PRP, malgré la forte pression de l'armée, des milieux des hommes d'affaires et la volonté du peuple exprimée largement en faveur de ce même parti politique. Dans cette circonstance de l'instabilité politique, le pays est donc gouverné par la fameuse coalition de Front nationaliste sous laquelle les islamistes et l'extrême-droite vont sans doute renforcer leur position en suscitant de plus en plus le blocage du système politique. D'une manière générale, il est possible de dire que les trois partis de droite utilisent tous les trois la religion comme moyen le plus efficace dans la compétition électorale. De ce fait, ils n'hésitent pas à faire des concessions au profit de l'élément religieux dans le but d'élargir leur clientèle et d'améliorer leur score électoral. La radicalisation de discours religieux demeure donc inévitable et indispensable pour les partis de droite qui veulent naturellement augmenter leur suffrage électoral. En conséquence, la vie politique turque serait entraînée sur la voie d'une radicalisation marquée par une violence politique sans précédente⁷²³.

§3) La ré-interprétation de l'élément religieux dans le système politique sous le régime militaire du 12 septembre

Depuis le début des années soixante-dix jusqu'à l'intervention militaire du 12 septembre 1980, le PSN parvient à rester à plusieurs reprises au pouvoir grâce à sa participation aux gouvernements de coalition. Durant ces temps-là, il adopte intelligemment une véritable stratégie d'infiltration de l'appareil d'État afin de pouvoir assurer sa présence politique plus longtemps possible et de se doter donc d'un soutien solide et durable dans le système politique. De plus, le même parti islamiste constitue sans cesse un réseau d'associations et de syndicats dans toutes les branches d'activité professionnelle. D'une manière globale, le PSN réussit effectivement à faire son entrée dans la vie politique en tant qu'une force politique incontournable et à se légitimer dans le système politique en allégeant évidemment son discours politique à l'égard du régime politique pour ne pas être complètement exclu de la vie politique. Les islamistes n'hésitent pas à utiliser un double langage pour ne pas tomber dans l'illégalité et ne pas être donc dissout.

Dans cette circonstance politique, il est toujours possible de dire que l'une des principales raisons de la menace de l'intervention militaire dans la vie politique provient du fait que l'activation islamiste devient un grand danger menaçant destiné essentiellement à affaiblir les fondements laïcs de la République. Le réveil de l'élément religieux dans le

⁷²³ Metin Heper, "Recent Instability in Turkish Politics: End of a Monocentrist Policy?", in *International Journal of Turkish Studies*, No.1, 1979-1980, p.105-106.

système politique commence effectivement à se faire sentir fortement vers le début des années du multipartisme turc tout en remettant dans une certaine limite les acquis kémalistes en cause. Comme cela a déjà été souligné plus haut, face à l'influence politique et sociale grandissante des forces socialistes et démocratiques dans le système politique avec l'apparition de la Constitution de 1961, les forces conservatrices et fondamentalistes étant inquiètes, utilisent vite la religion comme une force idéologique compensatrice et ceci soutenu sous l'encouragement important du régime militaire. Selon Yerasimos, les militaires donnent même " le feu vert aux religieux tout en les considérant comme l'antidote le plus sûr contre la gauche " ⁷²⁴. De ce fait, l'élément religieux se place dans une situation politique extrêmement favorable à son expansionnisme dans le système politique vers le début des années quatre-vingt.

A) LA VOLONTE DU REGIME MILITAIRE D'UTILISER LA CARTE RELIGIEUSE

Les putschistes de 1980 ont joué un rôle clé dans le renforcement de la position de l'élément religieux au sein de la société en instaurant l'obligation de l'enseignement religieux dans l'ensemble des établissements scolaires, malgré la promesse des militaires de hausser le kémalisme dans le système politique à la place qu'il mérite. Les écoles religieuses dont la vocation était à l'origine la formation des imams, ont été fortement augmentées sous le régime militaire direct du 12 septembre (de 1980 jusqu'à 1983). Le nombre des écoles religieuses devenues par la suite " lycées religieux ", a été considérablement accru sous les gouvernements de Front nationaliste dans le but d'accomplir les conditions nécessaires pour s'assurer le soutien des confréries et de l'électorat religieux, en atteignant 249 en 1980. Durant les trois premières années de 1980 sous le régime militaire, on en dénombre plus ou moins 350. Quant à leurs élèves, le nombre s'envole logiquement en parallèle : 270.000 dont 40.000 sont des filles ⁷²⁵. L'origine de ce type des lycées religieux était tout simplement destinée à remplir docilement des fonctions très spécifiques (imams, prêcheurs, enseignants des écoles coraniques, etc.) sous contrôle de l'État. Mais les choses ne se sont pas déroulées comme prévues et les diplômés de ces écoles religieuses ne sont pas tous devenus des imams soumis aux exigences kémalistes. Au fil du temps, après avoir été un élément essentiel dans le système politique avec le passage au multipartisme, l'idéologie religieuse commence à être utilisée comme un moyen sûr dans la lutte politique d'une part et après de longues batailles juridico-politiques (de 1951 à 1976) et à la faveur de la participation

⁷²⁴ Stéphane Yerasimos, " Turquie : les choix difficiles ", in Hérodote, No.58-59, p.113.

⁷²⁵ Pour avoir une analyse complète sur les chiffres de " lycées religieux " et de ses élèves, Cf. Erbil Tusalp, " Seriatl Beklerken ", Papiurs, Ankara, 1996, p.153.

aux coalitions gouvernementales du Parti du salut national d'autre part, les élèves de ces lycées religieux ont d'abord eu l'occasion d'avoir l'accès en 1976 à la filière théologique (Faculté de Théologie), puis en 1983 sous le régime militaire, à l'ensemble des autres filières, sauf les écoles militaires. A partir du moment où les diplômés des lycées religieux commencent à menacer véritablement les traditions laïques des institutions républicaines en s'installant davantage dans les universités et la bureaucratie de l'État, les militaires se sont tardivement rendu compte de leur faute. Cependant, ils n'ont pas dès le début permis aux élèves de ces lycées d'avoir accès aux écoles militaires sous l'inquiétude de l'infiltration des idées religieuses dans leur institution purement laïque et kémaliste.

Les généraux putschistes étaient principalement inquiets de la montée en puissance des idées socialistes parmi les jeunes générations de la deuxième moitié des années soixante au début des années quatre-vingt. Depuis, les jeunes se sont activement engagés dans la lutte politique à côté des mouvements socialistes en revendiquant l'établissement immédiat de l'ordre social et de la justice sociale et en critiquant violemment l'inégalité entre les riches et les pauvres paysans et ouvriers. Les universités se sont intégralement tenues responsables de la radicalisation de la vie politique et de la politisation des jeunes en faveur des forces politiques socialistes et l'élimination des cadres universitaires libéraux et gauchistes des universités n'a pas tardé à se faire le jour sous le régime militaire. Lors du coup d'État militaire du 12 mars 1971, on a même pu entendre dans la bouche des hautes instances militaires les mots qui critiquent ouvertement la Constitution de 1961 à cause de son caractère libéral. De ce fait, on a commencé à se demander si le but du coup d'État de 1971 n'était-il pas, de l'aveu même du chef de l'État-major de l'époque, le général Memduh Tagmac, de freiner " l'éveil social qui dépassait l'évolution économique " ?⁷²⁶

Les responsables du régime militaire du 12 septembre étaient absolument convaincus que la Constitution extra-libérale de 1961 avait donc créé une culture politique sans foi parmi les jeunes qui étaient complètement étrangers à sa religion. En outre, le Conseil national de sécurité, organe suprême du pouvoir militaire, a vite décidé de prendre des initiatives politiques permettant de créer une " culture religieuse " destinée à la jeunesse turque dans le but de la protéger contre le danger du communisme. D'après le Rapport sur la culture nationale qui sera approuvé en 1984 par le Conseil national de sécurité : " Les raisons de la crise actuelle : la Turquie est sous l'offensive culturelle des ennemis extérieurs et intérieurs ; l'impérialisme occidental est en train d'essayer de détruire notre culture nationale. L'origine de la crise du 12 septembre 1980 est l'effondrement de la culture nationale. Pour sortir de cette crise, un nouveau plan de culture nationale doit être

⁷²⁶ Nur Dolay, " L'armée entre héritage kémaliste et alliance américaine ", in le Monde Diplomatique, juin 1996, p. 16-17.

élaboré et vigoureusement pris en charge par l'État⁷²⁷. Il convient quand même de rappeler qu'il ne s'agit qu'ici d'une simple volonté militaire de freiner la montée en puissance des mouvements radicaux socialistes grâce à l'utilisation de l'idéologie religieuse et non pas d'ignorer sinon le fondement de l'idéologie kémaliste, la laïcité.

Par ailleurs, les militaires s'engagent dans l'innovation idéologique avec la "synthèse turco-islamique" qui donne un contenu religieux au nationalisme kémaliste. Leur but ultime est de reconstruire à nouveau l'unité nationale grâce à cette "synthèse turco-islamique"⁷²⁸. A partir de cette nouvelle orientation politique militaire, les généraux putschistes s'engagent dans cette direction tout en laissant se multiplier les cours coraniques, les confréries et les écoles religieuses et en permettant également à leurs élèves l'accès à l'université, y compris l'école d'administration, d'où sortent les préfets, ce qui leur facilitera par la suite le noyautage de l'appareil d'État. Au fil du temps, l'implantation des cadres religieux dans la bureaucratie de l'État et dans des institutions laïques commence à poser à l'heure actuelle de graves problèmes à la République turque et cependant, les militaires étant à l'origine même de ces problèmes s'y opposent fortement en vue de préserver les acquis kémalistes. Comme on peut le dire justement, l'islamisme turc, qui a surgi en force en 1994, n'est pas tombé du ciel. Les généraux au pouvoir après 1998 en ont fait le lit, préoccupés profondément par le danger du communisme. Aujourd'hui, ils mesurent évidemment leur erreur, mais un peu tard. Par ailleurs, on peut souvent entendre les propos défendus ouvertement par les militaires concernant les dangers destinés à la survie de la République : "Si une menace risque de dénaturer la République et ses caractéristiques, notre réaction sera légitime. Dans un tel cas, on abandonne le principe du maintien de l'armée hors de la politique. Si un système fondé sur la charria avance, même par des voies démocratiques, les forces armées turques ne sauraient rester spectatrices"⁷²⁹. On peut facilement constater que les militaires ne se gênent pas de s'estimer ouvertement les garants incontournables de la République kémaliste, même s'ils se trouvent en quelque sorte à l'origine de la montée en puissance des forces politiques religieuses dans le système politique.

B) LA TENTATIVE DE RECONCILIATION DE L'ÉTAT AVEC LES ELEMENTS RELIGIEUX SOUS LE GOUVERNEMENT DE M. ÖZAL

⁷²⁷ Hasan Basri Elmas, "Turquie-Europe : une relation ambiguë", Editions Syllepse, 1998, Paris, p.187.

⁷²⁸ Cf. Gérard Groc, "Le deuxième âge de la laïcité turque", in Michel Bozdemir (dir.), "Islam et laïcité. Approches globales et régionales", Harmattan, Paris, 1996.

⁷²⁹ Oktay Akbal, "Les militaires complices de l'islamisme", in *Courrier International*, op. cit.

D'après les hauts dirigeants militaires du 12 septembre 1980, faute de réception complète des connaissances religieuses dans leur vie familiale, les enfants devront obligatoirement suivre le cours religieux à l'école en présence des professeurs laïcs de l'État. Les généraux et leurs conseillers se sont mis d'accord sur le fait qu'à condition de bien manipuler l'islam convenablement aux exigences kémalistes, celui-ci peut effectivement devenir un élément fort et rassembleur destiné à faire surmonter les difficultés de plusieurs divisions internes dans la société. En d'autres termes, si l'élément religieux est bien utilisé avec beaucoup d'habileté, il n'y a pas de raison que celui-ci ne devienne pas un facteur clé dans l'établissement de l'unité nationale et dans la neutralisation des mouvements socialistes des jeunes. Dès lors, le régime militaire s'est vite engagé de prendre des mesures radicales dans le sens du renforcement de l'idéologie religieuse. Cette nouvelle politique militaire a été aussi mise en application lors de la période transitoire du régime militaire au régime civil. Le gouvernement civil de M. Özal, le leader du PMP, a même accentué ce dispositif politique en vue de s'assurer le soutien de l'électorat religieux traditionnel.

Le gouvernement de M. Özal ne s'est pas uniquement limité d'user l'islam comme contrepoison à l'encontre de la gauche socialiste, mais en plus, il a voulu en profiter comme un moyen idéal de regrouper l'électorat islamiste dans son organisation politique. En réalité, la culture politique de la classe moyenne était largement influencée par les éléments religieux. De ce fait, l'objectif principal du leader du PMP, M. Özal, était de séduire l'électorat traditionnel en privilégiant davantage le discours religieux et en faisant beaucoup de concession dans cette direction politique⁷³⁰. Comme on l'a déjà largement souligné plus haut, cette classe moyenne était d'une manière générale placée en périphérie de l'idéologie kémaliste et de son ultime objectif : de l'occidentalisation. Leur perspective politique au sujet de l'occidentalisation était donc limitée par la reprise seule des valeurs occidentales afin de pouvoir lutter contre la faiblesse matérielle, mais, tout en conservant bien sûr leurs valeurs morales et sociales qui sont plus hautes que celles des occidentaux. D'après toujours du point de vue de cette classe moyenne, le régime kémaliste avait plus ou moins échoué dans l'assurance d'une nouvelle identité culturelle au prix de déracinement de la culture islamiste en créant parallèlement une crise identitaire au sein de la société⁷³¹. De ce fait, la résurgence de l'islam comme un facteur de la réconciliation

⁷³⁰ Cf. Paul Magnarella, "Desecularisation, State Corporatism and Development in Turkey", in *Journal of Third World Studies*, Vol.6, No.2, 1989, p.32-49.

⁷³¹ Binnaz Toprak, "Dinci Sag", in I. C. Schick et E. A. Tonak, "Gecis Surecinde Turkiye", op. cit., p.246.

entre le peuple et l'État a été fortement soutenue par ce nouveau gouvernement de M. Özal durant des années quatre-vingt⁷³².

Les généraux du régime militaire du 12 septembre ont effectivement commencé à s'engager rapidement dans la mise en œuvre d'un plan de culture nationale en utilisant d'une grande envergure les moyens étatiques qui susciteraient inévitablement une islamisation sans précédent de la vie publique et politique du pays. Dans la période d'anesthésie politique de 1980-1983, les islamistes et les tenants d'une " synthèse turco-islamiste " (le Foyer des intellectuels : inspirateur des coalitions gouvernementales Front nationaliste qui ont dirigé le pays de 1975 à 1980) ont en effet développé davantage leurs actions politiques et culturelles sous l'encouragement du régime militaire. L'origine de cette innovation idéologique était tout simplement basée à réaliser l'élaboration de la synthèse entre les tendances nationalistes et islamistes de l'extrême-droite turque⁷³³.

En outre, l'islam est proclamé " essence de la culture nationale turque " et donc fondement de la politique de re-fondation de l'unité nationale. A partir de là, on peut en fait parler de l'apparition d'une nouvelle doctrine de l'État : la " synthèse turco-islamiste au sein du système politique soutenu et élaboré d'abord par le régime militaire et puis, le gouvernement de M. Özal. Lors de son accession au poste de Premier ministre en 1983, M. Özal a effectivement accéléré cette nouvelle évolution en reconnaissant publiquement que la religion était une composante essentielle de l'identité nationale. La principale nouveauté de cette synthèse turco-islamiste a été présentée de la manière suivante : " Une forme d'idéologisation de l'islam. Mais, au lieu de proposer un repli sur les seules valeurs coraniques, elle préconise un retour à la culture nationale turque ; celle-ci est considérée comme le produit d'une synthèse entre la culture des steppes, qui forme le passé propre aux Turcs, d'une part, et l'islam d'autre part " ⁷³⁴. A l'origine, c'est l'armée qui avait déclenché cette évolution politique en adoptant comme nouvelle idéologie une " synthèse turco-islamiste " qui, espérait-elle, allait affaiblir les aspects les plus " révolutionnaires " du kémalisme. Cette synthèse devrait permettre de regagner les éléments conservateurs de la société et d'établir l'unité nationale. De ce point de vue, les hommes politiques de l'époque n'ont jamais considéré cette nouvelle évolution comme une tentative fondamentaliste ou bien retardataire destinée à déstabiliser le fondement de l'idéologie kémaliste. Au contraire, ceci n'était qu'un simple geste politique en vue de bâtir de

⁷³² Füsün Üstel, " La synthèse turco-islamique entre traditionalisme et modernisme ", in Jacques Thobie et Sungur Kançal (dir.), " Industrialisation, communication et rapports sociaux en Turquie et en Méditerranée orientale ", L'Harmattan, Paris 1994, pp.387-400.

⁷³³ Cf. Baskin Oran, " Occidentalisation, nationalisme et " synthèse turco-islamique " ", in CEMOTI, No.10, 1990, p.33-53.

⁷³⁴ Hasan Basri Elmas, op. cit., p.187.

nouveau la confiance entre l'État et le peuple et de redonner plus de liberté au domaine religieux.

La politique révolutionnaire du gouvernement de M. Özal envers l'islam a été d'une manière positive jugée par l'auteur du Monde Diplomatique ainsi : " L'œuvre principale de Turgut Özal a consisté en un effort de cohésion social, une tentative de réintégrer les exclus, notamment les islamistes, au sein de la société... Sous la présidence de Turgut Özal, les " paysans " conservateurs d'Anatolie (terme générique employé par les élites sociales d'Istanbul) ont commencé à s'enrichir et un mouvement islamique, populaire et dynamique, a émergé au grand jour ⁷³⁵. Ceci étant dit, en l'absence d'un parti islamiste lors de la période transitoire du régime militaire au régime civil, le PMP de M. Özal a su profiter du vide de pouvoir en regroupant tous les fractions politiques sous son organisation politique, y compris les islamistes. L'action de ce gouvernement se situait notamment sur les plans idéologique et politique : d'abord, la tentative de l'unification de la droite turque face aux dangers que représente la gauche pour la Turquie devait être assurée par la diffusion de cette nouvelle idéologie de " synthèse turco-islamiste " ⁷³⁶ et puis, la tentative de l'instauration d'une culture politique turco-islamiste qui devrait aussi à son tours établir un contact maximum entre l'État et le peuple et rendre ainsi l'État plus fort face à la division interne. Sur le plan politique, il s'agissait tout simplement de constituer une unification nationale englobant tous les partis de droite. D'une manière globale, les leçons tirées par les dirigeants de la droite turque de mauvaises expériences de la fin des années soixante-dix où le développement des mouvements de gauche révolutionnaire menaçait de plus en plus fortement la droite turque étant entièrement divisée en diverses formations, y compris les islamistes et l'extrême-droite. De ce fait, la tentative de la reconstitution d'un front dans une seule formation politique à partir d'un fondement idéologique commun serait donc la meilleure solution aussi bien pour la droite turque que pour le pays ⁷³⁷.

On peut effectivement parler d'une officialisation ouverte de l'idéologie des partis islamiste et l'extrême-droite nationaliste, soutenue largement par le régime militaire lors de la période d'anesthésie politique de 1980-1983 et par les gouvernements de M. Özal tout au long des années quatre-vingt. On n'a pas hésité à user la mobilisation de tout l'appareil de l'État en faveur du développement de la synthèse turco-islamiste en tant que doctrine officielle de l'État en vue d'instituer l'unification nationale contre le danger de l'extrême-

⁷³⁵ Wendy Kristianasen, " Réveil de la Société civile : ces visages multiples de l'islamisme ", in Le Monde Diplomatique, Juillet 1997, p.8-9.

⁷³⁶ Pour une analyse approfondie sur l'idéologie de " synthèse turco-islamique ", Cf. Bozkurt Guvenc, Gencay Saylan, İlhan Tekeli et Serafettin Turan, " Turk Islam Sentezi ", Sarmal Yayinevi, Istanbul, 1995.

⁷³⁷ Feroz Ahmad, " Modern Turkiye'nin Olusumu ", op. cit., p.269-270.

gauche turque. De ce fait, l'élargissement d'un immense réseau institutionnel et culturel attribué aux mouvements religieux et nationalistes devient ainsi une réalité politique du pays grâce au soutien du régime militaire. L'État a ainsi abandonné sa politique anti-religieuse en faveur d'un islam pouvant contribuer à la modernisation de la vie sociale et surtout "protéger" la jeunesse turque contre le communisme. Les moyens étatiques avaient été de fait offerts à deux actions islamistes et nationalistes un potentiel politique considérable et un instrument idéal au développement de leur idéologie afin qu'elles puissent réaliser complètement leur implantation dans la société turque. Les deux formations les plus fortes du pays sont à l'heure actuelle respectivement le parti islamiste (le Parti de la vertu, successeur du Parti de la prospérité) et le parti nationaliste (le Parti de l'action nationaliste). En outre, la politique du régime militaire du 12 septembre donne effectivement aujourd'hui ses fruits : le parti nationaliste de l'extrême-droite et le parti islamiste sont respectivement placés en deuxième et en troisième position dans l'Assemblée nationale.

*C) VERS LES RESULTATS INATTENDUS D'UNE POLITIQUE DEMESUREE DE
L'APPAREIL MILITAIRE*

Il est tout à fait facile de dire que l'islam est beaucoup plus influent aujourd'hui qu'il y a dix ans dans la vie politique en Turquie. Cette évolution politique inquiète d'abord les intellectuels bureaucratiques issus d'une génération laïque et puis, l'armée en tant que principal garant de la République kémaliste. On a effectivement dû assister à une forte évolution socio-politique en Turquie lors des années quatre-vingt sous les gouvernements du PMP de M. Özal. Dans cette nouvelle ère politique, l'idéologie islamiste a pu se développer avec une vitesse énorme à côté de la culture occidentale étant l'ultime objectif de l'idéologie kémaliste grâce au développement considérable de la participation politique de nouvelles classes sociales au sein de la vie politique. Cela a suscité l'apparition d'une nouvelle "culture synthétique" au sein de la société en présence de la montée en puissance d'une nouvelle classe bourgeoise appelée "arabesque". Ceci n'était qu'à vrai dire un phénomène identique à celui de tous les pays en voie de développement où la montée en puissance de nouvelles classes politiques dans la société est fortement soutenue par l'élargissement de la participation politique. Quand on essaie d'analyser la nouvelle restructuration des classes sociales en Turquie tout au long des années quatre-vingt sous la présidence de M. Özal, on se rend compte de la résurgence d'une nouvelle donnée socio-politique dans la société politique. Une nouvelle classe sociale riche a pu donc faire son apparition rapide dans la société grâce au soutien direct du gouvernement de M. Özal

qui l'avait énormément favorisée en adoptant une politique ultra-libéraliste sous l'encouragement de la conjoncture mondiale⁷³⁸.

C'est à partir de là qu'on commence à voir apparaître dans la vie politique une nouvelle intelligentsia qui va remettre en cause l'idéologie kémaliste tout en la considérant comme le principal obstacle à l'avènement d'une société civile. Celle-ci s'engage continuellement à évoquer une "deuxième République" délivrée du "corset étroit du kémalisme", la réconciliation avec l'histoire (ottomane) du pays, et, au nom de la démocratie une ouverture à l'islam⁷³⁹. C'est ainsi qu'on a essayé de moderniser la Turquie tout en remettant de nouveau en cause les principes kémalistes. Dans cette situation politique favorable que les éléments religieux sont parvenus à monter en puissance dans le pays tout en renversant l'équilibre des rapports de force. A ce stade, il reste à savoir également que la crainte de la classe bureaucratique et industrielle traditionnelle de perdre une partie de son hégémonie au profit d'une nouvelle classe islamiste à dominante rurale, constitue en gros le principal handicap de la Turquie républicaine et aussi les contradictions flagrantes de la nature du laïcisme et du kémalisme. Sur ce point, il convient de citer les propos de M. Huntington recueillis dans le quotidien français : " Il ne fait pas de doute que le retour de l'islam est une réaction à la modernisation sociale et économique. Mais, c'est aussi un rejet sans appel de la culture occidentale. Les islamistes ont peur de se faire étouffer par la culture occidentale. C'est pour cette raison qu'ils sont prêts à se moderniser sans pour autant s'occidentaliser "⁷⁴⁰.

D'une manière générale, on peut dire qu'en dépit de tous les efforts de laïcisation successifs, les bureaucrates kémalistes ne parviennent jamais à réduire l'islam à une simple affaire de conscience. Le plus inquiétant est d'assister encore aux méthodes coercitives privilégiées à chaque reprise par les élites militaro-bureaucratiques comme seul issu dans la résolution des problèmes sociaux et religieux tout en négligeant complètement l'application d'une démocratie à l'occidentale en Turquie. La capacité de l'idéologie religieuse de s'adapter ou d'être adaptée à toutes situations politiques, et d'assumer des fonctions différentes, voire contradictoires, dispose l'islam à faire l'objet d'exploitation par des politiciens, par différents mouvements et forces politiques. L'islam, constituant une valeur suprême de la société, pourra continuer à être utilisé dans le champ politico-idéologique en subissant différentes interprétations et en étant associé à d'autres projets, à

⁷³⁸ Pour une analyse complète sur les politiques économiques de PMP et sur les conditions de l'apparition d'une nouvelle classe, Cf. Korkut Boratav, " Iktisat Tarihi (1981-1994) ", in Sina Aksin ; Bulent Tanor et Korkut Boratav (dir.), " Turkiye Tarihi 5 : Bugunku Turkiye 1980-1995 ", op. cit., p.161-213.

⁷³⁹ Nur Dolay, op. cit., p.16-17.

⁷⁴⁰ " Au XXI e siècle, le choc des cultures ", Recueilli par Hector Feliciano et Dijana Sulic, in soit Le monde ou la Libération, le 06 janvier 1998.

d'autres idées politiques. Ce qui s'est passé en Turquie depuis la création de la République kémaliste. D'une part, on a voulu transformer la société de haut en bas sans prendre en compte la volonté populaire et la structure socio-politique du pays tout en important le système politique occidental, d'autre part, on a essayé de mettre l'idéologie religieuse sous contrôle de l'État afin que celle-ci ne soit pas retournée contre les principes kémalistes imposés. Au fil du temps, l'élément religieux continue à être le principal champ de bataille politique entre les différentes formations politiques. A chaque reprise, l'État essaie de préserver l'idéologie religieuse sous son contrôle grâce aux méthodes coercitives tout en interdisant de l'utiliser pour des fins politiques autres que les siens. De ce fait, il est correct de dire que tant que la religion aura une emprise formidable sur les peuples musulmans et, par conséquent, tant que l'idéologie religieuse permettra à ceux qui la manipulent soit de mobiliser les masses, soit de les maintenir dans la passivité, l'islam restera un facteur politique important.

Le soutien direct affiché en faveur de l'idée de la synthèse turco-islamiste par le régime militaire du 12 septembre nous prouve en quelque sorte que l'islam était utilisé par l'État comme un facteur politique important dans le système politique en vue d'établir une unification nationale contre toute sorte de danger. Il convient immédiatement de souligner que l'idée militaire de favoriser le développement des mouvements religieux n'était pas bien sûr fondée sur le rejet des principes kémalistes ou bien plus précisément, de principe kémaliste de la laïcité, mais par conséquent, l'objectif du régime militaire était de pouvoir mettre le fondamentalisme radical religieux sous contrôle de l'État. Le régime militaire voulait en gros créer un mouvement religieux pro-étatique qui respecte le statu quo politique en place⁷⁴¹. En outre, il est possible d'avancer l'idée selon laquelle l'islam peut participer aussi bien à une entreprise de contestation qu'à, plus facilement, celle du maintien du pouvoir et des rapports de domination.

D) LA PERTE DU CONTROLE DES MOUVEMENTS ISLAMISTES

Mais, est-il toujours possible de maintenir l'élément religieux sous contrôle strict de l'idéologie officielle et d'en servir pour manipuler la réalité politique de la société? Autrement dit, n'est-il pas dangereux de favoriser une idéologie anti-laïque (l'idéologie islamiste) en vue de contrecarrer un autre danger (le communisme et le problème le

⁷⁴¹ Feroz Ahmad, " Modern Turkiye'nin Olusumu ", op. cit., p.306.

kurde) ? N'y a-t-il pas un grand risque de perdre le contrôle d'un mouvement politique, soutenu pourtant par le régime politique, qui viserait à remettre en cause la légitimité des fondements de même régime politique ? A nos jours, compte tenu des données politiques en Turquie, il est tout à fait possible de répondre à ces questions. Le premier principal acteur qui favorise volontairement la poussée en puissance des mouvements religieux pendant des années quatre-vingt, était sans doute l'institution militaire turque qui se trouve paradoxalement maintenant prise en partie contre ces mouvements islamistes tout en se présentant comme la principale constituante de la pierre angulaire du régime politique kémaliste. De ce fait, les choses ne se sont pas déroulées comme prévues, la montée en puissance des éléments religieux commence à menacer sérieusement les fondements de l'idéologie kémaliste en restant pour l'instant bien sûr dans les limites des lois républicaines.

A ce stade, il convient maintenant de nous interroger sur la montée en puissance d'un parti islamiste, le Parti de la prospérité (le PP) devenu à l'heure actuelle le Parti de la vertu (le PV), en tant que l'une des premières forces politiques sur la scène politique. A partir du coup d'État militaire du 12 septembre, le régime militaire avait en fait adopté une politique assez favorable au développement des valeurs religieuses dans le système politique. De ce fait, il est tout à fait normal que le parti, se présentant comme le principal défenseur de l'idéologie religieuse puisse trouver sa place privilégiée dans le système institutionnel et qu'il y devienne rapidement une force dominante. Il est vrai que le Refah⁷⁴² (le Parti de la prospérité, islamiste) a remporté un grand nombre de municipalités depuis les élections municipales de 1994. Il a notamment gagné la mairie d'Istanbul, avec 24 % des voix, et celle d'Ankara. Son score électoral a été de 19 % sur l'ensemble du pays. Malgré sa victoire aux élections législatives de décembre 1995, le PP n'a pas réussi à regrouper tout le suffrage islamiste dans son organisation politique. Il a obtenu 28,73 % des voix, remportant 158 sièges au Parlement (sur 550). Mais, il a effectivement profité de la désaffection à l'égard du Parti de la mère patrie (le PMP), depuis que M. Mesut Yilmaz, qui appartient à l'aile la plus laïque du mouvement, a succédé à l'ancien président M. Özal. Comme on l'a déjà souligné plus haut, le PMP de M. Özal était parfaitement parvenu à rassembler les forces politiques de droite turque dans son parti en privilégiant justement la politique d'une synthèse turco-islamiste et en sachant utiliser la religion comme un instrument électoral. Sur ce point, M. Moore explique ainsi cette politique adroite de l'unification de toutes les diverses idées politiques menée par M. Özal : " Le Parti de la mère patrie était un patch-work composé de libéraux, de conservateurs, de néo-

⁷⁴² Pour une analyse complète sur le Parti de la Prospérité (le PP), Cf. Serdar Sen, " Refah Partisi'nin Teori ve Pratiği ", Sarmal Yayinevi, Istanbul, 1995.

fascistes et de fondamentalistes religieux ⁷⁴³. D'une manière globale, il est possible de dire que l'électorat du parti islamiste (le PP) vient d'Anatolie centrale et orientale, du Sud-Est kurde et, enfin, des grandes villes dans lesquelles il se trouve une grande majorité de population émigrée des régions sous-développées de l'Anatolie. Leurs électeurs sont issus de milieux conservateurs et religieux et souffrent en grande majorité de la pauvreté. Ils ont donc émigré par millions avant de sombrer, déracinés, dans les bidonvilles anonymes des grandes métropoles (Istanbul, Izmir, Ankara, Adana, Bursa ou Mersin)⁷⁴⁴.

L'arrivée au pouvoir de Refah (le PP) en 1996 a en fait démontré que son influence dépassait les suffrages obtenus, puisque celui-ci était parvenu à former un gouvernement de coalition avec un parti du centre droite, le Parti de la juste voie (le PJV) de Mme Ciler, en tant que première force politique dans le Parlement. De fait, il convient de nous poser certaines questions importantes sur l'avenir du parti islamiste dans la Turquie kémaliste qui est actuellement sous contrôle strict de l'armée, le garant incontournable des principes kémalistes. Comment a-t-il réussi, le parti islamiste, à être la principale force politique en Turquie kémaliste ? Puisqu'il est déjà arrivé à occuper la tête du pays pendant un an au moment où le régime politique était entièrement sous la surveillance de l'institution militaire turque ; est-il possible d'envisager dans les années à venir la marginalisation des mouvements religieux sous la présidence d'un parti islamiste en Turquie ? Est-il possible d'assister à la pénétration des islamistes dans le système politique du pluralisme par l'intermédiaire d'une force politique légale tout en respectant les principes laïcs du kémalisme ? L'islam politique en Turquie ne se limite-t-il pas uniquement de revendications de rejet des valeurs culturelles de l'État laïc tout en acceptant complètement la notion de l'État-nation ? Et, enfin, les élites laïques seront-elles capables de relever le défi de la montée en force des mouvements islamistes dans la vie politique tout en réussissant à intégrer des musulmanes plus conservatrices par la redéfinition du principe laïc du kémalisme ?

Selon les propos de M. Huntington concernant l'engagement de M. Kemal Atatürk de transformer la Turquie de haut en bas d'un modèle de civilisation à un autre : " La Turquie est le meilleur exemple de ce phénomène. Kemal Atatürk voulait transformer son pays en suivant le modèle occidental. Il a créé un nouvel Etat laïc à partir de la vieille nation turque. Ses successeurs, jusqu'à présent, ont poursuivi le même objectif. Mais la situation a changé. L'État laïc fait à présent l'objet d'un rejet de la part du parti dominant en Turquie. Du coup, la Turquie ne sait plus sur quel pied danser : fait-elle partie de

⁷⁴³ Clement Henry Moore, p.116, cité par Hasan Basri Elmas, " Turquie-Europe : Une Relation Ambiguë ", op. cit., p.199.

⁷⁴⁴ Pour une analyse approfondie sur l'électorat de parti islamiste (Parti de la vertu) et sa base sociale, Cf. Recherche effectuée par l'Institut de recherche *Tuses Veri Arastirma*, mai 1995, Ankara ; Erbil Tusalp, " Seriati Beklerken ", op. cit., p.373.

l'Occident, de l'Europe, ou est-ce un pays moyen-oriental, le cœur d'une nouvelle civilisation turque qui s'étendrait jusqu'en Asie centrale ? ”⁷⁴⁵. Comme on peut le constater que l'échec de la tentative de Kemal était évident d'après M. Huntington. Mais, il serait complètement erroné de dire que les révolutions kémalistes n'aient rien apporté pour la Turquie moderne, même si elle doit se confronter à de graves problèmes dans les années à venir. En d'autres termes, l'islamisme turc est complètement différent de celui du Proche-Orient, sur plusieurs niveaux : il existe en fait les deux grandes particularités du système politique turc par rapport aux autres pays islamistes ; d'une part, le pluralisme de son système politique qui permet à chacun de s'exprimer, au moins dans certaines limites à l'exception de la question kurde et d'intégrer aussi jusqu'à certain niveau bon gré mal gré les islamistes dans ce système entièrement copié de l'Occident, et d'autre part, l'influence incontournable des idées occidentales sur les éléments religieux fait que ceux des derniers soient jusqu'à certaines limites incités par les pensées occidentales. Du coup, on est effectivement confronté à une réalité politique unique en Turquie où l'islamisme turc diffère entièrement de celui du Proche-Orient. En dépit de la présence des éléments radicaux dans le parti islamiste, le PP devenu à présent Parti de la vertu (PV), qui revendiquent toujours le rejet des aspects laïcs du kémalisme, il est possible de prétendre que l'islamisme “ à la turque ” est à la fois pacifique et à la fois intégré dans le système politique en s'appropriant la notion de l'État-nation. De même, lorsqu'il était au pouvoir durant plus ou moins un an, il a dû défendre sans aucune exception les principes fondamentaux de régime politique : agir dans le respect des principes démocratiques et laïcs d'Atatürk⁷⁴⁶. Il convient aussi de souligner une approche assez révélatrice au sujet du parti islamique turc, le PV, défendue par M. Parlar : “ Le problème de l'islam a pu occuper à présent une place importante dans les préoccupations majeures des Etats-Unis. De ce fait, ils s'efforcent fortement de contrôler ce grave problème par l'intermédiaire d'une politique assez professionnelle, c'est de soutenir habilement les mouvements islamiques modérés, comme le cas du PV, au Moyen-Orient afin de pouvoir préserver le statut quo régional et de freiner ainsi les dynamiques islamiques révolutionnaires et perturbatrices⁷⁴⁷.

*E) LA POSITION ACTUELLE DE L'APPAREIL MILITAIRE DEVANT LE DANGER DE
L'INTEGRISME ISLAMISTE*

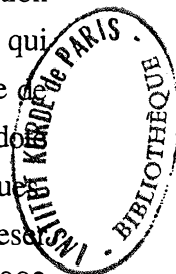
⁷⁴⁵ Recueilli par Hector Feliciano et Dijana Sulic, op. cit.

⁷⁴⁶ Cf. Libération, 9 juillet 1996.

⁷⁴⁷ Suat Parlar, “ Silahlı Bürokrasinin Ekonomik Politigi ”, op. cit., p.320.

En contrepartie, la position des militaires est assez claire, c'est qu'ils sont engagés, en tant que gardiens du dogme kémaliste, à ce titre dans une lutte sans merci contre la montée de l'islam politique qui devient de plus en plus dangereuse tant pour leurs intérêts que pour l'avenir du pays. Devant une société civile sous contrôle, des partis politiques traditionnels déconnectés de la réalité, une élite militaire de plus en plus présente, la Turquie s'avère pour l'instant incapable, au nom de la préservation des principes kémalistes, de surmonter le problème de la montée en force des éléments islamistes. De fait, la société tout entière est incapable d'ouvrir une voie vers la démocratisation véritable. Il est clair que la vie politique turque se trouve sous la tutelle des militaires, qui sont déterminés à restructurer le domaine politique, pour éviter une déviation imprévue de la situation politique hors contrôle strict militaire. Par ailleurs, l'armée turque se dote d'une puissance énorme dans le système politique grâce à certaines institutions politiques. Le système institutionnel actuel leur offre un excellent instrument pour peser politiquement : le Conseil national de sécurité (CNS), puisque la Constitution de 1982 rédigée lors du coup d'État militaire de 1980 donne à ce fameux Conseil le droit de faire des "recommandations" au gouvernement. Au fil des trois coups d'État, l'armée a pu notamment institutionnaliser son rôle dans la vie publique de la Turquie. En quelque sorte, le Conseil national de sécurité fonctionne depuis comme une instance d'orientation de la politique gouvernementale dont l'approbation est recherchée par le pouvoir civil avant toute réforme d'envergure et dont les avis sont nécessairement suivis d'effet. Par ce biais et par des initiatives directes (au nom de la politique de défense), l'armée a pu peser de tout son poids sur la politique étrangère, imposant notamment sa ligne d'alliance stratégique et militaire avec Israël, contre l'Iran (à cause de son soutien aux intégristes) et contre la Syrie (à cause de son soutien au PKK, le Parti clandestin kurde).

La question est de savoir si le pouvoir civil était-il assez adroit de pouvoir gérer tout seul la crise politique causée du problème de la montée en puissance des forces religieuses et de la question kurde ? La première chose à faire pour cela, il devrait inévitablement se libérer de l'omniprésence du numéro deux de l'exécutif, pour ne pas dire le numéro un de l'exécutif, le chef d'État-major, dont les recommandations, édictées par la voix du Conseil national de sécurité, sont suivies à la lettre, comme le prévoit la Constitution en vigueur, celle issue du coup d'État militaire du 12 septembre 1980. Il est en quelque sorte possible de dire que l'armée turque, agissant comme le garant des institutions et de l'appareil de l'État, s'est substituée aux partis politiques, afin de prendre des mesures sévères contre les problèmes du pays, avec le soutien de certaines couches laïques de la population, qui considèrent celle-ci comme le seul rempart contre la "menace intégriste". En outre, on peut clairement supposer que les militaires estiment aujourd'hui donc se confronter à deux graves problèmes en Turquie : les islamistes et le PKK (le problème kurde) en tant que "menace principale".



Il convient ici d'ouvrir une petite parenthèse concernant les méthodes à utiliser dans la recherche d'une solution pacifique aux problèmes actuels du pays. Compte tenu de la situation actuelle, il semble presque impossible de réaliser un programme d'austérité dans un pays comme la Turquie, qui a très peu de marges de manœuvre en politique sociale et économique, tout en approfondissant la démocratisation, surtout dans un contexte d'instabilité politique. N'est-elle pas condamnée à accepter une démocratie autoritaire dans la situation actuelle ? Est-ce uniquement seule une structure autoritaire, qui puisse créer les conditions politiques nécessaires à la mise en œuvre d'un plan de la démocratisation véritable ? Est-ce que c'est vraiment possible que la Turquie puisse se doter d'une structure politique civile forte, étant capable d'écarter habilement dans un premier temps les dangers vitaux destinés au fondement de l'État et d'instaurer par la suite la supériorité civile sur le pouvoir militaire ? Il est aujourd'hui grand temps que des avancées politiques soient réalisées en Turquie avec la seule capacité du pouvoir civil.

L'arrivée au pouvoir du parti islamiste (le PP) en formant un gouvernement de coalition avec le Parti de la juste voie de Mme Çiller, n'a pas vraiment été contestée au départ par les militaires. Comme on vient de souligner l'importance du Conseil national de sécurité dans le système politique, l'armée était consciente de la possession des attributs en sa faveur en matière de politique intérieure, extérieure, ainsi qu'un vaste domaine touchant la sécurité nationale, et aussi, de son rôle politique primordial dans la vie politique. A partir du moment où le parti islamiste n'est pas à la hauteur de dévier la politique intérieure et extérieure officielle du pays défini selon les exigences de l'armée et les principes kémalistes, et de mettre aussi en danger l'avenir du pays. Autrement dit, les militaires étant sûrs d'eux, n'étaient pas tout à fait angoissés par la formation d'un gouvernement de coalition avec la participation du parti islamiste, même si sa position s'est inversée un an plus tard suite à des divergences de politique intérieure et extérieure.

Il nous appartient à préciser que le pouvoir civil n'est pas capable pour l'instant d'assumer sa responsabilité politique dans le système politique. En d'autres termes, quel que soit le caractère politique du parti, ce ne sont pas les représentants démocratiques du peuple qui décident à l'heure actuelle de la grande orientation des politiques intérieure et extérieure et qui déterminent le processus de prise de décision en Turquie. Il était donc clair que dès lors que le parti politique, quelle que soit sa position dans l'échiquier politique, ne remettrait pas en cause les exigences socio-politiques de l'armée en matière de politique intérieure et extérieure, il n'y aurait pas de grande confrontation conflictuelle entre deux forces politiques. D'une manière simple, il serait peut-être plus convenable de renverser un instant la situation politique, c'est-à-dire, essayer de voir les choses à l'envers. Est-ce que c'est l'appareil militaire qui s'impose fortement dans la vie politique, parce qu'il est extrêmement fort, ou bien c'est le pouvoir politique qui n'est pas capable

de contrôler le pays et d'employer ses moyens afin de bien gérer le pays ? Puisqu'on vit dans une démocratie parlementaire, même si elle n'est pas parfaite, pourquoi le pouvoir civil ne parvient jamais à prendre en main la situation politique et à écarter une fois pour tout l'institution militaire de la vie politique turque ?

*F) LES PARCOURS ELECTORAUX DU PARTI ISLAMISTE DEPUIS LE COUP D'ETAT
DU 12 SEPTEMBRE ET LES RAISONS DE SON SUCCES*

La complexité du sujet nous oblige d'être assez prudent dans l'analyse des relations Armée-Pouvoir civil pour ne pas tomber dans le piège. Etant donné que l'institution militaire turque est sans aucun doute impliquée jusqu'au bout dans le domaine politique, il serait nécessaire de nous pencher sur l'évolution des partis politiques dans le cadre parlementaire tout en essayant de définir l'importance grandissante de l'armée dans le système politique. Que s'est-il passé dans la vie politique turque que l'armée s'y soit violemment imposée par l'intermédiaire du Conseil national de sécurité ? De ce fait, il suffit de voir en détail l'évolution du parti islamiste depuis le coup d'État militaire. Malgré la sélection stricte du régime militaire, le retour des partis traditionnels sur la scène politique a été complètement assuré par le référendum de 1987, qui abroge l'amendement constitutionnel d'interdiction aux anciens cadres politiques de participer à des activités politiques pendant dix ans. C'est ainsi que M. Erbakan reprend officiellement la tête du Parti de la prospérité (le PP), lors de deuxième congrès du parti au moins d'octobre 1987. L'extrême justesse du score électoral de ce référendum en faveur des anciens cadres politiques a dû encourager le gouvernement de M. Özal de prendre, le soir même du dépouillement des résultats du référendum, la décision de l'organisation des élections législatives anticipées en 1987 en vue de ne pas laisser beaucoup de temps aux anciens leaders politiques de s'organiser complètement. D'une part, la rapidité de l'organisation de ces élections législatives, d'autre part, l'imposition d'une barre des 10 % au niveau national⁷⁴⁸ et de celle prévue selon les circonscriptions à tous les partis politiques pour être représentés au Parlement, ont été sans doute déterminantes dans l'échec de l'extrême-droite nationaliste, du parti islamiste (le PP) et de la gauche nationaliste de M. Ecevit qui est actuellement la première force politique en Turquie suite aux élections législatives

⁷⁴⁸ Sur les inconvénients du système électoral turc pour les petits partis politiques, Cf. Ahmet Dincol, "Turkiye'de Parlamento Secimleri", Hukuk Arastirmalari, Marmara Universitesi Hukuk Fakultesi, 1992-1993, p.147-148, cité par Bulent Tanor, "Siyasal Tarih (1980-1995)", op. cit., p.73.

anticipées du 18 avril 1999. En outre, en dépit du recule de 10 % des voix par rapport aux élections précédentes, le Parti de la mère patrie a pu renforcer encore plus sa position dans le Parlement grâce aux bons effets de la loi électorale.

Le parti islamiste a pu profiter du retour de son leader classique, M. Erbakan, sur la scène politique en améliorant largement son score électoral le 29 novembre 1987 lors des élections législatives par rapport à celles de 1984. Celui-ci a respectivement obtenu 7,27 % des voix au lieu de 3 % en l'absence de son leader historique tout en ne pouvant pas être représenté au Parlement à cause du fameux système électoral. Il est sans doute vrai que ce parti n'avait toujours pas atteint le niveau obtenu lors des années soixante-dix pendant lesquelles celui-ci a pu faire partie de plusieurs coalitions gouvernementales. Le recul spectaculaire de ce parti pourrait être expliqué par le fait que le Parti de la mère patrie puisse rassembler une bonne partie de suffrage du centre, de l'extrême-droite et du parti islamiste sous son organisation politique. En fait, la politique du renforcement d'une "synthèse turco-islamiste", soutenue dans une large mesure par le régime militaire, était le fruit de succès du PMP de M. Özal. Il semblerait même que le parti de M. Özal ait pu gagner de confiance de grande partie de la confrérie *Naksibendi* qui a une influence non négligeable dans le pays du point de vue de sa force politique⁷⁴⁹. Au fil du temps, le Parti de la prospérité renforce de plus en plus sa position dans la vie politique grâce aux résultats obtenus lors des élections municipales du 26 mars 1989 en obtenant 9,8 % des voix et en remportant aussi quatre grandes villes dans les régions de l'Est et du centre de l'Anatolie. C'est à partir de là que la montée en force du parti islamiste commence à peser petit à petit dans la vie politique.

Quant aux élections législatives du 20 octobre 1991, le Parti de la prospérité continue à élargir son influence politique dans la vie politique avec l'obtention de 16,88 % des voix et de 40 sièges au Parlement grâce à la constitution d'une alliance électorale avec le Parti d'extrême-droite ultra-nationaliste. Dans le souci de ne pas rester sous la barre nationale de 10 % de suffrage minimum, le parti islamiste accepte effectivement d'adopter une stratégie d'alliance avec le Parti de l'action nationaliste de M. Turkes, en dépit de l'existence d'un fort risque de contrarier fortement les électeurs de l'Est et du Sud-Est de l'Anatolie qui sont en majorité kurdes. Par ailleurs, le début des années quatre-vingt-dix a été en effet marqué par le retour de quasi-totalité de tous les partis politiques des années soixante-dix et de leurs leaders. D'une part, le parti islamiste de M. Erbakan et le Parti de l'action nationaliste de M. Turkes ont réussi à entrer au Parlement grâce à leur alliance stratégique électorale tout en arrachant encore une fois tous les suffrages extrémistes en leurs faveurs, et d'autre part, le Parti de gauche démocratique de M. Ecevit, actuellement

⁷⁴⁹ Cf. Hamit Bozarslan, " Tribus, Confréries et intellectuels : Convergence des Réponses Kurdes au Régime kémaliste ", in Semih Vaner (dir.) " Modernisation Autoritaire en Turquie et en Iran", l'Harmattan, Paris, 1991, pp.61-80.

le Premier ministre du gouvernement triparti, est parvenu avec extrême justesse à être représenté dans l'Assemblée nationale tout en divisant les voix de gauche en deux. Dans cette circonstance politique où le morcellement des partis politiques est apparent et de plus en plus inquiétant, la division des partis politiques en plusieurs morceaux ne rend sûrement pas les choses plus faciles à gérer.

Après une longue période du pouvoir politique passée sous la présidence du gouvernement de M. Özal, le seul espoir du peuple de sortir du cadre politique restrictif du régime militaire était tourné vers les partis des centres gauche et droit, représentés respectivement par le Parti social-démocrate de M. İnönü et le Parti de la juste voie de M. Demirel. Depuis cette date-là, la lutte politique ne se passe pas vraiment entre les éléments de gauche-droite, mais plutôt, celle-ci est tournée vers le clivage politique extrémistes-libéraux. L'arrivée de deux nouveaux partis politiques (le PSD et le PJV) au pouvoir depuis le début des années quatre-vingt, pourrait peut-être constituer une alternative politique auprès du peuple qui est extrêmement déçu de la politique du PMP de M. Özal. En fin de compte, en dépit de beaucoup de promesses faites au peuple, cette coalition gouvernementale n'a pas non plus pu satisfaire et répondre à l'attente du peuple. Cela a été la faillite indiscutable du gouvernement de coalition de PSD et PJV qui ne parvient pas à sortir de ce cadre institutionnel et idéologique de la période du régime militaire et non plus, à améliorer la situation économique et sociale du pays⁷⁵⁰.

Le jour des élections législatives du 24 décembre 1995 a été assez marquant pour la vie parlementaire turque. Le parti islamiste a en effet réussi à être le premier parti politique dans le pays grâce à leurs résultats obtenus : 21,32 % des voix. Les électeurs désespérés des politiques des partis de centre gauche comme de centre droit, ont cette fois-ci fait en grande majorité leur choix en faveur du parti islamiste, qui seul n'avait pas été éprouvé depuis un moment par le peuple. Dans cette circonstance politique dérisoire, les islamistes parviendront aisément donc à s'imposer comme seule alternative politique auprès du peuple.

D'une manière globale, il est juste de dire que l'utilisation de l'idéologie religieuse par le régime militaire et le régime politique transitoire comme référent idéologique, sa diffusion par des moyens étatiques et l'encouragement des éléments religieux par l'État lui-même ne pouvaient que favoriser incontestablement le parti islamique de devenir l'une des principales forces politiques dans la vie turque vers les années quatre-vingt-dix. Dans une situation politique où le droit d'expression démocratique pour certaines idées politiques est extrêmement restreint, le droit de participation à la vie politique et sociale est

⁷⁵⁰ Bulent Tanor, "Siyasal Tarih (1980-1995)", in Sina Aksin ; Bulent Tanor et Korkut Boratav (dir.), "Turkiye Tarihi 5 : Bugunku Turkiye 1980-1995", op. cit., p.89.

énormément limité et la crise économique devient de plus en plus déstabilisante et insurmontable, il ne reste qu'un seul choix au peuple à faire c'est d'aller davantage vers les espaces d'expression et d'encadrement que lui présentait l'élément religieux, soutenu ouvertement par le régime militaire pendant un certain temps. De plus, l'inaptitude des partis centraux face aux problèmes économiques, politiques et sociaux rendait indéniablement le parti islamiste la seule alternative aux yeux du peuple. En d'autres termes, l'aggravation continue des problèmes politiques, sociaux et économiques malgré les soutiens apportés aux partis de centre gauche comme de centre droit par le peuple, favorisait logiquement le parti islamiste comme seule alternative non essayée.

Quand on a su les résultats des élections législatives de 1996, on s'est tellement étonné de la montée considérable des voix islamistes au détriment des partis du centre. Cela signifiait en même temps la faillite incontestable du régime politique qui n'arrivait plus à assumer par les moyens démocratiques les principes kémalistes et ses acquis. Le parti islamiste était devenu la première force politique dans la vie politique tout en arrivant en tête au Parlement suite aux élections législatives de 1996⁷⁵¹. La composition d'un gouvernement de coalition plaçait indiscutablement le parti islamiste dans une position favorable dans la vie politique, puisqu'il était presque impossible de le laisser en dehors de la formation quelconque d'une coalition gouvernementale. C'est ainsi que la réalisation d'une coalition gouvernementale entre le parti islamiste et le Parti de la juste voie a été donc assurée en 1996 sous le regard inquiétant des militaires.

Compte tenu des résultats électoraux de 1996 obtenus par le parti islamiste, il était correct de dire que les partis politiques traditionnels du centre ont complètement échoué dans leur lutte politique au sein de la vie politique en faveur du Parti de la prospérité. Ce dernier est parvenu à s'imposer comme seule alternative en récupérant les suffrages islamistes qui étaient en grande partie partagés entre les partis du centre depuis des années. Les grandes familles politiques traditionnelles du centre (le centre droit : le Parti de la mère patrie et le Parti de la juste voie) ne sont plus à la hauteur de gouverner le pays sous leur présidence. L'élément religieux est devenu le pilier central de la vie politique en regroupant les voix religieuses sous sa formation politique. Ce nouveau phénomène dans la vie politique turque a été expliqué par Ozdemir comme le renversement de l'ordre politique dualiste en faveur d'un nouvel ordre tripartite. En d'autres termes, il met l'accent sur le phénomène de la polarisation de la vie politique en trois axes politique : gauche, droite et islamiste⁷⁵².

⁷⁵¹ Milliyet, 1996.

⁷⁵² Hikmet Ozdemir, " Tarih ve Politika ", Iz Yayincilik, Istanbul, 1995, p.177-180.

La force politique du parti islamiste est sans doute due à l'exode rural massif qui a complètement transformé la structure socio-politique de grandes métropoles. Les milieux du monde rural ont effectivement rapporté avec eux leurs façons de vivre, de penser et d'agir aux grandes villes suite à l'exode grandissant. Dans cette condition précise, il est normal que ces populations traditionnelles étant les premières victimes de la crise économique, soient assez sensibles aux discours des islamistes. De ce fait, le Parti de la prospérité a réussi à canaliser leurs mécontentements en usant un discours fondé sur la religion et sur la justice sociale.

*G) LA REACTION DE L'APPAREIL MILITAIRE A L'ENCONTRE DE LA POUSSEE EN
PUISSANCE DE L'ELEMENT RELIGIEUX ET LA CONFIRMATION DE SA POSITION
PRIVILEGIEE DANS LE SYSTEME POLITIQUE*

En dernier lieu, il convient de nous interroger sur la réaction de l'institution militaire turque à l'encontre de la poussée en puissance du parti islamiste. Etant donné que l'armée turque s'estime toujours comme unique garante des principes et des acquis kémalistes, il n'est pas étonnant que celle-ci prenne une position assez ferme contre le danger de l'idéologie religieuse, qui n'hésite pas à remettre en cause la légitimité du kémalisme. De ce point de vue, la réaction militaire a été assez violente en dépit de la prise en charge des éléments religieux par le régime militaire au début des années quatre-vingt et de sa diffusion encouragée par de vastes moyens étatiques. D'une certaine manière, les militaires ont aussi essayé d'utiliser la religion comme un moyen solide contre le danger du communisme et des mouvements sociaux tout en s'estimant le principal protecteur du kémalisme. A partir du moment où le contrôle de la situation politique leur échappe en Turquie vers les années quatre-vingt-dix, les militaires commencent à réviser leur point de vue à propos de l'idéologie religieuse. Il est évident que le danger de l'élément religieux comme celui du communisme et du problème kurde, ont toujours servi à l'armée turque de se doter d'une large manœuvre politique dans son repositionnement sur la scène politique. Autrement dit, les militaires ont toujours eu besoin de recourir à un argument de poids dans la légitimation de leurs interventions dans la vie politique. L'un des principaux arguments de l'institution militaire a souvent été le danger de montée en puissance de l'idéologie religieuse. Sans pour autant nous attarder sur la réalité de l'utilisation des éléments religieux par le régime militaire lui-même comme moyen de combat contre la gauche socialiste, il convient en effet de voir en détail la position privilégiée de l'armée dans le système politique grâce au recours à la protection des principes et des acquis kémalistes.

Chaque fois que l'État est confronté à une crise politique importante, l'armée turque essaie de sauver le sort du pays en utilisant certains arguments solides pour se légitimer auprès du peuple. Depuis le début de la nouvelle République kémaliste, le principe de la laïcité a été le pilier central du kémalisme. Plusieurs révoltes religieuses et ethniques se sont produites au fil du temps tout en fragilisant le fondement de la République. Les moyens coercitifs ont souvent été utilisés par les dirigeants kémalistes afin de pouvoir neutraliser toute sorte de danger destiné à déstabiliser la République turque⁷⁵³. Selon cette tradition politique, l'armée s'est toujours sentie concerner face à une crise quelconque économique, sociale et politique. A partir des années quatre-vingt-dix, l'armée s'est vue placer au centre du pouvoir politique tout en intervenant à chaque reprise d'une manière indirecte dans la vie politique sous prétexte de préserver les principes et acquis kémalistes. A ce propos, M. Hasan Basri Elmas s'exprime ainsi : " ... La crise politique, apparue début 1997 et qui s'est terminée par l'éviction du parti de Refah du gouvernement par un coup de force des militaires, apparaît essentiellement comme une lutte de pouvoir et non comme une lutte idéologique, contrairement aux apparences que les militaires ont voulu donner. Il est évident que, pour se repositionner sur la scène politique et reprendre les rênes du pouvoir, les militaires avaient besoin, comme en 1960, d'un argument de poids : ils ont légitimé leur manœuvre en " découvrant la menace islamiste " qui pesait sur la République... " ⁷⁵⁴. Comme on peut le constater la menace islamiste a ainsi été utilisée comme un argument par l'armée pour confirmer sa place dans le système politique. Mais, il convient quand même de souligner que l'intervention militaire dans la vie politique ne peut pas être uniquement expliquée par la menace religieuse. De plus, le danger religieux n'est qu'un simple argument de l'intervention militaire. A l'heure actuelle, l'idéologie religieuse est une menace importante qui pèse lourdement sur le système politique turc et sur les acquis kémalistes.

L'armée turque est sans doute la pièce maîtresse de l'État kémaliste. L'exercice de la " puissance " est donc devenu indispensable dans la Turquie républicaine pour pouvoir assurer la survie de ses fondements laïcs. Le danger destiné au fondement même du régime politique constitue, de ce fait, la principale préoccupation de l'armée turque qui s'estime continuellement comme la gardienne de l'État kémaliste. En outre, l'exercice de la puissance passe de plus en plus par les forces armées qui sortent logiquement du rôle classique de " défense " de la souveraineté du pays et de son intégrité, pour assurer la survie du régime en place, soit directement comme cela s'est passé plusieurs fois en Turquie, soit indirectement par l'intermédiaire des institutions politiques constitutionnelles. Comme on l'a déjà souligné plus haut, l'autonomie organisationnelle

⁷⁵³ Cf. Hamit Bozarslan, " La Question Kurde : Etats et minorités au Moyen-Orient ", Presses de Science Po, Paris, 1997.

⁷⁵⁴ Hasan Basri Elmas, " Turquie-Europe : Une relation amiguë ", op. cit., p.200.

de l'armée la rend souvent moins perméable que d'autres corps sociaux aux influences politiques ou sociologiques qui parcourent la société dans laquelle elle évolue. Elle peut s'investir comme le garant d'un ordre considéré par elle comme supérieur ou éminent. Dans ces conditions, la contradiction entre évolution politique et la position de principe de l'armée peut déboucher sur un affrontement, voire sur la prise en charge directe de la gestion de l'État par l'institution militaire. Mais, il convient de préciser que comme tout corps social, les forces armées sont souvent le reflet de la société dans laquelle elles vivent et, ainsi, sont sensibles aux orientations de fond qui la parcourent. Les constitutions turques qui se succèdent, reflètent la place exceptionnelle de l'armée au cœur de la nation. Certes, en apparence, l'armée n'exerce pas directement le pouvoir, mais passe par l'intermédiaire des institutions constitutionnelles. L'armée a toujours su affirmer sa différence et sa position en tant que seule gardienne de la République kémaliste. Ainsi, profitant de cette place privilégiée, l'armée s'est intégrée à la structure du pouvoir politique en tant que force politique incontournable dans le système politique.

La montée de l'islamisme en Turquie coïncide avec l'incapacité grandissante de pouvoir politique civil à assurer et à garantir les conditions économiques de vie de la population. A l'heure actuelle, il semble que l'on soit en train d'assister en Turquie à une lente reconstitution des pouvoirs politiques. A ce mouvement, l'armée, quels que soient ses conflits internes, jouera toujours le rôle d'arbitre et de pivot dans la vie politique turque. L'ensemble de ces facteurs expliquent la mise en avant par l'establishment de la nécessité de "réformes structurelles", aussi bien dans le domaine de l'économie que dans l'organisation de l'État et de la vie politique. Ces réformes sont réclamées bon gré mal gré par le secteur libéral le plus conscient de la gravité de la situation, qui perçoit parfaitement les menaces que cette situation fait peser à terme sur la stabilité du pays et sur les perspectives libérales de la Turquie. Mais, l'affaiblissement des partis politiques traditionnels, qui commencent aussi à échapper au contrôle de la classe dominante, les a rendus inaptes à répondre à ces appels. L'armée, agissant comme le garant des institutions et de l'État kémaliste, s'est presque substituée aux partis politiques, pour tenter d'impulser ces réformes, avec le soutien de secteurs importants de la population, qui considère l'armée comme le seul rempart contre la "menace intégriste". D'une manière générale, lorsque les hommes politiques perdent leur crédit auprès de l'opinion publique, et qu'en revanche l'armée devient populaire, cela signifie que l'atmosphère est propice pour que les militaires interviennent dans la vie politique⁷⁵⁵. Au contraire, quand les grandes masses sont attachées, à un degré assez élevé, aux partis politiques, aux syndicats et aux différentes associations, l'État actuel des choses n'est pas propice à une

⁷⁵⁵ Cette situation politique délicate a été définie par Nordlinger comme l'État de l'inexistence de légitimité du pouvoir politique et comme une occasion parfaite pour l'intervention des forces armées dans la sphère politique, Cf. Eric A. Nordlinger, "Soldiers in Politics : Military Coups and Governments", Englewood Cliffs, N.J. : Prentice-Hall, Inc., 1977, p.64.

intervention militaire directe ou pas. De ce fait, il n'est pas inutile de préciser l'importance de l'analyse des caractéristiques systémiques dans la société politique en vue de mettre à la lumière les relations Armée-Pouvoir civil en tant que l'une des causes importantes de l'intervention politique des forces armées. La question est de savoir si la capacité du système politique peut conditionner son efficacité et sa détermination dans l'empêchement des interventions militaires dans le domaine politique. Autrement dit, est-il possible de contrecarrer l'influence militaire dans le système politique en privilégiant en effet les capacités du système politique ?

Dans beaucoup de pays en voie de développement, la catégorie sociale la plus forte est l'armée. A cet égard, l'appréciation est aussi valable pour la Turquie, bien que celle-ci ait subi un changement plus ou moins structurel depuis le commencement de la Révolution kémaliste. D'une manière globale, lorsque les représentants des idées adoptées par l'armée (du kémalisme) sont au pouvoir, l'armée turque n'est qu'une grande muette. Mais, dans le cas contraire, l'armée n'hésite pas à exercer une intervention directe ou indirecte.

De ce fait, la réaction violente de l'armée turque face à la montée en puissance de l'idéologie religieuse demeurant de plus en plus menaçante et dangereuse pour la survie des principes et acquis kémalistes, pourrait être expliquée par ce fait de la protection des idées kémalistes. Mais, est-ce possible de n'expliquer la réaction militaire contre la menace intégriste que par la simple volonté de protéger les principes kémalistes ? Est-ce que l'institution militaire turque ne profite-t-elle pas donc de ce phénomène afin de s'imposer dans la vie politique ? Autrement dit, l'idée de protéger les principes kémalistes n'est-elle pas un moyen de se positionner plutôt dans une place privilégiée au sein du système politique ?

SECTION 2) LE CONTROLE DU SEPARTISME KURDE

L'une des caractéristiques socioculturelles de chacun des Etats du Moyen-Orient est forcément marquée par un passé et une expérience propres. De ce fait, il ne serait pas faux de chercher l'origine du problème dans le passé et l'histoire politique du pays. Depuis la création de la nouvelle République turque, les dirigeants kémalistes s'efforcent de préserver à tout prix l'intégrité territoriale difficilement acquise suite à une terrible guerre de libération nationale et d'enterrer une fois pour tout le mauvais souvenir de la chute de

l'Empire ottoman dans le but de constituer un régime fort et fiable. Au fil du temps, ce même régime politique ne pourrait passer de la "modernisation" à la modernité, comprise dans le sens de la régulation et de l'autonomisation du champ politique. Autrement dit, la prise inconditionnelle du modèle du système politique occidental par les dirigeants kémalistes ne pourrait jamais être mise en ordre complètement en Turquie. Héritier d'un pouvoir central séculier, plus ou moins puissant, on tente de mettre cette compétence au service de la construction étatique. En d'autres termes, pour le nouvel Etat kémaliste, il s'agissait de marquer le point zéro de sa construction étatique dans le cadre des principes d'État-nation, de créer et légitimer donc un centre, de le doter d'un pouvoir national réel. La principale préoccupation des kémalistes était avant tout de pouvoir bâtir le fondement de la nouvelle République tout en prenant comme modèle le système politique occidental. La volonté de hisser le plus vite possible le pays dans l'échiquier mondial nécessitait indiscutablement la modernisation du système politique turc.

§1) La tentative de la création d'un Etat-nation

Par ailleurs, le processus politique du régime kémaliste n'a pas permis la naissance de la notion d'individu lié au domaine public par le contrat de citoyenneté. Autrement dit, les choses ne se sont pas déroulées comme prévues en Turquie à l'opposé des pays occidentaux. L'existence de l'État-nation ne reposait directement pas sur la conscience de la citoyenneté, mais plutôt, sur l'appui indispensable des forces coercitives de l'État. Comme la plupart des entités étatiques nouvelles, celles du Moyen-Orient naissent "sans une histoire antérieure d'existence en tant qu'Etat-nation" et visent "à l'unité, à l'intégrité nationales plutôt qu'à l'établissement ferme des droits individuels"⁷⁵⁶. De ce fait, à nos jours, on assiste peut-être sans cesse à la remise en cause du fondement de la Turquie kémaliste et au rejet du régime politique en place.

Néanmoins, la création d'une "unité nationale" s'avère particulièrement délicate et difficile à maintenir sous contrôle étatique. En quelque sorte, le modèle d'État-nation qui oblige le nouveau régime kémaliste à trouver une légitimation dans le nationalisme. L'unique solution pour l'instauration d'une cohésion probable passe en effet par l'utilisation du principe de nationalisme en tant que seul élément cohérent dans les mains des dirigeants kémalistes. Mais, cette possibilité se révèle trop faible au départ pour établir pleinement la source de légitimité de nouvel Etat national et insuffisante de garantir l'adhésion librement consentie de populations hétérogènes. En gros, les caractéristiques socioculturelles des pays du Moyen-Orient ne sont pas tout à fait adaptables à l'application complète du modèle occidental dans ces pays.

⁷⁵⁶ Hamit Bozarslan, "La question kurde", op. cit., p.63.

En dépit de tous ces inconvénients, le modèle d'État-nation se présente aux nouvelles élites civiles et surtout militaires comme l'unique possibilité, parce qu'il paraît seul susceptible d'assurer la pérennité des entités territoriales et de créer, à long terme, l'élément de cohésion sociale qui fait cruellement défaut à ces sociétés. En outre, l'adoption du modèle d'État-nation est devenue une obligation pour les dirigeants kémalistes, puisque leur but consiste à revivifier avec tous les moyens une nation morte et à redonner de haut en bas une nouvelle identité culturelle à la société. La mise en place immédiate de ce modèle reste leur première priorité tout en espérant constituer une nouvelle nation unique. De plus, l'État-nation représente le point culminant du processus d'occidentalisation entamé depuis plus d'un siècle. Il est indispensable pour se placer dans l'universalité et sur un pied d'égalité avec le " monde civilisé " ⁷⁵⁷. La signification du mot " révolution " a été en quelque sorte définie comme un acte politique destinée à renverser un régime politique, à monopoliser entièrement la sphère politique et à exercer une pression intense par l'intermédiaire d'une élite de la coercition en vue de réaliser le programme politique et social de la doctrine officielle et de protéger ses " acquis ". De ce fait, la révolution kémaliste peut être expliquée par ce phénomène selon lequel l'origine de ce nouvel État a entièrement reposé sur une force politique coercitive. Cela ne peut être que pouvoir militaire dans un pays où la force politique est fortement centralisée et contrôlée depuis des décennies par une seule instance politique. Ceci étant dit, pouvoir militaire explique largement les paysages politiques actuels de la Turquie, sa crise sociale et surtout l'existence de la question kurde. Il n'est pas étonnant de voir toujours le kémalisme dans les Constitutions turques comme doctrine nationale et base commune de toutes les formations politiques. Les doctrines fondatrices sont officiellement maintenues malgré de nombreux bouleversements, et même renforcées grâce aux cultes de la personnalité. Aucune action politique légale ne peut voir le jour sans que le régime politique kémaliste les admette officiellement.

D'une manière générale, l'aspect politique du populisme a été exprimé dans l'idéologie kémaliste, par l'idée de la souveraineté nationale, qui constitue le cœur des principes kémalistes. Le modèle de l'État-nation dans le principe du nationalisme kémaliste privilégie énormément l'idée de l'instauration et de la protection de l'unité nationale au prix de non-respect des principes démocratiques. En d'autres termes, l'unité nationale arrive avant tout selon le principe du nationalisme kémaliste, à tel point que les principes démocratiques peuvent peut-être être négligés en faveur de l'unité nationale. La volonté des dirigeants kémalistes de faire du nationalisme l'idéologie dominante du pays et du même coup de constituer une nouvelle identité nationale a été l'une des principales préoccupations du régime politique. La reconnaissance de la supériorité des valeurs, des

⁷⁵⁷ ibid., p.64..

attitudes, des jugements etc., dit “ nationaux ” est accompagnée par la négation de l'idéologie traditionnelle ottomane qui s'y oppose naturellement. En fin de compte, à force de glorifier la nation turque par tous les moyens afin de conquérir les masses plus facilement et plus rapidement à l'idéologie nationaliste, on finit par créer un nationalisme arrogant et méprisant à l'encontre des non-turcs. Depuis le début de la Turquie républicaine, le principe du nationalisme kémaliste a été toujours utilisé comme un moyen sûr et efficace en vue de créer le fondement même d'une nouvelle nation qui n'existait pas du tout jusqu'à cette date-là⁷⁵⁸.

En Turquie, l'élite dirigeante de la première République a opté pour une identité nouvelle ayant ses racines profondes dans l'Occident. Les kémalistes ont dû revenir par la suite à l'épineux problème de la culture nationale à présent à la lumière d'un Etat-nation requérant une identité nouvelle. Autrement dit, la nécessité d'une identité nationale s'est imposée à partir et à l'image de l'État une fois celui-ci mis en place. Loin de le précéder, la nation en tant qu'identité se manifeste comme une nécessité de la volonté étatique. Il en découle que sa spécificité est avant tout sa position paradoxale. Sa réalisation s'inscrit dans un double mouvement d'annihilation et d'assimilation. C'est à partir de la découverte de la nation que les élites kémalistes mettent fin à la hantise de sauvegarder une unité politique pluriethnique. De ce fait, ont-elles le devoir d'aller vers le peuple pour y découvrir la culture et pour y apporter la civilisation. Comme toute la mobilisation morale, la mobilisation nationale trouve ses limites dans la définition du contenu culturel de la nation, la distance qui sépare les décrets, les discours, les principes et les recommandations morales de ce qui existe réellement, oblige les kémalistes républicains à assumer un deuxième rôle à côté de celui qui consiste à interdire, à remplacer et à veiller sur le bon fonctionnement des nouvelles mesures : le rôle primordial de l'éducation nationale. Car, dans un sens, de même que l'homogénéisation ethnique par l'exclusion des “ traîtres à la nation ” ne suffit pas évidemment à faire naître une nation.

Il est nécessaire pour l'élite de créer ainsi une confiance de soi dans le peuple, pour la justification de l'action collective ; confiance qui doit exalter les vertus nationales supposées et renfermer les vertus universelles. En ce qui concerne la nation, l'État tente de lui donner corps et âme en inventant une mémoire collective basée sur la réécriture de l'histoire des Turcs, et par la création d'une langue nouvelle, d'une culture “ anatolienne ” et d'une “ patrie turque ”⁷⁵⁹. En outre, le discours national constitue le

⁷⁵⁸ Pour une analyse détaillée sur l'origine de nationalisme turc et sur le principal inspirateur de nationalisme kémaliste, Cf. O. Cengiz Aktar, “ L'Occidentalisation de la Turquie : Essai Critique ”, op. cit., p.59-61.

⁷⁵⁹ Serif Mardin, “ Türkiye'de Toplum ve Siyaset ”, op. cit., p.238.

point commun de la légitimité de toute socialité. L'État érige donc en pièce maîtresse sa souveraineté territoriale et politique.

§2) La fragilité du pouvoir politique civil face à une question délicate : “ question kurde ”

Après avoir fait un petit survol historique concernant sur le caractère socioculturel de la société turque, il convient de nous interroger maintenant sur la question principale : quelle est la position de l'armée turque face au problème kurde ? Il existe sans doute une réalité apparente connue par tout le monde, discutée sans cesse à chaque occasion. Tout au long de l'histoire politique de la République turque, relativement courte, soixante-quinze ans, l'occupation stratégique de la place centrale de l'institution militaire dans la sphère socio-politique constitue sans doute l'une des raisons principales pour ne pas dire uniques de la crise perpétuelle au sein du système politique turc. Les responsables militaires s'estiment légitimés d'identifier d'abord les problèmes et d'imposer ensuite au pouvoir politique civil de prendre des mesures strictes définies effectivement par rapport à leurs vocations et perspectives militaires. Autrement dit, ils conçoivent très exactement l'imposition de certaines mesures militaires au pouvoir politique comme leur droit légitime. Ceci constitue en effet l'un des obstacles majeurs devant le bon fonctionnement du régime politique dans des conditions ordinaires et les limites des institutions républicaines. D'où la rupture permanente de la vie démocratique se produise systématiquement en Turquie.

Aujourd'hui, la mise en place des mesures militaro-politiques destinées à résoudre le problème kurde, se fait en fait par l'intermédiaire du Conseil national de sécurité. Ce phénomène étrange peut être expliqué par la militarisation systématique des institutions politiques républicaines depuis le coup d'État de 1960. En outre, une sorte de grande intention politique chez les militaires turcs de rester longtemps présents et actifs au sein de la vie politique se renforce énormément, lorsqu'un danger quelconque se dresse contre le régime politique kémaliste. Il n'existe à présent dans le système politique aucune force politique civile qui puisse être capable de freiner la montée en puissance de l'armée dans la vie politique. L'absence d'une force politique civile étant apte de prendre l'autorité militaire sous son contrôle et de la tenir dans les principes démocratiques, est l'un des défauts majeurs de la vie politique turque. En d'autres termes, la société politique turque est en train de vivre l'inaptitude de force politique civile pouvant être à la hauteur de

résister à toute sorte d'intervention militaire dans la vie politique et de représenter pleinement le peuple⁷⁶⁰.

Les partis politiques turcs en tant que principales forces politiques civiles ne parviennent toujours pas à empêcher l'intervention militaire de plus en plus apparente dans la vie politique et à devenir complètement la voix du peuple dans la résolution des problèmes. Avant de commencer à s'imposer dans la vie politique en tant que seule force politique légitime et démocratique, les partis politiques attendent toujours que l'autorité étatique soit complètement établie et que l'État retrouve son prestige auprès du peuple. En quelque sorte, ils sont totalement à l'écoute des forces armées au sujet du rétablissement de l'autorité et du prestige étatiques dans la société avant d'entamer le processus de démocratisation et de normalisation. Ceci dit, les forces politiques civiles ne demandent en priorité pas l'instauration immédiate de la démocratie, mais au contraire, ils privilégient tout d'abord la restauration de l'autorité de l'État et ses pratiques traditionnelles républicaines qui sont les véritables obstacles devant la démocratie turque. D'une manière globale, il est possible de dire que l'attitude politique de grands partis traditionnels n'est pas convaincante au sujet de l'établissement de la supériorité du pouvoir civil sur le pouvoir militaire. Au lieu de critiquer les pratiques antidémocratiques du régime politique et de revendiquer la supériorité civile sur les forces armées, ils se contentent de rester indifférents et peu déterminés dans la résolution des problèmes importants. En gros, ils ne deviennent jamais la voix du peuple et ne représentent jamais la volonté du peuple qui s'oppose dans certaine limite aux principes fondamentaux de régime politique. A partir de-là, les partis politiques marginaux qui apparaissent dans la vie politique turque comme véritables sauveurs tout en critiquant clairement le régime politique et en mettant en cause la légitimité des principes kémalistes. On peut en citer quelques-uns : le parti islamiste, le parti pro-kurde, les partis extrême-gauche dans certaines limites. La perspective démocratique se désigne en quelque sorte en Turquie par les divers mouvements politiques autres que ceux qui se trouvent dans les deux principales axes politiques (centre de gauche et de droite). Les partis idéologiques marginaux ont davantage de l'influence politique sur la scène politique, lorsque les interventions militaires poussent effectivement les partis du centre d'être les principaux défenseurs de "l'idéologie officielle" tout en les fragilisant auprès du peuple⁷⁶¹.

Les cadres politiques traditionnels de la Turquie et ses bases populaires restreintes et relativement limitées sont tout d'abord conservateurs, légitimistes et opportunistes avant

⁷⁶⁰ Sur la faiblesse de pouvoir politique civil face aux forces armées, Cf. S. E. Finer, "The Man on Horseback : The Rôle of Military in Politics", op. cit., p.104.

⁷⁶¹ Taha Akyol, "Parcali Siyaset", in Milliyet, 22 mars 1999.

d'être démocrates et libéralistes. Les relations politiques entre les partis politiques et ses électeurs sont basées sur le phénomène du clientélisme de parti. Les partis traditionnels du centre n'ont plus confiance en eux-mêmes afin de bien faire face aux pratiques antidémocratiques des forces armées. Ils n'ont plus d'influence politique importante sur leurs bases populaires pour pouvoir avancer les choses. Or, leurs initiatives politiques restent relativement restreintes, ils se trouvent en quelque sorte dans l'impossibilité de créer de nouveaux dynamismes politiques et de faire de nouvelle entreprise politique. En gros, les forces politiques civiles ne parviennent pas à s'imposer solidement dans la vie politique contre le pouvoir militaire et à faire avancer les choses selon la demande populaire tout en étant assez fortes dans ses démarches politiques. Il s'agit ici d'une analyse de caractéristiques systémiques au sein du système politique comme l'une des causes importantes de l'intervention politique des forces armées⁷⁶². La question est de savoir si la capacité du système politique peut conditionner son efficacité et sa détermination dans l'empêchement des interventions militaires au sein de la sphère politique. Autrement dit, est-il possible de contrecarrer l'influence militaire dans le système politique en privilégiant en effet les capacités du système politique ?

Le système démocratique peut être le seul remède de la société turque en crise. De ce fait, la restructuration de la vie politique turque selon les principes démocratiques s'avère certainement la seule issue pour une société en crise politique chronique. Ceci étant dit, la remise en question de fondement du régime kémaliste et de son histoire politique par la société politique devrait être solidement soutenue par les formations politiques dans le but de bâtir les principes fondamentaux de la démocratie. En d'autres termes, la création d'un nouveau régime politique républicain étant essentiellement fondée sur une nouvelle base de légitimité et sur les principes démocratiques, demeure de plus en plus indispensable pour la fin des crises politiques perpétuelles en Turquie.

Les forces militaires s'estimant au centre de pouvoir politique grâce à l'utilisation de l'un des arguments clefs, à titre d'exemple " l'indivisibilité territoriale et nationale, et l'établissement de l'unité nationale ", essaient en réalité d'hypothéquer le dynamisme vital de la société politique elle-même. L'idée fixe de " l'indivisibilité territoriale et nationale " et " l'unité nationale " constitue essentiellement l'obstacle majeur dans l'instauration automatique de l'unité nationale par la société elle-même et aussi dans la définition saine de ce phénomène par la société. Lorsqu'on essaie de voir l'origine du problème de crise politique chronique au sein du système politique turc par une perspective assez large et étendue dans le temps, il est facile de constater que les élites militaro-bureaucratiques sont

⁷⁶² Pour une analyse approfondie sur les caractéristiques socioculturelles d'une société politique sous-développée comme étant l'une des principales causes de l'apparition d'un régime militaire, Cf. Nursen Mazici, " Türkiye'de Askeri Darbeler ve Sivil Rejime Etkileri ", op. cit., p.51-64.

les principaux défenseurs d'un pouvoir central qui, décide seul les traits du dynamisme social et politique dans le système politique sans pour autant prendre en considération la volonté et tendance populaires⁷⁶³ et qui empêche en quelque sorte la production d'une unité nationale par la société elle-même avec beaucoup d'éléments de la diversité en Turquie. Autrement dit, on ne laisse pas généralement la société politique de produire elle-même son unité nationale selon ses besoins et ses exigences tout en préservant ses diversités socioculturelles.

§3) La légitimation de la présence militaire dans le système politique

Dans cette perspective, il faut nous pencher sur le problème kurde pour pouvoir répondre à la tentative de l'utilisation systématique des symboles mythiques, comme l'unité nationale et l'indivisibilité territoriale, par les forces armées en vue de se légitimer dans le système politique. Pourquoi ne pas promouvoir la mise en place d'un cadre organisationnel permettant une véritable réflexion et un réel dialogue sur la question kurde et plus généralement sur la conception de la citoyenneté en Turquie ? D'une manière générale, les interventions militaires en Turquie sont évidemment inséparables de l'instabilité politique chronique que connaît le pays depuis sa création nationale. Elles apparaissent, autrement dit, comme conséquences et expression d'une crise politique prolongée. De ce fait, c'est dans la société globale, dans ses clivages, dans ses conflits et dans ses contradictions qu'il faut chercher les racines du pouvoir militaire et sa légitimation, de même que l'insertion des forces armées dans le système politique et social rend compte des mécanismes et des modalités institutionnelles de l'hégémonie martiale. L'armée turque est le seul groupe social qui intervient de manière extra-constitutionnelle dans la vie politique et détient plus ou moins une sorte d'un droit de veto permanent sur les procédures décisionnelles. De ce fait, il est possible de prétendre que le divorce est complet entre le système institutionnel formel et le système de pouvoir. Dans ce cas-là, l'État moderne de ce type se caractérise à la fois par la domination militaire et par l'absence de consensus au sein de la société. Comme nous l'avons déjà souligné en détail plus haut, l'instabilité politique et la crise chronique du système politique proviennent de la distorsion entre la croissance de la participation et le bas niveau d'organisation politique. La faiblesse des associations démocratiques, voire l'inaptitude à s'associer ensemble qu'éprouverait la société concernée, serait à l'origine de son incapacité à absorber de nouveaux groupes participants. On peut supposer, à titre d'exemple, que l'élargissement brusque de la société politique vers la diversité culturelle et ethnique a eu

⁷⁶³ Pour la réaction traditionnelle de l'appareil militaire au processus de démocratisation et de libéralisation de pouvoir politique civil dans la Turquie contemporaine, Cf. Kurtulus Kayali, " Ordu ve Siyaset : 27 Mayıs-12 Mart ", op. cit., p.199-208.

pour conséquence l'expression des aspirations nouvelles et des impatiences populaires par des formations remettant en cause l'ensemble du régime politique. Autrement dit, la mobilisation politique accélérée aurait pu faire peser sur le statu quo socio-politique comme une menace perturbatrice. En dernier lieu, l'action du pouvoir militaire tend donc à empêcher l'émancipation de la société politique et la prépondérance durable d'un secteur politique sur les autres sous le prétexte de préserver l'unité nationale et l'indivisibilité territoriale. Mais, en bloquant la libéralisation de la société politique, en anéantissant complètement les moteurs de l'évolution et du progrès et en favorisant finalement les déséquilibres socio-politiques, les interventions stabilisatrices prolongent davantage la crise globale du système politique et reproduisent ainsi l'instabilité politique. Il convient ici de citer les propos défendus par Ahmet Altan dans un journal turc à propos d'être démocrate au sujet du problème kurde : " Etre démocrate, c'est avant tout écouter les revendications des Kurdes, des revendications qui auraient été les nôtres si nous avions vécu dans une république de *Kurdie*. Cela vaut-il la peine de verser tant de sang pour que ceux que nous considérons comme assimilés ne puissent avoir accès à ce qui nous est naturel ? Cela vaut-il la peine de conduire le pays au bord du gouffre pour cela ? Si vous pensez que celle ne vaut pas la peine, vous êtes démocrates "764.

A l'heure actuelle, une sorte de pourrissement du régime politique en train de se produire en Turquie. La prolifération des " maffias " est devenue l'un des graves problèmes de l'État, puisque le secteur " non-enregistré " crée bien évidemment sa propre " police " et sa propre " justice " et infiltre les partis politiques classiques. Le système juridique commence à s'effondrer ; la police qui a tendance à s'autonomiser, est de plus en plus corrompue et empêtrée dans de sales affaires ; la vie politique est périodiquement secouée par des " scandales " et affaires de corruption, qui minent la crédibilité des partis traditionnels et déstabilisent ainsi l'État. Tout cela commence d'ailleurs à échapper au contrôle de l'État central, qui avait initialement fermé les yeux sur ce processus, ayant lui-même eu recours aux services des " forces spéciales " issues du mouvement fascisant (les loups-gris), pour organiser la dimension " illégale " de la lutte contre l'extrême-gauche dans les années 70 et de la lutte contre le nationalisme kurde dans les années 80 et 90. L'Organisation similaire à la *Gladio*, fondée par la CIA dans les pays membres de l'OTAN pour lutter efficacement contre les communistes et les mouvements de gauche.

Les militaires se sentent au premier degré concernés par le problème kurde et sont extrêmement attentifs sur le sort de ce problème. Le Conseil national de sécurité est en majorité composé de militaires constitue la clef de voûte de l'État en la matière. La thèse

⁷⁶⁴ Ahmet Altan, " Atatürk ", in Milliyet, 17 avril 1995.

de l'armée sur le problème kurde est bien connue : il n'y a pas en Turquie de problème kurde, mais un problème du Sud-Est anatolien. Soulèvement et troubles sont consécutifs à l'État de misère, de pénurie, d'ignorance dans lequel le Sud-Est anatolien a été abandonné. Les remèdes ne peuvent être qu'économiques. Ils seront mis en œuvre dès que les troubles seront apaisés. D'après toujours les estimations militaires en la matière, la prise de décision immédiate des mesures économiques est en quelque sorte nécessaire et importante afin de résoudre le problème sans pour autant s'incliner devant les attaques terroristes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). La résolution du problème kurde passe inévitablement par l'écrasement de la force militaire du PKK et par la fermeté contre les mouvements de guérilleros kurdes.

Dans une interview accordée à *Hurriyet* (le journal turc), le Président de la République actuel, Süleyman Demirel, privilégiait exclusivement l'opinion militaire pour en finir avec le problème kurde. A une question suivante du journaliste : " les Kurdes ne demandent en priorité que l'identité kurde leur soit reconnue. En leur accordant ce droit n'enlèverait-on pas au PKK un de ses meilleurs arguments ? " M. Demirel répondait ainsi : " Une fois cette reconnaissance accordée, fort de son succès, le PKK demandera autre chose et, pourquoi pas, un territoire sur lequel il bâtirait un Etat indépendant "765. Dans une déclaration au quotidien *Milliyet*, le 19 février, le président Süleyman Demirel a récusé toute ouverture et affirmé qu'il n'était pas question d'accorder aux Kurdes le droit d'avoir des écoles ou des médias dans leur langue, car cela conduirait à la " partition du pays "766. En réalité, c'est bien sous la présidence de M. Özal, en 1990, qu'un vrai débat sur le problème kurde a été engagé en Turquie. Celui-ci n'a pas hésité à bouleverser dans certaines limites les politiques traditionnelles de la République turque sur plusieurs domaines étant auparavant classés intouchables et sacrés. Les points de vue libéraux sur le problème kurde se diversifient largement de ceux des militaires. On estime grosso modo que ce n'est pas en se battant qu'on résoudra le grave problème kurde. On préconise un certain nombre de mesures à prendre immédiatement afin de faire baisser la tension et d'établir les conditions d'un dialogue immédiat : proclamation d'une amnistie générale, suppression de l'État de siège dans le Sud-Est anatolien.

Pour ce qui concerne le dossier kurde, retenons ce qu'en disait M. Özal, ancien président de la République, qui, lui aussi - peut-être pas aussi radicalement que les autres, souhaitait introduire certains changements dans le régime politique turc se référant volontiers à l'organisation que l'Empire ottoman avait su créer et qui avait permis pendant des siècles, à des populations ethniquement et religieusement diversifiées de vivre

⁷⁶⁵ Hurriyet, 24 novembre 1993.

⁷⁶⁶ Kendal Nezan, " L'injustice faite aux Kurdes ", in *Le Monde Diplomatique*, mars 1999, p.32.

ensemble sans heurt sur le territoire anatolien. Peut-être se demandait-il s'il ne fallait pas chercher dans le même sens et envisager quelques entorses à l'État unitaire, fortement centralisé, inscrit depuis plus de soixante-quinze ans, dans les constitutions successives qui ont pris comme cible l'idéologie kémaliste ? M. Özal disait souvent : " Aujourd'hui, en Turquie, il n'y a que la gauche pour soutenir le conservatisme, le statu quo. Les libéraux comme moi, répétait-il, sont les seuls à regarder vers l'avenir, vers le développement humain et économique du pays, vers le progrès ". En gros, le problème kurde comporte de multiples aspects, chacun couvrant un domaine spécifique et revêtant une importance majeure. Ainsi, en est-il, à titre d'exemple, des rapports des militaires avec le pouvoir politique civil, rapports longuement traités et débattus aussi bien dans la presse et l'opinion publique que parmi les scientifiques⁷⁶⁷.

Si nous nous interrogeons sur l'utilisation du problème kurde par l'armée turque en tant qu'argument solide afin de légitimer ses interventions dans la vie politique, nous nous rendons compte de la détermination militaire dans la sphère politique tout en restant dans les limites de l'idéologie kémaliste. Etant donné que les forces armées s'estiment à chaque reprise comme uniques garants de la République kémaliste, la fermeté militaire à l'encontre du problème kurde est d'autant plus intensive et impitoyable. Il suffit de s'attarder un petit moment sur les premières déclarations militaires faites suite à leurs interventions dans la vie politique pour bien comprendre l'attribution excessive d'importance à l'indivisibilité territoriale et au problème kurde. A chaque occasion, on n'hésite pas à répéter l'attachement complet aux principes kémalistes et ses acquis. Selon la doctrine officielle turque, l'appartenance à l'histoire, à la civilisation et à la vie civique, donc à la citoyenneté, passait par l'adhésion individuelle à la turcité. La doctrine n'admettait nul autre groupe que les Turcs en Turquie, historique, actuelle et future. La création de l'État kémaliste prend son origine d'une idéologie exclusivement nationaliste. La naissance de la Nation comme fondement de l'État moderne est un phénomène étroitement lié au mouvement kémaliste. Les dirigeants politiques kémalistes considèrent vite que l'organisation de la société turque en Etat-nation est une nécessité de l'époque. Le nationalisme qui est l'un des six principes kémalistes, devient l'assise politique et idéologique du pouvoir. On forge une idéologie nationaliste dans le but de transformer le peuple en nation et l'individu en citoyen. C'est dans le contexte où le pouvoir a besoin d'être reconnu comme légitime et d'obtenir un accord collectif sur les nouvelles institutions socio-politiques créées de haut en bas par les kémalistes, qu'intervient l'idéologie nationaliste. En gros, en donnant une image gratifiante des valeurs qu'elle propose, l'idéologie officielle nationaliste fonctionne aussi bien comme moyen d'inculcation de l'identité nationale et sociale que comme moyen d'intégration des

⁷⁶⁷ Cf. " Ordu, Sivil Toplum ve Siyaset ", in Radikal, 6 Septembre 1999.

individus dans le système établi. Dans cette circonstance précise, “ la réinvention historique accordait aux Kurdes de la Turquie l'égalité avec les Turcs, à la condition qu'ils acceptent de s'inscrire dans la turcité ”⁷⁶⁸. Les Kurdes, on les retrouve dans tous les secteurs de la société, dans l'armée, parmi les intellectuels, les industriels, les commerçants, tout comme dans les milieux politiques, aux plus hauts niveaux, à condition qu'ils soient Turcs avant tout. Cette vision des choses a été vivement critiquée d'une manière ironique par M. Altan tout en inversant les choses en faveur des Kurdes : “ Aurions-nous accepté de prendre des déclarations comme : “ Citoyens de la république de *Kurdie*, vous êtes tous kurdes. Pourquoi mettez-vous toujours en avant le séparatisme turc. Si vous voulez, vous pouvez même devenir Premier ministre ” comme le signe d'une véritable égalité ? Ou bien aurions-nous exigé avec acharnement la reconnaissance par cet Etat de l'égalité des droits pour notre identité, notre langue, notre culture turque ?⁷⁶⁹

Aujourd'hui toujours, alors que la guérilla kurde commencée en 1984 a fait plus de 31.000 morts en Turquie, l'État refuse de reconnaître les Kurdes comme une minorité, ce qui impliquerait de leur accorder des droits spécifiques. Dans le but de préserver le fondement de l'idéologie officielle kémaliste, les militaires essaient de dénier systématiquement l'existence de la réalité kurde. Aussi jacobin soit-il, le régime politique doit accepter la division de la société en factions. Comme on l'a déjà souligné, l'usage politique de l'islam est, de ce point de vue, significatif. Au prix de protéger l'État-nation contre le danger du problème kurde et du communisme, l'islam et le nationalisme se côtoyaient comme instrument de légitimation et comme moyen solide⁷⁷⁰. L'armée, qui justifiait sa prise de pouvoir en 1980 entre autres par la manifestation des islamistes dans la ville de Konya, s'est résolue à adopter la synthèse dite “ turco-islamique ” avec un retour à la notion de l'*umma* réduite aux frontières étatiques de la Turquie. De ce fait, les généraux putschistes n'ont pas hésité à apporter un soutien substantiel aux *Süleymanci*, courant religieux le plus nationaliste, et à en tirer une légitimation notable⁷⁷¹. En dernier lieu, aujourd'hui, les militaires estiment donc que ce sont les islamistes et le PKK qui sont la “ menace principale ” destinée à démembrer la République kémaliste avec le soutien de “ voisins hostiles ”.

⁷⁶⁸ Hamit Bozarslan, “ La question kurde ”, op. cit., p.82.

⁷⁶⁹ Ahmet Altan, “ Atatürk ”, in Milliyet, 17 avril 1995.

⁷⁷⁰ Hamit Bozarslan, “ La question kurde ”, op. cit., p.88 et Cf. Ugur Mumcu, “ Rabita ”, Tekin Yayinevi, Istanbul, 1994.

⁷⁷¹ Idem., p.88.

§4) La banalisation de l'intervention militaire dans la sphère politique grâce à l'utilisation des moyens coercitifs

Peut-on minimiser les contractions apparentes qui séparent les différentes composantes identitaires de la " nation " turque par l'hypothèque du pouvoir civil au profit du pouvoir militaire ? Est-ce que le système politique du pays peut être une fois pour tout remis en ordre par la simple affirmation de l'institution militaire dans la vie politique turque assurée directement par l'intermédiaire de fonctionnement régulier des institutions de " l'État profond " (Conseil national de sécurité, présidence et justice notamment) ? En un mot, la cohésion sociale et nationale serait-il vraiment possible et réalisable en Turquie par les pratiques politiques imposées selon l'idéologie officielle sans prendre en compte la volonté populaire ?

Avant de commencer de nous interroger sur ces questions cruciales, il nous faudra nous pencher brièvement sur la réalité des sociétés moyen-orientales. " La détention des moyens de la violence légitime ne suffit pas toute seule à caractériser l'État au Moyen-Orient, puisque cet aspect est aussi l'une des composantes principales de l'État démocratique. De ce fait, il nous faut trouver d'autres aspects qui peuvent expliquer l'État du Moyen-Orient. De quelle légitimité, l'État, dote-t-il sa violence au Moyen-Orient ? Quels mécanismes met-il en œuvre pour se légitimer ou s'imposer ? Dans quelle mesure recourt-il effectivement à la violence ?⁷⁷². D'une manière générale, il est possible de dire que la coercition interne semblait alors représenter un moyen de sécurité intérieure suffisant dans l'instauration de la cohésion sociale et nationale. La doctrine officielle formant un cadre rigide autorise ainsi l'État à exercer une plus grande coercition quand il s'agit de l'intégrité nationale et de demande de la reconnaissance nationale. L'État n'hésite pas alors à mettre en œuvre des procédures extralégales afin de s'assurer l'obéissance passive ou active d'une partie de sa population. Or, l'usage des moyens de coercition est sans doute destiné à établir principalement la cohésion et la conformité à un contrat social au sein de la société malgré la volonté d'une partie du peuple. La mise en application complète de la doctrine officielle peut nécessiter d'amener l'État à créer d'autres instruments de légitimation. A ce stade, au cœur du système étatique turc, l'institution prépondérante et dominatrice, forte de huit cent mille hommes et dévoreuse d'un large budget national, l'armée turque s'estimant sans cesse l'unique garante de la doctrine officielle utilise le problème kurde afin de trouver une légitimité confortable dans son interminable guerre contre les Kurdes. D'une manière globale, les Turcs élevés depuis longtemps avec le concept d'un Etat paternaliste qui, d'une part, dicte à ses citoyens une

⁷⁷² Idem., p.146.

façon de penser et d'agir mais, en contrepartie, veille sur eux, facilitent énormément les tâches des militaires dans leurs actions de légitimation.

“ Au fil du temps, l'État parvient à faire admettre son existence territoriale centralisée et à éloigner le “ danger ” kurde tout en usant habilement les moyens de coercition. D'une manière générale, la rentabilité de la coercition se situe pour l'État à plusieurs niveaux. L'appareil étatique de coercition peut être utilisé dans le pays entier et servir de moyen de gestion de l'ensemble de la société et ainsi protéger le régime. Autrement dit, même si la principale cause d'utilisation de ces privilèges est au départ liée au problème kurde, l'État n'hésite pas à élargir son domaine d'intervention dans le pays entier par l'intermédiaire de l'institution militaire. La force de la coercition ne prend pas seulement son importance du fait qu'elle sera capable d'établir l'autorité du centre étatique grâce à sa dimension dissuasive et à sa capacité propre ; mais aussi, elle peut servir de mode de légitimation de l'État auprès de la population dominante ou d'instrument efficace d'assurer cette même population de l'omniprésence de l'autorité étatique. En d'autres termes, l'utilisation d'un problème important comme le problème kurde peut servir à certaines composantes importantes de l'État d'établir la légitimité de leurs actions politiques auprès de la grande partie de la population, même si celles-ci sont complètement exclues d'en pratiquer légalement. En dernier lieu, l'usage de pratique de la coercition peut aboutir à la mobilisation du groupe dominant dans des domaines spécifiques qui ne sont pas forcément liés au problème du départ ”⁷⁷³.

La banalisation de l'intervention militaire dans le domaine politique a été récemment confirmée en Turquie par le mémorandum du 28 février 1997. L'un des succès principaux de cette intervention de l'armée turque dans la vie politique provenait effectivement du fait qu'une sorte de consensus assez élargi s'est rapidement vu développer au sein de la société au sujet de sa banalisation dans le domaine politique. L'armée turque a encore une fois pu nous démontrer que lorsqu'un moindre danger destiné à dénaturer les principes fondamentaux de la République kémaliste, fait son apparition au sein du système politique et que les partis politiques en tant que représentants démocratiques du peuple ne parviennent pas à assurer en gros le principe de laïcité, l'occidentalisation et l'intégrité territoriale et nationale, elle sort automatiquement de sa caserne afin de mettre les choses en ordre tout en restant fidèle aux principes kémalistes et de garantir donc la survie de ceux-ci. Il est évident que la méthode de l'intervention militaire dans le domaine politique a dû énormément changer au fil du temps. On n'intervient plus directement dans la vie politique pour prendre le contrôle du pays. On arrive à présent à constituer facilement la cohésion nationale et à imposer les principes kémalistes grâce au fonctionnement régulier

⁷⁷³ Hamit Bozarslan, “ La question kurde ”, op. cit., p.162.

des institutions de “ l’État profond ”. Cette place privilégiée de l’armée turque occupée dans le domaine politique a été globalement acceptée comme une donnée légale par la grande partie de la classe politique, les organisations civiles démocratiques, les médias et les milieux intellectuels. Ainsi, il n’est pas rare de lire dans la presse que “ même si le système politique s’écroule ”, les institutions émanant du Conseil national de sécurité, Dieu merci, “ restent intactes ”⁷⁷⁴.

La principale préoccupation du mémorandum du 28 février 1997⁷⁷⁵ était en quelque sorte de réviser essentiellement la nouvelle orientation du processus de modernisation en Turquie entamée depuis la création de la République et de déterminer ainsi l’origine de la crise politique perpétuelle. D’après cette nouvelle perspective officielle, une modernisation déraillée complètement de son objectif de départ et un processus de réunification totale à tout prix avec le monde occidental constituent donc les principales causes de la montée du nationalisme kurde et de l’intégrisme religieux que connaît la Turquie. Les éléments fondamentaux ayant un impact négatif direct sur le bon fonctionnement de l’État sont l’existence d’une classe politique complètement populiste, inefficace et indisciplinée et la structure politique déformée et dégénérée. A ce stade, le remède proposé est alors de réunifier les principaux partis politiques de gauches et de droites et de réaliser rapidement les réformes structurelles afin de pouvoir assurer rapidement la stabilité politique et sociale dans le pays.

En un seul mot, la méthode proposée par cette nouvelle approche officielle est tout simplement basée sur l’élargissement du contrôle étatique. Parce que le processus de modernisation ne peut être admis par l’idéologie officielle que quand s’il s’agit de l’existence d’une progression contrôlée et de la création d’une société prévisible et contrôlable. En d’autres termes, l’État doit toujours tenir la société sous son contrôle et mesurer les limites de la progression du pays de façon à ce que le fondement du régime politique ne soit en aucun moment menacé.

§5) La détermination exacte des raisons du blocage du système démocratique

D’une manière générale, il est possible de supposer en effet que chaque composante de la société ne subit pas au même niveau du développement dans le cadre du processus de modernisation. Avant tout, les sociétés se sont divisées en plusieurs entités au niveau

⁷⁷⁴ Hamit Bozarslan, “ Ankara et le défi kurde ”, in *Politique Internationale*, No.84, été 1999, p.283-296.

⁷⁷⁵ Pour une interprétation scientifique sur le mémorandum du 28 février 1997, Cf. Umit Cizre-Sakallioglu, “ Yasam bir ‘surece’ indirgendi ”, in *Milliyet*, 1 mars 1999.

de leurs identités et de leurs localités. Certaines composantes de la société se modernisent plus facilement que le reste de la société tout en perturbant naturellement le processus global de modernisation de la société en entière. Une sorte de la confrontation et de l'incompatibilité apparaît petit à petit parmi les différentes composantes de la société en créant un environnement politique de l'instabilité. Dans les sociétés contemporaines où le processus de modernisation est constamment en place, peu de règlement et peu de contrôle, beaucoup de choix et de possibilités et un environnement politique plus doux et tolérant sont en priorité demandés et défendus. Les démocraties contemporaines ont déjà complètement assimilé cette réalité des choses tout en s'organisant par rapport à cela⁷⁷⁶. Or, les pays comme la Turquie ont l'obligation de mettre immédiatement en œuvre ce nouveau processus de modernisation afin de pouvoir surmonter les problèmes de l'instabilité politique et de l'incertitude constante. En d'autres termes, l'abandon brutal du processus de modernisation ne peut qu'aggraver la situation politique en Turquie, contrairement à ceux qui défendent actuellement la nouvelle approche politique au sujet de la résolution des problèmes chroniques du pays.

D'ailleurs, dans les démocraties occidentales, la politique n'est que grosso modo le processus de mise en fonctionnement d'une décision discutée largement et appropriée en majorité par la société tout en se basant sur le consensus social. En aucun cas, le sujet de la politique ne peut se limiter seulement à la détermination du concept de la menace intérieure et continuellement à la mobilisation de la population. En d'autres termes, on ne peut pas se baser que sur le syndrome de la menace intérieure pour faire de la politique. Le problème qu'on rencontre en Turquie est justement né de la méthode à appliquer pour la définition des éléments de la menace : comment et qui doit déterminer ces éléments ? En se référant à cette réalité, on peut donc dire que le problème majeur de la Turquie est directement lié à la démocratisation de la méthode de constitution d'un consensus public. Le pourrissement du milieu politique, la révélation des relations étroites entre les agents de l'État et la mafia et la multiplication des actes antidémocratiques ne proviennent pas de manque du contrôle, mais plutôt de contrôle excessif de l'État sur la société et de sa méthode de la mise en fonctionnement⁷⁷⁷. D'ailleurs, les crises politiques qui découlent de ce mode de fonctionnement sont utilisées pour légitimer la suprématie de "l'État profond" dans l'espace politique et dans la société. De ce fait, l'encouragement de ce genre des pratiques politiques antidémocratiques constitue l'origine même des problèmes majeurs du pays.

⁷⁷⁶ Pour une analyse complète sur les caractéristiques politiques, sociales et économiques des régimes démocratiques pluralistes, Cf. Nursen Mazici, "Turkiye'de Askeri Darbeler ve Sivil Rejime Etkileri", op. cit., p.21-48.

⁷⁷⁷ Pour une connaissance complète sur les relations dangereuses entre les agents de l'État et la mafia, Cf. Kendal Nezan, "La Turquie, plaque tournante du trafic de drogue", in *Le Monde Diplomatique*, juillet 1998 ; Martin A. Lee, "Les liaisons dangereuses de la police turque", in *Le Monde Diplomatique*, mars 1997.

De ce fait, il n'est pas erroné de prétendre que la solution proposée par les composantes de "l'État profond" dans le cadre de la réunification de diverses ailes politiques sous un toit politique réduit, ne peut être que provisoire et incomplète. Puisque la principale raison du blocage du système politique n'est pas forcément due au morcellement excessif des partis politiques, mais plutôt, au manque d'une base idéologique solide et cohérente de ces partis politiques. En d'autres termes, ils n'ont pas vraiment une idéologie politique fondamentale et fiable qui leur permettrait de marquer leur différence identitaire et politique l'un contre l'autre. L'absence d'une base idéologique solide et typique à chaque parti politique constitue donc l'origine même du problème. La déformité du système idéologique des partis politiques est plus ou moins le résultat d'une conception restrictive de l'État qui favorise indéniablement le renforcement du pouvoir étatique au détriment des droits institutionnels de ces partis⁷⁷⁸.

Faute de l'existence des principes constructifs d'une idéologie politique fiable et solide des partis en Turquie, le morcellement de la vie politique est devenu inévitable. De plus, il est pratiquement impossible de discuter librement et de mettre en œuvre une politique cohérente en l'absence de l'existence d'un environnement politique ouvert, sans crainte. L'apparition des principes constitutifs d'une idéologie solide nécessite forcément l'existence d'un milieu politique idéal et libre.

Si nous essayons de faire une analyse politique sans prendre en compte ces réalités politiques dans l'objectif de trouver une solution durable au problème du blocage du système politique, nous nous retrouverons sans doute dans une impasse politique. Autrement dit, la mise en œuvre des mesures urgentes et peu étudiées ne peut être qu'incomplète, tant que l'origine même du problème n'est pas vraiment visée. Supposons qu'une simple opération politique destinée à réunifier les grands partis sous deux principaux axes politiques ait été mise en place par les directives de principales composantes de "l'État profond". Cela veut dire que le PMP de M. Yılmaz, le PJV de Mme Ciller en tant que deux principaux partis politiques de l'aile droite libérale et le PRP de M. Oymen, le PGD de M. Ecevit en tant que deux grands partis politiques de l'aile gauche démocratique, se réunissent entre eux sous l'imposition de directive de "l'État profond". Etant tout simplement basé sur les anciennes expériences politiques des années précédentes, il ne serait pas très difficile de prévoir l'avenir politique du pays : l'éclatement des partis politiques en plusieurs différentes entités politiques. Ceci étant dit, l'imposition de la réunification des partis politiques ne peut être que précaire. Ou encore, l'interdiction perpétuelle des partis politiques pro-kurde et islamique n'aboutirait jamais à éliminer complètement ces composantes déterminantes de la vie politique. En gros, les

⁷⁷⁸ Cf. Tosun Tanju, "Merkez Sag ve Solda Parçalanma", Boyut Kitaplari, Istanbul, 1999.

mesures préconisées et imposées par les principales composantes de “ l’État profond ” ne peuvent qu’ajourner les graves problèmes du pays sans être vraiment constructives et fondamentales. De ce fait, Martin van Bruinessen préconise fortement à l’État turc d’effectuer plutôt possible des progrès concrets dans le processus de démocratisation tout en reconnaissant le pluralisme culturel et politique : “ Comme beaucoup d’autres États contemporains, la Turquie peut découvrir que ses intérêts à long terme seront mieux servis si elle adopte de nouvelles formes de pluralisme culturel et politique ”⁷⁷⁹.

Dans l’évolution de la vie politique, il est possible de constater que les acteurs politiques turcs se sentent en quelque sorte obligés de prendre une attitude politique nette et claire au sujet des relations entre l’État et la mafia, la politique et la religion et l’armée et la politique etc.. En effet, la polarisation de la vie politique d’une part et le processus d’apparition des véritables composantes de l’État au sein de la vie politiques en tant que nouvelles entités politiques dominantes d’autre part, ont entraîné la netteté des comportements politiques de chaque parti politique face aux problèmes délicats du pays. De ce fait, on peut citer ce nouveau phénomène comme révélateur d’un effet positif sur les partis politiques dans la définition de leur position exacte dans la sphère politique.

D’une certaine manière, la réconciliation entre le peuple et la classe politique ne peut être réalisable que si on parvient à écarter une fois pour tout de la vie politique “ le syndrome de Sèvre ” et à constituer la véritable volonté politique qui serait capable de gérer les problèmes vitaux avec la participation du peuple et sans se focaliser sur les directives antidémocratiques des principales composantes de “ l’État profond ”. En d’autres termes, la réunification des partis politiques avec le peuple ne peut être possible que s’ils soient à la hauteur de surmonter les problèmes essentiels par leur propre volonté politique tout en étant libérés de l’orientation imposée par des directives antidémocratiques des composantes de “ l’État profond ” et de recréer une atmosphère politique favorable destinée à regagner la confiance populaire. Selon Kurkcu : “ La société civile turque n’est pas actuellement au stade hégélien où les forces sociales mènent le combat jusqu’à l’objectif final, mais bien au contraire, elle est aujourd’hui une sphère contrôlée où les groupes sociaux se trouvent en accord avec les exigences des priorités de l’État ”⁷⁸⁰.

L’enjeu politique porte sur le rôle de l’armée elle-même dans son rapport aux institutions civiles. Avant d’entrer en détail, il convient de préciser que l’armée, en raison de son rôle dans la construction de l’État et d’une situation quasi-permanente “ d’État de

⁷⁷⁹ Martin van Bruinessen, “ Les Kurdes en Turquie et en Europe : Entre Deux Identités ”, in Christophe Chiclet et Jean-Christophe Ploquin (dir.), “ La Turquie Interpelle L’Europe ”, Confluences Méditerranée, No.23, Automne 1997, Harmattan, p.39-48.

⁷⁸⁰ Ertugrul Kurkcu, “ Une société civile sous contrôle ”, in Christophe Chiclet et Jean-Christophe Ploquin (dir.), “ La Turquie Interpelle L’Europe ”, Confluences Méditerranée, No.23, Automne 1997, Harmattan, p.19-23.

siège⁷⁸¹ constitue toujours l'ultime garant de la survie du pays et fait parfois l'objet d'un consensus dans la société. De ce fait, elle peut aussi peser fortement sur le fonctionnement de la société et de ses institutions civiles. A partir du moment où elle se retrouve en difficulté majeure au niveau de sa légitimité dans le système politique, il est nécessaire pour elle de se baser directement sur d'autres sources de légitimité afin d'assurer sa présence dans le domaine politique. L'armée n'est donc pas la source du pouvoir, mais à tout le moins une ressource importante de légitimité. La question kurde et la montée progressive des islamistes dans la vie politique ont effectivement permis à l'armée de constituer sa propre légitimité dans le système politique tout en perturbant le principe de la supériorité civile sur le pouvoir militaire. On peut en effet mesurer comment l'instabilité politique interne met en cause la capacité des régimes civils en faveur du pouvoir militaire.

Sur le plan général, le problème kurde a entraîné dans sa totalité une sorte de renforcement de la légitimité de l'institution militaire turque dans le système politique tout au long des années. De ce point de vue, il convient de préciser que l'analyse du problème de la fragilité du pouvoir politique civil n'est pas uniquement liée au fait que l'armée puisse profiter de la situation de l'instabilité politique afin de renforcer sa légitimité politique. Il faut aussi s'interroger sur le dysfonctionnement des institutions civiles et sur la faiblesse du pouvoir civil dans la gestion du pays et face à une crise politique. A ce stade, la question suivante se pose de cette manière : est-ce que l'intervention de l'armée dans le domaine politique est-elle une cause ou bien un résultat de dysfonctionnement du pouvoir civil dans le système politique ? L'armée s'impose souvent dans la vie politique turque afin de protéger les principes fondamentaux du kémalisme, parce que le pouvoir politique civil n'est pas à la hauteur de surmonter les graves problèmes ; ou bien elle intervient dans le domaine politique en abusant de sa force politique due à sa mission historique afin de ne pas perdre sa position prépondérante dans le système politique, bien que le pouvoir politique civil soit capable d'affronter les problèmes graves. Il est difficile de répondre à ces questions avec l'exactitude. Certes, aucune raison préalable ne peut légitimer l'intervention militaire dans la vie politique. Une supériorité politique acquise au fil du temps par une institution, quel que soit son caractère politique, ne s'abandonne pas facilement par elle-même, si l'on ne l'obtient pas. De ce fait, la maturité du pouvoir politique civil est tellement important dans la possession d'une supériorité politique. Le blocage perpétuel du système politique turc et l'inaptitude du pouvoir politique civil face aux problèmes importants ont aussi joué un rôle déterminant dans l'intervention militaire au sien de la vie politique. Dans l'esprit des généraux turcs, l'intervention des forces

⁷⁸¹ Pour avoir plus de détail sur les états de siège en Turquie depuis la création de nouvelle République, Cf. Zafer Uskul, "Siyaset ve Asker : Cumhuriyet Doneminde Sikiyonetim Uygulamalari", AFA Yayinlari, Istanbul, 1989.

civiles dans les affaires politiques ne devait pas nécessairement impliquer un renoncement de l'armée à sa puissance et à son influence, en faveur des détenteurs du pouvoir économique ou politique. Autrement dit, l'utilisation des forces civiles contre le danger de l'islamisme révélateur soutenue et défendue récemment par l'appareil militaire, ne devrait en aucun cas remettre en cause la position stratégique militaire dans le système politique. M. Kurkcu définit cette situation politique ainsi : " Ce qui a été mis en avant (la tentative civile de promouvoir la démocratie), ce n'est pas le fait que l'armée ait été garante de l'élément civique, mais plutôt son rôle en tant que protectrice de la République séculière non pas à travers le soutien de la protestation populaire, mais par l'appui apporté à chacun des pas effectués par l'élite républicaine sur la voie de la liquidation de l'islamisme "782.

§6) La recomposition des rapports de forces dans le système politique par rapport à la question kurde

Les rapports entre civil et militaire dépendent donc de la structure de l'État et du régime politique et social. Ils s'enracinent souvent dans une histoire liée fortement aux péripéties de la constitution de l'État-nation. Dans cette perspective, il est possible de dire que le problème kurde a été toujours désigné par le régime kémaliste comme un danger primordial pour la survie de la république en raison de son caractère nationaliste qui met systématiquement en cause la légitimité du principe de l'État-nation. Lors de la création d'un nouvel État-nation, les diverses revendications nationalistes sont accueillies avec beaucoup de fermeté et de détermination par les responsables politiques de nouvel État-appareil. Celui-ci n'hésite pas à nier l'existence même d'une société civile et se refuse systématiquement à une réelle institutionnalisation de la politique. De ce fait, la reconnaissance d'une autre entité politique comme légitime par le régime politique a dû mal à se faire jour. La difficulté du problème kurde provient donc de la définition de notion de l'État-nation qui va jusqu'à l'époque de Mustapha Kemal. Sur ce point, il convient de souligner cette réalité controversée de l'histoire politique turque : " Ce qui est plus important c'est que ce n'est pas la Nation qui légitime l'État, c'est l'État qui légitime et fait être la Nation. Dans ce sens, ce qui se forme n'est pas un État-nation mais une nation d'État "783.

Les forces armées deviennent vite comme référence nationale. Au fil du temps, on a pu constater progressivement la possession du pouvoir politique par la haute main des militaires sur les affaires civiles et judiciaires. A nos jours, les généraux turcs sont

⁷⁸² Ertugrul Kurkcu, " Une société civile sous contrôle ", in Christophe Chiclet et Jean-Christophe Ploquin (dir.), " La Turquie Interpelle L'Europe ", Confluences Méditerranée, No.23, Automne 1997, Harmattan, p.19-23.

⁷⁸³ Cengiz Aktar et Ahmet Insel, " La Traditionalité Ottomane et la Modernité Turque ", in O. Cengiz Aktar, " L'Occidentalisation de la Turquie : Essai Critique ", op. cit., p.170-171.

complètement devenus les maîtres du contrôle à distance du pouvoir politique tout en s'installant directement dans le système politique grâce à la Constitution de 1982. Le Conseil national de sécurité lui permet de demeurer toujours dans le système politique une instance d'orientation de la politique gouvernementale dont l'approbation est recherchée par le pouvoir civil avant toute réforme d'envergure et dont les avis sont nécessairement d'effet. Ceci étant dit, la position prépondérante de l'institution militaire turque dans le système politique lui rend extrêmement forte vis-à-vis du pouvoir politique civil et exigeante à l'encontre de certains sujets délicats dont le problème kurde.

L'armée est le plus ardent défenseur d'une vision centralisatrice et vigoureusement unitaire de la Turquie. Particulièrement attaché à préserver au Conseil national de sécurité le statut que lui confère la Constitution, le chef d'État-major occupe le second rang après le Premier ministre au sein de l'exécutif. Selon plusieurs personnalités importantes du régime en place, le problème kurde est plus ou moins perçu ainsi : les gens d'ascendance kurde jouissent librement de leurs droits constitutionnels et de celui d'obtenir les postes les plus élevés dans la hiérarchie de l'État. Il n'y a pas de problème kurde en Turquie, mais le problème du Sud-Est. Le sous-développement de la région concernée constitue l'origine même du problème, sinon, les gens qui y habitent, sont partie intégrante de la nation turque. Après avoir cité les grandes lignes des affirmations des personnages militaires concernant la question kurde, nous pouvons facilement imaginer la lourdeur du problème kurde dans le système politique. L'État-major est directement chargé de mener la lutte anti-guérilla dans le sud-est de la Turquie suite à une violente montée en puissance du PKK dans la région concernée⁷⁸⁴. A tel point que le chef d'État-major s'est vu confier l'autorité suprême dans la conduite de la guerre. Dans cette circonstance, il est évident que le pouvoir civil sera complètement effacé de la scène politique, puisque l'un des problèmes vitaux du pays est totalement confié intégralement au pouvoir militaire. L'inaptitude du pouvoir civil dans la gestion d'un grave problème n'est-elle pas la véritable raison de montée en puissance du pouvoir militaire dans le système politique ? Dans le but de se procurer une irresponsabilité politique dans la résolution du problème kurde, le pouvoir politique n'hésite pas à rendre tous les pouvoirs aux militaires et à approuver obligatoirement les actes antidémocratiques de l'armée dans la région sud-est anatolienne. Il est logique que le pouvoir politique civil reste muet et inefficace face à la violation systématique de ses propres marges de manœuvre par l'institution militaire. Sur ce point délicat, la réponse de Claudia Roth, la Présidente du groupe des Verts au Parlement européen l'automne 1997, à la question posée : " La classe politique turque est-elle aujourd'hui disposée à faire des concessions ? ", était suivante : " Sûrement

⁷⁸⁴ Martin van Bruinessen, " Les Kurdes en Turquie et en Europe : Entre Deux Identités ", in Christophe Chiclet et Jean-Christophe Ploquin (dir.), " La Turquie Interpelle L'Europe ", Confluences Méditerranée, No.23, Automne 1997, Harmattan, p.42-43.

pas. Surtout après le récent regain de popularité de l'armée, notamment dans les milieux de gauche. Au printemps dernier, lors du bras de fer avec les islamistes, j'ai été choquée par le fait que pour beaucoup de journalistes et de gens honnêtes, le militaire était devenu le gardien, le sauveur de la démocratie, de la laïcité. Je n'ai pas compris. C'est au contraire les militaires qui à plusieurs reprises ont conduit à ce conflit qui frôle la guerre civile et qui ont élaboré en 1982 une Constitution antidémocratique...⁷⁸⁵.

Aborder la dimension institutionnelle des relations entre civils et militaires dans un pays comme la Turquie demande donc un minimum de connaissances sur le contexte historique, ainsi qu'une idée générale des mentalités dominantes. Les institutions politiques et leur fonctionnement sont avant tout le reflet de la situation sociale, politique et culturelle. De ce fait, la vision centralisatrice de l'armée turque au sujet de la question kurde prend même sa racine de l'histoire politique turque. La notion de l'intégrité territoriale à tout prix est vite devenue l'une des premières exigences militaires selon l'idéologie officielle. La question kurde a été l'une des principales préoccupations du régime kémaliste depuis la création de la nouvelle République turque. Plusieurs tentatives des révoltes kurdes ont eu lieu tout au long de la période républicaine en posant beaucoup de problèmes au nouveau régime kémaliste à partir des années vingt. De ce fait, les revendications nationalistes quelconques suscitent beaucoup de tension dans le pays à cause des mauvais souvenirs de la période kémaliste.

Dans l'histoire politique turque, il a toujours été le cas politique d'interdire toute opposition organisée qui met en cause la légitimité du régime politique kémaliste. La réponse du régime politique aux revendications kurdes a souvent été brutale, même si celles-ci sont entièrement modérées. De ce fait, il paraît assez difficile, pour le moment, de voir devenir la participation politique comme le principal vecteur de l'opposition kurde. Le régime politique n'hésite pas à recourir à des moyens violents pour éliminer d'éventuelles représentations kurdes. La survie d'un mouvement légal d'opposition kurde est forcément dépendante de ses conduites politiques dans la vie politique. En raison de nature du régime politique kémaliste, il est absolument intolérable de permettre un mouvement politique de critiquer la légitimité du régime politique tout en mettre en cause son origine. Pour qu'une participation politique soit possible, les mouvements kurdes doivent trouver des alliés politiques dans le pays. Or, c'est la seule façon d'être intégré dans le système politique, passe par la constitution d'une alliance politique avec un autre parti politique. Il convient quand même de préciser qu'il y a souvent un décalage entre leurs priorités politiques et celles des autres oppositions. L'alliance d'un mouvement kurde avec une alliée politique ne perdure donc pas souvent très longtemps. De plus, il ne faut pas oublier

⁷⁸⁵ Claudia Roth, "La Turquie interpelle l'idée que l'Europe se fait d'elle-même", in Christophe Chiclet et Jean-Christophe Ploquin (dir.), "La Turquie Interpelle l'Europe", Confluences Méditerranée, No.23, Automne1997, Harmattan, p.66.

que les limites à la liberté d'action imposées aux partis politiques sont fixées par une sorte de "parti d'État" composé de l'establishment et de l'armée, même si le pluralisme politique est en place depuis les années cinquante en Turquie. On n'a pas hésité à interdire plusieurs partis politiques pro-kurdes sous prétexte de la participation de ceux-ci dans les actes terroristes⁷⁸⁶.

Dans cette circonstance, la réussite d'un mouvement kurde d'être représenté dans le système politique turc selon les principes du régime politique kémaliste passe forcément par l'usage des moyens de négociation. Le mouvement kurde doit admettre qu'il ne peut réaliser son programme que par la lutte armée ; l'État doit également admettre son incapacité à en finir avec l'adversaire par des moyens militaires. A la lumière des expériences des années précédentes, on s'est rendu compte que le mode d'action du mouvement kurde ne peut être basé sur le seul moyen de l'utilisation de la lutte armée. Quant au régime politique turc, il est tout à fait clair que l'usage des moyens militaires ne peut exterminer totalement le problème kurde dans sa totalité. En outre, le mouvement kurde a besoin des négociations pour se faire accepter comme représentant légitime de la société kurde, et obtenir la reconnaissance du régime politique. Rien ne suggère pour l'instant que les autorités turques soient prêtes à dévier de leur politique traditionnelle, basée sur une approche militariste du problème kurde. Les revendications nationalistes kurdes ne cessent de croître malgré l'utilisation des moyens coercitifs. Même si l'on parvient à freiner la montée en puissance des mouvements kurdes par l'usage de la force, le problème persiste à exister naturellement, puisque la ressource même du problème n'est pas résolue. En gros, l'utilisation de la force dans la résolution du problème kurde ne peut que le repousser provisoirement dans le temps sans trouver vraiment une solution durable. Ce qui est plus inquiétant c'est que les élites militaro-bureaucratiques ne parviennent toujours pas à concevoir une démocratie à l'occidentale, voulant régler le problème kurde avec des méthodes coercitives.

Dans quelle mesure le régime politique kémaliste a-t-il réussi son pari de devenir véritablement un Etat-nation ? Peut-il trouver une légitimité uniquement dans "la souveraineté nationale" dont il devrait être, en théorie, le produit et le garant ? Dans quelle mesure est-il légitime auprès des populations kurdes ?⁷⁸⁷ Même si l'État parvient à reprendre la situation en main, essentiellement d'un point de vue répressif, la persistance de la lutte armée est l'expression d'un échec politique, et finalement de l'incapacité à instaurer un espace reconnaissant l'existence de la différence ethnique. N'est-il pas

⁷⁸⁶ Bulent Tanor, "Siyasal Tarih (1980-1995)", in Sina Aksin ; Bulent Tanor et Korkut Boratav (dir.), "Turkiye Tarihi 5 : Bugunku Turkiye 1980-1995", op. cit., p.101.

⁷⁸⁷ Hamit, Bozarlan, "La question kurde : Etats et minorités au Moyen-Orient", Presses de Science Po, 1997, p. 278.

nécessaire d'engager dans les tentatives de résolution du problème la mise en place d'un cadre organisationnel permettant une véritable réflexion et un réel dialogue sur la question kurde et plus généralement sur la conception de la citoyenneté ? Jusqu'où peut-on aller dans l'usage des moyens répressifs en tant que seule issue fixée pour but de neutraliser les revendications nationalistes kurdes, alors que l'histoire politique turque nous prouve déjà l'échec de cette méthode ? Est-il logique de persister systématiquement sur les méthodes coercitives dans la résolution du problème kurde, alors que l'ex-chef d'État-major, Ismail Hakki Karadayi lui-même, estime en décembre 1996 que " les militaires ont rempli leurs obligations et continueront à le faire, mais le terrorisme ne sera jamais éradiqué par les seuls moyens militaires "788 ?

L'ensemble de ces facteurs expliquent la mise en avant par l'establishment de la nécessité de " réformes structurelles " dans l'organisation de l'État et de la vie politique. La situation politique devient de plus en plus intenable et incontrôlable face à une instabilité chronique causée par le problème kurde. Compte tenu de l'affaiblissement considérable des partis politiques traditionnels dans la résolution du problème kurde, l'armée, agissant comme le garant des institutions et de l'État, s'est vite substituée aux partis politiques, afin de tenter d'impulser ces réformes tout en s'estimant comme le seul rempart contre la menace dangereuse destinée à remettre en cause la légitimité du régime politique et de son fondement.

Sur le plan général, si l'on essaie de déterminer, selon l'approche militaire, les principales menaces destinées à déstabiliser le régime politique kémaliste, on peut facilement prétendre que les militaires estiment systématiquement les islamistes et le PKK comme la menace principale du régime kémaliste. Le véritable défi des partis politiques traditionnels au sujet de gestion du problème kurde provient du fait qu'ils sont complètement déconnectés de la réalité socio-politique en présence d'une société civile sous contrôle. Dans cette circonstance, une armée de plus en plus présente dans le domaine politique se voit incapable de sortir de l'impasse perpétuelle causée par la persistance de la mauvaise définition des principes kémalistes au nom de la préservation de l'État unitaire et des acquis kémalistes. En essayant de trouver une solution fiable à la question kurde, les militaires se renferment systématiquement dans leur propre raisonnement sur les pratiques kémalistes de l'époque du parti unique tout en négligeant bien évidemment la réalité politique des choses d'aujourd'hui. Ce qui fait que les problèmes vitaux du pays se voient à chaque reprise ajourner à une autre date lointaine.

⁷⁸⁸ Jean-Christophe, Ploquin, " Les Généraux turcs, Maîtres du Contrôle à Distance ", dans *Confluences Méditerranée*, No 29 - Printemps 1999, pp. 73-80.

Depuis la création de la nouvelle république turque, la Turquie traverse une phase très délicate sous la gravité du problème kurde, la poussée considérable de l'intégrisme et la crise économique. Dans ces conditions, une fois encore, se pose la question de la survie du régime civil. Sur les problèmes importants, les forces politiques sont sans cohésion, sans idéologie, marquées par l'opportunisme. Elles n'ont pas été capables de créer de forts liens avec la société. Même si tout le monde est d'accord pour une réforme en profondeur de l'État et du système politique, les partis ne parviennent pas à représenter la voie du peuple et à être les maîtres du jeu politique tout en devenant naturellement la seule source du pouvoir politique. Malgré son aspiration démocratique, la gauche laïque modérée n'est même pas à la hauteur de critiquer sincèrement l'approche militaire et ses pratiques dans la résolution du problème kurde et de l'islamisme⁷⁸⁹. Devant ce vide du pouvoir politique, les militaires continuent à insister sur leur raisonnement et leur méthode. Sur le plan général, les intellectuels et les cadres laïcs se trouvent entièrement dans une impasse dangereuse. D'un côté, ils veulent des réformes et une démocratie propre et saine. De l'autre côté, ils partagent les craintes de l'armée et du Conseil national de sécurité à l'égard du PKK et de l'islamisme. De ce fait, la marge de manœuvre des militaires est assez large dans leur lutte contre le PKK et l'islamisme et ils sont assez confortablement installés dans la vie politique au détriment du pouvoir politique civil.

L'apparition d'une moindre menace au sein de la vie politique, qui risque de dénaturer la République et ses caractéristiques, constitue automatiquement une raison légitime pour l'armée d'intervenir immédiatement dans le domaine politique sans pour autant prendre en considération le principe du maintien de l'armée hors de la politique. Une chose est claire c'est que les cadres et la nature des menaces sont systématiquement déterminés selon les exigences de l'armée et par les militaires. Ce qui fait que l'armée est confortablement dotée d'un pouvoir extraordinaire dans son intervention politique au sein du domaine politique. Selon la conjoncture politique du pays, l'armée n'hésite pas à préparer le terrain politique et social par rapport à ses propres exigences. Les militaires, à l'époque du coup d'État de 1980, ont même usé d'une méthode radicale en adoptant comme idéologie une "synthèse turco-islamiste" qui, espéraient-ils, allaient affaiblir les aspects les plus révolutionnaires du kémalisme. Cette synthèse devrait aussi permettre de gagner les éléments conservateurs de la société et de contrôler facilement le nationalisme kurde. Or, l'armée se voit effectivement dotée d'un pouvoir assez étonnant dans son action politique, puisqu'elle est capable de privilégier une approche politique dans la société, quel que soit son caractère, afin de pouvoir contrôler d'autres éléments politiques qui sont classés dangereux pour le régime politique. M. Cakir présume ainsi la situation politique le début des années quatre-vingt : " Durant cette décennie, la Turquie connaît

⁷⁸⁹ Tosun Tanju, " Merkez Sag ve Solda Parçalanma ", Boyut Kitaplari, Istanbul, 1999, p.342.

une recrudescence systématique de l'islamisme. Certains l'expliqueront par la politique d'islamisation menée par le régime militaire lui-même envers de nombreuses institutions de la société ⁷⁹⁰. En d'autres termes, lors des années quatre-vingt, l'armée ne s'est pas gêné de soutenir les mouvements islamistes dans l'objectif de lutter contre la gauche tout en négligeant le principe du laïcisme, alors qu'elle s'engage aujourd'hui de prendre une position assez ferme et impitoyable contre la montée en puissance de ces mêmes mouvements religieux.

§7) La nécessité de la redéfinition du problème kurde selon les nouvelles données conjoncturelles

Il convient de préciser que les élites militaro-bureaucratiques devront faire face à des problèmes difficilement maîtrisables en Turquie. L'évolution socio-politique du pays entraîne inévitablement une forte demande de démocratisation politique. Les éléments révolutionnaires accroissent leur pression sur le système politique au point de le menacer afin de devenir une entité politique légitime. De-là, une situation que les élites ont eu tendance à gérer en renforçant le caractère répressif du pouvoir. Les agents de " l'État profond " préfèrent un pouvoir stable et autoritaire tout en négligeant le principe de l'État de droit plutôt qu'un véritable pluralisme qui permettrait aux forces politiques non institutionnalisées de faire partie du système politique. Dans cette circonstance, la délicate question kurde constitue la principale préoccupation du régime politique. Les mêmes agents sont à l'heure actuelle les farouches adversaires de toute sorte de concession aux Kurdes tout en étant contre le moindre assouplissement politique dans la résolution du problème. Ainsi, l'armée, dont le rôle politique est institutionnalisé dans le Conseil national de sécurité, n'accepterait pas volontiers d'abandonner ses prérogatives. Or, la solution politique pacifique du problème est loin d'être réelle et imaginable dans cette conjoncture.

Quant au pouvoir politique civil, les partis politiques traditionnels n'ont pas jusqu'à présent démontré la volonté de mettre en place une politique autre que celle de la répression systématique. Il faut même aller plus loin pour bien comprendre le principal défi du système politique turc tout en insistant sur le fait que le pouvoir politique civil n'est même pas à la hauteur de maîtriser ce problème vital, même s'il a la volonté de le résoudre. A notre avis, la défaillance des partis politiques dans le système politique constitue le véritable handicap du régime politique turc. Même si l'on ne peut pas expliquer uniquement l'intervention politique systématique des forces armées par cette

⁷⁹⁰ Rusen Cakir, " Le mouvement islamique entre religion et Etat ", in Christophe Chiclet et Jean-Christophe Ploquin (dir.), " La Turquie Interpelle l'Europe ", Confluences Méditerranée, No.23, Automne1997, Harmattan, p.36.

faiblesse du pouvoir politique civil, il ne serait pas complètement erroné de préciser que ce phénomène est sans doute déterminant dans l'analyse des relations entre le pouvoir civil et l'armée. En un mot, l'institution militaire turque tire parfaitement profit des structures politiques du système qui en sont largement favorables dans l'imposition de sa position institutionnelle.

La solution militaire apportée à la question kurde est révélatrice et difficile à réaliser convenablement le processus de démocratisation en Turquie. La résolution du problème kurde par les moyens pacifiques pourrait seulement ouvrir une voie solide à la démocratisation de la Turquie. Toute sorte de tentative destinée à faire faire de la Turquie un pays occidental démocratique, a besoin de prendre en considération le problème kurde. De ce fait, la volonté turque de faire entièrement partie du monde européen, nécessite incontestablement l'aboutissement du processus de démocratisation et mise en place des principes de l'État de droit tout en restant dans les normes démocratiques légitimes. L'ajournement systématique du problème kurde par les agents de " l'État profond " ne serait pas du tout bénéfique pour le pays et pour les objectifs affichés par l'idéologie kémaliste vers l'occidentalisation. Les conditions strictes des pays européens posées envers l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne sont très claires : la résolution définitive du problème kurde par les moyens pacifiques et l'amélioration du niveau de l'économie. Ceci étant dit, l'éventuelle entrée de la Turquie dans l'Union européenne⁷⁹¹ nécessite donc une remise en cause de l'idéologie officielle qui refuse perpétuellement la reconnaissance des droits minoritaires.

La question kurde constitue sans aucun doute le nœud gordien de l'évolution politique de la Turquie. Elle intervient directement dans la sphère politique par rapport à de diverses solutions qui lui sont apportées, à la fois sur l'environnement international du pays et sur son développement économique et social. La Turquie est effectivement placée dans une zone de turbulence. Elle doit aussi affronter le problème de l'intégrisme religieux. D'une part, elle a des frontières avec l'Iran dans lequel le régime islamiste est en place depuis le renversement du régime du shah. En outre l'influence politique de ce régime est assez présente en Turquie. D'autre part, elle a des problèmes graves avec la Syrie au sujet du partage des eaux de deux fleuves (l'Euphrate et le Tigre) et du problème kurde. On a toujours accusé la Syrie de garder les guérillas du PKK sur son territoire et d'héberger aussi le leader de ce parti kurde. De ce point de vue, il est normal que la Turquie réagisse avec beaucoup d'attention dans la résolution du problème kurde et de l'intégrisme religieux. L'ambition turque de devenir la pierre angulaire du Moyen-Orient

⁷⁹¹ Pour une analyse approfondie sur les relations politiques et économiques entre la Turquie et l'Union européenne, Cf. Didier Cailliau, " L'union douanière entre l'Union européenne et la Turquie et ses perspectives ", Thèse de doctorat : Droit public, Paris 10, 1997.

grâce à sa position géopolitique stratégique, est assez forte et significative dans sa conduite politique⁷⁹². De ce fait, la solution durable et pacifique du problème kurde peut avoir un effet complémentaire sur la réalisation de cet idéal ambitieux. Compte tenu de la conjoncture politique mondiale, la persistance sur l'idée fixe de l'usage de force dans la résolution de la question kurde en tant que seule solution, peut être destructive et nuisible pour l'avenir du pays et sa position sur l'échiquier régional. Depuis la fondation de la République, les politiques menées à l'égard du problème kurde restent inchangées : les revendications nationales et culturelles ont toujours été considérées comme des remises en cause de l'État unitaire et national turc et le refus systématique de l'existence de la réalité kurde a été adopté comme la principale orientation politique du pays.

D'une manière globale, ce refus automatique de la réalité kurde et de la reconnaissance culturelle nous prouve clairement que le concept de l'État-nation turc n'a pas tout à fait atteint son objectif final. La constitution de la conception du nationalisme turc n'est pas complètement achevée. De ce fait, le refus direct de la réalité kurde et la promotion du nationalisme turc dans le système politique deviennent inévitables et répétitifs. Et enfin, l'utilisation des moyens coercitifs restent intacte et praticable dans le but d'assurer la suite du régime politique et de préserver le statu quo.

Dans l'objectif de bien assimiler la politique actuelle du gouvernement turc à l'égard de la question kurde, il serait assez utile de se référer aux idées de M. Eric Rouleau, l'ancien ambassadeur de France à Ankara : “ (la thèse des gouvernements turcs) est remarquable par sa simplicité sinon par son originalité : la question kurde est le fruit d'esprit malveillant ou ignorant ; le seul problème qu'affronte la Turquie est celui du terrorisme, d'ailleurs fomenté, commandité et télécommandé par des Etats inamicaux. Selon les cas et les circonstances, les médias turcs pointent un doigt accusateur en direction de la Syrie, de l'Iran, de l'Arménie, de la Grèce, de Chypre, de la Russie, voire parfois, contre toute logique, des services secrets occidentaux, à qui l'on prête le noir dessein de démembrer la Turquie et l'Irak au bénéfice d'un grand Etat kurde. Le mal ainsi diagnostiqué, le remède proposé est tout aussi simple : seules les forces de l'ordre sont en mesure de rétablir l'ordre ”⁷⁹³. Comme on peut le constater, la Turquie veut se

⁷⁹² Sur les ressources géostratégiques de la Turquie dans le Moyen-Orient en tant qu'une puissance régionale indiscutable, il convient de citer entièrement les idées de Gangloff en la matière : “ La Turquie est un pont entre l'Orient et l'Occident, un pays charnière entre différents continents, cultures et religions. Dotée d'une identité socio-politique peu commune (musulmane mais laïque) et d'une situation géographique unique au monde. Elle est intégrée dans plusieurs sous-systèmes. Méditerranée orientale primordiale de l'équilibre régional. Avec la désintégration de l'URSS et la recombinaison des forces en Asie centrale et au Caucase, l'élément turc devient une donnée obligatoire dans l'élaboration de stratégie dans cette zone ” ; Sylvie Gangloff, “ La Turquie vers de nouveaux horizons ? ”, in *Défense Nationale*, No.11, novembre 1992.

⁷⁹³ Eric, Rouleau, “ La Turquie au Seuil de l'Europe ”, in *Pôles, la revue du Maghreb, de l'Afrique et du Moyen-Orient*, No1, juin 1996, p.139, cité par Hasan Basri Elmas, “ Turquie-Europe : une Relation ambiguë ”, op. cit., p. 220.

focaliser sur ses vieilles méthodes dans la résolution du problème kurde tout en fermant les yeux à la réalité conjoncturelle du monde.

Avant de nous concentrer sur les pratiques antidémocratiques du régime politique dans la gestion du problème kurde, il convient de préciser les principes ordinaires et les modalités banales de fonctionnement d'un système démocratique. Dans tous les cas, un ensemble de principes constitutionnels déterminent les pouvoirs et compétences de chacun des organes impliqués dans la gestion des affaires d'un pays. Ainsi, l'exécutif définit les grandes orientations politiques d'un gouvernement, le Parlement passe des lois, la Cour Suprême juge de la constitutionnalité de ces lois et les organes administratifs de l'État gère les politiques conformément aux lois et directives déterminées par l'État. Ce n'est que lorsqu'un Etat agit dans le respect des lois, des coutumes et de la Constitution que son gouvernement peut être qualifié de gouvernement responsable. La complexité du problème kurde nous oblige à le traiter sous trois angles différents. D'abord sous l'angle de la responsabilité politique, ensuite sous l'angle administratif des pouvoirs et compétences des civils et des militaires, et enfin sous l'angle des relations civiles et militaires.

Est-ce le pouvoir civil est libre dans la détermination de ses propres politiques et dans la résolution d'un grave problème quelconque ? La mise en application d'une pratique politique civile destinée à résoudre un grave problème est-elle déterminée véritablement par le pouvoir civil sans aucun recours à une autre instance politique ? Enfin, le pouvoir politique civil est-il à la hauteur de prendre intégralement en charge ses responsabilités politiques dans la résolution d'un grave problème sans être influencé par le pouvoir militaire ?

Il est vrai que le pouvoir civil est entièrement dépendant du pouvoir militaire dans la résolution d'un grave problème. Les partis politiques ne sont pas capables de mettre en œuvre une politique cohérente et déterminante, lorsqu'il s'agit du problème kurde. L'armée se présente toujours comme l'unique garant du régime politique tout en ignorant les réelles responsabilités du pouvoir civil dans le fonctionnement du système démocratique. Elle se place toujours dans le système politique au-dessus de toutes instances politiques en tant que réel défenseur de l'idéologie officielle et indépendante de toute sorte de souci politique dans ses pratiques politiques. En d'autres termes, la mise en œuvre des pratiques politiques gouvernementales n'est pas du tout indépendante du pouvoir militaire et de ses exigences politiques et le pouvoir civil n'est pas apte d'assumer ses responsabilités politiques dans la résolution du problème kurde. Ainsi, l'ensemble des acteurs politiques et sociaux n'ont jamais eu l'occasion de participer démocratiquement à l'élaboration d'une alternative aux problèmes politiques et institutionnels du pays. En

outre, lorsqu'un blocage institutionnel ou une crise politique importante fait son apparition dans le système politique, ce sont les militaires, se considérant comme seuls détenteurs de légitimité, qui déterminent l'orientation et le contenu de grandes lignes politiques à mettre à jour dans le but d'assurer la survie du régime politique. A titre exemple, lorsque la TUSIAD (l'Association des industriels et hommes d'affaires turcs) avait présenté un volumineux rapport de 180 pages au chef d'État-major, le Général Ismail Hakki Karadayi, sur " les perspectives de démocratisation en Turquie " dans le but d'élever le niveau de la démocratie, la réaction militaire a été violente et accusant tout en rejetant l'intégralité des propositions constructives et promettantes de la TUSIAD⁷⁹⁴.

§8) L'interprétation de la question kurde selon la doctrine officielle

Si nous revenons encore à l'épineux problème de la République turque depuis sa création, au problème kurde, nous nous rendons compte du discours national kémaliste répétitif, qui constitue le point commun de la légitimité de toute socialité. L'État érige donc sa souveraineté territoriale et politique en pièce maîtresse. De ce fait, la Constitution impose toujours le kémalisme comme doctrine nationale et base commune de toutes les formations politiques. Après la réalisation de révolution kémaliste, celle-ci est conçue tout à la fois comme le renversement d'un régime, la monopolisation de la sphère politique, et l'exercice par une élite de la coercition dite révolutionnaire en vue de réaliser son programme politique et social et de protéger les " acquis " de la révolution. De fait, l'institution militaire s'est vue comme seule responsable politique de la révolution kémaliste et ses acquis tout en écartant le pouvoir politique civil de la sphère politique, dès lors qu'il s'agit d'un problème grave qui met en cause la légitimité du régime politique⁷⁹⁵.

D'après l'État kémaliste, l'idéologie officielle du pays est unique ressource de légitimité du régime politique. A l'exception de cette idéologie, tout devrait être ignoré dans les recherches d'une solution politique aux problèmes importants. Les solutions proposées par une instance politique autre que l'idéologie officielle afin de résoudre de graves problèmes et de surmonter une crise politique, ne devraient pas être prises en considération par les dirigeants politiques. Si la persistance sur d'autres solutions autre que celles qui ont été proposées par l'idéologie étatique, est réelle et menaçante, il est fortement recommandé d'utiliser des moyens coercitifs afin de garantir la survie des acquis kémalistes⁷⁹⁶. A ce stade, il convient de classer les moyens coercitifs de l'État en

⁷⁹⁴ Ertugrul Kurkcu, " Une société civile sous contrôle ", in Christophe Chiclet et Jean-Christophe Ploquin (dir.), " La Turquie Interpelle L'Europe ", op. cit., p.22.

⁷⁹⁵ Sur la détermination de graves problèmes qui mettent en cause la légitimité du régime politique, Cf. Mehmet Ali Birand, " Emret Komutanim ", op. cit., p.110.

⁷⁹⁶ Ibid., p.116-123.

deux groupes : les moyens idéologiques coercitifs de l'État et les moyens coercitifs opérationnels. La presse, les télévisions, les syndicats, les institutions éducatives et religieuses et les partis politiques constituent donc la première catégorie des moyens coercitifs. Leur seul but est de faire assimiler l'idéologie officielle au peuple et d'ignorer toute autre solution et l'orientation politique. En un mot, la fixation des idées politiques sur la solution proposée par l'idéologie officielle étatique et le refus systématique de toute autre perspective politique constituent le défi principal du régime politique turc dans sa promotion dans le domaine du processus de démocratisation. Dès lors que les moyens coercitifs idéologiques restent insuffisants et inefficaces au sujet de la protection de l'idéologie officielle, l'utilisation des moyens coercitifs opérationnels devient nécessaire et obligatoire aux yeux des élites militaro-bureaucratiques⁷⁹⁷.

L'institutionnalisation de l'idéologie officielle étatique est ainsi assurée par ces moyens coercitifs antidémocratiques. Ceci constitue en effet le principal obstacle devant le processus de démocratisation du système politique turc. Le blocage du système politique et l'apparition systématique des crises politique et sociale au sein de la vie politique sont dus à la fois à la mise en avant de l'idéologie officielle et à l'absence catégorique de critique de l'idéologie kémaliste dans le système politique turc. De ce fait, l'unique solution dans la résolution de ce genre des problèmes se trouve dans l'initiative scientifique, qui serait à la hauteur de mettre en cause la légitimité du régime politique kémaliste. Dès lors que la science sociale est capable de critiquer les côtés incomplets de l'idéologie officielle étatique afin de la parfaire et de la remettre à jour selon les nouveaux besoins socio-politiques, on peut parler de l'achèvement du processus de démocratisation du système politique turc. En gros, une notion ne peut être scientifique que lorsqu'on peut la remettre en cause sa légitimité et la critiquer librement sans aucune restriction. Ceci dit, l'imposition systématique de l'idéologie kémaliste par les moyens coercitifs comme intouchable et in-critiquable constitue le principal handicap du système politique turc dans son orientation démocratique.

Par rapport aux principes fondamentaux de l'idéologie officielle, les élites militaro-bureaucratiques essaient de bâtir les fondements du régime politique et de légitimer ses pratiques politiques dans le système politique. Il convient ici de signaler au sein du système politique une pratique politique antidémocratique et irréaliste, qui est principalement destinée à faire disparaître les réalités socio-politiques et à ignorer complètement des données scientifiques conjoncturelles du monde. En d'autres termes, on s'efforce de transformer les réalités concrètes de la société par des moyens coercitifs

⁷⁹⁷ Pour une analyse complète sur les moyens coercitifs idéologiques usés par l'appareil militaire dans le but de créer une nouvelle Nation, Cf. Serdar Sen, " Cumhuriyet Kulturunun Olusum Surecinde Bir Ideolojik Aygit Olarak Silahlı Kuvvetler ve Modernizm ", op. cit., p.169-205.

idéologiques et opérationnels pour but de rester dans les limites pré-définies de l'idéologie officielle kémaliste. De ce fait, les pratiques politiques parlementaires ont été souvent usées par l'idéologie kémaliste comme un moyen important de la source de légitimation. Lors de la phase préparatoire de la Constitution en Turquie, on n'hésite pas à détourner une donnée réelle de la société en faveur de l'idéologie officielle étatique afin d'établir la base solide du régime politique. La tentative de bâtir le fondement solide du régime politique officiel au prix de la déformation des données réelles politiques, est le principal défi du système politique. Le fait de mettre systématiquement le principe intouchable et irréprochable : " l'État turc est une entité indivisible et solide avec sa nation et son territoire " dans la Constitution turque, nous démontre clairement le souci grandissant des élites militaro-bureaucratiques devant le danger de l'éclatement de la nation turque malgré l'existence de certaines réalités socioculturelles au sein du pays.

La réalisation de l'impartialité dans le domaine socio-politique nécessite obligatoirement l'existence d'un environnement politique favorable à toute sorte de critique et la remise en cause de la légitimation de l'idéologie officielle⁷⁹⁸. Autrement dit, lorsque la science sociale approuve sans aucune condition les données de l'idéologie officielle étatique comme des vérités absurdes, il n'est pas question de parler de l'impartialité scientifique. De ce fait, l'assurance de l'impartialité scientifique dans le système politique est forcément dépendant de l'environnement politique du pays, qui favorise sans aucune contrainte l'interrogation du régime politique et de l'idéologie officielle kémaliste. La raison principale d'insister beaucoup sur le caractère de l'idéologie officielle provient du fait que le processus de démocratisation du système politique turc est étroitement lié à ce fait. L'analyse du système politique turc reste effectivement incomplète et erronée, si l'on ne prend pas en considération la structure de l'idéologie officielle et sa domination sur le système politique et social.

D'une manière globale, il est tout à fait exact de dire que la remise en cause de l'exactitude de l'idéologie officielle et sa légitimité constitue la voie la plus sûre pour l'analyse complète et cohérente de la société et ses composantes. L'imposition des limites, des restrictions et des interdictions par l'idéologie officielle ne devrait pas empêcher les scientifiques de s'orienter dans le bon chemin afin de trouver le meilleur remède dans la mise en application du processus de démocratisation du système politique turc. L'analyse complète d'une société et de son histoire politique nécessite notamment d'avoir une vision libérale et démocratique et d'un point de vue scientifique pour ne pas se perdre dans l'obscurité trompeuse. L'approbation inconditionnelle des données politiques de

⁷⁹⁸ Sur la définition, le contenu et la perspective de l'idéologie officielle en Turquie, Cf. Ismail Besikci, " Bilim-Resmi Ideoloji-Devlet-Demokrasi ve Kurt Sorunu ", Institut Kurde de Paris, Paris, 1990.

l'idéologie officielle nous amènerait sans doute à la mal appréciation d'une société et de son histoire.

La distance qui sépare les décrets, les discours, les principes et les recommandations morales de ce qui existe réellement, oblige les représentants de l'idéologie officielle kémaliste à assumer un deuxième rôle à côté de celui qui consiste à interdire, à remplacer et à veiller sur le bon fonctionnement des nouvelles mesures. C'est en effet le deuxième rôle qui consiste à créer purement une nouvelle identité nationale par l'intermédiaire des moyens coercitifs idéologiques en niant systématiquement l'existence d'une autre nation dans le pays. L'homogénéisation ethnique par de diverses mesures coercitives ne suffirait certainement pas à faire naître une nation unique. Mais, l'invention d'une unité nationale s'avère particulièrement délicate. Le nouveau régime kémaliste s'efforce à trouver une légitimation solide dans le nationalisme par rapport au modèle d'État-nation, qui serait la première préoccupation de l'idéologie officielle. En un mot, le modèle d'État-nation devient vite aux yeux des élites militaro-bureaucratiques l'unique possibilité dans la réalisation de la continuité des entités territoriales et dans la mise en place du processus d'occidentalisation entamé depuis plus d'un siècle. D'où la résurgence du problème kurde au sien du système politique turc et l'intervention politique perpétuelle des forces armées dans la vie politique sont systématiquement présentes et déterminantes.

La doctrine officielle formant un cadre rigide autorise donc l'État à exercer une plus grande coercition lorsqu'il s'agit des revendications minoritaires. Dans certains cas, l'État n'a pas vraiment l'occasion d'éliminer physiquement la minorité ou de l'assimiler au " corps de la nation " par l'usage simple des moyens coercitifs. A ce stade, la création des instruments de légitimation par l'idéologie officielle fait son apparition au sein du système politique comme d'autres modes de gestion du problème kurde afin d'établir l'intégrité nationale et territoriale. Comme on peut le constater, l'effort de l'État de garantir l'unité nationale et territoriale par la simple utilisation de force reste dans certaine limite insuffisant et précaire. Depuis la création de nouveau régime kémaliste, l'État concentre toujours son attention sur les moyens coercitifs comme l'unique possibilité de l'assurance de l'intégrité territoriale et nationale tout en négligeant d'autres modes de gestion du problème kurde⁷⁹⁹.

N'y a-t-il pas de moindre chance d'intégrer les Kurdes dans le système sans utiliser les moyens coercitions ? N'existe-t-elle pas une différente solution autre que l'usage de force au sujet de la résolution du problème kurde ? D'où provient la fixation des idées de l'utilisation de force comme l'unique possibilité du problème kurde, alors que la question kurde reste toujours actuelle et irrésolue ? A nos jours, l'intégration des kurdes dans le

⁷⁹⁹ Cf. Hamit Bozarslan, " La question kurde ", Paris, La Documentation française, 1993.

système politique semble possible et reconnue officiellement par responsables de “ l’État profond ”. On est en train de discuter même dans la haute sphère étatique la modification de la Constitution, l’abrogation de quelques textes de loi. En tant qu’un signe constructif dans le processus de résolution du problème kurde par les moyens politiques et par la voie de négociation, la dissolution des Cours de sûreté de l’État a été récemment mise au point par le Parlement. Toutes ces mesures constructives vont permettre la légalisation des partis kurdes et la création de sections kurdes au sein des partis turcs sans changement radical du système. Dans les derniers temps, il est possible de constater au sein du système politique une sorte d’adoucissement dans l’environnement politique en faveur des kurdes et de leurs revendications démocratiques. Même s’il est difficile de prévoir dès maintenant l’évolution exacte du problème kurde dans le pays, il n’est pas faux de préciser que les pas décisifs et constructifs au sujet de la résolution du problème kurde ont été déjà entamés dans certains domaines. Cela ne veut pas dire que tout ceci soit suffisant et complet, mais, au moins un début d’un processus forcé selon l’évolution conjoncturelle. En un mot, cela ne suffirait probablement pas à mettre un terme à la contestation minoritaire kurde dans le pays, mais les institutions démocratiques seraient renforcées et le pluralisme politique préservé.

§9) La position insurmontable de l’Europe dans la résolution de la question kurde

Le discours officiel reste toujours favorable à l’adhésion à l’UE, même si, au fil du temps, il y a eu de diverses orientations au sujet des politiques dans le domaine des relations internationales. A tel point qu’on commençait à parler de la remise en question des relations politiques avec l’UE. “ Les Turcs ont alors vraiment compris qu’ils ne faisaient pas vraiment partie de la famille, explique l’écrivain et éditorialiste Ali Sirmen. L’Europe ne joue plus qu’un rôle secondaire pour ceux qui décident la stratégie du pays, désormais décidés à privilégier les rapports avec Washington ”. Malgré ce genre des évolutions politiques dans le pays suite aux dernières élections législatives, le processus de démocratisation du système politique turc en faveur des droits de l’homme reste inévitable et obligatoire sous la pression de l’évolution conjoncturelle dans le monde. En d’autres termes, en dépit du refus systématique de l’UE à propos de la candidature de la Turquie dans son sein, la Turquie reste toujours orientée vers l’Europe tout en étant attentive devant les exigences européennes. En un mot, elle demeure sans aucun doute susceptible et préoccupée face aux conditions principales européennes posées à tous les candidats à l’UE dans l’espoir d’en faire partie un jour.

Depuis le début de la candidature de la Turquie à l’UE, les principaux points sur lesquels le Parlement européen a toujours estimé que la Turquie devrait progresser dans le

sens d'une démocratisation en tant que principale condition à accomplir afin d'approfondir les relations de tous ordres. L'établissement d'une démocratie saine et intégrale, qui respecte tous les droits fondamentaux dans le pays et qui permette donc à la Turquie d'affronter les principaux problèmes du pays. A chaque reprise, les pays européens ont toujours posé les conditions suivantes comme la base essentielle de l'aboutissement du processus de l'intégration de la Turquie dans l'UE : les réformes constitutionnelles, l'abolition ou modification substantielle de certaines lois antidémocratiques (particulièrement l'article 8 de la loi antiterroriste), l'arrêt des violations des droits de l'homme et le traitement non militaire de la question kurde. Les principaux domaines énoncés sont désormais présentés comme une demande d'approfondissement, d'élargissement, d'amélioration et de la normalisation de la démocratie⁸⁰⁰. En effet, les pays européens ont régulièrement insisté sur la nécessité d'une évolution du système politique turc vers des niveaux standards qui permettent la normalisation des relations avec la Turquie et l'intégration à part entière de celle-ci dans l'UE.

Au sujet de la question kurde et du respect des droits de l'homme, l'Europe a toujours été assez sensible et exigeante vis-à-vis de la Turquie et sa candidature dans l'UE. On n'a même pas hésité à utiliser ce privilège et cet atout contre la Turquie afin de l'obliger de faire progrès dans les domaines de la démocratisation. Le refus définitif de la candidature de la Turquie de l'UE aurait été sans doute fatal pour l'Europe qui ne posséderait plus rien à utiliser comme une cause majeure contre la Turquie. Si l'Union européenne peut-être utile au sujet de la résolution du problème kurde particulièrement et de la mise en place d'un système politique démocratique et moderne généralement, ce n'est probablement pas en se contentant d'écarter définitivement la Turquie de l'Europe, mais au contraire en faisant tout ce qui en son pouvoir pour favoriser et aider les solutions politiques à mettre en œuvre. Comme on l'a déjà souligné, l'Union européenne possède, avec ce pays, un précieux partenariat, un allié irremplaçable dans la région tout en étant très bien placée comme acteur principal vis-à-vis de la Turquie. Quant à la Turquie, elle se doit de prouver qu'elle possède la volonté et les ressources pour surmonter ce conflit et ce processus de démocratisation qui a déjà commencé depuis trop longtemps⁸⁰¹.

Il est tout à fait prévisible que le rejet définitif de la candidature de la Turquie par l'UE risque d'ouvrir une ère de dangers dans les relations de deux parties. Les courants anti-occidentaux, les forces nationalistes et autoritaires dont le "parti militaire" constitue désormais la colonne vertébrale se verront vite placés en position de force dans le pays, si cela se produit entre les deux parties. Les domaines qui posent beaucoup de problème

⁸⁰⁰ Cf. Hasan Basri Elmas, "Turquie-Europe : Une relation amiguë", op. cit., p.244-247.

⁸⁰¹ Cengiz Aktar et Ahmet Insel, "L'honneur bafoué des Turcs", in Libération, 18 avril 1999.

entre la Turquie et l'UE sont encore une fois grosso modo suivants : l'importance du problème kurde, l'omniprésence et l'omnipotence de l'armée turque dans le système politique, la nécessité de rassurer le voisinage hellène (y compris au sujet de Chypre) et le déséquilibre macro-économique structurel d'une économie en surchauffe depuis des années. Une telle décision du refus définitif de la Turquie ne favoriserait pas les autoritaristes et les nationalistes de tout bord d'accélérer la dérive autoritaire et la fermeture du pays en l'absence de la "surveillance démocratique" et du poids moral de l'Europe sur eux ? Il est certain que la continuité des relations étroites entre la Turquie et l'UE dans le cadre de l'intégration de la première dans la deuxième, ne suffirait pas à faire de la Turquie un pays démocratique, mais l'UE pourrait sûrement empêcher qu'elle devienne plus autoritaire et plus fermée. L'intérêt européen de préserver de bonnes relations politiques et économiques avec la Turquie est, de ce fait, primordial et indiscutable en raison de son utilité grandissante à long terme.

Du point de vue de la Turquie, l'enjeu politique est aussi énorme que l'Europe dans l'établissement de bonnes relations politiques et économiques avec les pays européens, puisqu'elle avait pris une conduite politique dans ce sens et une orientation décisive tournée vers l'Occident dans les domaines aussi bien économique que politique dès sa création de la République. A nos jours, les intellectuels et les cadres laïques sont cependant dans une impasse. D'un côté, ils veulent des réformes et un système politique démocratique inspiré directement du modèle politique occidental. De l'autre, ils partagent les craintes de l'armée et du Conseil national de sécurité à l'égard de la question kurde et de l'islamisme. De fait, la résolution de ces problèmes importants par des moyens politiques et pacifiques est loin d'être à l'heure actuelle réelle et imaginable dans cette circonstance politique. En dépit de tout cela, la priorité des élites est et reste l'adhésion à l'Union européenne. La création de la République de Turquie, l'État moderne, nationaliste et laïque basée dans une large mesure sur des nouvelles racines et traditions républicaines, reste toujours inachevée et incomplète. L'existence d'une autre Turquie, celle de l'Anatolie profonde, plus religieuse et celle de l'Anatolie multi-ethnique, peut-elle être effacée, alors même que le système politique est en pleine crise ?

En dehors des islamistes en tant que défenseurs des idées extrêmes et révélatrices, les forces politiques sont à l'heure actuelle sans cohésion, sans idéologie, marquées par l'opportunisme. Elles n'ont pas capables de créer de forts liens avec la société, qui est de plus en plus revendicatrice et accusatrice du statu quo et de la doctrine officielle. L'impuissance des forces politiques devant l'expansion des demandes et la revendication de plus de liberté et de participation dans la prise de décision, rend les choses de plus en plus compliquées et difficile à affronter. Tout le monde est d'accord pour une réforme en profondeur de l'État et du système politique, qui permettrait à établir la cohésion et l'unité

sociale et à mettre en œuvre le bon fonctionnement de l'État (l'effacement des liens flagrants entre l'État, le crime organisé et l'extrême droite)⁸⁰² et l'assurance de sécurité intérieure. La garantie de la survie de la République kémaliste est forcément dépendante de la restructuration du système politique turc et de la révision totale des principes archaïques de l'État actuel. De ce fait, la résolution rapide du problème kurde constitue la préoccupation majeure des dirigeants politiques ayant conscients de la gravité de la situation politique. La plupart des responsables politiques admettent enfin que le problème kurde mérite une solution urgente, notamment dans le domaine culturel. Il n'y a plus doute pour les responsables politiques turcs de traiter le problème kurde par rapport à son importance stratégique dans l'échiquier mondial et à sa dimension conjoncturelle⁸⁰³. On commence même à remettre en cause (doute) l'efficacité des moyens coercitifs utilisés depuis très longtemps dans la résolution du problème kurde en s'interrogeant en effet sur des solutions politiques et culturelles. En outre, les tentatives de nombreux kurdes de trouver une place politique légale dans le système politique, ont été en pleine expansion en dépit de divers dés-encouragements politiques de plus en plus dévastateurs et brutaux utilisés par les forces politiques.

Il est certain que la question kurde n'est pas l'unique source de l'instabilité et de violence en Turquie. Ceci est l'une des préoccupations fondamentales de l'État et est aussi à l'origine de la réussite du processus de démocratisation du système politique turc. En tout état de cause, les autorités turques se détermineront, avant tout, en fonction de contraintes structurelles et de stratégie de pouvoir afin de trouver une solution durable à la question kurde. A nos jours, face à ces défis, le système politique turc reste vraisemblablement bloqué dans la mise en place des solutions politiques et pacifiques du problème kurde. En dépit de la nécessité urgente d'une solution politique au problème kurde conformément à l'évolution politique conjoncturelle de nouvel ordre mondial d'une part, et des revendications radicales, populaires et de demandes émergentes de participation des masses dans le processus de prise de décision d'autre part, les forces politiques turques se trouvent véritablement coincées au sujet de la mise en œuvre des solutions politiques nécessaires et durables (les pôles de " droite " et de " gauche " sont divisés en plusieurs formations rivales). En fin de compte, l'inaptitude des forces politiques civiles devant les principaux défis politiques du pays favorise énormément

⁸⁰² Pascal De Gendt, " La mafia infiltre l'État ", in Christophe Chiclet et Jean-Christophe Ploquin (dir.), " La Turquie Interpelle L'Europe ", op. cit., p.49-52.

⁸⁰³ Sur ce point, M. Elmas souligne ainsi l'importance de la Turquie : " Dans ce projet (la mise sur pied d'un ordre de paix européen, d'un partenariat euro-méditerranéen et le développement d'un lien transatlantique plus vaste proposée par la Politique étrangère et de Sécurité commune dans le cadre de l'Union européenne), qui doit mener au rétablissement ou à la préservation de la stabilité dans les régions voisines de l'Europe porteuses de conflits, la Turquie représente un facteur de stabilité qu'il s'agit d'exploiter. C'est pourquoi la constitution d'un " partenariat stratégique avec la Turquie " est devenue l'un des aspects de la mise en place de la politique étrangère et de sécurité commune", Hasan Basri Elmas, " L'union douanière avec l'Union européenne ", in Christophe Chiclet et Jean-Christophe Ploquin (dir.), " La Turquie Interpelle L'Europe ", op. cit., p.25.

l'appareil militaire dans le système politique en lui rendant l'unique remède à divers problèmes importants.

Dans cette circonstance précaire, ce sont les principaux agents de "l'État profond" qui définissent en réalité les grandes orientations de la politique intérieure et extérieure du pays ; indépendamment des élections et des gouvernements civils. On assiste plus ou moins à la neutralisation des forces politiques civiles dans leurs propres domaines politiques. Il s'agit donc ici de la manipulation aberrante d'initiative politique civile en faveur du pouvoir militaire. L'usurpation du pouvoir politique civil par les agents de "l'État profond" sous prétexte de protéger les fondements de la doctrine officielle et les acquis politiques kémalistes, permet dans une large mesure au pouvoir militaire d'établir son orientation du contrôle dans le système politique et de légitimer sa suprématie dans l'espace politique et dans la société. Il convient quand même de préciser que les cadres du maintien des principes kémalistes et de ses acquis sont généralement déterminés par les forces armées turques par rapport aux simples exigences militaires et à leurs intérêts institutionnels. A ce stade, l'interprétation des principes kémalistes reste globalement sous contrôle définitif de l'institution militaire turque, qui devient ainsi l'unique décideur des grandes orientations de la politique intérieure et extérieure du pays.

D'une manière générale, l'armée turque a naturellement besoin des sources d'instabilité dans le pays pour pouvoir s'imposer ouvertement dans la vie politique. Mais, pour ne pas engendrer une polémique inutile, il nous appartient à indiquer que l'armée n'est pas elle-même l'origine directe ou la cause essentielle des problèmes graves en Turquie. Même si elle profite de la situation politique précaire d'instabilité afin de légitimer sa suprématie dans la sphère politique et dans la société, elle n'est pas l'unique cause du débordement et du blocage du système politique. Le problème kurde et l'intégrisme islamiste constituent la base fondamentale d'instabilité sociale et politique dans le pays depuis très longtemps en permettant en même temps au pouvoir militaire de posséder une grande marge de manœuvre politique dans le système politique. C'est ainsi que la question kurde devient comme un moyen du maintien des principes kémalistes sous contrôle du pouvoir militaire.

CONCLUSION

“ Un pouvoir militaire et technocratique, aux visées modernisatrices, peut-il susciter un consensus dans un peuple façonné par les cultures traditionnelles ? Les contestations et tensions induisent-elles des adaptations ou s'expriment-elles seulement dans les nostalgies islamistes ? ”⁸⁰⁴. La situation autoritaire modernisatrice-conservatrice spécialement observable en Turquie depuis sa création nationale correspond à une modalité de “ révolution par le haut ”. Par ailleurs, la situation modernisatrice-conservatrice propre à la Turquie comporte toutefois des caractéristiques plus précises, qui touchent les unes aux conditions socio-historiques de son émergence, les autres au projet de société qui les sous-tend.

Dans ce contexte politique où la vie politique ne repose pas vraiment sur le consensus, la communauté, la légitimité, l'organisation, l'efficacité et la stabilité, il est normal que l'institution la plus organisée et la plus forte devient le principal fondement du régime politique. Si les appareils de l'État ont pour rôle principal de maintenir l'unité nationale, l'intégrité territoriale et la cohésion d'une formation sociale, il n'est pas étonnant d'assister à la politisation de l'appareil militaire au nom de la survie du régime politique et de ses principes. De plus, au niveau le plus global, le projet national modernisateur-conservateur recouvre aussi le dessein de faire entrer le pays concerné dans le groupe des nations industrielles avancées, voire de le hisser au rang de puissance industrielle. Il est presque indispensable de recourir à des moyens coercitifs afin de rendre réalisable l'objectif recherché puisqu'il s'agit d'un pays où la structuration sociale et politique n'est

⁸⁰⁴ Maurice Pierre Martin, “ Etat et société civile en Egypte ”, in *Projet*, No.212, juillet-août 1988, pp.6-16.

pas encore achevée. En d'autres termes, l'État est confronté à des problèmes fondamentaux : assurer le maintien de la stabilité sociale et politique, prévenir toute secousse révolutionnaire de la part des masses, protéger ses principes fondateurs et écarter le danger de l'éclatement national et territorial. Ceci dit, pour synthétiser la même idée, l'État modernisateur-conservateur s'efforce au premier degré de s'opposer à la mobilisation de la "périphérie" contre le "centre" afin de concrétiser l'objectif déterminé et recherché par la doctrine officielle depuis la création de la République kémaliste au nom du processus de démocratisation du système politique.

Il convient aussi de souligner que tous les gouvernements disposent de ressources coercitives, mais aussi de ressources économiques et de ressources idéologiques ou "persuasives" pour asseoir leur pouvoir. Seule la pondération de l'utilisation respective de ces trois ressources diffère selon les cas, parfois très considérablement. A ce stade, la différence idéologique et politique entre les systèmes démocratique et autoritaire se détermine clairement. Etant donné que l'utilisation des moyens coercitifs, c'est-à-dire le recours infiniment plus massif à une violence légitimée, était indispensable en Turquie dans le but de reconstituer la société de haut en bas, le régime kémaliste n'a pas hésité à recourir à l'armée.

Glorifiée de son succès et forte de son rôle décisif dans le processus de changement du régime, l'armée, déjà un pilier du système politique, bénéficie depuis la création de la République turque d'une influence exceptionnelle dans la sphère politique. Aucune grande orientation politique interne et externe n'est adoptée sans l'accord militaire. Lorsque le désaccord est trop net entre les politiques suivies par le gouvernement et celles souhaitées par l'appareil militaire, certains officiers n'hésitent pas à exprimer leur mécontentement en menaçant ouvertement le pouvoir civil. Aussi rapidement que l'armée s'est affirmée comme le ciment du régime politique, sa capacité d'influence politique s'est vue extrêmement favorisée au détriment du pouvoir politique civil. Le rôle prépondérant et paradoxal que joue l'armée dans le paysage politique, est en train de se développer dans le système politique en Turquie. On sait le poids primordial de l'appareil militaire dans l'histoire de l'Empire ottoman et de la Turquie républicaine, et son rôle dans la reconstruction étatique. En un mot, l'institution militaire turque est à présent un acteur de clef de la vie politique.

L'un des effets marquants de la vie politique turque, c'est la constitutionnalisation de la présence militaire dans le système politique grâce au Conseil national de sécurité. La position centrale du Conseil national de sécurité dans le système politique constitue la pierre angulaire des relations civilo-militaires. De ce fait, il est extrêmement important de définir la position exacte des partis politiques turcs vis-à-vis de l'utilité de ce fameux

Conseil national de sécurité afin de bien situer les comportements politiques de ces mêmes partis dans le bon fonctionnement des affaires politiques. Tout en se référant aux événements politiques du passé et du présent, il est possible de dire que les élites politiques civiles ont grosso modo invité les militaires à s'exprimer sur les sujets brûlants dans le cadre de ce Conseil national de sécurité afin de pouvoir alléger leurs responsabilités dans la prise de décision politique. Autrement dit, les partis politiques se trouvent véritablement dans une impasse infranchissable créée par eux-mêmes dans la mesure où l'appareil militaire est toujours présent dans la vie politique tout en exerçant pression sur la sphère politique.

A titre d'exemple, il serait préférable de nous interroger sur les fameuses décisions du CNS (MGK) du 28 février 1997 qui avaient décidé du sort du gouvernement de M. Necmettin Erbakan, contraint de démissionner en juin 1997. C'est ce qu'on a appelé " le processus du 28 février ", en référence à la réunion du CNS du 28 février 1997, l'une des ingérences les plus évidentes de l'armée dans l'arène politique. Ce jour-là, sous l'influence du haut-commandement militaire, le CNS avait désigné l'islam politique comme " le principal danger ", précipitant la chute du gouvernement de coalition constitué par le parti islamiste. C'est ainsi que le Parti de la prospérité (Refah Partisi), se réclamant de l'islam, était interdit en janvier 1998, mais aussitôt remplacée par le Parti de la vertu (Fazilet Partisi). On n'a pas hésité à parler de " coup d'État post-moderne ". Si le CNS devient une instance de plus en plus puissante, où militaires et politiques discutent et décident, il n'empêche pas l'armée de s'exprimer plus ou moins ouvertement et publiquement. Cela est apparu encore, le 8 janvier 1999, quand l'armée affirma qu'elle ne tolérerait pas la formation d'un autre gouvernement islamiste. Ce Conseil, dont les pouvoirs sont définis par la Constitution, se considère comme le gardien de la République, chargé d'écarter les deux menaces jumelles que sont les islamistes et les Kurdes. Il est composé en nombre égal de militaires et de ministres. En un mot, le poids du CNS relègue progressivement au second plan le Parlement, voire le gouvernement.

Dans ces circonstances, l'appareil militaire s'est placé au cœur du système politique sous prétexte de protéger le régime kémaliste contre les menaces islamistes et kurdes. Depuis l'apparition du nouvel Etat kémaliste, les militaires ont été la clef de voûte du régime politique tantôt tout en restant sous contrôle des élites kémalistes qui étaient au pouvoir, tantôt en intervenant directement dans la vie politique lorsque la remise en cause des acquis kémalistes et des principes était à l'ordre du jour. Ceci dit, le pouvoir militaire n'a jamais été totalement absent dans le système politique, même lorsque les élites kémalistes y étaient directement le maître du jeu. Il convient de souligner que l'utilisation des forces armées par le pouvoir kémaliste, le cas échéant, constituait leur principale garantie.

Au fil du temps, l'institution militaire turque s'est dotée de pleins pouvoirs politiques grâce aux coups d'État militaires qui l'ont rendue influente et forte dans le système politique. Il en est résulté qu'une nouvelle Constitution a pu être imposée, en tant que remède miracle, après chaque intervention militaire. C'est ainsi que la présence militaire s'est vue, à chaque reprise, légitimée dans la sphère politique par de nouvelles mesures constitutionnelles, à tel point qu'il n'y a presque aucun contrôle civil sur l'appareil militaire. Celui-ci a des marges de manœuvre assez larges qui lui attribuent un rôle politique prépondérant dans toutes ses pratiques au sein de la sphère politique : il détermine tout seul la nature des menaces stratégiques, maintient les services secrets de l'État sous son strict contrôle et opère directement les désignations de ses cadres de haut niveau. Ainsi l'institution militaire a parfaitement conforté sa position stratégique dans le système politique au détriment du pouvoir civil.

Si nous revenons à présent sur le rôle historique de l'armée depuis l'Empire ottoman jusqu'à la fondation de la République nationale, il est exact de dire que la spécificité des modes d'intervention des élites militaro-bureaucratiques dans le jeu politique national est réelle et indiscutable. La bureaucratie militaire a toujours joué un rôle central au sein de l'Empire ottoman. L'appareil militaire et la bureaucratie formaient les deux piliers principaux de l'État, les fondements sur lesquels reposait la survie d'un Empire hétérogène, traversé de multiples forces centrifuges. Ce sont les courants réformateurs issus des cercles de la haute bureaucratie militaro-administrative qui ont effectivement imposé au système politique traditionnel un processus de "modernisation défensive". C'est dans cette perspective que ces mêmes courants politiques se sont interrogés sur l'idéologie positiviste et laïque occidentale. Influencée largement par ces idées politiques occidentales, la révolution kémaliste a été de part en part une "révolution par le haut", encadrée et dirigée par un parti unique, où les couches issues des forces armées occupaient une position dominante. Cette "révolution par le haut", menée de façon autoritaire, a entraîné la création d'un type d'État fort, d'un système socio-politique que l'on peut qualifier d'étatiste. L'origine des problèmes de la vie démocratique turque se trouve en effet dans le mode de structuration du système politique étatiste. Ce système complexe, hérité du pouvoir "sultanique" remodelé par le régime kémaliste, est un système foncièrement autoritaire. Il repose d'une manière générale sur l'autorité du centre : de la bureaucratie civile et militaire. Dans cette circonstance politique, l'appareil militaire est utilisé comme un instrument de régulation destiné à remettre en ordre d'une façon autoritaire le régime politique.

Le régime politique turc caractérisé avant tout par une large autonomie de l'appareil bureaucratico-militaire vis-à-vis de la société civile, n'a jamais permis à divers acteurs politiques de s'exprimer démocratiquement sous prétexte de préserver l'intégrité

territoriale et nationale et le principe de la laïcité. Dans cette perspective autoritaire, l'armée turque en tant que principal garant de la doctrine officielle kémaliste intervient systématiquement dans la sphère politique afin de limiter l'inaptitude des partis politiques, partis qu'elle juge également incapables d'exercer seuls le pouvoir politique dans son ensemble sans que son contrôle soit directement réel et applicable. Il s'agit ici d'un modèle dans lequel les pratiques politiques du pouvoir en place sont largement contrôlées et déterminées par rapport aux exigences et prérogatives militaires, par l'armée elle-même. Même si le système politique turc est totalement constitué selon les principes démocratiques du modèle parlementaire, le fonctionnement du système est généralement paralysé par les pratiques politiques autoritaires et antidémocratiques exercées par l'appareil militaire qui jouit d'une forte autonomie dans le système politique. Cette autonomie est un héritage de l'État patrimonial ottoman et des liens privilégiés qui existaient entre le Sultan et l'armée. De plus, le régime politique kémaliste n'a pas hésité à faire de l'institution militaire une sorte de gardienne qui surveille les acquis et les valeurs de la révolution.

Grâce à l'utilisation des moyens constitutionnels par l'armée turque, celle-ci parvient à présent à influencer et à orienter la vie politique selon ses exigences. Cet interventionnisme constitutionnel de l'appareil militaire dans la sphère politique exerce inévitablement des effets pervers et perturbateurs sur le bon fonctionnement du système politique démocratique, dans la mesure où ceci affecte directement les formes et l'intensité de la compétition entre les partis politiques tout en paralysant la liberté d'expression de ces partis sur les principaux sujets politiques. Cette situation politique crée naturellement des désajustements permanents entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire, entre la société civile et l'État. Ces décalages politiques sont d'autant plus importants, que les partis politiques ne parviennent presque jamais à se doter d'une majorité stable et confortable dans le Parlement tout et favorisent ainsi les critiques militaires à leur égard. La faiblesse des partis politiques et l'impossibilité de l'instauration d'une cohérence politique durable parmi ces partis, constituent l'origine même des critiques de l'appareil militaire, qui est extrêmement sensible et favorable à l'établissement d'un contrôle permanent sur les partis. De cette manière, la présence militaire se voit facilement légitimée et favorisée dans le système politique turc.

Les efforts militaires consacrés à la légitimation de leurs actions politiques vis-à-vis de l'opinion publique nous amènent à dire que l'appareil militaire est toujours préoccupé, après chaque coup d'État militaire, par le souci de se donner des raisons socio-politiques stables : au niveau sociétal, par la réapparition des clivages laïcité/religion islamique et par l'alourdissement de la question kurde dans le pays et au niveau politique, par l'instabilité croissante du système de " démocratie limitée " et par une désaffection marquée vis-à-vis

des institutions politiques existantes. Au fil du temps, l'armée turque est devenue plus exigeante et plus stricte tout en contrôlant beaucoup plus étroitement la sphère politique. D'une manière générale, les militaires turcs se réclament toujours, et d'une certaine façon plus que jamais, de l'héritage kémaliste dans lequel ils puisent dans une large mesure les sources de leur légitimité.

Avec le recul de l'histoire, l'autoritarisme apparaît clairement comme une constante de l'histoire politique de la Turquie compte tenu de caractère autoritaire du kémalisme lui-même hérité de l'autoritarisme patrimonial ottoman. Le modèle politique turc, héritier de l'État patrimonial ottoman et de la révolution kémaliste continue en effet d'osciller entre le modèle des démocraties pluralistes et les modèles des dictatures militaires du Tiers Monde. L'appareil militaire turc continue toujours d'exercer un rôle d'arbitrage par rapport aux partis politiques et s'arroge le droit d'intervenir afin d'imposer sa lecture de la constitution et du fonctionnement des institutions lorsqu'il l'estime nécessaire selon ses propres exigences politiques et sociales. D'une façon générale, il est possible de dire que la Turquie est effectivement entrée dans une ère post-kémaliste, mais son système politique demeure profondément marqué par l'histoire de l'Empire ottoman et du kémalisme.

L'avenir de la démocratie en Turquie dépend en partie de la capacité du système politique à maintenir la mouvance islamique en son sein⁸⁰⁵ et à gérer la question kurde selon les nouvelles conditions conjoncturelles tout en prenant en compte les principes démocratiques. La participation du parti islamiste au pouvoir et au jeu compétitif électoral présente un atout primordial pour le fonctionnement démocratique du système politique turc. Il s'agit tout simplement du respect de la démocratie qui est dans une large mesure négligé par les laïcistes, qui essaient souvent de masquer les problèmes importants en utilisant les islamistes comme boucs émissaires.

Quant à la question kurde, elle est au centre de la vie politique en Turquie. La dimension régionale de ce problème est aussi important que sa dimension proprement turque. Le problème kurde est évidemment le problème actuel le plus épineux. Les moyens politiques de sa résolution ont été négligés par le régime politique. " Il reste donc à savoir si l'État et la société étaient capables de développer un espace permettant à la population kurde de vivre avec sa propre identité - langue, culture et traditions - et d'élargir sa participation. Le terrain historique et politique peut être favorable à un assouplissement du modèle jacobin " dit-il M. Vaner⁸⁰⁶. Il s'agit notamment de la

⁸⁰⁵ Cf. Semih Vaner, " Islam et Démocratie en Turquie ", in Etudes, avril 1997, pp.447-458.

⁸⁰⁶ Semih Vaner, " La montée des nationalistes en Turquie ", op. cit., pp.437-448.

protection de l'espace politique, afin de permettre aux acteurs de s'exprimer et d'agir librement dans les limites des principes démocratiques parlementaires.

D'une manière générale, il est possible de dire que la question kurde constitue la base de l'équilibre politique entre les pouvoirs civil et militaire. D'ailleurs, celle-ci est le point culminant des pratiques politiques des années quatre-vingt-dix en Turquie du point de vue de la réussite de la démocratisation du système politique, du respect des droits de l'homme et de l'établissement de l'État social égalitaire. Ainsi, compte tenu de l'évolution conjoncturelle mondiale d'aujourd'hui, la mise en place des pratiques politiques au sujet de la question kurde constitue la pierre angulaire du processus de démocratisation du système politique turc. Dans cette circonstance politique, les comportements de principaux partis politiques à l'égard de cette question sont presque identiques : d'abord l'instauration de l'autorité étatique par rapport aux principes fondamentaux du régime politique, puis la démocratie. Autrement dit, les principes démocratiques peuvent être négligés, lorsque le régime politique kémaliste est directement menacé.

Le pouvoir civil préfère dans une large mesure ne jamais se mêler des affaires intérieures de l'appareil militaire dans sa lutte contre le PKK, bien que les pratiques de l'armée portent clairement atteinte aux principes démocratiques parlementaires du système politique. Ainsi, la principale raison de l'assimilation d'une telle démarche antidémocratique par le pouvoir civil ne peut être expliquée que par le souci d'être conforme aux principes kémalistes : l'assurance de l'unité nationale et territoriale et la protection de la structure unitaire de l'État. De ce fait, l'institution militaire se trouve largement légitimée dans sa lutte contre le PKK bien qu'elle réduise les marges de manœuvre du pouvoir civil sous prétexte de protéger le régime politique.

En un mot, il convient de souligner directement les idées de Elmas en la matière : " La résolution pacifique de la question kurde peut être le levier d'un vaste mouvement de démocratisation du pays ; à l'inverse, son enlisement maintiendrait la Turquie dans une voie antidémocratique, bafouant les droits élémentaires de la personne humaine ". Suivant son raisonnement, il préconise ceci : " Il suffit de réorganiser, conformément aux principes d'égalité, la structure de l'État, la vie politique et culturelle de la société " ⁸⁰⁷.

L'origine ancienne de la structure centralisée de l'État a été dans une large mesure confirmée par l'ampleur grandissante de récents événements politiques en Turquie. La mentalité étatique dirigiste, qui ignore la volonté populaire, a peur des nouvelles idées libérales et de la différenciation ethnique, considère les nouvelles revendications

⁸⁰⁷ Hasan Basri Elmas, "Turquie-Europe : une relation ambiguë", op. cit., p.254.

économiques, sociales et juridiques et les demandes démocratiques populaires comme un complot contre le régime politique et préfère finalement liquider les nouvelles idées au lieu de les intégrer dans le système, n'est pas vraiment différente de celle de la période de l'Empire ottoman. Il ne s'agit ici que d'une tradition politique autoritaire et centralisée qui symbolise l'État et ses cadres. Dans cette perspective, la démocratie turque a été contrariée à plusieurs reprises par les interventions militaires dans la sphère politique.

BIBLIOGRAPHIE

- AGAOGULU, Ahmet, "Serbest Firka Hatiralari", 2. Baski, Baha Matbaasi, Istanbul, 1969.
- AGAOGULU, Samet, "Demokrat Parti'nin Dogus ve Yukselis Sebepleri : Bir Soru", Baha Matbaasi, Istanbul, 1972.
- AGAOGULLARI, Mehmet Ali, "Milliyetci Hareket Partisi", in Cumuriyet Donemi Turkiye Ansiklopedisi, Iletisim Yayinlari, Istanbul, Vol.8.
- AGAOGULLARI, Mehmet Ali, "Asiri Milliyetci Sag", in I. C. SCHICK et E. A. TONAK, "Gecis Surecinde Turkiye", Belge Yayinlari, Istanbul, 1990.
- AGCA, Huseyin, "T.S.K. Harp Okullari Ogrencileri Uzerine Psiko Sosyal Saha Arastirmasi", Aankara, 1983.
- AGCA, Huseyin, "TSK Orta Dereceli Askeri Okullar Uzerine Saha Arastirmasi", Ankara, 1985.
- AHMAD, Feroz, "The Turkish Experiment in Democracy : 1950-1975", C. Hurst, Londres, 1977.
- AHMAD, Feroz, "Kemalist Turkiye'de ideoloji arayisi : Ittihatciliktan Kemalisme", (cev. Fatmagul Berkay), Istanbul, Kaynak yay., 1985.
- AHMAD, Feroz, "Demokrasi Surecinde Turkiye : 1945-1980", Istanbul, Hil Yayinlari, 1994.
- AHMAD, Feroz, "Modern Turkiye'nin Olusumu", Sarmal Yayınevi, Istanbul, 1994.
- AHMAD, Feroz, "Modern Turkiye'nin Olusumu", Sarmal Yayınevi, Istanbul, 1995.
- AHMAD, Feroz et AHMAD, Bedia T., "Turkiye'de Cok Partili Politikanin Aciklamali Kronolojisi 1945-1971", Bilgi Yayınevi, Ankara, 1976.

- AHMAD, Nazly Mo'Awad, " La Seconde Crise du Golfe et les Relations Turco-arabes ", in Michel CAMAU, Ali Eddine Hilal DESSOUKI et Jean-Claude VATIN (dir.), " Crise du Golfe et Ordre Politique au Moyen-Orient ", CNRS Editions, Paris, 1993.
- AKARLI, Engin Deniz, " The State as a Socio-Cultural Phenomenon and Political Participation in Turkey ", in E.D. AKARLI et Gabriel BENDOR (dir.), " Political Participation in Turkey : Historical Background and Present Problems ", Istanbul : Bogazici University Publ., 1975.
- AKBAL, Oktay, " Les militaires complices de l'islamisme ", in Courrier International, 13-19 avril 1995, No.232, p.11.
- AKBIYIKOGLU, Ali Riza, " Demokrasi ve Ismet Pasa ", Filiz Matbaasi, Ankara, 1986.
- AKCALI, Nazif, " La liberté d'association et les partis politiques en Turquie (du début à nos jours) ", Thèse de Science Politique, Grenoble, 1961.
- AKGÜNER, Tayfun, " Milli Guvenlik Kavrami ve Milli Guvenlik Kurulu ", I.U. SBF Yayinlari, Istanbul, 1983.
- AKSIN, Sina, " Onsoz ", in Sina AKSIN, Bulent TANÖR et Korkut BOROTAV (dir.), " Turkiye Tarihi 5 : Bugunku Turkiye 1980-1995 ", Cem Yayınevi, Istanbul, 1995.
- AKSIN, Sina, " 100 Soruda Jon Turkler ve Ittihat ve Terakki ", Gercek Yayınevi, Istanbul, 1980.
- AKTAR, O. Cengiz, " L'occidentalisation de la Turquie : Essai Critique ", Harmattan, Paris, 1986.
- AKTAR, Cengiz et INSEL, Ahmet, " La Traditionalité Ottomane et la Modernité Turque ", in O. Cengiz AKTAR, " L'Occidentaisation de la Turquie : Essai Critique ", Harmattan, Paris, 1986.
- ALKAN, A. Turan, " Istiklâl Mahkemeleri ", Agac Yayinlari, Istanbul, 1993.
- ALKAN, A. Turan, " Istiklâl Mahkemesi'nin Sivas Gunleri ve Muhaliflerin Tasfiyesi (III) ", in Tarih ve Toplum, Nisan 1989, Sayi 64.
- ALMOND, Gabriel et POVELL, G. Bingham, " Comparative Politics : A Developmental Approach ", Boston : Mass. : Little Brown and Co., 1966.
- ALTAN, Mehmet, " Darbelerin Ekonomisi ", AFA Yayinlari, Istanbul, 1990.
- ANCIAUX, Robert, " Religion et politique dans la Turquie Contemporaine (1945-1971) ", in Correspondance d'Orient Etudes, No.17-18, 1970.
- APTER, David, " Types de développement et systèmes politiques ", in Pierre BIRNBAUM et François CHAZEL, " Sociologie politique ", Armand Colin, 1971.
- ARCAYÜREK, Cuneyt, " Cuneyt rcayurek Acukliyor : 4, Yeni Demokrasi Yeni Arayislar (1960-1965) ", Bilgi Yayınevi, Ankara, 1985.

- ARCAYÜREK, Cuneyt, “ Cuneyt Arcayurek Acikliyor : 5, Demirel Donemi 12 Mart Darbesi : 1965-1971 ”, Bilgi Yayınevi, Ankara, 1985.
- ARCAYÜREK, Cuneyt, “ Cuneyt Arcayurek Acikliyor : 7, Demokrasinin Sonbahari : 1977-1978 ”, Bilgi Yayınevi, Ankara, 1985.
- ARCAYÜREK, Cuneyt, “ Cuneyt Arcayurek Acikliyor : 8 ”, Bilgi Yayınevi, Ankara, 1986.
- ARCAYÜREK, Cuneyt, “ Cuneyt Arcayurek Acikliyor 10 ”, Bilgi Yayınevi, Ankara, 1986.
- ARCAYÜREK, Cuneyt, “ Cankaya’ya Giden Yol 1971-1973, Bilgi Yayınları, Ankara, 1985.
- ARCAYÜREK, Cuneyt, “ 12 Eylülde Doğru Kosar Adım, Kasım 1979-Nisan 1980 ”, Bilgi Yayınları, Ankara, 1986.
- ARCAYÜREK, Cuneyt, “ Demokrasinin Sonbahari 1977-1978 ”, Bilgi Yayınları,, Ankara, 1985.
- ATAÖV, Turkkaya, “ Afrika Ulusal Kurtuluş Mücadeleleri ”, Ajans-Türk Matbaacılık Sanayi, Ankara, 1975.
- ATES, Toktamis, “ Türk Devrim Tarihi ”, 2. Basım, Der Yayınları, İstanbul, 1982.
- AVCIOĞLU, Doğan, “ Türkiye’nin Düzeni, Dünyası, Bugünü, Yarını ”, Bilgi Yayınevi, Ankara 1969.
- AYATA, Ayşe Güneş, “ CHP : Örgüt ve İdeoloji ”, Gündoğdu Yayınları, Ankara, 1992.
- AYBAR, Mehmet Ali, “ TIP Tarihi I ”, BDS Yayınları, İstanbul, 1988.
- AYBARAS, Ergün, “ İstiklâl Mahkemeleri ”, Dokuz Eylül Üniversitesi Yayınları, İzmir, 1988.
- AYBAY, Rona, “ Milli Güvenlik Kavramı ve Milli Güvenlik Kurulu ”, A.U. SBF Dergisi, Cilt XXXIII, Mart-Haziran, Ankara, 1978, No.1-2.
- AYDEMİR, Sevkettüreyyâ, “ Makedonya’dan Orta Asya’ya Enver Paşa ”, Cilt 1, Remzi Kitabevi, İstanbul, 1971.
- AYDEMİR, Sevkettüreyyâ, “ Tek Adam : Mustafa Kemal ”, Cilt. 3, Remzi Kitabevi, İstanbul, 1983.
- AYDEMİR, Sevkettüreyyâ, “ Menderes’in Dramı ”, Remzi Kitabevi, Ankara, 1976.
- AYDEMİR, Sevkettüreyyâ, “ Kahramanlar Dogmalıydı ”, Çağdaş Yayınları, İstanbul, 1974.
- AYDEMİR, Talat, “ Talat Aydemir’in Hatıraları ”, May Matbaası, İstanbul, 1968.
- BABAN, Cihat, “ Politika Galerisi ”, May Matbaası, İstanbul, 1970.

- BALKAN, Aydemir, "La Turquie à la croisée des chemins", in Orient, Vol. 9, 1965.
- BARCHARD, David, "Turkey and the West", Routledge and Kegan Paul, Londres, 1985.
- BARKEY, Henri J., "Why Military Regimes Fail : The Perils of Transition", in Armed Forces and Society, Vol.16, No.2, winter 1990, pp.169-192.
- BASGIL, Ali Fuat, "27 Mayıs İhtilali ve Sebepleri", Celtut Matbaasi, Istanbul, 1966.
- BATUR, Muhsin, "Anılar ve Gorusler : Uc Donemin Perde Arkasi", Milliyet Yayinlari, Istanbul, 1985.
- BAYART, Jean François et VANER, Semih, "L'armée turque et le théâtre d'ombre kémaliste (1960-1973)", in Alain ROUQUIE (dir.), "La Politique de Mars", Le Sycomore, Paris, 1981.
- BEKTAS, Arsev, "Demokratiklesme Surecinde Liderler Oligarsisi, CHP ve AP : 1961-1980", Baglam Yayinlari, Istanbul, 1993.
- BELEN, Fahri, "Ordu ve Politika", Bakis Matbaasi, Istanbul, 1971.
- BELGE, Murat, "1968 Genclik Hareketleri", in Cumhuriyet Donemi Turkiye Ansiklopedisi, Iletisim Yayinlari, Istanbul, Vol.3.
- BELGE, Murat, "Sol", in I. C. Schick et E. A. Tonak, "Gecis Surecinde Turkiye", Belge Yayinlari, Istanbul, 1990.
- BERKES, Niyazi, "Turkiye'nin Cagdaslasmasi", Dogu-Bati Yayinlari, Istanbul, 1978.
- BERKES, Niyazi, "Laikligin Tarihsel Kaynaklari", in Teokrasi ve Laiklik, Adam Yayinlari, Istanbul, 1984.
- BESIKCI, Ismail, "Bilim-Resmi Ideoloji-Devlet-Demokrasi ve Kurt Sorunu", Institut Kurde de Paris, Paris, 1990.
- BILA, Hikmet, "Sosyal Surec Icinde CHP ve Sonrasi", Milliyet Yayinlari, Istanbul, 1987.
- BILLION, Didier, "La Politique extérieure de la Turquie : une longue quête d'identité", Harmattan, Paris, 1997.
- BIRAND, M. Ali, "Emret Komutanim", Milliyet Yayinlari, Istanbul, 1989.
- BIRAND, M. Ali, "12 Eylul, Saat : 04.00", Karacan Yayinlari, Istanbul, 1984.
- BIRAND, M. Ali, DÜNDAR, Can et CAPLI, Bulent, "Demirkirat : Bir Demokrasinin Dogusu", Milliyet Yayinlari, Istanbul, 1991.
- BOËME, Bernard, "La spécificité militaire" Armand Colin Editeur, Paris, 1990.

- BORATAV, Korkut, " İktisat Tarihi : 1908-1980 ", in Sina AKSIN (dir.), " Türkiye Tarihi 4 : Çağdaş Türkiye 1908-1980 ", Cem Yayınevi, İstanbul, 1990.
- BORATAV, Korkut, " İktisat Tarihi (1981-1994) ", in Sina AKSIN ; Bulent TANÖR et Korkut BOTATAV (dir.), " Türkiye Tarihi 5 : Bugünkü Türkiye 1980-1995 ", Cem Yayınevi, İstanbul, 1995.
- BOZARSLAN, Hamit, " La Question Kurde : Etats et minorités au Moyen-Orient ", Presses de Science Po, Paris, 1997.
- BOZARSLAN, Hamit, " Ankara et le défi kurde ", in Politique Internationale, No.84, été 1999.
- BOZDEMİR, Mevlut, " Le rôle politique de l'armée en Turquie ", Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, SRT Grenoble, 1976.
- BOZDEMİR, Mevlut, " Sources Historiques de l'Armée turque ", A.U. SBF Yayınları, Ankara, 1982.
- BOZDEMİR, Michel, " Une forme nouvelle de complexe militaro-industriel : le cas turc ", in Pouvoirs, No.34, 1985.
- BOZDEMİR, Michel, " " La Marche turque " vers la Démocratie ", " Turquie : l'Ere Post-kémaliste ? " (dir.), in Peuples Méditerranéens, No.60, juillet-septembre 1992.
- BOZDEMİR, Michel, " Société Civile Versus Société Militaire en Turquie ", in Jacques THOBIE et Sungur KANCAL (dir.), " Industrialisation, Communication et Rapports sociaux en Turquie et en Méditerranée orientale ", Harmattan, Varia Turcica XX, 1994.
- BROWN, James, " The Military and Politics in Turkey ", in Armed Forces and Society, Vol.13, No.2, winter 1987, pp.235-253.
- BRUINESSEN, van Martin, " Les Kurdes en Turquie et en Europe : Entre Deux Identités ", in Christophe CHICLET et Jean-Christophe PLOQUIN (dir.), " La Turquie Interpelle L'Europe ", Confluences Méditerranée, No.23, Automne 1997, Harmattan.
- CAILLIAU, Didier, " L'union douanière entre l'Union européenne et la Turquie et ses perspectives ", Thèse de doctorat : Droit public, Paris 10, 1997.
- CEBESOY, Ali Fuat, " Siyasi Hatıralar ", Cilt 1-2, Vatan Nesriyatı, İstanbul, 1960.
- CEM, İsmail, " Tarih Açısından 12 Mart ", Cem Yayınevi, İstanbul, 1993.
- CEM, İsmail, " Türkiye'de Geri Kalmışlığın Tarihi ", Cem Yayınevi, İstanbul, 1986.
- CEM, İsmail, " Siyaset Yazıları : 1975-1980 Türkiyesi ", Cem Yayınevi, İstanbul, 1980.
- CEMAL, Hasan, " Tank Sesleriyle Uyanmak ", Bilgi Yayınevi, Ankara, 1986.

- CILIZOGLU, Tanju, " Kirik Politika ", Gunes Yayinlari, Istanbul, 1987.
- CIZRE-SAKALLIOGLU, Umit, " AP-Ordu Iliskileri : Bir Ikilemin Anatomisi ", Iletisim Yayinlari, Istanbul, 1993.
- ÇAKIR, Rusen, " La ville, piège ou tremplin pour les islamistes turcs ? ", in " Turquie : la nouvelle donne ", Problèmes politiques et sociaux, La Documentation française, No.757, 10 novembre 1995.
- ÇAVDAR, Tevfik, " Adalet Partisi ", in Turkiye Donemi Cumhuriyet Ansiklopedisi, Vol.8, Iletisim Yayinlari, Istanbul.
- ÇAVDAR, Tevfik, " Turkiye'de Liberalizmin Dogusu ", Imge Kitabevi, Ankara, 1992.
- DAVER, Bulent, " Atatürk ve sosyo-politik sistem gorusu " Cagdas Dusuncenin Isiginda Atatürk, Istanbul : Dr. Nejat F. Eczacibasi Vakfi Yayinlari, 1983.
- DEMALDENT, Jean-Marie, " Rumeli et Anadolu Hisar ", in Confluences et Méditerranée ", No 2, Hiver 1992.
- DERRIENNIC, Jean-Pierre, " Le Moyen-Orient au XX e siècle ", A. Colin, 1980.
- DEUTSCH, Karl W., " Social Mobilization and Political Development ", in Jason L. FINKLE et W. GABLE (dir.), " Political Development and Social Changer ", N.Y. : John Wiley and Sons, Inc., 1968.
- DODD, C.H., " Politics and Government in Turkey ", Manchester University Press, Manchester, 1969.
- DODD, C. H., " Democracy and Development in Turkey ", Eothen Press, Walkington, 1976.
- DOGAN, Mehmet, " Darbeler Mudahaleler ve Siyasi Sistem ", Iz Yayıncılık, Istanbul, 1997.
- DOGAN, Yalçın, " Dar Sokakta Siyaset (1980-1983) ", Tekin Yayinlari 2. Basim, Istanbul, 1985.
- DOLAY, Nur, " L'armée entre héritage kémaliste et alliance américaine ", in le Monde Diplomatique, juin 1996, p. 16-17.
- DORE, Ronald P., " Modernization - I. Social Aspects (Daniel Lerner), II. Political Aspects (James S. Coleman), III. The Bourgeoisie in Modernizing Societies ", in International Encyclopedia of the Social Sciences, Vol. X.
- DUMONT, Paul, " Mustafa Kemal invente la Turquie moderne ", Ed. Complexe, Bruxelles, 1983.
- DUMONT, Paul, " Le Premier Mai en Turquie ", in Jacques THOBIE et Sungur KANCAL (dir.), " Industrialisation, Communication et rapports sociaux en Turquie et en Méditerranée orientale ", L'Harmattan, Paris, 1994.

- DUMONT, Paul, "La période des Tanzimat (1839-1878)", in Robert MANTRAN, "Histoire de l'Empire ottoman", Fayard, Paris, 1989.
- DUMONT, Paul, "Mustafa Kemal" (trad. en turc), Kultur Bakanligi, Ankara, 1993.
- DURAN, Lutfu, "Turkiye Yonetiminde Karmaşa", Imge Kitabevi, Ankara, 1993.
- EASTON, David, "Analyse du système politique", Armand Colin, Paris, 1974.
- ECEVIT, Bulent, "Ortanin Solu", Kim Yayinlari, Istanbul, 1966.
- ELMAS, Hasan Basri, "Turquie-Europe : une relation ambiguë", Editions Syllepse, Paris, 1998.
- ERGIL, Dogu, "Turkiye'de Teror ve Siddet : Yapisal ve Kulturel Kaynaklari", Turhan Kitabevi, Ankara, 1980.
- ERGIL, Dogu, "Milli Mucadelenin Sosyal Tarihi", Turhan Kitabevi Yay., Ankara, 1981.
- ERGÜDER, Ustun, "The Motherland Party, 1983-1989", in Metin HEPER et Jacob M. LANDAU (dir.), "Political Parties and Democracy in Turkey", I.B. Tauris, London, 1991.
- ERGÜDER, Ustun et HOFFERBERT, Richard I., "Restoration of Democracy in Turkey : Political Reforms and the Elections of 1983", in L. LAYEN (dir.), "Elections in the Middle East : Implications of Recent Trends", Westview Press, 1987.
- ERGÜL, Teoman, "Sosyaldemokrasi'de Ayrisma Yillari : Sosyaldemokratlarin On Yili", Gundogan Yayinlari, Ankara, 1995.
- ERKANLI, Orhan, "Anilar... Sorular... Sorumlular", Baha Matbaasi, Istanbul, 1973.
- ERKANLI, Orhan, "Askeri Demokrasi", Gunes Yayinlari, Istanbul, 1987.
- EROGLU, Ergin, "Siniflar Acisindan 12 Mart : 12 Mart Devam Ediyor mu ?", Guryay Matbaasi, Istanbul, 1974.
- EROGUL, Cem, "Demokrat Parti : Tarih ve Ideolojisi", AUSBF Yayinlari, Ankara, 1970. (Pour une nouvelle version : "Demokrat Parti : Tarihi ve Ideolojisi", Ankara, Imge Kitabevi, 1990).
- EROGUL, Cem, "Cok Partili Duzenin Kurulusu : 1945-1971", in Irvin Cemil SCHICK et Ertugrul Ahmet TONAK (dir.), "Gecis Surecinde Turkiye", Bilim Dizisi, Belge Yayinlari, Istanbul, 1990.
- EVREN, Kenan, "Kenan Evren'in Anilari", Vol.1, Milliyet Yayinlari, Istanbul, 1990.
- EVREN, Kenan, "Zorlu Yillarim I", Milliyet Yayinlari, Istanbul, 1994.
- FAIK, Bedii, "Ihtilalciler Arasinda Bir Gazeteci", Dunya Yayinlari, Istanbul, 1967.

- FIDEL, Kenneth et SMITH, Arthur K., "Military Role and Rule : Perspectives on Civil-Military Relations ", North Scituate, Mass. : Duxbury Press, 1974.
- FIDEL, Kenneth, "Military Organization and Conspiracy in Turkey", in Kenneth FIDEL (dir.), "Militarism in Developing Countries", New Brunswick, N.J. :Transaction Books, 1975.
- FINER, Samuel E., "The Man on Horseback : The Rôle of Military in Politics ", Middlesex, England : Penguin Books, 1975.
- FREY, Frederick, "Patterns of Elite Politics in Turkey", in George LENCZOWSKI (dir.), "Political Elites in the Middle East ", American Enterprise Institute for Public Policy Research, Washington, 1975.
- FREY, Frederick W., "The Turkish Political Elite ", M.I.T. Press, Cambridge, 1965.
- GENDT, De Pascal, "La mafia infiltre l'État ", in Christophe CHICLET et Jean-Christophe PLOQUIN (dir.), "La Turquie Interpelle L'Europe ", Confluences Méditerranée, No.23, Automne1997, Harmattan.
- GERGER, Haluk, "Mayinli Tarlada Dis Politika ", Belge Yayinlari, Istanbul, 1983.
- GERGER, Haluk, "Yeni Dunya Duzeni, Turkiye ve Sosyalizm ", Belge Yayinlari, Istanbul, 1994.
- GEVGILILI, Ali, "Yukselis ve Dusus ", Altin Kitaplar Yayınevi, Istanbul, 1981.
- GIRITLIOGLU, Fahri, "Turk Siyasi Tarihinde Cumhuriyet Halk Partisinin Mevkii ", Cilt 2, Ankara, 1965.
- GÖKMAN, Muzaffer, "50 Yilin Tutanagi : 1923-1973 ", Hurriyet Yayinlari, Istanbul, 1973.
- GÖLE, Nilufer, "La revendication démocratique de l'Islam ", in Autrement, H.S., No.76, septembre 1994.
- GÖLOGLU, Mahmut, "Cumhuriyete Dogru ", Ankara, 1971.
- GÖNLÜBOL, Mehmet, "Olaylarla Turk Dis Politikasi 1919-1973 ", AUSBF Yayinlari, Ankara, 1974.
- GÖZÜBÜYÜK, A. Seref, "Yonetim Hukuku ", Turhan Kitabevi, Ankara, 1985.
- GÖZÜBÜYÜK, A. Seref, "Anayasa Hukuku ", Turhan Kitabevi, Ankara, 1994.
- GÜLDEMİR, Ufuk, "Kanat Operasyonu ", Tekin Yayinlari, Istanbul, 1985.
- GÜNES, Ihsan, "Birinci Turkiye Buyuk Millet Meclisinin Dusunsel Yapisi ", Anadolu Universitesi Yayinlari Eskisehir, 1985.
- GÜNES, Turan, "Araba Devrilmeden Once ", Kaynak Yayinlari, Istanbul, 1983.

- GÜRELI, Nail, " 10. Yilinda 1 Mayıs Katliami ", Gur Yayinlari, Istanbul, 1987.
- GÜRKAN, Celil, " 12 Mart'a Bes Kala ", Tekin Yayinevi, Istanbul, 1986.
- GÜVENC, Bozkurt, SAYLAN, Gencay, TEKELI, Ilhan et TURAN, Serafettin, " Turk Islam Sentezi ", Sarmal Yayinevi, Istanbul, 1995.
- GÜVENİR, Murat, " Secim Sistemleri ve Ulkemizde Uygulama ", in A.U. SBF Dergisi, Ankara, Vol.23, No.1-2.
- GROC, Gérard, " Le deuxième âge de la laïcité turque ", in Michel BOZDEMİR (dir.), " Islam et laïcité. Approches globales et régionales ", Harmattan, Paris, 1996.
- HALE, William, " The Political and Economical Development of Modern Turkey ", Croom Helm, Londres, 1981.
- HALE, William, " Transition to Civilian Governments in Turkey : the Military Perspective ", in Metin HEPER et Ahmet EVİN (dir.), " Democracy and the Military : Turkey in the 1980s ", Walter de Gruyter, Berlin and New York, 1988.
- HALE, William, " Politics and Procedure in the 1987 Turkish General Election ", in Andrew FINKEL et Nuket SIRMAN (dir.), " Turkish State, Turkish Society ", Routledge, London, 1990.
- HALE, William, " Türkiye'de Ordu ve Siyaset : 1789'dan Gunumuze ", Hil Yayin, Istanbul, 1996.
- HALPERN, Manfred, " The Military Role Middle Eastern Armies and The New Middle Class ", in J. J. JOHNSON, " The Role of The Military in Underdeveloped Countries ", Princeton University Press, 1962.
- HAMON, Léo, " Le rôle extra-militaire de l'armée dans le Tiers-monde ", Presses Universitaires de France, Paris, 1966.
- HANIOGLU, M. Sukru, " Osmanli Ittihat ve Terakki Cemiyeti ve Jon Turkluk (1889-1902)", Vol.1, Iletisim Yayinlari, Istanbul, 1986.
- HARPUTLU, B. Kamuran, " La Turquie dans l'impasse ", Editions Anthropos, Paris, 1974.
- HARRIS, George S., " Troubled Alliance / Turkish-American Problems in Historical Perspective : 1945-1971 ", Hoover Institution on War, Revolution and Peace, Stanford University.
- HARRIS, George S., " The Left in Turkey ", in Problems of Communism, Vol.29, 1980.
- HARRIS, George S., " The Causes of the 1960 Revolution in Turkey ", in Middle East Journal, Vol. 24, No. 1, automne 1970.
- HARRIS, George S., "The Role of the Military in Turkish Politics ", in The Middle East Journal, Vol. XIX, No. 2, Spring 1965.
- HEPER, Metin, " The Recalcitrance of the Turkish Public Bureaucracy to 'Bourgeois Politics' : A Multi-Factor Political Stratification

- Analysis”, in The Middle East Journal, Vol. XXX, No. 4, automne 1974.
- HEPER, Metin, “Recent Instability in Turkish Politics : End of a Monocentrist Policy”, in International Journal of Turkish Studies, No.1, 1979.
- HEPER, Metin, GÖKSU, Gunay et ÖCAL, Hakki, “Latin Amerika Deneyimleri Isiginda Turkiye’de Asker-Sivil Iliskisi”, I.U. Iktisat Fakultesi Mecmuasi, Cilt 37, No.1-4, 1977.
- HEPER, Metin, “Turk kamu burokrasisinde gelenekcilik ve modernlesme”, Bogazici Universitesi yayinlari, Istanbul, 1975.
- HEPER, Metin, “Burokratik Yonetim Gelenegi ; Osmanli Imparatorlugu ve Turkiye Cumhuriyetinde Gelismesi ve Niteligi”, in ODTU Idari Ilimler Fakultesi, Yayin No. 23, Ankara, 1974.
- HEPER, Metin, “Osmanli Siyasal Hayatinda Merkez-Kenar Iliskisi”, in Toplum ve Bilim, No. 9-10, Bahar-Yaz 1980. (Le même article a été publié en anglais : Metin HEPER, “Center and Periphery in the Ottoman Empire with Special Reference to the Nineteenth Century”, in International Political Science Review, No.1, pp.81-105).
- HEPER, Metin, “The State Tradition in Turkey”, North HumberSide : The Eothen Press, 1985.
- HEPER, Metin, “L’État et la débureaucratisation : le cas turc”, in Revue Internationale des Sciences Sociales, Novembre 1990, pp.665-675.
- HEPER, Metin et GÜNEY, Aylin, “The Military and Democracy in the Third Turkish Republic”, in Armed Forces and Society, Vol.22, No.4, summer 1996, pp.619-642.
- HUNTINGTON, Samuel P. et DOMINGUEZ, J. I., “Siyasal Gelisme”, S Yayin, Ankara, 1985.
- HUNTINGTON, Samuel P., “Patterns of Violence in World Politics” (in Changing Patterns of Military Politics, The Free Press of Glancee, Inc., New York, 1962.
- HUNTINGTON, Samuel P., “Political Order in Changing Societies”, Yale University Press, New Haven and London, 1968.
- HUNTINGTON, Samuel P., “The solider and the state : the theory and politics of civil military relations”, New York, Vintage Books, 1964.
- HUNTINGTON, Samuel P., “Political Development and Political Decay”, in World Politics, avril 1965.
- HUNTINGTON, Samuel P., “Democracy’s Third Wave”, in Journal of Democracy, Vol. 1, No.2, spring 1990.
- HUNTINGTON, Samuel P., “Le choc des civilisations”, Edition Odile Jacob, Paris, 1997.
- HYLAND, Michael, “Crisis at the Polls : Turkey’s 1969 Election”, in Midlle East Journal, Vol. XXIV, No.1, 1970.

- ILICAK, Nazli, " 27 Mayıs Yargilanıyor ", Kervan Yayinlari, Istanbul, 1975.
- IPEKCI, Abdi, " Liderler Diyor ki ", Ant Yayinlari, Istanbul, 1969.
- IPEKCI, Abdi et COSAR, Omer Sami, " Ihtilalin Icyuzu ", Uygun Yayınevi, Istanbul, 1966.
- JACKMAN, Robert W., " Politicians in uniform : military government and social change in the third world ", in American Political Science Review, décembre 1976, pp.1078-1097.
- JANOWITZ, Morris, " The Military in Political Development of New Nations, An Essay in Comparative Analysis ", University of Chicago Press, Chicago, 1964.
- KAHRAMAN, Hasan Bulent, " Yeni Bir Sosyal Demokrasi Icin ", Imge Kitabevi, Ankara, 1993.
- KALAYCIOGLU, Ersin, " 1960 Sonrasi Turk Siyasal Hayatina Bir Bakis : Demokrasi, Neo-Patrimonyalizm ve Istikrar ", in " Tarih ve Demokrasi ", Cem Yayinlari, Istanbul, 1992.
- KALEAGASI, Bahadir, " Le défi européen ", in Semih VANER, Deniz AKGÜL et Bahadir KALEAGASI (dir.), " La Turquie en mouvement ", Complexe, collection Espace international, Bruxelles, 1995.
- KARA, Nihal, " Türkiye'de Çok Partili Sisteme Gecis Karari (1945) ", Ankara Universitesi SBF, Yayinlanmamis doktora tezi, 1982.
- KARA-INCIOGLU, Nihal, " Türkiye'de Çok Partili Sisteme Gecis ve Demokrasi Sorunlari ", Tarih ve Demokrasi/Tarik Zafer Tunaya'ya Armagan, Istanbul, Universite Ogretim Uyeleri Dernegi Yayinlari, 1992.
- KARPAT, Kemal H., " Turkey's Politics : The Transition to a Multiparty System ", Princeton, N. J. : Princeton University Press, 1959.
- KARPAT, Kemal H., " Turk Demokrasi Tarihi, Sosyal, Ekonomik, Kulturel Temeller ", Istanbul, 1967.
- KARPAT, Kemal H., " Socialism and the Labour Party of Turkey ", in Middle East Journal, Vol.21, 1967.
- KARPAT, Kemal H., "The Military and Politics in Turkey, 1960-1964 : A Socio-Cultural Analises of a Revolution", American Historical Revue, 1XXV/6, 1970, p.1654-1683.
- KARPAT, Kemal H., " Society, Economy and Politics in Comtemporary Turkey ", in World Politics, Vol.17, No.1, October 1964.
- KARPAT, Kemal H., " Social Groups and the Political System After 1960 ", in K. H. KARPAT (dir.), " Social Change and Politics in Turkey : A structural and Historical Analysis ", Brill-Leiden, 1973.

- KATOGLU, Murat, "Cumhuriyet Türkiye'sinde Eğitim, Kültür, Sanat", in Sina AKSIN (dir.), "Türkiye Tarihi 4: Çağdaş Türkiye 1908-1980", Cem Yayınevi, İstanbul, 1990.
- KAUTSKY, John H., "The Political Consequences of Modernization", John Wiley and Sons, Inc., New York, 1972.
- KAYALI, Kurtulus, "I. TBMM'nde Muhalefet", Tanzimat'tan Cumhuriyet'e Türkiye Ansiklopedisi, Cilt. 5, İletişim Yayınları, pp. 1164-1165.
- KAYALI, Kurtulus, "Ordu ve Siyaset: 27 Mayıs-12 Mart", İletişim Yayınları, İstanbul, 1994.
- KAZANCIGİL, Ali, "Türkiye'de Modern Devletin Oluşumu ve Kemalizm", In Ersin Kalaycıoğlu et Ali Yasar Sarıbay, "Türk Siyasal Hayatının Gelişimi", Beta, İstanbul, 1986.
- KENNEDY, Gavin, "The Military Third World", The Garden City Press, London, 1974.
- KEYDER, Çağlar, "State and Class in Turkey: A Study in Capitalist Development", N.Y.: Verso, 1987.
- KEYDER, Çağlar, "Türkiye'de Devlet ve Sınıflar", İletişim Yayınları, İstanbul, 1989.
- KEYDER, Çağlar, "Türkiye Demokrasisinin Ekonomi Politikası", (dir.) İrvin Cemil SCHICK et Ertuğrul Ahmet TONAK, "Gecis Sürecinde Türkiye", Belge Yayınları, İstanbul, 1990.
- KILIC, Ali, "Kilic Ali Hatıralarını Anlatıyor", Sel Yayınevi, İstanbul, 1955.
- KISLALI, Ahmet T., "Forces Politiques Dans la Turquie Moderne", Publication de la Faculté des Sciences Politiques de l'Université d'Ankara, No 261, Sevinc Matbaası, Ankara, 1967.
- KISLALI, Ahmet Taner, "Türk Ordusunun Toplumsal Kökenleri Üzerine Bir Araştırma", A.U. SBF Dergisi 29, No.3-4, 1974.
- KILI, Suna, "1960-1975 Döneminde Cumhuriyet Halk Partisinde Gelişmeler: Siyaset Bilimi Açısından Bir İnceleme", Boğaziçi Üniversitesi Yayınları, İstanbul, 1976.
- KOCAK, Cemil, "Siyasi Tarih 1923-1950", in "Türkiye Tarihi 4: Çağdaş Türkiye 1908-1980", Cem Yayınevi, İstanbul, 1990.
- KOCAK, Cemil, "Türkiye'de Milli Şef Dönemi 1938-1945", Yurt Yayınları, Ankara, 1986.
- KOCAS, Sadi, "Atatürk'ten 12 Mart'a", Vol. 3, Tomurcuk Matbaası, İstanbul, 1977.
- KOCAS, Sadi, "12 Mart Anıları", May Yayınevi, İstanbul, 1978.
- KONGAR, Emre, "İmparatorluk'tan Günümüze Türkiye'nin Toplumsal Yapısı", Cem Yayınevi, İstanbul, 1976.

- KONGAR, Emre, " Atatürk ", Cem Yayınevi, İstanbul, 1983.
- KÖKER, Levent, " Modernleşme, Kemalizm ve Demokrasi ", İletişim Yayınları, İstanbul, 1995.
- KRISTIANASEN, Wendy, " Réveil de la Société civile : ces visages multiples de l'islamisme ", in *Le Monde Diplomatique*, Juillet 1997, p.8-9.
- KUBALI, Huseyin Nail, " Les traits dominants de la Constitution de la seconde République turque ", in *Revue Internationale de Droit comparé*, 1965.
- KURTUL, Altug, " 12 Mart ve Nihat Erim Olayı ", Ajans Turk Matbaası, Ankara, 1973.
- KÜCÜKÖMER, Idris, " Cuntacılıktan Sivil Toplum ", Bağlam Yayıncılık, İstanbul, 1994.
- KÜCÜKÖMER, Idris, " Batılma : Düzenin Yabancılaşması ", Bağlam Yayıncılık, İstanbul, 1994.
- KÜRKCÜ, Ertugrul, " Une société civile sous contrôle ", in Christophe CHICLET et Jean-Christophe PLOQUIN (dir.), " La Turquie Interpelle L'Europe ", *Confluences Méditerranée*, No.23, Automne 1997, Harmattan.
- KÜRKCÜOĞLU, Ömer, " Turk Demokrasinin Kuruluş ve İşleyişinde Dis Etkenler ", in " Türkiye'de Demokrasinin Denetim Kurumları ", SBF Dergisi, C. XXXIII, Mart-Haziran 1978, No : 1-2, Sevinc Matbaası, Ankara, 1979.
- LACINER, Omer, " 1973-1975 Dönemi ve 12 Ekim Seçimleri ", in *Birikim*, No.9, novembre 1975.
- LAGROYE, Jacques, " Sociologie politiques " Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques & Dalloz, Paris, 1993.
- LEE, Martin A., " Les liaisons dangereuses de la police turque ", in *Le Monde Diplomatique*, mars 1997.
- LEVI, Avner, " The Justice Party, 1961-1980 ", in Metin HEPER et Jacob M. LANDAU (dir.), " Political Parties and Democracy in Turkey ", I.B. Tauris, London and New York, 1991.
- LEWIS, Bernard, " Islam et laïcité : la naissance de la Turquie moderne ", Fayard, Paris, 1988.
- LEWIS, Bernard, " Islam'ın Siyasal Dili ", Rey Yayınları, Kayseri, 1992.
- LINZ, Juan J., " Totalitarian and Authoritarian Regimes ", in Fred I. GREENSTEIN et Nelson W. POLSBY (eds.), *Handbook of Political Science*, vol. 3 : Macropolitical Theory, Reading, Mass., Addison-Wesley 1975. (Il existe le même ouvrage en langue turque : Juan J. Linz, " Totaliter ve Otoriter Rejimler ", Siyasal İlimler Turk Derneği Yayınları, Ankara, 1984).

- LINZ, Juan J., "The Institutionalization of an authoritarian regime : the case of Brazil", in Alfred STEPAN et Juan LINZ, "Authoritarian Brazil", New Haven, Yale University Press, 1969.
- LINZ, Juan J. et STEPAN, Alfred, "The Breakdown of Democratic Regimes, Crisis, Breakdown and Reequilibration", The Jonh Hopkins University Press, Baltimore and London, 1978.
- LOUBET del BAYLE, Jean-Louis, "L'Institution militaire et sa fonction d'intégration à la société globale", in Défense Nationale, Vol. 36, janvier 1979, pp.5-19.
- LUTTWAK, Edward, "Bir Uzmanin Gozuyle Darbe", YABA Yayinlari, Ankara, 1996.
- MAGNARELLA, Paul, "Desecularisation, State Corporatism and Development in Turkey", in Journal of Third World Studies, Vol.6, No.2, 1989.
- MARDIN, Serif, "The Genesis of Young Ottoman Thought: A Study in the Modernization of Turkish Political Ideas", Princeton, N.J. : Princeton University Press, 1962.
- MARDIN, Serif, "Power, Civil Society and Culture in the Ottoman Empire", in Comparative Studies in Society and History, Vol. 11, 1969.
- MARDIN, Serif, "Atatürk ve Pozitif Dusunce : Atatürk ve Cumhuriyet Donemi Turkiyesi", Turkiye Ticaret Odalari, Sanayi Odalari ve Ticaret Borsalari Birligi Yayinlari, Istanbul, 1981.
- MARDIN, Serif, "Turk Siyahasini Aciklayabilecek Bir Anahtar : Merkez-Cevre Iliskileri", Dun ve Bugun Felsefe, Kitap I, Istanbul : BSF Yayinlari, 1985.
- MARDIN, Serif, "Yenilesme Dinamiginin Temelleri ve Atatürk", Cagdas Dusuncenin Isiginda Atatürk, Dr. N. Eczacibasi Vakif Yay., Istanbul, 1986.
- MARDIN, Serif, "Turkiye'de Din ve Siyaset", Iletisim Yayinlari, Istanbul, 1991.
- MARDIN, Serif, "Turkiye'de Toplum ve Siyaset", Iletisim Yayinlari, Istanbul, 1994.
- MARICHY, Jean-Pierre, "Le problème des relations civilo-militaires aux Etats-Unis : pour une nouvelle approche méthodologique", Lucien MANDEVILLE (dir.), "Le système militaire des Etats-Unis : Bilan et Perspectives", CERSA, Editions Universitaires, Paris, 1976.
- MARTIN, Michel. L, "La militarisation des systèmes politiques africains (1960-1972)", Naaman de Sherbrooke, Québec, Canada, 1976.
- MAZICI, Nursen, "Turkiye'de Askeri Darbeler ve Sivil Rejime Etkileri", Gur Yayinlari, Istanbul, 1989.
- M.E. "Le rôle de l'armée en Turquie", in HAMON, Léo (dir.), "Le rôle extra-militaire de l'armée dans le Tiers - Monde", Presses Universitaires de France, Paris, 1966.

- MOORE, Clement H., "The single party as source of legitimacy", In S. HUNTINGTON and C. MOORE (eds.), *Authoritarian Politics in Modern Society*, New York : Basic Books, 1970.
- MORSE, Chandler, "The Functional Imperatives", in Max Black (dir.), "The Social Theories of Talcott Parsons", Englewood Cliffs, Prentice-Hall, Inc., 1961.
- MUMCU, Ugur, "Rabita", Tekin Yayınevi, İstanbul, 1994.
- NEZAN, Kendal, "La Turquie, plaque tournante du trafic de drogue", in *Le Monde Diplomatique*, juillet 1998.
- NEZAN, Kendal, "L'injustice faite aux Kurdes", in *Le Monde Diplomatique*, mars 1999.
- NISBET, Robert, "History of the Idea of Progress", Heinemann, London, 1980.
- NORDLINGER, Eric A., "Soldiers in Politics: Military Coups and Governments", Englewood Cliffs, N.J. : Prentice-Hall, Inc., 1977.
- NYE, Roger Paul, "The Military in Turkish Politics, 1960-1973", Thèse, Washington University, 1974.
- NYE, Roger P., "Civil-Military Confrontation in Turkey: The 1973 Presidential Election", in *International Journal of Middle East Studies*, Vol.8, 1977.
- OLSON, Robert, "The Emergence of Kurdish Nationalism and the Sheikh Said Rebellion, 1880-1925", University of Texas Press, 1989.
- ORAN, Baskin, "Milliyetçilik, Atatürk Milliyetçiliği", Bilgi Yayınevi, Ankara, 1988.
- ORAN, Baskin, "Occidentalisation, nationalisme et "synthèse turco-islamique""", in *CEMOTI*, No.10, 1990.
- ÖNCÜ, Ayşe, "Du populisme rural au populisme urbain : la politique municipale de l'ANAP (Parti de la Mère-patrie)", in Paul DUMONT et François GEORGEON (dir.), "La Turquie au seuil de l'Europe", L'Harmattan, Paris, 1991.
- ÖRS, Birsen, "Türkiye'de Askeri Müdahaleler : Bir Açıklama Modeli", DER Yayınları, İstanbul, 1996.
- ÖZ, Esat, "Tek Parti Yönetimi ve Siyasal Katılım", Gundogan Yayınları, Ankara, 1992.
- ÖZDUDUN, Ergun, "Türk Anayasa Hukuku", Yetkin Yayınları, Ankara, 1989.
- ÖZBUDUN, Ergun, "Development and Consolidation of Democracy in Turkey", (paper presented at the International Seminar on Turkey in the 2000), İstanbul, June 18-19, 1987.

- ÖZBUDUN, Ergun, "The Role of The Military in Recent Turkish Politics", International Affairs Center for Harvard University Press, 1966.
- ÖZBUDUN, Ergun et KAAZANCIGIL, Ali, "Atatürk : fondateur de la Turquie moderne", UNESCO, 1984.
- ÖZBUDUN, Ergun, "La nature du régime politique kémaliste", in Ali KAZANCIGIL et Ergun ÖZBUDUN (eds), "Atatürk : fondateur de la Turquie moderne", UNESCO, Paris, 1984.
- ÖZBUDUN, Ergun, "Demokrasiye Gecis Surecinde Anayasa Yapimi", Bilgi Yayınevi, Ankara, 1993.
- ÖZDEMİR, Hikmet, "Tüm Eserleri : 4 Tarih ve Politika", İz Yayıncılık, İstanbul, 1995.
- ÖZDEMİR, Hikmet, "Ordunun Olagandisi Rolü", İz Yayıncılık, İstanbul, 1994.
- ÖZDEMİR, Hikmet, "Rejim ve Asker", AFA Yayınları, İstanbul, 1989.
- ÖZDEMİR, Hikmet, "Türkiye Cumhuriyeti", İz Yayıncılık, İstanbul, 1995.
- ÖZDEMİR, Hikmet, "Siyasal Tarih 1960-1980", in Sina AKSİN (dir.), "Türkiye Tarihi 4 : Çağdaş Türkiye 1908-1980", Cem Yayınevi, İstanbul, 1990.
- ÖZTUNA, Yılmaz et GÖKDEMİR, Ayvaz, "Türkiye'de Askeri Darbeler", Tercuman Yayınları, İstanbul, 1987.
- ÖZTÜRK, O. Metin, "Ordu ve Politika", Gundogan Yayınları, Ankara, 1993.
- ÖZTÜRK, Kazım, "Türkiye Cumhuriyeti Hukmetleri ve Programları", İstanbul, 1968.
- PALMER, Monte et STERN, Larry, "Political Development in Changing Societies, An Analysis of Modernization", Toronto, London, 1971.
- PARLA, Taha, "Türkiye'nin Siyasal Rejimi, Demokrasi, Anayasalar, Partiler", Onur Yayınları, İstanbul, 1986.
- PARLAR, Suat, "Silahlı Bürokrasinin Ekonomi Politigi", Bibliotek Yayınları, İstanbul, 1997.
- PERLMUTTER, Amos, "The Praetorian State and the Praetorian Army : A Taxonomy of Civilian-Military Relations in Developing Countries", Comparative Politics, Vol. 1, April, 1969.
- PLOQUIN, Jean-Christophe, "Les généraux turcs, maîtres du contrôle à distance", in Confluences Méditerranée, No 29 - Printemps 1999, pp. 73-80.
- PEVSNER, Lucille W., "Turkey's Political Crisis : Background, Perspectives, Prospects", Washington, D.C. : Praeger Publishers, 1984.
- PYE, Lucian W., "The Role of The Military Armies in The Process of Political Modernization", in J. J. JOHNSON (dir.), "The Role of The

- Military in Underdeveloped Countries”, Princeton University Press, 1962.
- PYE, Lucien W., “Aspects of Political Development”, Boston : Little, Brown and Co., 1966.
- PYE, Lucien W., “Armies in the Process of Political Modernization”, Archives Européennes de Sociologie, Vol. 2, No.1, 1961.
- RAPOPRT, David C., “A Comparative Theory of Military and Political Types”, in Samuel P. HUNTINGTON (dir.), “Changing Patterns of Military Politics”, Free Press of Glencoe, New York, 1962.
- ROCHER, Guy, “Introduction à la sociologie générale”, Tome I, Seuil, Collection Point, Paris.
- ROTH, Claudia, “La Turquie interpelle l'idée que l'Europe se fait d'elle-même”, in Christophe CHICLET et Jean-Christophe PLOQUIN (dir.), “La Turquie Interpelle l'Europe”, Confluences Méditerranée, No.23, Automne 1997, Harmattan.
- ROULEAU, Eric, “La Turquie au seuil de l'Europe”, in Pôles, la revue du Maghreb, de l'Afrique et du Moyen-Orient, No1, juin 1996.
- ROUQUIE, Alain, “L'État militaire en Amérique Latine”, Edition du Seuil, Paris, 1982.
- RUSTOW, Dankward A., “The Army and the Founding of the Turkish Republic”, in World Politics, XI, 1959.
- RUSTOW, Dankward A., “Atatürk as a founder of a State”, in Prof. Dr. Yavuz Abadan'a Armagan, Ankara A.U.S.B.F. Yayinlari, 1969.
- RUSTOW, Dankward A., “A world of Nation: Problems of political Modernization”, Washington D.C., The Brookings Institution, 1967.
- SANDER, Oral, “Turk-Amerikan Iliskileri 1947-64”, A.U. SBF Yayinlari, Ankara, 1979.
- SANDER, Oral, “Turkiye'nin Bati Baglantisi, ABD ve Turkiye”, in AUSBF Dergisi, Cilt 34, No.1-4.
- SANDER, Oral, “Degisen Dunya Dengelerinde Turkiye”, in “Yeni Dunya Duzeni ve Turkiye” (ouvrage collectif), Baglam Yayinlari, Istanbul, 1994.
- SARIBAY, Ali Yasar, “Turkiye'de Modernlesme Din ve Parti Politikasi : MSP Ornek Olayi”, Alan Yayinlari, Istanbul, 1985.
- SAVCI, Bahri, “Turkiye'de Devlet Hayatinda Askeri Mahiyetin ve Tesirin Seyrine Bir Bakis”, in A.U. SBF Dergisi, Cilt. XVI, No.3, Sevinc Matbaasi, Ankara, 1961.
- SAYARI, Binnaz, “Turkiye'de Dinin Denetim Islevi”, in A.U. SBF Dergisi, Vol.23, No.1-2, mars-juin 1978.

- SAYLAN, Gencay, "Ordu ve Siyaset", Kanun-u Esasi'nin 100. Yili Armagani, Ankara, 1978.
- SAYLAN, Gencay, "Turkiye'de Kapitalizm Burokrasi ve Siyasal Ideoloji", TODAIE Yayinlari, Ankara, 1974.
- SAYLAN, Gencay, "Ordu ve Siyaset, Bonapartizmin Genel Kulturu", Bahri Savci'ya Armagan, Mulkiyeliler Birligi Vakfi Yayinlari, Ankara, No.7, 1988, pp.449-459.
- SCHICK, Irvin Cemil et TONAK, Ertugrul Ahmet, "Uluslararası Boyut : Ticaret, Yardim ve Borçlanma", in I. C. SCHICK et E. A. TONAK (dir.), "Gecis Surecinde Turkiye", Belge Yayinlari, Istanbul, 1990.
- SCHIFF, Rebecca L., "Civil-Military Relations Reconsidered : A Theory of Concordance", in Armed Forces & Society, Vol.22, No.1, Fall 1995, pp.7-24.
- SCHWEISGUTH, Etienne, "L'institution militaire et son système de valeurs", in Revue Française de Sociologie, Tome XIX, 1978.
- SENCER, Muzaffer, "Turkiye'de Siyasal Partilerin Sosyal Temelleri", May Yayinlari, Istanbul, 1974.
- SENCER, Muzaffer, "From the Constitution of 1961 to the Constitution of 1982", in Turkish yearbook of human rights, vol. 7 et 8, Ankara, 1985-1986.
- SERTEL, Yildiz, "Turkiye'de Herici Akimlar ve Kalkinma Davamiz", Istanbul, 1969.
- SEZGIN, Omur, "Turkiye Kurtulus Savasi ve Siyasal Rejim Sorunu", Birey ve Toplum Yayinlari, Ankara, 1984.
- SEZGIN, Omur et SAYLAN, Gencay, "Terakkiperver Cumhuriyet Firkasi", Cumhuriyet Donemi Turkiye Ansiklopedisi, Iletisim Yayinlari, Cilt. 8, pp.2043-2046.
- SEYHAN, Dunder, "Golgedeki Adam", Hur Dagitim, Istanbul, 1966.
- SIMPSON, Dwight J., "Development as a Process : The Menderes Phase in Turkey", in Middle East Journal, Vol. 19, 1965, pp.141-152.
- SIMPSON, Dwight J., "Turkey, a Time of Troubles", in Current History, Vol.65, 1972.
- SKOCPOL, Theda, "Bringing the State Back in : Strategies of Analysis in Current Research", in Peter B. EVANS, Dietrich RUESCHEMEGER et Theda SKOCPOL (dir.), "Bringing the State Back In", Cambridge University Press, 1985.
- SOYSAL, Mumtaz, "Dinamik Anayasa Anlayisi : Anayasa Diyalektigi Uzerine Bir Deneme", Sevinc Matbaasi, Ankara, 1969.
- SOYSAL, Mumtaz, "Anayasanin Anlami", Gercek Yayinlari, Istanbul, 1986.

- SOYSAL, Mumtaz, "Anayasa Hukukuna Giris", Remzi Kitabevi, Ankara, 1987.
- SOYSAL, Mumtaz, "La constitutionalisme républicain et l'évolution sociale en Turquie", in CEMOTI, No 7, Paris, 1989.
- SÖNMEZ, Zikri M., "Türkiye Ekonomisinde Bunalım : II, 1980 Sonbaharından 1982'ye", Belge Yayinlari, Istanbul, 1982.
- STEINHAUS, Kurt, "Kemaliste Devrimin Sosyolojisi", Sander Yayinlari, Istanbul, 1973.
- STEPAN, Alfred, "The New Professionalism of Internal Warfare and Military Rôle Expansion", in Alfred STEPAN (dir.), "Authoritarian Brazil : Origins, Policies and Future", New Haven, Yale University Press, 1973.
- SUNAR, Ilkay, "Demokrat Parti ve Populizm", Cumhuriyet Donemi Türkiye Ansiklopedisi, Cilt 8, Iletisim Yayinlari, Istanbul, p.2076-2086.
- SUNAR, Ilkay et SAYARI, Sabri, "Democracy in Turkey : Problems and Prospects", in Guillermo O'DONNELL (dir.), "Transitions from Authoritarian Ruffles : Southern Europe", Vol.1, John Hopkins University Press, 1986.
- SUNAR, Ilkay, "La redémocratisation en Turquie", in Paul DUMONT et François GEORGEON (dir.), "La Turquie au seuil de l'Europe", L'Harmattan, Paris, 1991.
- SEN, Serdar, "Refah Partisi'nin Teori ve Pratigi", Sarmal Yayınevi, Istanbul, 1995.
- SEN, Serdar, "Cumhuriyet Kültürünün Olusum Surecinde Bir Ideolojik Aygit Olarak : Silahlı Kuvvetler ve Modernizm", Sarmal Yayınevi, Istanbul, 1996.
- TACHAU, Frank, "Turkey", New York, Praeger Publishers, 1984.
- TACHAU, Frank, "The Republican People's Party, 1945-1980", in Metin HEPER et Jacob M. LANDAU (dir.), "Political Parties and Democracy in Turkey", I.B. Tauris, London and New York, 1991.
- TACHAU, Frank et HEPER, Metin, "The State Politics and the Military in Turkey", in World Politics, Vol.16, No.1, 1983.
- TANER, Gunes, "CHP Halktan Nasil Uzaklasti ?", in Yon Dergisi, No. 7, 1961.
- TANJU, Tosun, "Merkez Sag ve Solda Parçalanma", Boyut Kitaplari, Istanbul, 1999.
- TANÖR, Bulent, "12 Mart Rejimi Anayasa Degisikligi", Armagan, Kanun-î Esasi'nin 100. Yili, A.U. SBF Yayinlari, Ankara, 1978.
- TANÖR, Bulent, "Iki Anayasa 1961-1982", Beta Yayinlari, Istanbul, 1986.

- TANÖR, Bulent, "Des fonctions légitimatrices de la Constitution turque de 1982", in *Revue Internationale de Droit Contemporain*, No.1, 1988.
- TANÖR, Bulent, "Siyasal Tarih (1980-1995)", in Sina AKSIN; Bulent TANÖR et Korkut BORATAV (dir.), "Turkiye Tarihi 5: Bugunku Turkiye 1980-1995", Cem Yayınevi, İstanbul, 1995.
- TEKELI, Sirin, "Cumhuriyet Doneminde Secimler", in *Cumhuriyet Donemi Turkiye Ansiklopedisi, İletisim Yayinlari*, Vol. 7, p.1813-1814.
- TEKELI, Sirin et SAYLAN, Gencay, "Turkiye'de Halkcilik Ideolojisinin Evrimi", in *Toplum ve Bilim*, No.5-6, Eté-Automne 1978.
- TEKELI, Sirin et Gokceli, "1973 ve 1975 Secimleri, Secim Cografyasi Uzerine Bir Deneme", *Milliyet Yayinlari*, İstanbul, 1977.
- TEZEL, Yahya Sezai, "Cumhuriyet Doneminin İktisadi Tarihi : 1923-1950", *Yurt Yayinlari*, Ankara, 1982.
- TIMUR, Taner, "Osmanli Mirasi", in Irvin Cemil SCHICK et Ertugrul Ahmet TONAK, (dir.), "Gecis Surecinde Turkiye", Belge Yayinalri, İstanbul, 1990.
- TIMUR, Taner, "Turkiye'de Cok Partili Hayata Gecis", *İletisim Yayinlari*, İstanbul, 1991.
- TIMUR, Taner, "Turk Devrimi ve Sonrasi", *Imge Kitabevi*, Ankara, 1997.
- TOCQUEVILLE, Alexis de, "De la démocratie en Amérique", Garnier Flammarion, Paris.
- TOKER, Metin, "İsmet Pasa'yla 10 Yil", Cilt. 2, *Akis Yayinlari*, Ankara, 1966.
- TOKER, Metin, "İnönü'nun Son Basbakanligi, 1961-1965", *Bilgi Yayinlari*, Ankara, 1992.
- TOKIN, F. Husrev, "Turk Tarihinde Siyasi Partiler ve Siyasi Dusuncenin Gelismesi", *Elif Yayinlari*, İstanbul, 1965.
- TOPRAK, Binnaz, "Islam and Political Development in Turkey", Leiden : E. J. Brill, 1981.
- TOPRAK, Binnaz, "Dinci Sag", in I. C. SCHICK et E. A. TONAK, "Gecis Surecinde Turkiye", Belge Yayinlari, İstanbul, 1990.
- TOPRAK, Zafer, "Osmanli Narodnikleri : Halka Dogru Gidenler", in *Toplum ve Bilim*, Sayi 24, Kis 1984.
- TRIMBERGER, Ellen Kay, "Revolution from above, Military Bureaucrats and Development in Japan, Turkey, Egypt and Peru", New Jersey et New Brunswick : Transaction Books, 1978.
- TUNAYA, Tarik Zafer, "Turkiye'de Siyasi Partiler", *Hurriyet Vakfi Yayinlari*, İstanbul, 1984.

- TUNAYA, Tarik Zafer, "Siyasal kurumlar ve Anayasa hukuku", Istanbul, IUHF Yayinlari, 1980.
- TUNAYA, Tarik Zafer, "Islamcilik Akimi", Simavi Yayinalari, Istanbul, 1991.
- TUNCAY, Mete, "Turkiye Cumhuriyetin'de Tek parti Yonetiminin kurulmasi", Yurt yayinlari, Ankara, 1981.
- TURAN, Ilter, "Silahli Kuvvetler, Koalisyonlar ve Bakanlarin Ozellikleri", in Ersin KALAYCIOGLU et A. Yasar SARIBAY (dir.), "Turk Siyasal Hayatinin Gelisimi", Istanbul, 1986.
- TURAN, Ilter, "Stages of Political Development in the Turkish Republic", Paper presented at the Third International Congress on the Economic and Social History of Turkey, Princeton : Princeton University, August 24-26, 1983.
- TURGUT, Hulusi, "12 Eylul Partileri", ABC Ajansi, Istanbul, 1986 .
- TURHAN, Mehmet, "Siyasal Elitler", Gundogan Yayinlari, Ankara, 1991.
- TUSALP, Erbil, "Seriati Beklerken", Papiurs, Ankara, 1996.
- ULAY, Sitki, "27 Mayıs 1960, Harbiye Silah Basina", Husnutabiat Matbaasi, Istanbul, 1968.
- ÜLMAN, A. Haluk et TACHAU, Frank, "Turkish Politics, the Attempt to Reconcile Rapid Modernization with Democracy", in Middle East Journal, vol. 19, 1965.
- ÜLMAN, Haluk et SANDER, Oral, "Turk Dis Politikasina Yon Veren Etkenler (1923-1968)", AUSBF Dergisi, Cilt 27, No.1.
- ÜNAL, Oguz, "Turkiye'de Demokrasinin Dogusu", Milliyet Yayinlari, Istanbul, 1995.
- ÜSKÜL, Zafer, "Siyaset ve Asker : Cumhuriyet Doneminde Sikiyonetim Uygulamalari", AFA Yayinlari, Istanbul, 1989.
- ÜSTEL, Füsün, "La synthèse turco-islamique entre traditionalisme et modernisme", in Jacques THOBIE et Sungur KANCAL (dir.), "Industrialisation, communication et rapports sociaux en Turquie et en Méditerranée orientale", L'Harmattan, Paris 1994.
- WEIKER, Walter, "Political Tutelage and Democracy in Turkey : The Free Party and its Aftermatch", Leiden, E.,J. Brill, 1973.
- WEIKER, Walter F., "The Turkish Revolution, 1960-1961, Aspects of Military Politics", Washington D. C., 1963.
- WEIKER, Walter F., "The Aydemir Case and Turkey's Political Dilemma", in Middle Eastern Affairs, Vol. XIX, No.9, février 1963, pp.258-271.
- WODIE VANGAH, Francis, "Régimes militaires et Constitutionnalisme en Afrique", in Penant, No.803, juin à septembre 1990, pp.195-204.

- WORSLEY, Peter, "The Concept of Populism", in G. IONECU et E. GELLNER (dir.), "Populism, Its Meanings and National Characteristics", London : weidenfeld and Nicholson, 1969.
- VANER, Semih, "Ordu", in I. C. SCHICK et E. A. TONAK, "Gecis Surecinde Turkiye", Bilim Dizisi, Belge Yayinlari, Istanbul, 1990.
- VANER, Semih, "Turquie : Les Dividendes de la Loyauté", in Politique Internationale, No.52, été 1991, pp.205-215.
- VANER, Semih, "Islam et Démocratie en Turquie", in Etudes, avril 1997, Editions Autrement, pp.447-458.
- VANER, Semih, "La montée des nationalistes en Turquie", in Etudes, novembre 1999, No.3915, Editions Autrement, pp.437-448.
- VEINSTEIN, Gilles., "L'Empire dans sa grandeur (XVIe siècle)", in Robert MANTRAN (dir.) "Histoire de l'Empire ottoman", Fayard, Paris, 1989.
- VERRIER, Michel, "La Turquie piétine aux portes de l'Union européenne", in Le Monde Diplomatique, mars 1995, pp.18-19.
- YALMAN, Ahmet Emin, "Gorduklerim ve Gecirdiklerim IV (1945-1971)", Sevinc Matbaasi, Ankara, 1971.
- YALMAN, Nur, "Intervention and Extrication : The Officer Corps in the Turkish Crisis", in Henry BIENEN (dir.), "The Military Intervenes : Case Studies in Political Development", N. Y. : Russell Sage Foundation, 1968.
- YAYLA, Yildizhan, "Idare Hukuku", Istanbul, 1985.
- YERASIMOS, Stéphane, "Turquie : les choix difficiles", in Hérodote, No.58-59, 3° trimestre 1990.
- YERASIMOS, Stefanos, "Tek Parti Donemi", in Irvin Cemil SCHICK et Ertugrul Ahmet TONAK (dir.), "Gecis Surecinde Turkiye", Belge Yayinlari, Istanbul, 1990.
- YETKIN, Cetin, "Serbest Cumhuriyet Firkasi Olayi", Karacan Yayinlari, Istanbul, 1982.
- YETKIN, Cetin, "Turkiye'de Askeri Darbeler ve Amerika : 27 Mayıs, 12 Mart ve 12 Eylul'de Amerika'nin Yeri", Umit Yayincilik, Ankara, 1995.
- YÜCEKÖK, Ahmet, "Turkiye'de Orgutlenmis Dinin Sosyo-Ekonomik Tabani : 1946-1968", Sevinc Matbaasi, Ankara, 1971.
- YÜCEKÖK, Ahmet N., "Siyaset Sosyolojisi Acisindan Turkiye'de Parlamento'nun Evrimi", A.U. SBF Yayinlari, Ankara, 1983.
- ZURCHER, Erik Jan, "Atatürk ve Muhalefet : 1924'teki Cok Partili Demokrasi", Tarih ve Toplum, Ocak 1988, Sayi 49, p.16.
- "Hukmetler ve Programlari II", TBMM Yayinlari, Ankara, 1988.

Institut kurde de Paris



Institut kurde de Paris